

ÉDITION DES DÉBATS PARLEMENTAIRES

TABLE DES TRAVAUX

DÉBATS ET DOCUMENTS DES ASSEMBLÉES

(Assemblée nationale et Conseil de la République.)

ANNÉE 1950

A

Abattoirs. — V. *Enquêtes parlementaires.*

Accidents. — V. *Assurances de toute nature.*

Accidents d'aviation. — V. *Commerce et industrie (entreprises nationalisées).* — *Interpellations* nos 103, 107, 173, 177, 207, 225. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 46 (*Conseil de la République* no 67, 106).

Accidents de chemins de fer. — V. *Interpellations* nos 306, 307. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 35, 123, 130. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac, p. 1106 (Document no 9227). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reille-Soult tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence un secours de 5 millions de francs aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac (Tarn), p. 1240 (Document no 9261). — Dépôt d'une proposition de la résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac, p. 1240 (Document no 9265). — Dépôt d'un rapport par M. Gabelle, p. 1498 (Document no 9337). — Adoption de l'ensemble, p. 2203.

Accidents du travail et maladies professionnelles. — V. *Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne).* — *Enseignement technique.* — *France d'outre-mer (textes généraux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Borra tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 185 (Document no 8960). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 3310 (Document no 10182). — Dépôt du rapport par M. Rabier sur les propositions de loi: 1^o de M. Benchehouf tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail; 2^o de M. Borra tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail; 3^o de M. Fayet tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail (nos 8691-8960-10182), p. 4950 (Document no 10333). — Dépôt d'un avis de la commission

du travail par M. Meck, p. 5701 (Document no 10650). — Discussion, p. 6058; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi portant extension à l'Algérie de la loi no 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail », p. 6061.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2179 (Document no 569). — Dépôt du rapport par M. Lodeon, p. 2232 (Document no 586). — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 2237. — Dépôt d'un avis de la commission des finances sur la proposition de loi, par M. Emillon Lieutaud, p. 2381 (Document no 631). — Discussion, p. 2413, 2435; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2453.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 6104 (Document no 10830). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 6524 (Document no 10851) (résolution et rapport devenu sans objet). — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6529 (Document no 10870). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 6599 (Document no 10976). — Discussion, p. 6747; adoption de la proposition de loi, p. 6750 (*Loi no 50-986 du 17 août 1950, J. O. du 18 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, p. 2853 (Document no 9726).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet portant extension à l'Algérie des articles 2 et 3 de la loi no 46-2126 du 30 octobre 1946, relative à la prévention et à la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, p. 9039 (Document no 11613).

Accords commerciaux. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* nos 35, 62, 64, 327. — *Questions orales (Conseil de la République)* no 10.

Accords économiques et financiers. — V. *Conventions internationales.* — *Questions orales (Conseil de la République)* no 17.

Acquisition et affectation d'immeubles et de terrains. — V. *Domaine de l'État, des départements et des communes.*

Notes de l'état civil. — V. *Code civil.*

Actes judiciaires. — V. *Impôts (timbre).*

Actions. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* no 172. — *Valeurs mobilières.*

Action universitaire et sociale. — V. *Œuvres en faveur de la jeunesse.*

Adjudications et marchés. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* nos 29, 48.

NOTA. — Pour permettre aux lecteurs de connaître la date des numéros des éditions des deux Assemblées où sont publiés les documents qui les intéressent, un tableau de concordance est inséré à la fin de la table des questions écrites.

Administrateurs de biens.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courdray portant statut des administrateurs de biens; p. 3087 (Document n° 9810).

Administrateurs civils. — V. Fonctionnaires.

Administrateurs de sociétés. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 66.

Administration communale. — V. Traitements, soldes et indemnités.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur la proposition de loi de M. Cordonnier, portant relèvement des indemnités de fonctions des maires et adjoints (n° 8569), p. 936 (Document n° 9135). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 2415 (Document n° 9626). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1526 du 29 septembre 1948*, p. 2605.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4116 (Document n° 244). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 1156 (Document n° 269). — Discussion, p. 1197, 1220; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1221.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3420 (Document n° 9902). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 3768 (Document n° 9981). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 4142 (Document n° 10158). — Adoption de la proposition de loi, p. 4382 (Loi n° 50-720 du 21 juin 1950, J. O. du 25 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1965, pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, p. 1092 (Document n° 9212). — Dépôt du rapport par M. Montagnier, p. 7590 (Document n° 11228); adoption, p. 8410.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3682 (Document n° 801). — Dépôt du rapport par M. Brettes, p. 3331 (Document n° 893).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Fonlupt-Esperaber sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber, relative aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes (n° 7426), p. 5575 (Document n° 10635).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à modifier l'article 2 de la loi du 29 septembre 1943 relatif aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, p. 5272 (Document n° 10458). — Dépôt du rapport par M. Fonlupt-Esperaber, p. 5700 (Document n° 10665).

Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 36 et 86 de la loi municipale du 5 avril 1884, l'article 48 de la loi du 10 août 1871 et l'article 48 du décret du 23 septembre 1875, p. 5272 (Document n° 10463).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bène tendant à compléter les dispositions de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales, p. 1876 (Document n° 466).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5290 (Document n° 10472).

Administration départementale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rochole tendant à modifier différents articles de la loi du 10 août 1871 sur la date de la deuxième session ordinaire des conseils généraux, p. 9312 (Document n° 11698).

Administrations publiques. — V. Budgets. — Défense nationale (organisation). — Economie et finances (redressement). — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 3, (Conseil de la République), n° 27.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Kuehn sur la proposition de loi de M. Palewski, relative à la réforme des méthodes administratives d'approvisionnements, d'achats et de règlement des matériels des départements ministériels (n° 4582), p. 7895 (Document n° 11328).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Lecourt tendant à préparer un plan de réformes administratives, p. 9836 (Document n° 11605).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement; 1° à développer en France l'étude des sciences administratives; 2° à assurer la diffusion à l'étranger des disciplines françaises en ce domaine, p. 3170 (Document n° 828).

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures pour la commission de la réforme administrative, p. 7838, 8091, 8200. — Nomination de membres, p. 7934, 8178, 8410.

Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — V. Traitements, soldes et indemnités.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Bour tendant à modifier la loi n° 48-1279 du 17 août 1948 relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, p. 1056 (Document n° 9200). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 2164 (Document n° 9533). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 2415 (Document n° 9625). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2400 du*

18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du conseil général de la Seine, modifiée en dernier lieu par la loi n° 48-1279 du 17 août 1948, p. 3774.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4166 (Document n° 375). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 1576 (Document n° 387). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1678.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4720 (Loi n° 50-721 du 21 juin 1950, J. O. du 25 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine, p. 2852 (Document n° 9754). — Retrait, p. 6107.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bour relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine, p. 9313 (Document n° 11700).

Admission en franchise. — V. Douanes.

Adoption. — V. Code civil.

Adroclubs. — V. Combustibles liquides et dérivés. — Education physique et sports.

Aérodromes. — V. Débits de boissons. — France d'outre-mer (départements). — Interpellations n° 45, 259. — Transports et voies de communication (transports aériens).

Aéronautique. — V. Armée de l'air. — Assurances sociales. — Commerce et industrie (entreprises diverses). — Interpellations n° 105, 197, 259, 298, 305. — Transports (transports aériens).

Aéroports. — V. Conventions internationales (navigation aérienne).

Affaires sociales. — V. France d'outre-mer (conseil supérieur des affaires sociales).

Affectation d'immeubles et de terrains. — V. Domaine de l'Etat.

Affectation spéciale. — V. Armées.

Affichage. — V. Agriculture (habitations rurales).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à l'abrogation de l'article 3 (alinéa 1^{er}), de l'acte dit loi n° 247 du 12 avril 1943 relative à la publicité par panneaux réclame, par affiches et aux enseignes, p. 2853 (Document n° 9725).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Desson tendant à régler l'affichage, p. 7347 (Document n° 11128).

Afrique équatoriale française. — V. Assemblée nationale (composition et élection). — France d'outre-mer.

Afrique occidentale française. — V. Assemblée nationale (composition et élection). — Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — France d'outre-mer.

Agences postales. — V. Postes, télégraphes et téléphones.

Agents d'affaires.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à interdire aux agents d'affaires et conseils juridiques de se prévaloir du titre de magistrat honoraire ou d'ancien magistrat, p. 6935 (Document n° 11002).

Agents des chemins de fer et des transports. — V. Allocations familiales (prime exceptionnelle). — France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Interpellations n° 28, 148, 261, 266, 300, 301. — Légion d'honneur. — Pensions et retraites. — Transports et voies de communications (Chemins de fer d'intérêt général).

Agents et courtiers d'assurances.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, p. 1092 (Document n° 9203). — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur: 1° le projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale; 2° la proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances (n° 7974-9203), p. 3022 (Document n° 9790). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « *Projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale* », p. 3651.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1360 (Document n° 334). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1656 (Document n° 414). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre « *Projet de loi relevant certains agents et courtiers d'assurance de la forclusion édictée par l'article 11 de la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurance, par suite du transfert de la gestion du risque « accidents du travail » aux organismes de la sécurité sociale* », p. 1901.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5352 (Document n° 10531). — Dépôt du rapport par M. Ninine,

p. 5631 (Document n° 10643). — Adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 6133 (*Loi n° 50-894 du 2 août 1950, J. O. du 3 août 1950*).

Agent immobilier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Clément Taillade portant statut des professions d'agent immobilier, de mandataire en vente de fonds de commerce et de négociant en biens, p. 1388 (Document n° 9323).

Agrégation. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 30.*

Agriculture. — V. *Allocations familiales.* — *Armées (congrés et permissions).* — *Assurances sociales (agriculture, vieux travailleurs).* — *Bois et forêts.* — *Caisse d'assurances et de réassurances.* — *Caisse nationale des calamités agricoles.* — *Chambres d'agriculture.* — *Chômage (allocations-secours).* — *Code du travail (congrés, salaires).* — *Combustibles liquides et dérivés.* — *Commerce et industrie (création et extension).* — *Conventions internationales (conventions d'établissement, travail des enfants dans l'agriculture).* — *Corps gras.* — *Eau potable.* — *France d'outre-mer (départements d'outre-mer, textes généraux).* — *Impôts (bénéfices agricoles, chiffre d'affaires, contribution foncière, prélèvement).* — *Interpellations n°s 5, 52, 132, 147, 198, 260, 290.* — *Office national d'immigration.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 92, 113, 120, 126, 127, 151, 162 (Conseil de la République) n°s 74, 117.* — *Sociétés coopératives agricoles.* — *Sucre, betteraves à sucre.* — *Timbre.* — *Viticulture.*

AMENDES ADMINISTRATIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de l'amnistie aux cultivateurs qui ont été frappés d'amendes administratives en vertu des lois et décrets réglementant la livraison et la collecte des produits agricoles et l'ensemencement des céréales, p. 2853 (Document n° 9744).

BLÉ, CÉRÉALES, FARINE ET PAIN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garavel sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi relative à l'échange en nature blé-pain ou blé-farine (n° 6692), p. 936 (Document n° 9153). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: Proposition de loi relative au rétablissement de l'échange en nature blé-pain ou blé-farine, p. 1333 (*Loi n° 50-312 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Roulon relative à la fixation du prix du blé, p. 3328 (Document n° 9866). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant: 1° à abroger le décret n° 50-511 du 30 avril 1950, modifiant le décret n° 48-1548 du 1^{er} octobre 1948, relatif à la fixation du prix du blé; 2° à l'institution d'un prix différentiel du blé en faveur des petits et moyens producteurs, p. 3665 (Document n° 9954). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson annulant le décret n° 50-511 du 30 avril 1950 relatif à la fixation du prix du blé, p. 3846 (Document n° 10026). — Dépôt d'un rapport par M. Roulon, p. 4583 (Document n° 10242). — Discussion, p. 6062; adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative au prix du blé*, p. 6072.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2179 (Document n° 570). — Dépôt du rapport par M. Jean Doussot, p. 2212 (Document n° 579). — Discussion, p. 2212; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2214.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6189 (*Loi n° 50-912 du 8 août 1950, J. O. du 9 août 1950*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Laillet de Montullé sur la proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers le libre choix de leurs meuniers (n° 914, année 1949), p. 596 (Document n° 105). — Discussion, p. 743 et adoption de la proposition de résolution, p. 749.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durieux tendant à inviter le Gouvernement à assurer immédiatement un travail égal dans tous les moulins et à rétablir, pour la prochaine campagne, la législation de 1939 en ce qui concerne la meunerie et la boulangerie, p. 2170 (Document n° 557). — Dépôt du rapport par M. Durieux, p. 2890 (Document n° 741). — Discussion, p. 3058; adoption de la proposition de résolution, p. 3059.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumelle tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour faire bénéficier les producteurs de blé, pour la campagne 1950-1951, d'une prime mensuelle et progressive de conservation, p. 2047 (Document n° 513). — Dépôt du rapport par M. Naveau, p. 2852 (Document n° 735). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *Résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les producteurs de céréales, pour la prochaine campagne, d'une prime mensuelle et progressive de conservation*, p. 3170.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cougny tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. L. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, p. 3514 (Document n° 9906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt tendant à abroger la loi n° 2657 du 24 juin 1911 portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires, p. 4371 (Document n° 10189).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à déterminer les principes devant régir l'institution d'une taxe de prélèvements destinés au financement de la résorption des excédents de blé, p. 4797 (Document n° 10288) (*rectificatif*, p. 5126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à garantir la livraison de leur récolte de blé aux petits et moyens producteurs et à assurer le financement de la récolte de blé de 1950, p. 5337 (Document n° 10501).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viollette tendant à développer en France la production du blé d'exportation, p. 6773 (Document n° 10901).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Violette tendant à donner à nouveau à la meunerie la liberté de son approvisionnement, p. 6774 (Document n° 10917).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier le décret du 22 août 1950 n° 50-1022 fixant le prix à la production des céréales de la récolte 1950, p. 6937 (Document n° 10969).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à abroger l'article 4 du décret n° 50-1088 du 30 août 1950 rétablissant la taxe permanente dégressive prévue par l'article 15 bis du code du blé, p. 6937 (Document n° 10977).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à l'encouragement de la production du blé, p. 7835 (Document n° 11307).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kauffmann, relative à la fixation du prix du blé, p. 7998 (Document n° 11365).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à supprimer certaines taxes fiscales grevant le prix du blé, du seigle et du pain, p. 8260 (Document n° 11423).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson ayant pour but de permettre aux meuniers la constitution d'un stock-outil ne dépassant pas vingt jours d'approvisionnement, p. 9720 (Document n° 11771).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charpentier tendant à inviter le Gouvernement à reviser le prix de l'avoine, p. 7763 (Document n° 11283). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 7836 (Document n° 11324).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 6 février 1950 n° 50-170 sur la prime décadaire de stockage, p. 2104 (Document n° 9502).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Vée tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur pour la campagne 1950-1951 les dispositions instituant une prime mensuelle de conservation et de la taxe permanente dégressive destinée au financement de la résorption des excédents de blés, p. 3822 (Document n° 10018).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pirot tendant à inviter le Gouvernement à diminuer le taux de blutage des farines panifiables, p. 4538 (Document n° 10215).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Viatte tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté dans le travail de la meunerie française, p. 5272 (Document n° 10460).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à instituer, lors de la fixation du prix du blé de la récolte 1950, une cotisation destinée à alimenter une caisse d'assurance agricole en faveur des producteurs de blé, p. 5290 (Document n° 10483).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret du 30 avril 1950 concernant la fixation du prix du blé, p. 1712 (Document n° 436) (*rectificatif*, p. 2204).

CALAMITÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, p. 6233 (Document n° 10628). — Dépôt du rapport par M. Pierre Abelin, p. 6599 (Document n° 10875). — Discussion, p. 6583, 6585. — Suite de la discussion, p. 6617, 6642; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6653.

Conseil de la République. — Transmission de projet de loi, p. 2560 (Document n° 666). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 2629 (Document n° 674). — Discussion, p. 2636. — Adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2651 (*rectificatif* p. 2683).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 10936) et dépôt du rapport par M. Abelin, p. 6775 (Document n° 10937). — Discussion, p. 6768; adoption du projet de loi avec modifications, p. 6771 (*Loi n° 50-960 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Depreux tendant à accorder un crédit de 100 millions de francs au titre de premier secours aux sinistrés par l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne le 20 mai 1950, p. 3983 (Document n° 10079). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Thorez tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 1 milliard de francs en vue de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles qui se sont produites ou se produiront en 1950, p. 3983 (Document n° 10084). — Discussion d'urgence de ladite proposition de loi, p. 5643, et rejet, au scrutin, p. 5654. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à indemniser les victimes de l'orage du 26 mai 1950 en Savoie, p. 4443

(Document n° 10198). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article 1421 du code général des impôts et permettant à tous les cultivateurs victimes de la grêle de bénéficier de dégrèvements d'impôt foncier, p. 4797 (Document n° 10277). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à exonérer du paiement du prélèvement exceptionnel, de l'impôt foncier, de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive les producteurs victimes des calamités agricoles, p. 4797 (Document n° 10276). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peytel tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de la grêle tombée le samedi 20 mai 1950 sur la banlieue parisienne, p. 3822 (Document n° 10020). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Thorez tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 20 mai 1950 sur la banlieue de Paris, notamment sur le territoire des communes de Bonneuil, Créteil, Saint-Maur, Thiais, Choisy-le-Roi et Orly; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 (Document n° 10021). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Casanova tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de cinq millions aux victimes du cyclone du 20 mai qui s'est abattu sur la localité de Pontault-Combault (Document n° 10022). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Benoist tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950 (Document n° 10024). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bour tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) le 20 mai 1950, p. 3846 (Document n° 10027). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Barbier tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide nécessitée par le cataclysme dont a été victime une partie du département des Vosges dans la nuit du 22 mai 1950, p. 3901 (Document n° 10032). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département du Doubs en raison des dommages subis dans l'arrondissement de Pontarlier (Document n° 10051). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 25 millions aux victimes du cyclone qui s'est abattu sur un certain nombre de communes des cantons de Châtillon-sur-Loire, Briare, Gien et plus particulièrement sur les communes d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou, Ousson, Beaulieu-sur-Loire (Document n° 10052). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence aux sinistrés par la grêle du 23 mai 1950 des régions de Pontarlier à Besançon (Doubs) (Document n° 10053). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans le département de l'Yonne le 20 mai 1950, p. 3910 (Document n° 10054). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bruyneel tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la vallée du Cher (Loir-et-Cher), le 23 mai 1950, p. 3962 (Document n° 10067). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Llanté tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 23 mai 1950 dans le département de l'Aude; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 (Document n° 10078). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Reyraud tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 21 mai 1950 dans la région du Réolais (Document n° 10080). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950 (Document n° 10081). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pirot tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide, immédiatement, aux victimes de la tornade qui s'est abattue sur la région de Chabris et des environs dans le département de l'Indre (Document n° 10082). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Saint-Désiré, Doyet, Chamblet, Ygrande et diverses autres localités du département de l'Allier (Document n° 10083). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Boutard tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes des orages et des chutes de grêle qui se sont produits dans le département d'Indre-et-Loire en différents endroits et en particulier dans la région lochoise (Document n° 10086). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme François tendant à venir immédiatement en aide aux victimes de la grêle et des orages qui se sont produits dans la région de Pouilly-sur-Loire, Saint-Andelain et dans la région nivernaise (Document n° 10087). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sion tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de Bruay-en-Artois dans la nuit du 23 au 24 mai 1950 (Document n° 10088). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté plusieurs communes du département du Tarn le 23 mai 1950 (Document n° 10089). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dezarnaulds tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Benny-sur-Loire, Thou et Ousson, victimes d'une calamité agricole, p. 4021

(Document n° 10110). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs audois dont la récolte a été anéantie par les violents orages de grêle du 23 mai 1950, p. 4022 (Document n° 10114). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans le département de l'Allier au cours du mois de mai 1950 (Document n° 10118). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thuillier tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes des deux orages de grêle qui se sont abattus le 23 mai 1950 sur de nombreuses communes du Sud de l'Aisne (Document n° 10120). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 100 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans le Tarn le 23 mai 1950; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 (Document n° 10121). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de la grêle et de la tornade qui se sont abattues sur le département du Loiret les 21 et 22 mai 1950, p. 4030 (Document n° 10122). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reille-Soult tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de cent millions, destiné aux victimes des dégâts causés par la grêle dans les communes de Saint-Sulpice, Lugan, Garrigues, Giroussens, Saint-Agnan, Saint-Lieux, Parisot, Montans, Lavant, Saint-Jean-de-Rives, Ambres, Coufouleux, Peyrole, Cadalen, Aussac, Fénols, Técon, Rouffiac, Carlus et le Séquestre (Tarn) (Document n° 10132). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Buriot tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées de Loir-et-Cher une indemnité compensatrice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle (Document n° 10133). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle, au cours de la semaine du 22 au 28 mai 1950, p. 4035 (Document n° 10138). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu dans le département de l'Aude, le 23 mai 1950 (Document n° 10139). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mitterrand tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes de l'orage et de la grêle qui se sont abattus dans la région de Montsauche, Château-Chinon, Moulins-Engilbert, Decize, Pouilly-sur-Loire, etc., et dans la plupart des cantons du département de la Nièvre, p. 4094 (Document n° 10141). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Hélène Nautré tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé, le 21 mai 1950, de nombreuses communes du département de la Marne (Document n° 10144). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mousu tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de Touraine, p. 4095 (Document n° 10145). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Sourbet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région de la Réole (Gironde) le 21 mai 1950, p. 4142 (Document n° 10157). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Miquet tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 30 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 21 mai 1950; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950 (Document n° 1059). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 15 millions de francs aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 18 mai 1950 sur le département des Rouches-du-Rhône, notamment sur le territoire de la commune de Sénas; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés des exonérations d'impôts; 4° à accorder à la caisse de crédit agricole des Bouches-du-Rhône des avances pour accorder des prêts sans intérêt aux sinistrés, p. 4158 (Document n° 10160). — Dépôt d'un rapport sur les propositions de loi et de résolution par M. Truffaut, p. 4215 (Document n° 10168). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billères tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département des Hautes-Pyrénées dans la période du 15 au 25 mai 1950, p. 4230 (Document n° 10171). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) pendant le mois de mai 1950, p. 4291 (Document n° 10177). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune de Saint-Hilaire-du-Rosier (Isère), victime de la grêle, une somme de 10 millions de francs à titre de premier secours (Document n° 10193). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux personnes sinistrées par l'orage de grêle qui s'est abattu le 26 mai 1950 sur des localités du Rhône (Document n° 10195). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thuillier tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage qui a dévasté, le 1^{er} juin, jardins et potagers de la ville de Château-Thierry, p. 4382 (Document n° 10196). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Castéra tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont

abattus au cours du printemps 1950 dans le département du Gers (Document n° 10209). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs sinistrés par le violent orage de grêle qui s'est abattu le 3 juin 1950 dans le Var, notamment sur les territoires des importantes communes agricoles de Barjols, Tavernes, Varages, Pontèves, Montmayan, Bruc-Auriac et Bras; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder à ceux-ci l'exonération totale de leurs impôts de 1950, p. 4489 (Document n° 10210). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brault tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans les cantons de Creil, Clermont, Liencourt et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, p. 4534 (Document n° 10238). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Begouin tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les victimes du cyclone qui, au cours de la semaine du 20 au 27 mai 1950, a ravagé plusieurs localités de Seine-et-Marne (Document n° 10243). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlot tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer d'urgence un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs du département du Var, sinistrés par suite de la tempête et de la grêle qui a ravagé le 3 juin 1950 la région Nord-Ouest du département; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés et leur exonération d'impôts au titre de 1950 (Document n° 10244). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brault tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 25 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans la petite commune de Myasel, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950 (Document n° 10245). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Daladier tendant à inviter le Gouvernement à allouer des secours et indemnités de 300 millions de francs aux victimes du gel et des orages dans le département de Vaucluse, p. 4598 (Document n° 10246). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nisse tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager des pertes qu'ils ont subies, les victimes des orages qui se sont abattus les 23 mai et 8 juin 1950 dans l'arrondissement d'Avon-sur-Bois (Nord), p. 4618 (Document n° 10259). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malon tendant à inviter le Gouvernement à indemniser — par l'octroi d'un premier secours de 50 millions — les victimes des orages qui ont saccagé, ces temps derniers, de nombreuses communes du département du Nord et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, p. 4662 (Document n° 10263). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 6 millions, les victimes de l'orage survenu au Sud de la région chartraine le 26 mai 1950, notamment dans les communes de Berchères-les-Pierres et Sours et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, au prorata des dégâts subis, p. 4663 (Document n° 10264). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrut tendant à inviter le Gouvernement à accorder, à titre d'indemnité, un premier secours de 25 millions aux victimes des orages qui ont saccagé notamment le 6 juin, dans le département du Puy-de-Dôme, de nombreuses communes de la vallée de la Cauze-Pavin, telles Saint-Floret, Chévrac, Lannier, Saint-Vincent, Perrier, Meilhant, etc., et à prendre toute mesure d'exonération d'imposition en faveur des sinistrés au titre de 1950 jusqu'à concurrence du montant des dégâts subis, p. 4721 (Document n° 10270) (rectificatif, p. 4875). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 11 juin 1950 dans la région de Duras (Lot-et-Garonne), p. 4731 (Document n° 10271). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bocquet tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de l'Avesnois et du bassin de la Sambre, p. 4797 (Document n° 10286). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coffin tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par la grêle de la région de Châteaumeillant (Cher) et à prévoir leur exonération d'impôts au titre de 1950 (Document n° 10290). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cerclier tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle des cantons de Boussac et de Chambon-sur-Voueize (Creuse), p. 4872 (Document n° 10312). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Reyrand tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 50 millions de francs aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu les 11 et 12 juin 1950 en Gironde (Document n° 10318). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pouyet tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, p. 4886 (Document n° 10319). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Truffaut sur les propositions de loi et de résolution, p. 4950 (Document n° 10330). — Discussion, p. 5654; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide de toute urgence aux victimes des calamités agricoles qui se sont produites au cours des mois de mai, juin et juillet 1950*, p. 5655.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Bardonnèche, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations des départements des Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Drôme et Vaucluse victimes des calamités publiques, par

suite du gel qui s'est produit dans la nuit du 27 au 28 avril 1950, p. 4144 (Document n° 260). — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marcelle Devaud, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune d'Orly (Seine), sinistrée par la tornade du 20 mai 1950 (Document n° 341). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vanrullen, tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le maximum soit fait en faveur des victimes des inondations du Pas-de-Calais, et plus spécialement du canton d'Houdain, qui ont eu à souffrir dans leur personne et dans leurs biens des ravages causés par cette calamité, p. 4376 (Document n° 350). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département du Nord, p. 4376 (Document n° 351). — Dépôt du rapport par M. Soldani, p. 4418 (Document n° 364). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations du Haut-Doubs victimes de l'orage de grêle du 23 mai 1950, p. 4396 (Document n° 362). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes de la tornade et des orages de grêle qui ont eu lieu le 23 mai dans le département de l'Aude, p. 4418 (Document n° 363). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Lemaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux villiculteurs et cultivateurs du département de la Marne, sinistrés par les orages du 21 mai 1950, p. 4432 (Document n° 371). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Voyant tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 26 mai 1950 dans le département du Rhône, p. 4466 (Document n° 376). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Méric, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 17 mai 1950 dans le département de la Haute-Garonne, p. 4519 (Document n° 380). — Dépôt d'un rapport sur lesdites propositions de résolution par M. Soldani, p. 4576 (Document n° 389). — Discussion, p. 4585. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Soldani, p. 4684 (Document n° 428). — Suite de la discussion, p. 4806; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes calamités atmosphériques*, p. 4811 (rectificatif, p. 4626).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau, tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide aux populations victimes de la récente tornade qui s'est abattue dans le département du Nord (région de Cambrai) le 21 juillet 1950, p. 2451 (Document n° 643). — Dépôt du rapport par M. Soldani, p. 3024 (Document n° 763). — Discussion, p. 3019; adoption de la proposition de résolution, p. 3050.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron, tendant à l'octroi d'un crédit de 100 millions au département de la Dordogne en vue de dédommager les victimes de la grêle, p. 5082 (Document n° 10373).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Moch, tendant à venir en aide aux agriculteurs victimes de sinistres graves dus à des calamités agricoles, p. 5258 (Document n° 10452).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Dusseaux, tendant à ouvrir un crédit de 20 millions de francs comme secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le mardi 20 juin 1950 dans la région de Dancourt (Seine-Inférieure), p. 5258 (Document n° 10455) (rectificatif, p. 5352).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy, tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 5 milliards de francs en vue de l'indemnisation et de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, p. 5289 (Document n° 10474).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bonnelous relative à la protection contre les calamités agricoles, p. 6108 (Document n° 10785).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Godin, relative à la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, p. 6350 (Document n° 10833).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auban, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 17 mai 1950 dans le département de la Haute-Garonne, p. 4950 (Document n° 10335).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giles Gozard, tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 12 juin 1950 qui a détruit les récoltes dans diverses communes du Sud-Ouest du département de l'Allier, p. 4962 (Document n° 10336).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coffin, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des dégâts causés par les orages dans le département du Cher, p. 5002 (Document n° 10338).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue les 8, 9 et 15 juin 1950 sur différentes localités du département du Cher, notamment sur le territoire des communes de Châteaumeillant, Charenton, Saint-Amand, Saint-Georges-de-Poisieux, Saulzais-le-Potier, Bessais-le-Frontental, Laugère et Vierzon; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 4962 (Document n° 10310).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourlaud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un pre-

mier secours aux sinistrés par l'orage qui s'est abattu le 12 juin 1950 sur différentes localités du département de la Creuse, notamment: Nouhant, Soumans, Verneigés; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 4963 (Document n° 10345).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat et l'indemnisation intégrale pour les dégâts causés par l'orage de grêle du 16 juin 1950 qui a dévasté la commune de Lurcy-Lévy (Allier) et les communes environnantes, p. 5002 (Document n° 10350).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juin 1950 sur le département de l'Hérault, p. 5002 (Document n° 10351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biondi tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur les cantons de Neuilly-en-Thelle, Creil, Mouy, Liancourt et Clermont, dans la nuit du 6 au 7 juin 1950, par l'octroi de secours d'urgence et par l'exonération d'impositions au titre de l'année 1950, p. 5002 (Document n° 10356).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Draveny tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé le 21 mai 1950 de nombreuses communes du département de la Marne, p. 5075 (Document n° 10361).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées du Bas-Rhin une indemnité compensatrice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle, p. 5075 (Document n° 10362).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gourdon tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des dégâts causés par les récents orages, p. 5075 (Document n° 10364).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mudry tendant à indemniser les victimes des orages des 26 mai et 17 juin 1950 en Savoie, p. 5082 (Document n° 10369).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention compensatrice aux sinistrés du Loir-et-Cher à la suite des dégâts occasionnés en 1950 par les orages et par la grêle, p. 5082 (Document n° 10370).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les sinistrés des derniers orages qui se sont abattus sur le département du Bas-Rhin, p. 5125 (Document n° 10376).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Duprat tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 16 juin 1950 dans la région de Sainte-Lirade (Lot-et-Garonne), p. 5130 (Document n° 10388).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs dont les champs ont été ravagés par la grêle pendant la semaine du 41 au 48 juin, p. 5130 (Document n° 10389).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Barangé tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de Maine-et-Loire en raison des dommages subis par suite d'un orage de grêle sur les cantons d'Angers-Nord-Ouest, Chalonnes-sur-Loire, Durtal et Seiches, p. 5130 (Document n° 10390).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Prot tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le violent orage, accompagné de rafales de grêle, qui s'est abattu dans la soirée du 20 juin 1950 sur différentes localités du département de la Somme, notamment sur le territoire des régions d'Abbeville, d'Ailly-le-Haut-Clocher, Crépy-en-Ponthieu, Hallencourt et Oisemont; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts en 1950, p. 5130 (Document n° 10392).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des nouveaux orages de grêle qui ont sinistré le département du Tarn, p. 5179 (Document n° 10396).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels qui permettront de venir en aide aux habitants de la région d'Abbeville, du Vimeux et du Ponthieu, victimes de la catastrophe du 20 juin 1950, p. 5179 (Document n° 10398).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget du ministère de l'Intérieur les crédits nécessaires à l'indemnisation des citoyens victimes des calamités atmosphériques, p. 5179 (Document n° 10404).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Allonneau tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui, le 20 juin 1950, a ravagé le département de Maine-et-Loire, p. 5179 (Document n° 10410).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Lejeune tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté le 20 juin 1950, 50 communes du département de la Somme et à exempter les sinistrés des impôts de l'année 1950, p. 5194 (Document n° 10411).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Morand tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 30 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée du Loir dans la journée du 20 juin 1950, notamment dans les cantons de Seiches, Durtal et Chalonnes, ainsi que dans la commune de Montreuil-Bellfrois, et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, p. 5194 (Document n° 10412).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Savard, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par les orages qui se sont abattus dans la nuit du 20 au 21 juin dans la région de Saint-Mihiel (Meuse), p. 5194 (Document n° 10413).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Geoffre, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 20 juin 1950 sur plusieurs communes du département de Maine-et-Loire, p. 5194 (Document n° 10415).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capdeville, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 100 millions au département de la Seine-Inférieure en vue de dédommager les victimes de la grêle, p. 5194 (Document n° 10417).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Goudoux, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes des orages qui ont eu lieu en Corrèze, en particulier dans la région d'Egletons et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'exercice 1950, p. 5194 (Document n° 10418).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le violent orage accompagné de rafales de grêle qui s'est abattu le 17 juin dans la vallée de l'Ubaye; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950; 4° à accorder aux communes des subventions leur permettant de réparer les chemins vicinaux gravement endommagés par l'orage, p. 5194 (Document n° 10419).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boccagny, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux victimes de l'ouragan qui a déferlé sur le département de la Haute-Savoie dans la journée du vendredi 16 juin 1950, p. 5194 (Document n° 10420).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Lucie Guérin, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au titre de premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue sur la région de Foucarmont (Seine-Inférieure), p. 5194 (Document n° 10421).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gros, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux exploitants agricoles sinistrés de l'Hérault, victimes des orages de grêle du 16 juin 1950: a) des indemnités de sinistre; b) des prêts à moyen ou à long terme à très faible intérêt par les caisses de crédit agricole; c) des exonérations et des dégrèvements fiscaux; d) la cessation de toutes poursuites ayant pour cause le non-paiement d'impôts, p. 5218 (Document n° 10437).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Pouyet, tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du paiement des cotisations aux allocations familiales et aux assurances sociales les cultivateurs victimes de calamités agricoles, p. 5258 (Document n° 10453). — Dépôt du rapport par M. Paumier, p. 5775 (Document n° 10697).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Pouyet, tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de la grêle dans le département de l'Allier, notamment dans la région de Lurcy-Lévy, p. 5258 (Document n° 10454).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thiamier, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer un premier secours aux sinistrés et aux communes éprouvées par les violents orages qui viennent de s'abattre sur le Lot; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés les facilités de crédit indispensables; 4° à exonérer ces sinistrés des impôts de 1950, p. 5258 (Document n° 10456).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dusseaux, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention compensatrice aux sinistrés du département de Seine-Inférieure, à la suite des dégâts occasionnés en 1950 par les orages et par la grêle, et à leur venir en aide, p. 5290 (Document n° 10477).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 25 millions de francs aux personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu sur la région de la Bassée, p. 5337 (Document n° 10509).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guesdon, tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de l'Orne, en raison des dommages causés par plusieurs orages de grêle, p. 5344 (Document n° 10512).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moquet, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne le 15 juin 1950 à Mailly-le-Château et à Mailly-la-Ville; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 5344 (Document n° 10514).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moquet, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue dans l'Yonne, le

16 juin 1950, notamment dans la contrée de Châblis; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 5344 (Document n° 10526).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosnat, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par le cyclone qui s'est déchainé dans les départements de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, le 2 juillet 1950; 2° à prendre des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 5344 (Document n° 10527).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cozard, tendant à inviter le Gouvernement à octroyer un secours immédiat et à indemniser les victimes de l'orage de grêle du 3 juillet 1950 qui a détruit les récoltes dans diverses communes de la région montluçonnaise, p. 5344 (Document n° 10528).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Truffaut, tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir les crédits nécessaires pour réparer les pertes subies par les habitants de la région de la Rochelle et Saint-Jean-d'Angély à la suite des violents orages de grêle et des tempêtes survenues les 1^{er} et 2 juillet 1950, p. 5352 (Document n° 10533).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés, victimes des orages qui se sont produits les 15 et 16 juin et le 1^{er} juillet 1950 dans les communes de Clerlande, les Martes-sur-Morge, Thuret, Sarçon, Saint-Amand-Talende, Sauviat, Saint-Bonnet près Riom et Riom (Puy-de-Dôme); 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950; 3° à prendre des mesures propres à indemniser les sinistrés, p. 5384 (Document n° 10515).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Toublanc, tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans la région nantaise (Loire-Inférieure), p. 5384 (Document n° 10534).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaborit tendant à inviter le Gouvernement: 1° à mettre en œuvre les moyens propres à secourir les victimes des violents orages qui se sont abattus sur le département de la Charente-Maritime; 2° à donner au crédit agricole les possibilités de consentir aux victimes de ces intempéries des prêts d'argent remboursables en dix ans et portant intérêt au taux annuel de 1 p. 100, p. 5384 (Document n° 10564).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. P.-H. Teitgen tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département d'Ille-et-Vilaine en raison des dommages subis par suite d'orages et de grêle par divers cantons du département, p. 5384 (Document n° 10578).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département des Landes, p. 5400 (Document n° 10582).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lavergne tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux cultivateurs du village de Chazelles, commune d'Auriac-l'Église (Cantal), sinistrés par un violent orage de grêle le 1^{er} juillet 1950; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser les sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts 1950, p. 5400 (Document n° 10583).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gouge tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 100 millions, les victimes des orages et des grêles qui se sont abattus sur plus de 40 communes de la Loire-Inférieure du 3 au 6 juillet 1950, et à prendre toutes les mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, p. 5400 (Document n° 10584).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brault tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 3 milliards, les victimes du typhon survenu dans la vallée de l'Oise entre la forêt d'Hallatte et la forêt de Neuville-en-Hez, ravageant en particulier les cantons de Clermont, Liencourt, Estrées-Saint-Denis, Neuilly-en-Thelle, Mouy, Noailles et, en priorité: 1° versement à tous les ouvriers licenciés d'une indemnité de chômage égale à 75 p. 100 du salaire; 2° emploi des ouvriers qui restent sans travail dans des chantiers d'utilité publique avec salaire normal; 3° indemnisation prioritaire des petits et moyens cultivateurs; 4° indemnisation des gros exploitants sous la garantie qu'ils continueront à employer la main-d'œuvre salariée; 5° exonération des impôts afférents à l'année 1950, p. 5400 (Document n° 10586).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brusset tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de l'ouragan du 2 juillet 1950 en Charente-Maritime des pertes qu'ils ont subies, p. 5424 (Document n° 10593).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delahoutre tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des orages qui ont dévasté, aux mois de juin et de juillet, certaines régions agricoles, et en particulier le département de l'Oise, p. 5400 (Document n° 10605).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pineau tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de la Sarthe en raison des dommages subis par suite d'orages, p. 5631 (Document n° 10644).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre d'indemnité un premier secours de 50 millions aux victimes des orages qui ont saccagé, notamment les 16 juin et 1^{er} juillet 1950, dans le département du Puy-de-Dôme, les communes Saint-Bonnet près Riom et Sauviat, etc., et à prendre toute mesure d'exonération d'imposition en faveur des sinistrés au titre 1950 jusqu'à concurrence du montant des dégâts subis, p. 5700 (Document n° 10672).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Darras tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat aux familles des victimes du violent orage qui s'est abattu sur la région d'Arras, p. 5842 (Document n° 10717).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Galicier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la tornade qui s'est abattue le 21 juillet 1950 sur différentes localités de la région de Cambrai; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 5842 (Document n° 10718).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Gosset tendant à inviter le Gouvernement à débloquer immédiatement un crédit de 50 millions à titre de secours de première urgence en faveur des sinistrés du Cambrésis atteints par la tornade du 21 juillet 1950, p. 5905 (Document n° 10720).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre André tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux cultivateurs, aux industriels, artisans, commerçants, collectivités et particuliers du département de Meurthe-et-Moselle, victimes des orages de mai et juin 1950, p. 5905 (Document n° 10722).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nisse tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour dédommager les victimes de la tornade qui a ravagé la vallée de la Sambre, p. 5905 (Document n° 10723).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gernez tendant à inviter le Gouvernement à mettre une somme de 5 milliards à la disposition de la région du Cambrésis ravagée par la tornade du 21 juillet 1950, p. 5913 (Document n° 10735).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kuehn tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes de l'orage de pluie et de grêle qui s'est abattu sur la région de Mulhouse le 22 juillet 1950, p. 5968 (Document n° 10739).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouchet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux victimes des orages qui ont sévi en Haute-Savoie à plusieurs reprises un secours important et demandant que: 1° des indemnités soient accordées proportionnellement aux dégâts subis; 2° des prêts soient consentis aux agriculteurs sinistrés à un taux très réduit; 3° des dégrèvements sur les impôts fonciers et les bénéfices agricoles, p. 6037 (Document n° 10768).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence et à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 19 juillet 1950 sur la commune de Ventavon (Hautes-Alpes), p. 6058 (Document n° 10780).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chambeiron tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés vosgiens victimes de l'orage du 28 juillet 1950, p. 6415 (Document n° 10843).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gresa tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne victimes des orages de grêle des mois de mai et juin 1950, p. 6526 (Document n° 10848).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à indemniser d'urgence les victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département de l'Ardeche en 1950, p. 6936 (Document n° 10963).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Kauffmann tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Bas-Rhin sinistrés à la suite des graves orages accompagnés de chutes de grêle qui ont dévasté les cultures au cours du mois d'août 1950, p. 6936 (Document n° 10971).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat tendant à modifier les articles 129 à 141 de la loi de finances du 31 mars 1932 relatifs à l'assurance contre la grêle et à la caisse de solidarité contre les calamités agricoles, p. 1304 (Document n° 302).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3632 (Document n° 9936).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 20 juin dans le département du Pas-de-Calais (cantons d'Auxi-le-Château, Saint-Pol, Lens-Ouest et Cambrin) et à prévoir l'octroi de prêts à taux d'intérêt réduit pour permettre aux victimes du sinistre la poursuite de leur exploitation, p. 1688 (Document n° 485).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Delabie tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui viennent de ravager plusieurs régions du département de la Somme, p. 1932 (Document n° 492).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouquerel tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des orages qui ont dévasté, pendant les mois de juin et de juillet 1950, certaines régions du département de l'Oise, p. 1964 (Document n° 507).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lionel-Pélerin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour venir en aide aux cultivateurs, aux industriels et aux petits propriétaires du département de la Meurthe-et-Moselle, victimes des orages de mai et juin 1950, p. 2047 (Document n° 510).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Couinaud tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle, qui, dans la journée du 20 juin 1950, se sont abattus sur le département de l'Orne; 2° à mettre à la disposition du crédit agricole, les sommes nécessaires à l'attribution de prêts à long terme et à taux réduit; 3° à accorder aux agriculteurs sinistrés de larges exonérations d'impôts; 4° à créer une caisse nationale des calamités agricoles, p. 2071 (Document n° 517).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rupied tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des orages de grêle qui ont ravagé plusieurs régions du département d'Ille-et-Vilaine, p. 2176 (Document n° 571).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Geoffroy tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi à l'effet de rendre obligatoire l'organisation de la défense contre la grêle dans les communes où la majorité des agriculteurs en fait la demande, p. 1623 (Document n° 407).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chalenay tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont ravagé le département de Maine-et-Loire, p. 1876 (Document n° 477).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à prendre parmi les mesures nécessaires pour soulager les victimes des calamités agricoles une disposition permettant la négociation des titres de l'emprunt de prélèvement exceptionnel, p. 2454 (Document n° 642).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bardonnèche tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs de la vallée de la Durance (Hautes-Alpes) plus particulièrement dans les régions de Vantavon et de Valenty, victimes de l'ouragan de grêle du 19 juillet 1950, p. 2454 (Document n° 644).

Voir également à la rubrique: *Calamités publiques.*

CHEPTEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant la loi du 14 août 1885 sur la surveillance des étalons, p. 2329 (Document n° 9589).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à rétablir parmi les races bovines françaises celle dite « de Villard de Lans », p. 2329 (Document n° 9609).

CHICORÉE A CAFÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, p. 8303 (Document n° 14457).

CRÉDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mont tendant à ouvrir de nouvelles facilités de crédit pour des travaux d'équipement rural, p. 4872 (Document n° 10302).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chausson tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, p. 7146 (Document n° 11108).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Moussu tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole une somme de trois milliards de francs destinée à la création de prêts à moyen terme et à intérêts réduits en faveur des victimes des orages de grêle survenus depuis le début de mai, p. 5272 (Document n° 10465).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Farine tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la caisse nationale de crédit agricole une somme de un milliard de francs destinée à la création de prêts à moyen terme et à intérêts réduits en faveur des cultivateurs victimes du gel, p. 5272 (Document n° 10466).

EQUIPEMENT RURAL

Voir la rubrique: *Agriculture (crédit agricole, subventions).*

EXPLOITATIONS AGRICOLES. — MISE EN VALEUR DES TERRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier la législation sur le remembrement, p. 4872 (Document n° 10300).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à faciliter aux jeunes ménages et aux ouvriers agricoles l'accession à la condition d'exploitant, p. 9039 (Document n° 11602).

FRUITS ET LÉGUMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour faciliter la vente, le transport, la transformation et l'exportation des pommes à cidre, p. 5978 (Document n° 10752). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Greffier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures qui

s'imposent d'urgence pour organiser le marché des pommes à cidre et à accorder des tarifs de transports préférentiels en faveur de ce produit, p. 6529 (Document n° 10861). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à cesser immédiatement toute importation de pommes à cidre et de table pour l'année en cours, p. 7090 (Document n° 11036). — Dépôt du rapport par M. Henault, p. 7971 (Document n° 11363).

HABITATIONS RURALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à faire procéder dans les maieries intéressées à l'affichage des textes législatifs concernant l'amélioration de l'habitat rural, p. 4029 (Document n° 10119).

JARDINS OUVRIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gautier, portant prorogation des articles 11 et 21 de la loi n° 36-935 du 7 mai 1946, modifiés par la loi n° 48-482 du 21 mars 1948 et par la loi n° 49-1100 du 2 août 1949 relatives aux jardins ouvriers, p. 2853 (Document n° 4762). — Dépôt du rapport par M. Musmeaux, p. 6038 (Document n° 10770). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi prorogeant certaines dispositions relatives aux jardins ouvriers*, p. 6617.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2629 (Document n° 669). — Dépôt du rapport par Mme Devand, p. 2629 (Document n° 671). — Discussion, p. 2634; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2635.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi (Document n° 10934) et dépôt du rapport par M. Musmeaux, p. 6775 (Document n° 10935). — Adoption avec modifications, p. 6771 (Loi n° 50-1007 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Moisan, sur la proposition de loi de M. Gérard Vée concernant les jardins ouvriers (n° 2574), p. 2330 (Document n° 9585). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Minjoz, p. 5421 (Document n° 10613). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Gérard Vée, p. 5701 (Document n° 10659). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Moisan, p. 7648 (Document n° 11232). — Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission de la justice par M. Minjoz, p. 8061 (Document n° 11571).

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Viaite, tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique de stockage des fromages de garde, p. 4539 (Document n° 10227). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boccagny, tendant à inviter le Gouvernement à cesser toutes importations de produits laitiers et à pratiquer une politique de soutien aux organismes stockeurs de fromages de garde, p. 4963 (Document n° 10322). — Dépôt d'un rapport par M. Laurens, p. 5248 (Document n° 10323). — Discussion, p. 6542, adoption de la proposition de résolution après modification du titre « *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique de stockage des fromages de garde* », p. 6551.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Masson relative à la législation laitière, p. 2853 (Document n° 9701).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lefèvre-Pontalis, tendant à inviter le Gouvernement à user du pouvoir qui lui est accordé par la loi du 17 août 1948 pour abroger l'ordonnance n° 45-1550 du 17 juillet 1945 portant création d'un service provisoire de l'économie laitière, p. 3031 (Document n° 9801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin, tendant à détaxer les produits d'alimentation dérivés du lait dans les mêmes conditions que celui-ci, p. 3763 (Document n° 9980).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie, tendant à assurer aux producteurs laitiers une meilleure rémunération et à les protéger contre la concurrence étrangère, p. 3822 (Document n° 10009) (*rectificatif*, p. 3961).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à supprimer les taxes fiscales et parafiscales grevant le prix du lait et à simplifier la législation en cours, p. 5420 (Document n° 10612).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bocquet, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la production d'un lait propre et sain, p. 5384 (Document n° 10579).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution reçue de M. Bernard Lafay, tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la réalisation de l'équipement laitier, par l'attribution de prêts à caractéristiques spéciales sur les crédits du fonds de modernisation et d'équipement, p. 961 (Document n° 203).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis André, tendant à inviter le Gouvernement à amnistier les infractions à la législation des prix des produits laitiers, p. 1876 (Document n° 471).

MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation sanitaire en ce qui concerne les étables où la vaccination antituberculeuse des bovidés par le B. C. G. est instituée, p. 5775 (Document n° 10695).

MARCHÉS AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent portant organisation des marchés agricoles et tendant à assurer la sécurité des producteurs agricoles, en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausses de prix, p. 1640 (Document n° 9419).

MATÉRIEL AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et à développer la production de tracteurs français dans nos usines et notamment à l'usine Renault du Mans par l'arrêt d'importations de tracteurs étrangers et par le développement des crédits agricoles, p. 7835 (Document n° 11318).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, p. 1388 (Document n° 9310). — Dépôt du rapport par M. Charpentier, p. 3087 (Document n° 9813). — Adoption de l'article unique de la proposition de loi, p. 3329.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1304 (Document n° 308). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 1719 (Document n° 432). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1900.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5351 (Loi n° 50-855 du 22 juillet 1950, J. O. du 25 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 22 et 23 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, p. 1007 (Document n° 9157).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à modifier la loi n° 49-752 du 8 juin 1949, sur l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, p. 858 (Document n° 9115).

PROTECTION DES VÉGÉTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Boutard sur la proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à aider le groupement de défense contre les parasites des cultures (n° 5609), p. 3087 (Document n° 9812).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à étendre le droit de piégeage afin de mieux détruire le gibier nuisible, p. 7746 (Document n° 11262).

RECENSEMENT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif à la préparation, à l'exécution et à l'exploitation du recensement agricole mondial de 1949-1950 dans la métropole, l'Algérie, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les territoires associés (nos 7914, 8518, 8611), p. 2223; adoption, au scrutin, de la question préalable, tendant au rejet du projet de loi, p. 2228.

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaux tendant à majorer la part des subventions d'équipement rural versées en capital, p. 2941 (Document n° 9774).

Agriculture (ministère). — V. *Interpellations* n° 240.

ATTACHÉS AGRICOLES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Dulin et Longchambon portant création d'attachés agricoles, p. 680 (Document n° 141).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1882 (Document n° 9427).

EAUX ET FORÊTS (SERVICE DES)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Girardot tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts, p. 3314 (Document n° 9539). — Dépôt du rapport par M. Perdon, p. 5700 (Document n° 10677).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck relative aux fonctions du personnel des eaux et forêts, p. 8576 (Document n° 11504).

SERVICES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 10 relatif à l'inéligibilité des ingénieurs des services agricoles de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture, p. 3314 (Document n° 9850). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 7090 (Document n° 11083).

Agrumes. — V. *Exportations et importations.*

Air France. — V. *Accidents d'aviation.* — *Interpellations* nos 138, 163. — *Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux).* — *Transports et voies de communication (transports aériens).*

Alambics. — V. *Impôts (contributions indirectes).*

Alcools. — V. *France d'outre-mer (Océanie).* — *Impôts (contributions indirectes).* — *Interpellations* n° 13. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 16, 108. — *Sucre, betteraves à sucre.* — *Viticulture.*

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux (nos 1904-1788 rectifié-6878-8517), p. 1553. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Cordonnier sur les propositions de loi: 1° de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux; 2° de Mme Poinso-Chapuis relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique (nos 1904-177 rectifié-8547-6878-8000), p. 3022 (Document n° 9783) (*rectificatif*, p. 3160). — Dépôt d'un avis supplémentaire de la commission de la justice, par M. Dominion, p. 5375 (Document n° 10634). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Cordonnier, p. 9116 (Document n° 11635).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à créer la tenue d'un compte spécial des eaux-de-vie de fruits à noyau, p. 5351 (Document n° 10520).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guyomard tendant à autoriser, jusqu'au 1^{er} août 1951, les producteurs de cidre à distiller, sans limitation de quantité, les cidres et lies moyennant le paiement d'une taxe à l'hectare, p. 7745 (Document n° 11248).

Alerte (dispositifs d'). — V. *Police d'Etat, sûreté nationale.*

Algérie. — V. *Accidents du travail.* — *Boissons.* — *Code du travail (conventions collectives).* — *Elections.* — *Emplois réservés.* — *Fonctionnaires de l'enseignement.* — *Interpellations* nos 115, 126, 138, 231, 236, 250, 258. — *Loyers (locaux).* — *Pensions et retraites.* — *Police d'Etat, sûreté nationale.* — *Population.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 2, 53. — *Radiodiffusion.* — *Traitements (intérieur).*

ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bentaieb tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale, p. 8260 (Document n° 11439) (*rectificatif*, p. 9394).

AMNISTIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ben Aly Cherif portant amnistie de condamnations prononcées en Algérie, p. 7401 (Document n° 11143).

ARMES DE CHASSE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Djemad sur la proposition de loi de M. Djemad tendant à abroger l'article 6 du décret du 23 avril 1946 portant règlement de l'acquisition et de la détention des armes de chasse en Algérie (n° 6545), p. 2676 (Document n° 9676).

CALAMITÉS PUBLIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fayet tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels pour aider l'Algérie à réparer les dommages subis dans l'Algérois et sa région Est en particulier, à la suite des inondations de mars et avril, p. 2986 (Document n° 9778). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 3515 (Document n° 9914).

CHAMBRES DE COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au régime électoral des chambres de commerce d'Algérie, p. 1007 (Document n° 9156).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, p. 1007 (Document n° 9164). — Dépôt du rapport de M. Borra, p. 2755 (Document n° 9695). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fayet tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, p. 3322 (Document n° 10002). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Borra, p. 6939 (Document n° 11051).

DÉCISIONS DE L'ASSEMBLÉE ALGÉRIENNE

— *Accidents du travail.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, p. 6931 (Document n° 10960) (*rectificatif*, p. 9394).

— Caisse de solidarité.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à modifier les articles 18 et 19 de la décision n° 49-061 de l'Assemblée algérienne portant réforme de la caisse de solidarité des départements et des communes d'Algérie, p. 6934 (Document n° 10984).

— Fonctionnaires algériens.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant au maintien en activité au delà de la limite d'âge des fonctionnaires algériens suspendus et révoqués après le débarquement allié en Afrique du Nord et réintégrés par la suite, p. 6934 (Document n° 10985).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Borra sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la révision des baux à ferme (n° 5580), p. 2755 (Document n° 9694). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à refuser l'homologation de la décision n° 48-36 votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de juin-juillet 1948, autorisant la révision des baux à ferme en Algérie », p. 4888.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4865 (Document n° 460). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 2135 (Document n° 527). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2381.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6527. — Loi n° 50-977 du 16 août 1950, J. O. du 17 août 1950.

— Pensions et retraites.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires et agents tributaires de la caisse générale des retraites de l'Algérie la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions, p. 3732; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi tendant à homologuer certaines dispositions d'une décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session ordinaire février-mars 1949, ayant pour objet d'étendre aux fonctionnaires et agents tributaires de la caisse générale des retraites de l'Algérie la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions », p. 3733.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 4396 (Document n° 355). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 2052 (Document n° 514). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2381.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6527 (Loi n° 50-923 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950).

— Dépôt d'un rapport de Mme Sportisse sur le refus partiel d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne instituant un régime particulier de retraites et de prévoyance du personnel des mines d'Algérie (n° 8148), p. 2522 (Document n° 9644).

— Viticulture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une notification d'un refus d'homologation de la décision de l'Assemblée algérienne tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de la loi du 18 décembre 1949 incorporant les vins délimités de qualité supérieure dans le code du vin, p. 6934 (Document n° 10983).

DOMAINE DE L'ALGÉRIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur les propositions de loi: 1° de M. Rabier portant abrogation des articles 52 à 59 de l'ordonnance du 13 avril 1943 modifiant et complétant la législation applicable en Algérie au domaine de l'Etat et de l'Algérie et au domaine public national; 2° de M. Fernand Chevalier portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public (n° 6826, 6906), p. 1009 (Document n° 9177).

DOMMAGES DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Borra sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-4467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 8459), p. 2330 (Document n° 9578). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Laniel, p. 4583 (Document n° 10239). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Borra, p. 5249 (Document n° 10440). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Joseph Laniel, p. 5701 (Document n° 10330). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi portant modification du décret n° 47-4467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, et extension à l'Algérie de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948 relative à l'indemnité d'éviction », p. 6131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2371 (Document n° 624). — Dépôt du rapport par M. Jules Valle, p. 2748 (Document n° 706). — Discussion, p. 2780; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2781.

Assemblée nationale. — Avis du Conseil de la République, p. 7401. (Loi n° 50-1428 du 18 novembre 1950, J. O. du 19 novembre 1950).

ÉLECTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf tendant à modifier pour les départements algériens la législation des élections, p. 5420 (Document n° 10616).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf tendant à instituer en Algérie le collège électoral unique, p. 5631 (Document n° 10639).

ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 48-1260 du 12 août 1948 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947, fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 2852 (Document n° 9753). — Dépôt du rapport par M. Bona, p. 5385 (Document n° 10577). — Discussion, p. 6131; adoption, p. 6133.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2371 (Document n° 627). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 2747 (Document n° 703). — Discussion, p. 2781; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2782.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7401 (Loi n° 50-1429 du 18 novembre 1950, J. O. du 19 novembre 1950).

FONDS DE PROGRÈS SOCIAL

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du comité directeur du fonds de progrès social de l'Algérie, p. 1116. — Désignation de candidature, p. 1149. — Nomination, p. 1193.

FORTIFICATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouvier O'Collereau sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj-Bou-Arrenidj (Algérie). (N° 8102.), p. 2164 (Document n° 9538). — Adoption du projet de loi, p. 2131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1145 (Document n° 236). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1304 (Document n° 305). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1397.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4020 (Loi n° 50-638 du 7 juin 1950, J. O. du 8 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Laghouat (Algérie), p. 2017 (Document n° 9466). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 5905 (Document n° 10726). — Adoption, p. 6614.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2678 (Document n° 685). — Dépôt du rapport par M. Borgeaud, p. 2748 (Document n° 709). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2901.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7834 (Loi n° 50-1484 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} novembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Miliana (Algérie), p. 2017 (Document n° 9465). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 5905 (Document n° 10727). — Adoption, p. 6611.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2678 (Document n° 686). — Dépôt du rapport par M. Borgeaud, p. 2748 (Document n° 710). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2901.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7834 (Loi n° 50-1482 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Nemours (Algérie), p. 2017 (Document n° 9467). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 5905 (Document n° 10725). — Adoption, p. 6614.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2678 (Document n° 684). — Dépôt du rapport par M. Borgeaud, p. 2748 (Document n° 708). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2901.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7834 (Loi n° 50-1483 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement de la place de Mascara (Algérie), p. 6936 (Document n° 11619). — Adoption du projet de loi, p. 9762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement du Front 31-32 à Bône (Algérie), p. 6936 (Document n° 11611). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9115 (Document n° 11620). — Adoption du projet de loi, p. 9762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place de Draei-Mizan (Algérie), p. 6936 (Document n° 11612). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9115 (Document n° 11621). — Adoption du projet de loi, p. 9762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement d'une partie du mur d'enceinte et de terrains militaires dépendant de la place d'Arzew (Algérie), p. 6936 (Document n° 11613). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9115 (Document n° 11622). — Adoption du projet de loi, p. 9762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement du fort Cavaignac à Bou Saada (Algérie), p. 6936 (Document n° 11014). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9115 (Document n° 11623). — Adoption du projet de loi, p. 9762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement des fortifications de Djelfa (Sud algérien), p. 6936 (Document n° 11015). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9115 (Document n° 11624). — Adoption du projet de loi, p. 9763.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au déclassement d'une partie de la zone de fortifications de la place d'Aumale (Algérie), p. 6936 (Document n° 11016). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 9116 (Document n° 11625). — Adoption du projet de loi, p. 9763.

FRAIS DE JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au recouvrement par voie de taxe des frais dus aux mahakmas d'Algérie, p. 5248 (Document n° 10444).

LOYERS

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Borra tendant applicable à l'Algérie la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre (nos 8860-8921), p. 596.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 483 (Document n° 60). — Dépôt du rapport par M. Valle, p. 686 (Document n° 143). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1069.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2754 (Loi n° 50-405 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à examiner sans délai, sous l'angle d'une économie charbonnière métropole-Afrique du Nord, le problème de l'extraction et de la consommation de la houille en Algérie de façon à conserver en exploitation les mines du Sud-Oranais, p. 8170 (Document n° 14144).

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mostefai El-Hadi, portant création des communes rurales en Algérie, au lieu et place des communes mixtes supprimées par la loi du 20 septembre 1949, p. 1684 (Document n° 422).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4872 (Document n° 10314).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mostefai El-Hadi, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi instaurant dans les assemblées municipales en Algérie une représentation répondant aux principes de justice et d'égalité proclamés par la Constitution, p. 1940 (Document n° 504).

ORGANISATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur le projet de loi relatif à la composition de la justice de paix de Colomb-Béchar (n° 8551), p. 1389 (Document n° 9301). — Adoption du projet de loi, p. 2203.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 960 (Document n° 198). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1233 (Document n° 294). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1350.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3734 (Loi n° 50-599 du 30 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rencurel sur le projet de loi portant création de postes de magistrats et de greffiers dans certains tribunaux de première instance du ressort de la cour d'appel d'Alger (n° 8553), p. 2330 (Document n° 9598). — Adoption du projet de loi, p. 3522.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1360 (Document n° 333). — Dépôt du rapport par M. Rogier, p. 1685 (Document n° 429). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1900.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5351 (Loi n° 50-856 du 22 juillet 1950, J. O. du 25 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 4 août 1926 sur la propriété foncière en Algérie et l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, p. 6935 (Document n° 11000). — Dépôt du rapport par M. Rencurel, p. 8798 (Document n° 11546). — Adoption du projet de loi, p. 9763.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à créer un poste de conseiller délégué à la protection de l'enfance à la cour d'appel d'Alger et des postes de juges des enfants dans certains tribunaux du ressort de cette cour, p. 7745 (Document n° 11257).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Serre, tendant à créer à Oran une cour d'appel composée de deux chambres, p. 1882 (Document n° 9435).

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Serre sur le projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie (n° 7464), p. 6939 (Document n° 11063). — Discussion, p. 7662; adoption du projet de loi après modification du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi tendant à modifier la loi du 16 février 1897 et la loi du 4 août 1926 relatives à la propriété foncière en Algérie*, p. 7663.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3024 (Document n° 767).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi édictant les mesures de contrôle, les règles des contentieux et les pénalités des régimes de sécurité sociale, de mutualité sociale agricole et des accidents du travail en Algérie, p. 8303 (Document n° 11450).

STATUT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Djemad, tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'Assemblée algérienne un projet de décision en vue de l'application en Algérie de l'article 56 de la loi n° 47-1859 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, p. 8060 (Document n° 11399).

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchenouf relative aux tribunaux de commerce et aux chambres de commerce d'Algérie, p. 1939 (Document n° 9446).

Allemagne. — V. *Interpellations* nos 44, 51, 64, 130, 135, 149, 152, 165, 167, 169, 190, 314, 324. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 27, 29, 134 (Conseil de la République), n° 10.

Allocations familiales. — V. *Agriculture (Calamités)*. — *Assurances sociales (Caisses de sécurité sociale)*. — *Conventions internationales (Sécurité sociale)*. — *Interpellations* n° 202. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 151, 165, 182 (Conseil de la République), n° 23, 41, 101. — *Traitements, soldes et indemnités*.

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de la loi du 16 juillet 1949 portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, p. 298 (Document n° 8982). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 5775 (Document n° 10699). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Charpentier, p. 7534 (Document n° 11184). — Adoption du projet de loi, p. 7662.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3024 (Document n° 768). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 3202 (Document n° 864). — Discussion, p. 3265; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3266.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9539 (Loi n° 50-1593 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ouvrant une avance de trésorerie au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 7834 (Document n° 11287). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 8981 (Document n° 11599). — Adoption du projet de loi, p. 9198.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 852). — Lecture du rapport par M. de Montalembert et discussion, p. 3266; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3267.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2539 (Loi n° 50-1592 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Baurens sur les propositions de loi: 1° de M. Maurellet, tendant à exonérer les agriculteurs bénéficiant de l'allocation temporaire aux vieux du versement de cotisations aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles; 2° de M. Vée, tendant à faire bénéficier des exonérations de cotisation aux allocations familiales les veuves cultivant une petite exploitation agricole (n° 5060, 6243), p. 3902 (Document n° 10016). — Discussion, p. 6198, 6212; adoption de l'ensemble avec modification du titre: *Proposition de loi modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises*, p. 6214.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n° 591). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 2381 (Document n° 636). — Discussion, p. 2472; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable, p. 2472.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6800 (Document n° 10088). — Dépôt du rapport par M. Baurens, p. 6771 (Document n° 10088); adoption, au scrutin, de la proposition de loi, avec modifications, p. 6724 (*modification*), p. 6749 (Loi n° 50-918 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpentier, relative aux allocations familiales agricoles, p. 2077 (Document n° 9461). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rogier, tendant à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration des allocations familiales octroyées aux salariés des autres professions, p. 2163 (Document n° 9594) (*modification*), p. 2529. —

Dépôt d'un rapport de Mme Boutard sur les propositions de loi : 1^o de M. Waldeck Rochet, tendant à modifier le régime des allocations familiales agricoles; 2^o de M. Charpentier, relative aux allocations familiales agricoles; 3^o de M. Perdon, tendant à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration des allocations familiales octroyée aux salariés des autres professions (n^{os} 8223, 9161, 9531, p. 3120 (Document n^o 9893). — Discussion, p. 6198, 6214; adoption de l'ensemble avec modification du titre: « Proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles », p. 6230 (rectificatif, p. 6315).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n^o 598). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 2381 (Document n^o 638). — Discussion, p. 2172; adoption de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi modifiant le régime des exonérations de cotisations d'allocations familiales agricoles », p. 2472.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6600 (Document n^o 40893). — Dépôt du rapport par Mme Boutard et discussion, p. 6725; adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 6728 (Loi n^o 50-963 du 12 août 1950, J. O. du 13 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal sur les exemptions d'allocations familiales agricoles, p. 1056 (Document n^o 9197). — Dépôt du rapport par M. Lalle, p. 3632 (Document n^o 9926). — Discussion, p. 6198; adoption avec modification du titre: « Proposition de loi relative aux exemptions de cotisations d'allocations familiales », p. 6225.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n^o 597). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 2381 (Document n^o 637). — Adoption, p. 2172.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598 (Loi n^o 50-976 du 16 août 1950, J. O. du 17 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux membres des familles d'exploitants agricoles assimilés aux salariés agricoles, p. 7023 (Document n^o 11078). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 7401 (Document n^o 11150). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Legendre tendant à abroger les dispositions de l'article 6 de la loi n^o 50-918 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950, p. 7534 (Document n^o 11183). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel tendant à modifier la loi n^o 50-918 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950 en rétablissant l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille de l'exploitant agricole, p. 7716 (Document n^o 11274). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Bénédic tendant à préciser que les membres de la famille de l'artisan rural, non domiciliés chez ledit artisan et réputés salariés, bénéficient des prestations du salaire unique, p. 7930 (Document n^o 11342) (rectificatif, p. 7971). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à l'abrogation des dispositions de la loi n^o 50-918 du 8 août 1950 relatives à la suppression du salaire unique versé aux membres de la famille de l'exploitant agricole, p. 7970 (Document n^o 11351). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Penoy tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement à certains membres salariés de la famille des exploitants agricoles, p. 8396 (Document n^o 11469). — Dépôt du rapport par M. Waldeck Rochet, p. 9190 (Document n^o 11670).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les conditions d'assujettissement au régime agricole des prestations familiales des personnes exerçant, à titre accessoire, une activité professionnelle agricole, p. 3334 (Document n^o 9872).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à accorder aux salariés des professions soumises au régime agricole de la sécurité sociale le bénéfice des allocations compensatrices de 650 à 1.000 francs, instituées par le décret du 6 octobre 1948, p. 2853 (Document n^o 9750).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à régler les conditions d'assujettissement aux caisses d'allocations familiales agricoles des salariés de l'industrie exerçant, à titre accessoire, une activité professionnelle agricole, p. 4797 (Document n^o 10282).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à relever à 12.000 F le salaire servant de base au calcul des prestations familiales agricoles, p. 6938 (Document n^o 11050).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à modifier l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, et à proroger le délai prévu pour les demandes d'exonération de cotisation par certaines catégories d'exploitants et d'artisans ruraux, p. 6938 (Document n^o 11055).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Arthaud tendant à abroger l'article 14 de la loi n^o 50-388 du 2 avril 1950 portant nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et à assurer le financement des prestations familiales agricoles, p. 7317 (Document n^o 11126).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à relever le salaire de base des allocations familiales des salariés des professions agricoles et assimilées, p. 7835 (Document n^o 11301).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et de 20 p. 100 en janvier aux ouvriers agricoles et forestiers, p. 9391 (Document n^o 11715).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouchet tendant à rétablir l'allocation de salaire unique et l'allocation de logement aux membres salariés de la famille de l'exploitant et à l'étendre aux exploitants ayant au moins trois enfants de moins de douze ans, p. 9510 (Document n^o 11749).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Toulblanc tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le mode de financement des allocations familiales agricoles et à étendre le bénéfice de l'allocation de salaire unique aux exploitants agricoles, aux artisans ruraux et aux allocataires non salariés du régime général, p. 4008 (Document n^o 9165).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Perdon tendant à inviter le Gouvernement à verser en temps opportun aux caisses départementales d'allocations familiales agricoles le produit des taxes en provenance du budget annexe des prestations familiales agricoles, p. 7534 (Document n^o 11192).

Voir également à la rubrique: Budget de 1950 (prestations familiales).

APPRENTISSAGE. — ÉTUDES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales pour tout enfant à charge jusqu'à dix-sept ans et pendant la durée de l'apprentissage, p. 934 (Document n^o 9140).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à faire admettre au bénéfice des allocations familiales les enfants d'âge scolaire fréquentant un établissement d'enseignement à l'étranger, p. 699 (Document n^o 9088).

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Voir à la rubrique: Assurances sociales (caisses).

COMMISSION SUPÉRIEURE

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure des allocations familiales, p. 2023. — Désignation de candidature, p. 2461. — Nomination de membre, p. 2630.

CONTROLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Truffaut tendant à inviter le Gouvernement à instituer un contrôle strict de l'emploi des allocations familiales par les parents qui en sont bénéficiaires, p. 3335 (Document n^o 9876).

COTISATIONS. — MAJORATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à fixer à 15.000 F, à partir du 1^{er} février 1950, la base de calcul des allocations familiales dans le département de la Seine, pour les salariés relevant des caisses d'allocations familiales instituées par l'article 1^{er} de l'ordonnance du 4 octobre 1945, p. 934 (Document n^o 9145). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à l'augmentation des prestations familiales, p. 1145 (Document n^o 9255). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roca tendant à modifier l'article 11 de la loi n^o 46-185 du 22 août 1946 sur les allocations familiales, p. 3419 (Document n^o 9809). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales, p. 6938 (Document n^o 11033). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à relever le salaire de base des allocations familiales sans répercussion sur les prix des loyers, p. 6938 (Document n^o 11032). — Dépôt d'une proposition de loi de M. de Raulin-Laboureur tendant à garantir le calcul des allocations familiales sur la base du salaire horaire du manœuvre de la métallurgie dans la région parisienne, p. 7745 (Document n^o 11254). — Dépôt d'un rapport par M. Bouxom, p. 9116 (Document n^o 11653). — Discussion, p. 9222, 9237; adoption au scrutin de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et majoration exceptionnelle de certaines prestations familiales », p. 9247 (rectificatif, p. 9211).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3178 (Document n^o 855). — Dépôt du rapport par Mme Devand, p. 3314 (Document n^o 875). — Ajournement de la discussion, p. 3224. — Discussion, p. 3331, 3353; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3360.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition, p. 9836 (Document n^o 11803). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 9836 (Document n^o 11806). — Discussion, p. 9878; adoption de l'ensemble de la proposition avec modifications, p. 9831 (Loi n^o 50-1598 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950).

Voir: Assurances sociales (cotisations) et également aux rubriques suivantes: Prime exceptionnelle. — Travailleurs indépendants.

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Beugniez tendant à inviter le Gouvernement à régler de toute urgence la situation du régime des prestations familiales dans les mines, p. 195 (Document n^o 8958). — Dépôt du rapport par M. Louis Beugniez (Document n^o 9050), p. 489. — Discussion, p. 491; adoption, p. 491.

Voir également à la rubrique suivante: Prime exceptionnelle.

PÊCHES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à unifier les allocations familiales de la pêche maritime, p. 5507 (Document n° 40621).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT ET PERSONNELS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux personnels civils et militaires de l'Etat ainsi qu'aux personnels des collectivités locales les avantages des prestations familiales spéciales accordées par les caisses départementales des allocations familiales aux salariés du secteur privé en faveur des enfants partant en vacances, p. 2108 (Document n° 523).

Voir également à la rubrique suivante: *Prime exceptionnelle.*

PRIME EXCEPTIONNELLE. — SUBVENTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant, pour le mois de janvier 1950, une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires, p. 2852 (Document n° 9722). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3515 (Document n° 9910). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 3665 (Document n° 9947). — Discussion, p. 3729. — Suite de la discussion, p. 4043; adoption, au scrutin, du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires*, p. 4046.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1567 (Document n° 386). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 1820 (Document n° 447). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1848.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5219 (Document n° 10429). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 5700 (Document n° 10666). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt, p. 5776 (Document n° 10705). — Discussion, p. 5858; adoption du projet de loi avec modifications, p. 5859 (*Loi n° 50-885 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bouxom sur les propositions de résolution: 1° de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que le règlement et le remboursement à l'employeur du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949 soient effectués selon le principe de compensation de la caisse des allocations familiales; 2° de M. Mazier, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que soit remboursé aux employeurs par les caisses des allocations familiales le complément à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949; 3° de Mme Claeys, tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les conditions d'attribution du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, qui n'ont pas respecté la méthode de compensation en vigueur pour les caisses d'allocations familiales soient revues en fonction de ce principe d'équité, p. 935 (Document n° 9129).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à accorder un mois supplémentaire d'allocations familiales, p. 2753 (Document n° 9691).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à allouer une allocation de 1.000 francs à chaque écolier, à l'occasion de la rentrée des classes, p. 7588 (Document n° 41211).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugniez instituant temporairement une majoration des prestations familiales, p. 7998 (Document n° 11367).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et janvier aux travailleurs de l'Etat, p. 9394 (Document n° 11740).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et 20 p. 100 en janvier aux fonctionnaires et agents des services publics, p. 9394 (Document n° 11711).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Julie Darras tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et 20 p. 100 en janvier aux familles de mineurs, p. 9394 (Document n° 11712).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Reyraud tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et 20 p. 100 en janvier au personnel de la Société nationale des chemins de fer français, p. 9394 (Document n° 11714).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Herzog-Cachin tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 p. 100 en décembre et janvier aux travailleurs d'Electricité de France, p. 9394 (Document n° 11716).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille qui ont fait l'objet d'une distinction le jour de la fête des mères, p. 3230 (Document n° 9836).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à assurer une majoration exceptionnelle de 20 p. 100 au titre du mois de décembre et de 20 p. 100 au titre du mois de janvier des prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux de sécurité sociale et aux allocataires agricoles, p. 9414 (Document n° 11721).

RÉGIME DES PRESTATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 2017 (Document n° 9470).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à préciser certains termes du chapitre III de la loi du 22 août 1946 relative au salaire unique, p. 1056 (Document n° 9189). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 4539 (Document n° 10230).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix tendant à modifier le régime de répartition des allocations familiales aux ouvriers dont le lieu de travail est différent du lieu de leur domicile, p. 69 (Document n° 8937).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à rétablir l'allocation de salaire unique aux ménages ou personnes ne bénéficiant que d'un seul revenu professionnel provenant d'une activité salariée et n'ayant qu'un enfant unique à charge de plus de dix ans, p. 1008 (Document n° 9181).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugniez tendant à assurer le droit intégral aux allocations prénatales, prévu par le chapitre IV de la loi du 22 août 1946, p. 1055 (Document n° 9188).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez tendant à modifier les conditions d'attribution des prestations familiales, p. 1145 (Document n° 9219).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dreyfus-Schmidt sur le payement des allocations familiales en période de grève, p. 2017 (Document n° 9474).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à compléter la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 3230 (Document n° 9842).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à faire payer les allocations prénatales par mensualités, p. 3901 (Document n° 10036).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Darras tendant à rétablir l'allocation de salaire unique pour les enfants uniques de plus de 10 ans, p. 5248 (Document n° 10436).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, p. 7745 (Document n° 41247).

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazier sur la proposition de loi de M. Garcia tendant à augmenter les allocations familiales versées aux travailleurs indépendants en les calculant sur la même base que celles des salariés à compter du 1^{er} octobre 1949 (n° 8810), p. 2789 (Document n° 9706).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur les cotisations des petits employeurs, maîtres artisans et travailleurs indépendants aux allocations familiales, p. 2755 (Document n° 9687).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à élargir la dispense de cotisations au titre des allocations familiales dont bénéficient les travailleurs indépendants ayant élevé quatre enfants, p. 7970 (Document n° 11350).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les dispositions utiles afin d'exonérer du versement des cotisations d'allocations familiales les travailleurs indépendants âgés de plus de soixante-cinq ans, p. 1396 (Document n° 356).

TRAVAILLEURS NORO-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dumas tendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie, p. 5272 (Document n° 10457).

Allocation-logement. — V. *Allocations familiales (agriculture).* — *Loyers (logaux d'habitation).*

Allocations militaires. — V. *Armées.*

Allocutions.

Assemblée nationale. — Allocutions de: M. Marcel Cachin, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale pour 1950, p. 190 = M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, en prenant place au fauteuil, p. 193 = M. le président de l'Assemblée et de M. Georges Bidault, président du conseil, à l'occasion du décès de M. Albert Lebrun, ancien Président de la République, p. 1918, et de M. Léon Blum, p. 2657 = M. le président de l'Assemblée nationale, à l'occasion du décès des députés suivants: MM. Marc-Sangnier, p. 3982; M. Jean Biondi, p. 7627; M. Roger Cerclier, p. 7782. — Allocutions de M. René Pleven, président du conseil, et de M. le président de l'Assemblée nationale, à l'occasion: du décès de M. Mackenzie King, ancien premier ministre du Canada, p. 5993 = de la nouvelle année, p. 9970.

Conseil de la République. — Allocutions de: M. Jules Gasser, président d'âge, à l'ouverture de la session annuelle du Conseil de la République pour 1950, p. 4 = M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, en prenant place au fauteuil, p. 5, 19 = M. le président du Conseil de la République, à l'occasion du décès de M. le président Albert Lebrun, p. 703, et de M. Léon Blum, p. 1005 = M. Yvon Delbos, ministre de l'éducation nationale, à l'occasion du décès de M. Léon Blum, p. 1006 = M. le président du Conseil de la République, à l'occasion de l'interruption de la session, p. 2656 = M. le président du Conseil de la République, à l'occasion du décès de M. Jean Fenacci, sénateur, p. 3158 = M. le président du Conseil de la République et de M. René Mayer, ministre de la justice, à l'occasion de la nouvelle année, p. 3424.

Alsace et Lorraine. — V. *Agriculture (calamités)*. — *Assurances sociales (agriculture)*. — *Conseils de préfecture*. — *Enquêtes parlementaires*. — *Enseignement*. — *Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine*. — *Interpellations* nos 49, 109. — *Justice (organisation)*. — *Pêche fluviale*. — *Pensions et retraites (anciens combattants personnel d'Alsace et de Lorraine)*. — *Traitements, soldes et indemnités*.

ARTISANAT ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Camille Wolf tendant à indemniser les commerçants et artisans alsaciens et lorrains dont l'établissement avait été fermé par les Allemands pour des raisons politiques, p. 256. (Document n° 8968).

ASSURANCES SOCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck modifiant les dispositions du code des assurances sociales du 19 juillet 1911 et de la loi du 20 décembre 1911 sur l'assurance des employés en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle jusqu'au 1^{er} juillet 1946 et pour lesquelles les anciens assurés de ces régimes ont la possibilité d'option jusqu'au 1^{er} juillet 1956, p. 2103. (Document n° 9303.)

BILINGUISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell tendant à introduire le bilinguisme dans les administrations publiques des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 9751. (Document n° 11800.)

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à remettre en pratique les dispositions réglementaires et administratives relatives à l'enseignement de la langue allemande dans les institutions d'enseignement des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 5002. (Document n° 10351.)

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fonlupt-Esperaber tendant à inviter le Gouvernement à réintroduire l'enseignement de l'allemand comme langue secondaire dans les écoles primaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7402. (Document n° 11446.)

CULTE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur le projet de loi portant attribution d'un édifice culturel au directeur d'Alsace et de Lorraine de l'église évangélique de la confession d'Augsbourg (n° 8817), p. 1389. (Document n° 9304.) — Adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2203.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 960. (Document n° 199.) — Dépôt d'un rapport par M. Zussy, p. 1361. (Document n° 337.) — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1401 (rectificatif, p. 1390).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4020 (Loi n° 50-649 du 10 juin 1950, J. O. du 11 juin 1950).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'unification législative dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne les mines, p. 3334. (Document n° 9869.)

Amendes administratives. — V. *Agriculture*.

Amendes pénales. — V. *France d'outre-mer (textes généraux)*.

Amnistie. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers)*. — *Algérie*. — *France d'outre-mer (Afrique occidentale française)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charpin sur: I. — le projet de loi portant amnistie et relatif aux condamnations pour fait de collaboration ou de commerce avec l'ennemi; II. — les propositions de loi: 1° de M. Louis Rollin tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiant les personnes condamnées à la dégradation nationale, soit à titre principal, soit accessoirement à une autre peine; 2° de M. Georges Bidault tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression des faits de collaboration et à sanctionner les activités antinationales; 3° de M. Deshors tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 4° de M. Michelet portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et

26 décembre 1944; 5° de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie et de la révision à certaines catégories de personnes, à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée (nos 8807, 6156, 7734, 8329, 8416, 7758) p. 4873 (Document n° 10292). — Discussion p. 7102. — Suite de la discussion, p. 7376, 7433, 7453, 7468, 7496, 7514, 7550, 7567, 7636, 7663, 7702, 7789, 7829, 7880, 7956, 8209, 8474, 8494, 8533; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant amnistie de certaines condamnations instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation nationale et sanctionnant les activités antinationales.* » p. 8575 (rectificatif, p. 7355, 8091).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3115 (Document n° 810). — Dépôt du rapport par M. Bardon-Banarzi, p. 3178 (Document n° 843). — Discussion, p. 3203. — Suite de la discussion, p. 3224, 3243, 3267; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant amnistie, instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation nationale et réprimant les activités antinationales.* » p. 3284 (rectificatif, p. 3361).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 9597 (Document n° 11757). — Dépôt du rapport par M. Charpin, p. 9752 (Document n° 11779).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron tendant à accorder l'amnistie de plein droit aux personnes communément appelées « squatters » en condamnées par les différents tribunaux pour occupation illégale de locaux, p. 3822 (Document n° 10008).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron tendant à accorder l'amnistie à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 1950, p. 5332 (Document n° 10537).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder l'amnistie à certaines catégories de personnes condamnées par les tribunaux militaires, p. 8981 (Document n° 11598).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Denise Bastide tendant à amnistier les faits commis à l'occasion des grèves et des conflits sociaux, p. 9836 (Document n° 11810).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Masson tendant à amnistier les faits commis à l'occasion des grèves et des conflits sociaux, p. 9836 (Document n° 11812).

Anciens combattants et victimes de guerre. — V. *Assurances sociales*. — *Centre d'appareillage*. — *Enseignement technique*. — *Fonctionnaires*. — *Impôts (patentes)*. — *Interpellations* nos 11, 276, 277. — *Légion d'honneur et médaille militaire*. — *Offices départementaux des anciens combattants*. — *Pensions et retraites*. — *Prisonniers*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 50. — *Conseil de la République*, n° 108. — *Sociétés de secours mutuels*. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Durroux sur la proposition de résolution de Mme Duvernois tendant à inviter le Gouvernement à restituer aux familles dans les plus brefs délais et aux frais de l'Etat les corps des soldats morts en Indochine (n° 9222), p. 2164 (Document n° 9539). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3036.

— Dépôt d'un rapport de M. Capdeville sur la proposition de loi de M. Daladier relative au titre de « Combattant volontaire » (n° 8318), p. 8061 (Document n° 11373).

— Dépôt d'un rapport de M. Emile-Louis Lambert sur les propositions de résolution: 1° de M. Thiriet, tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1949 la période pendant laquelle les demandes de restitution des dépouilles mortelles des victimes civiles et leur transfert aux frais de l'Etat peuvent être prises en considération; 2° de M. Mondon, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 1^{er} du décret n° 48-1830 du 1^{er} décembre 1948, relatif au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de guerre (nos 7863, 8519), p. 936 (Document n° 9131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henneguelle tendant à modifier et à compléter le décret n° 47-1909 du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transport gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 7450 (Document n° 11172). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 8880 (Document n° 11563).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour accélérer l'attribution de la carte du combattant aux combattants de la guerre 1939-1945, p. 1882 (Document n° 9429). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 3963 (Document n° 10056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à étendre aux familles des anciens déportés du travail, décédés hors de leur résidence habituelle, même après le 31 mai 1946, le bénéfice de la loi 46-2143 du 16 octobre 1946 relative au transfert des corps des anciens combattants et victimes de guerre, p. 1093 (Document n° 9220).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à étendre le bénéfice du décret du 4 juillet 1943 et du décret interministériel du 25 novembre 1935 concernant les combattants volontaires de la guerre 1939-1945, p. 2163 (Document n° 9535).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level tendant à étendre aux évadés de guerre le bénéfice du statut du combattant volontaire de la Résistance, p. 2853 (Document n° 9742).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à établir le statut de la Résistance intérieure française, p. 3962 (Document n° 10061).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 50-956 du 8 août 1950 relatif à la revalorisation de la retraite du combattant, p. 7292 (Document n° 11121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel portant extension à la guerre 1939-1945 des dispositions de la loi du 27 avril 1916 instituant un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie depuis le début des hostilités, p. 8797 (Document n° 11557).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à créer le statut des sourds de guerre, p. 9039 (Document n° 11615).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement à réviser les conditions d'attribution de la carte du combattant aux marins du commerce de la guerre 1914-1918, p. 439 (Document n° 9020).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlot tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du rappel de la retraite du combattant les anciens combattants du Maroc, p. 4142 (Document n° 10151).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Médecin tendant à inviter le Gouvernement à accorder un nouveau délai aux parents des victimes de la guerre pour la restitution et le rapatriement des corps, p. 866 (document n° 9117).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir de nouveaux délais pour le transfert des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 1388 (document n° 9314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'article 5 du décret n° 47-1309 du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert à titre gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 5290 (document n° 10467).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peschaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures propres à donner satisfaction aux légitimes revendications des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 2820 (document n° 729).

Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République à la commission d'attribution de la carte du combattant, p. 1193. — Désignation de candidature, p. 1307. — Nomination de membre, p. 1321.

Demande de désignation de deux membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission consultative de prothèse et d'orthopédie, p. 1964. — Désignation de candidatures, p. 2104. — Nomination de membres, p. 2141.

Anciens combattants et victimes de la guerre (ministère). — V. *Interpellation* n° 253.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à abroger le décret n° 50-1223 du 3 octobre 1950 concernant la réduction des effectifs du service des restitutions de corps du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, en application du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, p. 7761 (Document n° 11284). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 7895 (Document n° 11339).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné sur la proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures urgentes dans le domaine de la réorganisation administrative du ministère des anciens combattants et victimes de guerre (n° 6291), p. 8880 (Document n° 11576).

Animaux. — V. *Agriculture.* — *Code pénal.*

Appareils de prothèse et d'orthopédie. — V. *Anciens combattants.* — *Centres d'appareillage.*

Appellations d'origine. — V. *Questions orales (Conseil de la République),* n° 57.

Apprentissage. — V. *Allocations familiales.* — *Artisanat.* — *Impôts (artisanat, chiffre d'affaires).*

Arachides. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.* — *France d'outre-mer (marché des arachides).*

Arbres forestiers. — V. *Code civil.*

Archipel des Comores. — V. *France d'outre-mer.*

Archives. — V. *Conventions internationales.*

Archives détruites. — V. *Hypothèques.*

Archives nationales. — V. *Expositions internationales.*

Armées. — V. *Assurances sociales.* — *Budgets.* — *Codes de justice militaire pour l'armée de terre et de l'armée de mer.* — *Code du travail (congés, contrat de travail).* — *Conventions internationales (service militaire).* — *Gendarmerie nationale.* — *Impôts (revenus).* — *Interpellations* n°s 108, 255, 232. — *Légion d'honneur et médaille militaire.* — *Mines et carrières (personnel).* — *Questions orales (Assemblée nationale),* n°s 4, 30, 52, 81, 148, 157, 176, 180 (Conseil de la République), n°s 79, 80, 119, 122, 126. — *Traitements (défense nationale).*

AFFECTATION SPÉCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie concernant les droits des militaires des réserves mobilisés et détachés en usine et dans les établissements travaillant pour la défense nationale pendant la guerre 1914-1918, p. 1145 (Document n° 9232).

ALIMENTATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à accorder à tous les soldats du contingent un colis pour Noël, y compris les soldats originaires d'outre-mer, sans aucune distinction, p. 2134 (Document n° 11635).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Manceau tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la nourriture des soldats et sous-officiers vivant à l'ordinaire (terre, air, marine) par l'augmentation de la prime journalière d'alimentation et un meilleur contrôle de l'utilisation de cette prime pour éviter le gaspillage, p. 9039 (Document n° 11612).

ALLOCATIONS MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gosset tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans les cahiers budgétaires pour 1951 les moyens de financement et les modalités de payement d'allocations dites de soutien de famille au bénéfice des familles dont l'un ou plusieurs de ses membres sont incorporés dans l'armée, soit au titre de l'active, soit au titre de la réserve, p. 7302 (Document n° 11124).

— Dépôt d'un rapport par M. Billat sur la proposition de loi de M. Billat, modifiant l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux militaires soutiens de famille (n° 7724), p. 3515 (Document n° 9913).

CLASSE 1949

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dreyfus-Schmidt, tendant à faire libérer la deuxième fraction de la classe 1949 avant les fêtes de Noël, p. 8078 (Document n° 11403).

CLASSE 1950

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, p. 1145 (Document n° 9242). — Dépôt du rapport par M. André Monteil, p. 1619 (Document n° 9393). — Discussion, p. 1623; adoption, p. 1638 (*rectificatifs* p. 1833, 1884).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 706 (Document n° 148). — Dépôt du rapport par M. Michel Madelin, p. 728 (Document n° 152). — Discussion, p. 749; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 756.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2018 (Document n° 9462). — Dépôt du rapport par M. André Monteil, p. 2142 (Document n° 9520). — Discussion, p. 2146; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 2150 (*Lot n° 50-340 du 18 mars 1950, J. O. du 19 mars 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sourbet, tendant à compléter l'article 7 de la loi n° 50340 du 18 mars 1950, concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, p. 3034 (Document n° 9803).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat, tendant à compléter l'article 7 de la loi n° 50-340 du 18 mars 1950 concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, p. 4962 (Document n° 10341).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat, tendant à modifier l'article 3 du décret n° 50-349 du 21 mars 1950 relatif à l'appel sous les drapeaux de la première fraction de la classe 1950 et tendant à faire bénéficier de la dispense ou de la libération les jeunes de la classe 1950 remplissant les conditions définies par les articles 7 et 8 de la loi du 18 mars 1950 sur l'incorporation de la classe 1950, p. 677 (Document n° 10908) (*rectificatif*, p. 6940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Foulpout-Esperaber tendant à compléter l'article 8 de la loi du 18 mars 1950 concernant les dispositions d'allègement des obligations militaires prévues au bénéfice de certaines catégories de jeunes gens de la classe 1950, p. 6344 (Document n° 10832).

CONGÉS ET PERMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à accorder une permission supplémentaire de vingt jours (voyage non compris) aux soldats des contingents de la classe 1950, servant dans le cadre de la durée légale de service militaire, qui sont stationnés en Afrique du Nord et dans les territoires d'outre-mer, p. 8742 (Document n° 11530).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des permissions agricoles exceptionnelles aux militaires sous les drapeaux des régions sinistrées par les orages de grêle, p. 5191 (Document n° 10416).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dumet tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une permission agricole exceptionnelle de 15 jours à tous les jeunes agriculteurs maintenus sous les drapeaux par suite du décret n° 50-1098 du 11 septembre 1950, p. 7348 (Document n° 11130).

CORPS EXPÉDITIONNAIRE D'INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant augmentation des effectifs budgétaires en officiers et sous-officiers servant au delà de la durée légale et autorisant des rengagements spéciaux pour l'Indochine, p. 8797 (Document n° 11536).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dassonville tendant à suspendre tout envoi en Indochine des anciens combattants des F. F. I. et à rapatrier dans la métropole ceux d'entre eux qui s'y trouvent affectés, p. 379 (Document n° 9009).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant au retour immédiat dans leurs pays d'origine des militaires nord-africains et des militaires de l'Afrique noire qui font partie du corps expéditionnaire d'Indochine, et à l'interdiction de nouveaux départs, p. 439 (Document n° 9030).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joinville tendant: 1° à rapatrier immédiatement les anciens prisonniers de guerre actuellement incorporés dans le C. E. F. E. O.; 2° à interdire l'envoi en Indochine de tous soldats, marins, sous-officiers et officiers anciens prisonniers de guerre, p. 934 (Document n° 9139).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lambert tendant à mettre fin au recrutement féminin pour le corps expéditionnaire en Indochine, à libérer et à rapatrier les femmes et jeunes filles dont le contrat est en cours et à leur assurer les garanties nécessaires leur permettant de reprendre place dans la vie familiale, p. 934 (Document n° 9143).

Assemblée nationale. — Adresse de sympathie et d'admiration aux soldats d'Indochine, p. 162.

Conseil de la République. — Hommage rendu au corps expéditionnaire d'Indochine, p. 459.

ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à rendre résiliable les contrats d'engagement des militaires de tout grade après accomplissement de leur temps de service légal, p. 7023 (Document n° 11079).

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à abroger le décret n° 50-806 du 29 juin 1950 portant forclusion en matière de délivrance de certificat d'appartenance aux membres des F. F. I., p. 5775 (Document n° 10689).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à abroger le décret n° 50-807 du 29 juin 1950, portant forclusion en matière d'attribution de grades d'assimilation aux membres des F. F. I. et de la R. I. F., p. 5775 (Document n° 10690).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 juin 1951 le délai dans lequel seront recevables les demandes de certificat d'appartenance aux forces françaises de l'intérieur, ainsi que les demandes d'attribution de grades d'assimilation aux membres des forces françaises de l'intérieur et de la Résistance intérieure française, p. 9394 (Document n° 11702). — Dépôt du rapport par M. Billot, p. 9394 (Document n° 11703). — Adoption de la proposition de résolution, p. 9763.

FORMATIONS AUXILIAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française, p. 5248 (Document n° 10445). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bouvier-O' Cottereau sur: 1° le projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française; 2° la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à l'intégration dans l'armée des militaires des troupes spéciales du Levant ayant rallié les troupes françaises en 1945 (nos 10445, 4170, 4618), p. 7836 (Document n° 11305). — Discussion et adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant, et servant dans l'armée française* », p. 8806.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3154 (Document n° 819).

OFFICERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet portant statut des officiers en retraite, p. 5834 (Document n° 10716).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michelet tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'urgence le statut des officiers en non-activité, p. 2164 (Document n° 9525).

OFFICERS GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à maintenir ou à remplacer dans la première section de l'état-major général certains officiers généraux, p. 7370 (Document n° 11352).

SANTÉ (SERVICE DE)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Michelet, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi relatif aux nominations et promotions de certains personnels des services de santé des forces armées dont la carrière a été affectée par des événements de guerre (n° 8738), p. 1295 (Document n° 9278). — Adoption du projet de loi, p. 1966 (rectificatif, p. 2166) (Loi n° 50-373 du 29 mars 1950, J. O. du 30 mars 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bernard Lafay, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929 (n° 863, année 1949), p. 488 (Document n° 61). — Discussion, p. 516; adoption après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à étendre l'application des majorations de service pour études préliminaires aux médecins, pharmaciens et vétérinaires de réserve, intégrés dans les cadres actifs des armées de terre, de mer et de l'air et des troupes coloniales depuis le 4 janvier 1929* », p. 517 (rectificatif, p. 569).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1146 (Document n° 9239). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 1882 (Document n° 9434). — Adoption de la proposition de loi avec le titre adopté par le Conseil de la République, p. 2695 (Loi n° 50-402 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, p. 6935 (Document n° 10947). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 7090 (Document n° 11085). — Discussion, p. 7245, 7255, 7276, 7302, 7316; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 7347.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2764 (Document n° 714). — Dépôt du rapport par M. Corniglion-Molinier, p. 2820 (Document n° 732). — Discussion, p. 2855, 2873; suite de la discussion, p. 2901; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2929.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7836 (Document n° 11285). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 7895 (Document n° 11333). — Discussion, p. 8078; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 8036 (Loi n° 1478 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Girardot tendant à remettre en liberté les objecteurs de conscience emprisonnés, p. 3419 (Document n° 9897).

Armée de l'air. — V. Armées. — Expropriation. — Gendarmerie nationale. — Traitements (Défense nationale).

CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi fixant le programme quinquennal des constructions aéronautiques pour la période allant du 1^{er} janvier 1950 au 31 décembre 1954 (n° 8173), p. 3158.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant fixation d'un programme aérien, p. 3159 (Document n° 9819). — Dépôt du rapport par M. André Monteil, p. 4797 (Document n° 10281). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Jean-Moreau, p. 6088 (Document n° 10753). — Dépôt d'un avis du conseil économique, p. 6038 (Document n° 10773). — Discussion, p. 6133, 6152, 6170; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6188 (rectificatif, p. 6530).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2230 (Document n° 590). — Dépôt du rapport par M. Corniglion-Molinier, p. 2380 (Document n° 630). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Pellenc, p. 2469 (Document n° 655). — Discussion, p. 2481, 2490; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2497.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-1005 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950).

ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES EXTÉRIEURS

Voir: Commerce et industrie (entreprises diverses).

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à constituer des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air, ainsi qu'à fixer le régime des fonctionnaires de la météorologie nationale en service dans ces détachements, p. 4538 (Document n° 10221).

OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Métayer sur le projet de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-1054 du 2 août 1949 relative à la reconstitution des listes d'ancienneté des officiers des différents corps et cadres de l'armée de l'air (n° 8704), p. 1882 (Document n° 9433).

Armée de mer. — V. *Armées.* — *Gendarmerie nationale.* — *Mérite maritime.* — *Traitements (défense nationale).*

ARSENAX ET ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bartolini tendant à inviter le Gouvernement à développer le secteur reconversion qui permettra de donner du travail aux 5.000 ouvriers des arsenaux de la marine, menacés de licenciement, p. 2202 (Document n° 9549). — Dépôt du rapport par M. Labrosse, p. 2330 (Document n° 9588).

CONSTRUCTIONS NAVALES

Voir: *Armée de l'air (constructions aéronautiques).*

OFFICIERS ET PERSONNEL DE L'ARMÉE DE L'AIR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant à titre provisoire les articles 54, 55 et 58 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, p. 1939 (Document n° 9443). — Dépôt du rapport par M. Arnal, p. 4022 (Document n° 10096). — Adoption du projet de loi, p. 4887 (rectificatif, p. 5002).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1847 (Document n° 459). — Dépôt du rapport par M. Lionel-Pélerin, p. 2748 (Document n° 707). — Discussion, p. 2900, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2901.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7833. (Loi n° 50-1480 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950).

Armée de la France d'outre-mer. — V. *Légion d'honneur et médaille militaire.*

Armée de terre. — V. *Armées.* — *Pensions et retraites (anciens combattants personnels civil et militaire).* — *Traitements (défense nationale).*

ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Anxionnaz sur la proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les jeunes gens remplissant les conditions requises à se présenter à l'école polytechnique (concours 1950) même s'ils ont déjà subi quatre fois les épreuves du concours (n° 8807), p. 935 (Document n° 9126). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1524.

JUSTICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2609 du 2 novembre 1945 portant dérogation temporaire aux dispositions de l'article 15 de la loi du 9 mars 1933 concernant le recrutement des officiers de justice militaire, p. 1387 (Document n° 9306). — Dépôt du rapport par M. Jeanmot, p. 7970 (Document n° 21310). — Adoption, p. 8806.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3154 (Document n° 820).

OFFICIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouvier-Cottereau tendant au rétablissement des anciennes limites d'âge des officiers de l'armée de terre, abaissées par la loi du 2 août 1940, p. 5125 (Document n° 10381).

Armes atomiques. — V. *Conventions internationales.*

Armes, munitions et matériel de guerre. — V. *Algérie (armes de classe).* — *Interpellations* n°s 66, 80, 221.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions, p. 2329 (Document n° 9593). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6935 (Document n° 10695).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à adopter et à promouvoir de toute urgence un plan de mobilisation industrielle, prévoyant la mise en régie temporaire des industries d'armement, p. 3178 (Document n° 857).

Armistice. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Arrhes. — V. *Code civil.*

Arsenaux et établissements de la marine. — V. *Armée de mer.* — *Interpellations* n°s 59, 63, 70, 82, 199. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 142.

Artisanat. — V. *Alsace-Lorraine.* — *Assurances sociales (assurances décès).* — *Code du travail (cumul).* — *Impôts (artisanat, perception).* — *Loyers (baux industriels et commerciaux).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David ayant pour but d'encourager les artisans à former des apprentis, p. 3229 (Document n° 9832).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules-Julien portant organisation de l'artisanat, p. 7648 (Document n° 11242).

Arts décoratifs. — V. *Domaine de l'Etat (cession d'immeubles).*

Arts et lettres. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n°s 26, 71.

Arts et manufactures. — V. *Caisse nationale des arts.* — *Justice civile, commerciale et administrative.*

Assemblée algérienne. — V. *Algérie.* — *Elections.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Assemblée constituante mondiale. — V. *Conventions internationales.*

Assemblée consultative européenne. — V. *Conventions internationales (Conseil de l'Europe).*

Assemblée nationale. — V. *Constitution.* — *Députés.* — *Elections législatives.* — *Pouvoirs publics.*

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du conseil économique pour l'exercice 1948, p. 4142 (Document n° 10150). — Discussion, p. 4782; adoption, au scrutin, du projet de résolution, p. 4784.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1950, p. 8798 (Document n° 11554). — La commission ayant conclu à un projet de résolution et à une proposition de loi; adoption au scrutin, du projet de résolution et adoption de la proposition de loi, p. 8922.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3169 (Document n° 880). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 3202 (Document n° 860). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3213.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9539 (Loi n° 50-1564 du 23 décembre 1950, J. O. du 24 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Discussion du rapport sur le projet de résolution portant fixation, pour l'exercice 1950, des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française (n° 8798), p. 4784; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de résolution, p. 4996.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Aubry sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, p. 8798 (Document n° 11553). — Discussion, p. 8922; adoption, au scrutin du projet de résolution, p. 8928 (rectificatif p. 9118).

BUREAU

Assemblée nationale. — Constitution du bureau d'âge: M. Marcel Cachin, président; MM. Monjaret, Moynet, Guillou, André Denis, Orvoen et Simonnet; secrétaires, p. 189. — Bureau définitif; scrutin pour la nomination du président de l'Assemblée nationale et proclamation de M. Edouard Herriot, p. 192. — Nomination des vice-présidents, secrétaires et questeurs; proclamation de: MM. André Le Troquer, Gaston Auguet, Mmes Poinso-Chapuis, Mathilde Péri, MM. Roclere, Robert Prigent comme vice-présidents; MM. Bayrou, Chambeiron, Mme Isabelle Claeys, MM. Dassonville, Yacinte Diallo, Mlle José Dupuis, MM. Gervolino, Guissou, Le Coutaller, Lisette, Monin, Taillade, Tourné, Viatte comme secrétaires; MM. Hussel, Louis Martel, Charles Schauflier comme questeurs, p. 194. — Démission de M. Robert Prigent, p. 1333. — Désignation d'un candidat comme vice-président de l'Assemblée, p. 1714; nomination de M. Bouxom, p. 1720.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée nationale, faisant connaître au Conseil de la République la constitution définitive du bureau de l'Assemblée nationale, p. 22.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures, pour les sept sièges du comité constitutionnel, p. 700. — Nomination de membres, p. 853.

COMMISSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Béteaud tendant à la création d'une commission des États associés, p. 6973 (Document n° 11069). — Dépôt du rapport de M. Béteaud, p. 8396 (Document n° 11477).

Assemblée nationale. — Listes de candidats aux commissions générales, à la commission des immunités parlementaires et à la commission de comptabilité parues au *Journal officiel* du 13 janvier 1950. — Nomination des membres, p. 279, 299. — Opposition à la liste de candidatures à la commission des territoires d'outre-mer et discussion, p. 279; motion préjudicielle tendant à ajourner le scrutin jusqu'à la présentation d'une nouvelle liste, p. 280; rejet, au scrutin, de la motion, p. 296; scrutin pour l'élection des membres, p. 342; résultat du scrutin et nomination de 43 membres, p. 362; ouverture d'un deuxième tour de scrutin pour un siège, p. 455 et nomination d'un membre, p. 462.

Commission des affaires économiques. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5777, 7024, 7451. — Nomination de membres, p. 26, 5913, 7102, 7494.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 4950, 5777, 7838. — Nomination de membres, p. 5018, 5913, 7934.

Commission de l'agriculture. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 440, 5969, 7294, 9897. — Nomination de membres, p. 454, 6198, 7375.

Commissions des boissons. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 700. — Nomination de membres, p. 858.

Commission de la défense nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5777, 7147, 7838. — Nomination de membres, p. 5914, 7375, 7934.

Commission de l'éducation nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 700, 4565, 3666, 4649, 5777. — Nomination de membres, p. 858, 1966, 3674, 4886, 5914.

Commission de la famille. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 700, 2018, 5969, 7838. — Nomination de membres, p. 858, 2202, 6198, 7934.

Commission des finances. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 440, 5777, 5969, 6345, 7294. — Nomination de membres, p. 454, 5914, 6198, 6614, 7375.

Commission des immunités parlementaires. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 2789. — Nomination de membre, p. 2807.

Commission de l'intérieur. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1147, 4565, 2018, 7294, 9248. — Nomination de membres, p. 1263, 1966, 2202, 7375, 9334.

Commission de la justice et de la législation. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2242, 5291. — Nomination de membres, p. 2430, 5344.

Commission de la marine marchande et des pêches. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1391, 3420, 5777. — Nomination de membres, p. 1524, 3674, 5914.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 1497, 3666, 5777. — Nomination de membres, p. 1524, 3674, 5914.

Commission des pensions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 700, 4372. — Nomination de membres, p. 858, 4599.

Commission de la presse. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 3666, 5969, 6409, 7591. — Nomination de membres, p. 3674, 6198, 6614, 7662.

Commission de la production industrielle. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 1391. — Nomination de membre, p. 1524.

Commission de la reconstruction et des dommages de guerre. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 5969, 6409, 7535. — Nomination de membres, 6198, 6614, 7662.

Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2789, 3024, 3964, 4583, 5777, 5969, 6109, 6940, 7024, 7294, 7451, 8200. — Nomination de membres, p. 2807, 3106, 3983, 4663, 5914, 6198, 6246, 7102, 7375, 7494, 8410.

Commission des territoires d'outre-mer. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 867 4094, 2678, 4583, 5777, 6409, 6940. — Annulation, p. 4009. — Opposition à la ratification d'une candidature proposée, p. 1125. — Nomination de membres, p. 2807, 4663, 5914, 6246, 7102.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 700, 2018, 2242, 3823, 4022, 5777. — Nomination de membres, p. 858, 2202, 2430, 3983, 4231, 5914.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Peyroles sur la proposition de loi de M. Laurelli tendant à modifier les délais prévus en matière d'inéligibilités relatives (n° 8457), p. 5776 (Document n° 40704).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aku relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, p. 7146 (Document n° 11113). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Diallo relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, p. 7835 (Document n° 11309). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Daladier tendant à fixer le mode

de représentation à l'Assemblée nationale des territoires d'outre-mer relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 7970 (Document n° 11357). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française sur lesdites propositions, p. 19897 (Document n° 44825).

CONVOCACTION

Convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire, p. 9969.

GROUPES

Assemblée nationale. — Listes électorales des membres des groupes politiques, remises au président de l'Assemblée nationale, le 10 janvier 1950, en exécution de l'article 16 du règlement, p. 497. — Modifications, p. 257, 475, 941, 1009, 1149, 2679, 3337, 3516, 3824, 3966, 4024, 4374, 5182, 5292, 5422, 6039, 7025, 7091, 7230, 7244, 7349, 9318, 9541, 9897.

RÈGLEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delachenat sur la proposition de résolution de M. Monin, tendant à compléter le règlement de l'Assemblée nationale par l'addition d'un article nouveau prévoyant l'impression du recueil des programmes et engagements électoraux (n° 8524), p. 5421 (Document n° 40620). — Adoption de la proposition de résolution, p. 6133.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions réglementaires relatives à la fixation de l'ordre du jour et la procédure de discussion d'urgence, p. 3768 (Document n° 9977). — Dépôt d'un rapport par Mme Peyroles sur les propositions de résolution: 1° de M. Minjoz tendant à modifier l'article 63 du règlement de l'Assemblée nationale sur les discussions d'urgence; 2° de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions réglementaires relatives à la fixation de l'ordre du jour et à la procédure de discussion d'urgence (n° 8540 et 9977), p. 4215 (Document n° 10165). — Discussion, p. 6921; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la résolution, p. 6931 (*rectificatif*, p. 7024).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duveau tendant à modifier l'article 18 du règlement, p. 454 (Document n° 9031).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à modifier l'article 14 du règlement de l'Assemblée nationale, en vue de la constitution d'une commission de la révision de la Constitution, p. 454 (Document n° 9033).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 46 du règlement, p. 1932 (Document n° 9448).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à compléter et modifier le règlement pour empêcher l'obstruction des débats de l'Assemblée, p. 2017 (Document n° 9477).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delcos tendant à modifier l'article 109 du règlement, p. 2046 (Document n° 9485).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à modifier l'article 110 du règlement, sur la discipline de l'Assemblée, p. 2046 (Document n° 9486).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenat tendant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale, p. 2164 (Document n° 9528).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bardoux tendant à la modification des articles du règlement relatifs à la procédure d'urgence, p. 3735 (Document n° 9965).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire de 1950, p. 4.

Clôture de la session extraordinaire, p. 162.

Ouverture de la session annuelle de 1950, p. 189.

Interruption de la session, p. 2789, 6775.

Reprise de la session, p. 2789, 6775.

Clôture de la session, p. 9970.

Assemblées parlementaires. — V. *Assemblée nationale.* — *Conseil de la République.* — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).*

Assemblée de l'Union française. — V. *Assemblée nationale (budget).*

BUREAU

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître à l'Assemblée nationale la composition du bureau de cette Assemblée pour 1950, p. 255.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le président de l'Assemblée de l'Union française faisant connaître au Conseil de la République la composition du bureau de cette Assemblée, p. 22.

COMPOSITION ET ÉLECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, p. 5248 (Document n° 10450). — Dépôt du rapport de M. Minjoz, p. 5700 (Document n° 10676). — Discussion, p. 6026; adoption au scrutin du projet de loi, p. 6028.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2176 (Document n° 565). Rapporteur: M. Dronne, et discussion, p. 2562. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Dronne, p. 2820 (Document n° 731). Dépôt d'un avis de la commission de la France libre par M. Serrure, p. 2872 (Document n° 737). — Discussion, p. 2942; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 2942.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7833. — Loi n° 50-1497 du 1^{er} décembre 1950, J. O. du 2 décembre 1950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz tendant à terminer la procédure d'élection par les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole, par treize membres de l'Assemblée nationale française correspondant aux deux tiers de la représentation du Viet-Nam (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), p. 1240 (Document n° 9261). — Discussion des conclusions du rapport, p. 1413; adoption d'un projet qui devient donc une proposition de résolution, p. 1442; adoption, au scrutin, de l'ensemble, p. 1445.

Attribution de candidatures pour les treize sièges de l'Assemblée nationale française, à pourvoir par l'Assemblée nationale, correspondant aux deux tiers de la représentation du Viet-Nam, p. 1643. — Nomination des membres, p. 1666.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Diethelm tendant à fixer le mode d'élection, par le Conseil de la République, des conseillers de l'Union française représentant la métropole en contrepartie des conseillers désignés par le Viet-Nam, p. 22 (Document n° 11). — Dépôt du rapport par M. Robert Le Guyon, p. 644 (Document n° 131). — Discussion, p. 635; adoption, au scrutin, après modification du titre: « Résolution déterminant la procédure d'élection par les membres du Conseil de la République représentant la métropole de six membres de l'Assemblée de l'Union française, correspondant au tiers de la représentation de l'Etat du Viet-Nam (en application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française) », p. 690.

Attribution de candidatures pour les six sièges de l'Assemblée nationale française à pourvoir par le Conseil de la République, correspondant au tiers de la représentation du Viet-Nam, p. 729. — Nomination des membres, p. 734.

Assistance. — V. *Russie (sinistrés français de)*.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Abel-Durand tendant à la proposition de résolution de M. Delorme, tendant à inviter le Gouvernement à mettre à l'étude la réforme des règles de répartition de la domiciliation communale pour les dépenses d'assistance (N° 661, année 1949), p. 1192 (Document n° 282). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Reveillaud, p. 1466 (Document n° 377).

Assistance judiciaire. — V. *Loyers (locaux d'habitation)*.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Debû-Bridel tendant à modifier le régime de l'assistance judiciaire, p. 3106 (Document n° 803).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2016 (Document n° 11510).

Assistance aux sinistrés.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi n° 50 août 1947 instituant le versement d'une allocation d'attente aux sinistrés (nos 6524, 8403) après modification du titre « Proposition tendant à revaloriser l'allocation d'attente instituée par la loi n° 50 août 1947 », p. 894.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 681 (Document n° 147). — Discussion, p. 737; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 742.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2016 (Loi n° 50-338 du 18 mars 1950, J. O. du 19 mars 1950).

Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs)*. — *Interpellations* n° 488. — *Questions* (Assemblée nationale) n° 177. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Corlier tendant à modifier les articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 5420 (Document n° 10597). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5776 (Document n° 10710). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Sion, p. 6039 (Document n° 10773). — Adoption de la proposition de loi, p. 6246.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n° 599). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 642 (Document n° 743). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3035 (rectificatif, p. 3060).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8090 (Document n° 11410). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 8798 (Document n° 11594). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Sion, p. 9247 (Document n° 11680). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 9470 (Loi n° 51-17 du 5 janvier 1951, J. O. du 6 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Paul Boulet tendant à la proposition de loi de M. Savard tendant à modifier l'article 2 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide

à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes (n° 8544), p. 866 (Document n° 9119). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Dutard, p. 1389 (Document n° 9328).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant modification de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 837 (Document n° 9097). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 4873 (Document n° 10307).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Savard, tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique, prévu à l'article 20 de la loi 49-1094 du 2 août 1949, modifié par la loi n° 49-1568 du 7 décembre 1949, ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 486 (Document n° 9052). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 635 (Document n° 9069).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à abroger les circulaires n° 333 bis du 24 décembre 1947 et n° 195 du 8 août 1949 relatives à l'orientation professionnelle, au reclassement et au placement des aveugles, p. 4538 (Document n° 10213).

Assistances sociales. — V. *Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.* — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 104.

Associations et groupements. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 125.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Chevalier tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs, p. 3229 (Document n° 9338). — Dépôt du rapport par M. Dusseaux, p. 6529 (Document n° 10863). — Adoption, p. 7046.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2754 (Document n° 712). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 3178 (Document n° 856). — Discussion, p. 3221; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3223.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9540 (Document n° 11745).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à la dissolution des groupes armés du rassemblement du peuple français, p. 3159 (Document n° 9828).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Legendre réprimant les menées antinationales des organisations dépendant de puissances étrangères, p. 8059 (Document n° 11379).

Associations syndicales. — V. *Administration communale*.

Assurances agricoles. — V. *Caisses provisoires d'assurances et de réassurances*.

Assurance crédit d'Etat. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire)*.

Assurances des marins du commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yvon sur les propositions de loi: 1° de M. Marcel Hamon tendant à modifier les articles 11 et 14 de la loi du 22 septembre 1948 sur la refonte des pensions des inscrits maritimes; 2° de M. Signor tendant à exonérer de la cotisation à la caisse de retraites des marins, les inscrits maritimes âgés de 65 ans et plus et à compléter dans ce sens l'article 16 de la loi du 22 septembre 1948; 3° de M. Signor tendant à modifier l'article 4 et l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche; 4° de M. Vourc'h, sénateur, tendant à compléter l'article 8 (§ 1^{er}) de la loi du 12 avril 1941 relative au régime des pensions des marins de commerce; 5° de la proposition de loi de M. Reeb tendant à préciser et à modifier l'article 12 de la loi du 22 septembre 1948 sur les pensions de retraite des marins (nos 5905, 5998, 7932, 8267, 8586), p. 2018 (Document n° 9472). — Discussion, p. 2231. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Yvon, p. 2240 (Document n° 9558). — Discussion, p. 2290. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Yvon, p. 5290 (Document n° 10491). — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par M. Yvon, p. 6105 (Document n° 10838). — Discussion, p. 6615; adoption après modification du titre: *Proposition de loi portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche*, p. 6616.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2533 (Document n° 663). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 2534 (Document n° 664). — Discussion, p. 2561 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2562.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6773 (Loi n° 50-1028 du 22 août 1950, J. O. du 24 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cermolacce tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 42 p. 100 les salaires forfaitaires résultant du décret du 5 novembre 1948, et servant de base pour le calcul des pensions des inscrits maritimes, p. 7648 (Document n° 11233). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 8396 (Document n° 11470). — Adoption de la proposition de résolution, p. 9262.

— Dépôt d'un rapport de M. Cance sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon tendant à porter à 120.000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la caisse de prévoyance des inscrits maritimes (n° 8324), p. 3087 (Document n° 9808).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamon tendant à rendre applicable à tous les marins, anciens combattants 1914-1918, sans exception, l'article 2 de la loi du 22 août 1950 portant réforme du régime des pensions des marins, p. 7648 (Document n° 11235).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret d'application de l'article 2 de la loi du 22 août 1950 sur le décompte de certains services pour la pension de retraites des inscrits maritimes, p. 7970 (Document n° 11351).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Denvers tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 1er de la loi du 20 décembre 1949, relative à l'organisation et à l'unification du régime d'assurance des marins, p. 1156 (Document n° 2681).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3314 (Document n° 9800).

Assurances de toute nature. — V. Interpellations n° 39

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les conditions de fonctionnement du fonds commun institué par l'article 2 de la loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage, p. 6936 (Document n° 11030).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony ayant pour objet de mettre à la charge de celui qui aggrave les risques d'incendie courus par ses voisins, les surprimes d'assurance qui leur sont imposées par son fait, p. 4294 (Document n° 10174).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à protéger le domaine immobilier par la revalorisation des contrats d'assurance contre l'incendie, p. 8879 (Document n° 11570).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjot tendant à inviter le Gouvernement à organiser un système d'assurances obligatoires sur les accidents de chasse, p. 7146 (Document n° 11114).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Loison tendant à inviter le Gouvernement à instituer l'assurance obligatoire par une majoration du prix de l'essence pour les véhicules à moteur en ce qui concerne les accidents corporels causés à des tiers, p. 44 (Document n° 25). — Dépôt du rapport par M. Marcel Hébert, p. 1233 (Document n° 290). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Bousch, p. 1876 (Document n° 464). — Discussion, p. 2748; adoption, après modification du titre « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer un fonds de garantie au profit des victimes d'accidents causés par les véhicules automobiles et à faire respecter le code de la route », p. 2753.

Assurances sociales. — V. Agriculture (calamités). — Alsace-Lorraine. — Code du travail (salaires). — France d'outre-mer (départements d'outre-mer).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Sesmaisons, sur la proposition de loi de M. Desjardins, tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières (n° 7404), p. 1882 (Document n° 9438). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Viatte, p. 3633 (Document n° 9928). — Adoption de la proposition de loi, p. 3985.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1600 (Document n° 396). — Dépôt du rapport par M. Saint-Cyr, p. 2212 (Document n° 577). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2470.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598. (Loi n° 50-975 du 16 août 1950, J. O. du 17 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un régime transitoire d'assurances sociales agricoles dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 1145 (Document n° 9235). — Dépôt du rapport par M. Kaufmann, p. 9457 (Document n° 11730).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à intégrer les salaires des professions agricoles et forestières au régime général de la sécurité sociale, p. 934 (Document n° 9144).

Conseil de la République. — Demande de désignation de membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission consultative des assurances sociales agricoles, p. 2676. — Désignation de membres au J. O. du 27 octobre 1950 (Lois et décrets). — Nomination de membres, p. 2764.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazier sur la proposition de loi de M. Dagain tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapable du fait de leurs blessures de se livrer à un travail lucratif (n° 5239), p. 2017 (Document n° 9458). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 3823 (Document n° 9989). — Discussion, p. 3990; adoption de la proposition de loi après modification du titre « Proposition de loi étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre », p. 3998.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1427 (Document n° 369). — Adoption d'une proposition demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1432.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4068 (Document n° 10129). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4124.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1519. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Tharradin, p. 4690 (Document n° 397). — Discussion, p. 1620; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre et aux veuves de guerre, aux veuves des grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre », p. 1623 (rectificatif, p. 1679).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4539 (Document n° 10236). — Dépôt du rapport par M. Mazier, p. 5180 (Document n° 10402). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 5507 (Document n° 10402). — Discussion et adoption de l'ensemble de la proposition après titre amendé par le Conseil de la République, p. 5656 (rectificatif, p. 5885, 6039). (Loi n° 50-879 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. G. Vée tendant à modifier et compléter la loi n° 50-879 du 29 juillet 1950 étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre et aux orphelins de guerre, p. 9751 (Document n° 11196).

ARMÉES

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale (n° 7104, 7923), p. 487 (rectificatif, p. 487).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 371 (Document n° 48). — Dépôt du rapport par M. Michel Min, p. 536 (Document n° 89). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 681.

Assemblée nationale. — Avis conforme au Conseil de la République, p. 1639. (Loi n° 50-311 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. V. tino étendant le champ d'application de la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de sécurité sociale, p. 3962 (Document n° 10071).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. B. tendant à accorder une subvention de six milliards aux caisses de sécurité sociale et des allocations familiales, en vue de pallier le déficit prévisionnel consécutif à la prolongation du service militaire telle qu'elle est prévue: 1° par le décret n° 50-1098 du 11 septembre 1950; 2° par une loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, p. 7534 (Document n° 11196).

ASSURANCE-DÈCÈS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. V. tendant à organiser l'assurance-décès des membres des professions artisanales, p. 195 (Document n° 8963). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 5249 (Document n° 10438).

ASSURANCE-MALADIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Francine Lefebvre tendant à modifier les articles 32 et 72 de la loi du 19 octobre 1945 relative aux assurés sociaux âgés de plus de soixante ans, p. 5272 (Document n° 10459).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. P. André étendant le bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et de la longue maladie à certaines veuves de saisi, p. 7745 (Document n° 11261).

ASSURANCE-VIEILLESSE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. A. Durand sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à préciser le statut des ministres du culte catholique au regard de la législation sociale (n° 574, année 1949), p. 505 (document n° 50). — Discussion, p. 504; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 505.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1007 (loi n° 222 du 19 février 1950, J. O. du 22 février 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier prorogeant le délai d'application pour l'article 6 de la loi du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 2122 (document n° 9519). — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur les propositions de loi: 1° de M. Siefridt tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de sécurité sociale à la situation des cadres; 2° de M. Degepré prorogeant le délai de douze mois prévu à l'article 127 bis de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 sur la sécurité sociale des cadres; 3° de M. André Mercier (Oise), tendant à ouvrir un nouveau délai aux bénéficiaires de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948, tendant à adapter la législation de sécurité sociale à la situation des cadres pour le rachat des cotisations d'assurance vieillesse; 4° de M. Gazier, prorogeant le délai d'application pour l'article 6 de la loi du 23 août 1948, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres (n° 6910, 7394, 8777 et 9000). — Discussion et adoption après modification du titre: « Proposition de loi prorogeant le délai de rachat des cotisations d'assurances sociales prévu par la loi n° 48-1307 du 23 août 1948, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres », p. 3356.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1192 (document n° 284). — Dépôt du rapport par M. Saint-Paul, p. 1233 (document n° 292). — Discussion, p. 1234, adoption.

Avis sur la proposition de loi, après modification du titre: Proposition de loi ouvrant un nouveau délai pour le rachat des cotisations d'assurances sociales, prévu par la loi n° 48-1307, du 23 août 1948, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 1235.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3633 (document n° 9935). — Dépôt du rapport par M. Viatte, p. 3822 (document n° 10001). — Adoption de la proposition de loi avec le nouveau titre proposé par le Conseil de la République, p. 4161 (*Loi n° 50-648 du 10 juin 1950, J. O. du 11 juin 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cornier complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 2017 (document n° 9457). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 4112 (document n° 10146). — Adoption, p. 5746.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2141 (document n° 538). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 2151 (document n° 649). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2489.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6900 (document n° 10897). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 7293 (document n° 41146). — Discussion et adoption de la proposition de loi avec modification, p. 7496 (*Loi n° 50-1412 du 15 novembre 1950, J. O. du 15 novembre 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauchamp tendant à modifier le quatorzième alinéa de l'article 2, paragraphe 1^{er}, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 modifiée par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance vieillesse, p. 298 (document n° 8988).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Theetten tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 décembre 1945, modifiant l'article 3 de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, relatives au régime de l'assurance vieillesse, p. 2627 (document n° 9665).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à faire passer un certain pourcentage de la cotisation en matière de sécurité sociale pour le risque de l'assurance vieillesse, p. 3229 (document n° 9834). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 9697 (document n° 11818).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à établir dans leurs droits, au regard de l'assurance vieillesse, les chauffeurs de taxi salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936, p. 5700 (document n° 10670).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à compléter l'article 127 bis de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à l'adaptation de la législation de la sécurité sociale à la situation des cadres, p. 7746 (document n° 11270).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Wagner tendant à accorder aux titulaires d'une pension de vieillesse ayant besoin de l'aide permanente d'une tierce personne, pour effectuer les actes ordinaires de la vie, les mêmes avantages qu'aux titulaires d'une pension d'invalidité, p. 7831 (document n° 11299).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à modifier l'article 2 de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 fixant la date d'application de la loi du 22 mai 1946 sur la généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance vieillesse, instituant une allocation temporaire aux vieux, et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, l'article II de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour des personnes non salariées, p. 9189 (document n° 11669).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Musmeaux tendant à porter de 40.000 francs par an l'allocation vieillesse pour les personnes non salariées, p. 9457 (document n° 11742).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi du 23 août 1948, tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 9751 (document n° 11802).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcaillon tendant à proroger d'une nouvelle période de douze mois le délai prévu à l'article 6 de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, p. 940 (document n° 182).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2829 (document n° 9604).

CADRES

voir à la rubrique précédente: *Assurance vieillesse*.

CAISSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux élections des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, p. 470 (document n° 9038). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat relative aux élections et à la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, p. 4007 (document n° 9171). — Dépôt d'un rapport de M. Viatte sur: I. — Le projet de loi relatif aux élections des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales; II. — Les propositions de loi: 1^o de M. Meck tendant à la prolongation de la durée du mandat des administrateurs de caisses de sécurité sociale et de caisses d'allocations familiales; 2^o de M. Viatte tendant à fixer à

cinq ans la durée du mandat des administrateurs des organismes de sécurité sociale et à modifier certaines dispositions de la loi du 30 octobre 1946 relative aux modalités d'élections desdits administrateurs; 3^o de M. Gérard Duprat relative aux élections et à la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales (nos 9038, 8968, 8912, 9171), p. 1146 (document n° 9247). — Discussion, p. 1186, 1223; adoption de l'ensemble du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales*, p. 4224 (rectificatif p. 4297).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 580 (document n° 91). — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 602.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4386 (document n° 9332). — Rapporteur M. Charles Viatte et adoption de la résolution, p. 4422.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 617. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Pujol, p. 614 (document n° 129). — Discussion, p. 651; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 666.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (document n° 9387) et dépôt du rapport par M. Viatte, p. 1619 (document n° 9395). — Discussion, p. 1668, 1674, 1693; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 1713 (*Loi n° 50-275 du 6 mars 1950, J. O. du 8 mars 1950*).

CONTROLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Moisan sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de sécurité sociale (n° 8628), p. 5631 (document n° 10642). — Discussion, p. 6733; adoption de la proposition de loi avec modification, p. 6734 (*Loi n° 50-1045 du 22 août 1950, J. O. du 27 août 1950*).

COTISATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à instaurer, au regard de la sécurité sociale, un régime spécial en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, primes de rendement et autres participations des salariés aux bénéfices des entreprises, p. 2017 (document n° 9479). — Dépôt d'un avis du conseil économique, p. 3633 (document n° 9934).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à alléger, dans certains cas précis, le montant des cotisations patronales à la sécurité sociale, p. 2852 (document n° 9711).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à porter le plafond d'assujettissement de la sécurité sociale de 264.000 à 300.000 francs par an, p. 2941 (document n° 9777).

Voir également à la rubrique *Allocations familiales (cotisations)*.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à réduire de 1 à 0,5 p. 1.000 le taux de majoration par jour de retard du paiement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, p. 7589 (document n° 11217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à diminuer le taux des intérêts de retard perçus par la sécurité sociale en vertu de l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945, p. 7835 (document n° 11311).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à inviter le Gouvernement à modifier, de toute urgence, le régime de la sécurité sociale en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, primes de rendement et autres participations des salariés aux bénéfices des entreprises, p. 617 (document n° 122).

DIVERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlot tendant à adapter la législation de la sécurité sociale à la situation de certains travailleurs, p. 4021 (document n° 10095).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Viatte tendant à préciser le statut des gérants de société au regard de la législation de sécurité sociale, p. 5238 (document n° 10432).

ETUDIANTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Robert Lecourt, sur les propositions de loi: 1^o de M. Viatte tendant à étendre le bénéfice de la législation de sécurité sociale aux étudiants atteints de longue maladie depuis une date postérieure au 1^{er} janvier 1948; 2^o de Mme Charbonnel, tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1^{er} janvier 1949 (nos 6159-6123-7625-8588), p. 2522 (document n° 9617). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants atteints d'une affection de longue maladie avant le 1^{er} janvier 1949*, p. 2766.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1116 (document n° 211). — Dépôt du rapport, par Mme Devaud, p. 4320 (document n° 315). — Discussion, p. 4346; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 4347.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3735 (document n° 9570). — Dépôt du rapport, par M. Segelle, p. 3775 (document n° 10000). — Adoption, p. 6738 (*Loi n° 50-916 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à respecter l'application intégrale de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, étendant aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, p. 2522 (Document n° 9643). — Dépôt du rapport, par M. Cayol, p. 4873 (Document n° 10317).

FONCTIONNAIRES COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ballanger tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents des collectivités locales le bénéfice des dispositions de l'article 8 du décret du 20 octobre 1947 concernant le capital-décès (sécurité sociale des fonctionnaires), p. 6107 (Document n° 10783).

FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coffin tendant à faire bénéficier les assurés sociaux de l'intégralité des avantages prévus par la législation en matière de remboursement des frais médicaux, p. 837 (Document n° 9098).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard, tendant à sauvegarder les droits des assurés sociaux en abrogeant le décret n° 50-1556 du 20 décembre 1950 fixant les modalités de suspension des décisions de la commission nationale des tarifs prévues à l'article 10 de l'ordonnance n° 45-2454 du 49 octobre 1945, p. 9457 (Document n° 11741).

MAGISTRATS MUNICIPAUX

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Marrane, tendant à étendre aux maires et adjoints permanents les avantages de la sécurité sociale et la constitution d'une retraite, p. 1192 (Document n° 287).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3420 (Document n° 9892). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck L'Huilier tendant à permettre l'extension des avantages de la sécurité sociale aux maires et adjoints des communes, ainsi que la constitution d'une caisse de retraite pour les magistrats municipaux, p. 4797 (Document n° 10285). — Dépôt du rapport, par M. Waldeck L'Huilier, p. 6190 (Document n° 10806).

MINES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 1337 (Document n° 9293). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Sion, tendant à augmenter de 15 p. 100 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve, p. 699 (Document n° 9092). — Dépôt du rapport de M. Le Sciellour sur: I. le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; II. les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs; 2° de M. Gabriel Roucaute tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites minières et toutes les prestations servies par la caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves; 3° de M. Sion tendant à augmenter de 15 p. 100 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve (nos 9293, 8067, 8369, 9092), p. 3230 (Document n° 9841). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Robert Lecourt sur: I. — Le projet de loi tendant à modifier l'article 134 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; II. — Les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier les dispositions du décret du 27 novembre 1946 relatif aux retraites des ouvriers mineurs; 2° de M. Gabriel Roucaute tendant à augmenter de 25 p. 100 les retraites minières et toutes les prestations servies par la caisse autonome des mines et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension des veuves; 3° de M. Sion tendant à augmenter de 15 p. 100 les retraites minières et à porter aux deux tiers de la pension du mari la pension de la veuve (nos 9293, 8067, 8369, 9092, 9841), p. 3523 (Document n° 10014). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Le Sciellour, p. 3902 (Document n° 10039). — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Le Sciellour, p. 4797 (Document n° 10285). — Discussion et adoption, après modification du titre « *Projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, en ce qui concerne la retraite des ouvriers mineurs* », p. 5716.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2141 (Document n° 544). — Dépôt du rapport par M. Vanrullen, p. 2242 (Document n° 584). — Discussion, p. 2441; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2443.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6528 (Loi n° 50-919 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Le Sciellour sur le projet de loi modifiant le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, portant organisation de la sécurité sociale dans les mines (n° 4906), p. 4444 (Document n° 10206). — Adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi modifiant les articles 39, 40 et 182 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines*, p. 5842.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2236 (Document n° 596). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 2468 (Document n° 651). — Discussion, p. 2489; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2490.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6600 (Document n° 10898). — Dépôt du rapport de M. Le Sciellour, p. 6774 (Document n° 10919). — Adoption du projet de loi, p. 6757 (Loi n° 50-984 du 17 août 1950, J. O. du 18 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées, p. 6773 (Document n° 10900). — Dépôt du rapport par M. Le Sciellour, p. 9039 (Document n° 11605). — Adoption du projet de loi, p. 9764.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, p. 4 (Document n° 10228).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à modifier l'article 205 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946, relatif à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines, p. 5299 (Document n° 10487).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut tendant à faire bénéficier les exploitations souterraines de spath-fluor du régime de la sécurité sociale dans les mines, p. 5337 (Document n° 10490).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier l'article 17 de l'arrêté du 4 février 1949 relatif au statut des praticiens conseils chargés du contrôle médical des affiliés du régime spécial de sécurité sociale dans les mines, p. 6528 (Document n° 10853).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à compléter l'ordonnance du 4 octobre 1945 et la loi du 19 mars 1947, sur l'organisation administrative de la sécurité sociale et assurant dans le cadre de cette ordonnance le libre choix du praticien, p. 635 (Document n° 9077).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à préciser les dispositions de la loi du 19 mars 1947 sur la sécurité sociale, aux fins d'affirmer le principe du libre choix du médecin et le maintien du paiement direct des honoraires par l'assuré à son praticien, p. 2017 (Document n° 9481).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à compléter l'article 25 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, p. 2676 (Document n° 9672).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter la constitution des dossiers de sécurité sociale, p. 9149 (Document n° 9149).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à accroître l'efficacité sociale de la sécurité sociale, p. 728 (Document n° 155).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2017 (Document n° 9460).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcassonne tendant à modifier l'article 36 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, p. 4 (Document n° 228).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2755 (Document n° 9701).

PENSIONS D'INVALIDITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lesquesne tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité, p. 1562 (Document n° 9371).

RÉGIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bagniez tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 1562 (Document n° 9371).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barrot tendant à modifier les articles 10 et 25 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles et à permettre dans certains cas l'avantage par les caisses de la part garantie à l'assuré social, p. 2329 (Document n° 9613).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Prevert tendant à compléter l'article 51 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 5631 (Document n° 10645).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 6938 (Document n° 11605).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wehrung tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, p. 2 (Document n° 700).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7146 (Document n° 11104).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi instituant un régime de retraites pour les personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile, p. 2852 (Document n° 9745). — Dépôt du rapport par M. Poumadère, p. 4873 (Document n° 10306).

VIEUX TRAVAILLEURS ET ÉCONOMIQUEMENT FAIBLES

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Croizat tendant à porter à un taux unique de 55.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés; 2° de M. Mazier tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et les prestations « vieillesse » de la sécurité sociale; 3° de M. Prevost tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et les pensions de la sécurité sociale (n° 8213, 8521, 8802, 8803, 8804, 8805, 8806, 8807, 8808, 8809, 8810, 8811, 8812, 8813, 8814, 8815, 8816, 8817, 8818, 8819, 8820, 8821, 8822); adoption, après modification du titre « Proposition de loi portant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et les pensions de la sécurité sociale », p. 437 (rectificatif, p. 472).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 202 (Document n° 33). — Lecture du rapport par M. Roger Laroque, p. 401; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 401.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 791 (Loi n° 50-147 du 3 février 1950, J. O. du 4 février 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation aux vieux travailleurs non salariés et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (n° 8745), p. 2242 (Document n° 9536). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Mousu tendant à reconduire l'allocation de vieillesse dans les professions agricoles pour le premier trimestre 1950, p. 2163 (Document n° 9536). — Dépôt d'un rapport de M. Beugniez sur: 1° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 47 et 48 relatifs à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux); 2° la proposition de loi de M. Mousu tendant à reconduire l'allocation de vieillesse dans les professions agricoles pour le premier trimestre 1950, p. 2626 (Document n° 9663). — Discussion, p. 2641; adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux* », p. 2646.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1034 (Document n° 217). — Dépôt du rapport par M. Vamullen, p. 1069 (Document n° 225). — Discussion, p. 1088; adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux et modifiant certaines dispositions d'assistance* », p. 1089 (rectificatif, p. 1123).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2756 (Document n° 9699). — Dépôt du rapport par M. Beugniez, p. 2755 (Document n° 9700). — Adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 2754 (Loi n° 50-583 du 1^{er} avril 1950, J. O. du 2 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugniez, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 4962 (Document n° 10346). — Dépôt du rapport par M. Beugniez, p. 5180 (Document n° 10401). — Discussion, p. 5194; adoption, p. 5199.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1876 (Document n° 470). — Lecture du rapport par M. Tharradin, p. 1877, discussion, p. 1878, et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1879.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5289 (Loi n° 50-734 du 24 juin 1950, J. O. du 29 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Viatte, sur: le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (articles 1 à 46 inclus et article 49); — les propositions de loi: 1° de M. Gérard Duprat tendant à reconduire l'allocation de vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949; 2° de M. Bouxom, tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards ne bénéficiant pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants (n° 8715, 9556, 8372, 8487), p. 4539 (Document n° 10231). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par Mme Roca, p. 5125 (Document n° 10379). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative au projet de loi, p. 5247 (Document n° 10441). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Gérard Vée, p. 5776 (Document n° 10707). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt, p. 7746 (Document n° 11258). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 7895 (Document n° 11334). — Discussion, p. 8249, 8086. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Viatte, p. 8982 (Document n° 11600). — Discussion, p. 9017; adoption, au scrutin, de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi, portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux*, p. 9039 (rectificatif, p. 8982, 9511).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 8169 (Document n° 829). — Lecture du rapport par Mme Devaud, p. 8321, discussion, p. 8322; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 8324.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9620 (Loi n° 50-1594 du 30 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, p. 1092 (Document n° 9211).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à accorder le bénéfice de la pension vieillesse à régime plein, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux femmes ayant élevé cinq enfants, à l'âge de soixante ans pour les hommes et de cinquante-cinq ans pour les femmes, p. 1092 (Document n° 9216).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à porter à un taux unique de 60.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, p. 2430 (Document n° 9636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier la loi n° 48-1522 du 29 septembre 1948 reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre de l'année 1948 majorant le taux de l'allocation temporaire et de l'allocation à domicile, unifiant le taux minimum de la majoration pour conjoint à charge et modifiant l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945, p. 3822 (Document n° 10010).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à la reconduction de l'allocation aux vieux, p. 5082 (Document n° 10375).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède tendant à fixer le montant maximum des ressources annuelles des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements d'outre-mer, p. 5314 (Document n° 10515).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Croizat tendant à porter à un taux unique de 66.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge ayant moins de soixante-cinq ans à 10.000 francs par an, p. 6918 (Document n° 10951). — Dépôt du rapport par M. Meck, p. 9836 (Document n° 11804).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul Palewski tendant à compléter l'article 3 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 6937 (Document n° 10990).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans le cas où les intéressés ont été victimes de périodes de chômage involontaire, p. 6938 (Document n° 11056).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, p. 6938 (Document n° 11068).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Noël, tendant à modifier l'article 6 de la loi du 3 février 1950, afin d'assimiler aux périodes de salariat, sans condition préalable du titre de salarié, les périodes des années 1914 à 1930 et de 1939 à 1945, en faveur des mobilisés, déportés, otages, engagés volontaires, combattants de la résistance, prisonniers, candidats à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, p. 8396 (Document n° 11467).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Besset, tendant à accorder immédiatement, à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel An, une somme de 5.000 francs à tous les vieux travailleurs anciens salariés, à laquelle s'ajouterait 2.500 francs pour conjointe à charge), p. 9134 (Document n° 11654).

Attachés agricoles. — V. *Agriculture (ministère)*.

Attachés du travail. — V. *Travail et sécurité sociale (ministère)*.

Attractions foraines. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Automobiles. — V. *Code de la route. — Impôts (chiffre d'affaires, timbre).* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer et des transports).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 109.* — *Transports et voies de communication.*

Autorails. — V. *Chemins de fer (interpellations).* — *Transports et voies de communication (chemin de fer d'intérêt général).*

Autoroute. — V. *Transports et voies de communication (routes, chemins et ponts).*

Auxiliaires de l'Etat. — V. *Fonctionnaires.*

Aveugles. — *Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — Interpellations n° 188. — Postes, téléphones et télégraphes (téléphones).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 177. — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Aviation. — V. *Aéronautique. — Armée de l'air. — Code du travail (salaires).* — *Commerce et industrie (entreprises diverses).* — *Éducation physique et sports. — Marine marchande (sécurité et hygiène).* — *Transports et voies de communication (transports aériens).*

Avocats.

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de M. Wasmer sur le projet de loi relatif aux droits de plaiderie des avocats (n° 5588), p. 9116 (Document n° 11633).

Avoine. — V. *Agriculture (blé, céréales).*

Avoirs à l'étranger. — V. Capitaux.**Avoués.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur les conditions d'aptitude aux fonctions d'avoués, p. 3229 (Document n° 9833).

B**Baccalauréat. — V. Enseignement secondaire.****Bacs. — V. Canaux, cours d'eau et rivières.****Balzac. — V. Légion d'honneur.****Banque de France.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le ministre des finances et des affaires économiques et le gouverneur de la Banque de France, p. 6492 (Document n° 10847). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6493 (Document n° 10856). — Discussion, p. 6520; adoption du projet de loi, p. 6527.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2154 (Document n° 646). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 2497; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2507.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-903 du 4 août 1950, J. O. du 5 août 1950).

Baraques. — V. Loyers.**Barrages. — V. Interpellations, n° 22, 121.****Base navale. — V. Interpellations, n° 298.****Bateaux. — V. Marine marchande. — Ports maritimes et fluviaux.**

Bâtiments scolaires. — V. Enseignement (constructions scolaires). — Sociétés coopératives familiales scolaires.

Bâtiments et travaux publics. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 74.

Baudin. — V. Fêtes et cérémonies commémoratives.**Baux commerciaux, industriels et artisanaux. — V. Loyers.**

Baux à ferme. — Baux ruraux. — V. Algérie (décisions de l'assemblée algérienne). — Loyers.

Bazar de l'Hôtel de Ville. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 56.

Bénéfices agricoles. — V. Agriculture (calamités agricoles). — Impôts (bénéfices agricoles). — Interpellations n° 273. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 113, 120 (Conseil de la République) n° 9, 84, 85, 86.

Bénéfices illicites. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 70.

Bénéfices industriels et commerciaux. — V. Impôts. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 50.

Bergson (Henri). — V. Hommage.

Betteraves à sucre. — V. Interpellations n° 5, 13, 56. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 97. — Sucre, betteraves à sucre.

Beurre. — V. Agriculture et produits laitiers.**Bibliothèques. — V. Education nationale.**

Bicyclettes. — V. Impôts (contributions indirectes). — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Biens français à l'étranger. — V. Conventions internationalés.

Blé, céréales, farines et pain. — V. Agriculture. — Interpellations n° 133, 139, 147, 198, 243. — Questions orales (Conseil de la République) n° 13, 94.

Blessés, mutilés et victimes de la guerre. — V. Anciens combattants. — Pensions et retraites (anciens combattants).

Blum (Léon). — V. Funérailles.

Bois et forêts. — V. Code du travail (salaires). — Dommages de guerre (article 23). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 169.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lalle tendant à réglementer les plantations forestières, p. 379 (Document n° 9007).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourbon tendant à exonérer le bois de certaines taxes fiscales, p. 5337 (Document n° 10508).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la répartition du prélèvement de 2 p. 100, prévu par l'article 8 du décret du 19 janvier 1950, entre les agents des contributions indirectes chargés du recouvrement, p. 3315 (Document n° 9851).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel David tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, dans les conditions prévues par l'article 8 du décret du 19 janvier 1950, à la répartition du prélèvement de 2 p. 100 effectué sur le recouvrement des taxes du fonds forestier national, p. 3322 (Document n° 10017).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à appliquer strictement les dispositions légales qui interdisent les coupes abusives de pins non gemmés non encore épuisés par le gemmage dans la forêt de Gascogne, p. 9313 (Document n° 11693).

Boissons. — V. Alcool. — Débit de boissons. — France d'outre-mer (Océanie).

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de loi: 1° de M. Paul Boulet, concernant l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques en vue de protéger la santé publique; 2° de M. Thibault, concernant l'emploi de certains extraits dilués dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptibles de mettre en danger la santé publique (n° 8259, 8347, 8571, 8655), p. 1525; adoption après modification titre « Proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique », p. 1536.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 856 (Document n° 173). — Dépôt du rapport par M. All Paget, p. 1350 (Document n° 324). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par Mme Jacqueline Thome-Patenot, p. 1361 (Document n° 327). — Discussion, p. 1581, adoption, au scrutin, d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 1582.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4372 (Document n° 10192). — Dépôt du rapport par M. Paul Boulet, p. 5125 (Document n° 10378). — Dépôt d'un avis de la commission des boissons par M. Boulet, p. 5421 (Document n° 10555). — Discussion, p. 6734; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 6738 (Loi n° 50-113 du 22 août 1950, J. O. du 23 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Boulet, tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, p. 9063 (Document n° 9063). — Dépôt du rapport par M. Vernevas, p. 9095 (Document n° 9095). — Dépôt d'un avis de la commission des boissons par M. Monin, p. 1389 (Document n° 9303). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Cordonnier, p. 1641 (Document n° 9404). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Verney, p. 8151 (Document n° 11481). — Adoption, p. 9135.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3178 (Document n° 854). — Lecture du rapport par M. Clavier, discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3232.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9539.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fernand Clavier, sur la proposition de M. Gros, tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation, la fabrication et la mise en vente de boissons dites « coca-cola » ou de toute autre boisson similaire de la métropole, en Algérie et dans les pays et territoires de l'Union française (n° 8326), p. 5834 (Document n° 10712).

Bonneterie. — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).**Bouilleurs de cru. — V. Impôts (contributions indirectes).****Boulangerie. — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain).****Bourse de commerce de Paris.**

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Hugon sur le projet de loi relatif à l'organisation de la compagnie commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris (n° 8884), p. 2941 (document n° 9769). — Adoption du projet de loi, p. 5740.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (document n° 540). — Dépôt du rapport par M. H. Cordier, p. 2521 (Document n° 657). — Discussion, p. 2560, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2561.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (loi n° 50-921 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950).

Bourses d'enseignement. — V. Enseignement. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 106, 139 (Conseil de la République) n° 77, 127.

Bréguet (usines). — V. Commerce et industrie (entreprises diverses).

Brevets d'invention. — V. Pharmacie. — Propriété industrielle.

Budget. — V. Cour des comptes. — Départements, villes et communes. — Economie et finances (redressement).

Budgets de 1944 à 1949.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, p. 6773 (Document n° 10914). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 7533 (Document n° 11189). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7533 (Document n° 11297). — Discussion, p. 8323; adoption du projet de loi, p. 8327 (rectificatif, p. 8576, 8982).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 3068 (Document n° 794). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 3144 (Document n° 813). — Discussion, p. 3159; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3163.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, (Loi n° 50-1527 du 12 décembre 1950, J. O. du 13 décembre 1950).

Budget de 1948.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Gillès tendant à modifier l'article 63 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948 fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relative à diverses dispositions d'ordre financier, p. 2986 (Document n° 9779). — Dépôt du rapport par M. Gillès Gozard, p. 3768 (Document n° 9982).

Budget de 1949.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, p. 439 (Document n° 9027). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5075 (Document n° 10360). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6190 (Document n° 10803). — Discussion, p. 6321; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6321.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2331 (Document n° 621). — Rapporteur: M. André Diethelm, et discussion, p. 2422; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2425.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, (Loi n° 50-959 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif d'ordonnement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, p. 2852 (Document n° 9733). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 4583 (Document n° 10240). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5574 (Document n° 10632). — Discussion, p. 6294; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6314 (rectificatifs, p. 6753, 7147).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2331 (Document n° 620). — Discussion, p. 2384; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2398 (rectificatif, p. 2738).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, (Loi n° 50-954 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950.)

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Berse tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier (8843), p. 256.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi collectif de régularisation portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, p. 6773 (Document n° 10945).

Budgets de 1949 et 1950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au report des crédits de l'exercice 1949 aux exercices 1949 et 1950, p. 3159 (Document n° 9823). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 5075 (Document n° 10360). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5575 (Document n° 10633). — Discussion, p. 6321; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 6339 (rectificatif p. 7147).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 2331 (Document n° 622). — Rapporteur M. Jean Berthoin et discussion, p. 2401; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2419 (rectificatif p. 2738).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, (Loi n° 50-955 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au report des crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, p. 6773 (Document n° 10943).

Budget de 1950. — V. Interpellations n°s 118, 240, 250, 253, 254, 257, — Questions orales (Conseil de la République), n° 31.

Assemblée nationale. — Suite de la discussion d'un projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (n°s 8336, 8808, 8857, 8909, 8920), p. 2; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement a posé la question de confiance, p. 16 (rectificatif, p. 471).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 5 (Document n° 2). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 32 (Document n° 17). — Avis de la commission des affaires économiques

M. Rochemaure, p. 47 (Document n° 26). — Avis de la commission de la production industrielle par M. Longchambon, p. 49 (Document n° 27). — Discussion générale, p. 45, 76, 255; discussion des articles, p. 101; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 263 (rectificatif, p. 409).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 566 (Document n° 9053). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 635 (Document n° 9073). — Discussion générale, p. 734; discussion des articles, p. 750, 832; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 836 (Loi n° 50-135 du 31 janvier 1950, J. O. du 1^{er} février 1950).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1950.

Assemblée nationale (art. 1^{er}). — Adopté dans la séance du 28 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 101. — Adoption, p. 102.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 750.

Art. 2. — Ouverture de crédits pour les dépenses des services civils en 1950. — Montant.

Assemblée nationale (art. 2). — Adopté dans la 2^e séance du 26 décembre 1949 (rectificatif, p. 471).

Conseil de la République. — Discussion, p. 102; adoption au scrutin, p. 161.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 765; article réservé, p. 769; scrutin sur la question de confiance, p. 831; suite de la discussion, p. 832; adoption, p. 834.

Art. 3. — Ouverture de crédits pour les dépenses des services militaires en 1950. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 3). — Adopté dans la 3^e séance du 26 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 161. Adoption, p. 172.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 769. — Adoption, p. 771.

Art. 4. — Réparation des dommages de guerre et investissements productifs.

Assemblée nationale (art. 4). — Adopté dans la 1^{re} séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 172; adoption au scrutin, p. 186.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 771; adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 778.

Art. 5. — Opérations de prêts et de garanties. — Ouverture de crédits. — Montant maximum.

Assemblée nationale (art. 5). — Adopté dans la séance du 28 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 186. — Adoption, p. 202.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 778. — Adoption, p. 783 (rectificatif, p. 937).

Art. 6. — Interdiction aux ministres de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses.

Assemblée nationale (art. 6). — Adopté dans la 2^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 228.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 782. — Adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée, p. 783.

Art. 7. — Perception des impôts directs et indirects pour l'année 1950.

Assemblée nationale (art. 7). — Adopté dans la séance du 23 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 228.

Art. 8. — Contribution des patentes. — Abrogation de l'article 314 du code des impôts directs. — Modification.

Conseil de la République (art. 7 A). — Discussion, p. 101. — Adoption, p. 102.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 750. — Adoption, au scrutin, p. 759.

Art. 9. — Exploitations relevant de l'application de la cédule des bénéfices agricoles. — Modification à l'article 11 du décret n° 48-1966 du 9 décembre 1948.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République (art. 7 bis). — Suppression, p. 228.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 759. — Adoption, au scrutin, du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 762.

Art. 10 et 11. — Extension aux contrats de transports routiers des droits de timbre applicables aux transports par voie ferrée.

Assemblée nationale (art. 8 et 9). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 228.

Art. 12. — Non-application des dispositions des articles 8 et 9 de la présente loi aux départements d'outre-mer.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la séance du 28 décembre 1949.

Conseil de la République (art. 9 bis ex-11 bis). — Adoption, p. 228.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 760.

* Droit d'enregistrement sur les autorisations d'exploiter une entreprise de transports routiers.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 31 janvier 1950 promulguée au Journal officiel du 1^{er} février 1950; ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus *in extenso*.

* Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Assemblée nationale (art. 10 à 12). — Disjoints par la commission (3^e séance du 27 décembre 1949).

* *Taxe au poids sur certains véhicules automobiles poids lourds. — Impôt sur les pneumatiques. — Taxe sur les gas oils.*

Assemblée nationale (art. 13 à 20). — Rejet (3^e séance du 27 décembre 1949).

* *Taxe sur les cessions de véhicules automobiles d'occasion.*

Assemblée nationale (art. 21 à 23). — Disjoints par la commission (3^e séance du 27 décembre 1949).

* *Majorations de tarifs. — Droits de mutation à titre onéreux.*

Assemblée nationale (art. 24). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République — Suppression, p. 228.

Assemblée nationale. — Discussion et disjonction, p. 760.

Art. 13 — *Reconduction et majoration des décimes institués par l'article 8 de la loi du 31 décembre 1948.*

Assemblée nationale (art. 25). — Adopté dans la 2^e séance du 30 décembre 1949, le Gouvernement ayant posé la question de confiance.

Conseil de la République — Adoption après modification, p. 229.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 760; question de confiance, p. 761; suite de la discussion, p. 814, 822; adoption au scrutin, p. 831.

* *Traitements et salaires. — Majoration du versement forfaitaire.*

Assemblée nationale (art. 26). — Disjoint dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Art. 14. — *Taxe sur les bénéfices non distribués des sociétés.*

Assemblée nationale (art. 27). — Adopté dans la 2^e séance du 30 décembre 1949, le Gouvernement ayant posé la question de confiance.

Conseil de la République. — Suppression, p. 229.

Assemblée nationale. — Reprise du texte et discussion, p. 762; question de confiance, p. 763, 822; adoption, au scrutin, p. 831.

Art. 15. — *Taux de la taxe additionnelle au droit d'apport en société.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 30 décembre.

Conseil de la République (art. 27 A). — Suppression, p. 229.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 763.

* *Droit de timbre sur les affiches. — Abrogation de l'article 221 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale.*

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la 2^e séance du 31 décembre.

Conseil de la République (art. 27 B). — Suppression, p. 229.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 763.

Art. 16. — *Affectation en 1950 à la caisse autonome de la reconstruction de différentes recettes.*

Assemblée nationale (art. 27 bis). — Article réservé et question de confiance (2^e séance du 31 décembre 1949). — Suite de la discussion, p. 2; adoption d'un amendement qui devient l'article 27 bis, p. 13.

Conseil de la République. — Discussion, p. 229. — Adoption, p. 230.

Assemblée nationale. — Discussion, article réservé et question de confiance, p. 763, 818, 823; adoption, au scrutin, p. 831.

Art. 17. — *Affectation de ressources autorisées par les articles 25, 27 et 27 bis aux dépenses de réparation des dommages de guerre.*

Assemblée nationale (art. 28). — Article réservé et question de confiance (3^e séance du 27 décembre 1949). — Discussion et adoption, p. 15.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

Assemblée nationale. — Discussion et article réservé, p. 764; adoption, p. 793.

Art. 18. — *Affectation de ressources aux dépenses de réparation des dommages de guerre et de prêts et garanties. — Reconduction à l'exercice 1950.*

Assemblée nationale (art. 29). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

Art. 19. — *Autorisation au ministre des finances de réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations des emprunts spéciaux.*

Assemblée nationale (art. 30). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

* *Emprunts réalisés en application des articles 30 et 48. — Produit n'ayant pas atteint la somme prévue. — Majoration de la taxe sur les traitements et salaires.*

Assemblée nationale (art. 30 bis). — Disjoint dans la séance du 28 décembre 1949.

Art. 20. — *Interdiction de percevoir des impôts non autorisés.*

Assemblée nationale (art. 31). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

Art. 21. — *Produits et revenus ordinaires et permanents. — Evaluation.*

Assemblée nationale (art. 32). — Article réservé et question de confiance (3^e séance du 27 décembre 1949). — Adoption, p. 230.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

Assemblée nationale. — Article réservé, p. 761. — Adoption,

Art. 22. — *Ressources extraordinaires. — Evaluation.*

Assemblée nationale (art. 33). — Article réservé et question de confiance (3^e séance du 27 décembre 1949). — Adoption, p. 230.

Conseil de la République. — Adoption, p. 230.

Assemblée nationale. — Article réservé, p. 761. — Adoption,

Art. 23. — *Opérations de recettes et de dépenses retracées des comptes spéciaux du Trésor. — Autorisations en 1950.*

Assemblée nationale (art. 34). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Art. 24. — *Autorisation au ministre des finances à procéder en 1950 à des opérations de conversion ou à des émissions de*

Assemblée nationale (art. 35). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 231.

Art. 25. — *Liste non limitative des renseignements à fournir aux assemblées.*

Assemblée nationale (art. 36). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 238.

Art. 26. — *Nomenclature des services votés.*

Assemblée nationale (art. 37). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 233.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 764.

Art. 27. — *Projet de loi organique du budget prévu par l'article 1^{er} de la Constitution à soumettre à l'Assemblée avant le 1^{er} mai 1950.*

Assemblée nationale (art. additionnel). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République (art. 37 bis). — Discussion et adoption, p. 234.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 783.

Art. 28. — *Création d'une dotation budgétaire spéciale pour les dépenses éventuelles.*

Assemblée nationale (art. 38). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 234 (rectificatif, p. 409).

Assemblée nationale. — Adoption, p. 783.

Art. 29. — *Transfert de crédits par décret à l'intérieur des budgets des départements militaires.*

Assemblée nationale (art. 39). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 234. — Adoption,

Assemblée nationale. — Discussion, p. 783. — Adoption, p.

Art. 30. — *Plan de reclassement de la fonction publique. — Conditions de réalisation.*

Assemblée nationale (art. 40). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 235. — Adoption,

Art. 31. — *Dépenses publiques. — Plan de réduction.*

Assemblée nationale (art. 41). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 242.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 784.

Art. 32. — *Organismes professionnels. — Services et offices. — Contrôle de la commission prévue à l'article précédent.*

Assemblée nationale (art. 41 bis). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 242 (rectificatif,

Assemblée nationale. — Adoption, p. 784.

Art. 33. — *Annulation des crédits rendus disponibles par l'application du plan de réduction des dépenses publiques.*

Assemblée nationale (art. 42). — Adopté dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 243.

* *Licenciement des fonctionnaires. — Achèvement des opérations prescrites par la législation antérieure au 1^{er} janvier 1950.*

Conseil de la République (art. 42 A nouveau). — Adoption,

Assemblée nationale. — Discussion et disjonction, p. 784.

* *Administrations centrales des ministères. — Réduction des effectifs. — Nombre ramené à celui de 1939 majoré de 10 p. 100.*

Conseil de la République (art. 42 B nouveau). — Adoption,

Assemblée nationale. — Discussion, p. 784. — Suppression,

Art. 34. — *Nomination ou promotion de fonctionnaires appartenant aux catégories A et B. — Publication au J. O. — Sanctions.*

Conseil de la République (art. 42 C nouveau). — Adoption (rectificatif, p. 409).

Assemblée nationale. — Adoption, p. 786.

Suppression de certaines directions régionales créées depuis septembre 1939.

Conseil de la République (art. 42 D). — Discussion, p. 243. — Adoption, p. 244.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 786.

Radiodiffusion française. — Suppression des services de perceptions redevances; lesdites redevances seront perçues par le Ministère des finances.

Conseil de la République (art. 42 E nouveau). — Discussion, p. 241. — Adoption au scrutin, p. 246.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 786.

Art. 35. — Société nationale des chemins de fer français et entreprises publiques. — Limitation du concours financier de l'Etat.

Assemblée nationale (art. 43). — Adopté dans la 3^e séance du 1^{er} décembre 1949.

Conseil de la République. — Discussion, p. 246. — Adoption, p. 248.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 786.

Legislation en vigueur sur la passation des marchés de l'Etat. Extension aux entreprises soumises au contrôle prévu par la loi du 3 juillet 1947.

Conseil de la République (art. 43 nouveau). — Adoption, p. 249.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 786.

Etablissement, par chaque entreprise nationalisée, d'un inventaire détaillé des charges accessoires des salaires supportées au cours de l'année 1949.

Conseil de la République (art. 43 B nouveau). — Discussion, p. 240. — Adoption, p. 250.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 787.

Centres et œuvres sociales. — Sommes allouées aux comités d'entreprises. — Détermination.

Conseil de la République (art. 43 C nouveau). — Discussion et adoption, p. 250.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 787.

Art. 36. — Contrôle de l'emploi des avances du fonds de modernisation et d'équipement.

Conseil de la République (art. 43 D nouveau). — Adoption, p. 250.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 787. — Adoption, p. 789.

Les majorations d'impôts ne pourront être incluses dans les dépenses.

Assemblée nationale (art. 44). — Suppression (3^e séance du 27 décembre 1949).

Art. 37. — Plan de lutte contre la fraude fiscale.

Assemblée nationale (art. 45). — Adopté dans la 3^e séance du 1^{er} décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 250.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 789.

Art. 38. — Répression de la fraude fiscale. — Détachement des agents du contrôle économique à la direction générale des impôts.

Assemblée nationale (art. 45 bis nouveau). — Adopté dans la séance du 28 décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 251.

Assemblée nationale. — Reprise et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 789.

Mesures concernant certaines catégories de possesseurs d'avoirs étrangers.

Assemblée nationale (art. 46 et 47). — Disjoints dans la 3^e séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République. — Reprise des textes et adoption, p. 251.

Assemblée nationale. — Disjonction, p. 789.

Art. 39. — Autorisation d'émission d'emprunts avec garantie de l'Etat en faveur de certains établissements.

Assemblée nationale (art. 48). — Adopté dans la 3^e séance du 1^{er} décembre 1949.

Conseil de la République. — Adoption, p. 251.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 789. — Adoption, p. 790.

Art. 40. — Paiement d'indemnités de reconstitution de biens au lieu de titres ou d'engagements de paiement différé.

Assemblée nationale (art. 49). — Disjonction (art. 50). — Adoption (séance du 27 décembre 1949).

Conseil de la République (art. 50). — Adoption, p. 251.

Art. 41. — Indemnités afférentes aux reconstitutions de biens meubles que les meubles courant ou familial. — Paiement par voie de titres.

Conseil de la République (art. 50 bis nouveau). — Discussion, p. 251. — Adoption, p. 253.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 790. — Adoption dans la séance de l'Assemblée nationale, p. 792 (rectificatif, p. 937).

Art. 42. — Titres émis à concurrence de 20 milliards de francs. Réserve au paiement d'indemnités afférentes aux éléments de la production agricole.

Assemblée nationale (article additionnel). — Adopté dans la séance du 27 décembre 1949.

Conseil de la République (art. 51). — Adoption, p. 253.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 792. — Adoption, p. 793.

Art. 43. — Equipement rural. — Subventions.

Conseil de la République (art. 52 nouveau). — Discussion, p. 253. — Adoption, p. 255.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 793.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, p. 794 (Document n° 9096). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 837 (Document n° 9103). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 859 (Document n° 9116). — Discussion, p. 859; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 865 (rectificatif, p. 937, 1561).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 452 (Document n° 55). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et discussion, p. 452; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 454 (rectificatif, p. 507).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 865 (Loi n° 50-141 du 1^{er} février 1950, J. O. du 2 février 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et relatifs à diverses dispositions d'ordre financier, p. 2240 (Document n° 9566). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 2628 (Document n° 9654). — Discussion, p. 2638; adoption, p. 2641.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1034 (Document n° 216). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 1069 (document n° 227). — Discussion, p. 1074; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1087 (rectificatif, p. 1123).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2756 (document n° 9697). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2755 (document n° 9698). — Discussion, p. 2780; adoption du projet de loi avec modifications, p. 2786. (Loi n° 50-388 du 2 avril 1950, J. O. du 4 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des voies et moyens affectés au financement des dépenses de l'exercice 1950 (n° 8602), p. 4021 (document n° 10091). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5249 (document n° 10442). — Retrait, p. 6189.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à majorer le pourcentage des crédits mis à la disposition des ministres pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950, p. 5272 (document n° 10461). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5278 (document n° 10476). — Discussion, p. 5279; adoption du projet de loi, p. 5282.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1888 (document n° 482). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1889.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5287 (document n° 10495). — Rapporteur, M. Jean-Raymond Guyon et discussion, p. 5287; adoption au scrutin, p. 5288 (rectificatif, p. 5352). (Loi n° 50-769 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950.)

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950, p. 2676 (document n° 9682). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Triboulet, p. 3023 (document n° 9781). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 3314 (document n° 9858). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 3409 (document n° 9903). — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative, p. 3632 (document n° 9912). — Section commune: dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 1563 (tome I, section commune, document n° 9360); interventions des rapporteurs, p. 3409, 3458; discussion générale, p. 3475. — Section air: dépôt de rapports par M. Jean-Moreau, p. 1563 (tome I et II, air, constructions aéronautiques, documents n° 9364 et 9365). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jean-Moreau, p. 3522 (tome II, constructions aéronautiques, document n° 9918), discussion, p. 3523, 3533. — Section guerre: dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 1563 (tome II, document n° 9361), discussion, p. 3537. — Fabrications d'armement: dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 1563 (tome III, document n° 9362). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guesdon, p. 3522 (document n° 9920), discussion, p. 3539. — Section marine: Dépôt d'un rapport par M. Charlot, p. 1563 (tome I, document n° 9366). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale, par M. Capdeville, p. 3335 (document n° 9884), discussion, p. 3560, 3577. — Constructions et armes navales: Dépôt d'un rapport et d'un rapport supplémentaire par M. Charlot, p. 1563 (tome II, document n° 9367), p. 2854 (document n° 9735), discussion, p. 3591. — Essences et poudres: dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 1563 (document n° 9368 (rectificatif, p. 2854), discussion, p. 3600. — France d'outre-mer: dépôt d'un rapport par M. Bourges-Maunoury, p. 1563 (document n° 9369). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Christiaens, p. 3315 (document n° 9846). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Bourges-Maunoury, p. 3322 (document n° 9919), discussion, p. 3604. — Dépôt d'un rapport par M. Guesdon, p. 1563 (tome IV, défense nationale, articles de loi, document n° 9363), discussion, p. 3500, 3616; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3631 (rectificatif, p. 3736, 6939).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1320 (document n° 313) Section commune: Dépôt d'un rapport par M. Pierre Boudet, p. 1576 (document n° 392), discussion, p. 1633 (rectificatif, p. 1721). — Section guerre: Dépôt d'un rapport par M. Pierre Boudet, p. 1576 (document n° 393), discussion, p. 1617. — Section marine: Dépôt d'un rapport par M. Courrière, p. 1576 (document n° 394) discussion, p. 1658. — Constructions et armes navales. — Dépôt d'un rapport par M. Courrière, p. 1576 (document n° 395), discussion, p. 1678 (rectificatif, p. 1721). — Fabrications d'armement, essences et poudres: Dépôt de rapports par M. Alric, p. 1600 (docu-

ments n°s 398, 399) discussion, p. 1685 (rectificatif, p. 1811). — *France d'outre-mer*. — Dépôt d'un rapport par M. André Diethelm, p. 1656 (document n° 412) discussion, p. 1713 (rectificatifs, p. 1812, 1954). — *Section air, constructions aéronautiques*: Dépôt d'un rapport par M. Pellenc, p. 1684 (document n° 423) (rectificatif, p. 1811) discussion, p. 1821 (rectificatif, p. 1885). — *Articles de loi*: Dépôt d'un rapport par M. Pierre Boudet, p. 1684 (document n° 424) discussion, p. 1911; adoption, au scrutin de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 1932.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5385 (document n° 10511). — Dépôt du rapport par M. Guesdon, p. 5700 (document n° 10658). — Discussion, p. 5760, 5786; adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 5799 (rectificatif, p. 6190) (Loi n° 50857 du 24 juillet 1950, J. O. du 25 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi de crédits affectés à la défense nationale (application de l'article 71 de la loi du 21 mars 1947): Nomination de membres, p. 2021.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (art. 71 de la loi du 21 mars 1947): Nomination de membres, p. 32.

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (réparation des dommages de guerre) (n° 8581), p. 1092 (Document n° 9207). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 1495 (Document n° 9348). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1939 (Document n° 9445). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 2163 (Document n° 9522). — Discussion, p. 2306, 2315; suite de la discussion, p. 2449, 2469; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2519 (rectificatif, p. 2756).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 992 (Document n° 214). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Grenier, p. 1144 (Document n° 256). — Discussion, p. 1156, 1159, 1174; suite de la discussion, p. 1261; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1303 (rectificatif, p. 1222, 1352, 1568).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3735 (Document n° 9959). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 3085 (Document n° 10128). — Discussion, p. 4161; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 4175 (Loi n° 50-631 du 2 juin 1950, J. O. du 4 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement (prêts et garanties pour l'exercice 1950) (n° 8582, 8833), p. 1092 (Document n° 9208). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2521 (Document n° 9651). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 2676 (Document n° 9683). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2838 (Document n° 9717). — Discussion, p. 2839; suite de la discussion, p. 2883, 2895, 2929, 3039, 3062, 3170; adoption au scrutin de l'ensemble du projet de loi, p. 3183 (rectificatif, p. 4022, 4216, 6989).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1156 (Document n° 262). — Dépôt du rapport par M. Pellenc, p. 1900 (Document n° 326). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 1377 (Document n° 347). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Bernard Chochoy, p. 1396 (Document n° 361). — Discussion, p. 1401, 1418. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Pellenc, p. 1432 (Document n° 372); suite de la discussion, p. 1433, 1472, 1509, 1523, 1540; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1567 (rectificatif, p. 1593, 1600, 1625, 1626, 2204).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4216 (Document n° 10169). — Transmission d'une rectification à l'article 4 *quater* sur l'edit avis, p. 4648 (Document n° 10253). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5352 (Document n° 10533). — Discussion, p. 5612; adoption du projet de loi avec modification, p. 5630 (rectificatif, p. 5969) (Loi n° 50-854 du 21 juillet 1950, J. O. du 23 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (travaux neufs, subventions et participations en capital) (n° 8690), p. 1092 (document n° 9209). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2627 (Document n° 9657). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 4085 (Document n° 10137). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5507 (Document n° 10626). — Discussion, p. 5665; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 5699 (rectificatif, p. 6315, 6940).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2103 (Document n° 520). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2212 (Document n° 583). — Discussion, p. 2300; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2331 (rectificatif, p. 2684).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6406 (Document n° 10842). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6599 (Document n° 10895). — Discussion, p. 6717; adoption au scrutin, avec modifications, p. 6721 (Loi n° 50-950 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1950, p. 6773 (Document n° 10912). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9393 (Document n° 11718).

SERVICES CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (n° 8426), p. 1092 (Document n° 9215). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2163 (Document n° 9521). — Dépôt d'une troisième lettre rectificative, p. 2163 (Document n° 9546). — Dépôt d'une quatrième lettre rectificative, p. 2852 (Document n° 9727). — Dépôt d'une cinquième lettre rectificative, p. 3514 (Document n° 9917). — Dépôt d'une sixième lettre rectificative, p. 3665 (Document n° 9948). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 3901 (Document n° 10035). — Dépôt d'une septième lettre rectificative, p. 4294 (Document n° 10181). — Dépôt d'une huitième lettre rectificative, p. 4797 (Document n° 10283). — Dépôt d'une neuvième lettre rectificative, p. 2548 (Document n° 10443). — Dépôt d'une dixième lettre rectificative, p. 5699 (Document n° 10651). — Dépôt d'une douzième lettre rectificative, p. 6107 (Document n° 10780). — Dépôt d'une treizième lettre rectificative, p. 6405 (Document n° 10842). — Discussion des différents ministères, p. 3188 et voir les projets de loi afférents à chacun d'eux. — Discussion générale, p. 6391. — Discussion des articles, p. 6417, 6440; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6519 (rectificatif, p. 6776).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 665 (Document n° 653). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 665 (Document n° 665). — Discussion générale, p. 2581. — Discussion des articles, p. 2582; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2628 (rectificatif, p. 2683).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6775 (Document n° 10926). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6774 (Document n° 10931). — Discussion, p. 6760; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, après modification de son titre: « *Projet de loi relatif au développement des services civils pour l'exercice 1950 et à diverses dispositions de caractère financier* », p. 6768 (rectificatifs, p. 6940) (Loi n° 50-928 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950 et état C, pagination spéciale p.p. 1 à 31, J. O. du 11 octobre 1950).

AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Roger Dusseaux. — Discussion, p. 5914, 5931, 5956, 5978; adoption au scrutin du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (affaires étrangères)* ». — II. — *Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes*, p. 5998 (rectificatif, p. 6190).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 553 (Document n° 553). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 559 (Document n° 559). — Discussion, p. 2214; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 227.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6234 (Document n° 10819). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6406 (Document n° 10840). — Adoption au scrutin du projet de loi, p. 6709 (Loi n° 50-930 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Gilles Gozard. — Discussion, p. 4903, 4914, 4933; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et affaires économiques)* ». — II. — *Affaires économiques*, p. 4918.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 441 (Document n° 441). — Dépôt du rapport par M. Duchet, p. 2212 (Document n° 582). — Discussion, p. 2339; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2350 (rectificatif, p. 2682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6529 (Document n° 10846). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6599 (Document n° 10654); adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6717 (Loi n° 50-936 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Roger Dusseaux. — Discussion, p. 5042; adoption de l'article unique avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères)* ». — I. — *Services des affaires étrangères*, p. 5042 (rectificatif, p. 5337).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 455 (Document n° 455). — Dépôt du rapport par M. Maroger, p. 490 (Document n° 490). — Discussion, p. 2023; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2047 (rectificatif, p. 2170, 2204).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5701 (Document n° 10653). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6037 (Document n° 10757). — Discussion, p. 6361; adoption du projet de loi, p. 6362 (Loi n° 50-920 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Abelin. — Discussion, p. 3847, 3911, 3931; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Agriculture)* ». — D. 3956.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1396 (Document n° 357). — Dépôt du rapport par M. de Montalembert, p. 780 (Document n° 438). — Discussion, p. 1965, 1975; adoption de la loi sur le projet de loi, p. 1998 (rectificatif, p. 2136).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 555 (Document n° 10637). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 576 (Document n° 10702). — Discussion, p. 6104; adoption, p. 6106 (Loi n° 50-932 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Albert Aubry. — Discussion, p. 5083, 5095, 5873, 5890, 6001; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Anciens combattants et victimes de la guerre)* », p. 6014.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 216 (Document n° 566). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 231 (Document n° 626). — Discussion, p. 2454; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2461.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6599 (Document n° 10874). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 674. — Discussion, p. 6722; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6723 (rectif., p. 6940). (Loi n° 50-933 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

voir également à la rubrique *Pensions et retraites (anciens combattants)*.

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Jean Moreau. — Discussion, p. 4963, 4983, 5018; adoption de l'article unique avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Travaux publics, transports et tourisme. — II. Aviation civile et commerciale)* », p. 5032 (rectif., p. 5181).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1847 (Document n° 456). — Dépôt du rapport par M. Maurice Walker, p. 485 (Document n° 483). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Fouques-Duparc, p. 1932 (Document n° 491). — Discussion, p. 2122; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2135.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 576 (Document n° 10708). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6037 (Document n° 10758). — Discussion, p. 6377; adoption du projet de loi, avec modifications, p. 6379. (Loi n° 50-946 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Eugène Rigal. — Discussion, p. 4735; adoption, p. 4796, 5736.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Lilaïse, p. 2155 (Document n° 529). — Adoption, p. 2169.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Adoption du projet de loi, p. 6381 (rectif., p. 6940). (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteurs: M. Maurice-René Simonnet et M. Maurice David pour l'enseignement primaire, l'éducation nationale; M. Maurice David pour l'enseignement technique, l'éducation physique et les sports. — Discussion, p. 5111, 5149, 5210, 5161, 5318, 5536, 5558, 5586, 5607, 5799; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (éducation nationale)* », p. 5808 (rectif., p. 5291, 5835, 6939).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 536). — Dépôt du rapport par M. Jacques Bédou-Bridel, p. 2170 (Document n° 553). — Dépôt d'un rapport par M. Auberger, p. 2212 (Document n° 581). — Discussion, p. 2237; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2290 (rectif., p. 2160, 2681).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6106 (Document n° 10834). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6599 (Document n° 10886). — Discussion, p. 6709; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6715.

FINANCES

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Charles Barangé, et discussion, p. 4840, 4856, 4890; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (finances et affaires économiques. — I. — Finances)* », p. 4903.

Conseil de la République. Transmission du projet de loi, p. 1820 (Document n° 444). — Dépôt du rapport par M. Pauly, p. 1876 (Document n° 469). — Discussion, p. 2008; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2023 (rectif., p. 2204).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5701 (Document n° 10651). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6108 (Document n° 10788). — Discussion, p. 6381; adoption de la discussion, p. 6704; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6706. (Loi n° 50-935 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Rapporteur M. André Burlot. — Discussion, p. 4288, 4310, 4329, 5823; la commission propose de rédiger comme suit le titre du projet de loi: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer)* »; l'article unique du projet de loi n'est pas adopté, p. 5826.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer), p. 6189 (Document n° 10811). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6120 (Document n° 10812). — Discussion, p. 6342; adoption, p. 6344 (rectificatif, p. 6775).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2300 (Document n° 619). — Dépôt du rapport par M. Saller, p. 2469 (Document n° 652). — Discussion, p. 2534; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2560 (rectificatif, p. 2683).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6775 (Document n° 10923). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 6774 (Document n° 10929). — Discussion, p. 6775; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6759 (Loi n° 50-937 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN SARRE

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Roger Dusseaux. — Discussion, p. 5998; adoption au scrutin, avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (affaires étrangères. — III. Haut commissariat de la République française en Sarre.)* », p. 6001.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2176 (Document n° 560). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 2176 (Document n° 561). — Discussion, p. 2227; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2228.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6189 (Loi n° 50-931 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. René Lamps. Adoption, p. 3189, 5736.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Lilaïse, p. 2135 (Document n° 530). — Discussion, p. 2146; adoption, p. 2169.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Adoption du projet de loi, p. 6381 (rectificatif, p. 6940) (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Blocquaux. — Discussion, p. 4641, 4663, 5821; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (industrie et commerce)* », p. 5823.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 538). — Dépôt du rapport par M. Marrane, p. 2141 (Document n° 539). — Discussion, p. 2180; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2192 (rectificatif, p. 2294).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6190 (Document n° 10797). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6406 (Document n° 10839). — Discussion, p. 6706; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6707 (Loi n° 50-938 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Pierre Truffaut. — Discussion, p. 4030, 4047, 4068, 4095, 5801, 5821, 6351; adoption au scrutin, du projet de loi, avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (intérieur)* », p. 6361 (rectificatif, p. 4011).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2300. — (Document n° 619). — Dépôt du rapport par M. Jacques Masteau, p. 2381 (Document n° 618). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jacques Masteau, p. 2468 (Document n° 651). — Discussion, p. 2505; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2520.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 6775 (Document n° 10900). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 6774 (Document n° 10920). — Discussion, p. 6750; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6756 (Loi n° 50-939 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. Paul Coste-Floret. — Discussion, p. 3765, 4103, 4124; adoption de l'article unique avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (justice)* », p. 4111, (rectificatif, p. 4295).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1567 (Document n° 381). — Dépôt du rapport par M. Emilien Lieutaud, p. 1656 (Document n° 415). — Discussion, p. 1690. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1701.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 4950 (Document n° 10322). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 5700 (Document n° 10678). — Discussion, p. 6101; adoption, p. 6102 (Loi n° 50-940 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

LÉGION D'HONNEUR

Assemblée nationale. — Rapporteur J.-P. Palewski. — Discussion, p. 3657; adoption, p. 3658, 5736.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Litaize, p. 2135 (Document n° 531). — Discussion, p. 2148; adoption, p. 2169 (rectificatif, p. 2294).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Adoption du projet de loi, p. 6380 (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Rapporteur M. François Mitterand. — Discussion, p. 4507, 4555; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (marine marchande)* », p. 4559.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1656 (Document n° 413). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 1876 (Document n° 465). — Discussion, p. 2089; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2102.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5776 (Document n° 10683). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6037 (Document n° 10756). — Discussion et adoption, p. 6362 (Loi n° 50-941 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

MONNAIES ET MÉDAILLES

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Bernard Paumier. — Discussion, p. 3188; adoption, p. 3189, 5736.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Litaize, p. 2135 (Document n° 532). — Discussion, p. 2147; adoption, p. 2169.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Adoption du projet de loi, p. 6381. (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

ORDRE DE LA LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Rapporteur, J.-P. Palewski. — Discussion, p. 3656; adoption, p. 3657, 5736.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Litaize, p. 2135 (Document n° 531). — Discussion, p. 2147; adoption, p. 2169.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Adoption du projet de loi, p. 6381. (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Rapporteur, Léon Dagain. — Discussion, p. 3190, 3216; adoption, p. 3229, 5736 (rectificatif, p. 3120).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2122 (Document n° 525). — Dépôt du rapport par M. Sclafar, p. 2135 (Document n° 539). — Discussion, p. 2149; adoption, p. 2169.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10749). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10822). — Discussion, p. 6380; adoption du projet de loi, p. 6381 (rectificatif, p. 6940). (Loi n° 50-947 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

PRÉSÉDENCE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Guy Petit. — Discussion, p. 3658, 4741, 4754, 5308; adoption du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (présidence du conseil)* », p. 5808 (rectificatif, p. 6039).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 537). — Dépôt du rapport par M. André Diethelm, p. 2141 (Document n° 552). — Discussion, p. 2192. — Dépôt d'un rapport par M. Avinin, p. 2176 (Document n° 564, défense nationale), suite de la discussion, p. 2228; adoption de l'ensemble de l'avis sur le projet de loi, p. 2232.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6190 (Document n° 10816). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6106 (Document n° 10841). — Discussion, p. 6707; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6708. (Loi n° 50-942 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Pierre Abelin. — Discussion, p. 6225, 6230, 6247, 6269; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Prestations familiales agricoles)* », p. 6280 (rectificatif, p. 6345).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 609). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthé, p. 2151 (Document n° 617). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture par M. Saint-Cyr, p. 2468 (Document n° 630). Discussion, p. 2171; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, après modification du titre: « *Projet de loi portant fixation budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950* », p. 2480 (rectificatif, p. 2682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6600 (Documentation n° 10896). — Dépôt du rapport par M. Lin, p. 6774 (Document n° 10911). — Discussion, p. 6726; adoption du projet de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 6727. (Loi n° 50-943 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

RADIODIFFUSION

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Pierre Pflimlin, p. 4231; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (radiodiffusion française)* », p. 5737 (rectificatif, p. 4721).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 526). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. (Document n° 601). — Discussion, p. 2351; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2371 (rectificatif, p. 2682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6529 (Document n° 10845). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6599 (Document n° 10880). — Discussion, p. 6715, voir à la commission, p. 6718; suite de la discussion, p. 6723; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6724. (Loi n° 50-949 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Joseph Laniel. — Discussion, p. 4689, 4735; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Reconstruction et urbanisme)* », p. 4739.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 426). — Dépôt du rapport par M. Jean-Marie Gressier, p. 4821 (Document n° 450). — Discussion, p. 1901; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1911 (rectificatif, p. 2372).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5352 (Document n° 10536). — Discussion, p. 6102; adoption, p. 6102. (Loi n° 50-943 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

SANTÉ PUBLIQUE

Assemblée nationale. — Rapporteur, M. Marc Dupuy. — Discussion, p. 4559, 4599, 4630; adoption, au scrutin, avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Santé publique et population)* », p. 4640 (rectificatif, p. 5291).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 416). — Dépôt du rapport par M. Landry, p. 1666 (Document n° 416). — Discussion, p. 1753; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1763.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4949. (Loi n° 50-735 du 24 juin 1950, J. O. du 29 juin 1950.)

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Rapporteur: M. Robert Lecourt. — Discussion, p. 4234, 4248, 4278, 4361; adoption au scrutin, avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (travail et sécurité sociale)* », p. 4362.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Minvielle, p. (Document n° 489). — Discussion, p. 2052; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2071.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 5776 (Document n° 10631). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6106 (Document n° 10631). — Discussion, p. 6383; adoption au scrutin du projet de loi, p. 6385 (rectificatif, p. 6940) (Loi n° 50-944 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME

Assemblée nationale. — Rapporteur: M. Pierre Gabelle. — Discussion, p. 4363, 4382, 4430; adoption avec le titre suivant: « *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (travaux publics, transports et tourisme)* ». — I. — Services des travaux publics, transports et du tourisme, p. 4543 (rectificatif, p. 4540, 5385).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 404). — Dépôt du rapport par M. Albert Lamare, p. 1940 (Document n° 496). — Discussion, p. 2108; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2122 (rectificatif, p. 2204).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5776 (Document n° 10705). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6037 (Document n° 10759). — Discussion, p. 6372; adoption avec modifications, p. 6377 (rectificatif, p. 6940) (Loi n° 50-945 du 8 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

LOI DE FINANCES (1)

Art. 1^{er}. — Ouverture de crédits. — Fixation de la répartition de crédits par des lois spéciales.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption, au scrutin, p. 6417.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2582; adoption, au scrutin, p. 2580.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6761.

Art. 2. — Autorisations d'engagement de dépenses par anticipation sur les crédits de 1951.

Assemblée nationale. — Discussion; adoption, au scrutin, p. 6417.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2583.

Art. 3. — Dépenses obligatoires acquittées en plusieurs échéances ou d'un titre permanent et susceptibles pour ce motif d'excéder le montant des crédits accordés.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6417; adoption, au scrutin, p. 6418.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2583; adoption, p. 2584.

Publication des comptes des offices à caractère administratif et entreprises publiques à caractère industriel et commercial.

Assemblée nationale (art. 4). — Discussion, p. 6418; disjonction, p. 6419.

Art. 4. — Institution du référé parlementaire, en application de l'article 18 de la Constitution.

Assemblée nationale (art. 4 bis). — Adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2584.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6761.

Art. 5. — Opérations immobilières des services publics. — Abrogation de l'article 100 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948.

Assemblée nationale (art. 5). — Discussion et adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2584.

Élévation du plafond au-dessous duquel l'Etat, les départements, communes et les établissements publics peuvent effectuer des acquisitions immobilières sans accomplir les formalités de purge des hypothèques.

Assemblée nationale (art. 6). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Dépôt légal des journaux et périodiques.

Assemblée nationale (art. 7). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Art. 6. — Attribution d'indemnités en faveur des travailleurs momentanément déplacés. — Abrogation de l'ordonnance du 2 février 1948.

Assemblée nationale (art. 8). — Adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2584.

Art. 7. — Instruction des demandes d'attribution de locaux anciens et aux économiquement faibles. — Secret professionnel.

Assemblée nationale (art. 9). — Adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2584.

Rentes viagères. — Modification de l'article 2 de la loi n° 49-1098.

Assemblée nationale (art. 10). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Rentes viagères constituées par les caisses autonomes mutualistes. — Majoration.

Assemblée nationale (art. 10 bis). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Assistance aux femmes en couches. — Législation.

Assemblée nationale (art. 11). — Disjoint par la commission, p. 6419.
Conseil de la République. — Reprise du texte et discussion, p. 2584; disjonction, p. 2585.

Mesures exceptionnelles d'hygiène motivées par l'état de guerre. — Abrogation du décret-loi du 4 octobre 1939.

Assemblée nationale (art. 12). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Vieillards, infirmes et incurables hospitalisés. — Ressources personnelles laissées à leur disposition.

Assemblée nationale (art. 12 bis). — Disjoint par la commission, p. 6419.

Art. 8. — Assurance-vieillesse facultative agricole. — Majoration de la rente.

Assemblée nationale (art. 13). — Adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2585.

(1) Les numéros des articles figurant en tête des alinéas correspondent à ceux de la loi de finances du 8 août 1950, promulguée au Journal officiel du 12 août 1950, ceux entre parenthèses représentent la numération primitive telle qu'elle apparaît dans les comptes rendus in extenso.

Les dispositions précédées d'un astérisque, n'ayant pas été approuvées par les deux Assemblées, ne figurent pas dans la loi de finances.

Art. 9. — Cotisations familiales agricoles. — Prescription en matière de paiement.

Assemblée nationale (art. 14). — Adoption, p. 6419.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2585.

Art. 10. — Réseau secondaires d'intérêt général. — Travaux complémentaires à effectuer.

Assemblée nationale (art. 15). — Adoption, p. 6420.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2585; adoption, p. 2586.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6761.

Art. 11. — Equipement des ports et travaux de défense contre les eaux et contre la mer. — Modification de la période d'application.

Assemblée nationale (art. 16). — Adoption, p. 6420.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2587.

Art. 12. — Transfert par décret des crédits du budget du commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes pour l'exercice 1950.

Assemblée nationale (art. 17). — Adoption, p. 6420.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2587.

Art. 13 et 14. — Rééquipement de la manufacture nationale de Sèvres. — Report de crédits.

Assemblée nationale (art. 18 et 19). — Discussion, p. 6420; adoption, p. 6421.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 15. — Service de la production forestière. — Dépenses de fonctionnement.

Assemblée nationale (art. 20). — Discussion, p. 6421; disjonction, p. 6422.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 16. — Produit de la vente des cahiers-affiches des ventes de bois. — Rattachement par fonds de concours.

Assemblée nationale (art. 21). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 17. — Règlement des droits pécuniaires des membres des forces françaises combattantes de l'intérieur. — Report de crédits.

Assemblée nationale (art. 22). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 18. — Droits à faire valoir contre le commissariat général de la section française de l'exposition de New-York de 1939. — Date limite de déclaration.

Assemblée nationale (art. 22 bis). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 19. — Aéroport de Paris. — Transfert de crédits.

Assemblée nationale (art. 23). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 20. — Cour des comptes et contrôle des comptables publics.

Assemblée nationale (art. 24). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Disjonction, p. 2586.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6761.

Art. 21 à 23. — Apurement des comptabilités de la période de guerre, présentation des comptes des exercices de guerre et préparation des projets de loi de règlements correspondants.

Assemblée nationale (art. 25 à 27). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2586.

Art. 24 et 25. — Apurement des petits reliquats constatés dans les écritures des comptables. — Modification.

Assemblée nationale (art. 27 bis et 27 ter). — Adoption, p. 6422.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2587.

Art. 26. — Aliénations d'immeubles domaniaux. — Adaptation aux prix actuels. — Autorisation par loi, décret ou arrêté selon la valeur.

Conseil de la République (art. 27 quater). — Discussion et adoption, p. 2587.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6762.

Art. 27. — Aliénations de biens immobiliers d'une valeur inférieure à un million de francs. — Rajustement du texte en vigueur.

Conseil de la République (art. 27 quinquies). — Adoption, p. 2587.
Assemblée nationale. — Adoption, p. 6762.

Art. 28. — Interdiction d'imputation de toute rémunération mensuelle sur crédits de matériel ou de travaux. — Non-application aux surveillants des ponts et chaussées.

Assemblée nationale (art. 28). — Discussion et disjonction, p. 6423.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2587.
Assemblée nationale. — Reprise du texte, discussion et adoption, p. 6762.

Art. 29. — Céréales. — Paiement, stockage et rétrocession. — Application de l'article 10 du décret du 9 août 1948 à la campagne 1950-1951.

Assemblée nationale (art. 28 bis). — Adoption, p. 6423.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2587.

Art. 30. — Mesures destinées à stimuler l'activité économique par des allègements fiscaux. — Autorisation.

Assemblée nationale (art. 28 ter). — Discussion, p. 6122; adoption, au scrutin, p. 6129.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2587; adoption, p. 2588.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6762.

Art. 31. — Recettes et dépenses ordinaires des budgets annexes (services civils).

Assemblée nationale (art. 29). — Adoption, au scrutin, p. 6440.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2588.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6763.

Art. 32. — Tarif postal des journaux et écrits périodiques. — Modification de l'article 91 de la loi de finances du 16 avril 1930.

Assemblée nationale (art. 30). — Adoption, p. 6410.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2588.

Art. 33. — Mandats-cartes émis en représentation du salaire des cantonniers de l'Etat. — Suppression du tarif spécial.

Assemblée nationale (art. 31). — Disjoint par la commission, p. 6111.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2588.

Assemblée nationale. — Reprise du texte, discussion et adoption, p. 6762.

Art. 34. — Subventions allouées à l'école nationale supérieure des télécommunications. — Assimilation aux fonds de concours.

Assemblée nationale (art. 32). — Adoption, p. 6441.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2588.

Art. 35. — Comptes courants postaux des comptables publics. — Réglementation.

Assemblée nationale (art. 33). — Adoption, p. 6441 (art. 34). — Disjoint par la commission, p. 6441.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2588.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6763.

* Budget annexe des prestations familiales agricoles. — Institution de recettes nouvelles.

Assemblée nationale (art. 34 bis, 34 ter, 34 ter A à 34 ter N). — Disjoints par la commission, p. 6441.

Art. 36. — Redevance sur les installations réceptrices de radio-diffusion et de télévision. — Recouvrement.

Assemblée nationale (art. 35). — Adoption, p. 6441.

Conseil de la République. — Discussion, p. 2588; adoption, p. 2589.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6763.

Art. 37. — Pêches maritimes et fluviales. — Chasse. — Fraude dans le commerce de beurre et de margarine. — Infractions à la police. — Relèvement des gratifications allouées aux agents verbalisateurs.

Assemblée nationale (art. 36). — Adoption, p. 6441.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2589.

Art. 38 à 42. — Militaires du régiment des sapeurs-pompiers de Paris. — Fixation du supplément de pension.

Assemblée nationale (art. 36 A à 36 E). — Discussion et adoption, p. 6111.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2589.

Art. 43. — Cumul de plusieurs pensions ou de pensions et de traitements. — Fixation de nouvelles limites.

Assemblée nationale (art. 37). — Discussion, p. 6442; adoption, p. 6445.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2589.

Art. 44. — Pensions et retraites des ouvriers de l'Etat. — Veuves non remariées. — Allocation annuelle. — Conditions exigées.

Assemblée nationale (art. 38). — Discussion, p. 6445; adoption, p. 6446.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2589.

Art. 45 et 46. — Pensions militaires d'invalidité. — Point de départ de la pension.

Assemblée nationale (art. 39 et 40). — Adoption, p. 6446.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2590.

Art. 47. — Pensions des agents en service détaché. — Versement des retenues.

Assemblée nationale (art. 41). — Adoption, p. 6447.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2590.

Art. 48. — Fonctionnaires civils et magistrats. — Maintien en activité au delà de la limite d'âge. — Prise en compte dans une pension.

Assemblée nationale (art. 42). — Adoption, p. 6447.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2590.

Art. 49 à 51. — Crédits affectés aux opérations foncières et immobilières de l'Etat, aux opérations intéressant l'urbanisme et l'habitation ainsi que l'édification ou l'aménagement de locaux définitifs. — Modalités d'emploi.

Assemblée nationale (art. 42 bis à 42 quinquies). — Discussion, p. 6447; adoption à l'exception de l'article 42 quater, p. 6448.

Conseil de la République. — Adoption des articles 42 bis et 42 ter; discussion de l'article 42 quinquies et rejet, p. 2590.

Assemblée nationale (art. 42 quinquies). — Reprise du texte et adoption, p. 6792.

Art. 52. — Fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine. — Pensions. — Renoncement ou bénéfice du statut local. — Opération en faveur du régime général. — Délai.

Assemblée nationale (art. 43). — Adoption, p. 6448.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

Art. 53. — Fonctionnaires atteints par la limite d'âge de l'emploi, comptant trente ans de service et ne réunissant pas quatorze années de services dans un emploi de la catégorie B. — Droit à la pension d'ancienneté.

Assemblée nationale (art. 44). — Adoption, p. 6448.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

Art. 54. — Pensions militaires d'invalidité. — Infirmités incurables.

Assemblée nationale (art. 45). — Adoption, p. 6445.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

Art. 55 et 56. — Indemnités spéciales temporaires. — Relèvement.

Assemblée nationale (art. 46 et 47). — Discussion, p. 6448; adoption, p. 6448, 6449.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

Art. 57 et 58. — Pensions civiles et militaires. — Base de liquidation. — Calcul.

Assemblée nationale (art. 48 et 49). — Discussion et adoption, p. 6449.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2591.

Art. 59. — Organisation intérieure du conseil d'Etat. — Modifications.

Assemblée nationale (art. 49 bis). — Disjoint par la commission, reprise du texte sous forme d'amendement, p. 6449; adoption au scrutin, p. 6450.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

* Amélioration de la situation des victimes de la guerre.

Assemblée nationale (art. 49 A à 49 K). — Retrait par la commission rectificative. — Repris sous une nouvelle forme dans le projet n° 10652, p. 6450.

Art. 60. — Paiement des majorations accordées aux militaires officiers de gendarmerie. — Simplification de la procédure.

Assemblée nationale (art. 49 L). — Adoption, p. 6450.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2591.

* Relèvement des traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Assemblée nationale (art. 49 M). — Disjoint par la commission, p. 6450.

Art. 61. — Dispositions relatives aux sociétés mutualistes cotisées entre fonctionnaires servant dans les départements de la mer.

Assemblée nationale (art. 49 N). — Discussion, p. 6450; adoption, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

Assemblée nationale. — Discussion et adoption du texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale, p. 6763.

* Conseil économique. — Effectifs des services administratifs.

Assemblée nationale (art. 50). — Disjoint par la commission, p. 6451.

Art. 62. — Cour de discipline budgétaire. — Assistance d'un tiers.

Assemblée nationale (art. 50 bis); adoption, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

* Caisse nationale de sécurité sociale. — Créations et suppressions d'emplois.

Assemblée nationale (art. 51). — Disjoint par la commission, p. 6451.

Art. 63. — Missions militaires à l'étranger. — Fixation des effectifs.

Assemblée nationale (art. 52). — Adoption, au scrutin, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

Art. 64. — Nombre d'inspecteurs des colonies pouvant être affectés à la retraite proportionnelle au cours de l'année 1950.

Assemblée nationale (art. 53). — Adoption, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

Art. 65. — Réintégration d'office, dans le cadre des directions départementales des services agricoles, des inspecteurs de l'agriculture dont les emplois ont été supprimés.

Assemblée nationale (art. 54). — Adoption, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

Art. 66. — Dégagement des cadres. — Prorogation de la loi du 3 septembre 1947 modifiée par la loi du 22 juillet 1948.

Assemblée nationale (art. 55). — Adoption, au scrutin, p. 6451.

Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

Art. 67. — Corps d'hommes d'équipe, agents de service intermédiaires et ouvriers professionnels. — Créations d'emplois dans les administrations centrales.

Assemblée nationale (art. 56). — Disjonction par la commission, reprise du texte par le Gouvernement, discussion et adoption, p. 6452.

Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2592.

68. — Réforme de l'auxiliarat. — Application dans les administrations de l'Etat. — Transferts de crédits.
Assemblée nationale (art. 57). — Adoption, p. 6453.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

69. — Opérations en Indochine et à Madagascar. — Veuves militaires cause des militaires et fonctionnaires de l'Etat. — Délais de solde et de traitement. — Prorogation.
Assemblée nationale (art. 58). — Adoption, p. 6453.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

70. — Avancements applicables à certains personnels de l'éducation nationale. — Modification des règles.
Assemblée nationale (art. 59). — Discussion et adoption, p. 6453.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

71. — Cours et tribunaux et sauvegarde des archives. — Proposition des dispositions du décret du 1^{er} septembre 1939.
Assemblée nationale (art. 60). — Adoption, p. 6453.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

72. — Personnels des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre. — Prorogation des délais de titularisation.
Assemblée nationale (art. 61). — Adoption, p. 6453.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2592.

73. — Modifications d'effectifs faisant l'objet de l'Etat C. — Révision.
Assemblée nationale (art. 62). — Discussion, p. 6453; adoption, au scrutin, p. 6480.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2592; adoption, p. 2619.

Institution d'un corps interministériel unique des télécommunications, commun aux administrations des P. T. T. et de la radiodiffusion.
Conseil de la République (art. 62 bis). — Adoption, p. 2619.

Assemblée nationale. — Rejet du texte introduit par le Conseil de la République, p. 6763.

Services municipaux et intercommunaux du logement.
Assemblée nationale (art. 63). — Disjoint par la commission, 681.

Dépenses d'intérêt général supportées par les collectivités locales. — Suppression de la participation de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 64). — Disjoint par la commission, 681.

74. — Emprunts des caisses de crédit municipal. — Garantie et participation financière de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 65). — Adoption, p. 6481.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

75. — Fonctionnaires de l'Etat détachés en Afrique du Nord. — Révision.
Assemblée nationale (art. 66). — Adoption, p. 6481.
Conseil de la République. — Disjonction, p. 2619.

Assemblée nationale. — Reprise du texte et adoption, p. 6764.

76 à 81. — Compétence de la cour de discipline budgétaire et de la commission de vérification des comptes des entreprises publiques. — Extension à l'Algérie.
Assemblée nationale (art. 67 à 72). — Adoption, p. 6481.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

82. — Construction immobilière. — Amélioration du crédit hypothécaire. — Application à l'Algérie.
Assemblée nationale (art. 73). — Adoption, p. 6482.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

Mise à la charge des territoires d'outre-mer des dépenses concernant les magistrats de droit civil et de droit pénal français de ces territoires.
Assemblée nationale (art. 73 bis). — Disjoint par la commission, 682.

83. — Emprunt à lots au profit de l'Algérie. — Autorisation de la commission.
Assemblée nationale (art. 73 ter). — Adoption, p. 6482.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

84. — Compétence de la cour des comptes en matière de collectivités locales. — Modification.
Assemblée nationale (art. 74). — Adoption, p. 6482.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

85. — Préfecture de police. — Fixation des effectifs maxima pour 1950.
Assemblée nationale (art. 75). — Adoption, au scrutin, p. 6483.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2619.

86. — Budget de la préfecture de police. — Contrôle parlementaire.
Assemblée nationale (art. 75 bis). — Adoption, p. 6483.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2620.

Logement de la rémunération des agents de la sécurité sociale et de la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 75 ter). — Discussion, p. 6483; rejet, au scrutin, p. 6483.

Art. 87. — Maximum des opérations effectuées en 1950 sous la garantie de la caisse nationale des marchés de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 76). — Adoption, p. 6485.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2620.

Art. 88. — Société nationale des chemins de fer français. — Sommes à verser par l'Etat au cours de l'exercice 1950. — Maximum.
Assemblée nationale (art. 77). — Discussion, p. 6485; adoption, p. 6491.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2620; adoption, p. 2625.

Assemblée nationale. — Adoption, p. 6761.

Art. 89. — Réorganisation du régime des chemins de fer. — Dispositions financières. — Avenants approuvés par décrets en conseil d'Etat.
Assemblée nationale (art. 77 bis). — Adoption, p. 6491.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2625.

Art. 90. — Immeubles faisant partie du domaine concédé à la société nationale des chemins de fer français. — Liste mise à jour par le ministre des travaux publics.
Assemblée nationale (art. 77 ter). — Discussion, p. 6491; adoption, p. 6492.
Conseil de la République. — Discussion et adoption, p. 2625.

Assemblée nationale. — Adoption du texte voté par l'Assemblée nationale en première lecture, p. 6764.

Art. 91. — Approbation de la convention entre le ministre des finances et la caisse autonome d'amortissement.
Assemblée nationale (art. 78). — Adoption, p. 6511.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2625.

Art. 92. — Fonds de péréquation départemental. — Travaux du conseil supérieur de confiscations des profits illicites. — Rhum admis en exemption de la surtaxe. — Apprentissage des métiers du bâtiment et des travaux publics. — Taux d'encouragement à la production textile. — Reconduction ou prorogation de divers lois et décrets.
Assemblée nationale (art. 79). — Discussion, p. 6511; adoption, p. 6513.
Conseil de la République. — Discussion, p. 2625; adoption, p. 2626.

Assemblée nationale. — Adoption avec modifications, p. 6761.

Art. 93. — Limite des engagements qui peuvent être assumés pour le compte de l'Etat.
Assemblée nationale (art. 80). — Adoption, p. 6513.
Conseil de la République. — Adoption, p. 2625.

*Création d'un institut national de la propriété industrielle.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion, p. 6514; rejet, p. 6515.

Art. 94. — Législation des prix. — Infractions. — Suppression des mots « en première instance » dans l'article 24 de la loi du 5 juillet 1949.
Assemblée nationale (article additionnel). — Discussion et adoption, p. 6517.
Conseil de la République (art. 81). — Adoption, p. 2626.

*Fonds nécessaires pour financer le blé en stock. — Attribution aux négociants en grains.
Conseil de la République (art. 82). — Discussion, p. 2626; adoption, p. 2627.

Assemblée nationale. — Discussion, p. 6765; rejet, p. 6768.

*Institut national de la propriété industrielle. — Création.
Conseil de la République (art. 83). — Discussion, p. 2627; retrait, p. 2628.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1950 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, p. 6773 (Document n° 10946). — Retrait, p. 7401.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rivet tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Cuzco, p. 5082 (Document n° 10372). — Dépôt du rapport par M. Dusseaux, p. 5575 (Document n° 10636). — Adoption, p. 6615.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2534 (Document n° 662). — Rapporteur: M. Emilem Libertaud, et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2662.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6773 (Loi n° 50-1011 du 19 août 1950, J. O. du 29 août 1950).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Savard tendant à modifier l'article 34 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget du ministère de l'Agriculture, p. 3354 (Document n° 9886).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à modifier l'article 34 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, p. 3106 (Document n° 9885). — Dépôt du rapport par M. Auloy, p. 3632 (Document n° 9887).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à ne prévoir aucune réduction du crédit global affecté au ministère de l'éducation nationale et au secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, p. 2807 (Document n° 9710). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 3087 (Document n° 9809). — Discussion p. 4007; suite de la discussion, p. 4490, 4814; adoption de la proposition de résolution, p. 4818.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamin tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget de l'éducation nationale, p. 2881 (Document n° 9767). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 3087 (Document n° 9815). — Discussion, p. 4818, 4826; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 4831.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1701 (Document n° 431). — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1712.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 4949 (Document n° 10325). — Adoption de la résolution, p. 5418.

Conseil de la République. — Adoption de la motion demandant une nouvelle prolongation du délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1942.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5420 (Document n° 10617). — Adoption de la résolution, p. 6390.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1964. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Jean Berthoin, p. 2290 (Document n° 610). — Discussion, p. 2291; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue de soumettre à la ratification du Parlement, avant le 15 novembre 1950, les modifications intéressant le budget de l'éducation nationale », p. 2293.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 6106 (Document n° 10835). — Dépôt du rapport par M. Simonet, p. 7746 (Document n° 11259). — Discussion, p. 7934; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi avec modification, p. 7948 (Loi n° 50-1481 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à accorder dix millions de francs à la rencontre internationale de la jeunesse organisée à Nice et sur la Côte d'Azur du 13 au 20 août 1950, p. 2755 (Document n° 9690).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Roca tendant à rétablir les crédits du ministère de la santé publique et de la population, p. 7292 (Document n° 11123).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget du travail, p. 3458 (Document n° 9905).

TRAVAUX PUBLICS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget des ponts et chaussées, p. 3674 (Document n° 9956). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 3768 (Document n° 9986).

Budget de 1951. — V. Interpellations n° 323.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Cozard tendant à inviter le Gouvernement à saisir sans délai l'Assemblée nationale du projet de budget 1951, p. 6918 (Document n° 10950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951, p. 9836 (Document n° 11809). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 9881 (Document n° 11816). — Discussion, p. 9861; suite de la discussion, p. 9945; rejet, au scrutin, du projet de loi, p. 9950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951, p. 9951 (Document n° 11827). — Lecture du rapport par M. Pierre Abelin et discussion, p. 9951; adoption, au scrutin, p. 9957.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3114 (Document n° 908). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 3114 (Document n° 910). — Discussion, p. 3114; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3121.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 11828). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé (Document n° 11829). — Discussion, p. 9967; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 9969 (Loi n° 50-1615 du 31 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1951).

DÉPENSES MILITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Abelin tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans le budget spécial pour l'exercice 1951 les crédits destinés à faire aux dépenses d'armement et de sécurité ainsi que les mesures tous ordres destinées à en assurer le financement, p. 7375 (Document n° 11138).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant adoption d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, p. 8151 (Document n° 11433) (rectificatif, p. 9314). — Dépôt du rapport par M. Barangé, p. 9596 (Document n° 11738). — Adoption de la discussion, p. 9606. — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Bouvier-O'Gottreau, p. 9606 (Document n° 11769). — Discussion (p. 9642, 9655, 9677). — Adoption d'une lettre rectificative, p. 9737 (Document n° 11781); suite de la discussion, p. 9738. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Charles Barangé, p. 9745 (Document n° 11788); suite de la discussion, p. 9746, 9765, 9779, 9816; explication de vote sur questions de confiance, p. 9930, 9949, 9950 et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 9951 (rectificatif, p. 9837).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 909 (Document n° 909).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Leret-Joinville tendant à réduire de 400 milliards de francs les dépenses militaires prévues pour l'année 1951, p. 6645 (Document n° 11506).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale), p. 9596 (Document n° 11764).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés), p. 9596 (Document n° 11765).

RECONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux), p. 9596 (Document n° 11766).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, p. 9720 (Document n° 11775).

SERVICES CIVILS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (affaires étrangères), p. 8200 (Document n° 11031 (annexe 2)). — Dépôt du rapport par M. seaulx, p. 8260 (Document n° 11428). — Discussion, p. 8929, 9002; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères: I. — Services des affaires étrangères) », p. 9012.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 842 (Document n° 842).

AGRICULTURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (agriculture et prestations sociales agricoles), p. 6936 (Document n° 11035). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 9190 (Document n° 11672, agriculture, annexe I et II). — Discussion, p. 9522, 9550, 9560, 9614.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (anciens combattants et victimes de la guerre), p. 6936 (Document n° 11036).

ÉDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (éducation nationale), p. 8686 (Document n° 11037).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Abelin tendant à: 1° à fixer le montant des crédits affectés à l'éducation nationale au sixième de l'ensemble du budget ordinaire et du budget de reconstruction et d'équipement; 2° à interdire l'application de la loi des maxima sur ce budget, p. 8686 (Document n° 11514).

FINANCES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques), p. 6936 (Document n° 11038).

FRANCE D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés, I. — Dépenses civiles), p. 6936 (Document n° 11039).

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN SARRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Dusseault sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951: Affaires étrangères (III. — Haut commissariat de la République française en Sarre) (n° 11034, annexe n° 5), p. 8303 (Document n° 11153). — Discussion, p. 9101; adoption, au scrutin, du projet de loi avec le titre suivant: *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères)* — (III. — Haut commissariat de la République française en Sarre), p. 9101.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 846).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lamps sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (finances et affaires économiques; budget annexe de l'imprimerie nationale) (n° 11038, annexe VII), p. 8260 (Document n° 11129). — Discussion, p. 8928; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Imprimerie nationale)*, p. 8929.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 839).

INDUSTRIE ET COMMERCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (industrie et commerce), p. 6936 (Document n° 11040). — Dépôt du rapport par M. Bloquaux, p. 8260 (Document n° 11430). — Discussion, p. 8618, 8632. — Suite de la discussion, p. 8742, 8870; adoption, p. 8878 (*rectificatif*, p. 8932).
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3154 (Document n° 818).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (intérieur), p. 6937 (Document n° 11041).

JOURNAUX OFFICIELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Guy Petit sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (présidence du conseil. Section III. — Direction des Journaux officiels) (n° 11073, annexe n° 5), p. 8303 (Document n° 11455).

JUSTICE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (justice), p. 6937 (Document n° 11042).

LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Palewski sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (justice, budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération) (n° 11942, annexe n° 4), p. 8260 (Document n° 11427). — Discussion, p. 8956; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Légion d'honneur et ordre de la Libération)*, p. 8958.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 840).

TRAVAUX PARLEMENTAIRES. — 3. — XIII

MARINE MARCHANDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (marine marchande), p. 6937 (Document n° 11041, annexe n° 1). — Dépôt du rapport par M. Courant, p. 8308 (Document n° 11152). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 9510 (Document n° 11752). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande, par M. Mazier, p. 9970 (Document n° 11830).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (postes, télégraphes et téléphones, caisse nationale d'épargne), p. 6936 (Document n° 11048).

PRÉSIDENTIE DU CONSEIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (présidence du conseil), p. 6937 (Document n° 11043).

RADIODIFFUSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (radiodiffusion française), p. 6937 (Document n° 11049).

RECONSTRUCTION ET URBANISME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (reconstruction et urbanisme), p. 6937 (Document n° 11045). — Dépôt du rapport par M. Joseph Laniel, p. 8725 (Document n° 11515). — Discussion, p. 9104; suite de la discussion, p. 9157, 9178; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 9188.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 849).

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (santé publique et population), p. 6937 (Document n° 11046).

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (travail et sécurité sociale), p. 6937 (Document n° 11047).

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (marine marchande, travaux publics, transports et tourisme), p. 6937 (Document n° 11044). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 9190 (Document n° 11671, section I, travaux publics, annexes III et IV). — Discussion, p. 9262, 9283, 9298. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gabelle, p. 9394 (Document n° 11709); suite de la discussion, p. 9473; adoption, au scrutin, du projet de loi après modification du titre: *« Projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (travaux publics, transports et tourisme. I. — Travaux publics, transports et tourisme) »*, p. 9483.
Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3330 (Document n° 884).

Budget et comptabilité des départements et des communes. — V. *Départements, villes et communes.* — Impôts (taxes départementales et communales).

Budget des territoires d'outre-mer. — V. *France d'outre-mer.*

Bureaux d'aide sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Badiou sur: 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale; 2° la proposition de loi de M. Segella tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale (n° 6319, 4952, 7640), p. 7590 (Document n° 11227).

Bureaux de placement. — V. *Conventions internationales.*

Bureau universitaire de statistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol tendant à créer le bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, p. 8260 (Document n° 11442).

C

Câbles sous-marins. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Cadastré. — V. Impôts (Contribution foncière). — Propriété immobilière.

Café. — V. Agriculture (Chicorée à café). — France d'outre-mer (Produits d'outre-mer). — Interpellations n° 42. — Questions orales (Conseil de la République), n° 42.

Caisse nationale des ARTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne, tendant à créer une caisse nationale des arts, p. 1640 (Document n° 9114).

Caisses provisoires d'ASSURANCES ET DE REASSURANCES DES RISQUES DE CALAMITE AGRICOLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cerclier, tendant à créer des caisses départementales provisoires d'assurances et une caisse nationale provisoire de réassurance des risques de calamités agricoles, p. 5193 (Document n° 10414).

Caisse nationale des CALAMITES AGRICOLES. — V. Agriculture (Calamités).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brettes, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à déposer avant le 1^{er} octobre 1950 un projet de loi portant création de la caisse nationale des calamités agricoles; 2° à prévoir, avant la création de cette caisse, la constitution d'un fonds de solidarité destiné à aider financièrement les agriculteurs victimes de calamités agricoles, p. 1623 (Document n° 406).

Caisse autonome des CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne, tendant à créer une caisse autonome des constructions scolaires, p. 1008 (Document n° 9179).

Caisse nationale de CREDIT AGRICOLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard, tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux agriculteurs de souscrire aux bons à quinze ans de la caisse nationale de Crédit agricole jusqu'à concurrence de 30 p. 100 par remise de titres de l'emprunt libérateur du prélevement exceptionnel de lutte contre l'inflation, p. 8396 (Document n° 11461).

Caisse centrale de CREDIT COOPERATIF. — V. Marine marchande (Crédit maritime).

Caisse centrale de CREDIT HOTELIER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Martel, portant création au sein de la caisse centrale du crédit hôtelier, commercial, industriel d'une section de crédit thermal, p. 5775 (Document n° 40703). — Dépôt du rapport par M. Poimboeuf, p. 9189 (Document n° 11663).

Caisse des DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1949 de cet établissement, p. 5663 (Document n° 10555).

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1949 et sur la situation de cet établissement au 31 décembre 1948, p. 2054.

Caisses d'EPARGNE. — V. Code du travail (Conventions collectives).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Gabelle sur les propositions de loi: 1° de M. Minjoz, tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 20 juillet 1895, relatif aux placements des fonds des caisses d'épargne; 2° de M. Paumier, autorisant les caisses d'épargne à prêter une partie de leurs fonds à des collectivités et établissements publics et à des particuliers sous forme de prêts hypothécaires (nos 2618, 3990, 5200), p. 1882 (Document n° 9439). — Discussion, p. 3357; adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 20 juillet 1895 relatifs aux placements des fonds des caisses d'épargne », p. 3363.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1192 (Document n° 235). — Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger jusqu'au jeudi 25 mai 1950 le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1233.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 3577 (Document n° 9930). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3733 (rectificatif, p. 3902).

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1361. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Schlafer, p. 1376 (Document n° 343). — Discussion, p. 1377; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1386.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3963 (Document n° 10077). — Dépôt du rapport par M. Gabelle, p. 4215 (Document n° 40166). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 4883 (rectificatif, p. 5193) (Loi n° 50-736 du 21 juin 1950, J. O. du 29 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Diez, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, p. 1066 (Document n° 9202).

Caisses coopératives d'EQUIPEMENT SPORTIF ET CULTUREL.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Faroué, tendant à inviter le Gouvernement à établir un statut particulier des caisses coopératives d'équipement sportif et culturel et à organiser une caisse autonome de crédit à l'intention des caisses d'équipement, p. 2103 (Document n° 9496).

Caisse nationale des LETTRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garandy l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant la caisse nationale des lettres (n° 4222), p. 9752 (Document n° 11788).

Caisse autonome de la RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. G. tier, portant à un minimum de 500 milliards les crédits affectés à la caisse autonome de la reconstruction pour le budget de 1951 réservant obligatoirement 10 p. 100 de ces crédits au paiement des dommages mobiliers, p. 7534 (Document n° 11495).

Assemblée nationale. — Désignation de candidature pour représenter l'Assemblée nationale au conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction, p. 9511. — Nomination de membre, p. 9605.

Caisses de RETRAITES MUTUALISTES. — V. Sociétés seules mutuelles.

Calamités agricoles et viticoles. — V. Agriculture. — Loyers (à ferme, baux ruraux). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 121. — Viticulture.

Calamités maritimes. — V. Pêches maritimes.

Calamités publiques. — V. Agriculture. — Incendies. — Interpellations n° 184, 185. — Mines et carrières. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 131.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Courrière tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de neige du 21 janvier 1950 dans le département de l'Aude, p. 432 (Document n° 53). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bène tendant à inviter le Gouvernement à aider et indemniser les victimes de l'orage de neige du 21 janvier 1950 dans le département de l'Hérault, p. 512 (Document n° 79). — Dépôt du rapport par M. Symphor, p. 631 (Document n° 111). — Discussion, p. 1118; adoption de la proposition de résolution et modification du titre « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des orages et tornades de décembre 1949 novembre 1949 et janvier 1950 dans les départements Côtes-du-Nord, du Morbihan, du Tarn, du Lot-et-Garonne, de l'Aude et de l'Hérault », p. 1121 (rectificatif, p. 1150).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. L. tendant à accorder une aide immédiate de 150 millions aux victimes de l'ouragan qui a dévasté la région de Fervacques (près Lisieux), p. 1136 (Document n° 9257).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guizenn tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence au département du Morbihan les crédits nécessaires au complément d'indemnités aux victimes des dégâts causés par la tempête des 30 et 31 décembre 1948, p. 162 (Document n° 8950).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de neige du 21 janvier 1950 dans le département de l'Aude, p. 9100 (Document n° 9400).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fabre tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'ouragan de neige qui a dévasté la région de Coursan (Aude), dans la journée du 21 janvier 1950, p. 1495 (Document n° 9340).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Aubry tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui s'est abattu sur le département d'Ille-et-Vilaine le 23 août 1948, p. 2161 (Document n° 9537). — Dépôt du rapport par M. Trupel, p. 3515 (Document n° 9912).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à dédommager les victimes de la tempête qui a soufflé sur les côtes bretonnes le 20 novembre 1948 et à faire réparer d'urgence les baraques endommagées, p. 11407 (Document n° 11407).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rabouin tendant à inviter le Gouvernement à étudier la législation assimilant, du point de vue de leurs réparations, les dégâts causés à des bâtiments par la grêle, les inondations, les incendies de forêts et les avalanches, à ceux dus à des faits de guerre, p. 1998 (Document n° 509).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dronne tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes les mesures nécessaires pour apporter une aide effective et rapide aux sinistrés du département de l'Aude, p. 11407 (Document n° 11407).

ment de la Sarthe, victimes des orages; 2° à mettre à l'étude et à déposer un projet de loi d'ensemble sur les calamités publiques, p. 2170 (Document n° 555).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide à la commune de Villard-sur-Doron et aux victimes de l'éboulement du 17 novembre 1950, p. 3114 (Document n° 568).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Maupoil tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour accorder, dans le département de Saône-et-Loire, des secours d'urgence aux victimes des pluies torrentielles dans le vignoble en août 1950, ainsi qu'aux victimes des inondations qui, du 11 novembre au début de décembre 1950, ont recouvert, dans la vallée de la Saône et de ses affluents, les territoires de nombreuses communes, p. 2151 (Document n° 817).

Cameroun. — V. *Assemblée nationale (composition et élection).* — France d'outre-mer.

Campagne de Norvège. — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

Camping. — V. *Tourisme.*

Camps de vacances. — V. *Colonies de vacances.*

Canaux, cours d'eau et rivières. — V. *Questions orales (Conseil de la République) n° 113.* — *Transports (navigation intérieure).*

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Piales sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la concession de la construction et de l'exploitation des ouvrages destinés à l'utilisation des forces hydrauliques du Rhin et à la réalisation du grand canal d'Alsace (n° 657, année 1949), p. 488 (Document n° 67).

— Discussion, p. 502; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 504.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1007 (Loi n° 50-223 du 19 février 1950, J. O. du 22 février 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Beauquier sur le projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau (n° 4553), p. 699 (Document n° 9083). — Adoption du projet de loi, p. 1331.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 680 (Document n° 133). — Dépôt du rapport par M. Paul Robert, p. 1156 (Document n° 267). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1303.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3731 (Loi n° 50-591 du 30 mai 1950, J. O. du 31 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi approuvant un avenant n° 2 au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), p. 6189 (Document n° 10800). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 8797 (Document n° 11533). — Adoption du projet de loi, p. 9131.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 851). — Dépôt du rapport par M. Symphor, p. 3331 (Document n° 892). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3352.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9325 (Loi n° 50-1618 du 31 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Maulin tendant à l'agrandissement, l'extension et l'équipement du canal du Verdon, dans la région Est du département des Bouches-du-Rhône et dans la région Sud-Ouest du département du Var, p. 9394 (Document n° 11705).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à verser immédiatement au département des Bouches-du-Rhône la somme de 450 millions restant due pour les travaux exécutés de la première tranche du projet d'extension du canal du Verdon, dit projet Rigaud, et à porter le pourcentage de la part de l'Etat dans les dépenses en cours et à venir de 60 à 80 p. 100 pour obtenir une totale et rapide réalisation du projet Rigaud, p. 8797 (Document n° 11540).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le Cher comme rivière canalisée en attribuant les crédits nécessaires imputés au budget du ministère des travaux publics, p. 5179 (Document n° 10394).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lasalarié tendant à l'agrandissement, l'extension et l'équipement du canal du Verdon dans la région Est du département des Bouches-du-Rhône et dans la région Sud-Ouest du département du Var, p. 3292 (Document n° 872).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 9510 (Document n° 11753).

Canaux d'irrigation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Boccagny sur une proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la réalisation des travaux de parachèvement, réparations, améliorations et extensions du canal d'irrigation de Ventavon (Hautes-Alpes) (n° 8619 rectifié), p. 7589 (Document n° 11199).

Cantines scolaires. — V. *Enseignement primaire.*

Capitiaux.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rosenblatt sur une proposition de résolution de M. Wolff tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles au déblocage d'avoirs en « reichsmarks » déposés dans une banque allemande en zone

française d'occupation et appartenant à des Français déportés au camp de Schirmeck pendant l'occupation allemande (n° 8633), p. 3632 (Document n° 9938).

Carburants. — V. *Combustibles.* — *Education physique et sports.*

Cars. — V. *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Carte du combattant. — V. *Anciens combattants et victimes de guerre.* — *Interpellations n° 276.*

Cartes grises. — V. *Transports et voies de communication (automobiles).*

Carte de rationnement. — V. *Ravitaillement.*

Carte sociale des économiquement faibles. — V. *Economiquement faibles.* — *Transports et voies de communication (chemins de fer).*

Centres d'appareillage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Tourné sur les propositions de résolution: 1° de M. Tgachard tendant à inviter le Gouvernement à intensifier la fabrication et l'attribution des appareils de prothèse et orthopédiques modernes aux centres d'appareillage des mutilés; 2° de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à: 1° accorder aux centres d'appareillage, les matières premières indispensables pour la fabrication d'appareils de prothèse et orthopédiques; 2° faire aménager ces centres d'une façon plus salubre (n°s 6581-8114), p. 9116 (Document n° 41617).

Centres d'apprentissage. — V. *Enseignement technique.*

Centre éducatif des Narquisats, à Annecy.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boccagny tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures susceptibles de permettre au centre éducatif régional des Narquisats, à Annecy, de reprendre son fonctionnement normal et de poursuivre toutes ses activités, p. 8725 (Document n° 11521).

Centre « Jean Moulin ».

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention substantielle au centre Jean-Moulin, maison de postcure des déportés et internés patriotes (n°s 5799-7820), p. 6127.

Centre national de la recherche scientifique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Garaudy tendant à inviter le Gouvernement à respecter la Constitution en réintégrant le professeur Teissier dans ses fonctions de directeur du centre national de la recherche scientifique, p. 1008 (Document n° 9178).

Centre de rééducation fonctionnelle et professionnelle. — V. *Enseignement technique et professionnel.*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coupigny tendant à inviter le Gouvernement à créer sans délai un centre national de rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés, p. 2071 (Document n° 519).

Centre national de transfusion sanguine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ségelle tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-762 du 10 juin 1949, qui a notamment prévu l'expropriation de l'immeuble sis à Paris, n°s 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, au profit de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence, p. 7588 (Document n° 11198). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 8060 (Document n° 11376). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à transférer à l'association dite « centre national de transfusion sanguine », le bénéfice de l'expropriation prononcée au profit de l'œuvre de la transfusion sanguine d'urgence par application de l'article 2 de la loi n° 49-762 du 10 juin 1949, p. 9473.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3930 (Document n° 887).

Céréales. — V. *Agriculture (blé, céréales).* — *Office interprofessionnel des céréales.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 126; (Conseil de la République) n° 43.*

Cession d'immeubles et de terrains. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes.*

Chambres d'agriculture. — V. *Questions orales (Assemblée nationale) n° 62.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture, p. 4533 (Document n° 10218). — Dépôt du rapport par M. Lalle sur: I. le projet de loi modifiant la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture; II. les propositions de loi: 1° de M. Jean-Raymond Guyon tendant à l'organisation des offices agricoles départementaux; 2° de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les ressources et l'action des chambres d'agriculture; III. la proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à provoquer les élections complémentaires aux chambres d'agriculture par application de la loi du 3 janvier 1924 (n°s 10218-4212-7178-7422) (dispositions relatives au régime électoral des chambres d'agriculture), p. 6529 (Document n° 10850).

Chambres civiles. — V. Cours de justice.

Chambres de commerce. — V. Algérie. — France d'outre-mer, départements d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Vée tendant à modifier l'appellation des chambres de commerce, p. 4538 (Document n° 10211).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Greffier tendant à modifier le mode d'élection aux chambres de commerce, p. 4796 (Document n° 10273).

Chambres des métiers. — V. Interpellations n° 19. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 129.

Chanvre. — V. Textiles.

Charbons. — V. Algérie (mines). — Combustibles solides et dérivés. — Impôts (taxes départementales et communales).

Charbonnages de France. — V. Combustibles solides et dérivés.

Chasse. — V. Agriculture (protection des végétaux). — Algérie (armes de chasse). — Assurances de toute nature. — Impôts (timbre).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêts responsable collectivement des dégâts dus à des sangliers, p. 3734 (Document n° 9357).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Blanchet tendant à l'ouverture de la chasse au faisan, en même temps que l'ouverture générale de la chasse, p. 5179 (Document n° 10395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à modifier la loi du 1^{er} mai 1921, portant modification de certaines dispositions de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, p. 8797 (Document n° 11539).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la destruction du gibier nuisible et à revenir à la réglementation en usage avant 1939, p. 4142 (Document n° 10147).

Chauffeurs de taxis. — V. Assurances sociales (assurances vieillesse).

Chaussure (industrie de la).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation de l'industrie des cuirs et peaux (nos 6430-8754), p. 7662.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux tendant à réprimer les abus qui ralentissent l'activité des industries et commerces du cuir, p. 3335 (Document n° 9780). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 5905 (Document n° 10730).

Chemins de fer. — V. Accidents du travail. — Allocations familiales (prime exceptionnelle). — Code du travail (régime et durée). — Conventions internationales. — Interpellations nos 28, 41, 47, 148, 204, 212, 211, 261, 280, 301, 306, 307, 310. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 12, 63, 77, 83, 101, 102, 107, 123, 130, 139, 164, 167, 174, 190 (Conseil de la République) nos 65, 81. — Traitements (défense nationale). — Transports et voies de communication.

Chemins de fer français (société nationale des). — V. Economies et finances (redressement). — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pellene portant transformation de la Société nationale des chemins de fer français en un établissement public national, p. 1304 (Document n° 311).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3632 (Document n° 9913).

Chemins vicinaux. — V. Impôts (taxes départementales et communales).

Chèques. — V. Code de commerce.

Chevaux. — V. Courses de chevaux.

Chiffre d'affaires. — V. Impôts — Questions orales (Assemblée nationale) n° 146 (Conseil de la République) n° 95.

Chiropractie. — V. Enseignement de la médecine.

Chômage. — V. Code du travail (salaire). — Fonctionnaires de l'enseignement. — France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Interpellations n° 140. — Mines (personnel).

ALLOCATIONS. — SECOURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme François tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail, p. 2755 (Document n° 9692). — Dépôt d'un rapport par M. Besset sur: I. — Les propositions de loi: 1° de M. Besset tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait de conditions économiques anormales; 2° de Mme Francine Lefebvre tendant à faire bénéficier des allocations

de chômage les travailleurs sans emploi quelle que soit la localité dans laquelle ils résident; 3° de Mme Francine Lefebvre portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions; 4° de M. Patinaud tendant à remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs totaux ou partiels; 5° de M. Signor tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 6° de Mme François tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail; II. — La proposition de résolution de M. Bareil tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une caisse de chômage dans le département des Alpes-Maritimes (nos 4126, 7188, 7190, 8370, 8873, 9692, 3884), p. 5181 (Document n° 10400).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à améliorer le sort des travailleurs sans emploi en réduisant le délai de carence de cinq à trois jours et en supprimant les réductions d'allocations lorsque le chômage dure plus de deux mois, p. 8260 (Document n° 11426).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pa'ewski tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les chômeurs des professions agricoles des indemnités de chômage, p. 2651 (Document n° 9749).

Citro. — V. Impôts (contributions indirectes).

Cinématographique. — V. Interpellations nos 53, 91, 141, 288. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 124, 131 (Conseil de la République) nos 46, 78.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant tendant à réprimer les fraudes commises par les exploitants de salles de cinéma, p. 2853 (Document n° 9716).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Grémier tendant à inviter le Gouvernement à exiger que, pour chaque film tourné dans les studios français en langue étrangère, soit réalisée une version intégralement française de ce même film réalisée par des auteurs, des techniciens, des acteurs et des ouvriers français, p. 935 (Document n° 9124).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierrard tendant à inviter le Gouvernement à défendre fermement les revendications élaborées par les représentants qualifiés du cinéma français, p. 739 (Document n° 11181).

Cité internationale de l'astronomie.

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution de M. Aubert tendant à inviter le Gouvernement à créer une cité internationale de l'astronomie à Saint-Michel-l'Observatoire (Basses-Alpes) (nos 565 et 917, année 1949), p. 33.

Clercs assermentés. — V. Huissiers.

Coca-cola. — V. Boissons.

Code CIVIL. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Dominjon sur la proposition de M. Dominjon tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans les maternités sur les registres de l'état civil du domicile des parents (n° 4670), p. 216 (Document n° 9491).

— Dépôt d'un projet de loi portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 4 de la loi du 16 novembre 1912, modifiant l'article 31 du code civil, p. 6935 (Document n° 11007).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à contrôler les adoptions d'enfants, p. 8396 (Document n° 11462).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, p. 3522 (Document n° 10006). — Dépôt du rapport par Mlle Archède, p. 5384 (Document n° 10544).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fontupt-Esperaber tendant à abroger le dernier alinéa (§ 9) de l'article 90 du code civil relatif à la déclaration judiciaire de décès, p. 5344 (Document n° 10517).

— Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 6037 (Document n° 10761).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à compléter l'article 2 de la loi du 13 juillet 1942 relative à l'abandon de famille, p. 69 (Document n° 8939).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à modifier l'article 303 du code civil sur la légitimation adoptive, p. 1056 (Document n° 9199).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 335 du code civil relatif à la non-reconnaissance des enfants adultérins, p. 1092 (Document n° 9219).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Augustin Laurent tendant à modifier l'article 344 du code civil relatif à l'adoption, p. 211 (Document n° 9456).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis portant réforme de la filiation et tendant à modifier les articles 335, 341 et 392 du code civil, p. 2789 (Document n° 9708).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gallet tendant à modifier la quotité disponible entre époux, p. 3087 (Document n° 9811).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garavei tendant à modifier l'article 671 du code civil sur les plantations d'arbres forestiers, p. 3223 (Document n° 9837).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à modifier l'article 34 du code civil relatif aux actes de l'état civil, p. 4085 (Document n° 10130).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter l'article 1674 du code civil relatif à la rescision de la vente pour cause de lésion, p. 4443 (Document n° 10200).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Revillon tendant à faciliter l'adoption et la légitimation adoptive et à en étendre les effets, p. 4797 (Document n° 10289).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Hugues ayant pour but de réglementer la pratique des arrhes, p. 7534 (Document n° 11188).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à compléter l'article 314 du code civil sur l'adoption, p. 7970 (Document n° 11355).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillaud tendant à modifier les textes du code civil relatifs aux régimes matrimoniaux et comportant l'institution du régime de participation aux acquêts comme régime légal de droit commun, p. 9189 (Document n° 11675).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Boudet tendant à compléter l'article 310 du code civil relatif à l'action en reconnaissance de paternité, p. 3331 (Document n° 894).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 9751 (Document n° 11792).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léo Hamon tendant à inviter le Gouvernement à restreindre le nombre des documents d'état civil requis devant les administrations et à instituer un livret de famille national modèle, p. 580 (Document n° 95). — Dépôt du rapport par M. Rabouin, p. 4940 (Document n° 499). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur, p. 2111 (Document n° 519).

Code de COMMERCE. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 90.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, p. 5248 (Document n° 10416).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à la publicité des privilèges sociaux et fiscaux, p. 195 (Document n° 8959).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 66 du décret du 30 octobre 1935 unifiant le droit en matière de chèques, p. 2627 (Document n° 9656).

Code de la FAMILLE. — V. Allocations familiales. — Fonctionnaires (limite d'âge).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chapuis sur le projet de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de nullité de la loi du 18 décembre 1941 (n° 8562), p. 1640 (Document n° 9399). — Adoption du projet de loi après modification du titre « *Projet de loi portant modification de l'article 1^{er} de l'acte du loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance et constatation de la nullité de l'acte dit loi du 18 décembre 1941* », p. 2341.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4116 (Document n° 237). — Dépôt du rapport par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 1320 (Document n° 319). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 1820 (Document n° 445). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Saint-Cyr, p. 1821 (Document n° 446). — Discussion, p. 1863. Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1864.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5219 (Document n° 10123). — Dépôt d'un rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 5290 (Document n° 10492). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 5713 (Loi n° 50-860 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950).

Code d'INSTRUCTION CRIMINELLE. — V. Code pénal. — France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi tendant à modifier la loi validée du 29 mars 1942 relative à la prescription de l'action publique et des peines (n° 8325), p. 2330 (Document n° 9584). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 3096 (rectificatif, p. 3160) (Loi n° 50-529 du 12 mai 1950, J. O. du 13 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur le projet de loi modifiant l'article 135 du code d'instruction criminelle (n° 7462), p. 2330 (Document n° 9583). — Adoption du projet de loi, p. 3036.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4192 (Document n° 279). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 4432 (Document n° 370). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1622.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4538 (Loi n° 50-679 du 17 juin 1950, J. O. du 18 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi modifiant l'article 378 du code d'instruction criminelle (n° 5171), p. 9116 (Document n° 11631).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à modifier les articles 192, 639 et 640 du code d'instruction criminelle en ce qui concerne la prescription des contraventions de police con-

nexes à un délit, p. 5239 (Document n° 10489). — Dépôt du rapport par M. Dominjon, p. 9752 (Document n° 11781).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 5 du code d'instruction criminelle et l'article 133 du code pénal, p. 4021 (Document n° 10106).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 11 du code d'instruction criminelle, p. 6936 (Document n° 11020).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierrard tendant au jury la connaissance des infractions aux lois sur la presse, p. 1008 (Document n° 9185).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à modifier l'article 144 du code d'instruction criminelle relatif au ministère public près les tribunaux de simple police, p. 1092 (Document n° 9213).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Serre tendant à exclure de la compétence des juridictions militaires les crimes et délits commis par des personnes n'appartenant pas à l'armée, p. 5646 (Document n° 10649).

Codes de JUSTICE MILITAIRE POUR L'ARMÉE DE TERRE ET POUR L'ARMÉE DE MER. — V. Code d'instruction criminelle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 66 de la loi du 9 mars 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du code de justice militaire pour l'armée de mer, p. 4021 (Document n° 10100).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à introduire la peine d'amende dans les codes de justice militaire des armées de terre et de mer, p. 6189 (Document n° 10604).

Code de la NATIONALITÉ FRANÇAISE. — V. Nationalité.

Code PENAL. — V. Code d'instruction criminelle. — France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, p. 4267 (Document n° 9295). — Discussion, p. 1715, 1790, 1933. — Adoption, au scrutin, du projet de loi, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 1933.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 7233 (Document n° 150). — Dépôt du rapport par M. Georges Pennot, p. 7571 (Document n° 162). — Discussion, p. 765. Adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 812 (rectificatif, p. 830).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1966 (Loi n° 50-208 du 11 mars 1950, J. O. du 12 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur le projet de loi tendant à instituer un article 320 bis et modifiant l'article 434 du code pénal (n° 6559), p. 1289 (Document n° 9453). — Adoption du projet de loi, p. 2696.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4116 (Document n° 217). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1320 (Document n° 295). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1330.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3734 (Loi n° 50-597 du 30 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi modifiant l'article 28 du code pénal (n° 6560), p. 2264 (Document n° 9495). — Adoption du projet de loi, p. 2406.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 4116 (Document n° 243). — Dépôt du rapport par M. Charlet, p. 1320 (Document n° 296). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1330.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3734 (Loi n° 50-590 du 30 mai 1950, J. O. du 31 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kuehn sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du code pénal (vol entre parents) (n° 6917), p. 5334 (Document n° 10543). — Adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 6198 (Loi n° 50-892 du 2 août 1950, J. O. du 3 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Louis Rollin sur les propositions de loi: 1^o de M. Livry-Level tendant à renforcer les peines contre les détenteurs d'armes illicites; 2^o de M. Livry-Level tendant à réprimer les attaques à main armée et les enlèvements; 3^o de M. Louis Rollin tendant à réprimer les agressions à main armée (nos 6149, 6150, 6875), p. 3330 (Document n° 5782). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 381 et 386 du code pénal* », p. 3651.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1300 (Document n° 336). — Dépôt du rapport par M. Gaston Charlet, p. 1623 (Document n° 109). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gaston Charlet, p. 1578 (Document n° 167). — Discussion, p. 2176; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 381 et 386 et à abroger l'article 385 du code pénal* », p. 2179.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis de la proposition de loi, p. 6108 (Document n° 10790). — Dépôt du rapport par M. Louis Rollin, p. 7318 (Document n° 11125). — Adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 7762 (Loi n° 50-1413 du 23 novembre 1950, J. O. du 24 novembre 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giacomoni tendant à inviter le Gouvernement à faire voter, de toute urgence, un projet de loi créant un tribunal spécial chargé de réprimer, dans les délais les plus brefs, les attaques à main armée afin d'assurer ainsi la sécurité des citoyens, p. 660 (Docu-

ment n° 150). — Dépôt du rapport par M. Giacomoni, p. 954 (Document n° 181). — Discussion, p. 1070; adoption, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence et à faire discuter par priorité un projet de loi relatif à la répression des attaques à main armée », p. 1074 (rectificatif, p. 1123).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Louis Rollin, ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines d'emprisonnement qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes (n°s 3407, 7289), p. 6103; adoption de la proposition de loi, p. 6104 (rectificatif, p. 6103).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2260 (Document n° 608). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 2761 (Document n° 713). — Discussion, p. 2835; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi ayant pour objet d'abroger les dispositions législatives qui suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes », p. 2836.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7649 (Document n° 11220). — Dépôt du rapport par M. René Kuehn, p. 9116 (Document n° 11629).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Silvandre sur le projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 14 août 1885 « sur les moyens de prévenir la récidive » (n° 8193), p. 8576 (Document n° 11503). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « Projet de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) », p. 9642 (rectificatif, p. 9836).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3390 (Document n° 903).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ramarony tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « loi Grammont » sur la protection des animaux, p. 3230 (Document n° 9639). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 6037 (Document n° 10764). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Defos du Rau, p. 9752 (Document n° 11780).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'article 37 du code pénal, p. 194 (Document n° 8954).

— Dépôt d'un projet de loi complétant le paragraphe 1^{er} de la Section VII du titre III du livre III du code pénal par un article 367, p. 470 (Document n° 9011).

— Dépôt d'un projet de loi contre les malfaiteurs d'habitude, p. 699 (Document n° 9086).

— Dépôt d'un projet de loi tendant au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, p. 3334 (Document n° 9871).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 75, 80 et 86 du code pénal, p. 4872 (Document n° 10297).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à réprimer la provocation à l'abandon d'enfants, p. 6936 (Document n° 11019).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis, tendant à compléter l'article 463 du code pénal, p. 195 (Document n° 8964).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Rollin tendant à modifier et à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « loi Grammont », p. 934 (Document n° 9134).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à modifier la loi du 27 mai 1885 relative à la peine de la rélegation, p. 2676 (Document n° 9670).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schaeffer tendant à l'aggravation des peines infligées en vertu de l'article 342 du code pénal aux auteurs de coups et blessures sur des enfants, p. 2806 (Document n° 9709).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrand tendant à renforcer les peines prévues par l'article 312 du code pénal contre les bourreaux d'enfants, p. 3170 (Document n° 9630).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à prévenir et à réprimer les délits et les crimes commis sur des enfants, p. 3632 (Document n° 9932).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Péron tendant à abroger les dispositions de la loi n° 50-298 du 11 mars 1950 aggravant les pénalités prévues à l'article 76 du code pénal à l'encontre des combattants de la paix, p. 5337 (Document n° 10507).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber modifiant et complétant les dispositions de l'article 44 du code pénal en ce qui concerne le régime pénitentiaire applicable aux vieillards, p. 7895 (Document n° 11338).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Christiaens, tendant à inviter le Gouvernement à aggraver les pénalités prévues pour les auteurs de coups et blessures sur les enfants, p. 5337 (Document n° 10510).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Biatarana tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la loi du 2 juillet 1850, dite « loi Grammont », p. 812 (Document n° 164).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à inviter le Gouvernement à donner aux parquets les instructions nécessaires pour faire appliquer dans toute leur rigueur les dispositions du code pénal relatives à la protection de l'enfance martyre, p. 1116 (Document n° 249).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à aggraver les pénalités prévues à l'article 312 du code pénal, p. 1116 (Document n° 250).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2853 (Document n° 9765).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Armengaud tendant à réprimer certaines atteintes à la liberté du commerce et complétant les articles 419, 420 et 421 du code pénal, p. 1817 (Document n° 451).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5179 (Document n° 10407).

Code de PROCEDURE CIVILE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la durée de conservation par les greffiers des dossiers prévus à l'article 7 du code de procédure civile, p. 4872 (Document n° 10296).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raubin-Laboureur tendant à obliger les municipalités à faire connaître aux intéressés les dépôts en mairie d'actes et de pièces de procédure par des officiers ministériels, p. 9115 (Document n° 11631).

Code de la ROUTE. — V. Enseignement (programme). — Questions orales (Conseil de la République), n° 35.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 3 juillet 1934 sur la signalisation routière, p. 714 (Document n° 11096).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Rabier tendant à compléter la loi du 17 juillet 1908 établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, p. 5246 (Document n° 10425).

Code du TRAVAIL. — V. France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (revenus). — Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).

CAPITAL-TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas tendant à favoriser l'intégration des travailleurs dans l'entreprise, p. 2329 (Document n° 9606).

Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle José Dupuis tendant à susciter une enquête sur les diverses tentatives faites pour intégrer les travailleurs à l'entreprise et sur les résultats obtenus, p. 2522 (Document n° 9649).

COMITÉS D'ENTREPRISE

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les conditions dans lesquelles sont institués les comités d'entreprises, p. 104 (Document n° 5). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 691 (Document n° 104). — Discussion, p. 691, adoption au scrutin de la proposition de loi, p. 694.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1883 (Document n° 9425). — Dépôt du rapport par M. Gazier, p. 2330 (Document n° 9586). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mazier, p. 6038 (Document n° 10769). — Adoption, p. 6617. Loi n° 50-961 du 12 août 1950, J. O. du 13 août 1950.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Meck tendant à porter à trois ans la durée du mandat des membres des comités d'entreprise (n° 8006), p. 18 (Document n° 9297).

Dépôt d'une proposition de loi de M. André Denis tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise modifié par la loi n° 46-1063 du 16 mai 1946, p. 4085 (Document n° 10131).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise, p. 5248 (Document n° 10126).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Vendroux tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, p. 5337 (Document n° 10499).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à étendre l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par la loi du 16 mai 1946, sur les comités d'entreprises aux mines et minières, p. 6879 (Document n° 11564).

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres chargés de représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure des comités d'entreprise, p. 940. Désignation de candidats, p. 1057. — Nomination de membres, p. 1116.

CONCIERGE D'IMMEUBLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport sur la proposition de loi de M. Gazier tendant à compléter l'article 107 du livre I^{er} du code du travail (n° 7541), p. 935 (Document n° 9128). — Adoption de la proposition de loi, p. 1967.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 940 (Document n° 181). — Dépôt du rapport par M. François Ruin, p. 1396 (Document n° 358). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1540.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4215 (Loi n° 50-646 du 10 juin 1950, J. O. du 11 juin 1950).

CONCILIATION ET ARBITRAGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier l'article 69 du livre IV du code du travail, p. 5248 (Document n° 10117).

— Dépôt d'un projet de loi complétant l'article 67 a du livre IV du code du travail, p. 5967 (Document n° 10747).

CONGÉS PAYÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de Bouxom sur les propositions de loi: 1° de M. Besset, tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs; 2° de M. Duquesne, tendant à modifier la loi du 19 août 1946 relativement à l'indemnité des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs (n° 6350-8919), p. 1389 (Document n° 9298). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi modifiant les articles 54 g et 54 j du livre II du code du travail*, p. 2204.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 960 (Document n° 201). — Dépôt du rapport par M. Ruin, p. 1376 (Document n° 344). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1387.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3961 (Loi n° 50-630 du 2 juin 1950, J. O. du 3 juin 1950).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Daprat tendant à majorer l'indemnité de congé prévue par les articles 54 J et 54 K du livre II du code du travail, p. 4215 (Document n° 10163).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs, pères de famille, exerçant une activité salariée, p. 5905 (Document n° 10731).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à compléter l'article 54 K du chapitre IV ter du livre II du code du travail sur les congés annuels, p. 6189 (Document n° 10801).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général en matière de congés payés, p. 6528 (Document n° 10864).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marie Lambert tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948, afin de permettre de bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée, p. 751 (Document n° 11799).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moisan tendant à supprimer la condition de résidence exigée, pour l'éligibilité aux conseils de prud'hommes, par l'article 23 du livre IV du code du travail, p. 298 (Document n° 8993).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Albert Schmitt tendant à déclarer applicable, dans le ressort de la cour d'appel de Colmar, l'article 89, livre IV, titre 1er, chapitre VII, du code du travail, concernant la procédure d'appel en matière prud'homale, p. 7023 (Document n° 11073).

CONTRAT DE TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de faire bénéficier les combattants du régime des dispositions prévues par l'ordonnance du 1er mai 1945 relatives à la réintégration, au réemploi et à la réadaptation des mobilisés, p. 379 (Document n° 8996).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à modifier l'article 29 du livre 1er, titre II, du code du travail, en vue d'assurer la sécurité de l'emploi aux femmes en état de grossesse en congé de maternité, p. 1388 (Document n° 9311).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michaud tendant à compléter, en ce qui concerne l'enregistrement des contrats de travail, l'article 19 du livre 1er du code du travail, p. 9115 (Document n° 11639).

CONVENTIONS COLLECTIVES

Assemblée nationale. — Suite de la discussion: I. du projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail; II. des propositions de loi: 1° de Joseph Dumas tendant à un retour de la liberté des salaires dans les cadres des conventions collectives; 2° de M. Lespès, modifiant la loi n° 46-2924 du 29 décembre 1946 relative aux conventions collectives de travail; 3° de M. Patinaud tendant au rétablissement de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives et à la détermination d'un salaire minimum garanti (n° 8444, 6377, 61, 8597, 8506, 7130, 8615), p. 27, 82, 103, 141. — Adoption, au scrutin, après modification du titre: *Projet de loi relatif aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail*, p. 161 (rectificatif, p. 196).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 6 (Document n° 3). — Dépôt du rapport par Mme Devaud, p. 203 (Document n° 32). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Bardon-Bamarzid, p. 268 (Document n° 34). — Discussion, p. 268, 311; suite de la discussion, p. 337, 374, 404; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 407 (rectificatifs, p. 506).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 791 (Document n° 9093). — Dépôt du rapport par M. Moisan,

p. 837 (Document n° 9102). — Discussion, p. 898, 921; suite de la discussion, p. 951, 972, 1001, 1066; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, avec modifications, p. 1091 (rectificatifs, p. 1056, 1147). (Loi n° 50-205 du 11 février 1950, J. O. du 12 février 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950, relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, p. 6936 (Document n° 11027). — Dépôt du rapport par M. Borra, p. 8798 (Document n° 11335). — Adoption du projet de loi, p. 9171.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3330 (Document n° 882).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Marcelle Devaud tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai un projet de loi autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires entre organisations professionnelles intéressées, p. 22 (Document n° 91). — Lecture du rapport par Mme Devaud, p. 33; discussion, p. 34; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 35 (rectificatif, p. 72).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à préciser à l'égard du personnel des caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 22 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, p. 5337 (Document n° 10503). — Dépôt du rapport par M. Moisan, p. 9458 (Document n° 11733).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Capitant autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires, p. 390 (Document n° 9014).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux ayant pour objet de modifier l'article 8 du chapitre II du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, p. 2852 (Document n° 9712).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires, p. 22 (Document n° 8).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 298 (Document n° 8987).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier la loi n° 50-205 du 11 février 1950, relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, p. 1116 (Document n° 242).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi p. 3022 (Document n° 9793).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le marché noir du travail artisanal, p. 298 (Document n° 8985). — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur les propositions de loi: 1° de M. Duforest modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir; 2° de M. Jean-Paul David ayant pour but de réprimer le travail clandestin appelé communément travail noir; 3° de M. Jacques Bardoux sur le « marché noir du travail artisanal » (n° 8438-8347-8985), p. 2164 (Document n° 9517).

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 136 du livre II du code du travail, p. 6233 (Document n° 10826).

Voir également à la rubrique précédente: *Comités d'entreprise*,

DROIT DE GRÈVE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poimboeuf ayant pour objet de réglementer le droit de grève, en vertu de la Constitution de 1946 et d'interdire le lock out, p. 1295 (Document n° 9270).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à assurer le droit de collectage sur la voie publique en faveur des grévistes et de leurs familles, p. 2270 (Document n° 9574).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Ramarony portant réglementation du droit de grève, p. 9393 (Document n° 11704).

ÉCONOMATS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Brusset tendant à compléter les dispositions du code du travail relatives aux économats, p. 2329 (Document n° 9612).

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à rendre obligatoire la création de services sociaux du travail, p. 4796 (Document n° 10272).

MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les articles 61 et 61 a du livre II du code du travail, pour mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, p. 6773 (Document n° 10005). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 7885 (Document n° 11340). — Adoption du projet de loi, p. 8103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3044 (Document n° 733).

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à établir une organisation professionnelle, p. 8260 (Document n° 11440).

RÉGIME ET DURÉE DU TRAVAIL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à doter d'un statut professionnel les gérants non salariés des maisons à succursales multiples et des coopératives de consommation définies par la loi du 21 mars 1941, modifiée par la loi du 3 juillet 1944, p. 4372 (Document n° 10191).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs, p. 8981 (Document n° 11597).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à modifier les articles 44 a et 44 b du livre 1^{er} du code du travail (Document n° 6100), p. 2852.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazier, sur la proposition de résolution de M. Augustin Laurent, tendant à inviter le Gouvernement à renouveler le paiement de la prime exceptionnelle et à l'étendre à tous les salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (n° 8867), p. 380 (Document n° 9012). — Discussion, p. 518, 533; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, après modification du titre: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer à tous les salariés une prime pour le mois de janvier et à majorer le montant des prestations familiales de ce mois », p. 555.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Besset tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, p. 2882 (Document n° 9766). — Dépôt du rapport par M. Besset, p. 3022 (Document n° 9791). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Lecourt, p. 3822 (Document n° 9997). — Discussion, p. 4819; rejet, au scrutin, de l'urgence, p. 4820.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marly tendant à assurer aux lock-outés de la S. N. E. C. M. A. une indemnité égale aux trois-quarts de leur salaire habituel, p. 3159 (Document n° 9821). — Discussion sur l'urgence, p. 5138 et rejet, au scrutin, de l'urgence, p. 5139.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à modifier l'article 2 du décret 50-1029 du 23 août 1950 afin de supprimer les abattements d'âge dans la fixation du salaire minimum garanti, p. 6973 (Document n° 11072). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Paul, p. 9897 (Document n° 11820).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à l'application à l'agriculture du décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, p. 6937 (Document n° 10981). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à accorder aux salariés de l'agriculture le bénéfice du décret n° 50-1029, du 23 août 1950, portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti, p. 7835 (Document n° 11319). — Dépôt d'un avis du conseil économique sur lesdites propositions de loi, p. 9597 (Document n° 11761).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Renard tendant à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés de l'agriculture, p. 1106 (Document n° 9223).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à faire bénéficier les salariés des professions agricoles et forestières d'une prime exceptionnelle, p. 1314 (Document n° 9281).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à assurer au personnel de l'entreprise Martin-Moulet de Oullins (Rhône), mis en congé par la fermeture l'entreprise, une indemnité égale à 75 p. 100 du salaire habituel, p. 4796 (Document n° 10274).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à compléter le code du travail en vue d'assurer le paiement intégral de leur salaire aux mères de famille retenues au foyer par la maladie de leurs enfants, p. 4797 (Document n° 10278).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à modifier le décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti pour le rendre conforme à la législation sur les conventions collectives, p. 6938 (Document n° 11051).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reille-Soult tendant à modifier le décret n° 50-1029 du 23 août 1950: 1° en fixant le minimum vital à 100 francs de l'heure; 2° en supprimant les abattements de zones; 3° en instituant l'échelle mobile des salaires, p. 7292 (Document n° 11119).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy-Prigent tendant à accorder aux « personnes qualifiées » appelées à siéger dans les caisses de sécurité sociale une indemnité compensatrice de perte de salaire ou de gain, p. 8260 (Document n° 11425).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Mercier (Oise) tendant à rendre applicable au personnel de l'industrie hôtelière le décret du 23 août 1950 relatif à la fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti, p. 8879 (Document n° 11567).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Laffargue tendant à inviter le Gouvernement à faire modifier, de toute urgence, dans toutes les entreprises le libellé des feuilles de paye, p. 617 (Document n° 121).

SEMAINE DES QUARANTE HEURES

Voir à la rubrique précédente: Régime et durée du travail.

TRAVAIL A DOMICILE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur la proposition de loi de M. Renard, tendant à modifier le statut des travailleurs à domicile (n° 7514), p. 9596 (Document n° 11569).

TRAVAIL DE NUIT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à l'interdiction de l'emploi entre vingt heures et sept heures des mineurs de dix-huit ans et des femmes enceintes, p. 7589 (Document n° 11219).

TRAVAILLEURS NORD-AFRICAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à la situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains en France, p. 507 (Document n° 10367).

Code du TRAVAIL MARITIME.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cance, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime (n° 8915), p. 3087 (Document n° 9807). — Adoption du projet de loi, p. 3846 (Loi n° 50-647 du 10 juin 1950, J. O. du 11 juin 1950).

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger, le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du code du travail maritime (n° 875, année 1949), p. 536.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution p. 1144 (Document n° 9246). — Adoption, p. 1240.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 581. — Dépôt du rapport sur le projet de loi par M. Denvers, p. 597 (Document n° 115). — Discussion, p. 682; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 683 (rectificatif, p. 722).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1611 (Document n° 9410). — Dépôt du rapport par M. Cayot, p. 5002 (Document n° 10338). — Adoption du projet de loi, p. 5111 (rectificatif, p. 5969). (Loi n° 50-882 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950.)

Colis postaux. — V. Armées (alimentation). — Questions orales (Conseil de la République), n° 76.

Collaboration avec l'ennemi. — V. Cour de revision exceptionnelle.

Collectivités locales. — V. Départements, villes et communes. — Impôts (sociétés, taxes départementales et communales).

Colonies de vacances. — V. Pupilles de la nation. — Questions orales (Conseil de la République), n° 15. — Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).

Assemblée nationale. — Retrait d'un rapport de M. Lacaze sur les propositions de résolution: 1° (n° 4413) de Mme Vaillant-Couturier tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances; 2° (n° 4425) de Mme Ginollin tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement (n° 4793, année 1948), p. 9720.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lacaze sur la proposition de résolution de Mme Vaillant-Couturier tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances (n° 4413-7698), p. 9720 (Document n° 11774).

Combattants (Anciens). — V. Anciens combattants. — Médailles décorations et récompenses.

Combustibles liquides et dérivés. — V. Interpellations n° 32. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 108, (Conseil de la République) n° 117.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, p. 6037 (Document n° 10763). — Dépôt du rapport par M. Abelin, p. 6599 (Document n° 10894). — Discussion, p. 6680; adoption, à l'unanimité, de l'ensemble du projet de loi, p. 6690.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2629 (Document n° 672). — Rapporteur: M. Alric, et discussion, p. 2651; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2651.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 10938) et dépôt du rapport par M. Abelin, p. 6775 (Document n° 10939). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 6711. (Loi n° 50-1009 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Coustou tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéroclubs, p. 7835 (Document n° 11306).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peytel tendant à inviter le Gouvernement à intensifier les recherches de pétrole et à créer un « conseil supérieur du pétrole », p. 9039 (Document n° 11610). — Dépôt du rapport par M. Peytel, p. 9313 (Document n° 11691).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les fonds d'investissement et les moyens nécessaires à la prospection et à l'exploitation du périmètre pétrolier de Lacq et au transport rationnel de la production par l'établissement d'un pipe-line de Lacq au port de Bayonne, p. 3735 (Document n° 9970).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legendre tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures modifiant le régime actuel des carburants, p. 7229 (Document n° 4114).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biararana tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine les fonds d'investissement et les moyens nécessaires à la prospection et à l'exploitation du périmètre pétrolier de Lacq et au transport rationnel de la production par l'établissement d'un pipe-line de Lacq au port de Bayonne, p. 1221 (Document n° 289).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chapalain tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vente par décret un carburant agricole à prix réduit, p. 3154 (Document n° 827).

Combustibles solides et dérivés. — V. Impôts (taxes départementales et communales). — Interpellations n° 88, 169, 227, 282, 308, 320, 333. — Mines et carrières. — Questions orales (Conseil de la République), n° 8. — Sociétés d'économie mixte.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à accorder, pour les fêtes de Noël, un secours d'urgence de 100 kg de charbon à tous les économiquement faibles exonérés de l'impôt sur la cote mobilière, p. 8396 (Document n° 11168).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Delfortrie, portant sur les Charbonnages de France, fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947), p. 3154 (Document n° 824).

Commerce et industrie. — V. Alsace-Lorraine (Commerce et artisanat). — Code pénal. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux, contrôle fiscal, perception, timbre. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 116. — Sociétés coopératives de consommation.

COMMERCES DE GROS ET DE DÉTAIL

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à modifier la législation en matière de vente avec primes, de façon à prévenir et réprimer les fraudes, p. 588 (Document n° 96).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1295 (Document n° 9274).

— Dépôt d'un rapport de Mme Poinso-Chapuis sur la proposition de loi de M. Charles Schaeffer tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature (n° 8423), p. 1883 (Document n° 941). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 3823 (Document n° 10019). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Poinso-Chapuis, p. 5002 (Document n° 10348). — Discussion, p. 5711, 6126; adoption de la proposition de loi après modification de titre: « Proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues ou avec primes en nature », p. 6127.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2261 (Document n° 605). — Dépôt du rapport par M. Jacques Gadoin, p. 2761 (Document n° 719). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jacques Gadoin, p. 2988 (Document n° 748). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Bardon-Bamarzid, p. 2988 (Document n° 760). — Discussion, p. 3002. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Jacques Gadoin, p. 3024 (Document n° 763). — Discussion, p. 3030; adoption de l'avis sur la proposition de loi après modification de l'intitulé: « Proposition de loi tendant à interdire le système de vente avec timbres-primes ou tous autres titres analogues », p. 3033 (rectificatif, p. 3060).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8090 (Document n° 11412). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 9540 (Document n° 11746).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Laillet de Montulle, sur la proposition de résolution de M. Estève, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le régime de la double éti-

quette dans le commerce des fruits et légumes et par là même à rendre la liberté du commerce aux fruitiers détaillants (n° 938, année 1949), p. 596 (Document n° 106). — Discussion, p. 866; adoption de la proposition de résolution, p. 868.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. de Moro-Giattferri sur la proposition de loi de Mme Saunier, sénateur, tendant à réprimer la contrefaçon des industries saisonnières de l'habillement et de la parure (n° 5274), p. 5905 (Document n° 10728).

CRÉANCES COMMERCIALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à porter de 6.000 à 30.000 francs le chiffre limite prévu par le décret du 25 août 1937, modifié par l'acte dit loi du 6 août 1941, de la procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales, p. 1092 (Document n° 9218). — Dépôt d'un rapport de M. Charpin sur les propositions de loi: 1° de M. Minjox tendant à relever le chiffre plafond fixé en matière de procédure commerciale pour le recouvrement des petites créances; 2° de M. Garet tendant à modifier les articles 5 et 10 du décret-loi du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée; 3° de M. Barthélémy tendant à porter de 6.000 à 30.000 francs le chiffre limite prévu par le décret du 25 août 1937, modifié par l'acte dit loi du 6 août 1941, de la procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales (n° 7095, 8707, 9218), p. 3087 (Document n° 9805).

CRÉATION ET EXTENSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à l'interprétation du décret-loi du 9 septembre 1939 relatif à la création ou à l'extension des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux, p. 256 (Document n° 8974).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pfimlin tendant à l'assainissement des professions commerciales par la création d'un statut du commerce, p. 4142 (Document n° 10156).

CRÉDIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur le projet de loi tendant à faciliter l'équipement des entreprises par le recours au crédit (n° 4587), p. 1640 (Document n° 9397). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires économiques par M. Jules Julien, p. 4022 (Document n° 10116). — Discussion, p. 6033. — Suite de la discussion, p. 6093; adoption du projet de loi après modification de titre: « Projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement », p. 6099 (rectificatif, p. 6345).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2236 (Document n° 603). — Dépôt du rapport par M. Jozeau Marigné, p. 3024 (Document n° 773). — Dépôt d'un avis de la commission de l'intérieur par M. Borgeaud, p. 3035 (Document n° 774). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 3052 (Document n° 777). — Discussion, p. 3052. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jozeau-Marigné, p. 3082 (Document n° 802). — Discussion, p. 3090; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3106 (rectificatif, p. 3077).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8646 (Document n° 11512). — Dépôt du rapport par M. Grimaud, p. 9752 (Document n° 11783).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delcos tendant à inviter le Gouvernement à donner des facilités de trésorerie aux entreprises, p. 1610 (Document n° 9389). — Dépôt du rapport par M. Francis Leenhardt, p. 2164 (Document n° 9523). — Discussion, p. 2432; adoption, p. 2439.

— Dépôt d'une proposition de M. Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement, p. 7648 (Document n° 11243). — Dépôt du rapport par M. Bergeret, p. 7746 (Document n° 11255).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'ouverture de crédits pour permettre des découverts d'escompte ou des découverts proprement dits, par les établissements de crédits, aux coopératives et aux petites industries laitières en difficulté ou menacées de fermeture par suite de l'impossibilité d'écoulement des produits fabriqués, p. 9115 (Document n° 11649).

ENTENTES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles, p. 3665 (Document n° 9951) (rectificatif, p. 3736). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 5290 (Document n° 10469).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henri Teitgen tendant à réglementer les ententes économiques, à interdire celles qui sont contraires à l'intérêt général et à conférer à celles qui s'avèrent licites un statut légal, p. 221 (Document n° 8967).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gazier tendant à organiser le contrôle des ententes professionnelles, p. 4533 (Document n° 10223).

ENTREPRISES DIVERSES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gazier sur la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition (n° 8606), p. 536 (Document n° 9061).

— Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. André Denis sur le projet de loi portant statut général des entreprises (nos 6027-8572), p. 2161 (Document n° 9543).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brusset tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'usine de la S. N. C. A. S. O. de Rochefort-sur-Mer, p. 1146 (Document n° 9240) (rectificatifs p. 2854, 3024).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'usine Bréguet de Bayonne-Anglet (Basses-Pyrénées) une commande de trente planeurs, immédiatement, afin d'éviter de nouveaux licenciements et surtout la fermeture de cette usine, p. 3022 (Document n° 9800).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes les mesures utiles et nécessaires à la protection et à l'aide de l'industrie française de fabrication de métiers à bonneterie Cotton, p. 9732 (Document n° 11798).

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947); nomination de membres, p. 2020.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947); nomination des membres, p. 32.

Conseil de la République. — Dépôt de la première partie du rapport annuel par M. Méric, portant sur la S. N. C. A. S. E. et le S. E. 2010 Armagnac, de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947), p. 723 (Document n° 149).

— Dépôt de la deuxième partie du rapport annuel, par M. Méric, sur l'accident du S. E. 2010-01 Armagnac, fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifié par la loi du 3 juillet 1947), p. 3024 (Document n° 762).

Comités. — V. *Assemblée nationale.* — *Code du travail.* — *Conseil de la République.*

Commissaires-priseurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à compléter les mesures transitoires se rapportant au statut des commissaires-priseurs afin de permettre à certains greffiers de paix d'acquiescer une charge de commissaire-priseur, p. 379 (Document n° 9002).

Communes. — V. *Agriculture (calamités agricoles).* — *Calamités publiques.* — *Départements, villes et communes.* — *Elections municipales.* — *Electricité et gaz.* — *Fonctionnaires communaux et départementaux.* — *Impôts (axes départementaux et communaux).* — *Loyers.* — *Postes, télégraphes et téléphones.*

Communication du Gouvernement.

Assemblée nationale. — Communications de M. Georges Bidault, président du conseil, concernant: l'affaire des généraux Revers et Mast, p. 281 = la politique générale du Gouvernement, p. 1018. — Communication de M. le ministre des affaires étrangères faisant connaître l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée consultative européenne à Strasbourg, p. 3910. — Lecture par M. Fernand Bouxom, vice-président de l'Assemblée nationale, d'une communication de M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet Georges Bidault, p. 5278. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale, d'une communication de: M. le Président de la République, désignant M. Henri Queuille comme président du conseil et de M. Henri Queuille, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 5308 = M. le Président de la République faisant connaître la démission du cabinet Henri Queuille et désignant M. René Plevin comme président du conseil, p. 5368 = M. René Plevin, président du conseil désigné, faisant connaître à l'Assemblée le programme et la politique du cabinet qu'il se propose de constituer, p. 5368 = M. le président du conseil faisant connaître sa décision de maintenir sous les drapeaux les militaires appelés appartenant à la deuxième fraction de la classe 1949, p. 7117, et autorisant le haut commissaire de France pour l'Indochine à conserver provisoirement sous les drapeaux, au delà de la période réglementaire, les disponibles et réservistes appelés pour une période d'exercice, p. 7493.

Conseil de la République. — Communication du ministre des affaires étrangères faisant connaître l'ouverture de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée consultative européenne à Strasbourg, p. 1377. — Lecture par M. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, d'une lettre du président du conseil des ministres concernant le maintien sous les drapeaux de militaires appelés de la deuxième fraction de la classe 1949, p. 2721, et autorisant le haut commissaire de France pour l'Indochine à conserver provisoirement sous les drapeaux, au delà de la période réglementaire, les disponibles et les réservistes appelés pour une période d'exercice, p. 2792.

Communications du président de l'Assemblée nationale.

Assemblée nationale. — Lecture par M. Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale: d'un télégramme de Sa Majesté Bao Dai à l'occasion de la nouvelle année, p. 16, et en remerciement du vote

de l'accord franco-vietnamien, p. 1010 = d'un message de M. Flinois, président de l'Assemblée algérienne, adressant à l'Assemblée nationale l'hommage de l'Assemblée algérienne et des populations de l'Algérie française, p. 3885 = d'une lettre du président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe concernant la communication aux parlements des Etats membres du conseil des recommandations votées par ladite Assemblée, p. 6918 = d'un télégramme du président du Riksdag de Suède à l'occasion du décès de Sa Majesté Gustave V, p. 7686.

Communications du président du Conseil de la République.

Conseil de la République. — Communication d'un télégramme de remerciement de Sa Majesté Bao-Dai à l'occasion du vote entrainant les accords du 8 mars, p. 512. — Lecture par M. Gaston Monnerville d'une lettre du président de l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe concernant la communication aux parlements des Etats membres du conseil, des recommandations votées par ladite assemblée, p. 2676.

Comores (Archipel des).

— V. *France d'outre-mer.*

Comptabilité publique.

— V. *Economies et finances (redressement).*

Concierges d'immeubles. — V. *Code du travail.* — *Interpellation n° 34.* — *Loyers (logements d'habitation).*

Conciliation et arbitrage.

— V. *Code du travail.*

Condamnations. — V. *Amnistie.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 58.*

Conflits sociaux.

— V. *Amnistie.*

Congés payés. — V. *Code du travail.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 33.* — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

Congo.

— V. *France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).*

Congrès international des sciences administratives.

Conseil de la République. — Demande d'autorisation d'effectuer une mission d'information à l'étranger par la commission de l'intérieur, en vue de participer aux travaux du congrès international des sciences administratives, qui se tiendra à Florence du 25 juillet au 2 août 1950, p. 1666.

Conseil économique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur le renouvellement du Conseil économique, p. 2163 (Document n° 9541). — Lecture du rapport par M. Jules-Julien et discussion, p. 2300; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi relatif à la prorogation du mandat des membres du Conseil économique*, p. 2301 (rectificatif, p. 2523).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 960 (Document n° 193). — Dépôt du rapport par M. Georges Laffargue, p. 961 (Document n° 196). Discussion, p. 975; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 978.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2522 (Document n° 9645). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 2623 (Document n° 9664). — Discussion, p. 2656 et adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi avec le texte adopté en première lecture, p. 2657 (*Loi n° 50-378 du 31 mars 1950, J. O. du 1^{er} avril 1950.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. François Leenhardt tendant à proroger le mandat du Conseil économique, p. 8879 (Document n° 11577). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 9189 (Document n° 11662). — Adoption de la proposition de loi, p. 9550.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3331 (Document n° 898). — Dépôt du rapport par M. Beauvais, p. 3331 (Document n° 891). — Discussion, p. 3387; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable sur la proposition de loi, p. 3389.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9836 (Document n° 11841).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Devaud tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 46-2381 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 22 (Document n° 12) (rectificatif, p. 72).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi de M. Antier tendant à modifier la loi n° 46-2381 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 379 (Document n° 9006). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à assurer la représentation des classes dites « économiquement faibles » au sein du Conseil économique, p. 832 (Document n° 9123). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux tendant à réformer la composition et le fonctionnement du Conseil économique, p. 1495 (Document n° 9349). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relatif à la composition du Conseil économique, p. 1666 (Document n° 9123). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Damas modifiant l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, p. 2270 (Document n° 9572). — Dépôt d'un rapport de M. Jules-Julien: I. — Sur les propositions de loi: 1° de M. Juglas tendant à modifier la loi n° 46-2381 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique en vue de porter de 15 à 16 le nombre des représentants des territoires d'outre-mer;

de M. Ribeyre tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 3° de M. Caillavet tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique; 4° de M. Max Brusset tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 5° de M. Max Brusset tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique; 6° de Mme Devaud, sénateur, tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 7° de M. Antier tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 8° de M. Frédéric-Dupont tendant à assurer la représentation des classes dites « économiquement faibles » au sein du Conseil économique; 9° de M. Mauroux tendant à réformer la composition et le fonctionnement du Conseil économique; 10° de M. Gozard tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil économique; 11° de M. Damas modifiant l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; 11. — Sur la proposition de résolution de M. Julian tendant à inviter le Gouvernement à modifier la composition du Conseil économique (nos 2115-3291-3848-8379-8577-8986 rectifié, 9006-9123-9349-9323-9572-3645), p. 9313 (Document n° 11696).

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil économique faisant connaître à l'Assemblée nationale la composition du bureau du Conseil économique pour l'année 1950, p. 222.

Conseil de la République. — Communication d'une lettre de M. le vice-président du Conseil économique, faisant connaître au Conseil de la République, la composition du bureau du Conseil économique pour l'année 1950, p. 22.

Conseil supérieur de l'ENTRAIDE SOCIALE

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi prévoyant la création d'un conseil supérieur de l'entraide sociale (nos 292, 8503), p. 1536; adoption, p. 1538.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 856 (Document n° 170). — Dépôt du rapport par M. Le Basser, p. 1144 (Document n° 258). — Discussion, p. 1339; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1341.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3735 (Document n° 9972). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 4215 (Document n° 10161). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 5018. (Loi n° 50-819 du 5 juillet 1950, J. O. du 6 juillet 1950.)

Conseil d'ETAT. — V. Conseils de préfecture.

Conseil de l'EUROPE. — V. Conventions internationales. — Questions orales (Conseil de la République) nos 63, 118.

Conseil supérieur de la FONCTION PUBLIQUE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de l'article 19 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, p. 5272 (Document n° 10464).

Conseils GÉNÉRAUX. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Elections. — Postes, télégraphes et téléphones (franchise postale). — Traitements, soldes et indemnités.

Conseils JURIDIQUES. — V. Agents d'affaires.

Conseil supérieur de la MAGISTRATURE.

Assemblée nationale. — Désignation de candidatures par suite de vacances de membres du conseil supérieur de la magistrature, p. 4216, 5422. — Nomination de membres, p. 4310, 5464.

Conseils MUNICIPAUX. — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Traitements, soldes et indemnités.

Conseil supérieur du PETROLE. — V. Combustibles liquides et dérivés.

Conseils de PREFECTURE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au contentieux administratif, p. 4872 (Document n° 10313).

Conseils supérieurs de la PRESSE ET DES JOURNALISTES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant institution d'un conseil supérieur de la presse et d'un conseil supérieur des journalistes, p. 4538 (Document n° 10222).

Conseil de PRUD'HOMMES. — V. Algérie. — Code du travail.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à abroger la disposition illégale de l'arrêté du 16 mars 1949 concernant le payement des émoluments aux secrétaires des conseils de prud'hommes, p. 1684 (Document n° 425).

Conseil supérieur de la RADIODIFFUSION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à modifier la composition et les attributions du conseil supérieur de la radiodiffusion et de la télévision françaises de manière à lui donner un caractère démocratique, p. 1640 (Document n° 9417).

Conseil de la REPUBLIQUE. — V. Loi (projets et propositions de). — Pouvoirs publics. — Sénateurs.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant, pour l'exercice 1948: a) règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Conseil de la République; b) règlement définitif du compte de l'abonnement aux chemins de fer; c) règlement définitif des comptes de la caisse des retraites des sénateurs et de celle du personnel; d) règlement définitif des comptes de la caisse de sécurité sociale des sénateurs et de celle du personnel; e) approbation du compte de gestion du trésorier; f) approbation des comptes des buvettes, p. 681 (Document n° 145). — Adoption de la résolution, p. 871.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bolifraud sur le projet de résolution portant fixation des dépenses du Conseil de la République pour l'exercice 1951, p. 3293 (Document n° 871). — Adoption du projet de résolution, p. 3321.

BUREAU

Conseil de la République. — Constitution du bureau d'âge: M. Jules Casser, président; MM. Boulangé, Pierre Viller, Méric Bourgeois, Pic et Biatarana, secrétaires, p. 3. — Scrutin pour la nomination du bureau définitif; proclamation de M. Gaston Monnerville comme président; Mme Gilberte Pierre-Brossolette, MM. Kalb, René Coty, Mme Devaud, comme vice-présidents; MM. Saïah Menouar, Colonna (Antoine), Romani, Léger, Le Digabel, Léonetti, Léon David, Pierre Boudet, comme secrétaires; MM. Baratgin, Robert Gravier, Vanrullen, comme questeurs, p. 5.

Assemblée nationale. — Communication d'une lettre de M. le président du Conseil de la République faisant connaître à l'Assemblée nationale la constitution définitive du bureau du Conseil de la République, p. 194.

COMITÉ CONSTITUTIONNEL

Conseil de la République. — Demande de désignation de trois membres du comité constitutionnel chargés de représenter le Conseil de la République, p. 44. — Dépôt d'un rapport de M. Montalembert, p. 488 (Document n° 65). — Désignation de candidatures, p. 506. — Nomination de membres, p. 516.

COMMISSIONS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vincent Rotinat tendant à la création d'une commission permanente de coordination dite « de la protection nationale », p. 666 (Document n° 430).

Conseil de la République. — Nomination des membres des commissions générales et de la commission de comptabilité, p. 23.

Commission des affaires étrangères. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 1932. — Nomination de membre, p. 1964.

Commission de l'agriculture. — Démission de membres, p. 45, 650. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 72, 667. — Nomination de membres, p. 268, 707.

Commission de la défense nationale. — Démission de membres, p. 650. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 667. — Nomination de membres, p. 707.

Commission de la marine et des pêches. — Démission de membre, p. 650. — Désignation de candidature par suite de vacance, p. 667. — Nomination de membre, p. 707.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme. — Démission de membres, p. 44, 581, 918. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 72, 588, 918. — Nomination de membres, p. 268, 617, 923.

Commission de la presse, de la radio et du cinéma. — Démission de membres, p. 581, 918. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 588, 918. — Nomination de membres, p. 617, 923.

Commission du ravitaillement et des boissons. — Démission de membres, p. 1998. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 2000. — Nomination de membres, p. 2141.

Commission du suffrage universel, du contrôle constitutionnel, du règlement et des pétitions. — Démission de membres, p. 44, 650, 1900. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 72, 667, 1932, 2000. — Nomination de membres, p. 268, 707, 1964.

Commission du travail et de la sécurité sociale. — Démission de membres, p. 44, 1998. — Désignation de candidatures par suite de vacances, p. 72, 2000. — Nomination de membres, p. 268, 2141.

COMPOSITION ET ELECTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz tendant à modifier la loi n° 48-1471 du 23 septembre 1948 relative à l'élection des conseillers de la République, p. 194 (Document n° 8956).

CONVOICATIONS

Convocations du Conseil de la République en sessions extraordinaires, p. 1 et 3425.

GROUPES

Conseil de la République. — Listes électorales des membres des groupes politiques, p. 6. — Modifications, p. 72, 569, 758, 1149, 3164, 3294.

RÈGLEMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Coly tendant à modifier le règlement du Conseil de la République en vue d'accélérer la nomination et la constitution des commissions générales, p. 32 (Document n° 14). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 3331 (Document n° 897).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Martial Brousse tendant à modifier l'article 14 du règlement du Conseil de la République, p. 268 (Document n° 35).

SCRUTIN

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel Debré tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi, p. 512 (Document n° 80). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 918 (Document n° 179). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, p. 953 (Document n° 189). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marilhac tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, p. 953 (Document n° 190). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Maroger tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune, p. 1116 (Document n° 239). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Michel Debré sur les propositions de résolution: 1° de M. Michel Debré, tendant à interdire le scrutin public à la tribune pour le vote sur l'ensemble de projets et propositions de loi; 2° de M. Georges Pernot, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi; 3° de M. Marilhac, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne les demandes de scrutin public à la tribune sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi; 4° de M. Jean Maroger, tendant à compléter l'article 75 du règlement du Conseil de la République en ce qui concerne le scrutin public à la tribune (nos 80, 179, 189, 190 et 239, année 1950, p. 1304 (Document n° 299)). — Discussion p. 1733; adoption de l'ensemble p. 1742 (rectificatif p. 1867).

SESSIONS

Ouverture de la session extraordinaire, p. 1.
Ajourneement du Conseil de la République, p. 2.
Ouverture de la session ordinaire de 1950, p. 3.
Interruption de la session, p. 1107.
Reprise de la session, p. 1115.
Interruption de la session, p. 2655.
Clôture de la session, p. 3425.

Conseil supérieur de la SECURITE SOCIALE

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur de la sécurité sociale, p. 2023. — Désignation de candidature, p. 2460. — Nomination de membre, p. 2630.

Conseil supérieur du SERVICE SOCIAL

Conseil de la République. — Demande de désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du conseil supérieur du service social, p. 1144. — Désignation de candidature, p. 1185. — Nomination, p. 1193.

Conseillers de l'Union française. — V. *Assemblée de l'Union française.* — *Députés (incompatibilité).* — *Interpellations* nos 293, 326. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 119. — *Traitements, soldes et indemnités.*

Consigne. — V. *Transports et voies de communications (chemins de fer d'intérêt général).*

Constitution. — V. *Assemblée nationale (règlement).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delcos tendant à la révision de la constitution en vue d'assurer le fonctionnement normal des institutions parlementaires, p. 7534 (Document n° 11194). — Retrait, p. 7745.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à réviser certains articles de la Constitution, p. 7746 (Document n° 11272). — Dépôt du rapport par M. ne Peyroles, p. 8260 (Document n° 11431). — Discussion, p. 8265; suite de la discussion, p. 8354; rédaction d'un nouveau titre: « Proposition de résolution décidant la révision de certains articles de la Constitution », p. 8369. — Adoption, au scrutin, de la proposition de résolution et d'une motion ainsi conçue: « Conformément au 4^e alinéa de l'article 90 de la Constitution, la proposition de résolution décidant la révision de certains articles de la Constitution, adoptée le 30 novembre 1950, sera transmise au Conseil de la République », p. 8395 (rectificatif, p. 8576).

Conseil de la République. — Transmission de la motion, p. 3082 (Document n° 798). — Dépôt du rapport par M. René Coty, p. 3331 (Document n° 895). — Discussion, p. 3346; adoption de l'ensemble de la résolution, p. 3347.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mauroux tendant à la révision des articles 9, 12, 43, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52 et 88 de la Constitution, p. 439 (Document n° 9025).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Lecou tendant à modifier certaines dispositions de la Constitution, p. 918 (Document n° 9118).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à la révision de certaines dispositions de la Constitution, p. 216 (Document n° 9534).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution, en vue de soumettre le mode d'élection de l'Assemblée nationale au referendum, p. 3983 (Document n° 10092).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bétoland tendant à la création d'une commission de la réforme de la Constitution, p. 7045 (Document n° 11082).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Cosse-Floret tendant à la révision de certains articles de la Constitution, p. 832 (Document n° 11480).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution, en vue de soumettre le mode d'élection de l'Assemblée nationale au referendum, p. 9470 (Document n° 11744).

Construction. — Reconstruction. — V. *Départements, villes et communes.* — *Loyers (locaux d'habitation).* — *Propriété immobilière.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Midy tendant à donner expressément pouvoir aux préfets, sur proposition des délégués départementaux du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, d'accorder par arrêté la mainlevée des inscriptions de privilèges pris pour sauvegarder les droits de l'Etat en matière de travaux d'office exécutés par le ministère de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 5337 (Document n° 10500).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 50-851 du 21 juillet 1950 relatif aux primes à la reconstruction, p. 8451 (Document n° 11479).

Constructions aéronautiques. — V. *Armée de l'air.* — *Interpellations*, n° 16.**Construction immobilière.** — V. *Interpellations* n° 182. — *Propriété immobilière.***Constructions navales.** — V. *Marine marchande.***Constructions scolaires.** — V. *Caisse autonome des constructions scolaires.* — *Enseignement.* — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 98.**Contentieux administratif.** — V. *Conseils de préfecture.***Contrainte par corps.** — V. *France d'outre-mer (code pénal).***Contrat de travail.** — V. *Code du travail.* — *Conventions internationales.* — *Juges et justices de paix.***Contraventions.** — V. *Code d'instruction criminelle.***Contributions directes (service des).** — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 181.**Contribution foncière.** — V. *Impôts (contribution foncière, prélevement).* — *Loyers.***Contributions indirectes (service des).** — V. *Bois et forêts.***Contrôle de l'Etat.** — V. *Assurances sociales.* — *Cour des comptes.***Conventions collectives.** — V. *Code du travail.***Conventions internationales.** — V. *Interpellations*, n° 327. — *Questions orales (Conseil de la République)*, nos 34, 54, 61.

ACCORDS COMMERCIAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mauroux sur projet de loi relatif à la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par l'Etat polonais aux ressortissants français touchés par la loi polonaise du 3 janvier 1946 sur les nationalisations (n° 3371, p. 3335 (Document n° 8881)). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Mauroux, p. 6529 (Document n° 10865).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'Annecy de conditions d'adhésion à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, un avenant à la convention de commerce du 13 juillet 1921 entre la France et la Finlande, un avenant à la convention de commerce du 11 mars 1929 entre la Grèce et la France, p. 638 (Document n° 11456).

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord des paiements et de compensations entre les pays européens pour 1949-1950 et la convention de prêt entre le royaume de Belgique et la République

française signés à Paris le 7 septembre 1949, p. 2852 (Document n° 9723). — Dépôt du rapport par M. Gilles Gazard, p. 4022 (Document n° 10104). — Adoption du projet de loi, p. 4231.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1694 (Document n° 424). — Dépôt de rapport par M. Jean Maroger, p. 2155 (Document n° 534). — Discussion, p. 2179; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2180.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6107 (Loi n° 50-909 du 8 août 1950, J. O. du 9 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pflümlin tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative d'une organisation européenne des principaux marchés agricoles, p. 4599 (Document n° 10254).

Assemblée nationale. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen en application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1948: nomination de membres, p. 2021.

Conseil de la République. — Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen en application de l'article 3 de la loi du 25 novembre 1948: nomination de membres, p. 32.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Abelin fait au nom de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen, en application de l'article 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948 relative à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République française et les États-Unis d'Amérique, p. 1641 (Document n° 9406).

Voir également à la rubrique: *Conventions internationales (protection industrielle, sécurité sociale).*

AIDE MUTUELLE JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'aide mutuelle judiciaire conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 256 (Document n° 8977).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative à l'extradition conclue le 21 septembre 1949 entre la France et la principauté de Monaco, p. 439 (Document n° 9023).

AIDE MUTUELLE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la ratification de l'accord concernant l'aide pour la défense mutuelle conclu à Washington le 27 janvier 1950 entre la France et les États-Unis d'Amérique, p. 1092 (Document n° 9222). — Dépôt du rapport par M. Pierre Montel, p. 1882 (Document n° 9430). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Henri Teitgen, p. 1883 (Document n° 9440). — Discussion, p. 1987, 2000; suite de la discussion, p. 2046, 2059, 2075; adoption, p. 2102.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 856 (Document n° 174). — Dépôt du rapport par M. Boivin-Champeaux, p. 856 (Document n° 175). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Bollifraud, p. 866 (Document n° 176). — Discussion, p. 884, 891; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 917.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2204 (Loi n° 50-339 du 18 mars 1950, J. O. du 19 mars 1950).

ARCHIVES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la ratification de l'accord du 1^{er} août 1949 portant remise réciproque de documents d'archives entre la France et l'Italie, p. 439 (Document n° 9026). — Dépôt du rapport par M. Farine, p. 5248 (Document n° 10427). — Adoption du projet de loi, p. 5712.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2236 (Document n° 595). — Dépôt du rapport par M. Lassagne, p. 2380 (Document n° 629). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Ernest Pezet, p. 2521 (Document n° 656). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6773 (Loi n° 50-951 du 11 août 1950, J. O. du 12 août 1950).

ARMES ATOMIQUES, CHIMIQUES ET BACTÉRIOLOGIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Marc Scherer sur les propositions de résolution: 1^o de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais, devant les Nations Unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique; 2^o de M. Boulet tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais devant les Nations Unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auraient utilisé l'arme atomique, les armes chimiques ou bactériologiques, les bombardements massifs de villes ou, d'une façon générale, tout procédé de nature à terroriser les populations (n° 8601 rectifié-3727), p. 4649 (Document n° 10219).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Lafay tendant à inviter le Gouvernement à proposer la remise à l'O. N. U. du stock mondial des bombes atomiques, en attendant l'institution d'un contrôle international effectif de l'énergie atomique, en vue de mettre l'humanité à l'abri du péril atomique, p. 1666 (Document n° 420).

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE MONDIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Aragon sur l'organisation et la défense de la paix, p. 1640 (Document n° 9465).

ASSISTANCE SOCIALE ET MÉDICALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la convention d'assistance sociale et médicale signée le 7 novembre 1949 entre les cinq pays cosignataires du traité de Bruxelles, p. 1562 (Document n° 9384). — Dépôt du rapport par M. Duguesne, p. 3902 (Document n° 10049). — Adoption du projet de loi, p. 9183.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3202 (Document n° 861). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3326 (Document n° 876). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3352.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (Loi n° 51-9 du 4 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951).

BIENS ET INTÉRÊTS FRANÇAIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-hongrois du 12 juin 1950 relatif à certains intérêts français en Hongrie et à l'exécution de certaines clauses du traité de paix, p. 7401 (Document n° 11149).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-tchécoslovaque du 2 juin 1950 relatif à l'indemnisation de certains intérêts français en Tchécoslovaquie et organisant la répartition de l'indemnité globale forfaitaire accordée par le gouvernement tchécoslovaque en vertu dudit accord, p. 9115 (Document n° 11616).

BUREAUX DE PLACEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, p. 3821 (Document n° 9991).

CHEMINS DE FER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les relations ferroviaires internationales entre la France et l'Italie, sur la ligne Nice-Coni-Turin par la reconstruction du tronçon de ligne Breil-sur-Roya à la frontière italienne, p. 4085 (Document n° 10123).

CONFLIT CORÉEN

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. d'Aragon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles et à s'associer à toutes initiatives tendant à régler pacifiquement le conflit coréen, p. 5516 (Document n° 10643).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Boulet tendant à inviter le Gouvernement à donner, avant l'interruption de la session de l'Assemblée nationale, des indications précises: 1^o sur les mesures qu'il propose pour que la France prenne au plus tôt les initiatives de nature à empêcher l'extension et à faciliter le règlement pacifique du conflit coréen; 2^o sur les assurances qu'il peut donner pour que soit intégralement respecté, quels que soient les événements, l'article 7 de la Constitution, p. 6058 (Document n° 10779).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre-Grouès tendant à inviter le Gouvernement à faire prévaloir au sein de l'O. N. U. la prédominance du pouvoir politique sur le pouvoir militaire, p. 8260 (Document n° 11444).

CONSEIL DE L'EUROPE

Assemblée nationale. — Communication de M. le ministre des affaires étrangères de laquelle il résulte que l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe tiendra la séance inaugurale de la deuxième session ordinaire le lundi 7 août 1950, à 16 heures, dans les nouveaux bâtiments du Conseil, place Lenôtre, à Strasbourg, p. 3910.

Conseil de la République. — Communication de M. le ministre des affaires étrangères de laquelle il résulte que l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe tiendra la séance inaugurale de sa deuxième session ordinaire le lundi 7 août 1950, à seize heures, dans les nouveaux bâtiments du conseil, place Lenôtre, à Strasbourg, p. 1377.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Georges Pernot tendant à inviter le Gouvernement à user de toute son autorité auprès des comités des ministres du Conseil de l'Europe en vue de l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée consultative de ce conseil, p. 2872 (Document n° 710).

Assemblée nationale. — Transmission de recommandations votées par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 7686.

Conseil de la République. — Transmission de recommandations votées par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 2676.

Conseil de la République. — Scrutin pour l'élection d'un membre suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, p. 884. — Proclamation d'un membre, p. 891.

CONVENTION D'ÉTABLISSEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant la ratification du traité franco-néerlandais conclu à Paris le 2 juin 1948, p. 4085 (Document n° 10127).

Voir également à la rubrique suivante: Travail (échange de travailleurs).

CRIME DE GÉNOCIDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjot sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée à Paris le 11 décembre 1948 (n° 8565), p. 2330 (Document n° 9581). — Adoption du projet de loi, p. 3035.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1192 (Document n° 278). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernod, p. 1940 (Document n° 498). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Lassagne, p. 1953 (Document n° 503). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2079.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5774 (Loi n° 80-887 du 1^{er} août 1950, J. O. du 2 août 1950).

DOUANES

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité d'union douanière entre la France et l'Italie (n° 8133, année 1949), p. 469.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des dispositions envisagées dans le protocole du 7 mars 1950 signé entre la délégation française et la délégation italienne pour l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie, p. 2940 (Document n° 9563). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application du protocole signé le 7 mars 1950 entre la France et l'Italie et des accords relevant de l'union douanière et à remettre en vigueur des mesures de protection de la production française, p. 3768 (Document n° 9984). — Dépôt du rapport par M. Bergasse, p. 4539 (Document n° 10234).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis du Conseil économique sur: 1° le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé à Paris le 26 mars 1499; 2° le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole additionnel au traité d'union douanière entre la France et l'Italie (n° 7165, 8854), p. 3665 (Document n° 9953).

— Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'union douanière entre la France et l'Italie, signée à Rome le 23 juin 1950, p. 6773 (Document n° 10921). — Dépôt d'un avis du Conseil économique, p. 8171 (Document n° 11416).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à suspendre l'application de la convention d'union douanière entre la France et l'Italie, signée à Rome le 23 juin 1950, et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, p. 8396 (Document n° 11466).

DROITS DE L'HOMME

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marc Scherer tendant à inviter le Gouvernement à appuyer, au sein du comité des ministres du Conseil de l'Europe, la prise en considération et l'adoption des recommandations votées par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et du projet de convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, transmis à l'Assemblée nationale par la commission permanente de l'Assemblée consultative, p. 7090 (Document n° 11093). — Dépôt du rapport par M. Marc Scherer, p. 7648 (Document n° 11239). — Discussion, p. 7691, 7715; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 7743.

EXPERT COMPTABLE ET COMPTABLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé, signée à Lugano, le 27 avril 1948, p. 6936 (Document n° 11025).

FAILLITE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la faillite et à la liquidation judiciaire, conclue le 13 septembre 1950 entre la France et la principauté de Monaco, p. 7834 (Document n° 11292).

FEMMES EN COUCHES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par Mme Darras sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement (n° 4145), p. 4539 (Document n° 10229). — Adoption du projet de loi, p. 6126.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2212 (Document n° 585). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2300 (Document n° 612). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. Avis conforme du Conseil de la République, p. 6773. (Loi n° 50-952 du 11 août 1950, J. O. du 12 août 1950.)

FRONTIÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à faire délimiter au plus tôt la frontière franco-italienne d'après les clauses du traité de paix, p. 3230 (Document n° 9831).

IMPÔTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier un avenant signé le 8 avril 1949 à la convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions et un avenant signé à la même date à la convention franco-suédoise tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts directs, p. 256 (Document n° 8976). — Dépôt du rapport par M. Palewski, p. 5775 (Document n° 10698). — Adoption, p. 6130.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2655 (Document n° 681). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 3154 (Document n° 823). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3170.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9114. (Loi n° 50-1565 du 23 décembre 1950, J. O. du 21 décembre 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant approbation de la convention signée le 1^{er} avril 1950 entre la France et la Principauté de Monaco tendant à éviter les doubles impositions et à codifier les règles d'assistance en matière successorale, p. 6935 (Document n° 11006).

NAVIGATION AÉRIENNE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim, p. 1939 (Document n° 9444). — Dépôt du rapport par M. Beauquier, p. 2414 (Document n° 9628). — Discussion, p. 3396; adoption, p. 3398.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1306 (Document n° 332). — Dépôt du rapport par M. Aubert, p. 1818 (Document n° 453). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2008.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5630. (Loi n° 50-889 du 1^{er} août 1950, J. O. du 3 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 12 mai 1949 relative à l'exploitation de navires météorologiques dans l'Atlantique-Nord, p. 3419 (Document n° 9889). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 5421 (Document n° 10607). — Adoption, p. 6133.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2655 (Document n° 680). — Dépôt du rapport par M. Pic, p. 2956 (Document n° 746). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3086.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8645.

ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'Union internationale de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948 (n° 7900), p. 6190 (Document n° 10814). — Adoption, p. 6614.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2676 (Document n° 687). — Dépôt du rapport par M. Lassagne, p. 3024 (Document n° 776). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3140.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8878. (Loi n° 50-1557 du 21 décembre 1950, J. O. du 22 décembre 1950.)

PACTE DE L'ATLANTIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 3.890.000 francs pour le fonctionnement de la délégation française auprès du conseil des suppléants du Pacte de l'Atlantique, p. 6344 (Document n° 10830). — Dépôt du rapport par M. Dusseaux, p. 6599 (Document n° 10878). — Discussion, p. 9098; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 9104.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 847). — Dépôt du rapport par M. Jean Maroger, p. 3331 (Document n° 898). — Discussion, p. 3392; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3393.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835. (Loi n° 50-1596 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950.)

PÊCHES MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à passer convention avec le gouvernement espagnol pour préciser une concession mutuelle franco-espagnole concernant la pêche langoustière en Mauritanie et en baie du Lévrier, p. 5421 (Document n° 10614).

RADIODIFFUSION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jouvé tendant à inviter le Gouvernement à prendre l'initiative de proposer à l'Assemblée européenne de Strasbourg la création d'une station européenne de radiodiffusion, p. 6599 (Document n° 10888).

RELATIONS DIPLOMATIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legendre tendant à inviter le Gouvernement à renouer immédiatement des relations diplomatiques normales avec l'Espagne, p. 7895 (Document n° 11336) (rectificatif, p. 7971).

RÉPRESSION DES ACTES D'AGRESSIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bardoux tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'O. N. U. d'un projet de convention internationale sur la répression des agressions et des complications d'agressions, ainsi que sur la limitation des armements, p. 8894 (Document n° 11583).

SIGNALISATION ROUTIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole relatif à la signalisation routière, signé à Genève le 19 septembre 1949, p. 7116 (Document n° 11095).

SÉCURITÉ SOCIALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Meck sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention entre le Gouvernement français et le gouvernement de la zone française d'occupation en ce qui concerne le régime de sécurité sociale applicable aux travailleurs frontaliers, signé le 26 mars 1949 (n° 7899), p. 1640 (Document n° 9403). — Adoption du projet de loi, p. 2204.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 992 (Document n° 208). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 1233 (Document n° 291). — Discussion, p. 1367; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1368.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3821 (Loi n° 50-627 du 2 juin 1950, J. O. du 3 juin 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 12 novembre 1949 entre la France et le grand duché de Luxembourg, p. 2240 (Document n° 9551). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3022 (Document n° 9789). — Adoption, p. 3331.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1360 (Document n° 331). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1743 (Document n° 434). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1810.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5125 (Loi n° 50-767 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duquesne sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation sanmarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949 (n° 8885), p. 3022 (Document n° 9787). — Adoption, p. 3331.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1360 (Document n° 330). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 1743 (Document n° 435). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1810.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5125 (Loi n° 50-768 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants, p. 2524 (Document n° 9616). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3902 (Document n° 10048). — Adoption du projet de loi, p. 4890.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 475). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 2236 (Document n° 593). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2471.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598 (Loi n° 50-974 du 15 août 1950, J. O. du 17 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale intervenue le 5 janvier 1950, p. 3734 (Document n° 9958). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 7590 (Document n° 11226). — Adoption du projet de loi, p. 7917.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2938 (Document n° 756). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 3068 (Document n° 792). — Discussion, p. 3139; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3140.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8878 (Loi n° 50-1558 du 21 décembre 1950, J. O. du 22 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale entre la France et le Royaume-Uni relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord intervenue le 28 janvier 1950, p. 4021 (Document n° 10107). — Dépôt du rapport par M. Ségelle, p. 7836 (Document n° 11291). — Adoption du projet de loi, p. 8103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3044 (Document n° 782). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3243 (Document n° 869). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3351.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (Loi n° 51-2 du 3 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 7 janvier 1950 entre la France et les Pays-Bas, p. 4021 (Document n° 10104). — Dépôt du rapport par Ségelle, p. 7836 (Document n° 11290). — Adoption du projet de loi, p. 8103.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3014 (Document n° 781). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 3243 (Document n° 868). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3351.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (Loi n° 51-4 du 3 janvier 1951, J. O. du 4 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du traité de Bruxelles, p. 1388 (Document n° 9315). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3023 (Document n° 9788). — Adoption du projet de loi, p. 9188.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3202 (Document n° 862). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3326 (Document n° 877). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3352.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (Loi n° 51-5 du 3 janvier 1951, J. O. du 4 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'organisation européenne de coopération économique sur la situation au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel et du personnel étranger employés par ladite organisation, p. 1562 (Document n° 9336). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 3022 (Document n° 9786). — Adoption du projet de loi, p. 9188.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3202 (Document n° 863). — Dépôt du rapport par M. Abel Durand, p. 3326 (Document n° 878). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3352.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (Loi n° 51-6 du 3 janvier 1951, J. O. du 4 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention du 12 juillet 1949 entre la France et l'organisation européenne de coopération économique sur la situation au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation (n° 8637, année 1949), p. 2328.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la sécurité sociale intervenus le 10 juillet 1950 à Paris entre la France et la République fédérale d'Allemagne, p. 9457 (Document n° 11725).

SERVICE MILITAIRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Penoy sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire conclue le 29 août 1949 entre la France et la Belgique (n° 8636), p. 3375 (Document n° 9845). — Adoption du projet de loi, p. 3754.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1396 (Document n° 553). — Dépôt du rapport par M. Boulangé, p. 2201 (Document n° 578). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2469.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598 (Loi n° 50-973 du 16 août 1950, J. O. du 17 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue, le 22 juin 1949, entre la France et le Danemark, p. 3821 (Document n° 9992). — Dépôt du rapport par M. Penoy, p. 5420 (Document n° 10596). — Adoption, p. 6127.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2534 (Document n° 661). — Dépôt du rapport par M. Lionel-Pélerin, p. 2820 (Document n° 725). — Adoption d'un avis défavorable sur le projet de loi, p. 2992.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7971 (Document n° 11358).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au service militaire, conclue le 21 décembre 1949 entre la France et la Grande-Bretagne, p. 8059 (Document n° 11392).

STATUT DES LIEUX-SAINTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poimboën tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives en vue d'obtenir de l'Organisation des Nations unies la mise en vigueur du statut des Lieux-Saints, p. 8879 (Document n° 11571).

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, p. 8059 (Document n° 11387).

TRAVAIL

— Contrats de travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, adoptée par la conférence internationale du travail, dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, p. 4085 (Document n° 10126).

— Echange de travailleurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Dumas tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs, p. 6938 (Document n° 41031).

Voir également à la rubrique précédente: *Convention d'établissement.*

— Gens de mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les conventions internationales du travail n° 91 concernant les congés payés des marins, et n° 92 concernant le logement de l'équipage à bord, adoptées par la conférence internationale du travail dans sa 32^e session, tenu à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, p. 7146 (Document n° 11098).

— Inspection du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Duquesne sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 81 concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947 (n° 6818), p. 3902 (Document n° 10047). — Adoption du projet de loi, p. 4890.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 474). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 2236 (Document n° 592). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2471.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598. (Loi n° 50-927 du 10 août 1950, J. O. du 11 août 1950.)

— Organisation et négociation collective.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, p. 8059 (Document n° 11388).

— Protection du salaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la conférence internationale du travail, dans la 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, p. 1387 (Document n° 9294).

— Sécurité des travailleurs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale du travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, p. 1387 (Document n° 9292). — Dépôt du rapport par M. Duquesne, p. 4539 (Document n° 10232). — Adoption du projet de loi, p. 4890.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 476). — Dépôt du rapport par M. Tharradin, p. 2236 (Document n° 594). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2471.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598. (Loi n° 50-924 du 10 août 1950, J. O. du 11 août 1950.)

— Travail des enfants dans l'agriculture.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Errecart sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921 (n° 4229), p. 7970 (Document n° 11347). — Adoption du projet de loi, p. 9131.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 3178 (Document n° 850).

— Travail de nuit des femmes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, p. 8303 (Document n° 11458).

VICTIMES DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le 23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord, p. 6935 (Document n° 11005). — Dépôt du rapport par M. Badie, p. 7590 (Document n° 11221). — Adoption du projet de loi, p. 8102.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3044 (Document n° 780). — Dépôt du rapport par M. Ternynck, p. 3171 (Document n° 835). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3317.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9630 (Loi n° 51-3 du 3 janvier 1951, J. O. du 4 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les quatre conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes de la guerre, p. 4021 (Document n° 10105). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 8060 (Document n° 11375). — Dépôt d'un avis de la commission des pensions par M. Tourné, p. 8396 (Document n° 11471). — Adoption du projet de loi, p. 8611.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3144 (Document n° 814).

Coopération (Statut de la). — V. Sociétés coopératives.

Coopératives agricoles et viticoles. — V. Agriculture (organisation professionnelle). — Impôts (tabac). — Loyers (baux commerciaux). — Viticulture.

Cotée (Événements de). — V. Conventions internationales. — Interpellations nos 205, 223, 248.

Corps gras, huiles et plantes oléagineuses. — V. Questions orales (Conseil de la République), n° 36.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lucien Lambert tendant à porter le taux de la prime d'encouragement à la culture de l'olivier à 80 francs par pied d'olivier nouvellement planté, p. 9313 (Document n° 11699).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du ministre de l'agriculture relative au mode d'attribution du crédit de 200 millions aux producteurs d'olives; en supprimant l'abattement prévu pour les 25 premiers pieds d'olivier et à payer la prime à compter du premier olivier, p. 7746 (Document n° 11264).

Correspondants sociaux. — V. Assurances sociales (organisation).

Corse. — V. Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Côte d'Ivoire. — V. Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — France d'outre-mer (Afrique occidentale française). — Interpellations, n° 4.

Côte des Somalis. — V. Assemblée nationale (composition et élection). — France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).

Cour d'APPEL. — V. Justice (organisation). — Magistrature.

Cour des COMPTES. — V. Assurances sociales (Contrôle). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 48.

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de la Cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées de 1948 et 1949, p. 5278.

Conseil de la République. — Dépôt du rapport de la cour des comptes au Président de la République sur les comptabilités vérifiées en 1948 et 1949, p. 1888.

Cour de DISCIPLINE BUDGETAIRE. — V. Economies et finances (redressement).

Cour de JUSTICE. — V. France d'outre-mer (Indochine).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet la suppression immédiate des cours de justice et des chambres civiques, p. 3419 (Document n° 9901).

Cour de JUSTICE (Haute).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Citerne tendant à décider le renvoi devant la Haute Cour de justice des ex-ministres MM. Pineau, Jules Moch, Félix Gouin et à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures de nature à activer l'action judiciaire concernant le scandale du vin, p. 1506 (Document n° 9353).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Lafay tendant à modifier l'article 40 de l'ordonnance du 18 novembre 1944, en vue de permettre aux personnes condamnées par contumace, par la Haute Cour, de faire rouvrir leur procès, lorsqu'elles se présentent, p. 496 (Document n° 68).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1008 (Document n° 9186).

Cour de REVISION EXCEPTIONNELLE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Radius tendant à inviter le Gouvernement à hâter, au moyen de la procédure d'urgence, la discussion par le Parlement du projet de loi déposé en novembre 1948, instituant une procédure de révision exceptionnelle à l'égard des personnes exécutées sans jugement sous la fausse accusation de collaboration avec l'ennemi, p. 596 (Document n° 100).

Courses de chevaux. — V. *Impôts (contributions indirectes).* — *Mutuel.*

Courtiers d'assurances. — V. *Agents et courtiers d'assurances.*

Courtiers maritimes.

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de M. Yvon sur le projet de loi ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes (n° 2915), p. 9116 (Document n° 11645).

Courtiers en valeurs mobilières.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux conditions d'exercice de la profession de courtier de banque, p. 6773 (Document n° 10904).

Créances commerciales. — V. *Commerce et industrie.*

Crédit agricole. — V. *Agriculture (calamités, crédit agricole).* — *Caisse nationale de crédit agricole.*

Crédit commercial et industriel. — V. *Commerce et industrie.*

Crédit foncier de France.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont modifiant les conditions d'octroi des prêts effectués par le Crédit foncier de France aux pères de famille achetant leur appartement, p. 1056 (Document n° 9194).

Crédit hôtelier. — V. *Caisse centrale de crédit hôtelier.*

Crédit immobilier. — V. *Habitations à bon marché.* — *Propriété immobilière.*

Crédit maritime mutuel. — V. *Marine marchande.*

Crédit municipal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge les dettes présentes et à venir de la ville de Bayonne dans l'affaire du Crédit municipal, dite « affaire Slavisky » et à rembourser par priorité les petits porteurs de bons, p. 3022 (Document n° 9799).

Crédit public. — *Emprunts de l'Etat.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Drapery tendant à compléter la loi n° 48-31 du 7 janvier 1938 relative à l'emprunt de lutte contre l'inflation en vue de permettre le remboursement anticipé de cet emprunt aux cultivateurs et viticulteurs victimes des calamités agricoles, p. 6058 (Document n° 10778).

Croix de guerre. — *Citation militaire.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Liégeois tendant à attribuer une citation donnant droit au port de la croix de guerre aux titulaires de la médaille des évadés 1939-1945, p. 2853 (Document n° 9743).

Cuir et peaux. — V. *Chaussure (industrie de la).*

Culte. — V. *Assurances sociales (assurance vieillesse).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cornu tendant à l'annulation de l'article 2 de la loi du 25 décembre 1942 portant modification de la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des églises et de l'Etat, p. 7401 (Document n° 11144) (rectificatif, p. 7650).

Cultivateurs. — V. *Agriculture.* — *Crédit public, emprunts de l'Etat.*

Cumul. — V. *Economiquement faibles.* — *Juges et justices de paix.* — *Pensions et retraites (mines et carrières).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n°s 29, 93.*

Cuzco (Ville de). — V. *Budget 1950 (affaires étrangères).*

Cycles. — V. *Impôts (chiffre d'affaires).*

D

Débats parlementaires. — V. *Assemblée nationale (règlement).*

Débts de boissons.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Gall tendant à régler la situation des débits de boissons détruits par faits de guerre, p. 1388 (Document n° 9324). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont relative à l'ouverture des débits de boissons, p. 3159 (Document n° 9822).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, p. 596 (Document n° 102).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1388 (Document n° 9327). — Dépôt d'un rapport sur les propo-

sitions de loi par M. Cordonnier, p. 4444 (Document n° 10207). — Adoption de l'ensemble, après modification, du titre: *Proposition de loi concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre*, p. 6128.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2260 (Document n° 607). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 3111.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 8727 (Document n° 11536). — Adoption de la résolution, p. 8369.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3155.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils qui en sont dépourvus, p. 6936 (Document n° 11028).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dena's tendant à généraliser l'application des lois réglementant les débits de boissons, p. 5507 (Document n° 10629).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à modifier la législation sur la translation des débits de boissons sinistrés, p. 8059 (Document n° 11390).

Décès. — V. *Code civil.* — *Enregistrement.*

Déclarations. — V. *Communication.* — *Partis politiques.*

Défense nationale (Organisation). — V. *Conseil de la République (Commission).* — *Interpellations n°s 24, 71, 159, 178, 325, 328.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Guillon tendant à proroger les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 relatives à la réquisition d'usage des immeubles nécessaires au fonctionnement des administrations et services publics sinistrés, p. 1110 (Document n° 9335). — Retrait, p. 2103.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Borgeaud tendant à inviter le Gouvernement à employer tous ses efforts pour réaliser d'urgence le réarmement moral et matériel du pays ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans la France métropolitaine et les territoires d'outre-mer, la sécurité des citoyens français et leur protection, contre les divers dangers susceptibles de se manifester en cas de tension internationale grave ou de conflit, p. 3114 (Document n° 809) (rectificatif, p. 3173).

Défense passive. — V. *Pensions et retraites (anciens combattants).* — *Questions orales (Conseil de la République), n° 116.*

Dégradation nationale. — V. *Amnistie.*

Dégrèvements et exonérations. — V. *Impôts.*

Délai de procédure. — V. *Justice (organisation judiciaire).*

Démographie. — V. *Population.*

Dentistes. — V. *Médecine et professions médicales.*

Départements ministériels. — V. *Administrations publiques.* — *Budgets.*

Départements d'outre-mer. — V. *Conseils de préfecture.* — *France d'outre-mer.* — *Interpellations n°s 151, 163.* — *Population.* — *Questions orales (Conseil de la République), n° 47.*

Départements, villes et communes. — V. *Administration communale.* — *Agriculture (calamités agricoles).* — *Assistance.* — *Calamités publiques.* — *Canaux, cours d'eau et rivières.* — *Domaine de l'Etat, des départements et des communes.* — *Eau potable.* — *Electricité et gaz (charges d'exploitation, électrification des campagnes).* — *Enseignement.* — *Fonctionnaires communaux et départementaux.* — *Hypothèques.* — *Impôts (chiffre d'affaires, sociétés, taxes départementales et communales).* — *Inondations.* — *Interpellations n°s 29, 36, 243.* — *Questions orales (Conseil de la République), n°s 7, 16, 20, 60.* — *Transports et voies de communication (gares routières).*

BUDGET

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier le décret du 13 juin 1939 portant organisation du contrôle des dépenses engagées et du contrôle de l'exécution des budgets pour la ville de Paris, le département de la Seine et leurs administrations annexes, p. 2852 (Document n° 9749).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant tendant à aider plus efficacement les communes déshéritées, p. 9969 (Document n° 11834).

COMMISSIONS CONSULTATIVES D'ÉCONOMIES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Georges Coudray tendant à inviter le Gouvernement à présenter aux membres du Parlement, avant un délai d'un mois, un rapport d'ensemble sur les travaux et les conclusions des commissions départementales d'économies instituées par le décret du 7 juin 1949, p. 2164 (Document n° 9540). — Rejet de la proposition de résolution, p. 4819.

RECONSTRUCTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à sauvegarder les intérêts généraux des villes sinistrées, p. 7746 (Document n° 11271).

SERVICES SOCIAUX PUBLICS ET PRIVÉS

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Mathieu sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux (n° 929, année 1949), p. 597 (Document n° 117). — Discussion d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée de prolonger le délai qu'il lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 683; adoption de la résolution, p. 684.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 1638 (Document n° 9420). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1968.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 844. — Dépôt d'un rapport supplémentaire sur la proposition de loi par M. Mathieu, p. 776 (Document n° 157). — Discussion, p. 833. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Le Basser, p. 844 (Document n° 167). — Suite de la discussion, p. 844; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 847 (*rectificatifs*, p. 880).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2018 (Document n° 9480). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 444 (Document n° 10203). — Discussion, p. 5583; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 5586 (*Loi n° 50-905 du 4 août 1950, J. O. du 6 août 1950*).

SUBVENTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Michel tendant à inviter le Gouvernement à effectuer, dès le premier exercice, le versement des sommes représentant la première annuité des subventions accordées en annuités, en application de l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947, modifié par l'article 19 de la loi du 8 avril 1949 et relatif aux subventions d'équipement accordées par l'Etat aux collectivités, p. 2164 (Document n° 9543).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Montagnier tendant à inviter le Gouvernement à subventionner les collectivités locales dans la proportion de 50 p. 100 des frais d'achat des fusées parafuses utilisées au cours de l'année 1950, p. 5130 (Document n° 10894). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 5968 (Document n° 10745).

TERRITOIRES ANNEXÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pflimlin tendant à réparer les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, p. 3682 (Document n° 9939).

Déportés. — V. *Centre Jean Moulin.* — *Interpellations* n°s 111, 285. — *Prisonniers et déportés.*

Dépôt légal.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à réglementer le dépôt légal, p. 3314 (Document n° 9847).

Députés. — V. *Assemblée nationale.* — *Elections.* — *Elections législatives.* — *Interpellations* n°s 14, 15, 37, 114, 146, 197, 235, 296. — *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).* — *Presse.* — *Questions orales (Assemblée nationale),* n°s 100, 105. — *Traitements, soldes et indemnités.*

AUTORISATION DE POURSUITES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Mazerna, p. 1056 (Document n° 9196). — Discussion, p. 1611, 1613; adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 1614.

— Dépôt d'un rapport de M. Mazuez sur la demande en autorisation de poursuites concernant M. Jacquet (n° 8590), p. 1056 (Document n° 9198). — Adoption des conclusions de la commission tendant à autoriser les poursuites, p. 1614.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Duclos tendant à réquérir la suspension des poursuites engagées contre Mme Marie Lambert et M. Alain Signor, députés du Finistère, p. 3106 (Document n° 9847).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10559). — Retrait, p. 7533.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10560). — Retrait, p. 7494.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10561). — Retrait, p. 7494.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5904 (Document n° 10734). — Retrait, p. 7494.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 255 (Document n° 8970).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 298 (Document n° 8983).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 377 (Document n° 8997).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 555 (Document n° 9064).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 635 (Document n° 9068).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 837 (Document n° 9101).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1144 (Document n° 9229).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1144 (Document n° 9230).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1144 (Document n° 9243).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1144 (Document n° 9244).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1294 (Document n° 9268).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1495 (Document n° 9336).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1495 (Document n° 9347).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 1639 (Document n° 9388).

— Demande en autorisation de poursuites contre deux membres de l'Assemblée, p. 1938 (Document n° 9417).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2016 (Document n° 9455).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2016 (Document n° 9463).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 2144 (Document n° 9624).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2621 (Documents n°s 9653, 9661, 9662).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 2852 (Documents n°s 9724, 9728, 9729, 9730, 9731, 9737, 9758, 9759).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3021 (Document n° 9780).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3159 (Document n° 9820).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3334 (Document n° 9865).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3419 (Document n° 9887).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3419 (Document n° 9891).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3514 (Document n° 9907).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3768 (Document n° 9979).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 3901 (Document n° 10041).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4537 (Document n° 10216).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4537 (Document n° 10217).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4648 (Document n° 10247).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4648 (Document n° 10248).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 4949 (Document n° 10320).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5124 (Document n° 10377).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5289 (Document n° 10475).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5351 (Document n° 10518).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5351 (Document n° 10519).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10555).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10556).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10557).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10558).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10562).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10563).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10565).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10566).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10567).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10568).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5383 (Document n° 10569).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10588).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10589).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10590).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10591).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10592).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10593).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10594).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5419 (Document n° 10603).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5573 (Document n° 10630).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5574 (Document n° 10631).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5774 (Document n° 10692).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 5967 (Document n° 10744).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6036 (Document n° 10771).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6189 (Document n° 10792).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6189 (Document n° 10793).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6189 (Document n° 10794).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6189 (Document n° 10803).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6598 (Document n° 10873).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6598 (Document n° 10874).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6598 (Document n° 10890).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6598 (Document n° 10891).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6598 (Document n° 10892).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6772 (Document n° 10940).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 6772 (Document n° 10940).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 6934 (Documents n° 10956 à 10959, 10961, 10962, 10966 à 10968, 10973 à 10975, 10979, 10980, 10982, 10986 à 10989, 10993, 10995, 11009).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7833 (Document n° 11275).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 7895 (Document n° 11327).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8451 (Document n° 11478).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8724 (Document n° 11527).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8878 (Document n° 11560).

— Demandes en autorisation de poursuites contre des membres de l'Assemblée, p. 8878 (Documents n° 11578, 11579, 11580).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8980 (Document n° 11539).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8980 (Document n° 11590).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 8980 (Document n° 11591).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 9311 (Document n° 11687).

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, p. 9311 (Document n° 11690).

DÉCÈS

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée du décès des députés suivants: M. Marc-Sangnier, p. 3982; M. Jean Biondi, p. 7627; M. Roger Cerclier, p. 7782.

DÉMISSION

Assemblée nationale. — Communication à l'Assemblée nationale de la démission des députés suivants: M. Henri Lozeray, p. 1966; M. Georges Archidice, p. 6918; M. Pauly, p. 8724.

INCOMPATIBILITÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 11 de la loi du 6 janvier 1950 portant modification et codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, p. 6936 (Document n° 11024).

— Dépôt d'un rapport par M. Jean Minjoz, p. 7023 (Document n° 11071). — Discussion, p. 7046, 7066; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 7038.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2724 (Document n° 639). — Dépôt du rapport par M. Georges Pernot, p. 2783 (Document n° 721). — Discussion, p. 2836; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2841.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7617 (Loi n° 50-1411 du 11 novembre 1950, J. O. du 15 novembre 1950).

Voir également à la rubrique: *Presse.*

INÉLIGIBILITÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guilbert tendant à préciser les conditions dans lesquelles peuvent être relevés de l'inéligibilité les parlementaires ayant « pour », le 10 juillet 1940, à Vichy, p. 1562 (Document n° 9375).

VÉRIFICATION DE POUVOIRS

CHER

Rapport de M. Julian, p. 2678.
Admission de Mme Chevrin, p. 2694.

CREUSE

Rapport de M. Rabier, p. 9460.
Admission de M. Anseime Florand, p. 9470.

LOT

Rapport de M. Delcos, p. 7451.
Admission de M. Jean Rougier, p. 7453.

OISE

Rapport de M. Lamarque-Cando, p. 8452.
Admission de M. Weill-Raynal, p. 8457.

SEINE (3^e CIRCONSCRIPTION)

Rapport de M. Gosset, p. 5075.
Admission de M. Hubert, p. 5082.

Désinfection (Service de la). — V. *Pensions et retraites (personnels communaux).*

Devises. — V. *Monnaies.*

Diamant.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vialle tendant à inviter le Gouvernement à protéger l'industrie française de la taille du diamant, p. 3351 (Document n° 9885).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures utiles pour assurer la sauvegarde de l'industrie française de la taille du diamant, p. 3674 (Document n° 9955). — Dépôt du rapport par M. Julian, p. 3963 (Document n° 10059). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4887.

Diplômes. — V. *Anciens combattants et victimes de guerre.*

Discours officiels. — V. *Présidence du Conseil des ministres.* — *Questions orales (Conseil de la République),* n° 35.

Dispensaires. — V. *Interpellation* n° 101.

Dispositifs d'alerte. — V. *Police d'Etat, sûreté nationale.*

Distillerie. — V. *Alcool.* — *Impôts (contributions indirectes).* — *Sucre, betteraves à sucre.*

Documents d'archives. — V. Conventions internationales (traité de paix).

Domaine de l'Algérie. — V. Algérie.

Domaine de l'Etat, des départements et des communes. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 159.

ACQUISITION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à faciliter l'acquisition des terrains nécessaires à la construction d'habitations et à l'équipement industriel, p. 7401 (document n° 11147).

AFFECTATIONS D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barel tendant à surseoir à la mise aux enchères du domaine de la Conque, à Venise (Alpes-Maritimes) et à l'affecter, pour une maison de retraite de veuves de guerre à l'office national des anciens combattants, p. 279 (Document n° 8984).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Mathilde Péri tendant à affecter le domaine de la Conque (propriété nationale) à l'office national des anciens combattants pour une maison de repos des veuves de guerre, p. 866 (Document n° 9120).

CESSION D'IMMEUBLES ET DE TERRAINS

Conseil de la République. — Transmission d'un projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la passation d'un bail, pour une durée de trente ans, par l'Etat à la ville de Châteauroux, aux fins de location à cette dernière d'une partie de la caserne Ruby-Ouest, affectée au ministère de l'intérieur, p. 6 (Document n° 4). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 614 (Document n° 128). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 721.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1938 (Loi n° 50-329 du 17 mars 1950, J. O. du 18 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle, en vue de l'aménagement du palais de justice de Nancy, du bâtiment de la cour d'appel de cette ville (ancien hôtel de Craon), p. 1145 (Document n° 9236). — Dépôt du rapport par M. Paul Coste-Floret, p. 2104 (Document n° 9490). — Adoption du projet de loi, p. 2431.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 983 (Document n° 207). — Dépôt du rapport par M. Emilien Lieutard, p. 1361 (Document n° 329). — Discussion, p. 1369 et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1370.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3821 (Loi n° 50-602 du 31 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Gaillard autorisant la cession amiable à la société d'exploitation industrielle et commerciale (S. E. I. C.) de l'immeuble domanial dénommé « Parc de la Bretonnière », situé à Saint-Germain-lès-Arpajon (Seine-et-Oise) (n° 3123), p. 1146 (Document n° 9228). — Adoption du projet de loi, p. 1524.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 856 (Document n° 169). — Dépôt du rapport par M. Pierre Boudet, p. 1466 (Document n° 373). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1509.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4141 (Loi n° 50-661 du 14 juin 1950, J. O. du 15 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation de la concession du pavillon de Marsan à l'Union centrale des arts décoratifs, p. 5248 (Document n° 10148). — Dépôt du rapport de Mme Lempereur, p. 6190 (Document n° 10813). — Adoption, p. 6614.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2629 (Document n° 673). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2634.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-1014 du 22 août 1950, J. O. du 23 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Billat sur la proposition de loi de M. Césaire portant désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France (n° 8091), p. 4142 (Document n° 10148).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ramonet tendant à inviter le Gouvernement à transférer au ministre de l'éducation nationale les bâtiments militaires qui ne sont pas strictement nécessaires aux besoins de la défense nationale, p. 2755 (Document n° 9688).

CONCESSIONS DE LOGEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marcel Noël, sur la proposition de résolution de M. Barthélémy, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones des dispositions des articles 3 et 6 du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat (n° 7638), p. 2240 (Document n° 9554).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect du statut des fonctionnaires en matière de droit au logement, p. 379 (Document n° 8998). — Dépôt du rapport par M. Allonneau, p. 4950 (Document n° 10332).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des postes, télégraphes et téléphones des dispositions du décret n° 49-742 du 7 juin 1949, fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat dans les immeubles de l'Etat ou détenus par lui à un titre quelconque, p. 1388 (Document n° 9300).

Dommmages de guerre. — V. Algérie. — Budget 1950 et 1951. — Départements, villes et communes. — Impôts (contribution foncière). — Interpellations, n° 167. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 111 (Conseil de la République), n° 107, 120. — Transports et voies de communication (chemin de fer d'intérêt général).

Conseil de la République. — Adoption d'une résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparté pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 264.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 548 (Document n° 9054). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 555 (Document n° 9058). — Adoption de la proposition de résolution, p. 555.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 293. — Adoption d'une proposition de résolution demandant un deuxième délai pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 488.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 915 (Document n° 9136). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 936 (Document n° 9150). — Adoption de la proposition de résolution, p. 934.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 496. — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Boivin-Champeaux sur la proposition de loi; lecture du rapport par M. Driant et discussion de la proposition de loi, p. 597; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 602 (rectificatifs, p. 667).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1389 (Document n° 9331). — Dépôt du rapport par M. Lempereur, p. 2330 (Document n° 9595). — Discussion, p. 6728; adoption de l'ensemble de la proposition de loi avec modification, p. 6733 (Loi n° 50-1034 du 22 août 1950, J. O. du 26 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant modification des articles 48 à 53 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre (n° 7866), p. 4872 (Document n° 10301).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 2103 (Document n° 9489). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 7895 (Document n° 11334). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine marchande par M. René Schmitt, p. 9040 (Document n° 11607).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delchenal tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, p. 256 (Document n° 8981).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Toubiane tendant à abroger la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 et à compléter l'article 6 de la loi n° 46-2389 sur les dommages de guerre, p. 379 (Document n° 9006).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à modifier l'article 23 de la loi du 28 octobre 1946 relative à l'indemnisation des dommages de guerre, p. 470 (Document n° 9045).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à faire bénéficier de la législation sur les dommages de guerre les enfants mineurs français, dont l'un des auteurs de nationalité française est mort pour la France, p. 699 (Document n° 9082).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Christiaens tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 1388 (Document n° 9288).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Xavier Bouvier tendant dans le cadre des lois n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et n° 47-1827 du 15 septembre 1947 sur le même objet, dispenser d'autorisation l'apport de biens sinistrés, fait par un chef de famille à une société constituée entre lui et ses descendants, p. 1562 (Document n° 9377).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre en ce qui concerne les dommages causés soit par les troupes françaises et alliées, soit par l'ennemi, p. 4215 (Document n° 10167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix tendant à compléter la loi n° 49-538 du 20 avril 1949 sur les dommages de guerre, p. 1388 (Document n° 10241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Coudray tendant à modifier l'article 25 de la loi du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des stocks sinistrés, p. 4977 (Document n° 10279).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Prot tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté ainsi que du plafond de 500.000 francs concernant les propriétaires assujettis à l'impôt sur le revenu, p. 5337 (Document n° 10504).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garet tendant à modifier l'article 23 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 5337 (Document n° 10506).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henneguelle tendant à compléter le paragraphe 3 de l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 8059 (Document n° 11384).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Félix Gouin tendant à modifier l'article 3 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 8879 (Document n° 11562).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 14 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 9115 (Document n° 11638).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946, pour permettre aux Français héritant d'un bien sinistré appartenant à un étranger de bénéficier de la législation actuelle sur la réparation des dommages de guerre, p. 728 (Document n° 156).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2017 (Document n° 9461).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Depreux tendant à modifier l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre en vue de supprimer tout traitement pour vétusté ou mauvais état dans le cas de locaux de faible valeur à destination mixte, p. 1932 (Document n° 491).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5881 (Document n° 10539).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à publier par décret les dérogations à l'indemnisation des stocks sur la base des quantités nécessaires au fonctionnement de l'entreprise pendant trois mois, dérogations prévues par l'article 25 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, p. 3022 (Document n° 9796).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxiennaz tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à permettre le fractionnement et le regroupement des dommages de guerre, p. 3962 (Document n° 10070).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération la disproportion entre les indemnités allouées aux sinistrés par faits de guerre et celles versées aux prestataires de réquisitions ainsi qu'à tenter de réaliser une parité dans les indemnisations allouées à ces deux catégories de dépossédés, p. 6189 (Document n° 10799).

Douanes. — V. *Conventions internationales.* — *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 179 (Conseil de la République), n° 81.

ADMISSION EN FRANCHISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 avril 1950 fixant la liste des produits originaires des territoires français d'outre-mer du deuxième groupe à régime non différentiel admissibles en franchise des droits de douane à l'importation dans la métropole, dans les départements d'outre-mer et en Algérie, p. 8303 (Document n° 11418).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'importation de certains biens d'équipement en franchise des droits de douane, p. 5002 (Document n° 10358). — Dépôt du rapport par M. Bergeret, p. 5291 (Document n° 10170).

TARIFS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la ratification du décret n° 50-528 du 11 mai 1950 portant modification du tarif des droits de douane d'exportation et de suspension du droit de sortie sur les « os bruts », p. 4538 (Document n° 10220).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche géométrique en élevant à 100 p. 100 les droits de douane sur les quantités importées pour compléter notre production nationale, en instituant une prime à la production pour encourager les pêcheurs, en assurant la reprise du fonctionnement de la caisse de péréquation des producteurs d'iode, p. 8797 (Document n° 11512).

Douanes coloniales. — V. *France d'outre-mer.* — *Interpellations* n° 492.

Droit de grève. — V. *Code du travail.* — *Grèves.*

Droits de l'homme. — V. *Conventions internationales.*

Droits de mutation. — V. *Enregistrement.* — *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 42.

Droits de plaidoiries. — V. *Avocats.*

Droits de quai. — V. *Ports maritimes et fluviaux.*

Droits scolaires et universitaires. — V. *Etudiants.*

Dunkerque (bataille de). — V. *Fêtes et cérémonies commémoratives.*

E

Eau. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.* — *Electricité et gaz* (électrification des campagnes).

Eaux et forêts. — V. *Agriculture (ministère).*

Eau potable. — V. *Interpellations* n° 104. — *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 80, 97, 135 (Conseil de la République), n° 1, 123.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilbert Cartier tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eaux, p. 4949 (Document n° 10331).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à l'abrogation de l'article 1^{er} de la loi du 14 août 1947 relative au financement des travaux d'équipement rural, p. 5631 (Document n° 10641) (rectificatif, p. 6039).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à prévoir un crédit de 50 milliards, en vue de subvention d'adduction d'eau dans les communes rurales, et à modifier le taux de la subvention, p. 9896 (Document n° 11822).

Eau-de-vie. — V. *Alcool*

Echanges (Libération des). — V. *Questions orales* (Conseil de la République), n° 52.

Écoles. — V. *Allocations familiales (apprentissage et études).* — *Armée de terre (école polytechnique).* — *Caisse autonome des constructions scolaires.* — *Enseignement.* — *Hygiène scolaire et universitaire.* — *Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.* — *Sociétés coopératives familiales scolaires.*

Economats. — V. *Code du travail.*

Economies et finances (redressement). — V. *Départements (commissions).*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pellenc tendant à promouvoir le redressement des finances publiques et le relèvement économique du pays par une meilleure gestion du secteur administratif et du secteur industriel de l'Etat, p. 371 (document n° 42).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 699 (document n° 9091).

Économiquement faibles. — V. *Combustibles solides et dérivés.* — *Conseil économique.* — *Interpellations* n° 275, 296. — *Loyers (logeurs).* — *Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).* — *Questions orales* (Assemblée nationale), n° 38, 132, 133, 173. — *Radio-diffusion.* — *Transports et voies de communication (chemins de fer).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grefier tendant à accorder aux bénéficiaires de la carte des « économiquement faibles » une indemnité de 500 francs pour frais de timbres, de déplacements, de photographies occasionnés par les conditions d'attribution de la carte, p. 934 (document n° 9114).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Savard tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite carte sociale des économiquement faibles, p. 7835 (Document n° 11316).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Méric tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le cumul de la carte sociale des économiquement faibles et de la pension attribuée aux grands infirmes, p. 993 (document n° 211).

Édifices publics. — V. *Emblème*

Edition (entreprises d'). — V. *Presse.*

Éducation nationale (ministère). — V. *Interpellations* n° 118, 252, 257. — *Questions orales* (Conseil de la République) n° 31.

BIBLIOTHÈQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à classer à l'indice 135-195 les agents de bibliothèque considérés comme gardiens, et à leur accorder un statut conforme à leurs fonctions, p. 3605 (Document n° 9946). — Dépôt du rapport par Mlle Lambin, p. 5180 (Document n° 10408).

Éducation physique et sports. — V. *Caisses coopératives d'équipement sportif et culturel.* — *Établissements balnéaires.* — *Tourisme.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Jacques Gresa tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéroclubs, pour les jeunes de moins de 21 ans (n° 8333), p. 2018 (Document n° 9476).

— Adoption de la proposition de loi, p. 3774.
Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 466 (Document n° 374). — Dépôt du rapport par M. Maurice Walker, p. 2724 (Document n° 695). — Discussion, p. 2727; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2728.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7145 (Loi n° 50-1389 du 5 novembre 1950, J. O. du 8 novembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Juge tendant à abroger le décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 afin de maintenir en activité les moniteurs et les services de l'aviation légère et sportive, p. 7450 (Document n° 11169). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Couston tendant à abroger le décret n° 50-4174 du 22 septembre 1950 supprimant 85 moniteurs des services de l'aviation légère et sportive et à assurer la réaffectation de ces services, p. 7834 (Document n° 11288). — Dépôt du rapport par M. Couston, p. 9189 (Document n° 11659).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Couston sur la proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aéroclubs d'aviation légère et sportive la détaxe des carburants utilisés pour la formation des pilotes (n° 6005), p. 9189 (Document n° 11660).

Education populaire. — V. *Interpellations* n° 241.

Effets de commerce. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 90.

Egouts. — V. *Pensions et retraites (personnels communaux)*.

Elections. — V. *Allocations familiales (prime exceptionnelle)*. — *Agriculture (ministère)*. — *Algérie*. — *Chambres de commerce*. — *France d'outre-mer (départements d'outre-mer)*. — *Institut national des statistiques et enquêtes économiques*. — *Justice civile, commerciale et administrative*. — *Traitements, soldes et indemnités*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bichet tendant à établir le vote obligatoire, p. 3314 (Document n° 9854).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Minjoz concernant les inéligibilités aux élections législatives, cantonales et municipales, p. 6528 (Document n° 10862).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mostefai El-Hadi tendant à assurer le contrôle en France, en Algérie et dans les territoires d'outre-mer, des opérations électorales pour l'élection des députés, des conseillers généraux, des membres des assemblées locales, de ceux de l'Assemblée algérienne et des membres de Djemias de douars des communes mixtes en Algérie, p. 960 (Document n° 197).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2521 (Document n° 9650).

Elections cantonales. — V. *Elections*. — *Interpellations* n° 26.

Elections consulaires. — V. *Justice civile, commerciale et administrative*.

Elections législatives. — V. *Assemblée nationale (composition et election, règlement)*. — *Constitution*. — *Elections*.

Assemblée nationale. — *Rectificatif* à la proposition de loi de M. Roques tendant à modifier la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale par l'appariement des listes, la prime à la majorité, le panachage et les élections partielles (n° 8221, année 1949), p. 2166.

— Retrait d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger l'ordonnance n° 45-1810 du 14 août 1945 relative aux incapacités électorales (n° 8409, année 1949), p. 3768.

— Dépôt d'un rapport de M. Defos du Rau sur la proposition de résolution de M. Defos du Rau tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la codification des textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur en matière électorale (n° 8573), p. 3160 (Document n° 9826). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3847.

— Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 6935 (Document n° 10943). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 9394 (Document n° 11717). — Discussion, p. 9414, 9431.

— Dépôt d'un projet de loi relatif à l'exercice du droit de vote des citoyens français de l'Algérie et des territoires d'outre-mer, en dehors de leur département ou territoire d'origine, p. 256 (Document n° 8978).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer, pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, le scrutin de liste majoritaire à deux tours dans le cadre du département, avec maximum de six candidats par liste, détermination du nombre de sièges en fonction de la population, répartition proportionnelle des sièges en fonction des résultats du second tour si la majorité absolue n'est pas atteinte, panachage, vote obligatoire et interdiction de nouvelles candidatures après le premier tour, p. 3735 (Document n° 9962).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à l'établissement de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, p. 3822 (Document n° 10005).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean-Paul David portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 5082 (Document n° 10371).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. d'Arçon tendant au rétablissement du scrutin uninominal et à l'établissement de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la métropole et de l'Algérie à l'Assemblée nationale, p. 5248 (Document n° 10428).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Noël tendant à réformer la loi électorale, p. 6774 (Document n° 10940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri tendant à abroger les dispositions législatives, notamment les ordonnances du 17 septembre 1943, du 21 avril 1944, du 5 avril 1945, du 13 septembre 1945, et les lois du 19 janvier 1946, du 26 avril 1946 et du 8 octobre 1946 qui ont déclaré inéligibles certains citoyens français en raison de leur vote ou de leur présence dans une assemblée publique, p. 6937 (Document n° 10998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. A. Burlot tendant à fixer le mode d'élection des députés à l'Assemblée nationale, p. 7101 (Document n° 11139).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée nationale, p. 7835 (Document n° 11321).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Benchehouf tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, p. 9720 (Document n° 11770).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 20 juin 1950 un projet de loi portant modification de la loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, p. 4230 (Document n° 10170) (rectifié p. 4445).

Elections municipales. — V. *Elections*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, p. 4021 (Document n° 10115).

Electricité et gaz. — V. *Algérie*. — *Interpellations* nos 29, 36, 147, 278, 313. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 186 (Comptes de la République) nos 16, 60. — *Sociétés d'économie mixte*.

CHARGES D'EXPLOITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant règlement des charges extra-contractuelles des entreprises gazières nationales et des autres entreprises concessionnaires de services publics, p. 3821 (Document n° 9994). — Retrait, p. 8302.

— Dépôt d'un projet de loi portant règlement des charges exceptionnelles des régies gazières, des entreprises gazières nationales et des autres entreprises concessionnaires de services publics, p. 4145 (Document n° 4145).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à substituer l'Etat aux communes qui pourraient se trouver débiteurs à l'égard de Gaz de France et d'Electricité de France du fait de la réglementation officielle des prix, p. 325 (Document n° 8995).

— Dépôt d'un rapport de M. Mondon sur les propositions de loi de M. Pierre Chevallier tendant à faire supporter par l'Etat les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, réclamées aux villes et communes des anciennes compagnies gazières; 2° de M. Gilles Gozard tendant à substituer l'Etat aux communes qui pourraient se trouver débitrices à l'égard de Gaz de France et d'Electricité de France du fait de la réglementation officielle des prix (nos 8488, 8995), p. 837 (Document n° 9111).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Védrines tendant à maintenir le prix du gaz à son taux actuel: 1° en faisant supporter l'Etat les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz et réclamées aux villes et communes par Gaz de France ou diverses sociétés gazières; 2° en prenant des mesures économiques et techniques permettant de primer le déficit financier de l'exploitation et de la distribution du gaz, p. 2627 (Document n° 9669).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denvers tendant à inviter le Gouvernement à soumettre au Parlement un projet de loi en vue de ne pas rendre collectivement responsables des déficits des entreprises gazières concessionnaires consécutifs à la non-application des clauses contractuelles, p. 22 (Document n° 10).

DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. F. F. tendant à apporter des précisions au huitième alinéa de l'article 46 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, complétée par la loi n° 49-1090 du 2 août 1949, p. 10688 (Document n° 10688).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Ramadier tendant à inviter le Gouvernement à instituer les établissements publics de distribution dans les conditions prévues par la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, p. 2755 (Document n° 9686).

ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Errecart tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan général d'électrification rurale et à instituer un fonds autonome d'équipement rural pour le financement de ces travaux, p. 8260 (Document n° 11436).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Méric tendant à inviter le Gouvernement à simplifier

procédure administrative imposée par la législation en vigueur
d'ouvrages d'électrification rurale et d'adduction d'eau, p. 992 (Docu-
ment n° 210).

COMPTEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de
M. Duvernois tendant à interdire la perception de redevances pour
l'entretien des compteurs, des branchements et des
lignes montantes de gaz et d'électricité, p. 8724 (Document
11325).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Calas tendant à inviter le Gouvernement à 1° à accorder à tous
salariés de Gaz et Electricité de France et à tous les
membres des divers organismes de la sécurité sociale, une prime
mensuelle de 3.000 francs; 2° à retirer les forces de police des
régions dont le personnel est en grève, p. 2342 (Document
9618).

TRAVAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi constatant la
validité de l'acte dit « loi du 19 novembre 1941 », relatif à l'achè-
vement du barrage de Castillon sur le Verdon, p. 2329 (Document
9502).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution
de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à accélérer
les travaux d'aménagement hydraulique de la Montagne Noire
(Garonne), p. 4008 (Document n° 9173). — Dépôt d'une propo-
sition de résolution de M. Auban tendant à inviter le Gouvernement
à arbitrer le conflit entre les services du génie rural et des travaux
publiques qui a amené l'interruption des travaux d'aménagement
hydraulique de la Montagne Noire, p. 8469 (Document n° 11495).
Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 8725 (Document n° 11520).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution
de M. Barol tendant à inviter le Gouvernement à allouer à Elec-
tricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier du
barrage de Yallabre (Alpes-Maritimes), p. 2240 (Document
9562).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Goudoux tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir à Electricité de France les
crédits nécessaires à la mise en chantier des futurs barrages
de recherches et d'haute-faute (Corrèze), p. 5248 (Document n° 10431).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Tricart tendant à inviter le Gouvernement à allouer les crédits nécessaires en vue
de terminer les installations hydroélectriques de Peyrat-le-Château,
laminant par la construction des ouvrages de la basse Maulde,
p. 8551 (Document n° 11492).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Gaston Julian tendant à inviter le Gouvernement à prévoir, dans les crédits d'équi-
pement, sur le budget de 1951, les sommes nécessaires pour la
construction du barrage de Serre-Ponçon (Hautes-Alpes), p. 9540
(Document n° 11747).

Électrification des campagnes. — V. *Electricité et gaz*.

Emblème.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Bichet tendant à inviter le Gouvernement à hisser sur le palais
de l'Élysée et sur les édifices publics l'E vert et blanc symbole de
l'Europe Unie, p. 5700 (Document n° 10674).

Emploi obligatoire des mutilés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tou-
nard tendant à modifier l'article 31 de la loi n° 48-1974 du 31 décem-
bre 1945 et à augmenter la redevance sur l'emploi obligatoire des
mutilés de la guerre pour les employeurs qui se refusent à sous-
crire à la loi, p. 7538 (Document n° 11209). — Dépôt du rapport par
M. Maillocheau, p. 9458 (Document n° 11736).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à
modifier le décret-loi du 20 mars 1939 concernant les redevances
payées par les employeurs en application de la loi du 26 avril 1924
sur les emplois obligatoires et le retour de celles-ci à l'office
national des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 9039
(Document n° 11614).

Emplois réservés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant recon-
struction et modification de la législation sur les emplois réservés,
p. 2352 (Document n° 9748). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis
Lambert, p. 5272 (Document n° 10462). — Discussion, p. 5715; adop-
tion, p. 5716.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2141
(Document n° 543). — Dépôt du rapport par M. Dassaud, p. 2204
(Document n° 574). — Adoption de l'avis sur le projet de loi,
p. 2469.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la Répu-
blique, p. 6598 (Loi n° 50-1006 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rabier sur
la proposition de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gou-
vernement à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 46-2368 du
20 octobre 1946 sur les emplois réservés (n° 6627), p. 440 (Document
n° 9016). — Adoption de la proposition de résolution, p. 968.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont
tendant à inviter le Gouvernement à réserver certains emplois aux
femmes seules de plus de 50 ans, p. 2522 (Document n° 9635).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant
à inviter le Gouvernement à réaliser l'application effective de la
loi sur les emplois réservés, p. 7402 (Document n° 11153).

Emprunts. — V. *Associations et groupements. — Caisse nationale
du crédit agricole. — Crédit public, emprunts de l'Etat. — Interpel-
lations n° 234. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 87,
88, 98.*

Energie atomique. — V. *Interpellations n° 17.*

Enfance (Protection de l'). — V. *Allocations familiales. — Code
civil. — Code pénal. — Code du travail. — Conventions interna-
tionales (travail). — Dommages de guerre. — Enseignement pri-
maire. — Enseignement technique (apprentissage). — Établisse-
ments privés. — Interpellations, n° 136. — Police féminine. — Presse,
Transports (chemins de fer d'intérêt général).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Louis Rollin
sur le projet de loi portant modification de l'ordonnance du 2 février
1945 relative à l'enfance délinquante (n° 6143), p. 3822 (Document
n° 10013). — Dépôt d'un avis de la commission de l'Intérieur par
M. Rabier, p. 6939 (Document n° 11065). — Dépôt d'un avis de la
commission de la famille par M. Henri Gallet, p. 7836 (Document
n° 11294).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boc-
quet tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 rela-
tive à l'assistance à l'enfance, en vue de permettre le dépôt des
fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole
mutuel, p. 3962 (Document n° 10076).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant
à appliquer à l'Algérie les dispositions de l'ordonnance du 2 février
1945 relative à l'enfance délinquante, p. 4720 (Document n° 10268).

Enquêtes agricoles. — V. *Agriculture (recensement).*

Enquêtes économiques. — V. *Institut national de la statistique.*

Enquêtes judiciaires. — V. *Interpellations, n° 30, 245.*

Enquêtes parlementaires (Assemblée nationale). — V. *Code du
travail (capital, travail). — Interpellations, n° 196. — Pouvoirs
publics.*

Assemblée nationale. — Discussion du rapport de la commission
spéciale chargée d'enquêter sur la production, la livraison et la
répartition du vin (n° 4485), p. 2573, 2585, 2605; discussion d'une
proposition de résolution proposée par la commission et dépôt
d'une motion par M. Citerne, p. 2613; rejet au scrutin et dépôt
d'une nouvelle motion par M. Henri Teitgen, p. 2619; adoption, au
scrutin, p. 2622; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution,
p. 2626 (rectificatifs, p. 2678, 2756).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution
de M. Delahoutre tendant à inviter le Gouvernement à faire pro-
céder à des recherches demandées par la commission chargée
d'enquêter sur les faits relatés par M. le président du conseil dans
sa déclaration du 17 janvier 1950 (affaire Revers-Mast), p. 1932
(Document n° 9442). Dépôt du rapport par M. Delahoutre, p. 2164
(Document n° 9514). — Discussion, p. 3250, 3267, 3307; adoption, au
scrutin, d'une motion de M. Delcos, p. 3313 (rectificatif, p. 3420).

— Constitution d'une commission, dotée des pouvoirs prévus par
l'article 9 de la loi du 6 janvier 1950 sur les pouvoirs publics,
chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du pré-
sident du conseil du 17 janvier 1950 (affaire Revers et Mast). —
Demande de désignation de candidatures, p. 342. — Désignation
de candidatures, p. 553, 2942, 3420, 3515, 4445. — Retrait d'une
candidature, p. 3323. — Nomination de membres, p. 821, 3674, 4599.
— Opposition à la nomination d'un membre, p. 3106.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre,
fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les faits
relatés par M. le président du conseil dans sa déclaration du 17 jan-
vier 1950 (affaire Revers-Mast), p. 6190 (Document n° 10795). —
Discussion, p. 8036; suite de la discussion, p. 8120, 8142; ordres
du jour: 1° M. Kriegel-Vahrimont; 2° M. Pierrard; 3° M. Duveau;
4° M. Frédéric-Dupont, p. 8170, retrait du 4° ordre du jour et
dépôt d'un nouvel ordre du jour de M. Frédéric-Dupont, p. 8234;
rejet, au scrutin, d'une motion préjudicielle de M. Pierrard, p. 8236;
adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Duveau, p. 8240
(rectificatif, p. 8200).

— Transmission d'une proposition, adoptée par l'Assemblée de
l'Union française le 14 février 1950, demandant au Gouvernement
de prendre toutes mesures utiles pour rétablir l'ordre public à la
suite des récents événements de la Côte d'Ivoire, et invitant l'Assem-
blée nationale, au cas où elle désignerait une commission chargée
d'enquêter sur les événements de la Côte d'Ivoire, à intégrer dans
cette commission des représentants de l'Assemblée de l'Union fran-
çaise choisis par celle-ci, p. 1447.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Senghor tendant
à décider l'envoi d'urgence en Côte d'Ivoire d'une commission
parlementaire qui aura pour but de faire une enquête sur les
graves incidents survenus, depuis un an, dans ce territoire, p. 1018
(Document n° 9193). — Dépôt d'une proposition de résolution de
M. Mamadou Konate tendant à décider la création d'une commis-
sion chargée d'enquêter sur les incidents qui se sont déroulés en

Côte d'Ivoire, p. 1146 (Document n° 9248). — Dépôt du rapport par M. Defos du Rau, p. 1641 (Document n° 9116). — Adoption de l'ensemble, p. 2431.

Désignation de candidatures, p. 3337, 5573, 6345. — Nomination de membres, p. 3355, 5786, 6614. — Dépôt du rapport de la commission d'enquête par M. Damas, p. 7971 (Document n° 11318).

— Dépôt d'un rapport de M. Védrières, fait au nom de la commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier), p. 3963 (Document n° 10062).

— Dépôt d'un rapport de M. Jacques Bardoux, sur la proposition de résolution de M. Mokhtari, tendant à la nomination d'une commission chargée: 1° d'enquêter sur la situation exacte des travailleurs nord-africains en France, leurs difficultés et leurs besoins; 2° de proposer dans un délai d'un mois, et compte tenu des doléances recueillies, des mesures sociales et financières qui feront l'objet d'un débat au Parlement et seront susceptibles d'assurer, avec le maximum d'efficacité, la défense des intérêts des travailleurs en cause (n° 8693), p. 5075 (Document n° 10368).

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'éducation nationale sur l'étude du problème scolaire dans les départements du Rhin et de la Moselle, p. 1220. — Attribution des pouvoirs, p. 1263.

— Désignation de candidatures par suite de vacances à la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, p. 3024, 7590, 8091. — Nomination de membres, p. 3106, 7662, 8179.

Enquêtes parlementaires (Conseil de la République). — V. *Pouvoirs publics*.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport d'information de M. Bénigne Fournier sur la mission d'enquête effectuée par une délégation de la commission de l'agriculture, du 30 juin au 4 juillet 1949, dans les régions de production des fruits et légumes de la vallée du Rhône, les Pyrénées-Orientales et le Var, p. 32 (Document n° 20).

— Dépôt d'un rapport de M. Verdeille sur la mission d'enquête effectuée par la délégation de la commission de l'intérieur, du 24 au 30 novembre 1949, sur les lieux du sinistre qui a ravagé la forêt des Landes de Gascogne, au cours de l'été 1949, p. 44 (Document n° 21).

— Dépôt d'un rapport d'information de M. Dronne sur la mission à Madagascar et en Côte française des Somalis effectuée par une délégation de la commission de la France d'outre-mer, p. 1144 (Document n° 259) (rectificatif, p. 1867).

— Dépôt d'un rapport d'information de Mme Crémieux sur la mission d'enquête en Afrique occidentale française effectuée par une délégation de la commission de la France d'outre-mer, p. 1780 (Document n° 440).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pellenc tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter les droits et prérogatives du Parlement en matière de contrôle de services publics et à réprimer les manquements aux égards dus aux parlementaires dans l'exécution des missions confiées par les Assemblées, p. 2141 (Document n° 551).

— Demande de pouvoirs d'enquête de la commission de l'agriculture pour procéder sur place à l'étude des problèmes de la production agricole en Afrique du Nord et de la coordination des échanges de produits agricoles entre ces territoires et la métropole, p. 597. — Attribution des pouvoirs d'enquête, p. 681.

— Demande d'attribution de pouvoirs d'enquête par la commission de la production industrielle sur les recherches et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel en France métropolitaine, p. 4377. — Octroi des pouvoirs d'enquête, p. 1540.

Enquêtes publiques ou privées.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Raulin-Laboureur tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'emploi des magnétophones et moyens similaires d'enquêtes publiques ou privées en France et dans tous les territoires de l'Union française, p. 6938 (Document n° 10997).

Enregistrement. — V. *Impôts (contribution foncière)*. — *Timbre*.

Enseignes. — V. *Affichage*.

Enseignement. — V. *Allocations familiales (apprentissage et études)*. — *Alsace-Lorraine*. — *Fonctionnaires (incompatibilité)*. — *Fonctionnaires de l'enseignement*. — *France d'outre-mer (Madagascar)*. — *Interpellations n°s 7, 42, 106, 116, 117, 118, 128, 261*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 118, 138, 175 (*Conseil de la République*) n°s 5, 53, 107.

BOURSES D'ENSEIGNEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tanguy Prigent annulant les délibérations du conseil général du Finistère relatives à l'attribution de bourses départementales, p. 8645 (Document n° 11507).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rincant tendant à inviter le Gouvernement à prévoir dans le prochain collectif de l'exercice 1950 (dépenses de fonctionnement des services civils) les crédits nécessaires à l'attribution de nouvelles bourses aux élèves des cours complémentaires et au relève-

ment du montant de celles qui sont actuellement accordées, p. 7090 (Document n° 11089). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thamiar tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre d'urgence toutes les mesures pour que les bourses attribuées dans les cours complémentaires correspondent aux besoins réels; 2° à envisager, lors de la préparation du budget de 1951, des crédits suffisants pour l'attribution des bourses aux élèves des divers ordres d'enseignement, p. 7348 (Document n° 11129). — Dépôt du rapport de M. Faraut, p. 9190 (Document n° 11666).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Gaudin sur la proposition de résolution de M. Vanrullen tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire la construction d'un groupe scolaire chaque fois que l'édification d'une cité ou d'un groupement la rend nécessaire en raison du nombre des usagers scolaires (n° 931, année 1949), p. 1519 (Document n° 383). — Discussion, p. 3024; adoption de la résolution, p. 3030.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Charles Barthe sur la proposition de loi tendant à établir un programme de constructions scolaires (n° 8663), p. 7336 (Document n° 11310).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation des cours applicable aux constructions scolaires, p. 3901 (Document n° 10031).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à la construction de classes primaires, élémentaires et maternelles dans le département de Seine-et-Oise, p. 7648 (Document n° 11214).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à prendre en charge par l'Etat l'exécution et le paiement des travaux qui restent à effectuer au nouveau lycée de garçons de Perpignan, p. 9157 (Document n° 11739).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thamiar tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de 1951, pour la réalisation d'un vaste programme de constructions scolaires, des crédits de paiement notablement supérieurs à ceux attribués en 1950, p. 9198 (Document n° 11677).

FOURNITURES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rincant sur la proposition de loi de Mlle Rumeau tendant à accorder la gratuité intégrale des fournitures scolaires individuelles dans les établissements publics d'enseignement (n° 8665), p. 9540 (Document n° 11310).

LANGUES ET DIALECTES LOCAUX

Conseil de la République. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux (n° 748, année 1948), p. 6 (Document n° 6). — Dépôt du rapport par M. Lamousse, p. 860 (Document n° 139). — Discussion, p. 709. — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 722 (rectificatif, p. 758).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 1932 (Document n° 9452). — Adoption, p. 2124.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée, p. 884. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lamousse sur la proposition de loi, p. 178 (Document n° 178). — Discussion, p. 940; adoption de l'avis de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux*, p. 940.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2330 (Document n° 9616). — Dépôt du rapport de M. Deixonne, p. 6190 (Document n° 10815). — Adoption de l'ensemble de la proposition, avec modifications, p. 9471 (rectificatif p. 9471).

PROGRAMMES

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schwartz tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'enseignement, dans les établissements du premier et second degré, des dispositions essentielles du code de la langue française, p. 487 (Document n° 63). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 9157 (Document n° 183). — Discussion, p. 1117; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport par M. Bertaud sur la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à stabiliser les programmes d'enseignement des langues et dialectes locaux, tant dans les écoles primaires que dans les collèges et lycées (n° 944, année 1949), p. 1034 (Document n° 139). — Discussion, p. 1146; adoption de la proposition de résolution, p. 1148.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Lafforgue sur la proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à modifier les programmes de l'enseignement de l'histoire et de géographie de l'enseignement du premier et du deuxième degré (n° 831, année 1949), p. 1320 (Document n° 318). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer, p. 2738 (Document n° 701). — Discussion, p. 2804.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté

septembre 1950 instituant une commission d'étude pour l'ensemble des problèmes scolaires et à dissoudre ladite commission, p. 8265 (Document n° 11445).

VACANCES SCOLAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour déplacer la date des vacances scolaires en vue de favoriser la politique de l'allongement des saisons touristiques, p. 4950 (Document n° 10329).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hutin-Desgrées tendant à inviter le Gouvernement à fixer pour l'ensemble du territoire métropolitain la date des vacances scolaires du 1^{er} juillet au 5 septembre, p. 9189 (Document n° 11673).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu, tendant à inviter le Gouvernement à fixer la date des vacances scolaires du 1^{er} juillet au 15 septembre, p. 3170 (Document n° 838).

Enseignement AGRICOLE. — V. Agriculture (ministère).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Fabre tendant à réorganiser l'enseignement agricole, p. 1295 (Document n° 9275).

Enseignement de la MÉDECINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Kir sur les propositions de résolution: 1^o de M. Fredet tendant à inviter le Gouvernement à reporter au début de l'année scolaire 1950-1951 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 obligeant les étudiants des classes préparatoires de médecine de 4^e et 5^e année, à accomplir leurs stages dans les écoles de plein exercice ou facultés; 2^o de M. Faurel tendant à inviter le Gouvernement à limiter l'application du décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales aux étudiants qui commencent actuellement leurs études; 3^o de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'école de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice; 4^o de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4^e et 5^e année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire (nos 8695, 8759, 8390, 8891), p. 1008 (Document n° 9161). — Discussion, p. 1107; adoption de l'ensemble, p. 1117.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles Coré sur la proposition de résolution de M. Leccia tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 avril 1949 relatif aux études médicales afin de permettre aux étudiants en médecine de quatrième année, externes ou internes des hôpitaux dans les villes sièges d'écoles préparatoires, d'y achever leurs études (Document n° 916, année 1949), p. 1156 (Document n° 264). — Discussion, p. 1341; adoption de la proposition de résolution, p. 1346.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropraxie dans les facultés de médecine, p. 7534 (Document n° 11182).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Denis tendant à inviter le Gouvernement à transformer d'urgence l'école de médecine de Limoges en école de plein exercice, p. 1562 (Document n° 9373).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école préparatoire de médecine de Grenoble en école de plein exercice, p. 2017 (Document n° 9482).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Alphonse Denis tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires en médecine de 4^e et 5^e année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, p. 7402 (Document n° 11154).

Enseignement PRIMAIRE.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Deixonne tendant à définir les conditions dans lesquelles doit être effectué le transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières (n° 7247-8082), p. 5647.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rumeau décidant pour 1950 l'ouverture de 1.200 classes maternelles sans suppression correspondante dans l'enseignement du premier degré, p. 4949 (Document n° 10327).

Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Rumeau tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget 1951 les crédits nécessaires: 1^o à la création des 2.000 classes maternelles indispensables pour faire face à l'augmentation considérable de la population scolaire; 2^o à la construction des locaux scolaires nécessaires à l'accueil de ces enfants, p. 7835 (Document n° 41301) (rectificatif, p. 8261). — Dépôt du rapport par Mme Rumeau, p. 8880 (Document n° 11574).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les crédits de suppléance, afin d'assurer au maximum le fonctionnement des écoles primaires publiques, p. 7375 (document n° 11445). — Dépôt du rapport par Mme Lempereur, p. 7636 (Document n° 11308).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 8 juin 1948 à l'ancienne école des houillères de Fuveau,

p. 8806 (Document n° 41560). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que, à propos de l'ancienne école des houillères de Fuveau, la loi du 8 juin 1948 soit appliquée et l'arrêté de la cour d'appel d'Aix, en date du 28 novembre 1949, respecté, p. 9002 (Document n° 11601). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 9631 (Document n° 11757).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant les articles 10, 12, 14 et 16 de la loi modifiée du 28 mars 1882, quant aux sanctions de l'obligation scolaire, p. 256 (Document n° 8979).

— Dépôt d'un projet de loi fixant les conditions de transfert des charges scolaires des houillères de bassin aux communes, p. 6528 (Document n° 10863).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Claeys tendant à abroger l'article 20 du décret n° 46-2880 du 10 décembre 1946 et les textes y afférents concernant l'assiduité scolaire, p. 1295 (Document n° 9273).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Rumeau tendant à la création de cantines scolaires dans toute école primaire publique, urbaine et rurale, ou groupe scolaire, p. 1388 (Document n° 9312).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Binot tendant à inviter le Gouvernement à céder les postes indispensables en vue de faire face aux exigences de la loi scolaire dans l'enseignement primaire élémentaire, lors de la rentrée d'octobre 1950, p. 1008 (Document n° 9163).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour réinstaller l'école normale de garçons de Perpignan et l'école normale de filles à Foix p. 8260 (Document n° 11433).

Enseignement SECONDAIRE.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Pujol sur la proposition de résolution de M. Michel Debré, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'examen du baccalauréat (n° 807, année 1949); p. 1780 (Document n° 439). — Discussion, p. 2734; suite de la discussion, p. 3389; adoption de la proposition de résolution après modification du titre: *Proposition de résolution relative à l'examen du baccalauréat*, p. 3392.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Doutrelot tendant à instituer la double correction au baccalauréat, p. 1092 (Document n° 9205). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 4873 (Document n° 10316).

Enseignement SUPERIEUR. — V. Etudiants.

Enseignement TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL.

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Guérin, tendant à inviter le Gouvernement à développer les centres de formation professionnelle accélérée, notamment par le maintien et le rétablissement de l'intégralité des crédits prévus au budget de 1950, p. 3328 (Document n° 9864). — Dépôt du rapport par Mme Lefebvre, p. 3902 (Document n° 10050). — Discussion, p. 5134; adoption, p. 5135.

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à assurer une formation professionnelle à tous les enfants, p. 4374 (Document n° 10188).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à remédier aux charges qui pèsent sur les départements pour le fonctionnement des centres d'orientation professionnelle et à préserver l'existence de ces centres, p. 9596 (Document n° 11763).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour que les crédits indispensables au fonctionnement de la formation professionnelle accélérée ne soient pas inférieurs pour l'année 1951 à ceux accordés par la loi de finances de l'exercice 1949, p. 9720 (Document n° 11776).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Masson tendant à inviter le Gouvernement à promulguer les statuts des personnels des centres d'apprentissage, p. 7835 (Document n° 41302).

ÉCOLES D'APPRENTISSAGE

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'école normale nationale d'apprentissage de Strasbourg et à prendre les mesures nécessaires à son plein et entier développement, p. 9896 (Document n° 11821).

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Finet, sur la proposition de loi de M. Deixonne, tendant à la nationalisation de l'école de métiers de la menuiserie (n° 3509), p. 1009 (Document n° 9180).

ÉCOLES DE RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, p. 837 (Document n° 9108).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billoux tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, p. 1008 (Document n° 9171).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, p. 1562 (Document n° 9359).

Ententes économiques. — V. *Commerce et industrie (ententes professionnelles)*.

Entr'aide sociale. — V. *Conseil supérieur de l'entr'aide sociale*.

Entreprises. — V. *Code du travail. — Commerce et industrie. — Impôts (bénéfices industriels et commerciaux). — Economies et finances. — Interpellations, n° 11. — Presse*.

Epargne mobilière. — V. *Valeurs mobilières*.

Epuration. — **Indignité nationale.** — V. *Fonctionnaires (sanctions disciplinaires)*.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration (n° 8825, 8864), p. 3728; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi n° 49-1025 du 29 juillet 1949 complétant l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, et l'ordonnance du 26 décembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale », p. 3729.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1396 (Document n° 354). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 2724 (Document n° 694). — Discussion, p. 2728; adoption, au scrutin, des conclusions de la commission tendant au rejet de l'avis sur la proposition de loi, p. 2738.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7147 (Document n° 11112).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier la loi du 29 juillet 1949 relative à la répression des faits de collaboration (n° 8605, année 1949), p. 3768.

Equipement industriel. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes*.

Equipement rural. — V. *Agriculture (crédit agricole, subventions). — Eau potable. — Subventions*.

Espagne. — V. *Interpellations, n° 239, 246. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 32, 85, 165 (Conseil de la République), n° 114*.

Essence. — V. *Assurances de toute nature. — Combustibles liquides et dérivés*.

Etablissements BALNEAIRES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation, p. 2352 (Document n° 9720).

Etablissements de CURE. — V. *Interpellations n° 71. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 39 (Conseil de la République), n° 1887*.

Etablissements DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMODOES.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Penoy tendant à compléter la liste des établissements insalubres ou dangereux, p. 487.

Etablissements d'ENSEIGNEMENT. — V. *Impôts (revenus)*.

Etablissements HOSPITALIERS. — V. *Code de la famille. — Hôpitaux*.

Etablissements INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU ARTISANAUX. — V. *Commerce et industrie*.

Etablissement national des INVALIDES DE LA MARINE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur la proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut du personnel des trésoreries des invalides de la marine (n° 8376), p. 1093 (Document n° 9204). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « Proposition de loi instituant dans les services de la trésorerie générale et des trésoreries des invalides de la marine des cadres permanents de fonctionnaires », p. 2697.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1116 (Document n° 246). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 1600 (Document n° 405). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1821.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5179 (Loi n° 50-773 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950).

Etablissements PRIVÉS. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer)*.

Assemblée nationale. — Discussion du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs atteints de déficiences physiques ou psychiques, de troubles de caractère ou de comportement, délinquants ou en danger (n° 4184, 8309, 8469), p. 1550; adoption du projet de loi, p. 1553.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 856 (Document n° 171). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 1418.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4020 (Document n° 10117). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4062.

Conseil de la République. — Communication de la proposition adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1466. — Dépôt du rapport par M. Marcel Molle sur le projet de loi, p. 1576 (Document n° 391). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Charles Morel, p. 1821. — Discussion, p. 1943; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1953 (rectificatif, p. 2001).

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. 5507 (Document n° 10623).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis relative à la formation du personnel d'encadrement des établissements recevant des mineurs atteints de déficiences psychiques, de troubles de caractère ou de comportement ou en danger, p. 195 (Document n° 8961).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à réglementer les établissements privés recevant des jeunes enfants non soumis à l'obligation scolaire, p. 1562 (Document n° 9378).

Etablissements PSYCHIATRIQUES. — V. *Pensions et retraites (Hôpitaux psychiatriques)*.

Etablissements PUBLICS. — V. *Administrations publiques. — Fonctionnaires (limite d'âge). — Impôts (taxes départementales et communales). — Sociétés d'économie mixte*.

Etablissements SAISONNIERS. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 44*.

Etalons. — V. *Agriculture (cheptel)*.

Etats associés. — V. *Assemblée nationale (commission). — France d'outre-mer*.

Etat civil. — V. *Code civil*.

Etrangers. — V. *Code du travail (main-d'œuvre étrangère). — Nationalité. — Spoliation*.

Etudiants. — V. *Hôtels, restaurants et pensions de famille. — Œuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire. — Questions orales (Conseil de la République), n° 73, 103. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général, transports de la région parisienne)*.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Bordenave tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi, prorogeant les effets de l'ordonnance du 4 août 1945 au delà de la durée de cinq ans prévue par cette ordonnance, et à permettre ainsi aux étudiants combattants ou victimes de la guerre, de bénéficiaire de l'exonération des droits scolaires et universitaires et d'une allocation d'entretien jusqu'au terme réel de leurs études, p. 2789 (Document n° 720). — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 3024 (Document n° 766). — Discussion, p. 3051 et adoption de la proposition de résolution, p. 3053.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Doutrélot tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent, p. 1562 (Document n° 9356).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garaudy tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, p. 1939 (Document n° 9453).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Cartier tendant à rendre applicable aux étudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient les dispositions de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, p. 4720 (Document n° 10266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre, p. 7834 (Document n° 11278).

Exil (Loi d').

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Chantard sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrées portant modification de la loi du 23 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France (n° 7405), p. 1389 (Document n° 9324). — Discussion, p. 3724; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 22 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France », p. 3728.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1376 (Document n° 345). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1685 (Document n° 430). — Discussion, p. 1861; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition, p. 1863.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5247. (Loi n° 50-728 du 24 juin 1950, J. O. du 27 juin 1950).

Expert comptable et comptable. — V. *Conventions internationales*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Buriel tendant à inviter le Gouvernement à modifier les

conditions d'inscription imposées aux candidats désirant se présenter à l'examen du brevet professionnel de comptable, p. 7229 (Document n° 11115).

Exportations et importations. — *V. Agriculture (blé, céréales, matériel agricole).* — *Douanes (tarif).* — *Interpellations* n°s 150, 169, 223, 310. — *Questions orales (Assemblée nationale)* 24, 85 (*Conseil de la République*) n° 91. — *Tabac.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Laurens sur la proposition de résolution de M. Deshors tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du porc, du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage des régions pauvres vers les pays européens (n° 8907), p. 4882 (Document n° 9437). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2695.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à annuler le contingent supplémentaire de 150.000 caisses de sardines de conserve, en provenance du Maroc, ainsi que les importations venant du Portugal, de l'Espagne, de tous autres pays, p. 454 (Document n° 9032). —

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tinaud tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la pêche sardinière française en tenant compte des besoins de la consommation intérieure et de l'utilité des importations, p. 486 (Document n° 9019). — Dépôt du rapport par M. Tinaud, p. 1389 (Document n° 9319).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. René Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de poissons et de crustacés, p. 3315 (Document n° 9853). — Dépôt du rapport par M. Reeb, p. 4539 (Document n° 10233).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à interdire à partir du 1^{er} mai 1950, toute importation d'oranges d'Espagne et d'ailleurs en vue de préserver les récoltes de fruits français de la contamination par la mouche des fruits, p. 3022 (Document n° 9798).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier tendant à supprimer le décret n° 50-1435 du 18 novembre 1950 portant institution d'une cotisation de 0,50 p. 100 sur la valeur des produits laitiers importés au profit du service provisoire de l'économie laitière, p. 8451 (Document n° 11489).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boccagny tendant à inviter le Gouvernement à modifier sa politique en matière d'importation de produits agricoles et, en particulier, cesser toute importation de produits laitiers, p. 7648 (Document n° 11237).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement à interdire toutes importations en France d'huile d'olive d'Espagne, pour la campagne en cours, p. 7746 (Document n° 11263).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à cesser toute importation de tracteurs étrangers semi-Diesel et à rechercher des débouchés par les exportations dans le but de maintenir et développer la production de tracteurs français dans nos usines et notamment à la société française de Vierzon, p. 9752 (Document n° 11796).

Expositions. — *V. Grand Palais.*

Expositions internationales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Simonnet sur la proposition de loi portant ouverture d'un crédit de sept millions pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason à l'occasion du premier congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sceaux des archives nationales (n° 8774), p. 2104 (Document n° 9504). — Dépôt du rapport par M. Simonnet, p. 3087 (Document n° 9816). — Discussion, p. 3650; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi portant ouverture d'un crédit de quatre millions de francs pour l'organisation d'une exposition internationale du sceau et du blason, à l'occasion du premier congrès international d'archives et du centenaire de l'atelier de moulage de sceaux des archives nationales », p. 3651 (rectificatif p. 3736).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1360 (Document n° 335). — Dépôt du rapport par M. Jacques Bédou-Bridel, p. 1820 (Document n° 443). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2079.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5774 (Loi n° 50-883 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. André Hugues sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser à Paris en 1951 une exposition internationale des inventions (n° 8253), p. 2941 (Document n° 9770). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4158.

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Leenhardt tendant à inviter le Gouvernement à organiser l'exposition internationale de 1957 suivant une conception qui associe toutes les régions de France à son succès et favorise l'équipement touristique du pays, p. 4008 (Document n° 9187).

Exposition de l'Union française.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Defferre tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, p. 5289 (Document n° 10490).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Emilien Lieutaud tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, p. 1940 (Document n° 501).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5120 (Document n° 10618).

Expropriation. — *V. Centre national de la transfusion sanguine.* — *Propriété immobilière.* — *Transports et voies de communication (routes, chemins et ponts).*

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de loi de M. Palewski relative à l'abrogation pour le temps de paix du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés nécessaires aux travaux militaires et du décret pris à la même date relatif aux servitudes à imposer aux propriétés pour l'établissement des terrains destinés, en partie ou en totalité, à l'armée de l'air (n°s 1222, 3758, 6329), p. 2695.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1116 (Document n° 215). — Dépôt du rapport par M. Robert Aubé, p. 1567 (Document n° 385). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1685.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4873 (Document n° 10369). — Dépôt du rapport par M. André-François Mercier, p. 8396 (Document n° 11464). — Adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 9135 (rectificatif, p. 9314).

— Dépôt d'un rapport de M. Berger sur: I. les propositions de loi: 1° de M. Albert Petit, tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; 2° de M. Solinhac, tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 concernant les indemnités dues aux propriétaires de biens frappés d'expropriation publique; 3° de M. Barel, tendant à l'indemnisation équitable et rapide des expropriés du nouvel aéroport de Nice; 4° de M. Bacon, tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; 5° de M. Wasmer, tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique; II. la proposition de résolution de M. Jacques Bardoux, tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique (n°s 5052, 6357, 7972, 8128, 8255, 5731), p. 470 (Document n° 9043).

Expulsion. — *V. Loyers.*

Extradition. — *V. Conventions internationales (aide mutuelle judiciaire).*

F

Facultés et universités. — *V. Hygiène scolaire et universitaire.*

Faillite et liquidation judiciaire. — *V. Conventions internationales.*

Faits de collaboration. — *V. Cour de revision exceptionnelle.* — *Epuration.* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 72.

Famille. — *V. Allocations familiales.* — *Code de la famille.* — *Code du travail.* — *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Farine. — *V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain).*

Femmes. — *V. Code du travail (congés, contrat).* — *Conventions internationales (femmes en couches).* — *Fonctionnaires (régime du travail).*

Ferme et métayage. — *V. Loyers (baux à ferme).*

Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Deixonne, sur la proposition de résolution de M. P.-O. Lapie, tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le dixième anniversaire de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik (n° 8844), p. 1640 (Document n° 9394). — Discussion, p. 3392; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution après modification du titre: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et cérémonies qui commémoreront le dixième anniversaire de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik, en mettant à la disposition du comité d'organisation un crédit exceptionnel de 15 millions de francs », p. 3396.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Meunier tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918, p. 7835 (Document n° 11320).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Peytel tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux cérémonies qui doivent commémorer le 4 juin prochain le dixième anniversaire des combats des Flandres qui trouvèrent leur héroïque épilogue dans la bataille de Dunkerque, p. 4094 (Document n° 10140).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la mort du représentant du peuple Baudin, p. 9540 (Document n° 11750).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Héline tendant à inviter le Gouvernement à décider que la commémoration de l'armistice du 8 mai 1945 soit célébrée le 8 mai de chaque année, p. 3015 (Document n° 788).

Fêtes des mères. — V. *Allocations familiales (subventions)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la fête des mères, p. 2852 (Document n° 9747). — Dépôt du rapport par M. Bouxom, p. 3420 (Document n° 9894). — Discussion, p. 3693; adoption du projet de loi, p. 3695.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1360 (Document n° 328). — Lecture du rapport par M. Bernard Lafay et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1369.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8821. (Loi n° 50-577 du 24 mai 1950, J. O. du 25 mai 1950.)

Fête nationale. — V. *Amnistie*.

Fezzan. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 22

F. I. D. E. S. — V. *France d'outre-mer (budget)*.

Films cinématographiques. — V. *Cinématographie*.

Finances (Ministère).

RÉGIES FINANCIÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Grésa tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes, fixées pour l'accès de certains agents des régies financières à l'indice 330, contraires à la loi du 19 octobre 1946, p. 6528 (Document n° 10849).

Finances locales et départementales. — V. *Départements, villes et communes (budget)*.

Finances publiques. — V. *Budgets. — Economies et finances (redressement)*.

Foch (Maréchal). — V. *Monuments commémoratifs*.

Foires et expositions. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 92.

Fonctionnaires. — V. *Allocations familiales (prime exceptionnelle). — Domaine de l'Etat, des départements, et des communes (concession de logements). — Economies et finances (redressement). — Enregistrement. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 86, 112, 182, 192 (Conseil de la République), n°s 24, 88. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports (chemin de fer d'intérêt général)*.

ADMINISTRATEURS CIVILS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à certaines intégrations complémentaires dans le corps des administrateurs civils, p. 2789 (Document n° 9704).

AUXILIAIRES DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yves Fagon sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaire. (N° 8916), p. 1008 (Document n° 9168). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 1619 (Document n° 9390). — Discussion, p. 2669; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2673. (Loi n° 50-400 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950.)

CONGÉS DE LONGUE DURÉE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beto laud tendant à compléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, p. 6918 (Document n° 10952).

DÉGAGEMENT DES CADRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1180 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, p. 5179 (Document n° 10397).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Péri tendant à modifier les dispositions de l'article 1^{er} D de la loi du 22 juillet 1948 modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, p. 6599 (Document n° 10881).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à compléter les dispositions de l'article 1^{er}, paragraphe D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, p. 8396 (Document n° 11475).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ninine tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils de l'Etat, p. 8576 (Document n° 11496).

INTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yves Fagon sur proposition de loi de M. Louis Rollin, portant intégration dans le cadres de fonctionnaires des rédacteurs auxiliaires et temporaires des administrations centrales permanentes de l'Etat et de la préfecture de police (n° 7846), p. 5905 (Document n° 10729). — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Yves Fagon, p. 9247 (Document n° 11683).

LICENCIEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à appliquer indistinctement les textes législatifs concernant le non-licenciement de fonctionnaires et agents de l'Etat, ex-déportés et internés, veuves mutilés de guerre, p. 4372 (Document n° 10485). — Dépôt du rapport par M. Rosenblatt, p. 8793 (Document n° 11530).

LIMITE D'ÂGE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier les dispositions du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, p. 6935 (Document n° 10954).

— Dépôt d'un rapport de M. Wagner sur la proposition de loi de M. Wagner tendant: 1° à l'aménagement d'un régime transitoire pour la mise en application des nouvelles limites d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat; 2° à l'organisation d'un régime provisoire de « désignations » pour remédier partiellement à l'arrêt quasi total de l'avancement de grade consécutif à la prorogation des limites d'âge (n° 7729), p. 1196 (Document n° 9311).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthelemy tendant à permettre aux fonctionnaires des services actifs, issus des services sédentaires, atteints par la limite d'âge de leur catégorie, de demeurer en fonction — au plus tard jusqu'à l'âge de 60 ans — jusqu'à ce qu'ils aient acquis le droit à pension liquidée sur la totalité de leurs services, p. 1145 (Document n° 9251).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, p. 7534 (Document n° 11190).

MAJORATIONS D'ANCIENNETÉ

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Wagner sur le projet de loi instituant des majorations d'ancienneté en faveur des fonctionnaires, agents et ouvriers civils de l'Etat, justifiant de services militaires et assimilés accomplis au cours de la campagne 1939-1945 et revisant les majorations d'ancienneté attribuées à certains fonctionnaires pendant la période d'occupation; 2° les propositions de loi: a) de M. Denais tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques; b) de M. Max Lejeune tendant à faire application des dispositions de l'article 23 de la loi du 9 décembre 1927 relative aux majorations d'ancienneté pour services de guerre, modifiée par les articles 33 et 34 de la loi du 19 mars 1928, aux fonctionnaires ayant participé aux opérations de la guerre 1939-1945; c) de M. Max Lejeune tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires de l'Etat, des départements et des communes et aux agents de services publics prisonniers de guerre ou déportés politiques pour actes de résistance; d) de M. André Denis tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers, déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs; e) de M. Cherrier tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, anciens combattants de la guerre 1939-1945, les avantages de bonification de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928 (n°s 6706, 261, 1183, 1182, 2152), p. 7293 (Document n° 11117) (rectificatif, p. 7403).

NOMINATIONS, PROMOTIONS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. C. Donnier tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'Etat et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la Résistance, p. 3545 (Document n° 9914). — Dépôt du rapport par M. Wagner, p. 6775 (Document n° 10914).

PRISONNIERS DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Yves Fagon, sur la proposition de loi de M. Yves Fagon, tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1945 complétée par la loi du 19 mai 1948, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder ainsi qu'aux fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre (n°s 6454, 7425), p. 9116 (Document n° 11612).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mauroux complétant la législation actuelle en faveur de candidats aux services publics empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre, p. 8576 (Document n° 10847).

RECRUTEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Wagner sur la proposition de loi de M. Biondi instituant, à titre exceptionnel, pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics (nos 570, 4752, 5482, 5723), p. 4215 (Document n° 10164).

RÉGIME DU TRAVAIL

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à permettre aux femmes fonctionnaires le travail à mi-temps, p. 4654 (Document n° 411).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4648 (Document n° 10252).

RÉINTÉGRATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jaquet tendant à ouvrir de nouveaux délais pour l'application de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires de la Résistance révoqués pendant l'occupation, p. 4240 (Document n° 9262).

SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Penais tendant à régler la condition des fonctionnaires ayant fait l'objet de mesures d'épuration, p. 2853 (Document n° 9731).

STATUT

Voir aux rubriques: **Conseil supérieur de la fonction publique.** — Fonctionnaires (congés de longue durée). — Magistrature.

Fonctionnaires de l'Algérie. — V. Algérie (Décisions de l'Assemblée algérienne).

Fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine.

Assemblée nationale. Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Monon, sur la proposition de loi de M. Albert Schmitt, tendant à accorder certains avantages à des catégories de fonctionnaires ayant servi avant la guerre de 1939-1945 dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et ayant quitté ces départements à la suite des événements de guerre (nos 5515, 7917), p. 6118 (Document n° 10798). — Adoption, p. 6615.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2676 (Document n° 689). — Dépôt du rapport par M. Zussy, p. 2747 (Document n° 704). — Discussion, p. 2753. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Zussy, p. 2820 (Document n° 726). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3075.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8396 (Document n° 11172). — Dépôt du rapport par M. Monon, p. 9313 (Document n° 11659).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rosenblat tendant au reclassement du personnel communal dans les départements d'Alsace et de Lorraine, p. 495 (Document n° 8965).

Fonctionnaires communaux et départementaux. — V. Enregistrement. — Fonctionnaires (limite d'âge, sanctions). — Pensions et retraites.

Fonctionnaires de l'enseignement. — V. Interpellations nos 309, 21. — Pensions et retraites (personnel civil). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 141, 193. — Traitements (éducation nationale).

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de M. Garaudy tendant à donner un statut au personnel auxiliaire de l'enseignement primaire (nos 688, 2461, 5710, 8804), p. 3683; disjonction de la proposition, p. 3686. — Dépôt d'un troisième rapport supplémentaire par Mme Lempereur, p. 9221 (Document n° 11679); suite de la discussion, p. 9355; adoption, au scrutin, de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi relative au statut du personnel remplaçant de l'enseignement du premier degré*, p. 9371.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3292 (Document n° 873).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bordeneuve tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation actuelle des professeurs agrégés de l'ancien cadre normal, tant sur le plan des indices hiérarchiques que sur le plan de l'ancienneté, p. 1116 (Document n° 240). — Dépôt du rapport par M. Hélène, p. 1304 (Document n° 300). — Discussion, p. 1347; adoption, p. 1349.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billères tendant à corriger les injustices et anomalies que comporte le décret no 49-902 du 8 juillet 1949, instituant le cadre unique, dans l'enseignement, p. 4294 (Document n° 10178). — Dépôt du rapport par M. Billères, p. 4873 (Document n° 10293). — Discussion, p. 6562.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Signor tendant à transformer les classes d'application temporaires en classes d'application permanentes et à classer le personnel enseignant de ces classes dans la catégorie des maîtres d'écoles annexes avec indices et traitements correspondants, p. 470 (Document n° 9048).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamier tendant à abroger les dispositions prises en violation des articles 2 et 19 de la loi du 19 octobre 1916 en ce qui concerne le droit au logement et les prestations en nature des fonctionnaires de l'enseignement, p. 1495 (Document n° 9313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Djemad Cherif tendant à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 2 août 1890 qui permettent de décharger de classe les directeurs des établissements du premier degré où l'effectif atteint et dépasse trois cents élèves, p. 2329 (Document n° 9608).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lempereur tendant à assimiler aux travailleurs salariés en chômage les membres de l'enseignement intérimaires ou suppléants en état d'inactivité, p. 7834 (Document n° 11298).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode actuel de classement pour l'avancement des instituteurs, p. 5337 (Document n° 10196).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi, instituant l'incompatibilité entre toute fonction d'autorité ou d'enseignement public et l'appartenance au parti communiste, p. 3151 (Document n° 826).

Fonctionnaires d'outre-mer. — V. Interpellations n° 168. — Pensions et retraites (personnels d'outre-mer). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 28, 36, 51. — Traitements, soldes et indemnités (France d'outre-mer).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cozzano tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi stipulant que tout fonctionnaire appartenant à un cadre relevant du ministère de la France d'outre-mer qui, en cours de carrière, est reconnu inapte à servir outre-mer, provisoirement ou définitivement, sans pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté, sera détaché ou intégré dans un cadre métropolitain homologué, p. 1114 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 1304 (Document n° 303). — Discussion, p. 1583; adoption, p. 1585.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Avinin, tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine dans les corps à la charge de l'Etat ou des territoires d'outre-mer, p. 1034 (Document n° 218).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2676 (Document n° 688). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine dans les corps à la charge de l'Etat ou des territoires d'outre-mer, p. 2755 (Document n° 696). — Dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 6775 (Document n° 10932).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire, tendant à inviter le Gouvernement à annuler les sanctions prises à l'encontre de certains fonctionnaires des départements d'outre-mer à l'occasion de la grève du 6 mars 1950 et à donner leur plein effet aux mesures d'intégration prévues dans la loi du 3 avril 1950, p. 3351 (Document n° 9890).

Fonds de commerce. — V. Agents immobiliers. — Enregistrement. — Loyers (baux industriels et commerciaux).

Fonds forestier national. — V. Bois et forêts.

Fonds publics. — V. Sociétés d'économie mixte.

Forains. — V. Impôts (timbre).

Forces hydrauliques. — V. Canaux, cours d'eau et rivières. — Electricité.

Forces françaises de l'intérieur. — V. Armées (corps expéditionnaires). — Médailles, décorations et récompenses. — Médaille des engagés volontaires. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 86.

Forces françaises libres. — V. Médailles, décorations et récompenses. — Interpellations, n° 326.

Forêts. — V. Bois et forêts. — Interpellations nos 2, 25, 96. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 169.

Fortifications. — V. Algérie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duquesne tendant à la modification de la loi du 19 octobre 1919 et constatant la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941, p. 8060 (Document n° 11404).

Foyers des victimes de guerre.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à titulariser le personnel des foyers des victimes de guerre, p. 9720 (Document n° 11772).

Frais de justice. — V. Algérie. — Justice (frais de).

Frais médicaux et pharmaceutiques. — V. Assurances sociales.

Franc C. F. A. — V. France d'outre-mer (monnaie).

France et territoires d'outre-mer et Etats associés. — V. *Assemblée nationale (composition et élection).* — *Boissons.* — *Douanes.* — *Elections.* — *Enquêtes publiques ou privées.* — *Interpellations* n° 11, 92, 180, 192, 210, 219, 232, 317, 330. — *Marine marchande (transports maritimes).* — *Or (production de l').* — *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).* — *Questions orales (Assemblée nationale),* n° 140, 147, 163 (*Conseil de la République*), n° 5, 6, 13, 66, 72, 76.

TEXTES GÉNÉRAUX

— Accidents du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Dumas sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 7589 (Document n° 11216).

— Budget.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.) (n° 8059, 8776, 8862), p. 486.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 371 (Document n° 44). — Dépôt d'un rapport par M. Saller, p. 581 (Document n° 97). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par M. Luc Durand-Réville, p. 617 (Document n° 424). — Discussion, p. 628; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 614.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1563 (Document n° 9379). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 3768 (Document n° 9985). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas, p. 444 (Document n° 10197). — Adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 5616 (*Loi n° 50-884 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950*).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport d'information de M. Pierre Boudet au nom de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale sur la mission effectuée par une délégation de ladite sous-commission en Afrique française du 24 novembre au 12 décembre 1949, p. 1107 (Document n° 235).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 23 mars 1950 recommandant à l'Assemblée nationale d'affecter aux investissements destinés à l'exécution des plans de développement social et économique des Etats associés de l'Indochine, pour l'exercice budgétaire 1950, le montant global de 8 milliards inscrit dans le projet de loi de développement des dépenses d'investissement n° 8582 du 1^{er} décembre 1949 et, par suite, de ne pas admettre l'abattement de 600 millions proposé dans la lettre rectificative n° 9208 du 3 février 1950, p. 2523.

Voir également à la rubrique: *Budget de 1950 (reconstruction et équipement)*.

— Câbles sous-marins.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, les dispositions de la loi du 20 décembre 1937 concernant la répression des infractions à la convention internationale du 14 mars 1934 relative à la protection des câbles sous-marins, p. 1388 (Document n° 9316). — Dépôt du rapport par M. Defferre, p. 4085 (Document n° 10134). — Adoption du projet de loi, p. 4390.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1847 (Document n° 458). — Dépôt du rapport par M. Gustave, p. 2820 (Document n° 730). — Discussion, p. 2853; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2855.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7744 (*Loi n° 50-1479 du 30 novembre 1950, J. O. du 1^{er} décembre 1950*).

— Chambres de commerce.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de résolution de M. Durand-Réville tendant à inviter le Gouvernement à faire préciser le statut des chambres de commerce dans les Etats associés de l'Union française (n° 838 et 936, année 1949), p. 442; adoption au scrutin de la proposition de résolution, p. 443 (*rectificatif*, p. 507).

— Chefs coutumiers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aku relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, p. 3735 (Document n° 9971).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saller relative au statut des chefs autochtones en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, p. 1320 (Document n° 317).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3735 (Document n° 9966).

— Code civil.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jane Vialle tendant à la promulgation, dans les territoires

d'outre-mer où il n'est pas encore en vigueur, de l'article 340 du code civil relatif à la recherche de paternité, p. 259 (Document n° 31).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 556 (Document n° 9062).

— Code d'instruction criminelle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, la loi du 7 juin 1949, abrogeant le septième alinéa de l'article 344 du code d'instruction criminelle, p. 4872 (Document n° 10295). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 7450 (Document n° 11165). — Adoption du projet de loi, p. 7916.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 298 (Document n° 754). — Dépôt d'un rapport par M. Romani, p. 317 (Document n° 831). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3316.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9630 (*Loi n° 51-11 du 4 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951*).

— Code pénal.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Romani sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'extension dans certains territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle des dispositions de l'ordonnance du 23 juin 1949 modifiant les articles 356 et 357 du code pénal (n° 909, année 1949), p. 58 (Document n° 114). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 627.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (*Loi n° 50-316 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Solinac sur le projet de loi tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers. (n° 4784), p. 2114 (Document n° 9622). — Adoption du projet de loi, p. 3035.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 119 (Document n° 276). — Dépôt du rapport par M. Marc Rucart, p. 168 (Document n° 419). — Adoption de l'avis sur le projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à rendre applicable au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers* », p. 2078 (*rectificatif*, p. 2204).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5776 (Document n° 10684). — Dépôt du rapport par M. Solinac, p. 7589 (Document n° 11203). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945, réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers* », p. 735 (*Loi n° 50-1526 du 10 décembre 1950, J. O. du 13 décembre 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer au Cameroun et au Togo les dispositions de la loi du 28 juillet 1949 modifiant l'article 365 du code pénal, p. 4538 (Document n° 10235). — Dépôt du rapport par M. Ninine, p. 7450 (Document n° 11166). — Adoption du projet de loi, p. 7917.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 298 (Document n° 755). — Dépôt du rapport par M. Grassard, p. 317 (Document n° 832). — Discussion, p. 3393; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3394.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9836 (Document n° 11813).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi du 27 août 1948 complétant l'article 161 du code pénal, p. 1007 (Document n° 9155).

— Dépôt d'un projet de loi tendant aux territoires d'outre-mer au Togo et au Cameroun, les dispositions de la loi n° 48-1979 du 31 décembre 1948 modifiant l'article 13 de la loi du 22 juillet 1948 sur la contrainte par corps, p. 1007 (Document n° 9158).

— Dépôt d'un projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, les dispositions des lois n° 41-114 du 11 avril 1946 et du 22 septembre 1948 modifiant l'article 412 du code pénal, relatif aux entraves apportées à la liberté des enchères, p. 1007 (Document n° 9159).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à rétablir dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo, l'article 248 du code pénal dans le texte arrêté par la loi du 7 juillet 1948 réprimant la remise ou la sortie irrégulière de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques destinés aux détenus ou provenant des détenus, p. 3334 (Document n° 9870).

— Dépôt d'un projet de loi instituant dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, un système de perception immédiat d'amendes forfaitaires pour certaines contraventions de simple police, p. 9312 (Document n° 11692).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mamadou Konaté tendant à instituer un code du travail dans les territoires d'outre-mer, p. 1314 (Document n° 9235). — Dépôt du rapport par

M. Joseph Dumas sur: I. le projet de loi instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer; II. les propositions de loi: 1° de M. Aubame instituant un code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du ministère de la France d'outre-mer; 2° de M. Joseph Dumas tendant à instituer un code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du ministère de la France d'outre-mer; 3° de M. Castellani portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer; 4° de M. Mamadou Konaté tendant à instituer un code du travail dans les territoires d'outre-mer; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, tendant à l'application du code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française; 6° de M. Durand-Réville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française (nos 7072, 3501, 4942, 8281, 9285, 1434, 3683, 4544, 6749), française (nos 7072, 3501, 4942, 8281, 9285, 1434, 3683, 4544, 6749), p. 674 (Document n° 10913). — Discussion, p. 7913; suite de la discussion, p. 8178, 8458, 8894, 9198 9334 (rectificatifs, p. 9311, 9631)

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gondjout tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire dans les territoires d'outre-mer non pourvus d'un code du travail la fixation d'un salaire minimum, le payement d'allocations familiales et la rémunération des heures supplémentaires aux employés du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, p. 32 (Document n° 16).

— Conseil supérieur des affaires sociales.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 23 novembre 1950 invitant l'Assemblée nationale à voter un texte établissant auprès du ministre de la France d'outre-mer un conseil supérieur des affaires sociales, p. 8091.

— Douanes.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant: 1° la délibération du conseil du gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 30 mai 1947 relative: a) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1940 étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo; b) à l'abrogation du décret du 21 décembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surface; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun (n° 928, année 1949), p. 506 (Document n° 112). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 627.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (Loi n° 50-313 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950).

— Energie atomique.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Lalleur sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946 relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer (n° 773, année 1949), p. 32 (Document n° 15). — Discussion, p. 41; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 45.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 471 (Document n° 9035). — Dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 211 (Document n° 9627). — Adoption du projet de loi, p. 2767 (Loi n° 50-403 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950).

— Etudiants.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux étudiants originaires de l'Afrique noire française qui sent à l'université d'El-Azar, le Caire (Egypte), p. 7348 (Document n° 1131).

— Fêtes et cérémonies commémoratives.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Malbrant sur la proposition de résolution de M. Serre tendant à inviter le Gouvernement à organiser, la commémoration solennelle du 50^e anniversaire de la victoire de Kousséri et de la réunion en un seul bloc des trois Afriques françaises (n° 7193), p. 1563 (Document n° 9355). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2204.

— Justice indigène.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gondjout tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire dans les territoires d'outre-mer, et en particulier, en Afrique équatoriale française, p. 431 (Document n° 52).

— Manifestations contre l'Etat.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Lalleur sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux établissements français de l'Océanie et aux établissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 concernant le régime de l'interdiction de séjour (n° 860, année 1949), p. 312 (Document n° 73). — Discussion, p. 518; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 519.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1446 (Document n° 9238). — Dépôt du rapport par M. Joly, p. 1563 (Document n° 9355). — Discussion, p. 1967; adoption du projet de loi, p. 1968 (Loi n° 50-374 du 29 mars 1950, J. O. du 30 mars 1950).

— Marché des arachides.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dia tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures de sauvegarde nécessaires afin qu'un retour éventuel à la liberté du marché des arachides ne soit pas préjudiciable aux intérêts du producteur africain, p. 1576. (Document n° 388). — Dépôt du rapport par M. Mamadou Dia, p. 3243 (Document n° 870). — Discussion, p. 3397; adoption de la proposition de résolution, p. 3399.

— Monnaie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), p. 2353, (Document n° 9715).

— Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 22 juin 1950, invitant l'Assemblée nationale à voter une loi déterminant le mode de fixation de la parité du franc C. F. A., p. 5219.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Saller tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), p. 993 (Document n° 212).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2676 (Document n° 9678).

— Navigation fluviale.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durand-Réville tendant à instituer un code de la navigation fluviale dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, p. 1876 (Document n° 468).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5290 (Document n° 10171).

— Or (production de l').

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Aubé tendant à inviter le Gouvernement à instaurer d'urgence un régime de soutien, en faveur de la production aurifère des territoires de l'Union française, par la création d'un fonds de soutien de l'or destiné à intensifier la prospection, à moderniser l'équipement d'extraction, à réduire les prix de revient, et d'une manière générale à assurer la rentabilité des exploitations, p. 3045 (Document n° 778). — Dépôt du rapport par M. Robert Aubé, p. 3331 (Document n° 899).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à créer un fonds spécial de développement de la production aurifère dans les territoires d'outre-mer pour développer et moderniser l'équipement des exploitations minières de ces territoires, réduire les prix de revient de l'or et assurer la rentabilité de sa production, p. 6939 (Document n° 11060).

— Pensions.

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française le 17 mars 1950 invitant l'Assemblée nationale à étendre, dans le plus bref délai possible, aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et territoires associés, qui ne possèdent pas le statut de droit civil français, le bénéfice de l'indemnité spéciale extraordinaire prévue en faveur des grands invalides par la loi n° 49-511 du 21 avril 1949, et à leur accorder la revalorisation de 15 p. 100 décidée sur les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre métropolitains, p. 242.

— Pharmacie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant extension aux territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle de la loi validée et modifiée du 11 septembre 1941 sur l'exercice de la pharmacie, p. 2017 (Document n° 9468).

— Possessions australes et antarctiques.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Romani sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam (n° 858, année 1949), p. 512 (Document n° 74). — Discussion, p. 517. — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 518.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1144. (Loi n° 50-249 du 1^{er} mars 1950, J. O. du 2 mars 1950.)

— Poudres et explosifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ninine sur le projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun (n° 8180), p. 936 (Document n° 9152). — Adoption du projet de loi, p. 1334.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 680 (Document n° 134). — Dépôt du rapport par M. Grassard, p. 1304 (Document n° 303). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1339.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3734. (Loi n° 50-598 du 30 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950.)

— Produits d'outre-mer.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Laffère tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que les bénéfices qu'il a réalisés sur la vente des stocks de café détenus au 15 janvier 1950 soient mis à la disposition des territoires d'outre-mer producteurs de cette denrée, p. 526 (Document n° 83). — Dépôt du rapport par M. Grassard, p. 1156 (Document n° 266). — Discussion, p. 1330; adoption, p. 1337.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Coste-Floret tendant à inviter le Gouvernement à étendre immédiatement aux territoires d'outre-mer les mesures de libération des échanges intervenues dans la métropole, p. 1056 (Document n° 9195).

Assemblée nationale. — Transmission d'une proposition de résolution, adoptée le 21 janvier 1950 par l'Assemblée de l'Union française, tendant à inviter l'Assemblée nationale à adopter une loi ayant pour objet de mettre à la disposition des territoires d'outre-mer producteurs de café, les bénéfices réalisés par le Gouvernement sur la vente des stocks de ce produit détenus au 15 janvier 1950, p. 509. — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 6234 (Document n° 10821).

— Sociétés coloniales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Palewski sur la proposition de loi de M. Durand-Reville, sénateur, tendant à déterminer le régime fiscal des sociétés coloniales (n° 3290), p. 2330 (Document n° 9599). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Malbrant, p. 2628 (Document n° 9666) (rectificatif, p. 2736).

— Sociétés coopératives de construction.

Assemblée nationale. — Transmission d'un avis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Ousmane Socé, sénateur, tendant à instituer en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun des sociétés coopératives africaines de construction et d'urbanisme (n° 4607), p. 2241 (Document n° 9557).

— Taxes postales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, p. 4291 (Document n° 10175). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 9458 (Document n° 11721).

— Travailleurs métropolitains expatriés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les sociétés et entreprises ayant leur siège ou exerçant leur activité outre-mer soit à la « Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés », soit à une autre caisse de retraite donnant aux salariés métropolitains de ces sociétés ou de ces entreprises des garanties du même ordre, p. 6938 (Document n° 11057).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cozzano tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire l'adhésion de toutes les firmes commerciales ayant leur siège ou des comptoirs outre-mer à la Caisse métropolitaine de retraites par répartition des travailleurs métropolitains expatriés, p. 1144 (Document n° 255).

AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Malbrant, sur la proposition de résolution de M. Bayrou, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la justice en Afrique équatoriale française (n° 3848), p. 4294 (Document n° 10180). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7302.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lisette tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au territoire du Tchad en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par les trombes d'eau qui se sont abattues sur le territoire du Tchad en juillet, août et septembre 1950, p. 7015 (Document n° 11083). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Malbrant tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des trois derniers mois et pour concourir à la réparation des dégâts subis, p. 7589 (Document n° 11202). — Dépôt du rapport par M. Burlot, p. 9189 (Document n° 11665) (rectificatif, p. 9395). — Dépôt d'un avis de la commission des territoires d'outre-mer par M. Solinhac, p. 9158 (Document n° 11723). — Adoption de l'ensemble, p. 9641.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Reville tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des mesures destinées à intensifier les recherches pétrolières en Afrique équatoriale française, p. 2676 (Document n° 692). — Dépôt du rapport par M. Durand-Reville, p. 3021 (Document n° 769). — Dépôt d'un avis de la production industrielle par M. Robert Aubé, p. 3202 (Document n° 865). — Discussion, p. 3395; adoption de la proposition de résolution, p. 3397.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Julien Gautier tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des mois d'août, septembre et octobre 1950 et pour concourir à la réparation des dommages subis, p. 2872 (Document n° 739) (rectificatif, p. 3013). — Dépôt du rapport par M. Julien Gautier, p. 3059 (Document n° 791). — Discussion, p. 3163; adoption de la proposition de résolution, p. 3164.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 11 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 25 octobre 1949 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française demandant la modification du code des douanes en vigueur dans ce territoire, p. 3335 (Document n° 9875).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 7 août 1949 approuvant une délibération prise le 3 mai 1950 par le grand conseil de l'Afrique équatoriale française tendant à modifier l'article 1 du code des douanes de ce territoire, p. 7146 (Document n° 11101).

— Dépôt d'un avis par M. le président de l'Assemblée de l'Union française, sur la proposition de loi de M. Aubame, tendant à organiser le territoire du Gabon (n° 4353), p. 7836 (Document n° 11281). Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi relatif à l'emprunt de la main-d'œuvre pénale en Afrique occidentale française (n° 3600, année 1948), p. 9312.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles-Cros tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations d'Afrique occidentale française éprouvées par des pluies torrentielles et des inondations, en particulier au Sénégal, en Mauritanie et au Soudan, et à prendre toutes mesures utiles en vue d'éviter le retour de pareilles catastrophes, p. 2676 (Document n° 693). — Dépôt du rapport par M. Razafimanantsoa, p. 2813 (Document n° 724). — Discussion, p. 2842; adoption de la proposition de résolution, p. 2843.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 2 juin 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le fonctionnement du service des douanes dans ce territoire, p. 256 (Document n° 8974).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 septembre 1949 approuvant une délibération prise le 28 septembre 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, demandant la modification du décret du 1^{er} juin 1932 réglementant le régime des douanes dans ce territoire, p. 1387 (Document n° 9305).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 13 janvier 1950 approuvant une délibération prise le 20 septembre 1949 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française demandant la modification du décret du 9 juin 1938 sur le régime de l'administration temporaire dans ce territoire, p. 3334 (Document n° 9573).

— Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 25 mai 1949 approuvant une délibération prise le 27 janvier 1950 par le grand conseil de l'Afrique occidentale française, tendant à modifier le décret du 1^{er} juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire en ce qui concerne le régime de l'administration temporaire des sucres, p. 6936 (Document n° 11021).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 27 mai 1949 du grand conseil de l'Afrique occidentale française, le décret du 1^{er} avril 1950 relatifs à la suspension temporaire des droits de douane en Afrique occidentale française, p. 6936 (Document n° 11023).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 7 septembre 1949 de la commission permanente du grand conseil de l'Afrique occidentale française complétant les dispositions du décret du 1^{er} juin 1932 portant réglementation du service des douanes dans ce territoire, p. 8303 (Document n° 11449).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mamadou Konate, tendant à la création d'un « cadre unique » du personnel des chemins de fer d'Afrique occidentale française, p. 1506 (Document n° 9552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Benoist tendant à annuler les peines prononcées et à annuler les sanctions prises en Afrique occidentale française en application du décret du 20 mars 1937, p. 5834 (Document n° 10713).

— Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

CAMEROUN

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bergasse sur le projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun (n° 8196), p. 9720 (Document n° 11777).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 19 juillet 1949 du conseil d'administration du Cameroun, demandant la modification de l'article 90 du décret du 17 février 1921 portant réglementation du régime des douanes dans ce territoire, p. 1506 (Document n° 9383).

— Voir également à la rubrique: *France d'outre-mer (textes généraux)*.

COMORES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 15 millions à l'archipel des Comores en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dommages causés par le cyclone du 22 décembre 1950, p. 9858 (Document n° 11811).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Duveau, tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone survenue dans l'archipel des Comores le 22 décembre 1950, p. 9858 (Document n° 11813).

CÔTE DES SOMALIS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger le mandat des membres du conseil représentatif de la Côte française des Somalis, p. 1388 (Document n° 9308). — Dépôt du rapport par M. Juglas, p. 2330 (Document n° 9571). — Adoption, p. 2697.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1068 (Document n° 224). — Lecture du rapport par M. Marc Rucart et discussion, p. 1092; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 1096.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2789. (Loi n° 50-104 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis (n° 1426), p. 1055 (Document n° 9190). — Dépôt d'un rapport de M. Juglas sur: 1° le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis; 2° la proposition de loi de M. Martine tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Côte française des Somalis (n° 1426, 9190, 728, 7099), p. 5775 (Document n° 10691). — Discussion, p. 5842; suite de la discussion, p. 6028, 6035, 6089; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6493.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2212 (Document n° 580). — Dépôt du rapport par M. Razac, p. 2521 (Document n° 659). — Discussion, p. 2561, 2569; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 2581 (rectificatif, p. 2683).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi (Document n° 10923) et dépôt du rapport par M. Malbrant, p. 6775 (Document n° 10933). — Discussion, p. 6759, et adoption du projet de loi avec modifications, p. 6760. (Loi n° 50-1004 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950.)

Conseil de la République. — Adoption d'une motion de M. Dronne ainsi conçue: « Le Conseil de la République invite instamment le Gouvernement à demander, dès la rentrée parlementaire, la procédure d'urgence pour la discussion du projet de loi déposé le 23 mai 1947, sous le n° 1426, fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Côte française des Somalis, modifié par la lettre rectificative déposée le 4 février 1950, sous le n° 9190. », p. 1096.

DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.

— Admission des Français.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi par Mlle Archimède tendant à faciliter l'admission des Français dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, p. 5337 (Document n° 10505).

— Aérodrômes.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française les dispositions de la loi du 2 octobre 1946 relative à la classification des aérodrômes, p. 4021 (Document n° 10103). — Dépôt du rapport par M. Pineau, p. 9189 (Document n° 11658).

— Budget.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Truffaut sur le projet de loi adaptant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi n° 16-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (n° 8093), p. 3822 (Document n° 10016).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

— Bureau forestier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à créer un bureau forestier en Guyane française, p. 3315 (Document n° 9848).

— Chambre de commerce.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, la législation métropolitaine relative aux Chambres de commerce, p. 6599 (Document n° 10884).

— Chômage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à ces départements, des textes en vigueur en France, p. 3724 (Document n° 11523).

— Code du travail.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Valentino tendant au payement aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, de la prime instituée par l'arrêté interministériel du 7 février 1950, p. 6774 (Document n° 10924).

Dépôt d'une proposition de résolution de Mlle Archimède tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, à compter du 1^{er} septembre 1950, l'abattement de 12 p. 100 servant au calcul des salaires dans les départements d'outre-mer et à fixer provisoirement, avec effet à compter de la même date, le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements intéressés au taux horaire de 78 francs en vigueur dans la première zone du département de la Seine, p. 9896 (Document n° 11819).

— Elections.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Rosan Girard sur la proposition de loi de M. Minjoz tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections en ce qui concerne la désignation des bureaux de vote (n° 8078), p. 1610 (Document n° 9396). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Rosan Girard, p. 3665 (Document n° 9949). — Discussion, p. 4160; adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier, pour les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, la législation des élections », p. 4161.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1600 (Document n° 403). — Dépôt du rapport par M. Muscatelli, p. 2748 (Document n° 705). — Discussion, p. 2761; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2774.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7402 (Document n° 11161). — Dépôt du rapport par M. Girard, p. 7835 (Document n° 11325). — Discussion, p. 8111; adoption de la proposition de loi, p. 8412 (Loi n° 50-1548 du 16 décembre 1950, J. O. du 17 décembre 1950).

— Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à aménager le régime fiscal des départements d'outre-mer, p. 3735 (Document n° 9963).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Léon Damas portant exonération fiscale dans le département de la Guyane française, p. 5616 (Document n° 10647).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Vély concernant la mise en recouvrement des rôles généraux, primitifs et supplémentaires des anciennes contributions directes et taxes assimilées dans les départements d'outre-mer et portant l'exonération fiscale partielle pour les années 1948, 1949 et 1950, p. 8879 (Document n° 11561).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jules Patient tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'exonération fiscale en faveur des personnes, entreprises et organismes exerçant leur activité en Guyane française, p. 580 (Document n° 93).

— Imprimeries officielles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant réorganisation des imprimeries officielles des départements d'outre-mer et leur rattachement à l'imprimerie nationale, p. 5351 (Document n° 10511).

— Incendie.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vély tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux victimes de l'incendie qui a ravagé le village de Marin (Martinique) un secours immédiat de 15 millions, p. 7914 (Document n° 11311). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bissol tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours de 15 millions de francs aux victimes de l'incendie de la commune du Marin (Martinique), p. 7993 (Document n° 11366). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 8060 (Document n° 11389). — Adoption, p. 8410.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lodéon tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour venir en aide aux victimes du violent incendie survenu dans la nuit du 14 au 15 novembre dans la commune de Marin, département de la Martinique, p. 2981 (Document n° 747). — Dépôt du rapport par M. Lodéon, p. 3068 (Document n° 795). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 3163.

— Institut français d'Amérique tropicale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas tendant à inviter le Gouvernement à créer en Guyane française un « Institut français d'Amérique tropicale », p. 3735 (Document n° 9961). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 8982 (Document n° 11587).

— Institutions privées.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance ou

13 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants, p. 6599 (Document n° 10883).

— Loyers.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire tendant à proroger jusqu'en juillet 1951 les dispositions de la loi n° 49-846 du 29 juin 1949 et de la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948, maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers dans ces départements, p. 3901 (Document n° 10030) (rectificatif, p. 4141). — Dépôt du rapport par M. Silvanère, p. 4873 (Document n° 10311). — Discussion, p. 5285; adoption, après modification du titre « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 49-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers applicables jusqu'à cette date, modifiée par la loi n° 49-846 du 29 juin 1949 », p. 5286.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1883 (Document n° 481). — Lecture du rapport par M. Vauthier et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1890.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5289 (Loi n° 50-770 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950).

— Organisation judiciaire.

Assemblée nationale. Dépôt d'un projet de loi relatif à la compétence et au fonctionnement de la chambre de la cour d'appel de Fort-de-France détachée à Cayenne, p. 6233 (Document n° 10827).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Damas modifiant l'organisation judiciaire en Guyane française, p. 2270 (Document n° 9573).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patient tendant au rétablissement d'une cour d'appel autonome en Guyane française, p. 728 (Document n° 453).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2017 (Document n° 9459).

— Organisation municipale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Archimède tendant à introduire, dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur, p. 9751 (Document n° 11801).

— Sécurité sociale.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Damas, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi déterminant les modalités d'application dans les départements d'outre-mer de la législation de la sécurité sociale en vigueur dans la métropole, p. 7481 (Document n° 11176).

— Services du conditionnement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire, tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, p. 3458 (Document n° 9904). — Dépôt du rapport de M. Very, p. 5180 (Document n° 10106). — Dépôt du rapport supplémentaire par M. Very (Emmanuel), p. 9116 (Document n° 11611).

— Subventions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lepervanche, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au département de la Réunion en vue de secourir des sinistrés et de réparer les dégâts causés par un cyclone qui s'est abattu sur l'île entre le 11 et le 13 janvier 1950, p. 379 (Document n° 9008).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Babet, tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 250 millions au département de la Réunion en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par le cyclone qui s'est abattu sur l'île le 13 janvier 1950, p. 646 (Document n° 9080).

— Warrants agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles, p. 7023 (Document n° 11077).

HAUTE-VOLTA

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Nouhoum Sigué, tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir l'enseignement de la langue mossi en Haute-Volta et à lui donner la place qui lui revient dans la vie intellectuelle et sociale de ce territoire, p. 1847 (Document n° 451).

INDE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Silvanère sur le projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les établissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanam et de Mahé et à engager des dépenses afférentes

aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation (n° 7653), p. 162 (Document n° 8949). — Discussion, p. 1437; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 1440 (rectificatif, p. 2628).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 688 (Document n° 135). — Dépôt du rapport par M. Marius Moutet, p. 951 (Document n° 487). — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Ernest Pezet, p. 961 (Document n° 202). — Discussion, p. 978; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 983.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2521 (Loi n° 50406 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lambert Saravane portant amnistie des infractions commises à Mahé l'occasion des incidents des 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 octobre 1948, p. 9391 (Document n° 11706).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Saravane Lambert tendant à inviter le Gouvernement à conclure avec le gouvernement de l'Union indienne une convention relative au statut futur des territoires de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam, comportant notamment transfert de souveraineté sur ces territoires au profit de l'Union indienne et à soumettre le statut ainsi élaboré au consentement des populations, p. 8451 (Document n° 11482).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

INDOCHINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Devinat sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet Nam, du Cambodge et du Laos avec la France (n° 8930 rectifié), p. 556 (Document n° 9055). — Discussion, p. 582; suite de la discussion, p. 593, 629, 646. — Dépôt d'un avis de la commission des affaires étrangères par M. Henri Teitgen, p. 660 (Document n° 9085). — Suite de la discussion, p. 681; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 697.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 37 (Document n° 49). — Adoption d'une proposition de résolution demandant le délai constitutionnel pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 332.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 831 (Document n° 9103). — Rapporteur M. Devinat, adoption, p. 832.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 452. — Lecture du rapport sur le projet de loi par M. Dronne, p. 454, et discussion, p. 455; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 483.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 882 (Loi n° 50-142 du 2 février 1950, J. O. du 2 février 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Razac sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à la suppression de la cour de justice de l'Indochine (n° 861, année 1948, p. 483 (Document n° 58)). — Discussion, p. 519; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 520.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1144 (Loi n° 50-248 du 1^{er} mars 1950, J. O. du 2 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Duveau sur le projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, ultérieurement dénommé gouvernement du Sud-Viet-Nam (n° 7668), p. 935 (Document n° 9125). — Discussion, p. 222; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 2234.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 9 (Document n° 200). — Dépôt du rapport par M. Cozzano, p. 11 (Document n° 261). — Discussion, p. 1157; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1159.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3314 (Loi n° 50-559 du 12 mai 1950, J. O. du 20 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant amnistie en faveur des Issarak ralliés au gouvernement cambodgien, p. 7 (Document n° 11076).

— Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, sur proposition de loi de M. René Capitant, tendant au financement de l'exécution du plan de reconstruction, d'équipement et de modernisation de l'Indochine, n° 6834, p. 5834 (Document n° 10711).

Voir également à la rubrique: France d'outre-mer (textes généraux).

MADAGASCAR

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à compléter le livre III, titre 1^{er}, chapitre III, section IV du code pénal applicable à Madagascar, par un article 264 relatif aux pratiques sorcellerie, magie et charlatanisme (n° 6726), p. 3334.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles de Gaulle sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier la délibération de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947 demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 septembre 1947 qui a modifié le code métropolitain des douanes, à l'exception de certaines d'entre elles (n° 907, année 1949), p. 11 (Document n° 110). — Discussion, p. 626; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 627.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4561 (Loi n° 50-317 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950).

Conseil de la République. — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis

le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant réorganisation de l'émission à Madagascar (n° 862, année 1949), p. 488.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 915 (Document n° 9137). — Dépôt du rapport par M. Castellani (Document n° 9162) et adoption, p. 967.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 505. — Lecture du rapport par M. Durand-Réville sur le projet de loi, p. 543; discussion, p. 545; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 567.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1241 (Document n° 9259). — Dépôt du rapport par M. Castellani, p. 1563 (Document n° 9354). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Burlot, p. 1883 (Document n° 9432). — Discussion, p. 2123; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 2906 (Loi n° 50-375 du 29 mars 1950, J. O. du 30 mars 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Serrure sur la proposition de résolution de M. Totochibe tendant à inviter le Gouvernement à assurer le développement de l'enseignement à Madagascar et à promouvoir son unification (n° 513, année 1949), p. 597 (Document n° 116). — Discussion, p. 871; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 877.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raudria, tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi portant ouverture de crédits en vue de venir en aide aux victimes du cyclone survenu le 5 février 1950 sur la côte Nord-Est de Madagascar et en particulier la région d'Antalaha, et d'assurer la reconstruction des bâtiments détruits par cet ouragan, p. 596 (Document n° 113). — Dépôt du rapport par M. Zafimahova, p. 961 (Document n° 204). — Discussion, p. 1055; adoption, à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 1056.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Roger Duveau : 1° sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar; 2° sur la proposition de loi de M. Duveau, tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache (nos 2705, 5882), p. 2628 (Document n° 9667).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} août 1949 rejetant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'assemblée représentative de Madagascar, relative à la réglementation douanière des entrepôts spéciaux des huiles minérales et des dépôts d'avitaillement d'huiles minérales, p. 256 (Document n° 8973).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 30 novembre 1949 approuvant une délibération prise le 11 mars 1949 par l'assemblée représentative de Madagascar relative à la réglementation douanière de ce territoire, p. 1388 (Document n° 9309).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du décret du 9 octobre 1943 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités à Madagascar, p. 2329 (Document n° 9590).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant le décret du 9 octobre 1943 et textes subséquents sur l'organisation et le fonctionnement des municipalités nouvelles à Madagascar, p. 9312 (Document n° 11691).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à abroger le décret du 10 mai 1947 portant dissolution du mouvement démocratique de rénovation malgache, p. 5507 (Document n° 10625).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Randria tendant à inviter le Gouvernement à réaliser une politique efficace de l'élevage à Madagascar, afin d'empêcher la destruction du cheptel et, par la suite, de l'améliorer en nombre et en qualité, p. 728 (Document n° 154).

Voir également à la rubrique : *France d'outre-mer (textes généraux)*.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Henri Lafleur sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour (n° 72). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 518.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1444 (Loi n° 50-243 du 28 février 1950, J. O. du 1^{er} mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de l'Union française sur : 1° le projet de loi fixant le régime électoral, la composition et la compétence d'une assemblée représentative territoriale à la Nouvelle-Calédonie; 2° la proposition de loi de M. Colardeau, sénateur, tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (nos 1428, 1813), p. 1496 (Document n° 9350).

OCÉANIE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Solinhac sur le projet de loi portant application de l'acte dit « loi n° 1073, du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie (n° 4574), p. 2414 (Document n° 9621). — Adoption du projet de loi, p. 3034.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1492 (Document n° 275). — Dépôt du rapport par M. Coupigny, p. 1376 (Document n° 348). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1583.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4371 (Loi n° 50-680 du 17 juin 1950, J. O. du 18 juin 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative aux publications en langue tahitienne et marquisienne dans les Etablissements français d'Océanie, p. 71 (Document n° 29). Retrait, p. 706.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 470 (Document n° 9036). — Retrait, p. 1939.

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 15 novembre 1949 approuvant une délibération en date du 24 juin 1949, modifiée par deux délibérations en date du 27 septembre 1949, prises par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, tendant à modifier l'assiette et le taux des droits de douane applicables dans ce territoire, p. 1387 (Document n° 9307).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} mars 1950 approuvant une délibération prise le 22 novembre 1949 par l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie demandant la modification du régime des déclarations de cabotage des marchandises, p. 3824 (Document n° 9993).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lassalle-Séré relative à la réglementation de l'importation, fabrication, détention, mise en circulation en vue de la vente, mise en vente ou cession gratuite des boissons alcooliques dans les Etablissements français d'Océanie, p. 71 (Document n° 23).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 470 (Document n° 9036). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 4444 (Document n° 10202).

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel (n° 906, année 1949), p. 596 (Document n° 109). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 626.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (Loi n° 50-314 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article 1^{er} de la délibération de ladite assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère (n° 908, année 1949), p. 596 (Document n° 111). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 626.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (Loi n° 50-315 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Charles-Cros sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicables à Saint-Pierre et Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève (n° 905, année 1949), p. 596 (Document n° 108). — Discussion, p. 625; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 626.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (Loi n° 50-318 du 15 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi ratifiant le décret du 18 août 1950 approuvant une délibération du conseil général de Saint-Pierre et Miquelon en date du 16 décembre 1949 exemptant la viande fraîche ou congelée de la surtaxe *ad valorem* et de la surtaxe douanière de guerre, p. 7146 (Document n° 11102).

TOGO

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi étendant au territoire du Togo le décret n° 47-1932 du 7 octobre 1947 portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française (nos 6098-8903), p. 489.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 374 (Document n° 43). — Dépôt du rapport par M. Durand-Réville, p. 630 (Document n° 136). — Discussion, p. 684; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 685.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1641 (Document n° 9422). — Dépôt du rapport par M. Castellain, p. 2415 (Document n° 9632). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 3036 (Loi n° 50-530 du 12 mai 1950, J. O. du 13 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à l'approbation des comptes définitifs du budget du Togo (exercice 1947) et du budget annexe du chemin de fer et du wharf (exercice 1947), p. 6936 (Document n° 11022).

Voir également à la rubrique : *France d'outre-mer (textes généraux)*.

WALLIS ET FUTUNA

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à ratifier le décret du 27 décembre 1949 approuvant une délibération prise le 23 septembre 1949 par le conseil d'administration des îles Wallis et Futuna modifiant le tarif des droits de douane applicables dans cet archipel, p. 1388 (Document n° 9317).

Franchise postale. — V. Postes, télégraphes et téléphones. — Transports et voies de communication. — Chemin de fer d'intérêt général.

Fraudes. — V. *Cinématographique.* — *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.* — *Saccharine.* — *Transfusion sanguine.* — *Viticulture.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau, tendant à assurer la protection dans le commerce de la dénomination « vanille », p. 2853 (Document n° 9714). — Dépôt d'un avis de l'Assemblée de l'Union française, p. 8061 (Document n° 11377).

Fraude fiscale. — V. *Interpellations* n° 18.

Fromages. — V. *Agriculture (lait et produits laitiers).*

Fruits et légumes. — V. *Agriculture.* — *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* 125 (*Conseil de la République*) n° 82, 83.

Funérailles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Albert Lebrun, ancien président de la République française, p. 1939 (Document n° 9451). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7589 (Document n° 11200). — Adoption du projet de loi, p. 7914.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2988 (Document n° 752). — Dépôt du rapport par M. Jacques Debû-Bridel, p. 3114 (Document n° 806). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3302.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9456 (*Loi n° 50-1616 du 31 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Léon Blum, ancien président du conseil, p. 2789 (Document n° 9705). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7589 (Document n° 11201). — Adoption du projet de loi, p. 7914.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2988 (Document n° 753). — Dépôt du rapport par M. Jacques Debû-Bridel, p. 3114 (Document n° 807). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3202.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9456 (*Loi n° 51-13 du 4 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951*).

G

Gabon. — V. *France d'outre-mer (Afrique équatoriale française).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 100.

Gares routières. — V. *Transports (gares routières de voyageurs).*

Gaz. — V. *Algérie.* — *Electricité.*

Gaz de combat. V. *Interpellations* n° 65, 145.

Gendarmerie nationale. — V. *Pensions et retraites (personnels civil et militaire).* — *Traitements (défense nationale).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant incorporation de la gendarmerie de l'air et de la gendarmerie maritime dans la gendarmerie nationale, p. 2521 (Document n° 9639). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gau tendant: 1° à régulariser la situation du personnel des gendarmeries maritime et de l'air intégré dans la gendarmerie nationale par le décret n° 47-1843 du 18 septembre 1947, texte reconnu illégal par un arrêté du conseil d'Etat en date du 28 octobre 1949; 2° à regrouper dans deux légions spécialisées de gendarmerie ces deux catégories de gendarmes en vue d'en obtenir un meilleur rendement, p. 2676 (Document n° 9679). — Dépôt du rapport par M. Fagon, p. 5905 (Document n° 10724).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bernard Chochoy, tendant à inviter le Gouvernement à rouvrir les délais d'admission dans la gendarmerie de jeunes gens appartenant aux classes qui n'ont pas été appelées sous les drapeaux, p. 1351 (Document n° 321).

Génocide (Crime de). — V. *Conventions internationales.*

Géomètres experts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi complétant, en ce qui concerne les victimes de la guerre, la loi n° 942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, p. 6773 (Document n° 10906).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Julian tendant à faire bénéficier les victimes de la guerre des mesures transitoires prévues au titre III de la loi n° 46-942 du 7 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, p. 5337 (Document 10502).

Gérants de maisons. — V. *Impôts (revenu).*

Gérants de sociétés. — V. *Assurances sociales.*

Gérants de succursales. — V. *Code du travail (régime et durée).*

Gibier. — V. *Agriculture (protection des végétaux).* — *Chasse.*

Giraud (Général). — V. *Pensions et retraites (pensions et retraites viagères).*

Gouvernement. — **Ministères.** — V. *Communications du Gouvernement.* — *Interpellations* n° 3, 44, 51, 186, 187. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 49.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guin relative à la composition du Gouvernement, p. 5383 (Document n° 10552).

Grand Palais. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 92

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à rendre au Grand-Palais sa destination primitive, p. 5121 (Document n° 10619).

Greffiers de paix et de police. — V. *Commissaires-priseurs.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à réajuster l'indemnité de fonction des greffiers de paix et de police, p. 913 (Document n° 11740).

Grèves. — V. *Amnistie.* — *Code du travail (droit de grève).* — *Interpellations (manifestations publiques).* *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 57. — *Marseille.* — *Médecine.* — *Travail.*

Groupes sanguins. — V. *Transfusion sanguine.*

Guadeloupe. — V. *France d'outre-mer (département d'outre-mer).* — *Interpellation* n° 26. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 95. — *Sucre, betteraves à sucre.*

Guerre (secrétariat d'Etat).

FABRICATIONS D'ARMEMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poincaré tendant à compléter l'article 14 de la loi n° 50-857 du 21 juillet 1950 relative aux crédits militaires pour 1950 et portant création d'un cadre latéral d'ingénieurs civils des fabrications d'armement, p. 7895 (Document n° 11332).

Guinée. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 99.

Guyane. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer).* *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 69

H

Habitations. — V. *Domaine de l'Etat des départements et communes.* — *Interpellations* n° 182. — *Loyers (locaux d'habitation).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Caloire tendant à établir la charte de l'habitat, p. 439 (Document n° 9018).

Habitations à bon marché. — **Habitations à loyer modéré.** V. *Interpellations* n° 9, 98, 151. — *Propriété immobilière.* — *Valeurs mobilières.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Sieffrid, fait nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre, sur le projet de loi portant modification à la législation sur les habitations à bon marché (n° 8099), p. 556 (Document n° 9063). — Adoption du projet de loi, p. 968 (*rectificatif*, p. 4111).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2330 (Document n° 78). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 3114 (Document n° 168). — Discussion, p. 858; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 859 (*rectificatifs*, p. 984, 1624).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2164 (Document n° 9512). — Dépôt du rapport par M. Sieffrid, p. 2330 (Document n° 9596). — Adoption de l'ensemble du projet de loi avec modifications, p. 2883 (*Loi n° 50-541 du 14 mai 1950, J. O. du 17 mai 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances, par M. Laniel, sur le projet de loi relatif au financement de la construction de logements à Strasbourg (n° 8421, 8716), p. 402 (Document n° 9017). — Discussion, p. 402; adoption de l'article unique, p. 404, 406.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2330 (Document n° 47). — Lecture du rapport par M. Bernard Chochoy et discussion, p. 525, adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 859.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1446 (Document n° 9237). — Dépôt du rapport par M. Thiriet, p. 2104 (Document 9493). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Laniel, p. 3515 (Document n° 9909). — Adoption du projet de loi, p. 3754 (*Loi n° 50-600 du 31 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 4 de la loi du 14 mai 1950 portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, p. 7745 (Document n° 11249).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre relative au montant maximum des prêts consentis aux particuliers par les organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, p. 3106 (Document n° 805).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, n° 8615 (Document n° 11509).

Habitations rurales. — V. *Agriculture.*

Haras. — V. *Agriculture (cheptel).*

Haute-Volta. — V. *France d'outre-mer.*

Hélicoptères. — V. *Questions orales (Assemblée nationale), n° 122.*

Hommage.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Teilgen tendant à inviter le Gouvernement à rendre, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, un solennel hommage à la mémoire de Henri Bergson, p. 9457 (Document n° 11726).

Hôpitaux et établissements hospitaliers. — V. *Impôts (revenu sur les traitements).* — *Interpellations* n°s 101, 238. — *Pensions et retraites (hôpitaux psychiatriques).*

ÉTABLISSEMENTS DE POST-CURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Vuillaume sur la proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à créer, dans chaque région sanitaire, un établissement de post-cure pour les convalescents de poliomyélite (n° 8226), p. 2290 (Document n° 9579).

HÔPITAUX ET HOSPICES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Gœl tendant à augmenter le pourcentage de participation financière de l'État dans la poursuite des travaux d'achèvement de l'hôpital des Hauts-Clos (Aube), p. 2103 (Document n° 9199).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Hertzog-Cachin sur l'ordonnement et le fonctionnement des établissements hospitaliers, p. 3170 (Document n° 11418).

Hôtels, restaurants et pensions de famille. — V. *Code du travail (salaires).* — *Interpellations*, n° 210. — *Loyers (logement d'habitation).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 81, 116.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Livry-Level sur le projet de loi relatif à la protection hôtelière (n° 6080), p. 2628 (Document n° 9658).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement des restaurants universitaires, p. 2240 (Document n° 9565).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martel tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la vente des hôtels Sokolnikoff, p. 2245 (Document n° 10162). — Dépôt du rapport par M. Louis Martel, p. 5290 (Document n° 10480).

Houillères. — V. *Enseignement primaire.* — *Interpellations*, n°s 43, 2, 319. — *Mines et carrières (exploitation).* — *Sociétés d'économie mixte.*

Huiles. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.* — *Exportations et importations.*

Huissiers. — V. *Code de procédure civile.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Caroux tendant à autoriser les clercs assermentés, à défaut d'huissier, à rédiger et à signer les procès-verbaux de saisies, de ventes mobilières aux enchères, procès-verbaux d'exécution, d'accidents autos, états de lieux, etc., p. 1145 (Document n° 9245).

Hygiène scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Beixonne tendant à l'organisation du service de santé scolaire, p. 3335 (Document n° 9379). — Discussion sur l'attribution de compétence, p. 5130; renvoi à la commission, au scrutin, p. 5134.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — V. *Code du travail.* — *Conventions internationales (travail).*

Hypothèques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Couzi tendant à la reconstitution des registres hypothécaires détruits par faits de guerre, p. 837 (Document n° 9099).

— Dépôt d'un rapport par M. Pierre Courant sur les propositions de loi de M. Maurice Poirot, tendant à assurer la reconstitution des archives hypothécaires détruites par faits de guerre; de M. Jean Couzier, tendant à la reconstitution des registres hypothécaires détruits par faits de guerre (n°s 8865, 9099), p. 4539 (Document n° 10225).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Georges Marrane tendant à étendre à toutes les acquisitions immobilières réalisées par l'État, les départements, les communes et les établissements publics, la procédure spéciale de purge des

hypothèques instituée par la loi du 3 mai 1841, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935, et à modifier la limite au delà de laquelle les formalités de purge des hypothèques sont obligatoires, p. 1221 (Document n° 288).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3120 (Document n° 9965).

I

Iles Amsterdam. — V. *France d'outre-mer (possessions australes).*

Immeubles. — V. *Défense nationale (organisation).* — *Enregistrement.* — *Propriété immobilière.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 68.

Immeubles divisés par appartements. — V. *Loyers (logement d'habitation).*

Immigration. — V. *Office national d'immigration.*

Importations. — V. *Douanes (admission en franchise).* — *Exportations et importations.* — *Pêches maritimes.* — *Tabacs.*

Impôts. — V. *Agriculture (calamités).* — *Calamités publiques.* — *Conventions internationales.* — *Départements, villes et communes (budget).* — *Dommages de guerre.* — *France d'outre-mer (départements d'outre-mer, textes généraux).* — *Interpellations* n°s 162, 272. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n°s 7, 15, 21, 35, 41, 50, 64, 65, 66, 94, 110, 112, 120, 126, 127, 145 (*Conseil de la République*), n°s 9, 99. — *Timbre.* — *Viande.*

ARTISANAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à compléter l'article 23, 6°, du code général des impôts directs, p. 69 (Document n° 8940).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à modifier l'article 23 du code général des impôts directs, pour permettre aux veuves d'artisans fiscaux et aux vieux artisans d'utiliser deux ouvriers en restant assujettis au régime fiscal actuel, p. 162 (Document n° 8941).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à la modification de l'article 23 du code général des impôts directs, afin de permettre aux artisans des stations balnéaires, climatiques et touristiques d'utiliser un ou plusieurs compagnons pendant une période de trois mois, sans perdre le bénéfice de la dérogation, objet du présent article, p. 162 (Document n° 8912).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à la modification de l'article 23 du code général des impôts directs, pour permettre aux artisans fiscaux de conserver leur apprenti pendant une période d'un an après l'expiration de son contrat, p. 162 (Document n° 8914).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à modifier l'article 23 du code général des impôts directs, p. 191 (Document n° 8957).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Beugniez tendant à compléter l'article 23 du code général des impôts directs, p. 298 (Document n° 8991).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre tendant à étendre l'article 23 du code général des impôts directs établissant un régime fiscal adouci en faveur des artisans, aux propriétaires chauffeurs de taxis-camionnettes, dont la charge utile ne dépasse pas 2.500 kilogrammes, p. 2240 (Document n° 9552).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 6 du code général des impôts lorsqu'un artisan-maître et son conjoint relevant de l'article 181 du code général des impôts exercent chacun pour leur compte une profession distincte, p. 6938 (Document n° 11018).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Draveny tendant à compléter l'article 181 du code général des impôts relatifs au régime fiscal des artisans, p. 7648 (Document n° 11231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier l'article 181 du code général des impôts pour permettre le remplacement pendant leur service militaire des fils d'ouvriers ou d'artisans, p. 7745 (Document n° 11253).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à faire bénéficier du taux réduit prévu par l'article 181 du code général des impôts les artisans qui sont contraints de remplacer par un compagnon, pendant la durée du service militaire, le fils travaillant précédemment avec eux, p. 8879 (Document n° 11581).

CHIFFRE D'AFFAIRES PRODUCTION, TRANSACTION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, p. 6344 (Document n° 10831). — Dépôt du rapport par M. Marcel David, p. 8303 (Document n° 11454). — Adoption, p. 8806.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3154 (Document n° 821). — Dépôt du rapport par M. Auberger, p. 3202 (Document n° 859). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3317.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9630 (Loi n° 50-1619 du 31 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à compléter la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5 p. 100, p. 2694 (Document n° 9684). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 3632 (Document n° 9933). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3910.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henneguelle tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 27 juin 1949 relatif à l'application des taxes à la production aux produits légèrement transformés, p. 6190 (Document n° 10805). — Dépôt du rapport par M. Henneguelle, p. 7590 (Document n° 11224).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à exonérer les vins, cidres et bières de la taxe de 1 p. 100 créée par la loi n° 50-388 du 2 avril 1950 définie à l'article 14 de cette loi, p. 5001 (Document n° 10353).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Perdon tendant à la suppression de tous droits de circulation et de taxes sur les pommes à cidre destinées exclusivement à la consommation familiale, p. 6246 (Document n° 10829).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mabrut tendant à exonérer de la taxe sur les transactions: 1^o les ouvriers à domicile, notamment de l'industrie de la coutellerie et plus spécialement les émouleurs dans toute la mesure où ils répondent à la définition donnée par l'article 33 du livre 1^{er} du code du travail, p. 6773 (Document n° 10912).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à faire bénéficier les agriculteurs exportant leurs produits de l'exonération de la taxe à la production pour leurs fournitures, p. 6937 (Document n° 10994).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurellet tendant à dispenser certains artisans ruraux, âgés de plus de soixante-dix ans, de la taxe sur le chiffre d'affaires, p. 8059 (Document n° 11383).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à modifier l'assiette des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 8576 (Document n° 11500).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Fredet tendant à inviter le Gouvernement à compléter la nomenclature des produits agricoles passibles de la taxe à la production au taux de 5 p. 100, p. 3846 (Document n° 10029).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le régime antérieur au 21 février 1949 en ce qui concerne l'imposition aux taxes sur les chiffres d'affaires des échanges de laine brute contre de la laine filée ou en tissu, p. 8060 (Document n° 11381).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à frapper d'une taxe spéciale la revente immédiate des automobiles sorties d'usine, p. 9457 (Document n° 11722).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à exonérer les départements, les communes et leurs établissements publics des taxes sur le chiffre d'affaires, p. 2724 (Document n° 696).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7146 (Document n° 11103).

COMMISSIONS PARITAIRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à instituer des commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables menacés de saisie-exécution et à surseoir provisoirement à toute saisie-exécution de contribuables de bonne foi en attendant la constitution desdites commissions, p. 8059 (Document n° 11380).

CONTRIBUTION FONCIÈRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à exonérer de certains impôts les personnes âgées qui cèdent leurs droits à dommages de guerre, p. 3314 (Document n° 9852).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deshors tendant à modifier la loi n° 46-809 du 13 mai 1948 portant aménagements fiscaux et principalement les articles 27 et 28 qui ordonnent la révision des bases du revenu matriciel des propriétés non bâties, p. 6937 (Document n° 10996).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hébert tendant à inviter le Gouvernement à changer le mode de fixation du revenu cadastral, p. 3178 (Document n° 841).

Voir également à la rubrique: *Impôts (taxes départementales et communales)*.

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles applicable aux music-halls et spectacles de variétés, p. 1106 (Document n° 9225). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 4389 (Document n° 9322).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Daniel Mayer tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles applicable aux spectacles de variétés et aux music-halls, p. 1939 (Document n° 9450).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Monin tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles applicable aux courses de chevaux, p. 2240 (Document n° 9569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marc Dupuy tendant à relever de 10 à 25 F la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, p. 4372 (Document n° 10190).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à ramener au prix de 1948 (45 F) la taxe de la plaque fiscale sur les véhicules et à préciser l'article 555 du code général des impôts prévoyant que la marque fiscale concerne le cycle lui-même, p. 7136 (Document n° 11107).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à compléter le code général des impôts, afin de prévoir des mesures exceptionnelles au cours de la campagne 1950, en faveur des producteurs de pommes à cidre, p. 6599 (Document n° 10882).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guiguen tendant à modifier l'article 391 du code général des impôts afin de favoriser la création et le développement des coopératives de distillerie en vue d'un écoulement normal de la production cidricole, p. 7101 (Document n° 11155).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Servin abrogeant l'acte dit loi du 20 juillet 1940 et rétablissant le régime du forfait pour les bouilleurs de cru, p. 7450 (Document n° 11174).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à abroger l'article 314 du code général des impôts qui prévoit l'utilisation d'un compteur pour les alambics, p. 7930 (Document n° 11313) (*rectificatif*, p. 7971).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Delalande abrogeant les conditions exceptionnelles d'arrestation et d'incarcération des contrevenants en matière de contributions indirectes et leur appliquant les règles du droit commun, p. 536 (Document n° 101).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4382 (Document n° 9326).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxiennaz tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur les dispositions contenues dans l'article 6 du code des contributions indirectes, p. 5290 (Document n° 10484).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Couinaud tendant à inviter le Gouvernement à mettre en vigueur par décret les dispositions prévues à l'article 367 du code général des impôts, p. 3024 (Document n° 764).

CONTROLE FISCAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le contrôle fiscal simultané, p. 6774 (Document n° 10899).

DÉCLARATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Godin tendant à inviter le Gouvernement à reporter pour tous les contribuables la date extrême de production des déclarations pour l'établissement de l'impôt sur le revenu, p. 1106 (Document n° 9224). — Arbitrage sur l'urgence, p. 1416.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 20 mars 1950 le délai donné aux contribuables pour adresser aux contrôleurs des contributions directes leur déclaration d'impôt sur le revenu, p. 1295 (Document n° 9279).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'article 87 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 4932 (Document n° 9449).

DÉGRÈVEMENTS — EXONÉRATIONS

Assemblée nationale. — Retrait du projet de loi portant réforme du contentieux des contributions directes (n° 1466, année 1947), p. 6933.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de considérer comme « étant à charge » l'ascendant d'une femme seule vivant avec elle, p. 7834 (Document n° 11277).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre tendant à améliorer l'habitat rural par un dégrèvement fiscal en faveur des exploitants et propriétaires ayant contracté des emprunts pour construire ou réparer les locaux d'habitation, p. 1360 (Document n° 325).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3822 (Document n° 10011).

Voir également à la rubrique: *Impôts (revenu)*.

ENREGISTREMENT

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Delalande sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix (n° 911, année 1949), p. 536 (Document n° 887). — Discussion, p. 585; adoption au scrutin d'un avis défavorable à la proposition de loi, p. 587.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1295 (Document n° 9280).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à compléter et à modifier l'article 420 du code de l'enregistrement, p. 699 (Document n° 9089).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Grésa tendant à exonérer de droits de successions les rappels d'arrérages de pensions dus à des retraités décédés, p. 1495 (Document n° 9345).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal sur les droits de mutation par décès, p. 3515 (Document n° 9915).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à étendre l'exonération des droits de mutation par décès, p. 5507 (Document n° 10628).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourlaud tendant à introduire la progressivité dans le calcul des droits de mutation à titre onéreux des immeubles, des fonds de commerce et des cessions d'office, p. 8576 (Document n° 11199).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer les droits de mutation à titre gratuit sur les successions en ligne directe et entre époux inférieures à 2 millions de francs, p. 8725 (Document n° 11526).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Vendroux tendant à inviter le Gouvernement à exonérer totalement ou, en tout cas, à fixer à des taux très réduits les droits de mutation à percevoir sur la valeur des biens acquis par des sinistrés, p. 8090 (Document n° 11609).

PATENTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants reconnues d'utilité publique, émettrices de participation à la loterie nationale, de la contribution des patentes et de toutes taxes et impôts, p. 1145 (Document n° 9250). — Dépôt du rapport par M. Caillard, p. 6529 (Document n° 10854). — Discussion, p. 7191; adoption, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations fiscales aux associations de mutilés de guerre et d'anciens combattants émettrices de participations à la loterie nationale*, p. 7495.

— Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2820 (Document n° 728). — Dépôt du rapport par M. Chappelin, p. 3111 (Document n° 814). — Discussion, p. 3157; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3158.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8982 (Document n° 11593).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur: 1° le projet de loi relatif à la contribution des patentes et à diverses dispositions concernant les impositions départementales et communales; 2° la proposition de loi de M. Louis Rollin ayant pour objet de limiter le montant de la patente en 1950 (nos 8763-8902), p. 699 (Document n° 9084). — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi, p. 8981 (Document n° 11584).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à la suppression de la contribution des patentes à partir du 1^{er} janvier 1951, p. 7317 (Document n° 11133).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joannès Dupraz tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions des articles 1117 à 1193 du code général des impôts directs relatives à la contribution de la patente, p. 4085 (Document n° 10124).

PERCEPTION — RECOUVREMENT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à l'abrogation des dispositions exigeant le versement anticipé d'impôts pour les contribuables imposés au titre des revenus des personnes physiques pour une somme supérieure à 10.000 F, p. 454 (Document n° 9034). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 635 (Document n° 9072). — Discussion, p. 883; l'article unique étant disjoint, la proposition de loi devient sans objet, p. 892.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la majoration de 10 p. 100 frappant les impôts dus au 15 mars 1950 les contribuables grévistes et chômeurs, p. 2270 (Document n° 9569).

— Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2522 (Document n° 9631). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3035.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} février 1951 la date de paiement des impôts directs exigibles le 1^{er} novembre 1950, p. 7102 (Document n° 11097).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Rigal, tendant à reporter du 15 novembre au 15 décembre 1950 la majoration de 10 p. 100 applicable aux cotisations comprises dans les rôles mis en recouvrement durant les mois de mai, juin, juillet et août, p. 7375 (Document n° 11142).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Muller, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais supplémentaires pour le paiement des impôts, p. 6938 (Document n° 10588).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bouxom, tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions permettant le règlement par fractions de la surtaxe progressive jusqu'au 15 janvier 1951, p. 7045 (Document n° 11084). — Dépôt d'un rapport sur diverses propositions de loi et de résolution par M. Barangé, p. 7481 (Document n° 11175). — Retrait du rapport, p. 7587.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. July tendant à modifier l'article 363 bis du code général des impôts

directs, en élevant de 20.000 à 40.000 francs le plafond à partir duquel le paiement des impôts directs s'effectue par anticipation, p. 162 (Document n° 8918).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier, tendant à modifier les dispositions de l'article 120 du décret de réforme fiscale relatif au versement anticipé des impôts, p. 837 (Document n° 9113).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps, tendant à abroger les dispositions exigeant des versements provisionnels sur les impôts dus au titre des revenus des personnes physiques, pour les contribuables imposés en 1949 pour une somme supérieure à 10.000 francs, p. 858 (Document n° 9114).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Godin, tendant à autoriser le paiement des impôts directs par compensation avec les créances sur l'Etat et particulièrement avec les créances résultant de dommages de guerre, p. 2853 (Document n° 9756).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps, tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 p. 100, p. 7150 (Document n° 11170).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à abroger le deuxième alinéa de l'article 1756 du code général des impôts instituant une pénalité de 50 p. 100 en cas d'insuffisance dans le paiement des acomptes provisionnels, p. 7583 (Document n° 11207).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet, tendant à modifier les articles 1666 et 1667 du code général des impôts concernant le sursis de paiement, p. 8396 (Document n° 11174).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gilles Gozard, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux artisans et aux entreprises industrielles et commerciales occupant moins de dix salariés et aux entreprises agricoles occupant moins de trois salariés qui justifieront avoir payé à leurs salariés la prime de 3.000 francs prévue à l'arrêté ministériel du 7 février 1950 des délais pour le paiement des acomptes provisionnels à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des facilités de crédit, p. 1056 (Document n° 9201).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Degrand, tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petites entreprises artisanales et commerciales de nouveaux délais leur permettant de se libérer des acomptes provisionnels ou de leurs impôts sans avoir à subir des majorations pour pénalités de retard, p. 2122 (Document n° 9518).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duforest, tendant à inviter le Gouvernement à modifier la procédure des recouvrements fiscaux par prélèvement sur les comptes courants postaux, p. 3962 (Document n° 10074).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guy Petit, tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la pénalité de 10 p. 100 en faveur de certaines catégories de contribuables, p. 7762 (Document n° 11282).

PRÉLÈVEMENT EXCEPTIONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Garcia tendant à dispenser de tout versement au titre du « prélèvement exceptionnel », tous les contribuables n'ayant pu s'en acquitter à ce jour et à annuler toutes les poursuites engagées contre eux à ce titre, p. 9114 (Document n° 11720).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à rendre recevables les demandes de remise ou de dégrèvement du prélèvement exceptionnel parvenues après les délais légaux, p. 2854 (Document n° 9761).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Reeb tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la loi n° 48-30 autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation dans son application aux patrons pêcheurs et à la pêche artisanale, p. 5352 (Document n° 10530).

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yves Péron, tendant à modifier l'article 399 du code général des impôts directs, pour empêcher que s'exerce le privilège du Trésor en matière de contributions directes et taxes assimilées concernant les planteurs de tabac, p. 1092 (Document n° 9214).

REVENU

— Bénéfices agricoles.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à supprimer jusqu'au 15 octobre 1950 toute majoration des sommes réclamées à titre d'acompte sur l'imposition des bénéfices agricoles, p. 2329 (Document n° 9605). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamié tendant à reporter au 30 juin 1950 la date du paiement du deuxième tiers provisionnel des impôts dus en 1950 et à supprimer la majoration de 10 p. 100 pour les impôts mis en recouvrement par anticipation, p. 3250 (Document n° 9844).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Crouzier tendant à supprimer les pénalités pour retard applicables aux acomptes provisionnels d'impôts, p. 3328 (Document n° 9863). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gozard tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 juin la date de paiement du deuxième acompte provisionnel sur les impôts de 1950, p. 3159 (Document n° 9827). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 3622 (Document n° 9925). — Discussion, p. 3758; disjonction de la proposition de loi, p. 3762.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Castera, sur la proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardeche au sujet de l'impôt sur les bénéfices agricoles (n° 8876), p. 3822 (Document n° 9996).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à réparer les conséquences de l'erreur dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardeche dans l'établissement des bases d'imposition des bénéfices agricoles, p. 6918 (Document n° 10949). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, p. 6938 (Document n° 10991). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à réduire les impôts sur les bénéfices agricoles s'appliquant aux viticulteurs pour l'année 1950 à un niveau ne devant en aucun cas dépasser celui de l'année 1949, p. 6973 (Document n° 11070). — Dépôt du rapport par M. Zunino, p. 7090 (Document n° 11091).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Joly tendant à modifier la taxation des bénéfices agricoles afin d'atténuer les difficultés de trésorerie des exploitants agricoles, p. 390 (Document n° 9013).

Dépôt d'un proposition de loi de M. Pouyet, tendant à compléter l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949, modifiant, en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 1251 (Document n° 9266).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël, tendant à surseoir jusqu'à la récolte à toutes mesures de saisies ou de ventes aux enchères du mobilier, du matériel ou du bétail des exploitants agricoles poursuivis pour non paiement des impôts ou du prélèvement exceptionnel, p. 4962 (Document n° 10314).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Waldeck Rochet, tendant à déterminer les bénéfices forfaitaires à l'hectare des exploitations agricoles pour l'établissement de l'impôt de 1950 à des coefficients ne pouvant en aucun cas être supérieurs à ceux fixés pour l'établissement de l'impôt de 1949, p. 5344 (Document n° 11513).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet, tendant à compléter l'article 3 de la loi n° 49-1035 du 31 juillet 1949 réduisant le bénéfice forfaitaire agricole en cas de calamités, p. 5362 (Document n° 10525).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pouyet, tendant à compléter l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949 modifiant, en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 5344 (Document n° 10529).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à suspendre l'obligation faite aux organismes coopératifs ou mutuels, en vertu de l'article 1922 du code général des impôts, de répondre pour leurs sociétaires des sommes dues par ceux-ci au Trésor, p. 6937 (Document n° 10976).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 15 de la loi n° 49-1035 du 31 juillet 1949 relatif au bénéfice agricole forfaitaire, p. 7834 (Document n° 11276).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à la modification de l'article 66 du code général des impôts en vue de la suppression de la majoration de 400 francs par tête d'ovins s'ajoutant aux bénéfices agricoles forfaitaires à l'hectare, p. 9115 (Document n° 11650).

— Dépôt d'une proposition de M. Waldeck Rochet tendant à étendre aux exploitations agricoles familiales le régime prévu en faveur des artisans et assimilés pour le calcul de la taxe proportionnelle perçue au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, p. 9596 (Document n° 11759).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à interdire aux acheteurs de produits agricoles de faire payer aux producteurs les taxes mises à leur charge par les articles 287 (5°) et 1616 du code général des impôts, p. 2764 (Document n° 716).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7402 (Document n° 11160).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Zunino tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux trois départements des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse, la même taxation de l'impôt sur les bénéfices viticoles, en ce qui concerne les vins de consommation courante, que celle fixée pour les bénéfices viticoles, sur les vins de consommation courante, dans les départements gros producteurs de l'Hérault, de l'Aude et du Gard, p. 7090 (Document n° 11087).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charlot tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les viticulteurs des départements du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, p. 7102 (Document n° 11094). — Dépôt du rapport par M. Baurens, p. 7402 (Document n° 11157).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des difficultés des exploitations maraîchères pour l'évaluation de leurs bénéfices agricoles forfaitaires, p. 8797 (Document n° 11513).

— Bénéfices industriels et commerciaux.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Eric Bousch sur la proposition de résolution de M. Hébert, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions pour que les installations électriques réalisées par des industriels ou des commerçants pour parer à la pénurie actuelle du courant électrique bénéficient de délais d'amortissement extrêmement brefs, en ce qui concerne le calcul des bénéfices nets imposables. (N° 827, année 1949), p. 581 (Document n° 94). — Discussion, p. 863; adoption de la proposition de résolution, p. 870.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Masson tendant à modifier l'article 15 du code général des contributions directes, p. 3022 (Document n° 9792).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à instituer un abattement à la base égal au salaire minimum garanti pour la détermination du revenu imposable à la taxe proportionnelle en ce qui concerne les bénéfices des professions industrielles, commerciales et artisanales et des professions non commerciales, p. 4720 (Document n° 10267).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à élever le plafond du chiffre d'affaires au-dessous desquelles les exploitations industrielles et commerciales peuvent être taxées à l'impôt sur le revenu sous le régime du forfait, p. 9720 (Document n° 11773).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à porter en matière fiscale le forfait maximum à 10 millions, p. 7835 (Document n° 11280).

— Bénéfices des professions non commerciales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Courant sur l'imposition des professions non commerciales, p. 4021 (Document n° 10094).

Voir également à la rubrique: *Impôts (bénéfices industriels et commerciaux)*.

— Capitaux mobiliers.

Voir: *Valeurs mobilières*.

— Impôt général.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à accorder l'exonération d'impôts directs au personnel étranger employé par le centre international de l'enfance, p. 8199 (Document n° 11421).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à modifier le barème de la surtaxe progressive sur le revenu des personnes physiques prévue par l'article 72 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, p. 1240 (Document n° 9263).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à faire bénéficier les commerçants qui exercent leur activité commerciale sans le secours de salariés, des dispositions du troisième alinéa de l'article 66 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 2163 (Document n° 9529) (*rectificatif*, p. 2523).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrand tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus par les jeunes gens l'année de leur appel sous les drapeaux, p. 1882 (Document n° 9131).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à considérer comme enfant à charge les jeunes gens morts pour la France, p. 5700 (Document n° 10660).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Meck tendant à relever la fraction de chaque part du revenu considéré comme nulle lors du calcul de la surtaxe progressive, p. 7116 (Document n° 11099).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à porter de 120.000 F à 240.000 F le taux d'exonération en ce qui concerne le calcul de la surtaxe progressive, p. 7292 (Document n° 11122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Leenhardt tendant au dégrèvement de la surtaxe progressive au titre de 1949 (revenus de 1949) en faveur des petites cotes, p. 7895 (Document n° 11329).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant: 1° à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2° à atténuer, pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, p. 8576 (Document n° 11502).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 194 du code général des impôts en ce qui concerne le nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable, p. 3735 (Document n° 9964).

— Traitements, salaires, pensions et rentes viagères.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Flevez, tendant à imposer au même titre que les salariés, les tisseurs à domicile entrant dans le cadre de l'article 33 du code du travail, p. 2311 (Document n° 9619). — Arbitrage sur l'urgence, p. 3682, 3686. — Dépôt du rapport par M. Lamps, p. 3774 (Document n° 9996). — Discussion, p. 3775, 3787. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lamps, p. 3902 (Document n° 10044). — Discussion, p. 3934; adoption de la proposition de loi, p. 3990.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1418 (Document n° 367). — Dépôt du rapport par M. Maurice Walker, p. 1600 (Document n° 400). — Discussion, p. 1615; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1620 (rectificatif, p. 1679).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4539 (Document n° 10237). — Dépôt du rapport par M. Lamps, p. 4797 (Document n° 10287). — Discussion, p. 5654; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi, p. 5656 (Loi n° 50-881 du 29 juillet 1950, J. O. du 30 juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Noël, tendant à assimiler les gains perçus dans l'exercice de leur métier, par les gérants des maisons à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 470 (Document n° 9047). — Dépôt du rapport par M. Gabelle sur les propositions de loi: 1° de M. Gabelle, tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation; 2° de M. Marcel Noël, tendant à assimiler les gains perçus dans l'exercice de leur métier, par les gérants des maisons à succursales multiples non salariés, aux traitements et salaires prévus au premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale (nos 8146, 9047), p. 6108 (Document n° 10791). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Gabelle, p. 7450 (Document n° 11164). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire considérer comme des salaires pour l'établissement de l'impôt les gains réalisés dans l'exercice de leur profession par les gérants des maisons d'alimentation à succursales multiples et des coopératives de consommation », p. 7915.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2938 (Document n° 758). — Dépôt du rapport par M. Clavier, p. 3173 (Document n° 811). — Discussion, p. 3223; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3224.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9539. (Loi n° 51, 5 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pommère, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 162 (Document n° 8943).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie, tendant à modifier l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, p. 194 (Document n° 8938).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Fernand Bouxom, tendant à exonérer de l'impôt de 5 p. 100 prévu par l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 la rémunération des apprentis, p. 298 (Document n° 8990).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy, tendant à faire bénéficier le personnel titulaire et auxiliaire des postes, télégraphes et téléphones des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mars 1941 accordant une déduction supplémentaire pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les salaires à certaines catégories de contribuables, p. 3119 (Document n° 8998).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat, tendant à modifier le code général des impôts afin d'empêcher le rétablissement de l'ancien impôt cédulaire sur les salaires et traitements, p. 7194 (Document n° 11186).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard, tendant à inviter le Gouvernement à assimiler les rémunérations des médecins des hôpitaux et hospices publics à des salaires au regard des impôts sur le revenu, p. 8260 (Document n° 11424).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle, tendant à exclure l'imposition des traitements et salaires à la taxe proportionnelle et à rendre au Parlement ses prérogatives en matière de législation fiscale, p. 8260 (Document n° 11441).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Chevallier, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les bénéficiaires des péréquations de retraite ne soient pas pénalisés par le retard de rajustement de leurs pensions, p. 2210 (Document n° 9555).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Terrenotte, tendant à inviter le Gouvernement à exempter temporairement les établissements d'enseignement primaire et secondaire libres de la taxe proportionnelle de 5 p. 100 sur les traitements et salaires, p. 3650 (Document n° 9914).

Voir également à la rubrique: *Impôts (prélèvement exceptionnel)*.

SOCIÉTÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Trihoulet tendant à proroger jusqu'au 1^{er} janvier 1951 les délais fixés par les lois du 5 juillet 1949 et du 31 décembre 1949 pour l'application

des taux réduits de la taxe additionnelle au droit d'apport, p. 837 (Document n° 9104).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Meunier tendant à ce que les collectivités locales ne soient pas assujetties à l'impôt sur les sociétés, p. 2414 (Document n° 9629).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard autorisant les entreprises exploitées individuellement et les sociétés des personnes n'ayant pas exercé l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés à incorporer les réserves de réévaluation au montant de leur capital, p. 4872 (Document n° 10310).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à supprimer les exemptions d'impôts sur les bénéfices qui sont accordées aux sociétés sous prétexte de dotations pour approvisionnements techniques et autres provisions, p. 8576 (Document n° 11497).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Duclos tendant à financer une politique de reconstruction et de progrès social par une taxation exceptionnelle des superbénéfices des sociétés, p. 8576 (Document n° 11501) (rectificatif, p. 9314).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnefous tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la mise en vigueur des dispositions de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale relatives aux recouvrements de l'impôt sur les sociétés, p. 195 (Document n° 8955).

TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Emile Hugues sur le projet de loi tendant à augmenter le principal fictif de la contribution mobilière du département des Alpes-Maritimes (n° 6819), p. 2330 (Document n° 9597). — Adoption du projet de loi, p. 3035.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1192 (Document n° 277). — Dépôt du rapport par M. Jules Valle, p. 1519 (Document n° 382). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1582.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4371 (Loi n° 50-681 du 17 juin 1950, J. O. du 18 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Badiou sur la proposition de loi de M. Cordonnier portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses (dispositions relatives à la taxe d'abatage perçue par les communes), (n° 8302), p. 1389 (Document n° 9320) (rectificatif, p. 1564).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Restat portant réforme des finances locales et départementales, p. 1143 (Document n° 252).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3159 (Document n° 9824). — Dépôt d'un rapport par M. Badiou sur: 1° le projet de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transferts à l'Etat de certaines dépenses; 2° les propositions de loi: a) de M. Cordonnier portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses; b) de M. Restat, sénateur, portant réforme des finances locales et départementales (dispositions relatives à la réforme des impôts locaux à l'exception de la taxe d'abatage perçue par les communes) (nos 8063, 8302, 9824), p. 5775 (Document n° 10696). — Dépôt d'un avis de la commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Cordonnier, p. 8451 (Document n° 11486).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier le taux de la redevance sur le charbon, p. 635 (Document n° 9071). — Dépôt du rapport par M. Ginetet, p. 6190 (Document n° 10807).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Labrosse tendant à inviter le Gouvernement à verser aux collectivités locales la contrepartie des impôts directs et taxes indirectes non versées par les entreprises de l'Etat, p. 3230 (Document n° 9885). — Dépôt du rapport par M. Alfred Coste-Floret, p. 5385 (Document n° 10575).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont tendant à modifier le taux de la redevance minière perçue au titre de l'extraction du minerai de fer, p. 866 (Document n° 9121).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à modifier l'article 14 de la loi du 21 mai 1836, relatif aux subventions dues par certains usagers des chemins vicinaux, p. 1145 (Document n° 9231).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Augustin Laurent tendant à permettre aux conseils généraux la perception d'une majoration de 0,10 p. 100 des taxes locales additionnelles à la taxe sur le chiffre d'affaires (modification de l'article 41 du code des taxes sur le chiffre d'affaires), p. 6937 (Document n° 10972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mondon tendant à modifier l'article 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 prévoyant la création d'un fonds national de péréquation, modifié par la loi n° 49-1642 du 31 décembre 1949 relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 7835 (Document n° 11300).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Schaff relative à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, p. 8879 (Document n° 11568).

Voir également à la rubrique: *Impôts (patentes)*.

TIMBRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charlot, tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer au premier alinéa de l'ar-

Article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi 48-1177 du 24 septembre 1948, p. 1186 (Document n° 9256). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1609 (Document n° 9391). — Discussion, p. 1610. — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Beauquier, p. 2018 (Document n° 9178). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 2104 (Document n° 9505); suite de la discussion, p. 2150; adoption, au scrutin, p. 2161.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 917 (Document n° 180). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 951 (Document n° 185). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par M. Aubert, p. 954 (Document n° 186). — Discussion, p. 962; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 983 (*rectificatif*, p. 1057).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2522 (Document n° 9613). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 2660; discussion, p. 2667, et adoption, au scrutin, de la proposition de loi avec modifications, p. 2669 (*Loi n° 50-401 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier, tendant à abroger les articles 257 et 258 du décret n° 48-1936 du 9 décembre 1948, portant réforme fiscale, p. 2122 (Document n° 9509).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps, tendant à modifier la loi n° 50-401 du 3 avril 1950 en vue d'exonérer du droit de timbre exceptionnel sur les véhicules automobiles, les commerçants et industriels forains, p. 4797 (Document n° 10275).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Montagnier tendant à supprimer le 3^e paragraphe de l'article 968 du code général des impôts qui fixe le montant de la cotisation à 300 F inclus dans le prix du permis de chasse pour être destinés aux fédérations départementales des chasseurs, p. 5001 (Document n° 10352).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à exonérer totalement des droits du permis de chasse et du permis de pêche tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs et les bénéficiaires de l'allocation temporaire, p. 5248 (Document n° 10434).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Blanchet tendant à prélever dans la délivrance des permis de chasse, 200 F sur le droit de timbre au profit de la commune et 150 F sur la cotisation au profit de la commune pour être destinés au repeuplement en gibier et à la destruction des nuisibles, p. 5248 (Document n° 10435).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dusseaux, tendant à modifier la loi n° 50-401 du 3 avril 1950, afin que les industriels forains soient exonérés du droit de timbre exceptionnel sur les véhicules automobiles, p. 5352 (Document n° 10534).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paumier, tendant à compléter l'article 1^{er} de la loi n° 50-401 du 3 avril 1950 en vue d'exonérer complètement du droit de timbre exceptionnel les tracteurs agricoles et véhicules utilitaires de plus de 1.000 kg employés par les agriculteurs et les coopératives agricoles, p. 5420 (Document n° 10615).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet, tendant à établir la gratuité des droits de timbre et d'enregistrement des actes judiciaires et extrajudiciaires, p. 8576 (Document n° 11498).

Imprimerie nationale. — V. Pensions et retraites.

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de résolution de M. Lamps tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une indemnité exceptionnelle de maintien des avantages acquis aux ouvriers de l'Imprimerie nationale (n° 8077, année 1949), p. 4720.

Incendie. — V. Interpellations n° 2, 25, 96. — *Marine marchande (sécurité et hygiène)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lenormand tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 3 millions de francs aux victimes de l'incendie survenu le 21 janvier 1950 au bâtiment de P.O.N.C.O.R. à Caen, p. 837 (Document n° 9112). — Dépôt du rapport par M. Joseph Laniel, p. 1389 (Document n° 9289).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Gontrie tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles pour venir en aide aux agriculteurs de Bonneval (Savoie), victimes d'un incendie causé par la foudre, le 5 juillet 1950, p. 2176 (Document n° 563).

Incomptabilité parlementaire. — V. Députés.

Inde (établissements de l'). — V. France d'outre-mer.

Indochine. — V. Armées (corps expéditionnaire); — France d'outre-mer. — Interpellations n° 1, 10, 31, 72, 170, 181, 189, 194, 196, 222. — Légion d'honneur et médaille militaire. — Postes, télégraphes et téléphones (colis postaux). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 5, 105; (Conseil de la République) n° 44, 84, 85, 86, 102, 120.

Industrie. — V. Commerce et industrie.

Industrie et commerce (ministère).

LICENCIEMENTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel, tendant à inviter le Gouvernement à ne se livrer à aucun licenciement au ministère de l'Industrie et du Commerce et à ne prendre aucune mesure sans convocation préalable du comité technique paritaire, p. 4230 (Document n° 10176).

Inéligibilités. — V. Agriculture (ministère). — *Assemblée nationale (composition et élection)*. — *Elections*.

Infirmes et incurables. — V. Assistance aux vieillards, infirmes et incurables. — *Economiquement faibles*.

Infirmiers, infirmières et assistantes sociales.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mazuez, tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 46-630 du 8 avril 1946 relative à l'exercice des professions d'assistantes et d'assistants ou d'auxiliaires de service social et d'infirmières ou d'infirmiers, modifié par la loi n° 48-813 du 13 mai 1948, p. 379 (Document n° 9004). — Dépôt du rapport par M. Fernand Mazuez, p. 1010 (Document n° 9401).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, p. 3821 (Document n° 10000).

Inondations. — V. Algérie (calamités publiques). — *Calamités publiques*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Airoldi, tendant à inviter le Gouvernement: 1^o à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés victimes des inondations provoquées par la crue du Rhône, de l'Ain et de l'Isère, le 12 novembre 1950; 2^o à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3^o à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950, p. 7662 (Document n° 11252). — Dépôt du rapport par M. Truffaut, p. 7971 (Document n° 11360).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourbon tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux municipalités et aux sinistrés victimes des récentes inondations un premier secours de 500 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1950, p. 7746 (Document n° 11266).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Guérin, tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence aux familles sinistrées par les récentes inondations dans la région du Rhône et de la Saône, p. 7746 (Document n° 11268).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dominjon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations de la vallée de l'Ain, p. 7746 (Document n° 11269).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tony Révillon tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes sinistrées par les inondations du département de l'Ain, p. 7836 (Document n° 11323).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Roger Roucaute tendant à inviter le Gouvernement: 1^o à attribuer des secours et indemnités aux personnes et aux communes sinistrées par les inondations de la vallée du Rhône; 2^o à accorder aux familles sinistrées l'exonération des impôts de 1950, p. 8078 (Document n° 11400).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département du Jura un premier secours de 200 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1954, p. 8265 (Document n° 11146).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Anna Schell tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours immédiat aux victimes des inondations du département de la Moselle, p. 8725 (Document n° 11524).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département de Saône-et-Loire un premier secours d'urgence et une exonération fiscale, p. 8742 (Document n° 11529).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à inscrire au budget de 1951 les crédits nécessaires à la réalisation du plan de défense de la ville de Toulouse contre les inondations et à tout mettre en œuvre pour l'achèvement rapide des travaux correspondants, p. 8797 (Document n° 11541).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à secourir les sinistrés de Saône-et-Loire victimes des inondations du Doubs et de la Saône, p. 9313 (Document n° 11701).

Inscriptions de privilèges. — V. Construction, reconstruction.

Inscrits maritimes. — V. Assurance des marins du commerce. — *Interpellations* n° 266. — *Pêches maritimes*.

Inspection académique. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 26.

Institut électrotechnique. — V. Légion d'honneur.

Institut de France. — V. Domaine de l'Etat des départements et des communes (affectation d'immeubles).

Institut médico-légal. — V. Pensions et retraites (personnels communaux).

Institut national de la propriété industrielle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi créant un institut national de la propriété industrielle, p. 7401 (Document n° 11148). — Dépôt du rapport par M. Jules Julien, p. 8798 (Document n° 11547).

Institut national de la statistique et des études économiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, p. 4021 (Document n° 10099). — Dépôt du rapport par Mme Poinso-Chapuis, p. 5385 (Document n° 10549). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale, par M. André-François Mercier, p. 8061 (Document n° 11374). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par Mme Poinso-Chapuis, p. 8171 (Document n° 11413). — Discussion, p. 8322; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 8323 (rectificatif, p. 8576).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3067 (Document n° 793). — Dépôt du rapport, par M. Rochereau, p. 3232 (Document n° 866). — Discussion, p. 3332.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à simplifier le travail de l'institut national des statistiques et des enquêtes économiques et à accélérer ses méthodes en matière d'inscriptions et de radiations sur les listes électorales, p. 4146 (Document n° 9211).

Instituteurs et institutrices. — V. Fonctionnaires de l'enseignement. — Interpellations n° 249. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 133.

Institutions parlementaires. — V. Constitution.

Interdiction de séjour. — V. France d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie, textes généraux).

Intérieur (ministère).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances de M. Truffaut sur la proposition de loi de M. Triboulet tendant à intégrer dans le corps préfectoral les délégués venus de la Résistance, promus à la libération et injustement évincés (nos 6172, 7992), p. 2105 (Document n° 9492).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à appliquer les dispositions de la loi du 3 avril 1950 aux agents du cadre complémentaire de bureau ou de service, aux employés de bureau recrutés sur contrat, aux auxiliaires de bureau ou de service et au personnel assimilé des préfetures et des sous-préfetures rétribués sur les budgets départementaux, en vue de permettre la titularisation de ces personnels dans le cadre départemental, p. 5384 (Document n° 10572). — Dépôt du rapport par M. Ballanger, p. 6797 (Document n° 11532).

Interpellations (Assemblée nationale).

1° MINISTÈRE GEORGES BIDAULT

1. — *Affaire des généraux Revers et Mast.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur les scandales auxquels donne lieu la guerre colonialiste du Viet-Nam (affaire Revers-Mast); bruits de corruption de parlementaires et de journalistes, p. 283; fixation de la date, p. 284; discussion, p. 287; ordres du jour de: 1° M. Jacques Duclos; 2° M. Juglas, p. 289; 3° M. René Capitant, p. 294; Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Juglas, tendant à la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, p. 289.

2. — *Incendies de forêts des Landes.* — Discussion de plusieurs interpellations de: 1° M. Degoutte, sur les enseignements que le Gouvernement a tirés des grands incendies du mois d'août dans les Landes, sur les mesures qu'il compte prendre pour éviter le retour de telles catastrophes, et sur celles qu'il a mises en application pour limiter dans la mesure du possible les pertes de richesses occasionnées par le sinistre; 2° M. Ramarony, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour porter secours aux malheureuses victimes des incendies de forêts et à leur famille pour assurer la protection et le reboisement des Landes de Gascogne; 3° M. Félix Garcia, sur l'origine et les causes des incendies qui ont ravagé la forêt de Gascogne, l'insuffisance des mesures qui, au début, furent prises pour les combattre, les mesures à prendre pour en éviter la répétition, le châtiment des incendiaires arrêtés, la lenteur apportée par le Gouvernement pour secourir les sinistrés et victimes civiles et militaires, l'insuffisance de la participation du Gouvernement à l'aide aux sinistrés et victimes, l'utilisation des fonds provenant de la solidarité publique détenus par l'Etat, les mesures à prendre pour que l'écoulement des stocks de bois soit enfin assuré de façon satisfaisante, la nécessité d'entreprendre immédiatement les travaux nécessaires pour reconstituer la forêt détruite et rendre à la région sa prospérité; 4° M. Marc Dupuy sur: a) les causes du catastrophique incendie qui a ravagé en août dernier le département de la Gironde, semant la ruine, la mort et la désolation; b) l'insuffisance des moyens mis par le Gouvernement à la

disposition des populations pour faire face à l'incendie, qui, faisant suite à l'absence totale de vigilance et de surveillance, met en cause ses responsabilités; c) les mesures qu'a prises ou compte prendre le Gouvernement pour arrêter et prévenir les incendies, ainsi que pour les secours aux populations si durement éprouvées; d) les moyens qu'il entend mettre à la disposition des populations pour l'exploitation des bois brûlés et la reconstitution de la forêt; 5° M. Lamarque-Cando, sur les causes et les conséquences des incendies de forêts du Sud-Ouest et sur l'application des dispositions de l'ordonnance du 23 avril 1945 pour la remise en valeur de la région de la forêt de Gascogne; 6° M. Defos du Rau, sur les causes des incendies de forêts dans les Landes et sur les mesures prises pour en réparer les conséquences, ainsi que sur les moyens qui seront mis en œuvre dans l'avenir pour empêcher le retour de sinistres aussi graves; 7° M. Max Brusset, sur les causes et les conséquences de l'explosion du camp de Bussac qui, le 18 août 1949, a causé dans la région un incendie mettant les habitants des villages environnants dans une situation critique, p. 222, 231, 326, 343, 390; ordres du jour de: 1° M. Chaban-Delmas; 2° M. Marc Dupuy; 3° M. Lamarque-Cando, p. 396; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Lamarque-Cando, p. 402.

3. — *Composition du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Paul Reynaud sur les modifications apportées à la composition du Gouvernement et discussion, p. 1029; adoption, au scrutin, d'un ordre du jour de M. de Menthon, p. 1055.

4. — *Incidents survenus en Afrique noire.* — Demande d'interpellation de M. Félix Tchicaya sur: 1° les tentatives illégales et inconstitutionnelles de mise en arrestation du député de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, président du rassemblement démocratique africain; 2° sur la politique de répression et de provocation actuellement menée en Côte d'Ivoire; 3° sur les graves conséquences que les récents incidents peuvent avoir pour la paix sociale de ce territoire, p. 830. — Demande d'interpellation de M. Arthaud, sur les très graves conséquences que peut entraîner la politique de provocation poursuivie en Côte d'Ivoire et qui vient de se manifester par le coup de force tenté en violation de la loi et de la Constitution contre le président du rassemblement démocratique africain Félix Houphouët-Boigny, député de Côte d'Ivoire; sur l'arrestation et la détention arbitraire de 1.000 militants du rassemblement démocratique africain dans ce territoire, et de façon générale sur la crise engendrée dans les territoires d'outre-mer par la politique d'oppression et de répression qu'y développe le Gouvernement, p. 865. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Citerne, sur les événements de la Côte d'Ivoire, la répression colonialiste à Madagascar et la politique anticonstitutionnelle du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer; 2° de M. d'Astier de la Vigerie sur la survivance des pratiques colonialistes et racistes condamnées par la Constitution et les abus criminels commis par l'administration dans les territoires d'outre-mer, notamment à l'occasion des incidents qui viennent d'avoir lieu en Côte d'Ivoire, ainsi que sur la décision du Gouvernement d'interdire toute réunion publique du rassemblement démocratique africain et de traquer les membres de ce parti démocratique, dont sept représentants ont été librement élus à l'Assemblée nationale par les populations intéressées, p. 967. — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur la scandaleuse violation de la Constitution et des libertés démocratiques que le conseil des ministres n'a pas hésité à commettre en prenant une décision par laquelle il prétend interdire toute réunion du rassemblement démocratique africain en Afrique noire et sur le cynisme avec lequel il tente ainsi de couvrir les crimes commis à Dimbokro par les colonialistes et les forces de répression aux ordres de l'administration qui ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant douze morts et soixante blessés, p. 1017. — Demande d'interpellation de M. Félix Tchicaya sur les incidents criminels de Dimbokro, où des colonialistes armés et les forces de répression ont ouvert le feu sur une foule paisible faisant treize morts et plus de cent blessés et sur la décision du Gouvernement, destinée à couvrir ses responsabilités et celles de son administration, par laquelle, en violation des lois et de la Constitution, il prétend interdire au rassemblement démocratique africain la tenue de ses réunions, p. 1018. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Castellani, sur: a) les conséquences de la propagande menée par les élus et conseillers de l'Union française communistes dans l'Union française; b) les excitations à la révolte de ces élus et conseillers à Madagascar, en Afrique noire, et notamment en Côte d'Ivoire; 2° de M. Mamadou Konate: a) sur les crimes commis à Bouaffé, Dimbokro et Séguéla sur des manifestants sans armes; b) sur la monstrueuse provocation constituée par la tentative illégale de mise en état d'arrestation du député de la Côte d'Ivoire Félix Houphouët-Boigny, président du rassemblement démocratique africain; c) sur la décision prise en conseil des ministres, en violation des libertés constitutionnelles d'interdire les réunions du R. D. A. en Afrique noire; d) sur les arrestations arbitraires des militants du R. D. A. qui se succèdent en Côte d'Ivoire dans le but évident de provoquer la population; e) sur le refus de communication des dossiers des affaires de Bouaffé, Dimbokro et Séguéla opposé par le procureur de la République à Bassam à des avocats régulièrement constitués, qui prive de tout moyen de défense les militants du R. D. A. en état d'arrestation, dont certains subissent journellement des tortures dans les prisons où ils sont détenus, p. 1126. — Fixation de la date de la discussion des dites interpellations et de celles déposées en 1949 par: 1° M. Lisette; 2° M. Bayrou; 3° M. Cermolacce, p. 1125; adoption, au scrutin, p. 1140.

5. — *Prix agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Jean Masson sur la politique de garantie des prix agricoles, les conséquences des engagements pris dans le cadre de l'organisation économique européenne et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour promouvoir l'équipement de l'agriculture dans le but d'abaisser les prix de revient et d'affronter la concurrence internationale, p. 162. — Demande d'interpellation de M. René Charpentier, sur la

politique économique agricole du Gouvernement, p. 233. — Demande d'interpellation de M. R. Moussu sur la politique agricole du Gouvernement et spécialement sur la garantie de prix des produits agricoles, p. 342. — Demande d'interpellation de M. Albert Rigat, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a fixé le prix de la tonne de betterave industrielle, p. 418. — Discussion desdites interpellations, ainsi que celles déposées en 1949 par: 1° M. Legendre; 2° M. Waldeck Rochet; 3° M. Desjardins, p. 455; suite de la discussion, p. 491, 1224, 1263, 1281, 1371, 1443, 1462; ordres du jour de: 1° M. Desjardins; 2° M. Jean Masson, p. 1479; 3° M. Moussu; 4° M. Waldeck-Rochet; 5° M. Antier, p. 1480; nouvel ordre du jour de M. Moussu, p. 1489; adoption, au scrutin, de cet ordre du jour, p. 1495 (rectificatif), p. 1564).

6. — *Incidents d'Oran les 25 et 27 février 1950.* — Demande d'interpellation de M. Laribi, sur les incidents qui se sont déroulés les 25 et 27 février à Oran, à la suite de la grève des dockers et de la manifestation devant la maison du peuple et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le renouvellement de semblables incidents, p. 1829. — Retrait, p. 2016.

7. — *Démonstrations contre la guerre atomique dans l'enseignement.* — Demande d'interpellation de M. Dreyfus-Schmidt sur la circulaire émise par le ministère de l'éducation nationale portant interdiction « d'inspirer aux élèves l'horreur de la guerre atomique à l'aide de lectures, de dictées, d'énoncés de problèmes, de modèles de dessins, de démonstrations scientifiques, de cours d'instruction civique et de manifestations diverses » (22 février 1950), p. 1333; fixation de la date, p. 2217; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2219.

8. — *Attentat contre le journal de Châteauroux La Marseillaise* — Demande d'interpellation de M. Marcel Peyrat sur les mesures qu'entend prendre le Gouvernement à la suite du criminel attentat qui vient d'avoir lieu à Châteauroux, contre le journal démocratique *La Marseillaise* (21 février 1950), p. 1933; fixation de la date, p. 2219; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2221.

9. — *Incidents du port d'Oran.* — Demande d'interpellation de Mme Alice Sportisse, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement contre l'attitude odieuse du préfet d'Oran, seul responsable de la provocation sanglante survenue au port d'Oran le 25 février 1950, p. 1524; fixation de la date, p. 2221; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2223.

10. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique de réaction, de répression et de guerre du Gouvernement, tendant: 1° à aggraver les conditions d'existence des travailleurs en prétendant s'opposer à l'augmentation des salaires, ce qui constitue une violation flagrante de la loi, violation faite à l'avantage du patronat puisque aussi bien les arguments développés par le président du conseil à Saint-Etienne ne font que reprendre ceux de M. Villiers, président du conseil national du patronat français; 2° à porter gravement atteinte aux libertés démocratiques et à employer des méthodes vichystes de répression contre le mouvement ouvrier en utilisant notamment, pour cela, un haut fonctionnaire de la police d'une moralité douteuse puisqu'il a été condamné dans une affaire de meurtres; 3° à poursuivre la guerre criminelle et antinationale du Viet-Nam faite pour le compte de l'étranger et au profit de chéquards que le président du conseil regrette de voir peu à peu découvrir, lui qui ne voulait pas de commission d'enquête et qui ne l'accepta que contraint et forcé par l'indignation et le mécontentement populaire, p. 1263; fixation de la date, p. 2361; renvoi à la suite, au scrutin, p. 2365.

11. — *Politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de la guerre* — Demande d'interpellation de M. Aubry, sur la politique que le Gouvernement entend pratiquer à l'égard des victimes de la guerre, de leurs ayants droit, des anciens combattants, déportés, internés, prisonniers, victimes civiles, résistants, etc., tant de la métropole que des territoires d'outre-mer, p. 233. — Demande d'interpellation de M. André Tourné, sur la politique que le Gouvernement compte suivre pour faire face aux droits à réparation des anciens combattants et victimes de la guerre et de leurs ayants droit: 1° au regard du rapport constant entre le traitement des fonctionnaires et les pensions d'invalidité; 2° au regard des déportés, prisonniers, internés, victimes civiles, résistants, veuves, orphelins et ascendants; 3° au regard des loix de Vichy dont certaines portent cruellement atteinte aux droits moraux et matériels des anciens combattants et victimes de guerre des deux guerres, p. 1018. — Demande d'interpellation de M. Devemy sur la politique que le Gouvernement compte suivre en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre, particulièrement pour l'application du rapport constant, la revalorisation de la retraite et les problèmes concernant les anciens prisonniers de guerre (pécule, soldes, marks), p. 1333. — Demande d'interpellation de M. Barrachin, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour venir en aide à l'ensemble des victimes de la guerre, p. 1619. — Discussion desdites interpellations et de celles déposées en 1949 par: 1° M. André Tourné; 2° de M. Védrières, p. 2365; ordres du jour de: 1° M. Mouton et Astier de La Vigerie; 2° M. Aubry; 3° M. Devemy, p. 2409; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Aubry, p. 2413 (rectificatif), p. 2523).

12. — *Liberté de vente du café.* — Demande d'interpellation de M. Castellani, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour tenir ses engagements en rendant effective la liberté du café et en supprimant certain groupement d'achat de ce produit qui continue à imposer un dirigisme préjudiciable aux intérêts des agriculteurs des territoires d'outre-mer, p. 1524; fixation de la date, p. 2447; renvoi à la suite, p. 2449.

13. — *Politique de l'alcool.* — Demande d'interpellation de M. Bocoquet, sur les raisons qui ont motivé la fermeture des distilleries d'alcool de betteraves, p. 967. — Demandes d'interpellation: 1° de M. Jean-Raymond Guyon, sur la politique que le Gouvernement entend suivre en ce qui concerne le régime économique de l'alcool et sur les solutions qu'il envisage d'apporter aux problèmes économiques, agricoles, fiscaux et sociaux que soulève en France la question de l'alcool; 2° de M. René Charpentier, sur la politique de l'alcool, p. 1018. — Demande d'interpellation de M. Caron, sur: 1° la suppression de l'alcool de betteraves pour la campagne 1950; 2° la fixation du prix de la betterave, p. 1124. — Demande d'interpellation de M. Fernand Chevalier, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que le régime économique de l'alcool puisse jouer efficacement le rôle en vue duquel il a été institué, p. 1619. — Discussion, p. 2724, 2711, 2767; ordres du jour: 1° de M. Maion; 2° de M. Fernand Chevalier, p. 2774; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Fernand Chevalier, p. 2730.

14. — *Arrestation de deux députés.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur la violation de la Constitution dont s'est rendu coupable le Gouvernement en faisant arrêter illégalement Mme Marie Lambert, député du Finistère, sous le faux prétexte de « flagrant délit », ce qui, au surplus, crée un précédent dangereux pour les droits des représentants de la nation, p. 2806. — Discussion, p. 2806; ordres du jour de: 1° M. Jacques Duclos, p. 2994; 2° M. Dreyfus-Schmitt; 3° M. de Moro-Giafferri; 4° M. René Capitant, p. 2995; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. de Moro-Giafferri, p. 3010.

15. — *Événements de Brest.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Jacques Duclos, sur: a) le crime que le Gouvernement a fait commettre à Brest en donnant l'ordre de tirer sur des manifestants, ce qui a provoqué mort d'homme; b) l'arrestation illégale de M. Alain Signor, député du Finistère, qui fait suite à celle de Mme Marie Lambert, également député du Finistère; 2° M. Signor, sur les attentats survenus à Brest, les 46 et 47 avril et à Quimper le 22 avril; 3° M. Gabriel Paul, sur: a) les ordres que le Gouvernement a donnés aux forces policières de tirer sur les travailleurs du bâtiment en grève à Brest, assassinant un ouvrier, occasionnant de nombreux blessés par balles; b) les arrestations illégales des deux députés du Finistère, Mme Marie Lambert et M. Alain Signor ainsi que des ouvriers et militants syndicaux, en violation flagrante des droits inscrits dans la Constitution, p. 2806. — Discussion, p. 3010; ordres du jour de: 1° M. Jacques Duclos; 2° de M. de Menthon, p. 3021; suite de la discussion sur les ordres du jour, p. 3036; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. de Menthon, p. 3039.

16. — *Fermeture d'usines de constructions aéronautiques.* — Demande d'interpellation de M. Adrien Mouton, sur la violation des lois et règlements en vigueur, par la direction de la S.N.C.A.S.E., à Marignane, et sur les brutalités policières dont ont été l'objet les travailleurs de cette usine le lundi 30 janvier 1950, p. 967. — Demande d'interpellation de M. Peyrat, sur la politique que le Gouvernement entend suivre, à l'égard de l'usine de constructions aéronautique nationalisée de Châteauroux-Deols (Indre), p. 1018. — Demande d'interpellation de M. André Marty: 1° sur les licenciements systématiques de personnel dans les usines d'aviation; 2° sur la fermeture de la S.N.E.C.M.A. d'Argenteuil, fabricant des tracteurs agricoles, et sur les conditions dans lesquelles cette usine doit être vendue à une société étrangère et transférée dans une autre localité; 3° sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement, en violation de la loi du 2 août 1949, n'a pas déposé son projet de loi portant réorganisation de l'industrie aéronautique, p. 1124. — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Marty: a) sur les motifs pour lesquels le Gouvernement a fermé la grande usine de moteurs d'aviation S.N.E.C.M.A.-Kellermann et toutes ses annexes; b) sur les mesures de violence inadmissibles exercées à l'égard des ouvriers et des ingénieurs de la S.N.E.C.M.A.-Kellermann défendant leur pain et celui de leurs familles; 2° M. Henri Lespès, sur les errements qui ont eu pour conséquence le licenciement massif et soudain de plusieurs milliers de travailleurs de la S.N.E.C.M.A. ainsi que sur la politique que le Gouvernement entend suivre en matière de construction aéronautique; 3° M. Henri Bouret, sur: a) les raisons du retard apporté au dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale du projet de loi portant établissement d'un plan quinquennal de construction aéronautique; b) les considérations qui ont amené le Gouvernement à réduire dans des proportions importantes l'effectif de la S.N.E.C.M.A. avant que le Parlement se soit prononcé à l'occasion de la discussion du plan, sur l'importance du potentiel à conserver dans nos usines de construction aéronautique; 4° M. Ballanger, sur la fermeture des usines de la Société nationale de constructions et d'études de moteurs d'avions et notamment sur la liquidation de l'usine d'Argenteuil et le licenciement de 3.500 ouvriers, p. 2806. — Discussion desdites interpellations et de celle déposée en 1949 par M. Robert Ballanger, p. 3106; ordres du jour de: 1° M. Marty; 2° M. Henri Lespès; 3° M. Pierre Montel, p. 3149; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Montel, p. 3156.

17. — *Mesure prise à l'égard de M. Joliot-Curie.* — Demande d'interpellation de M. Legendre, sur le fait de savoir si les récentes déclarations de M. Joliot-Curie devant le congrès du parti communiste sont compatibles avec ses fonctions de haut commissaire à l'énergie atomique et sur les sanctions que M. le président du conseil compte prendre pour mettre fin à ce qui apparaît aux yeux d'un grand nombre de Français patriotes comme un intolérable délit, p. 2806. — Demande d'interpellation de M. Roger Garaudy, sur la mesure inadmissible prise à l'égard du savant Joliot-Curie, qui vient d'être relevé de ses fonctions de haut commissaire de l'énergie atomique et de membre du comité de l'énergie atomique, au mépris des intérêts de la science française, des intérêts de la nation et de la cause de la paix, p. 3123; fixation de la date, p. 3378; renvoi à la suite, au scrutin, p. 3386.

18. — *Activité des brigades fiscales.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur les agissements des nouvelles brigades fiscales, récemment embauchées en dehors du personnel régulier, parmi les anciens agents du contrôle économique et qui, pendant plusieurs jours, s'installent chez les commerçants, fouillent leurs tiroirs, violent leur domicile personnel, traitent les contribuables comme des malfaiteurs, p. 2806; fixation de la date, p. 3692. — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur l'activité des brigades polyvalentes de contrôle, p. 3475; fixation de la date, p. 3692. — Demande d'interpellation de Mme Ginollin sur l'activité des brigades fiscales récemment constituées et discussion desdites interpellations, p. 3795; ordres du jour de: 1° M. Chambeiron; 2° Mme Denise Ginollin; 3° M. Frédéric-Dupont; 4° M. Pineau, p. 3816; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Pineau, p. 3820.
19. — *Dissolution de la chambre des métiers de la Seine.* — Demande d'interpellation de M. Emmanuel d'Astier, sur la dissolution arbitraire de la chambre des métiers de la Seine, p. 3982; fixation de la date, p. 4753; renvoi à la suite, au scrutin, p. 4755.
20. — *Mesures prises à l'encontre des militants syndicalistes de Saône-et-Loire.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les mesures arbitraires et inadmissibles prises à l'encontre de militants syndicalistes de Saône-et-Loire en vertu d'un décret du 2 février 1852 de Louis-Napoléon Bonaparte, p. 2.
21. — *Droit au travail et droit de grève.* — Demande d'interpellation de M. Boulet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que soient effectivement garantis le droit au travail et le droit de grève, contre certaines mesures de licenciement, dont les conditions d'arbitraire, qui apparaissent comme une violation de ces droits, sont de nature à troubler gravement la paix sociale, p. 2.
22. — *Licenciements illégaux contre les ouvriers du barrage de Rivières (Tarn).* — Demande d'interpellation de M. Garudy sur les licenciements illégaux prononcés contre les ouvriers du barrage de Rivières, dans le Tarn, qui exerçaient légalement leur droit de grève, p. 162.
23. — *Situation défavorable faite au personnel de la police dans le reclassement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la situation particulièrement défavorable faite au personnel de la police et en particulier de la police parisienne dans le reclassement tel qu'il résulte de la loi du 28 septembre 1948 portant catégorie spéciale, p. 494.
24. — *Incidents de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Terrenoire sur les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de mettre fin au sabotage de la défense nationale que la C. G. T. communiste poursuit dans les ports, sur les chemins de fer et dans certaines usines, sabotage dont les scandaleux incidents de Marseille viennent de souligner la gravité, p. 233.
25. — *Incendies de forêts. — Secours aux sinistrés des Landes.* — Demande d'interpellation de M. Louis Marin sur les méthodes de répartition de secours aux sinistrés des Landes et sur les moyens d'empêcher les incendies de forêts, p. 233.
26. — *Abus de pouvoir commis par le préfet de la Guadeloupe et le sous-préfet de Pointe-à-Pitre.* — Demande d'interpellation de M. Rosan Girard sur divers abus de pouvoir et actes partisans commis par le préfet de la Guadeloupe et le sous-préfet de Pointe-à-Pitre, notamment à l'occasion des élections cantonales des 2 et 9 octobre, p. 233.
27. — *Accident à Munchause près de Colmar (Haut-Rhin).* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur les causes de l'accident qui a eu lieu le 10 janvier 1950 à Munchause, près de Colmar (Haut-Rhin), et qui a causé la mort de dix-neuf personnes, p. 233.
28. — *Licenciement à la Société nationale des chemins de fer français.* — Demande d'interpellation de M. Schaff sur le licenciement massif des auxiliaires de la Société nationale des chemins de fer français, p. 233.
29. — *Pertes subies par les exploitations gazières. — Non-imputation au budget des municipalités.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Legendre sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que les pertes subies par les exploitations gazières nationalisées du fait de leur mauvaise gestion, de la réglementation officielle des prix et des circonstances de guerre et d'après guerre, ne soient pas imputées au budget des municipalités concédantes; 2° M. Jean Masson sur les mesures que compte adopter le Gouvernement pour faire prendre en charge par l'Etat, au lieu et place des municipalités, les pertes subies par la société Gaz de France et résultant du blocage des prix, p. 233.
30. — *Enquêtes judiciaires et de police communiquées à la presse.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur sur les conditions dans lesquelles les enquêtes judiciaires et de police sont communiquées à la presse avant leur achèvement, p. 233.
31. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour défendre nos soldats d'Indochine contre ceux qui sabotent leur matériel, les diffament, bloquent leur ravitaillement et notamment contre la femme-député qui, à Pékin, vient d'encourager ceux qui les assassinent, p. 278.
32. — *Lock-out aux usines de pétrole à Ambès (Gironde).* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur le lock-out de 900 travailleurs des usines de pétrole, à Ambès (Gironde), survenu sur ordre des Américains, en violation des lois françaises sur le sci français, p. 278.
33. — *Conditions de mise en liberté anticipée d'un ancien commissaire aux questions futures.* — Demande d'interpellation de M. Roger Roucaute sur les conditions dans lesquelles a été mis

en liberté anticipée Xavier Vallat, ancien commissaire aux questions juives dans le gouvernement de Vichy, et responsable de la mort de plusieurs milliers d'Israélites, p. 278.

34. — *Eruptions de locataires et concierges.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur les mesures que le Gouvernement compte prendre d'urgence pour faire cesser les scandaleuses et multiples expulsions de locataires et de concierges qui, chaque jour, jettent des familles à la rue, et aboutissent à des faits pénibles tels la séparation des mères de leurs enfants ou l'entassement de familles dans de honteux centres d'hébergement dont la tenue et les règlements sont véritablement inhumains, p. 278.

35. — *Renouvellement de l'accord commercial annuel franco-polonais.* — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur la décision que le Gouvernement vient de prendre de refuser d'ouvrir des négociations en vue du renouvellement de l'accord commercial annuel franco-polonais, décision de nature à nuire gravement à certains secteurs de la vie économique française, p. 278.

36. — *Pertes subies par les exploitations gazières. — Non-imputation au budget des municipalités.* — Demande d'interpellation de M. Emile Hugues sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que les communes citées devant le conseil supérieur de l'électricité et du gaz ne soient pas mises en demeure de supporter les conséquences d'une réglementation des prix et d'une nationalisation à laquelle elles sont étrangères, ainsi que le déficit d'une gestion à laquelle elles ne sont pas amenées à participer et sur la suite que le Gouvernement entend donner à ces requêtes introductives d'instance de la part du Gaz de France, p. 278.

37. — *Conditions dans lesquelles sont instruites un certain nombre d'affaires.* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur les conditions dans lesquelles sont instruites un certain nombre d'affaires et en particulier l'affaire dite du scandale du vin où il a été question de M. Félix Gouin et M. Jules Moch, l'affaire Sainrapt et Brice où il a été question de M. André Marie, l'affaire Scaccia à l'occasion de laquelle le nom de M. Lecourt a été prononcé, p. 278.

38. — *Incidents d'Ivry.* — Demande d'interpellation de M. Guyot: 1° sur les conditions dans lesquelles le dimanche 15 janvier s'est effectué à Ivry un raid motorisé de 1.500 hommes de troupe de guerre civile du R. P. F. menaçant et provoquant la population durant plusieurs heures; 2° sur les ordres donnés à la police, cette dernière n'étant intervenu à aucun moment pour assurer la protection de la population; 3° sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour poursuivre et punir les organisations du raid fasciste et ordonner la dissolution des groupes armés du R. P. F., p. 278.

39. — *Structure des conseils d'administration des sociétés d'assurances nationalisées.* — Demande d'interpellation de M. Truffaut sur le caractère illégal et manifestement contraire à l'esprit de la loi du 25 avril 1946 sur la nationalisation des assurances, du décret 49-1593 du 15 décembre 1949 (J. O. du 16 décembre 1949) pris par le ministre des finances l'autorisant à modifier la structure des conseils d'administration des sociétés d'assurances nationalisées et sur les conséquences regrettables de l'application de ce décret par les quatre arrêtés de M. le sous-secrétaire d'Etat aux finances pris le 22 décembre 1949 et publiés au J. O. du 15 janvier 1950, p. 279.

40. — *Lock-out des marins de l'« Ile-de-France ».* — Demande d'interpellation de M. Cance sur les mesures que compte prendre le Gouvernement: 1° pour mettre fin au lock-out des marins de l'« Ile-de-France » et faire respecter le droit de grève inscrit dans la Constitution; 2° pour accorder aux marins, ainsi qu'à tous les travailleurs, la prime de 3.000 francs et obtenir de la direction de la Compagnie générale transatlantique, dont l'Etat détient la majorité des actions, que soient satisfaites les légitimes revendications de l'équipage du plus grand paquebot de France; 3° pour faire cesser l'intolérable situation qu'amène le refus de la Compagnie générale transatlantique d'accorder l'augmentation de salaire réclamée par les marins alors que le désarmement de l'« Ile-de-France » coûte aux contribuables des dizaines de millions, p. 342.

41. — *Sabotages commis sur les voies ferrées.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur les sabotages commis sur les voies ferrées et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la sécurité des voyageurs et du personnel de la Société nationale des chemins de fer français, p. 417.

42. — *Politique scolaire du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Garudy sur la politique scolaire du Gouvernement, et notamment sur les pressions faites sur des membres du corps enseignant pour déterminer leur activité politique, p. 418.

43. — *Arrêt d'exploitation de certaines mines des houillères d'Auvergne.* — Demande d'interpellation de M. Biscarlet sur l'arrêt d'exploitation de certaines mines des houillères d'Auvergne, notamment du puits de Coincy et de la mine d'Armois, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour maintenir ces mines en exploitation ainsi que le demande l'ensemble de la population et que l'exige l'intérêt national, p. 418.

44. — *Voyage du ministre des affaires étrangères en Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Vendroux, sur les déclarations que M. le ministre des affaires étrangères a faites à l'occasion de son récent voyage en Allemagne, p. 418.

45. — *Réquisition du personnel chargé de l'exploitation des aérodromes et de la sécurité aérienne.* — Demande d'interpellation de M. Charles Benoist, sur: 1° les conditions dans lesquelles a été réquisitionné, en violation du droit constitutionnel, le personnel chargé de l'exploitation des aérodromes et de la sécurité aérienne; 2° la nécessité de revaloriser les traitements, salaires et indemnités des services de protection de la sécurité aérienne, p. 454.

46. — *Verdict d'acquiescement rendu par le tribunal militaire de Paris en faveur de deux généraux nazis.* — Demande d'interpellation de M. Cufambeiron, sur le scandaleux verdict d'acquiescement rendu par le tribunal militaire de Paris en faveur de deux généraux nazis coupables de l'incendie de Gérardmer, de la déportation et du massacre de nombreux patriotes vosgiens, p. 451.

47. — *Augmentation des tarifs de transports par chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Marius Cartier, sur l'augmentation des tarifs de transports par chemins de fer, qui ne manquera pas d'avoir de graves répercussions sur le coût de la vie et sur les mesures qui pourraient être prises pour supprimer le déficit de la S. N. C. F. sans recourir à des moyens portant atteinte aux intérêts des voyageurs et des cheminots, p. 531.

48. — *Fermeture des mines de wolfram à Puy-les-Mines (Haute-Vienne).* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur les nombreuses fermetures de mines en France et notamment sur la fermeture des mines de wolfram à Puy-les-Mines (Haute-Vienne) et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le fonctionnement normal de ces mines; p. 532.

49. — *Interdiction de l'utilisation du dialecte alsacien au personnel du téléphone à Mulhouse (Haut-Rhin).* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt, sur la circulaire émanant des services des postes, télégraphes et téléphones de Mulhouse (Haut-Rhin), interdisant l'utilisation du dialecte alsacien au personnel du téléphone avec les abonnés, p. 532.

50. — *Mesures de grâce prise en faveur d'un agent de la Gestapo.* — Demande d'interpellation de M. Thamer, sur les conditions dans lesquelles est intervenue la mesure de grâce prise en faveur du traître Bonel, agent de la Gestapo, responsable direct de la déportation de plus de 500 Figeacois dont 130 sont morts dans les camps de concentration, p. 532.

51. — *Voyage du ministre des affaires étrangères en Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonte sur les suites du récent voyage en Allemagne de M. Robert Schuman, ministre des affaires étrangères, p. 486.

52. — *Tentative d'expulsion d'un métayer à Narrosse (Landes).* — Demande d'interpellation de M. Félix Garcia sur les conditions scandaleuses dans lesquelles, avec un déploiement inouï de forces de police, il a été tenté de procéder à une expulsion d'un métayer à Narrosse (Landes); sur l'inconduite du préfet et du sous-préfet qui, à plusieurs demandes d'audience d'une délégation de syndicats paysans, accompagnée de parlementaires et de conseillers généraux, ont fait répondre qu'ils étaient absents; p. 486.

53. — *Protection de la cinématographie française.* — Demande d'interpellation de M. J.-P. Palewski sur les raisons pour lesquelles le ministre de l'intérieur a cru devoir interdire, dans tous les théâtres de Paris, la lecture du manifeste des acteurs français et quelles mesures il compte prendre pour défendre notre production nationale contre un afflux excessif de films étrangers tournés soit en France, dans nos propres studios, soit à l'étranger, p. 486.

54. — *Refus de réembaucher une partie du personnel de l'usine Fougat à Aire-sur-Adour (Landes).* — Demande d'interpellation de M. Félix Garcia sur les conditions scandaleuses dans lesquelles l'usine Fougat, à Aire-sur-Adour (Landes), après avoir lock-outé son personnel, a refusé d'en réembaucher une partie parmi laquelle des dirigeants syndicaux et des délégués du personnel, p. 486.

55. — *Catastrophe minière de Saint-Eloy-les-Mines.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Besset sur les responsabilités du Gouvernement dans la catastrophe minière de Saint-Eloy-les-Mines et sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer la sécurité des mineurs et pour satisfaire leurs revendications, p. 660.

56. — *Lock-out des ouvriers des sucreries-raffineries Bouchon, à Massandres (Eure).* — Demande d'interpellation de M. Greffier sur les conditions dans lesquelles s'est effectué le lock-out des six cents ouvriers des sucreries-raffineries Bouchon, à Massandres, dans l'Eure, et demande que les mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier à cet état de choses, p. 660.

57. — *Programmes radiophoniques. — Développement et équipement de la télévision.* — Demande d'interpellation de M. André Pierrard sur l'ensemble de la politique antidémocratique et de préparation à la guerre du ministre de l'information et, particulièrement, sur les points suivants: programmes radiophoniques (journal parlé et émissions vers les territoires d'outre-mer et vers l'étranger), censure cinématographique et accords franco-américains, développement et équipement de la télévision, entraves à la liberté de la presse (attitude du préfet des Bouches-du-Rhône, voyage de la presse diplomatique à Bonn), application de la loi sur les publications destinées à la jeunesse, p. 744.

58. — *Industrie de l'iode.* — Demande d'interpellation de M. Reeb sur la politique gouvernementale relative à l'industrie de l'iode et sur les mesures qu'il compte prendre, à la suite des récents accords commerciaux, pour éviter la disparition de cette industrie de France et d'Europe puisque la France est seule productrice de cette matière, p. 665.

59. — *Révocation du secrétaire du syndicat de l'arsenal de Toulon (Var).* — Demande d'interpellation de M. Bartolini sur les conditions dans lesquelles a été révoqué, en violation des libertés syndicales et démocratiques inscrites dans la Constitution, le secrétaire du syndicat de l'arsenal de Toulon, p. 967.

60. — *Evénements du 5 janvier 1950 à Bordj-Cedria (Tunisie).* — Demande d'interpellation de M. Arthaud sur les sanglants événements qui se sont déroulés, le 5 janvier 1950, à Bordj-Cedria (Tunisie), au cours desquels le gouvernement du protectorat a fait

tirer par la police sur les ouvriers agricoles du domaine de Potinville, en lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, faisant un mort et neuf blessés graves, p. 967.

61. — *Attitude du Gouvernement vis-à-vis de la presse progressiste.* — Demande d'interpellation de M. Barel sur l'attitude contradictoire du Gouvernement vis-à-vis de la presse progressiste, qu'il poursuit sans base légale, sous le prétexte mensonger de fausses nouvelles ou d'injures à ministres, tandis qu'il encourage la déformation et la calomnie systématiques des paroles, des écrits et des actes des élus et militants communistes, p. 967.

62. — *Non-renouvellement de l'accord commercial annuel franco-polonais.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur les conséquences, pour l'industrie française et notamment pour l'industrie automobile, de la décision du Gouvernement de ne pas renouveler l'accord commercial annuel franco-polonais, p. 1018.

63. — *Congédiement de représentants du syndicat de l'arsenal de Brest et de la pyrotechnique de Saint-Nicolas.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Paul sur les motifs pour lesquels les deux secrétaires et un militant du syndicat de l'arsenal de Brest et de la pyrotechnique de Saint-Nicolas ont été congédiés, p. 1018.

64. — *Accords commerciaux franco-allemands.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur les conséquences désastreuses pour l'industrie française des accords commerciaux franco-allemands, et notamment pour l'industrie des cuirs et peaux, p. 1018.

65. — *Ouvriers gazés au chantier de désobusage des bois de Chapeau (Allier).* — Demande d'interpellation de M. Vedrines, sur: 1° les conditions scandaleuses dans lesquelles trois cents ouvriers ont été gazés par ypérite au chantier de désobusage des bois de Chapeau (Allier); 2° la responsabilité des autorités civiles et militaires qui ont autorisé ce travail de récupération de l'ypérite; 3° l'utilisation que l'on entend faire de ce gaz de combat ainsi récupéré, p. 1121.

66. — *Envoi des Etats-Unis à la France de matériel de guerre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Vilion, sur les conséquences de l'accord bilatéral relatif à l'envoi en France de matériel de guerre signé entre le Gouvernement français et celui des Etats-Unis, p. 1124.

67. — *Bénéfices des majorations de loyer aux propriétaires classés comme économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Max Brusset, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux propriétaires classés comme économiquement faibles qui ont loué leurs immeubles ou fractions d'immeubles à des locataires classés également comme économiquement faibles de bénéficier des majorations de loyer dont jouissent les autres propriétaires, p. 1124.

68. — *Catastrophe survenue le 7 février 1950 à Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône).* — Demande d'interpellation de M. Lucien Lambert, sur les causes de la catastrophe, survenue le 7 février 1950, qui a endeuillé la population de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) en occasionnant la mort de trois fillettes et d'une vieille maman et plusieurs blessés graves, et sur les informations tendancieuses données par le commissaire de police, p. 1124.

69. — *Politique du Gouvernement en Sarre.* — Demande d'interpellation de M. Florimond Bonte sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire intégralement respecter, sur le territoire sarrois, soumis à sa surveillance et à son contrôle par l'intermédiaire de son haut commissaire, les libertés démocratiques essentielles constamment foulées aux pieds par le gouvernement sarrois; 2° les moyens que le Gouvernement envisage pour s'opposer avec fermeté à l'introduction, en Sarre, des lois d'inspiration hitlérienne proposées par le premier ministre sarrois M. Hoffmann et dont l'adoption aurait pour conséquence inéluctable l'abolition complète des libertés de parole, de réunion et de presse, cependant officiellement inscrits dans la constitution de la Sarre; 3° la protestation que le Gouvernement doit élever avec énergie contre la scandaleuse interdiction de la réunion publique du 12 février 1950, à Mittelhexbach, centre important minier et métallurgique de la Sarre, ordonnée par le ministre de l'intérieur sarrois pour empêcher un député français d'appeler les travailleurs de la Sarre à la lutte courageuse pour la liberté, la démocratie, le bien-être et la paix, et cela au moment même où l'hilérien von Maltzan était autorisé à tenir, à Paris, ces conférences publiques de presse et où M. Hoffmann et sa forte délégation de ministres et de députés sarrois étaient, dans la capitale de la France, les hôtes du ministre des affaires étrangères, p. 1124.

70. — *Licenciement du secrétaire du syndicat C. G. T. de l'arsenal de Lorient.* — Demande d'interpellation de M. Louis Guiguen, sur les raisons qui ont motivé le licenciement, par le secrétaire d'Etat à la marine, du secrétaire du syndicat C. G. T. de l'arsenal de Lorient, p. 1125.

71. — *Incidents de Nice.* — Demande d'interpellation de M. Louis Terrenoire sur les graves incidents qui se sont produits à Nice et qui, faisant suite à toute une série de faits analogues, démontrent la volonté de trahison du parti communiste et l'application impudiquement poursuivie de son plan de sabotage de la défense nationale, p. 1219.

72. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Castellani sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher que ceux qui assassinent nos soldats et nos compatriotes en Indochine soient glorifiés publiquement à Paris à l'occasion d'une manifestation organisée par le parti communiste et pour éviter que le portrait d'un homme comme Ho Chi Minh soit promené dans les rues narguant ainsi les soldats du corps expéditionnaire et les Français en général, p. 1219.

73. — *Respect de l'ordre public.* — Demande d'interpellation de M. Emile Hugues sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer le respect de l'ordre public et réprimer les appels au désordre et à l'émeute, ainsi que les menées antinationales et le sabotage systématique de notre défense nationale, p. 1219.
74. — *Licenciement du personnel de l'usine M. A. P. de Saint-Denis.* — Demande d'interpellation de M. Grenier sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher le licenciement du personnel de la grande usine M. A. P. de Saint-Denis qui emploie, avec ses sous-traitants, près de 5.000 personnes et qui demeure la seule grande usine française de fabrication de tracteurs, p. 1333.
75. — *Détention arbitraire des trois résistants de Limoux.* — Demande d'interpellation de M. Llané sur la détention arbitraire des trois résistants de Limoux, emprisonnés depuis deux ans sans qu'aucun jugement ne soit intervenu alors que toute une série de gens compromis dans des scandales les plus divers, trafic d'influence, corruption, etc. sont en liberté (21 février 1950), p. 1333.
76. — *Mise à la disposition, contrairement aux règlements, de deux bateaux à la société des rhums « Mamita » pour ses transports de rhum.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur: 1° les interventions qui ont permis à la société des rhums « Mamita » de disposer pour ses transports de rhum de deux bateaux le *Casoar* et le *Sanda*, et cela contrairement aux règlements en vigueur à l'époque; 2° les responsabilités ministérielles mises en cause; 3° les conditions toutes particulières dans lesquelles la Banque d'Indochine a participé à cette affaire, p. 1333.
77. — *Situation faite aux malades en traitement dans les établissements de cure.* — Demande d'interpellation de M. Mora sur la situation qui est faite aux malades en traitement dans les établissements de cure et sur les revendications posées par les amicales de malades, notamment sur: 1° la pensions minimum vital à tous les tuberculeux; 2° la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemins de fer pour les malades allant en permission ou pour leurs familles leur rendant visite; 3° la franchise postale pour les malades en traitement, p. 1434 (rectificatif, p. 1564).
78. — *Poursuites et emprisonnement de nombreux résistants.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville, sur: 1° les poursuites et l'emprisonnement scandaleux dont de nombreux résistants sont l'objet en raison de leurs actes patriotiques (tels Miquel Grant, Georges Stephan et Christian Privat); 2° l'outrage qui est fait à tous ceux qui sont morts pour la France dans la dernière guerre par la venue à Paris en qualité de témoin libre du juge nazi Roskosten, responsable de l'exécution de centaines de résistants au nombre desquels se trouvait le général Delestraint; par la tentative de généraux nazis de justifier dans les journaux « français » les crimes de l'armée hitlérienne; 3° les complications qui ont permis au criminel de guerre, le SS Skorzenhy de vivre à Paris et d'en partir librement, p. 1434.
79. — *Sanctions contre le personnel des postes, télégraphes et téléphones.* — Demande d'interpellation de M. André Barthélemy, sur les mesures de sanctions arbitraires que le Gouvernement ne cesse de prendre contre le personnel de l'administration des P. T. T., p. 1434.
80. — *Découverte d'un dépôt d'armes à Barbazan (Haute-Garonne).* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur les conséquences que le Gouvernement entend tirer de la découverte d'un dépôt d'armes de 7 tonnes, à Barbazan (Haute-Garonne), dépôt qui serait destiné à armer une vaste organisation communiste paramilitaire composée d'hommes et de femmes entraînés au maniement des armes, fractionnés en plusieurs groupes et répartis sur une partie de la frontière pyrénéenne, p. 1619.
81. — *Déclarations du président du conseil national du patronat français.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur les déclarations faites par M. Villiers, président du conseil national du patronat français, d'où il ressort: 1° que M. Villiers invite les patrons à ne pas donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs en basant son attitude antiouvrière sur l'appui qu'il reçoit du Gouvernement et notamment du président du conseil dont il dit qu'il n'en a jamais trouvé un « aussi ferme et aussi net »; 2° que la Banque de France a reçu ordre du Gouvernement de soutenir les entreprises connaissant des difficultés du fait de la grève, afin de les encourager à refuser aux ouvriers les augmentations de salaires qu'ils réclament; 3° que le Gouvernement agit en défenseur des intérêts du patronat et en ennemi délibéré des travailleurs, p. 1619.
82. — *Licenciements des ouvriers des arsenaux de la marine.* — Demande d'interpellation de M. Bartolini, sur: 1° les licenciements, avant le 31 mars prochain, de plusieurs milliers d'ouvriers des arsenaux de la marine; 2° les moyens de maintenir en pleine activité ces établissements par un plan de reconversion qui permettra, non seulement de ne point licencier, mais d'embaucher du personnel pour travailler à des œuvres de paix, p. 1619.
83. — *Industrie de la pêche maritime et industries connexes.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Alain Signor sur les conséquences désastreuses de la politique économique du Gouvernement dans l'industrie de la pêche maritime et les industries connexes (fabriques d'iode, conserveries alimentaires, marayages, flutages), politique qui risque d'y entraîner à bref délai la paralysie complète et de provoquer une misère effroyable sur tout le littoral français; 2° M. Albert Mora sur la situation faite à l'industrie de la conserve à Saint-Jean-de-Luz (Basses-Pyrénées), qui a entraîné l'arrêt de la pêche dans ce port depuis le 8 janvier 1950, ce qui plonge dans la misère des centaines de familles ne bénéficiant d'aucun secours de la part du Gouvernement, p. 1693.

84. — *Saisie du journal « Le Cantal ouvrier et paysan ».* — Demande d'interpellation de M. Clément Lavergne sur les agissements du préfet du Cantal qui, par la saisie illégale et sans justification du journal *Le Cantal ouvrier et paysan*, la perquisition de la bourse du travail d'Aurillac, siège de nombreuses organisations, et la saisie dans tous les bureaux de postes d'un départ d'un numéro spécial dudit journal, a porté une atteinte grave à la liberté de la presse, p. 1693.

85. — *Crime commis en France par un soldat américain.* — Demande d'interpellation de M. André Marty sur: 1° le fait qu'un criminel de droit commun, arrêté à Paris pour un assassinat commis dans cette ville, a été soustrait à la justice française et remis à des autorités américaines comme si le fait qu'un assassin soit revêtu de l'uniforme américain lui valait d'échapper à l'application des lois encore en vigueur dans notre pays; 2° le fait qu'un tribunal militaire américain siège à Paris, dans les locaux de la justice militaire française, pour juger selon la procédure et les lois américaines un crime commis en France, comme si notre pays était encore soumis à l'occupation étrangère ou assujéti au régime humiliant des capitulations, p. 1829.

86. — *Non-application du décret relatif au statut du personnel des exploitations minières.* — Demande d'interpellation de M. Lecœur, sur la violation de l'article 12 du statut du mineur, décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées, décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, que M. le ministre du commerce et de l'industrie se refuse à appliquer, p. 1966.

87. — *Manifestations publiques à Corte.* — Demande d'interpellation de M. Gioveni, sur les conditions dans lesquelles plusieurs dizaines de personnes ont été blessées à la suite de violences poicicières ordonnées à Corte, le 5 mars, par le sous-préfet, sur une manifestation pacifique et patriotique, p. 1966.

88. — *Fermeture de la mine de Moloy (Saône-et-Loire).* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la fermeture injustifiée de la mine de Moloy, près d'Épinac-les-Mines, en Saône-et-Loire, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour que soit rapportée la décision prise par les Charbonnages de France en accord avec M. le ministre de la production industrielle, p. 1966.

89. — *Manifestations publiques et grèves dans le territoire de Belfort.* — Demande d'interpellation de M. Dreyfus-Schmidt, sur l'emploi inopportun des C. R. S. dans le territoire de Belfort, où la population, après trois semaines de conflits sociaux, n'avait cessé de donner l'exemple du calme et de la discipline et où les grévistes s'étaient signalés par la dignité de leur attitude; sur les incidents ainsi provoqués et notamment sur l'arrestation arbitraire d'un journaliste dans l'exercice de sa profession et sur les brutalités dont il a été l'objet, p. 2289.

90. — *Réquisition des travailleurs du gaz et de l'électricité.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin, sur la politique de répression pratiquée par le Gouvernement à l'égard des travailleurs du gaz et de l'électricité, qu'il réquisitionne illégalement pour tenter de les priver du droit de grève inscrit dans la Constitution et qu'il fait arrêter et condamner à la prison, au lieu de recevoir leurs représentants syndicaux mandatés par tous les travailleurs unis et de satisfaire leurs légitimes revendications, p. 2289.

91. — *Révocation de fonctionnaires du Centre national de la cinématographie.* — Demande d'interpellation de M. Robert Chamberlain, sur les conditions irrégulières dans lesquelles ont été révoqués un certain nombre de fonctionnaires du centre national de la cinématographie, p. 2289.

92. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. J. Aubame, sur la politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, notamment en ce qui concerne: 1° l'application du plan d'équipement et de modernisation; 2° les mesures envisagées pour assurer le développement de la production autochtone et l'amélioration du standing de vie des populations; 3° le développement de l'enseignement à tous les degrés; 4° l'extension des services sanitaires et sociaux en vue d'atteindre l'ensemble de la population; 5° la mise en place des institutions administratives qui doivent permettre aux populations de participer à la gestion des affaires de leur pays; 6° les mesures qui sont envisagées pour dépolitiser l'administration d'outre-mer et la rendre à ses tâches proprement administratives, p. 2289.

93. — *Augmentation des salaires du personnel de la régie nationale des usines Renault.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Costes, sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement s'oppose à l'augmentation des salaires et traitements des ouvriers, employés, techniciens et cadres de la régie nationale des usines Renault, encourageant ainsi les patrons du secteur privé à ne pas faire droit aux légitimes revendications des travailleurs, p. 2289.

94. — *Politique du résident général du Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Arthaud, sur les conditions dans lesquelles le résident général du Maroc poursuit, dans le cadre de la préparation stratégique du Maroc à une éventuelle guerre impérialiste, une politique de répression barbare à l'encontre du mouvement de libération nationale et de la classe ouvrière marocaine, p. 2289.

95. — *Poursuites contre le quotidien « Ouest-Matin ».* — Demande d'interpellation de M. d'Assier de la Vigenie, sur les conditions dans lesquelles le parquet de Rennes a requis des poursuites contre le quotidien *Ouest-Matin* et son directeur René Paris pour servir la politique personnelle et partisane de M. le ministre de la défense nationale, de M. le ministre d'État chargé de l'information, l'un et l'autre députés de la région sur laquelle régnent ce journal; 2° sur les conditions dans lesquelles à la suite des débats de ce procès, un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur est inter-

venu pour faire pression sur les tribunaux et leur dicter des décisions de l'ordre de celle qui vient de frapper M. Henri Denis, p. 2290.

96. — *Travaux contre les incendies de la forêt de Gascogne.* — Demande d'interpellation de M. Delos du Rau, sur l'état d'avancement des travaux envisagés et les mesures prises pour défendre contre le feu la forêt de Gascogne, p. 2361.

97. — *Grèves au port de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce, sur: 1° la politique de répression pratiquée à l'égard des travailleurs du port de Marseille; 2° l'arrestation illégale des dirigeants syndicaux, dockers et marins; 3° la violation des sièges des organisations syndicales, p. 2361.

98. — *Interdiction du congrès du parti progressiste au Tchad.* — Demande d'interpellation de M. Benoist, sur les raisons qui ont motivé l'interdiction du congrès du parti progressiste au Tchad et sur le respect des libertés démocratiques dans les territoires d'outre-mer, p. 2361.

99. — *Arrestation d'un citoyen yougoslave.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol, sur: 1° les conditions dans lesquelles a été arrêté par la D. S. T. de M. Wybot, vendredi 17 mars, à Marseille, M. Georges Zanis, citoyen yougoslave adversaire du gouvernement de Tito; 2° ce qu'est devenu Georges Zanis depuis cette date, la D. S. T. refusant de donner de ses nouvelles à sa femme qui a été obligée de déposer une plainte pour séquestration de personne; 3° le caractère indigne de telles arrestations, contraires aux traditions françaises du droit d'asile, p. 2361.

100. — *Interdiction du congrès du parti progressiste au Tchad.* — Demande d'interpellation de M. Mamadou Konaté sur l'arrêté anti-constitutionnel par lequel le gouverneur du Tchad voudrait interdire le congrès du parti progressiste tchadien (section tchadienne du rassemblement démocratique africain), arrêté qui n'a pour toute référence qu'une déclaration faite à la presse à l'issue d'une réunion ministérielle, et sur les graves conséquences que peut entraîner une telle politique de violation des libertés reconnues aux Africains par la Constitution, p. 2447.

101. — *Révocation du médecin-chef des dispensaires d'Eure-et-Loir.* — Demande d'interpellation de M. Genest sur la politique que le Gouvernement entend suivre à l'égard de la décision que vient de prendre le préfet Rasiel, révoquant arbitrairement, et en violation des principes inscrits dans la Constitution, le docteur David, médecin-chef des dispensaires d'Eure-et-Loir, grand blessé de guerre, président départemental et membre du conseil national des combattants de la paix et de la liberté, p. 2585.

102. — *Mesures envisagées pour assurer les pèlerinages aux Lieux Saints de l'Islam.* — Demande d'interpellation de M. Bentaleb sur les mesures générales que le Gouvernement envisage pour assurer les pèlerinages aux Lieux Saints de l'Islam, des Français et protégés musulmans de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire dans des conditions meilleures que par le passé, et notamment ce qu'il compte faire pour permettre à un plus grand nombre de pèlerins d'effectuer cette obligation impérieuse de leur religion, étant donné que, depuis plus de cinquante ans, un seul navire est mis annuellement à leur disposition, alors que les populations intéressées ont triplé depuis et qu'il convient de leur offrir des moyens à la mesure de cet accroissement considérable, p. 2585.

103. — *Destruction en vol du dernier hydravion Latécoère.* — Demande d'interpellation de M. Tillon: 1° sur les causes qui ont pu provoquer la destruction, en vol, du dernier hydravion Latécoère, survenue après les précédents accidents à propos desquels aucune enquête n'a jamais abouti; 2° sur les faits qui donnent à l'opinion le droit de savoir pourquoi, en France comme en Angleterre, les avions de gros tonnage disparaissent dans des conditions inexplicables, et sans souci des vies humaines, alors qu'il est patent que l'aviation américaine exige, à son profit, de tous les autres pays du pacte Atlantique, le monopole absolu de la fabrication des avions gros porteurs, p. 2638.

104. — *Annulation de la convention liant la ville de Marseille à la société des eaux de cette ville.* — Demande d'interpellation de M. Cristofol: 1° sur les conditions scandaleuses dans lesquelles se sont déroulés les débats, le 17 mars 1950, à la réunion du conseil national des services publics départementaux et communaux, qui a examiné la délibération du conseil municipal de Marseille, en date du 23 novembre 1949, demandant l'annulation de la convention liant la ville à la société des eaux de Marseille, conformément au titre 3 de la loi du 30 juillet 1947; 2° sur la validité de la décision prise par cet organisme, p. 2638.

105. — *Sécurité aérienne en cas de grève.* — Demande d'interpellation de M. Bétolaud, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la sécurité aérienne même en cas de grèves compromettant les services de sécurité, p. 2718.

106. — *Enquête ordonnée au sujet de l'école vétérinaire de Toulouse.* — Demande d'interpellation de M. Vincent Badie, sur les conditions dans lesquelles M. le ministre de l'agriculture a pu, sans tenir compte des résultats édifiants de l'enquête ordonnée par M. le ministre des finances au sujet de l'école vétérinaire de Toulouse, recourir à une contre-enquête dont la lenteur a abouti à empêcher jusqu'à présent les sanctions qui paraissent cependant s'imposer, p. 2718.

107. — *Accident du Latécoère 631.* — Demande d'interpellation de M. Livry-Level, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour augmenter la sécurité aérienne et pousser la mise au point des aéronefs avec le minimum de risques — mesures dont la nécessité apparaît à la suite du nouvel accident du Latécoère 631, p. 2788.

108. — *Sanctions prévues contre l'organisation de cadres de réserve.* — Demande d'interpellation de M. Mallet-Joinville, sur la lettre adressée le 25 février 1950 par M. Pleven aux secrétaires d'Etat de la guerre, de l'air et de la marine, dans laquelle sont reprises à l'égard de la fédération des officiers de réserve républicains, seule organisation de cadres de réserve dissoute par Vichy, les appréciations portées contre elle par le traitre Pétain et le commandement de l'armée hitlérienne; et sur les raisons qui motivent les sanctions prévues contre la seule organisation de cadres de réserve qui, depuis sa fondation en février 1931, a lutté avec conséquence contre le fascisme et pour une armée nationale débarrassée de toute tache étrangère, p. 2788.

109. — *Non-application de l'accord franco-soviétique de rapatriement.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur la non-application de l'accord franco-soviétique de rapatriement et son annexe concernant l'extradition des criminels de guerre et le rapatriement des citoyens soviétiques demandés par l'U. R. S. S. et qui a pour conséquence l'arrêt du rapatriement des 79 Alsaciens et Lorrains anciens incorporés de force dans la Wehrmacht, p. 2788.

110. — *Manifestation publique à Montpellier.* — Demande d'interpellation de M. Raoul Calas, sur les brutalités inadmissibles exercées par les C. R. S. lors d'une manifestation pour la paix, le 21 mars, à Montpellier, p. 2788.

111. — *Difficultés rencontrées par les déportés pour bénéficier de la présomption d'origine.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serre, sur les difficultés que rencontrent les déportés pour bénéficier de la présomption d'origine instituée en leur faveur par la loi et sur la longueur des délais imposés à certains rescapés des camps de déportation gravement malades avant d'être en possession d'une pension d'invalidité, p. 2788.

112. — *Publications faites dans le journal « Le Figaro ».* — Demande d'interpellation de: 1° M. Chambeiron: a) sur le scandale que constitue la publication dans le journal *Le Figaro* des souvenirs d'un criminel de guerre allemand; b) sur les brutalités exercées délibérément par certains policiers à l'encontre de nombreux patriotes, venus à l'appel du conseil municipal de Paris et de diverses organisations démocratiques, protester contre l'outrage fait par *Le Figaro* à toutes les victimes du fascisme et à la dignité de la presse française; 2° de Mme Madeleine Braun, sur la criminelle bienveillance dont fait preuve le Gouvernement vis-à-vis des nazis criminels de guerre et des journaux comme *Le Figaro* qui leur ouvrent leurs colonnes; et sur les incroyables brutalités policières qu'il ordonne contre les patriotes, résistants, anciens déportés, manifestant leur légitime indignation, p. 2789.

113. — *Diffusion normale et sans entraves des journaux.* — Demande d'interpellation de M. André Noël, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la diffusion normale et sans entraves des journaux et publications, condition essentielle de la liberté de la presse, au moment où un parti prétend s'ériger en juge des articles que les journaux doivent ou ne doivent pas publier et tente d'interdire par des manifestations de rue, des agressions et des voies de fait, la vente des publications qui refusent de se soumettre à ses ukases, p. 2806.

114. — *Epidémie de méningite cérébrospinale au Niger.* — Demande d'interpellation de M. Hamani Diori, sur l'épidémie de méningite cérébrospinale devenue endémique au Niger et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour enrayer ce terrible fléau qui prend des proportions inquiétantes, p. 2806.

115. — *Evénements d'Algérie.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Pierre Fayet, sur les arrestations massives faites en Algérie et la criminelle campagne raciste menée par la presse réactionnaire, en particulier par *L'Echo d'Alger* qui, sous la signature de M. Jacques Chevallier, va jusqu'à appeler ouvertement au meurtre, sous le prétexte d'un soi-disant « complot » de Bône; 2° M. Mezerna, sur les événements qui se déroulent en Algérie, « événements caractérisés par des arrestations de centaines d'Algériens, leur maintien illégal dans les locaux de la police et les tortures de toutes sortes qu'ils subissent, ainsi que sur la campagne d'excitation à la haine et à la provocation faite par la presse colonialiste en Algérie », p. 2806.

116. — *Rassemblement pour la défense des libertés scolaires.* — Demande d'interpellation de M. Georges Gorse sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer le respect de la loi, après l'appel à la grève de l'impôt lancé par de hautes personnalités ecclésiastiques et civiles, notamment au cours d'un « rassemblement pour la défense des libertés scolaires » tenu le 28 avril à Saint-Laurent-sur-Sèvre, p. 2895.

117. — *Politique du Gouvernement en matière d'éducation nationale.* — Demande d'interpellation de M. Binot sur la politique que le Gouvernement compte suivre en matière d'éducation nationale, notamment après les propositions de la commission nationale des économies, p. 2895.

118. — *Réduction de crédits au budget de l'éducation nationale.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Garauzy, sur les mesures envisagées par le Gouvernement en vertu de la loi de finances du 31 janvier 1950, pour réduire d'une façon sensible les crédits déjà notablement insuffisants du budget de l'éducation nationale; 2° M. Pierre Meunier, sur les mesures proposées par la commission nationale des économies et les graves dangers qu'elles font courir à l'école publique; 3° M. Robert Chambeiron, sur l'émotion que vient de susciter dans le corps enseignant l'annonce des propositions faites au ministre de l'éducation nationale par la commission nationale des économies; 4° M. Emmanuel d'Astier, sur les conséquences qu'auront pour l'enseignement public les propositions qui viennent d'être adressées par la commission nationale des économies à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2995.

119. — *Manifestations des populations de l'Ouest.* — Demande d'interpellation de M. Xavier Bouvier sur les suites que le Gouvernement entend donner aux récentes et imposantes manifestations des populations de l'Ouest légitimement impatientes d'obtenir une vraie justice scolaire, p. 3059.

120. — *Allocation temporaire aux vieux travailleurs indépendants.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur le sabotage de la loi accordant l'allocation temporaire aux vieux travailleurs indépendants, sabotage s'exprimant notamment par des suppressions de plus en plus nombreuses d'allocations aux vieux paysans travailleurs par le rejet systématique des nouvelles demandes d'allocation formulées devant les commissions cantonales par des vieux paysans qui remplissent cependant les conditions pour prétendre au bénéfice de la loi, p. 3059.

121. — *Licenciements au chantier de la Courbaisse-Massoins (Alpes-Maritimes).* — Demande d'interpellation de M. Virgile Barel sur les conditions dans lesquelles les membres du conseil syndical ouvrier et les membres du comité d'entreprise ont été licenciés du chantier de la Courbaisse-Massoins (Alpes-Maritimes) après la grève des travailleurs de ce barrage, p. 3059.

122. — *Massacre d'Oradour-sur-Glane.* — Demande d'interpellation de M. Alphonse Denis sur les conditions dans lesquelles les autorités françaises ont laissé paraître l'article du *Talpost* innocentant les assassins d'Oradour-sur-Glane, sur les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à mettre en liberté provisoire douze criminels sur lesquels inculpés coupables du massacre d'Oradour-sur-Glane, ainsi que sur le non-jugement de l'ensemble des coupables, p. 3059.

123. — *Lock-out à l'usine de la Harque à Tulle.* — Demande d'interpellation de M. Chausson: 1° sur le lock-out décidé illégalement le 27 avril 1950 par la direction de l'usine de la Harque, à Tulle; 2° sur le licenciement d'une partie du personnel; 3° sur l'occupation par la police de cet établissement pour favoriser les desseins de l'empêcher (trust Brand poursuivi en justice depuis la libération pour collaboration avec l'ennemi, non encore jugé); 4° sur l'état de siège qui a été soumise la ville de Tulle pendant quelques jours, par plusieurs compagnies de C. R. S. et de forces policières, que les habitants considéreraient mieux utilisés à châtier les assassins de nos martyrs fusillés ou pendus en 1944, plutôt qu'à la répression envers les ouvriers en lutte pour leurs légitimes revendications, p. 3123.

124. — *Parution avec le même titre du journal « L'Indépendant des Pyrénées-Orientales ».* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur les conditions dans lesquelles est reparu, avec le même titre, le journal de la collaboration *L'Indépendant des Pyrénées-Orientales*, p. 3123.

125. — *Epidémies au Tchad.* — Demande d'interpellation de M. Liliotte, sur les épidémies qui sévissent périodiquement au Tchad et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre à cet état de choses, p. 3123.

126. — *Grève des employés des tramways d'Alger.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Fayet, sur l'abus de pouvoir que vient commettre le préfet d'Alger en lock-outant les employés des tramways de cette ville, à la suite d'une grève de vingt-quatre heures pour obtenir la prime mensuelle de 3.000 F, p. 3123.

127. — *Conférence politique tenue à Douville (Saint-Anne).* — Demande d'interpellation de M. Rosan Girard sur la participation, comme orateur, du sous-préfet de Pointe-à-Pitre à une conférence politique tenue à Douville (Sainte-Anne) par le sénateur de la Guadeloupe, M. Satineau, dans la nuit du 20 au 21 avril dernier, participation appuyée de l'intervention de brigades de C. R. S. qui firent, sans nécessité et sans sommations, dans un but de provocation d'intimidation des travailleurs de la région en grève, p. 3187.

128. — *Arrestations de travailleurs à la Bocca (Alpes-Maritimes).* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur: 1° le caractère arbitraire des arrestations et des actes de brutalités dont ont été victimes des travailleurs patriotes arrêtés, sur leur lieu de travail et dans l'accomplissement de leur profession, le vendredi 5 mai 1950, à la Bocca (Alpes-Maritimes); 2° le caractère des opérations policières qui se sont produites à cette occasion qui témoignent d'un plan préalablement établi d'agression policière violente; 3° le fait qu'un officier commandement a fait usage de son revolver, sans sommation préalable, ainsi qu'en témoignent les gouilles de cartouches trouvées sur les lieux où se produisit l'agression policière; 4° les actes de violence pratiqués par cet officier du commandement sur les travailleurs arrêtés au cours de leur interrogatoire; 5° les conditions inhumaines dans lesquelles ont été transportés, avant d'être relâchés, trois des travailleurs arrêtés, qui furent déposés, après un voyage pénible en pleine nuit, à plus de trente kilomètres du lieu de leur détention provisoire, dans une région de montagne désertique, conditions identiques à ceux pratiqués pendant l'occupation hitlérienne des territoires de la Gestapo et les S. S.; 6° la responsabilité et l'attitude complice du sous-préfet et du préfet des Alpes-Maritimes qui ont assisté, connu et parlant couvert de tels faits, p. 3475.

129. — *Manifestations publiques à Roanne.* — Demande d'interpellation de M. Albert Masson, sur les événements qui se sont déroulés à Roanne, à l'occasion d'une manifestation contre le transport du matériel de guerre, pour la défense de la paix; sur la présence de C. R. S. qui ont provoqué des incidents et amené l'arrestation de vingt patriotes; sur la volonté du Gouvernement d'appliquer, en toute circonstance, les lois scélérates et le retard mis par la justice à déterminer un chef d'accusation qui a rendu inévitable la libération de dix inculpés; sur la détention arbitraire de six Roannais encore emprisonnés, p. 3475.

130. — *Production franco-allemande de charbon et d'acier.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur les conséquences graves

qu'entraîne la proposition du Gouvernement français faite ce jour en conseil des ministres de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une autorité commune, p. 3515.

131. — *Demande de démission aux dirigeants des syndicats des métaux, marins et dockers de Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce, sur: 1° la note adressée par M. le procureur de la République de Marseille aux dirigeants des syndicats des marins, transports et au secrétaire général de l'Union internationale des marins et dockers, les sommant de se démettre de leurs mandats syndicaux; 2° les atteintes apportées par cette note au libre exercice du droit syndical dans le but d'empêcher son fonctionnement; 3° les inculpations adressées aux dirigeants des syndicats des métaux, marins, dockers, et pour avoir distribué des tracts appelant les travailleurs à la lutte pour la paix, p. 3515.

132. — *Arrestation du président de la fédération des syndicats agricoles de la Corrèze.* — Demande d'interpellation de: 1° M. Chausson, sur les circonstances scandaleuses des arrestations du président de la fédération des syndicats agricoles de la Corrèze; 2° M. Waldeck Rochet, sur: 1° l'arrestation arbitraire de M. Champseix, président de la fédération départementale des exploitants agricoles de la Corrèze, arrestation effectuée sur ordre du ministre de l'Intérieur, dans le seul but d'affaiblir l'organisation de défense des paysans corréziens; 2° le recours, de plus en plus fréquent, à la violence et à l'intervention des forces policières comme moyen utilisé par le Gouvernement pour réduire la protestation paysanne contre sa politique de liquidation de l'agriculture française et de préparation à la guerre, p. 3545.

133. — *Mode de calcul du prix de revient d'un hectare de blé.* — Demande d'interpellation de M. Lalle, sur les modifications apportées par le décret du 30 avril 1950 (*Journal officiel* du 10 mai 1950) au mode de calcul du prix de revient d'un hectare de blé, p. 3545.

134. — *Manifestation à la gare de Saint-Pierre-des-Corps.* — Demande d'interpellation de Mme Boulard, sur les conditions dans lesquelles il a été procédé à l'arrestation de Mme Raymonde Dien à la suite de la manifestation à la gare de Saint-Pierre-des-Corps, sur sa détention à la prison de fort du HA, à Bordeaux, et sur les intentions du Gouvernement d'appliquer les lois superscélérates à cette jeune patriote de vingt ans dont la famille a payé un lourd tribut à la cause de la libération de notre pays, p. 3545.

135. — *Fusion des industries minières et sidérurgiques françaises et allemandes.* — Demande d'interpellation de M. Billoux, sur la déclaration du ministre des affaires étrangères proposant la fusion des industries minières et sidérurgiques françaises et allemandes, proposition contraire aux intérêts et à l'indépendance nationale de la France, p. 3545.

136. — *Protection de l'enfance.* — Demande d'interpellation de M. Charles Schaeffer, sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre en faveur de l'enfance malheureuse et, en particulier, sur ses intentions à l'égard des bourreaux d'enfants, p. 3650.

137. — *Violation des libertés individuelles.* — Demande d'interpellation de Mme Denise Bastide, sur les conditions dans lesquelles, le 5 mai 1950, un inspecteur de police, en violation caractérisée des libertés individuelles et, en particulier, de l'article 19 de la loi du 30 décembre 1923, modifiée par la loi du 24 mai 1948, a pénétré dans l'appartement de M. le secrétaire national du secours populaire français, bouleversant la femme de ce dernier, le menaçant de son revolver, bousculant sans mandat, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre afin que de tels faits, dignes des procédés de la Gestapo ne se renouvellent pas, p. 3650.

138. — *Déplacement éventuel du centre d'entretien et de réparation d'Air France d'Alger à Orly.* — Demande d'interpellation de M. Rabier sur les licenciements massifs du personnel ouvrier d'Air France à Alger, sur le déplacement éventuel du centre d'entretien et de réparation d'Alger à Orly et, d'une façon générale, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour régler de façon rationnelle la gestion d'Air France, p. 3692.

139. — *Fixation du prix du blé de la campagne 1950.* — Demande d'interpellation de M. Paul Caron sur la fixation du prix du blé de la campagne 1950, p. 3794.

140. — *Chômage dans les mines des Bouches-du-Rhône.* — Demande d'interpellation de M. Adrien Mouton sur: 1° le chômage dans les mines des Bouches-du-Rhône; 2° l'arrêt de la construction de l'usine d'hydrogénation de l'Arc, à Rousset (Bouches-du-Rhône); 3° la menace de fermeture de puits, conséquence de la politique gouvernementale, p. 3794.

141. — *Arbitraire gouvernemental en matière de censure cinématographique.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur l'arbitraire gouvernemental en matière de censure cinématographique qui vient d'amener, en matière de protestation, la démission de la commission de censure de tous les représentants de la profession (producteurs, distributeurs, exploitants, exportateurs, réalisateurs, scénaristes, critiques, ciné-clubs), p. 3794.

142. — *Stagiaires du centre de perfectionnement du ministère de la reconstruction.* — Demande d'interpellation de M. André Gautier sur: 1° la suppression de 1.500 emplois au ministère de la reconstruction et de l'urbanisme; 2° la situation des stagiaires du centre de perfectionnement du ministère de la reconstruction, actuellement en grève pour obtenir: a) la parité de traitement avec les stagiaires de la promotion précédente; b) le rajustement de leurs indemnités; c) la reconnaissance de leurs droits syndicaux, p. 3794.

143. — *Enquête concernant l'exploitation de la mine de charbon de Ronchamp (Haute-Saône).* — Demande d'interpellation de M. Monlillot, sur les intentions du Gouvernement au sujet de la mine de

charbon de Ronchamp (Haute-Saône) et sur les résultats de l'enquête annoncée pour décider la continuation ou la cessation de l'exploitation de cette mine, p. 3795.

144. — *Jugement communiqué à un journal avant d'être rendu en audience contre des députés.* — Demande d'interpellation de M. Signor sur les conditions scandaleuses du jugement de M. Alain Signor et de Mme Marie Lambert communiqué à un journal avant d'être rendu en audience, p. 3795.

145. — *Incidents à Aimargues.* — Demande d'interpellation de Mme Gilberte Roca sur les incidents survenus à Aimargues (Gard) le 19 mai, au cours desquels la police (la prévôté militaire) après avoir frappé une délégation des ouvriers agricoles a utilisé les bombes lacrymogènes contre la population et notamment les enfants, p. 3861.

146. — *Conditions irrégulières dans lesquelles s'est déroulé le procès intenté contre des députés.* — Demandes d'interpellation de: 1° Mme Madeleine Braun sur les conditions irrégulières dans lesquelles s'est déroulé le procès intenté contre les députés Mme Marie Lambert et M. Alan Signor, à Brest, le 20 mai 1950 et, notamment, sur les « rapports secrets et instructions » dont l'existence a été révélée à l'audience par le commissaire de police qui rédigea le rapport qui aboutit à l'arrestation de Mme Marie Lambert, pièces qui ont été soustraites au dossier; 2° M. Jean Pronleau sur l'extravagante illégalité que constitue l'impression par le journal local R. P. F. « Le Télégramme » du jugement par lequel le tribunal de Brest condamne les députés Marie Lambert et Alain Signor, deux heures avant que le tribunal ait rendu son verdict, p. 3861.

147. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Michel Kauffmann, sur les méthodes étranges, consacrées par la circulaire interministérielle du 12 avril 1950, qui consistent à faire supporter par les producteurs agricoles, et notamment laitiers, le poids des hausses prévues sur les prix des produits industriels tels que le gaz et sur le prix du pain, p. 3982.

148. — *Société nationale des chemins de fer français.* — Demande d'interpellation de M. Midol, sur les mesures d'éclatement de la Société nationale des chemins de fer français que constitueraient la fermeture de lignes de chemin de fer ou leur rétrocession, la cession des grands ateliers à l'industrie privée, etc., sur les réformes de structure qui en résulteraient et les répercussions qu'elles auraient sur la situation du personnel et sur les mesures prises pour assurer un relèvement immédiat des salaires et traitements du personnel, les garanties d'emploi, les conditions de travail, la péréquation des retraites en 1950, p. 3983.

149. — *Répercussions dans la métropole et les territoires français d'Afrique du projet de pool franco-allemand.* — Demande d'interpellation de M. Aki, sur les répercussions que pourrait avoir, d'une part, sur le développement économique de l'Afrique et, d'autre part, sur les échanges commerciaux entre la métropole et les territoires français d'Afrique, la conclusion du projet de pool franco-allemand de l'acier et le charbon, p. 3983.

150. — *Renouvellement des contingents d'importation de conserves de poisson en franchise de droit de douane.* — Demande d'interpellation de M. Jean-Louis Tinaud, sur les dangers que comporterait le renouvellement des contingents d'importation de conserves de poisson en franchise de droit de douane ce qui entraînerait comme conséquence la fermeture à brève échéance des usines métropolitaines et l'arrêt de la pêche sur les côtes de France, p. 3983.

151. — *Jugement du tribunal de Lille.* — Demande d'interpellation de M. Ramette, sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour que les nazis, massacreurs de quatre-vingt-six habitants d'Ascq, répondent de leurs crimes comme l'exige le jugement du tribunal siégeant à Lille, jugement que la cour de cassation semble vouloir contester, p. 3931.

152. — *Fusion mines et sidérurgie de France et d'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. Louis Marin, sur la conférence de Londres et sur la fusion mines et sidérurgie de France et d'Allemagne, opération dont la conception a été révélée par M. le ministre des affaires étrangères dans sa conférence de presse du 9 mai, à la veille même de son départ pour les conférences des Trois et des Douze qu'il a pu entretenir, dès son arrivée, de ce projet ignoré de la nation, du Parlement et des Français intéressés, p. 4043.

153. — *Incidents survenus dans le département de l'Isère.* — Demande d'interpellation de M. Capitant, sur les mesures que le Gouvernement a prises et qu'il compte prendre pour protéger la sécurité des citoyens et de la nation à la suite des incidents récents, survenus dans le département de l'Isère, qui montrent que le parti communiste, tout en poursuivant et en se glorifiant de poursuivre le sabotage de la défense nationale française, organise en même temps des attentats contre la personne des citoyens assez courageux pour dénoncer son action, p. 4043.

154. — *Retenues sur les traitements des fonctionnaires des nouveaux départements, pour faits de grève.* — Demande d'interpellation de M. Valentino sur le fait qu'il n'a pas été tenu compte de la résolution de l'Assemblée nationale, votée le 17 mai, invitant le Gouvernement à ne pas faire, sur les traitements des fonctionnaires des nouveaux départements les retenues correspondantes aux journées de leur grève de mars-avril 1950, p. 4100.

155. — *Lock-out à l'usine Map à Argenteuil.* — Demande d'interpellation de M. Ballanger sur: 1° les conditions dans lesquelles la société Map et son administrateur nommé par le Gouvernement ont procédé au lock-out brutal des 280 travailleurs composant le personnel de l'usine Map à Argenteuil; 2° les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire réemboucher immédiatement ce personnel; 3° les mesures qu'il compte prendre pour obliger la

société Map à procéder régulièrement au paiement des salaires dus à ses ouvriers; 4° les mesures qu'il compte prendre pour assurer le fonctionnement d'une des dernières entreprises fabriquant des tracteurs français, p. 4100.

156. — *Gaspillage de lait par la société « Les Fermiers réunis ».* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur le scandale constitué par le fait que la société « Les Fermiers réunis » (qui contrôle 35 p. 100 du lait distribué à Paris) ait pu impunément jeter à l'égout 22.000 litres de lait les 25, 26 et 27 mai derniers et se proposerait de recommencer un tel crime alors que des enfants et des vieillards sont privés de cette denrée essentielle faute d'argent pour l'acheter, p. 4179.

157. — *Incidents au sanatorium Paul Doumer à Labruyère (Oise).* — Demande d'interpellation de M. André Mercier (Oise), sur les violences policières employées contre les malades du sanatorium Paul Doumer à Labruyère, par Liancourt (Oise), dans la journée du 31 mai dernier, au cours d'une réunion ayant trait aux élections à la sécurité sociale, brutalités qui ont entraîné des blessures graves sur des personnes dont la santé est déjà gravement atteinte, p. 4179.

158. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Caillavet sur la politique du Gouvernement en Tunisie; 2° M. Lapie sur les conditions dans lesquelles est intervenu un changement de titulaire à la résidence de Tunisie et sur la politique que le Gouvernement compte suivre en Tunisie; 3° M. C. terne sur la politique colonialiste du Gouvernement en Tunisie; 4° M. C. terne sur la politique contraire aux intérêts du peuple tunisien qui désire disposer librement de lui-même et déterminer démocratiquement l'organisation économique, politique et sociale de son pays, p. 4218.

159. — *Licenciement dans les services du matériel de forage à Tarbes.* — Demande d'interpellation de M. d'Aragnon sur la situation créée à Tarbes par le fait que le département ministériel de la défense nationale a cessé de gérer les services du matériel de forage de Tarbes, et que, se proposant de céder cette entreprise à l'industrie privée, il a opéré le licenciement de la totalité du personnel de ce service; ainsi que sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter un chômage qui affecterait une large fraction de la population ouvrière de Tarbes, p. 4218.

160. — *Fermeture de mines et d'industries sidérurgiques.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Palinaud sur les conséquences pour les industries françaises du charbon et de la sidérurgie de la création du combinat germano-français et, notamment, sur les mesures de mines envisagées dans le Centre de la France; 2° M. Pierre Villon sur les fermetures et licenciements massifs dans les mines de charbon et de wolfram et dans l'industrie sidérurgique du département de l'Allier comme conséquence de la mise en œuvre du pool franco-allemand du charbon et de l'acier proposé par M. le ministre des affaires étrangères; 3° M. Bessel sur les conséquences que peut avoir la politique du Gouvernement sur l'activité des mines de charbon situées dans le département du Puy-de-Dôme; 4° M. Tourlaud sur la fermeture et les licenciements massifs dans les mines de charbon de Lavaveix et Basmareau, comme conséquence de la politique d'abandon des intérêts vitaux et de l'indépendance de notre pays, dont la création du pool franco-allemand du charbon et de l'acier est une nouvelle manifestation et une grave atteinte à notre sécurité et à la paix; 5° M. Biscarlet sur les fermetures de certaines mines de la Haute-Loire et sur la menace de fermeture totale des mines restantes, en Haute-Loire et dans le Centre, ainsi que la menace de fermeture des usines métallurgiques, menaces qui confirment directement le projet Schuman de pool franco-allemand du charbon et de l'acier; 6° M. Servin sur les menaces de fermeture qui pèsent actuellement sur les houillères de Ronchamp (Haute-Saône); M. Poumadère sur les conséquences désastreuses du plan Marshall dans notre industrie sidérurgique, en particulier dans les entreprises du Moulinéry, à Foix, et celle de Commentry-Fourchambault-Decazeville, à Panniers (Ariège), qui se manifestent par des licenciements massifs, et sur les répercussions du plan Schuman sur ces mêmes usines, qui ne manqueront pas de les mettre en danger, en provoquant des fermetures, p. 3765.

161. — *Jugement du tribunal militaire de la région de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur les graves irrégularités commises par le tribunal militaire de la région de Bordeaux pendant le procès de Mme Raymonde Dien, notamment: 1° sur l'application rétroactive à Mme Raymonde Dien arrêtée le 27 février 1950 de la loi du 11 mars 1950; 2° sur le fait que les qualités grades des juges militaires siégeant au tribunal militaire de Bordeaux, qui ont eu à juger Mme Raymonde Dien, n'ont pas été portées à la connaissance des avocats de la défense quoiqu'ils aient fait la demande, p. 4329.

162. — *Pénalités de 10 p. 100 lorsque les acomptes calculés payés par les sociétés se révèlent insuffisants.* — Demandes d'interpellation de M. Eugène Rigal sur: 1° l'attitude que le Gouvernement compte prendre à l'égard d'une décision de l'administration qui exige une pénalité de 10 p. 100, non prévue par la loi, lorsque les acomptes calculés et payés par les sociétés d'après la déclaration de leurs bénéfices se révèlent insuffisants du fait de redressements effectués par l'administration postérieurement au dépôt de la déclaration; 2° l'attitude que le Gouvernement compte prendre en ce qui concerne les réclamations faites actuellement d'une manière massive par l'administration de l'enregistrement en violation de la loi n° 49-1641 du 31 décembre 1949, réclamations exigeant le paiement rétroactif de la taxe de 10 p. 100 sur les bénéfices de 1948 incorporés directement au capital sous le prétexte que le simple envoi des résultats de 1948 aux contributions directes, même en l'absence de toute décision des associés, équivaudrait à une affectation tacite

résultats à un compte de réserve, et alors qu'en fait les écritures comptables des sociétés révèlent au contraire le virement direct de bénéfices du compte « résultats » au compte « capital », p. 4399.

163. — *Transfert des ateliers d'entretien et de réparations d'Air France de Marignane à Orly.* — Demande d'interpellation de M. Defrance sur le projet de transfert des ateliers d'entretien et de réparations d'Air France de Marignane à Orly, p. 4571.

164. — *Politique intérieure et extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Serre sur la politique que le Gouvernement entend suivre, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur, au sujet de la répression des crimes de guerre, et notamment: 1° sur la nature des démarches qui ont été faites par les services compétents auprès des autorités anglaises et américaines et du gouvernement de l'Allemagne occidentale pour obtenir la remise aux autorités françaises de Roskotten, ancien président du tribunal militaire de Paris et en cette qualité complice au sens de la jurisprudence du tribunal international de Nuremberg de l'œuvre d'extermination poursuivie par les S.S. et autres organisations nazies; de Barbier, chef de la Gestapo de Lyon et tortionnaire de patriotes français; de Skorzeny, chef S.S., responsable, entre autres crimes, des assassinats commis sur la personne de déportés français et alliés évacués de Sachsenhausen à Schwerin; sur les instructions données par le Gouvernement aux parquets compétents et à son haut commissaire en Allemagne au sujet de ces trois criminels; 3° sur les raisons du retard apporté au jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane; 4° sur les motifs qui ont conduit le Gouvernement à remettre aux Länder de l'Allemagne occidentale les amendes ou confiscations infligées à des criminels de guerre par le tribunal international de Rastatt, p. 4688.

165. — *Projet de pool franco-allemand de l'acier et du charbon.* — Demande d'interpellation de M. Serre sur les conséquences politiques et économiques du projet de pool franco-allemand de l'acier et du charbon, arrêté par le Gouvernement sans consultation préalable du Parlement et sans conversations préparatoires avec tous les alliés, p. 4688.

166. — *Justice sociale en Afrique équatoriale française.* — Demande d'interpellation de M. Boganda sur la justice sociale en Afrique équatoriale française, p. 4688.

167. — *Droit de la France à recevoir des réparations de l'Allemagne.* — Demande d'interpellation de M. de Chambrun sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a, contrairement aux engagements du jour de l'Assemblée nationale, abandonné toujours d'avance le droit de la France à recevoir des réparations de l'Allemagne, et sur les révélations contenues dans le rapport de M. Nigelton, secrétaire général de l'agence interalliée des réparations, p. 4688.

168. — *Non-application de la loi du 3 avril 1950 aux fonctionnaires des départements d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Césaire sur la non-application de la loi du 3 avril 1950 concernant les fonctionnaires des départements d'outre-mer et sur le mécontentement qui en résulte à la Martinique, en particulier, p. 4752.

169. — *Situation actuelle de l'importation charbonnière.* — Demande d'interpellation de M. Dusseaux sur la situation actuelle de l'importation charbonnière et sur la politique que le Gouvernement compte suivre à cet égard tant sur le plan de la production nationale que dans le cadre des accords entre la France et l'Allemagne, p. 4752.

170. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de M. Vermeersch sur les conditions dans lesquelles des poursuites ont été engagées contre quatre-vingt-quatre femmes de France, d'Alsace, institutrices, professeurs, ménagères, des mères de famille et même des grand-mères, parce qu'elles ont organisé le 2 octobre 1949, d'autres pour avoir manifesté le 8 mars à l'occasion de la journée internationale des femmes, d'autres encore pour avoir demandé la cessation de la guerre au Viet-Nam, onze de ces femmes étant actuellement emprisonnées, arrachées à leur foyer, à leurs enfants, p. 4752.

171. — *Licenciement à l'usine Lavalette à Romorantin (Loir-et-Cher).* — Demande d'interpellation de M. Paumier, sur: 1° le licenciement de 112 ouvriers de l'usine Lavalette, à Romorantin (Loir-et-Cher), et sur les autres licenciements prévus d'une nouvelle tranche de 60 ouvriers; 2° la création de la société S. A. V. E. M. qui serait chargée de la vente en France de matériel fabriqué à Stuttgart (Allemagne) et destiné à concurrencer le matériel fabriqué par la société Lavalette, ce qui, entre autre, aggravera encore le chômage, p. 4838.

172. — *Pacte de l'Atlantique.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot, sur l'interprétation donnée, à la conférence de Londres, aux stipulations du pacte de l'Atlantique, p. 4838.

173. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot, sur la situation politique de la Tunisie, p. 4838.

174. — *Accidents d'aviation.* — Demande d'interpellation de M. Boussin sur les conditions dans lesquelles sont intervenues les deux catastrophes aériennes qui viennent d'endeuiller notre aviation commerciale et sur les mesures prises pour doter toutes nos lignes aériennes d'une infrastructure permettant le vol par mauvais temps dans les meilleures conditions de sécurité, p. 4910.

175. — *Dissolution de l'Union internationale des marins et dockers de Marseille et retrait des cartes professionnelles.* — Demande d'interpellation de M. Cermolacce sur: 1° la notification adressée à l'Union internationale des marins et dockers dont le siège est à

Marseille, portant dissolution de cet organisme; 2° le retrait des cartes professionnelles aux travailleurs du port effectué par le service de la préfecture de Marseille, p. 4910.

176. — *Retrait des cartes professionnelles aux ouvriers dockers dans certains ports.* — Demande d'interpellation de M. Perrard sur les atteintes que le Gouvernement porte à la Constitution et à la loi du 6 septembre 1947 en déposant les ouvriers dockers de leur carte professionnelle et en mettant fin, dans certains ports, à des avantages acquis, tels que le « tour de rôle », sous le prétexte que des travailleurs, chaque jour plus nombreux, obéissant à leur conscience, se refusent à la manutention du matériel de guerre, p. 4910.

177. — *Catastrophes aériennes des lignes de l'île de Bahrein.* — Demande d'interpellation de M. Gresa, sur les conditions dans lesquelles se sont produites les deux tragiques catastrophes aériennes des lignes de l'île de Bahrein, sur l'absence de conclusions concernant les enquêtes sur les précédents accidents aériens et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en ce qui concerne la sécurité aérienne, p. 4961.

178. — *Licenciement du personnel de la Société du matériel de forage à Tarbes.* — Demande d'interpellation de M. Toujas, sur le licenciement abusif du personnel de la Société du matériel de forage, à Tarbes, p. 4961.

179. — *Politique sociale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur la politique du Gouvernement à l'égard des classes moyennes, et en particulier des petites et moyennes entreprises, des économiquement faibles, des rentiers-voyagers, des femmes seules âgées et des petits propriétaires, p. 5095.

180. — *Politique sociale du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Hamani Diori, sur la politique sociale du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, en particulier en matière sanitaire et en matière d'enseignement, p. 5095.

181. — *Publication d'articles de presse et reproduction d'une photographie sur la guerre d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Krieger-Valrimont, sur les conditions irrégulières dans lesquelles M. Louis Dupont, directeur du journal *La Voix de l'Est*, hebdomadaire de la Fédération communiste de Meurthe-et-Moselle, a été incarcéré arbitrairement par les autorités militaires pour être déferé devant un conseil de guerre pour la publication d'articles de presse et la reproduction d'une photographie sur la sale guerre du Viet-Nam, p. 5150.

182. — *Constructions de maisons d'habitation.* — Demande d'interpellation de M. Forcina, sur la situation générale de l'habitat et les moyens mis en œuvre depuis la libération pour activer les constructions, p. 5150.

183. — *Sinistrés des orages de grêle en Gironde.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy sur les mesures immédiates et d'extrême urgence que le Gouvernement compte prendre pour indemniser les victimes des récentes calamités, notamment les sinistrés des orages de grêle en Gironde, p. 5257.

184. — *Indemnisation des victimes des récentes calamités.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de l'indemnisation des victimes des récentes calamités, notamment des orages de grêle, p. 5258.

185. — *Sinistrés des orages de grêle survenus en Dordogne.* — Demande d'interpellation de M. Yves Péron sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour indemniser les agriculteurs et autres sinistrés par les orages de grêle survenus en Dordogne, p. 5258.

2° MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

186. — *Composition et politique du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Grouès-Pierre sur la composition du cabinet; 2° M. Jacques Duclos, sur la composition et la politique générale du Gouvernement; 3° M. Charles Serre, sur la politique que le Gouvernement entend suivre tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur au sujet de la répression des crimes de guerre et notamment: a) sur la nature des démarches qui ont été faites par les services compétents auprès des autorités anglaises et américaines et du gouvernement de l'Allemagne occidentale pour obtenir la remise aux autorités françaises de Roskotten, ancien président du tribunal militaire de Paris et, en cette qualité, complice au sens de la jurisprudence du tribunal international de Nuremberg de l'œuvre d'extermination poursuivie par les S.S. et autres organisations nazies, de Barbier, chef de la Gestapo de Lyon et tortionnaire de patriotes français, de Skorzeny, chef S.S. responsable, entre autres crimes, des assassinats commis sur les déportés français et alliés évacués de Sachsenhausen à Schwerin; b) sur les instructions demandées par le Gouvernement aux parquets compétents et à son haut commissaire en Allemagne au sujet de ces trois criminels; c) sur les raisons du retard apporté au jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane; d) sur les motifs qui ont conduit les gouvernements précédents à remettre aux Länder d'Allemagne occidentale les amendes ou confiscations infligées à des criminels de guerre par le tribunal international de Rastatt; 4° M. Charles Serre, sur les conséquences politiques et économiques du projet de pool franco-allemand de l'acier et du charbon, arrêté par le Gouvernement sans consultation préalable du Parlement et de tous les Etats intéressés au règlement de la question allemande et dont la réalisation est poursuivie au moment où l'on annonce une conférence des alliés occidentaux ayant pour objet l'adoucissement du statut d'occupation et de la préparation d'un traité de paix avec l'Allemagne de l'Ouest; 5° M. Badiou, sur les causes de l'accident qui a causé la perte de

l'avion prototype « Armagnac » ainsi que sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour d'accidents analogues et pour maintenir la fabrication d'un type d'appareil dont les essais, poursuivis depuis un an, ont démontré les brillantes qualités; 6° M. Pierre Cot, sur les conclusions qu'il convient de tirer, pour dégager l'orientation et la politique du Gouvernement, de la composition du cabinet en général et plus particulièrement de la nomination d'un ministre d'Etat chargé des affaires d'Extrême-Orient et fixation de la date, p. 5344; renvoi à la suite, au scrutin, p. 5351.

3° MINISTÈRE RENÉ PLEVEN

187. — *Composition et programme du Gouvernement.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. André Denis, sur la composition et le programme du Gouvernement; et, notamment, sur les leçons qu'il entend tirer d'événements internationaux récents intéressant la sécurité et la cohésion de la France et de l'Union française ainsi que sur l'orientation de sa politique économique et sociale; 2° M. Frédéric-Dupont, sur la composition du Gouvernement; 3° M. René Capitant, sur la composition et la politique du Gouvernement; 4° M. Charles Serre, sur la politique que le Gouvernement entend suivre tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur au sujet de la répression des crimes de guerre, et notamment: a) sur la nature des démarches qui ont été faites par les services compétents auprès des autorités anglaises et américaines et du gouvernement de l'Allemagne occidentale pour obtenir la remise aux autorités françaises de Roskotten, ancien président du tribunal allemand de Paris et, en cette qualité, complice au sens de la jurisprudence du tribunal international de Nuremberg de l'œuvre d'extermination poursuivie par les S. S. et autres organisations nazies, de Barbier, chef de la Gestapo de Lyon et tortionnaire de patriotes français, de Skorzeny, chef S. S. responsable entre autres crimes, des assassinats commis sur les déportés français et alliés évacués de Sachsenhausen à Schwering; b) sur les instructions données par le Gouvernement aux parquets compétents et à son haut commissaire en Allemagne au sujet de ces trois criminels; c) sur les raisons du retard apporté au jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane; d) sur les motifs qui ont conduit les gouvernements précédents à remettre aux Länder d'Allemagne occidentale les amendes ou confiscations infligées à des criminels de guerre par le tribunal international de Rastatt; 5° M. Charles Serre, sur les conséquences politiques et économiques, tant pour notre sécurité que pour le recouvrement des réparations du projet de pool franco-allemand du charbon et de l'acier, arrêté par le Gouvernement sans consultation préalable du Parlement et de tous les Etats intéressés au règlement de la question allemande, et dont la réalisation est poursuivie au moment où l'on annonce une conférence des alliés occidentaux ayant pour objet l'adoucissement du statut d'occupation et la préparation d'un traité de paix avec l'Allemagne de l'Ouest; 6° M. Jacques Duclos, sur la composition et la politique du Gouvernement; 7° M. Emmanuel d'Astier, sur la composition du Gouvernement et sur son programme, p. 5400; 8° M. Ben Tounès, sur la composition du nouveau Gouvernement et fixation de la date, p. 5401; renvoi à la suite, au scrutin, p. 5418.

188. — *Aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes.* — Demande d'interpellation de M. Denis Cordonnier, sur les retards apportés dans l'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, p. 5820; fixation de la date, p. 5993; renvoi à la suite, au scrutin, p. 5995.

189. — *Evénements d'Indochine.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serre, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux angoisses d'une partie des nombreuses familles de France et du Viet-Nam cruellement frappées par les douloureux évènements d'Indochine en organisant sans retard l'échange des prisonniers ou otages que le président Ho Chi Minh s'est encore récemment déclaré prêt à accepter, p. 5518. — Demande d'interpellation de M. Juge sur la suite que le Gouvernement entend donner aux propositions faites une nouvelle fois par M. le président Ho Chi Minh en vue d'échanger des prisonniers de guerre et internés vietnamiens et français, p. 5947. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Frédéric-Dupont, sur les dramatiques événements d'Indochine et sur l'abandon matériel et moral dans lequel a été laissé notre héroïque corps expéditionnaire, par une politique qui laisse le parti communiste saboter 60 p. 100 du matériel de guerre destiné à nos soldats, qui refuse aux autorités responsables l'expulsion d'Indochine des espions communistes et qui, par le retard apporté au renouvellement des crédits, oblige le haut commandement, en pleine crise, à réduire nos effectifs de vingt bataillons; 2° M. Michelet, sur les responsabilités gouvernementales qui sont à l'origine du désastreux échec que vient de subir au Tonkin les troupes de l'Union française, p. 6920; 3° M. René Arthaud, sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement prolonge la guerre terrible et coûteuse du Viet-Nam, alors que la paix immédiate est possible, comme l'attestent les déclarations répétées du président Ho Chi Minh et notamment ses propositions rapportées par Léo Figuères, qui permettent de faire la paix au Viet-Nam sur la base d'une amitié durable entre le peuple vietnamien et le peuple français, p. 6921. — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot, sur les résultats et les développements de la politique suivie, depuis cinq ans, en Indochine, p. 6974. — Discussion, p. 6974; ordres du jour de: 1° M. Frédéric-Dupont; 2° M. René Arthaud; 3° M. Rivet; 4° M. Pierre Chevallier, p. 7013; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. Pierre Chevallier, p. 7021 (rectificatif, p. 7091).

190. — *Réarmement allemand.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Charles Serre, sur les conséquences pour notre sécurité, l'équilibre des forces en Europe et le maintien de la paix, des décisions prises à la dernière session du conseil Atlantique et à la réunion de New-York des trois ministres des affaires étrangères, au sujet du réarmement de l'Allemagne et de la garantie donnée à la répu-

blique fédérale allemande et aux secteurs occidentaux de Ben p. 6949; 2° M. Paul Reynaud, sur la politique du Gouvernement à l'égard des problèmes posés par la défense de l'Europe occidentale, et notamment celui de la contribution militaire de l'Allemagne de l'Ouest à la défense commune, p. 6920. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Florimond Bonte, sur les immenses dangers représentés pour la paix et la sécurité française, la funeste politique du Gouvernement à l'égard de la reconstitution à nos côtés d'une armée de l'Allemagne occidentale réactionnaire désant de l'arsenal de la Ruhr et commandée par des généraux et revanchards; 2° M. Pierre Cot, sur les conséquences financières et politiques des projets militaires du Gouvernement, p. 6988. Demandes d'interpellation de: 1° M. le général Aumeran, sur les dangers que présenterait le réarmement allemand; 2° M. Louis Meunier, sur le réarmement de l'Allemagne, p. 7062; 3° M. Edouard Bonnet, sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne; 4° M. Gilbert de Chambrun, sur le réarmement allemand, p. 7063. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Marc Scherer, sur les conditions dans lesquelles l'Allemagne occidentale peut être appelée à participer à la défense commune des nations démocratiques d'Europe; 2° M. Viard, sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne et sur le réarmement de ce pays; 3° M. A. Coste-Floret, sur les conditions dans lesquelles le ministre des affaires étrangères entend concilier les exigences de la sécurité française avec les nécessités d'une contribution allemande à la défense de la communauté atlantique, et discussion, p. 7118, 7135, 7173, 7174; ordres du jour de: 1° M. Charles Serre; 2° M. Capitant; 3° M. P. Chevallier, p. 7211 4° M. Ribeyre, p. 7219; retrait du troisième ordre du jour et dépôt d'un nouvel ordre du jour de M. P. Chevallier, p. 7226; adoption de l'ordre du jour de M. Pierre Chevallier, p. 7229 (rectificatif, p. 7450).

191. — *Agressions contre certaines organisations politiques.* — Demande d'interpellation de M. Castera, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre, à la suite des multiples agressions perpétrées contre les organisations démocratiques, contre leurs dirigeants et leurs militants et, plus particulièrement, à la suite de l'attentat fasciste commis le 8 octobre 1950 à Auch par les agents du R. P. F. contre le président du groupe parlementaire communiste, M. Jacques Duclos, secrétaire du parti communiste français, député de la Seine et contre la paisible population gersoise venue manifester son attachement à la paix: 1° pour procéder à la mise hors la loi et désarmement des lignes factieuses du R. P. F. et pour rechercher et punir les auteurs de ces attentats; 2° pour mettre fin à la campagne de la radio et d'une certaine presse qui, par leurs calomnies et leurs mensonges contre le parti communiste français et tous les partisans de la paix, excitent les criminels et arment leurs passions; 3° pour garantir la sécurité des Français et la libre expression des opinions, comme le prévoit la Constitution de notre pays, adoptée par le peuple de France, p. 6910; fixation de la date, p. 7686; renvoi, au scrutin, à la suite, p. 7688.

192. — *Libération des échanges dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Silvanore sur les conditions dans lesquelles les territoires d'outre-mer, et l'Afrique occidentale française notamment, sont appelés à bénéficier des mesures de libération des échanges décidées par les pays membres de l'O. E. C. E. et les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le respect des principes constitutionnels, une égale répartition des charges résultant de l'application des tarifs douaniers et des atages à attendre de la libération des échanges, p. 7063; fixation de la date, p. 7689; retrait, p. 7691.

193. — *Rajustement des salaires dans les mines.* — Demande d'interpellation de M. Sion sur la politique que le Gouvernement compte adopter au sujet du rajustement des salaires dans les mines, p. 7567; fixation de la date, p. 7951; renvoi à la suite, au scrutin, p. 7957.

194. — *Situation en Indochine.* — Demande d'interpellation de M. René Arthaud sur les récents développements militaires et politiques du Viet-Nam et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour répondre enfin au vœu de la nation: conclure sans délai la paix au Viet-Nam, p. 7744. — Demandes d'interpellation de: 1° M. Aumeran sur les conséquences désastreuses de la politique suivie en Indochine; 2° M. de Chevigné sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire face aux développements de la situation en Indochine; 3° M. Frédéric-Dupont sur les événements d'Indochine et sur les responsabilités du Gouvernement; 4° M. Laniel; 5° M. Charles Serre, p. 8047; 6° M. Viollette, p. 8057; retrait du 3° ordre du jour et dépôt d'un nouvel ordre du jour de M. P. Chevallier, p. 8051; retrait de l'ordre du jour de M. Viollette, p. 8057; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. P. Chevallier, p. 8058.

195. — *Conditions de certaines arrestations.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur sur les conditions particulièrement odieuses dans lesquelles sont opérées certaines arrestations, p. 6919. — Retrait, p. 8058.

196. — *Vote émis par l'Assemblée nationale au cours de la séance du 28 novembre 1950.* — Demande d'interpellation de M. P. Chevallier sur les conséquences que le Gouvernement entend tirer du vote émis par l'Assemblée nationale, au cours de sa séance du 28 novembre, sur la motion préjudicielle déposée par M. P. Chevallier et les membres du groupe communiste (affaire Revers-Mast), p. 8279; ordre du jour de M. P. Chevallier, p. 8428; suite de la discussion, p. 8428; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de M. P. Chevallier, le Gouvernement ayant posé la question de confiance, p. 8450 (rectificatif, p. 8577).

97. — *Reconnaissance de l'avion transportant M. Maurice Thorez.* — Demande d'interpellation de M. Malleret-Joinville sur les démarches que compte entreprendre le Gouvernement pour protester contre l'attaque par un avion de chasse américain de l'appareil militaire à bord duquel se trouvaient trois membres de notre délégation nationale: M. Maurice Thorez, député de la Seine, secrétaire général du parti communiste français; M. Auguste Lecœur, député du Pas-de-Calais, secrétaire du parti communiste français; M. Jeanette Vermeersch, député de la Seine, accompagnés de M. le docteur Rouques, conseiller municipal de Paris, p. 7873; fixation de la date, p. 8614; renvoi à la suite, au scrutin, p. 8618.

98. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Lucien Lambert sur: 1° l'effondrement des prix de la production de certains produits agricoles, notamment les légumes, dont déjà des centaines de tonnes invendues ont dû être jetées à la voirie; 2° les causes et les conséquences de cette situation très grave qui cause des difficultés considérables à un grand nombre d'agriculteurs; 3° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour garantir un écoulement normal, à un prix rémunérateur, de notre production, p. 5663. — Demande d'interpellation de M. Roulon sur la politique agricole du Gouvernement, p. 5732. — Demande d'interpellation de M. André Tourné: 1° sur la politique d'importations abusives de fruits et légumes de l'étranger, en particulier d'Italie et d'Espagne; 2° sur les conséquences désastreuses du protocole d'accord franco-italien du 7 mars 1950, qui est victime de la production horticole de France, et particulièrement celle des départements méditerranéens; 3° l'effondrement des prix de la production de certains produits agricoles, notamment les légumes et des pêches, dont déjà des centaines de tonnes invendues ont dû être jetées à la voirie, sans que pour cela les prix à la consommation aient baissé en proportion; 4° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre un écoulement normal, à un prix stable, et rémunérateur, de notre production agricole horticole, p. 5867. — Demande d'interpellation de: 1° M. Waldeck Rochet sur la politique agricole du Gouvernement, notamment: sur les mesures qu'il compte prendre pour apporter un remède à la crise agricole qui s'exprime en ce moment par l'effondrement des cours et la mévente, sans aucun profit pour les consommateurs, suite de la fiscalité écrasante qui frappe le viti; b) sur l'urgence de votes des propositions de loi tendant à réduire le prix des ferments abusifs et à appliquer aux preneurs mélanges le partage aux tiers en cas de bail à métayage; c) sur le récent décret pris par le Gouvernement et fixant pour les salariés agricoles le salaire minimum garanti à un taux ridiculement bas, ayant pour effet d'aggraver considérablement les salaires de l'agriculture par rapport à ceux des autres professions; d) sur les mesures de radiations massives prises à l'encontre des vieux paysans qui demandent le bénéfice de l'allocation temporaire aux vieux et sur la nécessité de constituer rapidement la caisse vieillesse agricole; 2° M. Legendre sur les conditions dans lesquelles a été fixé le prix du blé, pour la campagne 1950-1951, en violation des textes légaux, contrairement à l'engagement pris par M. le président du conseil, dans sa déclaration ministérielle, et renouvelé par M. le ministre de l'Agriculture, à l'Assemblée nationale, le 27 juillet dernier; 3° M. Moussu, sur le prix du blé de la récolte 1950, p. 6918; 4° M. Monin, sur les décisions que le Gouvernement a prises concernant les prix du blé du pain; 5° M. Paul Caron, sur la fixation du prix du blé pour la campagne 1950, p. 6919; 6° M. Jean Masson, sur: a) la violation des garanties inscrites dans le décret du 22 mars 1948 à l'occasion du calcul du prix de revient du blé de la récolte 1950; b) la politique d'importation et d'exportation du Gouvernement; c) les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'approvisionnement des agriculteurs en engrais et notamment en scories; 7° M. Guyomard, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'écoulement de la récolte de pommes et les moyens qu'il pense mettre à disposition des cultivateurs pour leur permettre d'utiliser au maximum une production abondante de fruits à cidre; 8° M. Gérard, sur les conditions de fixation du prix du blé, pour la campagne 1950, et notamment les raisons pour lesquelles les dispositions relatives à une prime de conservation n'ont point été remises en vigueur, p. 6920. — Demande d'interpellation de M. Rociore, une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement, en particulier, sur la fixation du prix du blé, p. 7874; discussion, p. 8783, 8837; ordres du jour de: 1° M. Waldeck Rochet; 2° M. Moussu, p. 8857. Nouvel ordre du jour de M. Moussu, p. 8864; adoption, au scrutin, de cet ordre du jour, p. 8861.

99. — *Révocation d'ouvriers de l'arsenal de Tarbes.* — Demande d'interpellation de M. Toujas, sur les conditions dans lesquelles ont été révoqués cent quinze ouvriers de l'arsenal de Tarbes qui ont spontanément manifesté leur indignation patriotique devant l'intrusion de la commission militaire américaine et italienne à l'arsenal de Tarbes, p. 6920; fixation de la date, p. 8943; renvoi à la suite, au scrutin, p. 8946.

100. — *Révocation des maires et maires adjoints communistes de France.* — Demande d'interpellation de M. Auguet sur l'intolérable atteinte au droit d'opinion et sur l'inadmissible violation de l'œuvre de la Résistance que constituent les mesures d'arbitraire prises par le ministre de l'Intérieur mettant fin aux mandats des trois maires et des vingt-neuf maires-adjoints communistes des arrondissements de Paris, p. 7567; fixation de la date, p. 8946; renvoi, à la suite, au scrutin, p. 8951.

101. — *Organisation d'un procès soumis à un tribunal français.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier, sur les conditions dans lesquelles le substitut Becognée est intervenu, de son propre chef, pour modifier sur les instances d'ambassades étrangères l'organisation d'un procès soumis à un tribunal français, p. 8279; fixation de la date, p. 8951; renvoi à la suite, au scrutin, p. 8956.

202. — *Allocations familiales du régime minier.* — Demande d'interpellation de M. Beugnies, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner immédiatement aux caisses d'allocations familiales du régime minier les possibilités financières nécessaires au règlement mensuel des prestations familiales légales en permettant par ailleurs le fonctionnement du fonds d'action sanitaire et sociale inexistant, p. 8831; fixation de la date, p. 9280; renvoi à la suite, p. 9283.

203. — *Production franco-allemande de charbon et d'acier.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran sur les conséquences graves qu'entraîne la proposition du Gouvernement français de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une autorité commune, p. 5400.

204. — *Accident au passage à niveau de la gare de Saint-Amour (Jura).* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Bourbon, sur l'accident survenu dans la nuit du 2 au 3 juillet 1950, au passage à niveau de la gare de Saint-Amour (Jura), accident qui coûta la vie à vingt-cinq personnes de la commune de Foissiat (Ain), au cours d'une sortie des anciens combattants de cette localité; 2° de M. Barthélémy, sur les conditions dans lesquelles est survenue, le 3 juillet, la catastrophe au passage à niveau de Saint-Amour (Jura), qui coûta la vie à la quasi-totalité des voyageurs d'un autocar et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour réaliser la suppression immédiate des passages à niveau dangereux, p. 5401.

205. — *Evénements de Corée.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Cot, sur la situation internationale et les dangers de guerre résultant des affaires de Corée, p. 5464.

206. — *Situation en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Cadi Abdelkader, sur la situation actuelle en Tunisie et sur les solutions que le Gouvernement compte adopter pour mettre fin au malaise tunisien, p. 5464.

207. — *Accident de l'avion « Armagnac SE 2010 ».* — Demandes d'interpellation de: 1° M. Achille Auban, sur les conditions dans lesquelles s'est produit l'accident de l'avion « Armagnac SE 2010 » et sur l'opportunité de poursuivre la fabrication dont la qualité exceptionnelle a été reconnue; 2° M. Jacques Gresa, sur les conditions dans lesquelles s'est produit l'accident causant, sur l'aérodrome de Toulouse-Blagnac, la mort de trois ouvriers et la perte du SE 2010, au cours de son 104^e vol, au moment où cet appareil, qui totalisait 300 heures, piloté par un équipage d'élite, terminait ses essais et apparaissait comme un concurrent sérieux pour l'industrie aéronautique étrangère, p. 5464.

208. — *Pool charbon-acier.* — Demande d'interpellation de M. Biscalet sur les conséquences politiques, économiques et sociales qui vont découler pour la France des propositions gouvernementales connues sous le nom de plan Schuman, p. 5464.

209. — *Activité clandestine exercée sur le territoire français par le parti communiste.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur l'activité clandestine et subversive exercée sur le territoire français par le parti communiste espagnol en relation avec le Kominform et le parti communiste français, et sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour y mettre fin, p. 5518.

210. — *Discrimination raciale pratiquée dans plusieurs hôtels parisiens.* — Demande d'interpellation de M. Alfred Coste-Floret, sur les mesures de discrimination raciale contraires aux traditions d'hospitalité française pratiquées dans plusieurs grands hôtels parisiens, p. 5518.

211. — *Plan charbon-acier-mines de fer.* — Demande d'interpellation de M. Louis Marin, sur le plan charbon-acier-mines de fer et la façon dont les négociations ont été engagées, p. 5607.

212. — *Fermeture de la ligne de chemin de fer de Beuil-Louviers (Eure).* — Demande d'interpellation de M. Greffier, sur la fermeture, pour les voyageurs, de la ligne de chemin de fer de Beuil-Louviers (Eure), p. 5607.

213. — *Manifestations publiques.* — Demande d'interpellation de Mme Vermeersch sur les conditions dans lesquelles sont poursuivies, emprisonnées des Françaises, des mères de famille, en raison de leur lutte pour la paix, p. 5607.

214. — *Accident en gare de Facture (Gironde) d'un train de pèlerins revenant de Lourdes.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Garet, sur les circonstances dans lesquelles un train de pèlerins picards revenant de Lourdes vient, dans la soirée du 14 juillet, d'être l'objet d'un accident en gare de Facture (Gironde) et sur les conditions lamentables dans lesquelles la Société nationale des chemins de fer français assurait le transport des voyageurs et qui ne sont certainement pas étrangères à l'accident, p. 5607.

215. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Aumeran, sur la politique que le Gouvernement entend poursuivre en Tunisie, p. 5607.

216. — *Fermeture de l'usine des aciéries du Nord à Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Billoux, sur la fermeture de l'usine des aciéries du Nord, à Marseille, mettant au chômage 1.400 ouvriers, employés et techniciens, et les mesures que compte prendre le Gouvernement, p. 5732.

217. — *Arrestation du directeur du journal « La Voix de l'Est ».* — Demande d'interpellation de M. Kriegel-Vatrimont, sur les conditions irrégulières dans lesquelles les autorités militaires ont arrêté et incarcéré le directeur du journal *La Voix de l'Est*, Louis Dupont, qui a publié les articles sur la sale guerre du Viet-Nam et sur les conditions irrégulières dans lesquelles ce journaliste est détenu devant un conseil de guerre au mépris des droits et des libertés de la presse, p. 5820.

218. — *Arrestation d'un jeune patriote par le parquet de Bordeaux.* — Demande d'interpellation de M. Marc Dupuy, 1^o sur la condamnation du jeune patriote Claude Thomas, âgé de 18 ans; 2^o les conditions scandaleuses et illégales dans lesquelles le parquet de Bordeaux a fait effectuer son arrestation le mercredi 19 juillet 1950, p. 5931.

219. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Citerne, sur les événements de la Côte-d'Ivoire, la répression colonialiste à Madagascar et la politique anticonstitutionnelle du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer, p. 5931.

220. — *Politique du Gouvernement en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Gabriel Citerne, sur la politique colonialiste en Tunisie, politique contraire aux intérêts du peuple tunisien qui désire disposer librement de lui-même et déterminer démocratiquement l'organisation économique et sociale de son pays, p. 5931.

221. — *Explosion d'un camion transportant des munitions de Clermont-Ferrand à Marseille.* — Demande d'interpellation de M. Bergeret, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour éviter le retour d'incidents aussi graves que l'explosion d'un camion transportant des munitions de Clermont-Ferrand à Marseille, à la sortie du village de Boen-sur-Lignon, sur l'enquête que le Gouvernement a dû ordonner afin de savoir si le transport d'engins dangereux, objet du convoi accidenté le 21 courant à Boen-sur-Lignon, avait fait l'objet de précautions suffisantes au chargement, et si la nature même de ce chargement n'aurait pas dû comporter un examen plus sérieux des véhicules utilisés, p. 5931.

222. — *Atteinte au moral des troupes de l'Union française qui combattent en Extrême-Orient.* — Demande d'interpellation de M. Michelet, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la campagne d'intelligences avec l'ennemi entretenue et poursuivie depuis quelques jours par le journal *L'Humanité*, dans une série d'articles de nature à porter atteinte au moral des troupes de l'Union française qui combattent en Extrême-Orient, p. 5931.

223. — *Événements de Corée.* — Demande d'interpellation de M. Paul Boulet: 1^o sur les mesures que le Gouvernement propose pour que la France prenne au plus tôt les initiatives de nature à empêcher l'extension et à faciliter le règlement pacifique du conflit coréen; 2^o sur les assurances que le Gouvernement peut donner au Parlement pour que soit intégralement respecté, quels que soient les événements, l'article 7 de la Constitution, p. 6081.

224. — *Incidents qui ont marqué le tour de France cycliste.* — Demande d'interpellation de M. de Moro-Giafferri sur les moyens que le Gouvernement compte prendre pour empêcher le retour des incidents scandaleux qui ont marqué le tour de France cycliste, p. 6148.

225. — *Accidents d'aviation dans le Sahara.* — Demande d'interpellation de M. Fily Dabo Sissoko sur: a) les causes de l'accident du Bristol de la ligne Paris-Bamako, compagnie Air-Transport, survenu entre Aoulet et Bidon-V, le 28 juillet 1950; b) les causes de la périodicité des accidents d'aviation dans cette région du Sahara; c) les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y assurer la sécurité aérienne des transports; d) le secours qu'il doit apporter aux familles des victimes, dont plusieurs étudiants, p. 6373.

226. — *Fermeture de la mine d'antracite de Plaisance (Hérault).* — Demande d'interpellation de M. Antonin Gros, sur la décision que le Gouvernement vient de prendre de fermer la mine d'antracite de Plaisance située dans le bassin minier de l'Hérault, p. 6562.

227. — *Fermetures de puits de charbon.* — Demande d'interpellation de M. Paul Sion, sur la politique charbonnière du Gouvernement et, en particulier, sur les fermetures de puits, p. 6562.

228. — *Refus d'inscription au concours de l'école normale primaire du département de la Charente-Maritime.* — Demande d'interpellation de M. Max Brusset sur les termes inadmissibles dans lesquels M. l'inspecteur d'académie de la Charente-Maritime a refusé au père d'une élève d'un cours complémentaire privé de Saujon l'inscription de sa fille au concours de l'école normale primaire du département et sur les mesures que le Gouvernement entend prendre pour assurer à tous les degrés de la hiérarchie administrative le respect de la liberté de l'enseignement et de la neutralité scolaire, p. 6638.

229. — *Retard apporté à la ratification des conventions et accords signés avec la Sarre.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Vendroux sur les motifs pour lesquels le Gouvernement croit devoir différer la ratification des conventions et accords signés avec la Sarre depuis plus de cinq mois, p. 6772.

230. — *Situation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Juge sur le développement des préparatifs de guerre au Maroc et la recrudescence de la répression colonialiste contre les militants du mouvement national marocain, p. 6772.

231. — *Saisies périodiques du journal « L'Algérie libre ».* — Demande d'interpellation de M. d'Aragon sur les saisies périodiques du journal *L'Algérie libre* et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la liberté de la presse en Algérie, p. 6772.

232. — *Commandes aux industries étrangères du matériel thermo-électrique destiné aux territoires d'outre-mer.* — Demandes d'interpellation de: 1^o M. Duveau sur les conditions dans lesquelles le matériel d'équipement, et principalement le matériel thermo-électrique destiné aux territoires d'outre-mer, est commandé aux industries étrangères et notamment allemandes, et sur le danger de semblables méthodes qui risquent à bref délai de mettre la production énergétique de l'Union française sous la dépendance étroite de puissances étrangères; 2^o M. Joseph Dumas sur les mesures que le

Gouvernement compte prendre pour que les commandes de matériel d'équipement destinés à nos territoires d'outre-mer ne soient systématiquement passées à l'étranger, afin de ne pas voir chômage des milliers d'ouvriers français, p. 6772.

233. — *Incidents à Nice et à Paris.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos, sur les attentats de caractère fasciste qui sont produits à Nice et à Paris, attentats qui se rattachent aux campagnes d'excitations orchestrées par le Gouvernement contre les défenseurs des masses laborieuses, de l'indépendance nationale, la liberté et de la paix, p. 6918.

234. — *Emploi de l'emprunt contracté par la France aux Etats-Unis.* — Demande d'interpellation de M. Cozard sur les conditions d'emploi de l'emprunt de 200 millions de dollars qui vient d'être contracté par la France aux Etats-Unis auprès d'un certain nombre de banques avec mise en gage de valeurs d'Etat américaines d'un montant égal. Des indications données, il résulte en effet que la mise en œuvre de cet emprunt va se traduire par une augmentation déguisée des avances de la Banque de France au Trésor et l'émission de 70 milliards de francs de billets correspondant à l'inflation de la même somme qui risque d'entraîner des conséquences fâcheuses pour les prix et un accroissement du coût de la vie, p. 6919.

235. — *Extradition de l'ex-ambassadeur de France M. Peretti Rocca.* — Demande d'interpellation de Mine Mathilde Gabriel sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas demandé l'extradition du criminel de guerre Peretti della Rocca, ex-ambassadeur de France, juge au tribunal d'Etat de Pélerin, et qui a été condamné à mort et fait exécuter, parmi d'autres patriotes, le 21 août 1944, à Amiens Jean Catelas, p. 6919.

236. — *Maintien dans la fonction de gouverneur général de l'Algérie un membre du Parlement.* — Demande d'interpellation de M. Lupt-Esperaber, sur le point de savoir quels sont les motifs pour lesquels le Gouvernement a cru pouvoir, appliquant une loi de Vichy, d'ailleurs abrogée, violer l'article 11 de la loi du 6 février 1950 sur l'organisation des pouvoirs publics en « maintenant à titre de mission temporaire, dans la fonction de gouverneur général de l'Algérie, un membre du Parlement dont la mission ne peut plus être renouvelée et quels sont les textes constitutionnels qui consacrent les principes de droit public sur lesquels il a cru pouvoir se fonder pour admettre que la simple annonce par la voie de la presse de son intention de déposer un projet de loi modifiant la législation républicaine en vigueur l'autorisait à violer une disposition formelle adoptée par l'Assemblée nationale et régulièrement promulguée comme loi de l'Etat, p. 6919.

237. — *Photographie faite dans les locaux de la présidence du conseil.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont, sur les similitudes d'opérations répressives contre la cinquième colonne communiste et sur les conditions dans lesquelles M. Figuières, objet d'un mandat d'arrêt, a pu se faire photographier dans les locaux de la présidence du conseil, p. 6919.

238. — *Arrestation des médecins de l'hôpital de la rue de Varsovie à Toulouse.* — Demande d'interpellation de M. Grésu sur l'arrestation et la déportation de la totalité des médecins de l'hôpital de la rue de Varsovie à Toulouse, mesure révoltante jamais pratiquée depuis l'occupation fasciste allemande et qui dénote un acte de criminalité contre ceux qui sauvent de la mort les malades et les blessés, p. 6919.

239. — *Arrestation d'un immigré républicain espagnol.* — Demande d'interpellation de M. Tourné, sur les mesures d'arrestation et de déportation renouvelées de la Gestapo, exercées sur l'ordre du Gouvernement contre le commandant des forces françaises de l'intérieur Galiano, immigré républicain espagnol, héros de la défense de Banyuls (Pyrénées-Orientales) sous l'occupation et grand combattant de la libération de notre patrie, p. 6919.

240. — *Réduction des crédits de l'agriculture.* — Demande d'interpellation de M. Waldeck Rochet, sur la décision que le Gouvernement a prise de réduire de 9 milliards 137 millions les crédits affectés au budget de l'agriculture, cette réduction faite au profit des dépenses de guerre étant appelée à avoir les plus graves conséquences pour l'agriculture française, p. 6919.

241. — *Fermeture du centre d'éducation populaire de Terroir.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur la fermeture du centre d'éducation populaire de Terroir, p. 6919.

242. — *Violation du secret de la correspondance pratiquée dans les services des postes.* — Demande d'interpellation de M. G. de la Chapelle sur les violations répétées des droits et des libertés proclamés par la Constitution française que constituent: 1^o la violation du secret de la correspondance pratiquée, d'ordre gouvernemental, dans les services des postes; 2^o la lacération, par des brigades spéciales de policiers, des affiches apposées par l'association France-U. R. S. S. sur la politique de paix de l'U. R. S. S., p. 6919.

243. — *Augmentation différente du prix du pain dans les communes de Seine-et-Oise.* — Demande d'interpellation de Mme Duvernois sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement a fait augmenter de 3 francs par le préfet le prix du pain dans la plupart des communes de Seine-et-Oise et sur son refus de ramener le prix du pain dans ce département au taux de 36 francs appliqué dans la Seine, sans aucun autre argument que de tenter de diviser les travailleurs habitant la Seine et ceux qui habitent Seine-et-Oise (dont beaucoup travaillent pourtant dans les usines), et après avoir essayé de dresser les uns contre les autres en Seine-et-Oise les travailleurs habitant des communes rurales et ceux des régions urbaines, p. 6919.

244. — *Retard apporté au sauvetage de l'équipage de la « Laplace ».* — Demande d'interpellation de M. Hamon sur les

sur lesquelles la majorité de l'équipage de la frégate *Laplace* a été tué par suite de la carence totale des services de la marine nationale et des travaux publics, le sauvetage n'ayant commencé que 7 heures et demie après l'accident et par des moyens pécheurs, p. 6919.

214. — *Communication à la presse de renseignements sur des enquêtes en cours.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin sur : 1° la façon scandaleuse dont certaines enquêtes policières ou de police ont été conduites et certaines arrestations opérées; 2° les atteintes portées à la réputation des femmes, des orphelins et des orphelins par la communication à la presse de renseignements vrais ou faux sur des enquêtes en cours; 3° l'urgence de procéder à la réforme de certaines méthodes de travail dans les ministères et d'apporter les remèdes qui s'imposent à l'incurie constatée dans certaines de nos administrations publiques, p. 6919.

215. — *Mesures prises contre des républicains espagnols.* — Demande d'interpellation de : 1° M. Pounadère, sur les mesures scandaleuses prises contre les républicains espagnols qui ont pris part glorieuse à la libération de l'Ariège; 2° M. André Marty, sur les mesures arbitraires que le Gouvernement vient de prendre contre les républicains espagnols et d'autres antifascistes immigrés, en France, au mépris du droit d'asile et des traditions d'hospitalité qui sont l'honneur de notre pays, p. 6919.

216. — *Octroi aux pèlerins algériens à la Mecque du cargo « Anne-Marie ».* — Demande d'interpellation de M. Benlaieb sur l'octroi aux pèlerins algériens à la Mecque du cargo *Anne-Marie*, quant aux conditions sanitaires et du confort minimum, p. 6919.

217. — *Événements de Corée.* — Demande d'interpellation de M. Raymond Guyot : 1° sur la décision illégale, en complète contradiction avec les termes de la Constitution de la République et en pleine opposition avec la volonté du peuple, d'envoyer des troupes françaises participer à l'agression criminelle américaine contre le peuple de Corée en lutte héroïque pour son unité et son indépendance nationale; 2° sur les lourdes responsabilités du Gouvernement qui, par cette décision, se fait l'actif complice des sauvages bombardements des populations civiles par l'aviation américaine; 3° sur l'impérieuse nécessité d'annuler, dans l'intérêt de la France, cette unique décision et d'intervenir au sein du conseil de sécurité pour : a) la fin de l'intervention coupable américaine en Corée; b) l'arrêt immédiat des bombardements des populations civiles; c) le retrait rapide de toutes les forces armées étrangères du territoire et des eaux de la Corée, p. 6919.

218. — *Accord conclu entre des syndicats d'instituteurs français et allemands en zone soviétique.* — Demande d'interpellation de M. Marc Scherer sur la signification que le Gouvernement attache à un accord qui aurait été conclu entre un syndicat d'instituteurs français et un syndicat d'instituteurs allemands de la zone d'occupation soviétique en vue de créer, par une « alliance de combat », des « comités de paix » dans les écoles, de prohiber l'emploi des « militaristes et antisoviétiques » et d'organiser la propagande contre une prétendue « préparation d'une guerre contre les soviets », p. 6919.

219. — *Parution et diffusion de « L'Algérie libre ».* — Demandes d'interpellation de : 1° M. Raymond Guyot, sur : a) les conditions édictées dans lesquelles le Gouvernement et la Société nationale des entreprises de presse empêchent la parution et la diffusion de *L'Algérie libre*, organe de l'un des partis du mouvement national algérien, le mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (T. L. D.); b) les mesures de répression de caractère fasciste prises à l'égard des diffuseurs de *L'Algérie libre* et sur les arrestations et les violences à l'encontre de paisibles travailleurs algériens à Paris et dans plusieurs villes de France; c) l'arbitraire et le mépris qui président à ces mesures; 2° M. Mezerna, sur les saisies permanentes du journal *L'Algérie libre* et leur caractère illégal et les incidents du dimanche 3 septembre provoqués par la saisie à l'encontre des Algériens diffusant *L'Algérie libre* et qui se sont soldés par une centaine d'arrestations et de nombreux blessés; 3° M. Grenier, sur la grave atteinte à la liberté de la presse que constitue le refus de la Société nationale des entreprises de presse d'imprimer *L'Algérie libre*, p. 6919.

220. — *Arrestation de travailleurs à la Bocca (Alpes-Maritimes).* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur : 1° le caractère arbitraire des arrestations et sur les actes de brutalités dont ont été victimes les travailleurs patriotes arrêtés, sur leur lieu de travail dans l'accomplissement de leur profession, le vendredi 5 mai 1950, à la Bocca (Alpes-Maritimes); 2° le caractère des opérations policières qui se sont produites à cette occasion, qui témoignent du caractère officiellement établi d'agression policière violente; 3° le fait qu'un officier du commandement a fait usage de son revolver, sans justification préalable, ainsi qu'en témoignent les douilles de cartouches trouvées sur les lieux où se produisit l'agression policière; 4° les actes de violence pratiqués par cet officier du commandement sur les ouvriers arrêtés au cours de leur interrogatoire; 5° les conditions inadmissibles dans lesquelles ont été transportés, avant que ne soient relaxés, trois des travailleurs arrêtés, qui furent déposés, après un long périple en pleine nuit, à plus de trente kilomètres du lieu de leur détention provisoire, dans une région de montagne désertique, procédés identiques à ceux pratiqués pendant l'occupation allemande par les terroristes de la Gestapo et des S. S.; 6° la responsabilité et l'attitude complice du sous-préfet et du préfet des Alpes-Maritimes, qui ont assisté, connu et, parlant, couvert de tels faits, p. 6920.

221. — *Réductions de crédits au budget de l'éducation nationale.* — Demande d'interpellation de M. Thamié sur les réductions de crédits prévues au budget de l'éducation nationale, en application du décret du 13 septembre, mais en violation des décisions de

l'Assemblée nationale, au moment même où des centaines de milliards supplémentaires vont être engloutis dans la préparation de la guerre, p. 6919.

222. — *Réductions de crédits au budget des anciens combattants.* — Demande d'interpellation de M. Touchard sur les réductions de crédits des services civils prévues au budget du ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, en application du décret du 13 septembre, mesures prises en violation des décisions de l'Assemblée nationale, au moment où plus de 500.000 dossiers de demandes de pension de mutilés, de veuves de guerre, d'orphelins et d'ascendants ne sont pas encore liquidés, p. 6919.

223. — *Réductions de crédits au budget de la santé publique.* — Demande d'interpellation de Mme Hertzog-Cachin sur la réduction de crédit de 17.925 millions de francs portant sur le budget de la santé publique, réduction de plus de la moitié du budget global de la santé, supprimant les soins pour les couches les plus pauvres de notre population et signifiant l'abandon complet par le Gouvernement de toute politique sanitaire au moment où il augmente de 2.000 milliards les dépenses militaires, p. 6919.

224. — *Formation d'une garde territoriale.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Duclos sur les mesures illégales que le Gouvernement vient de prendre en décrétant la formation d'une garde territoriale qui constitue, en fait, une milice fasciste de guerre civile et de trahison nationale semblable à celle que l'hitlérien Darnand mit sur pied, durant l'occupation, sous la direction du traitre Laval, p. 6919.

225. — *Démocrates émigrés déportés en Algérie.* — Demande d'interpellation de M. Fayet sur les conditions abominables dans lesquelles doivent vivre les démocrates émigrés déportés en Algérie qui, démunis de tout le nécessaire, sans argent, sans vêtements, sans logement, sont astreints à résider dans des localités du bled algérien, où il leur est impossible de trouver du travail, p. 6920.

226. — *Réductions de crédits au budget de l'éducation nationale.* — Demande d'interpellation de M. Albert Masson sur le décret n° 50-1173 du 22 septembre 1950 portant application au ministère de l'éducation nationale (enseignement technique, jeunesse et sports) du plan d'économies prévu par l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 qui décrète dans son article 1er la suppression des emplois ci-après et qui concerne : le service de l'équipement sportif, l'inspection de la jeunesse et des sports, les établissements relevant de la jeunesse et des sports, l'inspection de l'enseignement technique, les écoles normales nationales d'apprentissage, les centres d'apprentissage. Ces mesures ont été prises en violation des décisions de l'Assemblée nationale qui s'était prononcée contre toute diminution de crédit du budget de l'éducation nationale des dépenses militaires et de l'insuffisance d'établissements d'enseignement au moment où l'opinion publique s'émeut de l'accroissement des dépenses militaires et de l'insuffisance d'établissements d'enseignement technique, de centres d'apprentissage et du nombre de postes y afférent, p. 6920.

227. — *Suppression de directions départementales du travail et de la main-d'œuvre.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud sur le décret n° 50-1176 du 22 septembre 1950 qui prévoit la suppression de dix directions départementales du travail et de la main-d'œuvre. Cette décision a été prise par le Gouvernement en violation des décisions de l'Assemblée nationale qui, le 5 juin dernier, avait manifesté sa volonté de voir maintenir lesdites directions, p. 6920.

228. — *Création d'un aérodrome militaire sur le terrain d'aviation de Robinson (Haute-Marne).* — Demande d'interpellation de M. Marius Cartier sur la décision du Gouvernement de créer un aérodrome militaire permanent sur le terrain d'aviation de Robinson (Haute-Marne), à proximité de Saint-Dizier, ville de 20.000 habitants, et des villages de Valcourt, Moeslain, gravement endommagés par la dernière guerre, et Hoëricourt, entièrement détruit. Cette décision a pour but l'arrêt de la reconstruction du village d'Hoëricourt et l'interdiction de construire à Valcourt, Moeslain, Hallignicourt et Saint-Dizier, et présente de graves dangers pour les populations de Saint-Dizier et des environs en cas de guerre comme en temps de paix, p. 6920.

229. — *Politique agricole du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Legendre sur la signification qu'il convient de donner à l'entrée au sein du ministère de M. Paul Antier, président du groupe paysan, quelques jours après la condamnation formelle par le congrès de ce parti de la politique antiagricole du Gouvernement, p. 6920.

230. — *Incidents lors de la réouverture des écoles publiques de Saint-André-de-la-Marche et de la Prévrière (Maine-et-Loire).* — Demande d'interpellation de M. Allonnet sur les incidents regrettables qui se sont produits dans le département de Maine-et-Loire, lors de la réouverture des écoles publiques de Saint-André-de-la-Marche et de la Prévrière, le lundi 2 octobre 1950, et les intentions du Gouvernement pour assurer la liberté des parents qui veulent confier leurs enfants aux écoles publiques et les mesurés qu'il compte prendre contre tous ceux qui, par menaces, par voies de fait ou par tous autres moyens, s'opposent à l'application des lois scolaires actuellement en vigueur, p. 6920.

231. — *Incidents à Bordeaux à l'arrivée de S. M. le sultan du Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Bétolaud sur les incidents scandaleux qui se sont déroulés à Bordeaux à l'occasion de l'arrivée en France de S. M. le sultan du Maroc et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre contre ceux qui, en toutes circonstances, s'emploient à porter atteinte à la dignité et au renom de la France, p. 6920.

263. — *Manifestations publiques à Clermont-Ferrand.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Besset sur les agissements du préfet du Puy-de-Dôme qui, à l'occasion d'un meeting communiste, le 8 octobre 1950, à Clermont-Ferrand, a violé la Constitution et sur les mesures de police inexplicables qui ont mis en danger la sécurité des républicains, p. 6920.

264. — *Projets de réorganisation de la S. N. C. F.* — Demande d'interpellation de M. André Marty sur: les projets de démembrement de la S. N. C. F. préparés par le conseil des ministres; les compressions accélérées de personnel des chemins de fer et les conséquences graves qui en découlent pour les voyageurs et les cheminots, du fait du manque de sécurité et de la surexploitation, comme ce fut le cas pour la catastrophe du Paris-Nancy et pour les accidents mortels qui se multiplient; la réduction sensible des centres d'apprentissage et la situation des apprentis qualifiés qui sont envoyés comme manœuvres sur les voies; la vente de matériel et d'installations de la S. N. C. F. à l'industrie privée; les atteintes préparées contre les œuvres sociales des cheminots et contre leurs droits acquis; enfin, l'institution de milices de guerre civile dans les chemins de fer aux frais des contribuables et avec les mêmes hommes que les milices de Darnand, p. 6920.

265. — *Fermeture des mines de Plaisance.* — Demande d'interpellation de M. Paul Boulet sur la situation grave que crée, du point de vue économique, la décision de fermeture des mines de Plaisance et sur les répercussions de cette mesure et d'autres semblables qui sont à redouter sur le climat social et la santé morale de la nation, p. 6920.

266. — *Revendications des cheminots, dockers et inscrits maritimes de la Réunion.* — Demande d'interpellation de M. de Laperanche sur: 1° les mesures que le Gouvernement compte ordonner pour que la préfecture de la Réunion fasse droit aux justes revendications des cheminots, dockers et inscrits maritimes de la Réunion; 2° les sanctions qu'il compte prendre contre le préfet Béchof qui, en violation de la Constitution, dans le but de briser cette grève, a institué au port de la pointe des Galets un véritable régime de terreur, jeté les militants de la classe ouvrière en prison, privé la population de son ravitaillement en lait et légumes frais et introduit dans l'île des travailleurs malgaches, p. 6921.

267. — *Droits et libertés démocratiques dans le territoire de la Sarre.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Villon sur les conditions dans lesquelles, sous l'autorité d'un haut commissaire français, sont violés, dans le territoire de la Sarre, les droits et libertés démocratiques élémentaires, par les persécutions dont sont victimes les partisans de la paix, par des condamnations qui frappent après un procès scandaleux les militants ouvriers et antifascistes éprouvés, tel que Fritz Nickolay, qui fut notre frère d'armes dans la Résistance contre l'occupant nazi en France et, enfin, par l'interdiction pratique de l'activité du seul parti qui, en tant que tel, a combattu le fascisme hitlérien en Allemagne, p. 6988.

268. — *Grève des médecins dans le département du Nord et en Afrique du Nord.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Darou sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la grève des médecins dans le département du Nord et en Afrique du Nord en ce qui concerne les soins à donner aux victimes de la guerre, p. 6988.

269. — *Attentat contre le siège de la fédération communiste des Côtes-du-Nord.* — Demande d'interpellation de M. Marcel Hamon sur l'attentat à la grenade perpétré contre le siège de la fédération communiste des Côtes-du-Nord, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1950, attentat qui est le cinquième du même genre et qui n'a été possible que parce que l'attitude des pouvoirs publics garantit l'impunité aux criminels, p. 6988.

270. — *Fermeture des mines de Plaisance et licenciement d'ouvriers aux établissements Fougaz, à Béziers.* — Demande d'interpellation de M. Raoul Calas sur les conditions dans lesquelles ont été décidés: 1° la fermeture des mines de Plaisance; 2° les licenciements de près de 450 ouvriers métallurgistes des établissements Fougaz, à Béziers, et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour créer les conditions du fonctionnement normal de ces entreprises et assurer le réemploi des ouvriers licenciés, p. 6988.

271. — *Refus opposé aux commandes à la construction navale française émanant de l'Union soviétique.* — Demande d'interpellation de M. A. Pierrard sur le refus que le Gouvernement a opposé aux commandes et demandes de prix à la construction navale française, émanant de l'Union soviétique et concernant 42 chalutiers, 10 pétroliers de 10.000 tonnes et 10 paquebots, p. 6988.

272. — *Fermeture de puits de Ligny-les-Aires, groupe d'Auchel (Pas-de-Calais).* — Demande d'interpellation de M. René Camphin sur: 1° la décision de fermeture des puits 2 et 3 de Ligny-les-Aires, groupe d'Auchel (Pas-de-Calais), prise par le conseil d'administration des houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, et cela sur l'ordre du Gouvernement; 2° l'arbitraire de cette décision, les conséquences malheureuses qu'elle entraîne pour les mineurs et leur famille, pour le commerce, l'agriculture et l'artisanat de cette région, décision contraire aux intérêts du pays, p. 6988.

273. — *Calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles et importation des marrons d'Italie.* — Demande d'interpellation de M. Roucaute sur: 1° les injustices fiscales dont sont l'objet les agriculteurs ardéchois pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles; 2° l'importation de marrons d'Italie, alors que la récolte de châtaignes et marrons en France, pour 1950, est particulièrement abondante, p. 6988.

274. — *Fixation du salaire national minimum interprofessionnel.* — Demande d'interpellation de M. Duprat sur le décret n° 50-1029 du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum inter-

professionnel garanti, ce décret étant en opposition avec la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives du fait qu'il fixe un minimum insuffisant, écrase la hiérarchie, maintient les aliénations de zones et ne respecte pas pour les jeunes travailleurs le principe « à travail égal, salaire égal », p. 6988.

275. — *Allocations compensatrices de hausses de loyer aux taires économiquement faibles.* — Demande d'interpellation de M. Coudray sur la carence dont le Gouvernement fait preuve de l'obligation qui lui a été faite par l'article 40 de la loi du 1er septembre 1948, de prendre avant le 1er juillet 1949 des dispositions pour accorder des allocations compensatrices de hausses de loyer aux locataires économiquement faibles restés, ainsi en fait, charge de leurs propriétaires, souvent eux-mêmes économiquement faibles, p. 7062.

276. — *Retards apportés à la délivrance de la carte de combattant aux soldats de la guerre 1939-1945.* — Demande d'interpellation de M. Tourné sur: 1° les retards inadmissibles mis pour délivrer la carte de combattant aux soldats de la guerre 1939-1945, prisonniers anciens F. F. I. soldats des maquis et de la Libération, ainsi sur les retards mis pour la délivrance de la carte de déporté internés de la résistance et déportés et internés politiques; 2° les mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à ces retards qui atteignent des centaines de milliers d'hommes ayant bien servi la cause de la France, p. 7062.

277. — *Retard apporté au paiement de la retraite du combattant.* — Demande d'interpellation de M. Jean Duclos sur le retard inadmissible apporté au paiement de la retraite du combattant, en application de la loi du 8 août 1950, fixant le taux de cette retraite à 2.400 F par an pour les bénéficiaires âgés de plus de soixante ans, p. 7063.

278. — *Dissolution du conseil central des œuvres sociales de la région de l'électricité.* — Demande d'interpellation de M. Mudry sur les conditions dans lesquelles a été pris le décret n° 50-126 du 10 octobre 1950 portant dissolution du conseil central des œuvres sociales du gaz et de l'électricité, et sur la nécessité d'abroger le décret qui porte gravement atteinte aux avantages acquis du sonneil électrique et gazier, p. 7063.

279. — *Arrestation à Etampes de partisans de la paix.* — Demande d'interpellation de M. Pierrard sur l'arrestation à Etampes de nuit du 19 au 20 octobre 1950, dans des circonstances particulièrement odieuses, de sept partisans de la paix, et sur leur détention absolument illégale à la gendarmerie de Montreuil-sur-Mer, qui constitue une violation du droit des citoyens français à la liberté de la presse et du projet germano-américain des dix-huit mois de service militaire, et des libertés essentielles inscrites dans la Constitution, p. 7186.

280. — *Menace de fermeture de la ligne de chemin de fer de Nice à Digne.* — Demande d'interpellation de M. Pierre Girardot sur la menace de fermeture de la ligne de chemin de fer de Digne à Nice et le grave préjudice qu'une telle décision porterait à l'économie du département des Basses-Alpes, ainsi qu'au tourisme de la région comprise entre Grenoble et Nice, p. 7255.

281. — *Textiles de Brest.* — Demande d'interpellation de Marie Lambert, sur: 1° le scandale des « textiles de Brest » décidé par la fédération des sinistrés depuis le 28 juillet 1947; 2° les mesures à prendre pour tenir enfin les promesses faites à ces sinistrés et leur régler immédiatement les dommages corporels, matériels et immobiliers qu'ils ont subis, p. 7255.

282. — *Insuffisance des répartitions intérieures de charbons.* — Demande d'interpellation de M. Vendroux sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier dans les plus brefs délais à l'insuffisance des répartitions intérieures de charbons et flamants qui risque de condamner le pays à une pénurie grave que celle qu'il a connue pendant les plus difficiles années de rationnement, p. 7315.

283. — *Manifestations publiques en Haute-Garonne.* — Demande d'interpellation de M. Gresa sur les inadmissibles provocations et exactions relevant du fascisme perpétrées ces dernières semaines par les forces répressives contre la population laborieuse de la Haute-Garonne en violation des règles constitutionnelles les plus élémentaires, p. 7315.

284. — *Attributions du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français.* — Demande d'interpellation de M. Marius Cartier, sur: 1° le décret du 1er juin 1950 modifiant les attributions du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français d'où sont exclus les représentants de la commission syndicale la plus représentative, c'est-à-dire la Fédération des cheminots C. G. T.; 2° sur l'article 2 dudit décret qui stipule « que le conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français fixe la rémunération du personnel, et détermine les échelles de traitements et salaires de ce personnel, sur l'agrément du ministre des travaux publics, des transports, du tourisme et du ministre des finances », ce qui est une violation flagrante de la loi sur les conventions collectives, p. 7315.

285. — *Distribution des cartes aux déportés, internés et familles fusillées.* — Demande d'interpellation de Mme Rose Guérin sur la situation manifestée par le Gouvernement à l'égard des déportés, internés et familles des fusillés et massacrés dans les camps, prisons, par ses multiples entraves empêchant la distribution des cartes maintenant nécessaires pour faire valoir leurs droits et pour leur permettre de bénéficier des allocations qui leur sont parcellairement accordées; entraves constituées particulièrement par le fait que la plupart des commissions chargées de la distribution de ces titres ne fonctionnent pas ou ne sont pas constituées; que ces commissions deviennent des organismes inopérants et gouvernementaux par l'élimination systématique des candidats proposés par les mouvements de Résistance habituellement

capables de défendre les intérêts des déportés, internés et familles disparus; que l'exigence d'un certificat supplémentaire, non prévu par la loi, rend impossible la constitution du dossier de demande de la carte pour de nombreux bénéficiaires, notamment pour les familles des disparus, en raison des conditions naturellement clandestines de la Résistance, p. 7374.

286. — *Approvisionnement des commerçants en pneumatiques automobiles.* — Demande d'interpellation de M. Poutmadère sur les conditions dans lesquelles sont approvisionnés les commerçants possédant des pneumatiques automobiles ou de camions qui font que les utilisateurs doivent attendre des mois ou des années pour obtenir satisfaction — ce qui suppose qu'il y a spéculation à la hausse par la rarefaction de cette marchandise, et ce qui porte un préjudice considérable aux propriétaires de véhicules qui n'ont pas les moyens de s'en procurer au marché noir, p. 7374.

287. — *Présence d'un secrétaire d'Etat à un banquet.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serre sur la présence d'un secrétaire d'Etat à un banquet réunissant des individus qui ont attaché leurs noms à la politique de collaboration avec l'ennemi pratiquée par le gouvernement de Vichy, p. 7374.

288. — *Protection du cinéma français.* — Demande d'interpellation de M. Fernand Grenier sur les intentions du Gouvernement à l'égard des propositions de défense du cinéma français formulées par les représentants qualifiés de cette profession, de plus en plus menacée par l'invasion des films américains, p. 7468.

289. — *Situation des travailleurs du pétrole du bassin d'Aquitaine.* — Demande d'interpellation de M. Jacques Gresa: 1° sur la situation des travailleurs du pétrole du bassin d'Aquitaine demandant l'application de l'article 12 du statut des mineurs auquel ils sont assujettis et qui prévoit que les mineurs d'un même bassin appartenant à des mines de salaires différentes s'alignent sur la plus favorisée d'entre elles, c'est-à-dire que leurs salaires subiraient un abattement de 5 p. 100 au lieu de 12 p. 100; 2° sur l'intransigeance du Gouvernement concernant le conflit dont la solution présente un caractère de justice et d'intérêt public, malgré qu'il ait été alerté par le personnel, toutes tendances syndicales réunies, depuis le mois de février 1950, et alors que les revendications du personnel des entreprises de pétrole R. A. P. et S. N. P. A. sont reconnues légitimes par les directions, p. 7468.

290. — *Installation d'une usine de tracteurs agricoles.* — Demande d'interpellation de M. Ballanger sur l'installation d'une vaste usine de tracteurs agricoles créée par la compagnie internationale des machines agricoles Mac-Cormick-Deering, agence de l'International Harvester Company, p. 7469.

291. — *Politique générale du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur la politique générale du Gouvernement qui livre la France, sans armée, sans alliés, sans courage, à la cinquième colonne communiste et à la Russie des Soviets, p. 7567.

292. — *Mise à la disposition des Américains des ports de Bordeaux et la Pallice.* — Demandes d'interpellation: 1° de M. G. Gosnat sur l'accord que le Gouvernement vient de signer avec le Gouvernement américain et par lequel il accepte la transformation du port de commerce de la Rochelle-la Pallice en base américaine; 2° de M. Marc Dupuy sur l'accord intervenu entre les Gouvernements de Paris et Washington concernant: a) la mise à la disposition des Américains des ports de Bordeaux et la Pallice; b) sur les conditions dans lesquelles les Etats-Unis ont pu obtenir un exorbitant privilège constituant un droit d'exterritorialité sur ces deux grands ports du Sud-Ouest qui en ferait des enclaves étrangères américaines de débarquement d'armement en France; c) sur les redoutables conséquences qui en résulteraient pour les travailleurs et les populations de ces ports du fait de leur occupation par des forces militaires étrangères, américaines ou autres, p. 7628.

293. — *Expulsion du Maroc d'un membre de l'Assemblée de l'Union française.* — Demande d'interpellation de M. Pronteau sur les circonstances dans lesquelles a pu être expulsé du Maroc M. Léon Félix, membre de l'Assemblée de l'Union française, p. 7514.

294. — *Situation politique en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Gorse sur la situation politique en Tunisie et l'exécution des réformes annoncées en juin 1950 par le résident général, p. 7628.

295. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Gresa sur l'attitude à l'O. N. U. du représentant de la France qui, par son abstention, s'est fait le complice de la décision intervenue en faveur du dictateur Franco, véritable atteinte à la sécurité de notre pays et à la paix, p. 7686.

296. — *Mesures à prendre en faveur des économiquement faibles et des rentiers voyageurs.* — Demande d'interpellation de M. Joseph Denis sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour le budget de 1951 pour assurer aux économiquement faibles et aux rentiers voyageurs des avantages parallèles à ceux qui résultent pour d'autres éléments de la population des mesures prises en matière de traitements, pensions et retraites, p. 7686.

297. — *Politique extérieure du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Billoux sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne et sur les suites qu'il compte donner à la proposition de l'U. R. S. S. de réunir rapidement le conseil des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France et d'U. R. S. S., en vue d'examiner l'application des accords de Potsdam sur la démilitarisation de l'Allemagne, p. 7743.

298. — *Remise à l'armée américaine de la base aéronavale de Biscarosse.* — Demande d'interpellation de M. Garcia sur la remise à l'armée américaine de la base aéronavale de Biscarosse, préalablement liquidée pour l'utilisation civile, et de plusieurs centaines

d'hectares de forêt domaniale qui sera détruite pour y installer un champ de tir et sur le but de la visite effectuée par des officiers américains à la gare de Bourriat-Bergonce et dans la partie Nord du canton de Roquefort le 11 novembre dernier; sur les conséquences désastreuses qui en résulteraient immédiatement pour la population landaise, outre les menaces de destruction totale si les plans de guerre américains aboutissaient, la destruction monstrueuse d'une forêt en plein rapport alors qu'elle est si mutilée par ailleurs, des dizaines de familles de résiniers jetées au chômage et le déplacement, au détriment de la sécurité de notre aviation civile, du centre de télécommunications de la navigation aérienne de Biscarosse, p. 7744.

299. — *Vente de la S. N. A. C. de Fourchambault (Nièvre) à une société italienne.* — Demande d'interpellation de Mme Germaine François sur les circonstances dans lesquelles la S. N. A. C. de Fourchambault (Nièvre) fermée par décision gouvernementale vient d'être vendue à la société italienne Skotter et Vespa, p. 7783.

300. — *Non-parution du règlement d'administration publique de la loi relative à la retraite des agents des services publics routiers.* — Demande d'interpellation de M. Dulard sur la non-parution du règlement d'administration publique qui devait intervenir dans un délai de trois mois pour fixer les modalités d'application de la loi 50-1010 du 19 août 1950 étendant le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics routiers, de voyageurs et de marchandises, p. 7783.

301. — *Rupture des relations syndicales entre la Société nationale des chemins de fer français et la fédération des travailleurs des chemins de fer.* — Demande d'interpellation de M. Midol sur les conditions de rupture des relations syndicales entre la Société nationale des chemins de fer français et la fédération nationale des travailleurs, cadres et techniciens de chemins de fer (C. G. T.) et la violation par la Société nationale des chemins de fer français, en accord avec le ministre des travaux publics, de la convention collective provisoire connue sous le nom de « Protocole d'accord » sur le droit syndical du 3 juin 1948, p. 7873.

302. — *Déficit de la sécurité sociale provoqué par la hausse des prix.* — Demande d'interpellation de M. Patinaud, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour parer au déficit de la sécurité sociale provoqué par la hausse des prix et le maintien des salaires à un niveau anormalement bas, p. 7914.

303. — *Manifestations publiques dans le département des Côtes-du-Nord.* — Demande d'interpellation de Mme H. Le Jeune, sur la multiplication des attentats à caractère fasciste contre les dirigeants, les sièges et les réunions des organisations démocratiques dans le département des Côtes-du-Nord dont l'un des élus à l'Assemblée nationale est M. Plever, actuellement président du conseil, et en particulier sur la violente agression à laquelle ont été entraînés des hommes portant l'uniforme de l'armée française contre M. Henri Denis, professeur à l'université de Rennes, membre du comité directeur du mouvement des chrétiens progressistes et du conseil national des combattants de la paix et de la liberté, p. 7914.

304. — *Campagne d'injures et de provocations envers nos alliés américains.* — Demande d'interpellation de M. Brusset, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour donner aux préfets les moyens d'agir utilement contre la scandaleuse campagne d'injures et de provocations envers nos alliés américains entreprise plus spécialement dans les départements de la Charente-Maritime et de la Gironde, où ont lieu des débarquements d'approvisionnements en Europe en application du P. A. M., p. 7914.

305. — *Survol dans le département de l'Hérault d'un bombardier atomique américain.* — Demande d'interpellation de M. Calas, sur les conditions dans lesquelles un bombardier atomique américain a pu survoler le département de l'Hérault où il s'est écrasé en flammes, le 16 novembre 1950, et notamment en vertu de quels accords ces appareils étrangers peuvent effectuer, au gré d'un commandement étranger, des vols d'entraînement au-dessus du territoire national, p. 7914.

306. — *Accident de chemin de fer sur la ligne de Versailles.* — Demande d'interpellation de M. Edouard Bonnetous sur l'accident de chemin de fer qui vient de se produire sur la ligne de Versailles et qui a coûté la vie à plusieurs personnes, p. 7914.

307. — *Accident de chemin de fer sur la ligne de Versailles.* — Demande d'interpellation de M. Alliot sur les causes de l'accident de chemin de fer survenu sur la ligne Paris-Versailles, le 13 novembre 1950, vers vingt heures quinze et sur les responsabilités encourues, p. 7951.

308. — *Politique charbonnière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Camphin sur la politique charbonnière du Gouvernement: conditions de travail et salaires des ouvriers mineurs, fermeture de nombreux puits de mines, pénurie de charbon pour les foyers domestiques et les mesures que le Gouvernement compte prendre pour y remédier, p. 8073.

309. — *Incidents de Rennes.* — Demande d'interpellation de M. Garaudy sur la convocation à Paris de M. Henry, recteur de l'université de Rennes, pour avoir adressé un message de sympathie à M. Henri Denis, professeur à la faculté de Rennes, victime d'un attentat fasciste, une telle mesure constituant une atteinte inadmissible à la liberté d'opinion et aux règles les plus élémentaires de courtoisie, p. 8073.

310. — *Comité technique d'importation de matériel ferroviaire.* — Demande d'interpellation de M. Poutmadère sur la création et la composition du comité technique d'importation de matériel ferroviaire qui suppose que des importations sont prévues alors que notre industrie, pourtant spécialisée en ce domaine, est réduite au chômage, p. 8073.

311. — *Partis politiques.* — Demande d'interpellation de M. de Raulin-Laboureur sur l'aveu fait le 21 novembre 1950 par un haut fonctionnaire du ministère de l'intérieur duquel il ressort que cette personne a des agents au sein de tous les partis politiques, p. 8078.
312. — *Incidents en Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Giouvoni sur les sanglants événements qui ont coûté la vie de sept travailleurs à Enfidaville (Tunisie) et sur les sanctions que le Gouvernement compte prendre à l'égard des responsables de cette tragique fusillade, p. 8177.
313. — *Ouverture des travaux d'équipement hydro-électrique sur le Rhône.* — Demande d'interpellation de M. Michel sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour hâter l'ouverture des travaux d'équipement hydro-électrique sur le Rhône, à Montélimar, qui permettraient d'employer les travailleurs du barrage Donzère-Mondragon dont le licenciement va s'aggraver au cours de l'année 1951, p. 8177.
314. — *Manifestation à Strasbourg à l'occasion d'une déclaration sur la constitution d'une armée allemande.* — Demande d'interpellation de M. Rosenblatt sur les conditions dans lesquelles des Allemands, parmi lesquels se trouvaient des officiers nazis, ont pu entrer sans passeport ni visa à Strasbourg; applaudir M. Schuman à l'occasion de sa déclaration sur la constitution d'une armée allemande et manifester dans les rues de la ville en chantant les hymnes nazis, notamment « Deutschland Über Alles » et en provoquant divers incidents; et demande: quelles mesures le Gouvernement compte prendre contre les responsables, afin que Strasbourg, ville française, berceau de la *Marseillaise*, dont des centaines de fils sont morts dans les caves de la Gestapo, soit « malgré eux » dans l'uniforme abhorré de la Wehrmacht ne soit plus jamais profané, p. 8279.
315. — *Interdiction du journal « La Voix de la gendarmerie ».* — Demande d'interpellation de M. Frédéric-Dupont sur l'interdiction dans les casernes du journal *La Voix de la gendarmerie*, p. 8279.
316. — *Incidents de Tunisie.* — Demande d'interpellation de M. Mezerna sur la politique du Gouvernement en Tunisie, et notamment sur la récente fusillade des grévistes d'Enfidaville qui a fait sept morts et plusieurs blessés, p. 8428.
317. — *Financement des programmes d'équipement des territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. Roger Dureau sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour le financement des programmes d'équipement des territoires d'outre-mer, et sur les conséquences irréparables que toute mesure de régression ou d'abandon pourrait entraîner, p. 8457.
318. — *Instruction d'une affaire de dénonciation calomnieuse.* — Demande d'interpellation de M. Lescorat sur la manière au moins étrange dont est poursuivie l'instruction de l'affaire de dénonciation calomnieuse visant Mme Capitani et au cours de laquelle il est apparu que MM. Saint-Germes et Miramende, juge et procureur de la République à Auch, semblent s'être rendus coupables d'irrégularités telles que le conseil supérieur de la magistrature doit être saisi tant en ce qui concerne les faits de détention arbitraire qu'en ce qui concerne les faits nouveaux qui se sont produits depuis, p. 8614.
319. — *Problème des salaires dans les houillères.* — Demande d'interpellation de M. Paul Sion sur le péril qui menace nos houillères nationales du fait que le problème des salaires n'est pas encore résolu, p. 8708.
320. — *Politique charbonnière du Gouvernement.* — Demande d'interpellation de M. Deixonne, sur l'orientation que le Gouvernement entend donner à sa politique charbonnière, p. 8708.
321. — *Incident à l'occasion d'un voyage d'un professeur au Collège de France.* — Demande d'interpellation de M. Chambeiron sur: 1° les conditions dans lesquelles les autorités américaines ont retenu arbitrairement, fait interroger sans égards par des policiers allemands et mis dans l'impossibilité de poursuivre son voyage, en dépit d'un visa américain régulier, M. Frédéric Joliot-Curie, professeur au Collège de France, prix Nobel de physique, commandeur de la Légion d'honneur; 2° sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite de cet incident et pour en prévenir le retour, p. 8761.
322. — *Accident dans les mines d'argile du bassin de Provins.* — Demande d'interpellation de M. Gautier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'éviter le retour des accidents mortels, trop fréquents chez les mineurs en argile du bassin de Provins, où un mineur vient de trouver la mort le 4 décembre et deux autres ont été blessés, p. 8831.
323. — *Budget de 1951.* — Demande d'interpellation de M. Eugène Rigal sur l'attitude du Gouvernement concernant le budget de 1951 pour lequel les deux tiers des fascicules de dépenses n'ont pas encore été soumis à la commission des finances, et sur les motifs qui l'incitent à repousser jusqu'à fin décembre le dépôt officiel de la loi de recettes, trahissant ainsi ses promesses de juillet, désirant sans doute un vote tardif comme en 1949 ou un escamotage comme en 1950, et privant en tout cas le Parlement de son droit de contrôle, p. 8894.
324. — *Reconstitution d'une armée de l'Allemagne occidentale.* — Demande d'interpellation de M. Billoux sur la décision approuvée par le Gouvernement français de reconstituer une nouvelle armée de l'Allemagne occidentale, p. 8894.
325. — *Organisation de la défense nationale.* — Demande d'interpellation de M. Charles Serre sur les négociations qui ont abouti au rattachement de la France à une formule permettant la levée de contingents allemands, orientant notre pays vers un renversement des alliances, et plaçant une partie de nos forces militaires sous le commandement d'un officier général étranger relevant d'une autorité internationale mal définie, p. 8894.
326. — *Mise à la retraite d'office d'un ancien chef d'état-major de forces navales françaises libres, conseiller de l'Union française.* — Demande d'interpellation de M. d'Astier de la Vigerie sur les conditions dans lesquelles un contre-amiral de la 2^e section de l'état-major de la marine, ancien chef d'état-major des forces navales françaises libres, actuellement conseiller de l'Union française, vient d'être mis à la retraite d'office, par mesure disciplinaire; cette mesure constituant une grave atteinte à l'immunité parlementaire reconnue par la Constitution aux conseillers de l'Union française, p. 9151.
327. — *Union douanière franco-italienne.* — Demande d'interpellation de M. Caillavet sur la politique du Gouvernement en matière de commerce extérieur sur les conséquences de la suspension de certains droits de douane, sur les modalités grâce auxquelles le Gouvernement a réalisé l'union douanière franco-italienne, malgré l'opposition manifestée; sur les pertes de recettes et le chômage occasionnés par de telles mesures, p. 9151.
328. — *Défense nationale. — Sécurité intérieure du pays.* — Demande d'interpellation de M. Jean Masson sur les mesures indispensables et urgentes que le Gouvernement doit prendre pour assurer, dans le cadre de la défense nationale, la sécurité intérieure du pays, menacée par les agents français du Kominform qui participent contre la sûreté de l'Etat à un véritable complot dénoncé par des publications officielles du ministère de l'information, p. 9151.
329. — *Manifestation au Maroc.* — Demande d'interpellation de M. Pourtalet sur les conditions dans lesquelles le représentant du Gouvernement au Maroc a pu se livrer au sein du conseil du gouvernement du Maroc à une scandaleuse manifestation à l'encontre des représentants dans ce conseil du parti d'Istiqlal, p. 9151.
330. — *Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer.* — Demande d'interpellation de M. d'Aragon sur la politique suivie par le Gouvernement en Afrique du Nord et notamment sur les graves incidents survenus au conseil du gouvernement du Maroc, la menace de dissolution de l'assemblée algérienne et sur le caractère des réformes prévues en Tunisie, p. 9280.
331. — *Catastrophe minière de Ronchamp.* — Demande d'interpellation de M. Servin, sur les conditions dans lesquelles la catastrophe minière de Ronchamp a pu se produire et sur les raisons de l'absence sur place du matériel de sauvetage nécessaire, p. 9131.
332. — *Accident survenu à Mont-de-Marsan.* — Demandes d'interpellation de: 1° M. de Chevigné, sur le double accident mortel survenu le 19 décembre 1950 à Mont-de-Marsan et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'avenir pour empêcher des exercices dont le danger et l'utilité sont laissés à l'appréciation fantaisiste de gradés subalternes; 2° M. Defos du Rau, sur le double accident mortel survenu le 19 décembre 1950 à Mont-de-Marsan et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'avenir pour empêcher des exercices dont le danger et l'utilité sont laissés à l'appréciation fantaisiste des gradés subalternes, p. 9131.
333. — *Menace de fermeture des mines de charbon de Graissessac (Hérault).* — Demande d'interpellation de M. Calas, sur la menace de fermeture qui pèse sur les mines de charbon de Graissessac (Hérault) en raison de la réduction des crédits prévue dans le projet de loi de finances affectant à la fois les grands ensembles et l'utilisation de sous-produits de la houille, et sur les conséquences graves qui en résulteraient pour les mineurs et les populations de la région minière, p. 9359.
334. — *Incidents de Blois.* — Demande d'interpellation de M. Pamié, sur les agissements de M. le préfet du Loir-et-Cher et notamment à propos des incidents survenus au conseil général en juillet 1949, de la « démission » du reviseur conseil, de la réception officielle faite à Blois aux hauts fonctionnaires de l'Allemagne de l'Ouest, des brigades illégales prises à l'encontre de la Fédération communiste du Loir-et-Cher, p. 9359.

Invalides de guerre. — V. Assurances sociales (anciens combattants). — Postes, télégraphes et téléphones (téléphone).

Invalides de la marine. — V. Etablissement national des invalides de la marine.

Iode (industrie de l'). — V. Douane (tarifs). — Interpellation n° 58.

Irrigation. — V. Canaux d'irrigation.

Italie. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 104 (Conseil de la République), n° 80.

J

Jardins ouvriers. — V. Agriculture. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 25.

Jeunesse. — V. Budget 1950. — Presse. — Questions orales (Conseil de la République), n° 11.

Journaux. — V. Conseil supérieur de la presse et des journaux. Postes, télégraphes et téléphones (tarifs). — Presse.

Journaux officiels. — V. Budget de 1951.

Juges et justices de paix. — V. Algérie (organisation judiciaire). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 73.

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi relatif au cumul, par le même titulaire, de plusieurs greffes de justices de paix et de la proposition de loi de M. Jacques Bardoux sur le cumul des greffes de juridiction (nos 4101, 7867, 8591), après modification du titre « *Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 novembre 1921 autorisant le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et de huissier et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire.* », p. 488.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 371 (Document n° 45). — Dépôt du rapport par M. Rabouin, p. 814 (Document n° 165). — Discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 857.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, 2163 (Loi n° 50-382 du 1^{er} avril 1950, J. O. du 2 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'avancement des juges de paix et des suppléants rétribués de juge de paix, p. 5383 (Document n° 10542).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz relative à la modification de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1905 concernant la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, p. 4143 (Document n° 10199). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 9116 (Document n° 11639).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chazette concernant les justices de paix des stations thermales, balnéaires et climatiques, p. 1396 (Document n° 359).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4021 (Document n° 10112).

Juges de paix d'Algérie. — V. Algérie. — Traitements (intérieur).

Jury. — V. Code d'instruction criminelle.

Justice (frais de).

Assemblée nationale. — Retrait d'une proposition de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à adapter au niveau actuel des tarifs des frais de voyage des parties et témoins fixés par décret du 27 décembre 1920 (n° 8625, année 1949), p. 536.

Justice (organisation). — V. Algérie (organisation judiciaire). — Conventions internationales (aide mutuelle judiciaire). — France d'outre-mer (Afrique équatoriale française). — Interpellations n° 57.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Wasmer sur la proposition de loi de M. Kuehn tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception de l'alinéa 2, et les articles 26 et 27 de la loi du 21 octobre 1941, relatives à la représentation des justiciables devant les cours et tribunaux (n° 517), p. 2330 (Document n° 9611). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre « *Proposition de loi tendant à déclarer applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle l'article 26 de la loi du 12 juillet 1905, à l'exception du deuxième alinéa, et les articles 26 et 27 de la loi du 21 octobre 1941, relatifs à la représentation devant les justices de paix.* », p. 4159.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1600 (Document n° 462). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 1820 (Document n° 412). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1961.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5574 (Loi n° 50-890 du 1^{er} août 1950, Journal officiel du 1^{er} août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à autoriser la délégation à la cour d'appel de Colmar des magistrats français composant la chambre franco-sarroise de la cour d'appel de Metz, p. 2329 (Document n° 9594). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 5421 (Document n° 10601). — Discussion, p. 6350; adoption, p. 6351.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2300 (Document n° 616). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 2783 (Document n° 722). — Discussion, p. 2834, et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2835.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7649 (Document n° 41229). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 9116 (Document n° 41632).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions, p. 4872 (Document n° 10298). — Dépôt d'un rapport par M. Garet sur: 1° le projet de loi modifiant le taux de compétence de diverses juridictions; 2° les propositions de loi: a) de M. Albert Rigal tendant à modifier l'ordonnance n° 15-25 du 30 octobre 1945 relative à la compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale; b) de M. Castellani tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions; c) de M. Emile Hugues, tendant à relever le taux de compétence des conseils de prud'hommes et des juges de paix statuant en matière prud'homale, en dernier ressort; d) de M. André Mercier, tendant à modifier le taux de compétence des justices de paix; 3° la proposition de résolution de M. Frédéric Bouteiller, tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la compétence des justices de paix (nos 10298, 4118, 7677, 7755, 8250, 6700), p. 5788 (Document n° 41537).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Kuehn, tendant à suspendre certains délais de procédure pendant la période légale des vacances judiciaires, p. 6058 (Document n° 10762).

Justice civile, commerciale ou administrative.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mauroux sur le projet de loi portant modification des lois du 14 janvier 1933 et du 19 février 1908 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures (n° 2354), p. 2240 (Document n° 9553). — Adoption du projet de loi, p. 3035.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1192 (Document n° 274). — Dépôt du rapport par M. Henri Cordier, p. 2047 (Document n° 511). — Discussion, p. 2077; adoption de l'avis après modification du titre: « *Projet de loi portant modification de la loi du 14 janvier 1933 sur les élections consulaires et suppression des chambres consultatives des arts et manufactures.* », p. 2078.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5776 (Document n° 10686). — Dépôt du rapport par M. Mauroux, p. 6599 (Document n° 10879). — Discussion, p. 6756; adoption du projet de loi, p. 6757 (Loi n° 50-882 du 17 août 1950; J. O. du 18 août 1950).

Justice indigène. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Justice militaire. — V. Armée de terre.

L

Laboratoires. — V. Médecine et professions médicales.

Laines. — V. Impôts (chiffre d'affaires).

Lait et produits laitiers. — V. Agriculture. — Commerce et industrie (crédit commercial). — Exportations et importations. — Interpellations n° 156. — Questions orales (Assemblée nationale) nos 91, 96, 103, 107; (Conseil de la République) n° 91.

La Mecque (pèlerinage à). — V. Interpellations nos 102, 247. — Marine marchande (transports maritimes).

Lebrun (Albert). — V. Funérailles.

Légion d'honneur. — V. Questions orales (Assemblée nationale) n° 17.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hutin-Desgrées, tendant à faciliter l'application des dispositions de la loi n° 49-588 du 25 avril 1949, créant des promotions hors concours dans la Légion d'honneur, au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire, pour faits de guerre, dans la période qui va du mois d'août 1914 à la commission Fayolle incluse, p. 3022 (Document n° 9797). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5180 (Document n° 10403). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-588 du 25 avril 1949 créant des promotions dans la Légion d'honneur au profit des combattants décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre dans la période qui va du mois d'août 1914 à la promotion Fayolle incluse.* », p. 5712.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2132 (Document n° 524). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2232 (Document n° 587). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2470.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598 (Loi n° 50-917 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Furand, tendant à créer une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur, dite « *Promotion de l'Energie.* », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électro-technique de Grenoble, p. 3821 (Document n° 9990). — Dépôt du rapport par M. Lespès, p. 6038 (Document n° 10766). — Adoption, p. 6616.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2676 (Document n° 690). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 2852 (Document n° 736). — Discussion, p. 3070. — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 3154.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 8980 (Document n° 11592). — Adoption de la résolution, p. 9057.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 3170. — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 3331 (Document n° 890). — Discussion, p. 3343; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3350.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9752 (Document n° 11793).

Assemblée nationale. — Dépôt du rapport de M. Capitain sur la proposition de M. Furand tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent exceptionnel de croix de Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institut électro-technique de Grenoble (n° 8417), p. 3230 (Document n° 9840).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à instituer au ministère des anciens combattants une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur en faveur des aveugles de la Résistance, p. 1640 (Document n° 9418). — Dépôt du rapport par M. Durroux, p. 3963 (Document n° 10058).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur au mécanicien du train n° 611 et à l'aiguilleur de service au poste 2 à Saint-Amour le 3 juillet 1950, dont le sang-froid a évité une double catastrophe, p. 5700 (Document n° 10671). — Dépôt du rapport par M. André Barthélémy, p. 6774 (Document n° 10903).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à attribuer au ministre de l'éducation nationale un contingent exceptionnel de distinctions dans la Légion d'honneur à l'occasion du centenaire de la mort de Balzac, p. 6035 (Document n° 11004).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Charles Schaufier tendant à inviter le Gouvernement à reprendre l'examen des candidatures dans l'ordre de la Légion d'honneur présentées au titre de la loi du 25 juin 1938 en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918, p. 2103 (Document n° 9488).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Naveau tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de croix de chevalier de la Légion d'honneur mis à la disposition de M. le ministre du travail en vue de récompenser les vieux travailleurs ayant plus de 60 ans d'activité salariée dans la même entreprise, p. 596 (Document n° 98).

Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, avec traitement, à attribuer aux personnels militaires des armées actives de terre, de mer et de l'air, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, p. 1055 (Document n° 9191). — Dépôt du rapport par M. Anxionax, p. 2522 (Document n° 9641). — Adoption du projet de loi, p. 2822.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1156 (Document n° 263). — Dépôt du rapport par M. Robert Aubé, p. 1304 (Document n° 309). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1132.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 4035 (Loi n° 50-660 du 11 juin 1950, J. O. du 15 juin 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Tourné sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement des décorations militaires et de la retraite du combattant et à souligner qu'en aucun cas les ressources qu'elles constituent ne puissent entrer en ligne de compte pour le calcul des ressources des hospitalisés au titre de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables (n° 7801), p. 7589 (Document n° 11222). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à affirmer l'insaisissabilité du traitement afférent aux décorations militaires et de la retraite du combattant », p. 9473.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3330 (Document n° 855).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire en faveur des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en opérations en Indochine, p. 2017 (Document n° 9471). — Dépôt du rapport par M. Capdeville, p. 8060 (Document n° 11372).

Législation économique. — V. Priz.

Liberté de la presse. — V. Code pénal. — Presse.

Liberté de réunion.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Carcassonne tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que les pouvoirs publics mettent un terme aux attentats commis contre les citoyens usant de la liberté de réunion, p. 993 (Document n° 215). — Lecture du rapport par M. Carcassonne et discussion, p. 1010; adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 1015 (rectificatif, p. 1122).

Librairie. — V. Presse.

Limites de la mer.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mme Marie Lambert sur la proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures de protection contre l'envahissement de la mer à Gavres et à Lamor-Plage (Morbihan) (n° 8511), p. 2330 (Document n° 9600). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3035.

Lin. — V. Textiles.

Liotard (Victor). — V. Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).

Listes électorales. — V. Institut national des statistiques et enquêtes économiques.

Livret de famille — V. Code civil.

Locaux administratifs. — V. Domaine de l'Etat (concessions de logements). — Propriété immobilière.

Lock-out. — V. Code du travail (droit de grève, salaires et indemnités). — Travail (interpellations, questions orales).

Logements. — V. Amnistie. — Loyers (locaux d'habitation).

Lois (projets et propositions de).

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi en suspens en raison de la démission du cabinet Georges Bidault, p. 1877.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 528 (Document n° 10473). — Adoption de la résolution, p. 5118.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1964.

Conseil de la République. — Adoption d'une motion demandant la prolongation du délai constitutionnel qui lui est imparti pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi en suspens, en raison de la démission du cabinet Henri Queuille, p. 1932 (rectificatif, p. 1954).

Assemblée nationale. — Transmission de la motion, p. 5383 (Document n° 10540). — Adoption de la résolution, p. 5418.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 1964.

Lois et décrets.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi maintenant en vigueur, au delà du 1^{er} mars 1950, certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 26 février 1949, p. 4092 (Document n° 9221). — Lecture du rapport de M. Henri-Louis Gramaud et discussion, p. 1317; suite de la discussion, p. 1410; adoption, au scrutin, p. 1412 (rectificatif, p. 1561).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 6 (Document n° 125). — Dépôt du rapport par M. Marcellin, p. 6 (Document n° 126). — Discussion, p. 645; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 650 (rectificatif, p. 690).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 1550 (Document n° 9380). — Rapporteur M. Henri-Louis Gramaud et discussion, p. 1558; adoption, au scrutin, avec modifications, p. 1560 (rectificatif, p. 1883) (Loi n° 50-244 du 28 février 1950, J. O. du 1^{er} mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification de décrets, p. 2016 (Document n° 9454). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4950 (Document n° 10334). — Discussion, p. 6339; adoption du projet de loi, p. 6342.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 23 (Document n° 623). — Lecture du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2398; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2401.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République (Loi n° 50-958 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950).

Conseil de la République. — Désignation de candidatures pour représenter le Conseil de la République au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification de textes législatifs et réglementaires, p. 696. — Nomination des membres, p. 707.

Loterie nationale. — V. Impôts (patente).

Lotissements.

Assemblée nationale. — Discussion: 1^o de la proposition de loi de M. Berger tendant à la création d'une caisse d'aménagement de lotissements défectueux; 2^o de la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux (n° 957-13-2036-2910), p. 1554. — Suite de la discussion, p. 1619. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Ballanger, p. 2330 (Document n° 9602).

Loyers. — V. Algérie. — Amnistie. — Dommages de guerre. Interpellations n° 34, 67, 275. — Lotissements. — Propriété immobilière. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 51, 55, 79, 112, 132, 133, 150, 152, 153, 154, 163.

BAUX COMMERCIAUX, INDUSTRIELS OU ARTISANAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 2163 (Document n° 9542). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 2290 (Document n° 9576). — Discussion, p. 2301; adoption du projet de loi, p. 2306.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 8 (Document n° 194). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 9 (Document n° 205). — Discussion, p. 993; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1009.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2754 (Loi n° 50-377 du 31 mars 1950, J. O. du 1^{er} avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Chautard relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, p. 89 (Document n° 11586). — Dépôt du rapport par M. Chautard, p. 94 (Document n° 11735). — Discussion, p. 9859; adoption de l'ensemble de la proposition de loi, p. 9872.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3406 (Document n° 905). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 3406 (Document n° 906). — Discussion, p. 3406; adoption au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 3409.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 9897 (Document n° 11824). — Lecture du rapport par M. Bertrand Chautard, discussion et adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 9950 (Loi n° 50-1599 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le camping sur les plages méditerranéennes, p. 2755 (Document n° 9693). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 9189 (Document n° 11657). — Adoption, p. 9761.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Airoldi tendant à organiser la pratique du camping, p. 9540 (Document n° 11751).

Tracteurs agricoles. — V. *Agriculture (matériel agricole)*. — *Exportations et importations.* — *Impôts (timbre).* — *Interpellations n°s 74, 81.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 158.

Traitements, soldes et indemnités. — V. *Code du travail (salaires).* — *Impôts.* — *Interpellations n° 151.* — *Pensions et retraites.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 23, 29, 91.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et à aménager la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat, p. 5905 (Document n° 10733). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6038 (Document n° 10775). — Discussion, p. 6081; adoption, p. 6089.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2212 (Document n° 578). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2236 (Document n° 602). — Discussion, p. 2332; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2334.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6105 (*Loi n° 50-922 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Maréchal tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières années du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-12 du 12 janvier 1949, p. 1314 (Document n° 9283). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 1562 (Document n° 9381). — Discussion, p. 3674. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4539 (Document n° 10226). — Discussion, p. 4562, 4575, 4689, 4838. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5125 (Document n° 10390). — Discussion, p. 5150, 5158, 5161, 5258; rejet, au scrutin, de la question de confiance posée par le Gouvernement, p. 5271 (*rectificatif*, p. 4619).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, p. 4643 (Document n° 10258). — Dépôt du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 4689 (Document n° 11205). — Adoption, p. 8410.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3082 (Document n° 800).

Assemblée nationale. — Adoption des propositions de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle; 2° de Mme Schell tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à modifier le décret n° 49-1309 du 17 septembre 1949 relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n°s 8238, 8312, 8498), p. 967.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Canivez tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et communes sinistrées pour difficultés d'existence, p. 596 (Document n° 103). — Dépôt du rapport par M. Zussy, p. 680 (Document n° 137). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Zussy, p. 728 (Document n° 151). — Discussion, p. 743; adoption, p. 747.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à maintenir pour les fonctionnaires des localités sinistrées les bénéfices de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence au même taux qu'au 31 décembre 1949, p. 1610 (Document n° 9392). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier (Oise), tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure prise par le ministre des finances en date du 1^{er} février 1950, tendant à amener Beauvais dans la deuxième catégorie pour l'attribution de l'indemnité de « difficulté exceptionnelle d'existence », p. 1410 (Document n° 9334). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure qui réduit de plus de moitié le taux de l'indemnité dite de « difficultés exceptionnelles d'existence » dont bénéficiaient les fonctionnaires de Brest, p. 1410 (Document n° 9333). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence, p. 1640 (Document n° 9402). — Dépôt du rapport par M. Zussy, p. 2164 (Document n° 9524). — Discussion, p. 2439.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barangé tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés ou ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, p. 5834 (Document n° 10714). — Dépôt du rapport par M. Ginestet, p. 9596 (Document n° 11762).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meek tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité pour difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des

départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6939 (Document n° 11066). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives aux fonctionnaires résidant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6939 (Document n° 11067). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7023 (Document n° 11074). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité pour difficultés administratives allouées aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7402 (Document n° 11156). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 8798 (Document n° 11545).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'aménagement de la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat, p. 4849 (Document n° 10308).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à attribuer aux personnels civils et militaires de l'Etat, dans les conditions du décret n° 49-12 du 12 janvier 1949, une majoration de reclassement qui ne saurait être inférieure: 1° aux deux tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1950; 2° aux quatre tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1950; 3° au double de la majoration fixée par le décret susvisé à partir du 1^{er} janvier 1951, p. 2163 (Document n° 9517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant: 1° à réviser, à compter du 1^{er} janvier 1950, la revalorisation effective des traitements, soldes et retraites des fonctionnaires civils et militaires en fixant le minimum vital défini à l'article 32 du statut de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 1950 sur la base du budget type établi au conseil supérieur de la fonction publique, à 19.000 francs par mois, soit 228.000 francs annuellement; 2° à porter le traitement net à l'indice 100 à 22.800 francs par mois par application du 120 p. 100 prévu à l'article 32 du statut de la fonction publique, p. 2163 (Document n° 9548).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant: 1° à revaloriser à compter du 1^{er} septembre 1950 les traitements et retraites des fonctionnaires et agents des services publics par la fixation du traitement de base à l'indice 100 par référence au salaire moyen de la métallurgie parisienne, conformément aux règles retenues en 1947-1948 pour l'établissement des échelles de traitement dans le cadre du reclassement de la fonction publique; 2° à verser à tous les fonctionnaires et retraités un acompte mensuel uniforme au moins égal au douzième de la majoration annuelle du traitement de base, soit 4.250 francs, à partir du 1^{er} septembre 1950, p. 7970 (Document n° 11362).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raulin-Laboureur tendant à interdire les saisies et oppositions sur l'indemnité législative des parlementaires pères de plus de trois enfants, ainsi que, dans tous les cas, les oppositions abusives, p. 9115 (Document n° 11652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à: 1° retirer les forces de police des entreprises dont le personnel est en grève; 2° accorder aux salariés de la fonction publique une prime mensuelle de 3.000 francs, p. 2046 (Document n° 9487).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les rémunérations des agents de l'Etat les plus défavorisés, p. 3962 (Document n° 10075).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mathieu tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les abattements de zones: 1° en matière de prestations familiales sur le territoire métropolitain; 2° ainsi que pour les avantages accessoires des traitements des fonctionnaires, p. 3106 (Document n° 804).

DÉFENSE NATIONALE

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Michelet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour les officiers généraux du cadre de réserve le régime du payement mensuel et à terme échu de leur solde (n°s 7041, 7579), p. 487.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de loi de M. Boutavant tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945 (n° 8617), p. 556 (Document n° 9060). — Discussion sur l'urgence, p. 3366; adoption au scrutin, p. 3367; discussion et disjonction de la proposition de loi, p. 3369.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theeßen tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions: 1° pour étudier les possibilités d'augmentation du prêt; 2° pour accorder un voyage gratuit aller et retour aux militaires du contingent, p. 7375 (Document n° 11136). — Retrait, p. 9030.

M. Ruffe tendant à fixer un juste prix des fermages par la révision de la loi du 31 décembre 1948 (nos 362, 702, 951, 1016, 1224 rectifié, 3406, 7255, 8254, 8706, 9181, 10015, 10102), p. 5775 (Document n° 10687). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Defos du Rau, p. 7318 (Document n° 11132). — Discussion, p. 7414; suite de la discussion, p. 7611, 7858, 8103, 8112, 8808, 9058, 9074, 9135, 9381. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lamarque-Cando, p. 9631 (Document n° 11768).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux juridictions compétentes pour connaître des contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux, p. 6935 (Document n° 10999).

— Dépôt d'un rapport de M. Féron sur les propositions de loi: 1° de M. Juge tendant à amnistier les responsables syndicaux fermiers et mélayers et les membres assesseurs aux tribunaux paritaires; 2° de M. de Semaizois tendant à amnistier certaines infractions commises par les agriculteurs à la législation sur les prix, à la législation économique ou à l'occasion du fonctionnement des tribunaux paritaires (nos 6750 et 7109), p. 5290 (Document n° 10478).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à faire bénéficier les veuves de guerre de la prorogation des baux ruraux, p. 1495 (Document n° 9314).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 16 de la loi n° 46-682 du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, modifiant l'article 21 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, p. 5248 (Document n° 10439).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à réduire le prix des fermages pour les preneurs victimes des calamités agricoles, p. 5120 (Document n° 10604).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à instituer un abattement de 15 p. 100 sur le prix des denrées servant au calcul du prix des fermages, p. 6937 (Document n° 10964).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Duprat tendant à accorder une réduction du prix du fermage aux preneurs de baux ruraux sinistrés, p. 6937 (Document n° 10970).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Caillavet tendant à modifier les règles du statut du fermage et du mélayage et notamment les paragraphes 2 et 3 de l'article 21 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, le paragraphe 10 de l'article 22 bis de ladite ordonnance et les articles 51 à 59 de la loi du 13 avril 1946, p. 7292 (Document n° 11120).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal tendant à proroger les baux ruraux pour la durée d'une année culturale en faveur des preneurs visés par l'article 8 du décret du 1^{er} juin 1940 modifié par l'ordonnance du 22 mai 1945, p. 7450 (Document n° 11171).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defos du Rau tendant à compléter l'article 20 de l'ordonnance du 4 décembre 1944 modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946 relatif à l'appel de décision des tribunaux paritaires cantonaux, p. 8170 (Document n° 11417).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bernard Paumier tendant à établir un juste taux du fermage pour les baux stipulés en vin, p. 8645 (Document n° 11508).

LOCAUX D'HABITATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Siefridt tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers à partir du 1^{er} janvier 1949, p. 1008 (Document n° 9176). — Dépôt du rapport par M. Siefridt, p. 1388 (Document n° 9287). — Discussion, p. 1412; adoption après modification du titre: *Proposition de loi tendant à fixer le taux du prélèvement sur les loyers versés à compter du 1^{er} janvier 1949*, p. 1413.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 616 (Document n° 120). — Dépôt du rapport par M. Jozeau-Marigné, p. 680 (Document n° 138). — Discussion, p. 690; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 691.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1383 (Document n° 9426). — Dépôt du rapport par M. Siefridt, p. 2104 (Document n° 9491). — Discussion, p. 2133; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 2134 (*Loi n° 50-351 du 23 mars 1950, J. O. du 23 mars 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à proroger et à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 2202 (Document n° 9550). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 2270 (Document n° 9568). — Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, p. 2329 (Document n° 9603). — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz, sur les propositions de loi: 1° de M. Berger tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; 2° de M. Berger tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; 3° de M. Dominjon tendant à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; 4° de M. Minjoz tendant à proroger et à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés; 5° de M. André Marie tendant à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949, accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients

des hôtels, pensions de famille et meublés (nos 7278, 8706, 9568, 9603), p. 2415 (Document n° 9631). — Discussion, p. 2661; adoption de l'ensemble après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier et à proroger la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés*, p. 2667.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1031 (Document n° 223). — Lecture du rapport par M. Marcilhac et discussion, p. 1069; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2754 (*Loi n° 50-379 du 31 mars 1950, J. O. du 1^{er} avril 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme nollin tendant à maintenir le régime des réquisitions en matière de logement, p. 4662 (Document n° 10261). — Dépôt d'un rapport M. Garot sur: I. le projet de loi tendant à mettre fin au régime des réquisitions de logement; II. les propositions de loi: 1° de M. Minjoz tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 2° de M. Pflimlin tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 3° de M. René Coty tendant à suspendre, dans les communes les plus sinistrées, l'application du dernier alinéa de l'article 27 de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 4° de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet permettre aux sociétés d'habitations à bon marché, d'imposer leurs locataires des échanges d'appartements en vue d'une meilleure utilisation familiale; 5° de M. Angeletti tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 6° de Mme Péri tendant à modifier l'article 18 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux locaux insuffisamment occupés; 7° de M. Mondon tendant à modifier les articles 7, 21 et 30 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 sur la location des locaux à usage d'habitation ou professionnel; 8° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 48-1973 du 31 décembre 1948, prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles en vue de remédier à la crise du logement; 9° de M. Minjoz tendant à proroger et à modifier l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement; 10° de M. Chaulard tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation; 11° de M. Berger tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains bénéficiaires de réquisition et à proroger la durée des autres réquisitions; 12° de Mme Ginollin tendant à maintenir le régime des réquisitions en matière de logement; III. les propositions de résolution: 1° de M. Burlot tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en limitant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints; 2° de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés (dispositions tendant à proroger les attributions d'office de logement en cours à la date du 30 juin 1949, nos 639 5, 997, 1186, 1703, 2634, 2876, 3724, 4516, 8080, 8395, 8539, 10261, 3694, 4938, 7535, 7587, 8719, 8817), p. 4873 (Document n° 10261). — Discussion, p. 5284; adoption du projet de loi après modification du titre: *Projet de loi prorogeant les dispositions de l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement*, p. 5284.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 480). — Lecture du rapport par M. Marcilhac, p. 5284; discussion, p. 1891; adoption au scrutin de l'avis sur le projet de loi, p. 1894.

Assemblée nationale. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 10494). — Rapporteur M. Jean Minjoz et discussion, p. 5288; adoption au scrutin du projet de loi, p. 5289 (*Loi n° 50-351 du 23 mars 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission finances par M. Paul Costes-Floret sur: 1° le projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 4 de la loi du 1^{er} septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation; 2° la proposition de loi de M. Marrane, sénateur, tendant à atténuer la charge du logement par une meilleure répartition, en accordant des indemnités aux locataires désirant se retirer à la campagne ou accepter un logement plus petit que celui qu'ils occupent actuellement (nos 6863, 7018, 8836), p. 635 (Document n° 9066). — Ajourner la discussion, p. 3332. — Discussion, p. 3386; adoption, p. 3386; modification du titre: *Projet de loi instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants, en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation*, p. 3392.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. (Document n° 314). — Dépôt du rapport par M. de Félice, p. 1861 (Document n° 418). — Discussion, p. 1856; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1861.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5249 (Document n° 10424) (*rectificatif*, p. 5385). — Dépôt du rapport par M. Citerne, p. 5421 (Document n° 10602). — Discussion, p. 6099; adoption du projet de loi avec modifications, p. 6100 (*Loi n° 50-893 du 2 août 1950, J. O. du 3 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification à l'Algérie des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants

de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à revoir la situation judiciaire des juges de paix algériens et à leur accorder la parité de traitement avec leurs collègues métropolitains, p. 635 (Document n° 9074). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 2523 (Document n° 9640).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capitant tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement judiciaire des personnels de la police municipale de Paris, p. 2329 (Document n° 9575).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une allocation nocturne spéciale pour services de nuit pour les fonctionnaires de la police, p. 4618 (Document n° 10260).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Loison tendant à inviter le Gouvernement à porter remède à la situation défavorable de la police en tenue (sûreté nationale) en matière de traitements, résultant de l'application de la loi sur le reclassement des fonctionnaires, p. 1192 (Document n° 281).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux agents des postes, télégraphes et téléphones ayant un traitement supérieur à 120.000 F le bénéfice du payement des heures supplémentaires pour les travaux éventuellement effectués dans l'intérêt du service, au cours de repos ne pouvant être vendus, p. 3901 (Document n° 10033).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à faire verser aux agents des travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées les diverses indemnités et le supplément familial de salaire non payés depuis plusieurs mois dans de nombreux départements, p. 1506 (Document n° 9351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à présenter de toute urgence le projet de loi tendant à ouvrir les crédits supplémentaires indispensables au payement d'indemnités diverses et de supplément familial de salaire dus sur l'exercice 1949 aux agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées, p. 1666 (Document n° 9424). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 2330 (Document n° 9580).

Transfert de corps. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.*

Transfusion sanguine. — V. *Centre national de la transfusion sanguine.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire figurer le groupe sanguin sur la carte d'identité et pour encourager la détermination des groupes sanguins, p. 4538 (Document n° 10212). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5905 (Document n° 10721). — Discussion et adoption, p. 6216.

— Dépôt d'un projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, p. 3335 (Document n° 9874). — Dépôt du rapport par M. Maurice Frédet, p. 9712 (Document n° 11791).

Transports aériens. — V. *Assurances sociales.* — *Transports et voies de communication.*

Transports et voies de communication. — V. *Chemins de fer (inter-régionaux et questions orales).* — *Marine marchande.* — *Pensions et retraites (agents des chemins de fer).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à mettre l'ensemble des moyens de transports sous la direction d'un organisme unique, p. 470 (Document n° 9039).

AUTOMOBILES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur la proposition de loi de M. Pflimlin tendant à réprimer le trafic des véhicules automobiles volés ou détournés (n° 2637), p. 9116 (Document n° 11634).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles en vue de procéder à une vérification de l'état civil des véhicules à l'occasion du changement des cartes grises, p. 4021 (Document n° 10109). — Dépôt du rapport par M. Alfred Cosle-Floret, p. 5385 (Document n° 10576).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— *Autorails.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cartier tendant à inviter le Gouvernement à présenter avant le 1^{er} mai 1950 un programme de fabrication d'autorails, afin d'en doter les lignes secondaires, et de voitures métalliques présentant un maximum de confort et de sécurité pour les usagers de la S. N. C. F.

et à accorder à cette société les crédits nécessaires pour lui permettre de passer les commandes correspondant à ce plan, p. 1882 (Document n° 9128). — Dépôt du rapport par M. Marius Catrice, p. 3632 (Document n° 9923).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cartier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour financer un programme de fabrication de 1.000 autorails afin d'en doter les lignes secondaires, de 250 locomotives Diesel électriques en vue de la modernisation des triages et dépôts, et de 5.000 voitures métalliques pour supprimer les voitures en bois qui ne répondent pas aux conditions de sécurité indispensables, p. 1451 (Document n° 11193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à remettre en circulation l'autorail Troyes-Vitry-le-François et vice versa, p. 9752 (Document n° 11797).

Voir également à la rubrique suivante: *Matériel.*

— *Exploitation.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Watten-Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten-Gravelines, p. 3334 (Document n° 9867).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Couterne-Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferrière-Macé, p. 3665 (Document n° 9945) (*rectificatif*, p. 3736). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8059 (Document n° 11393).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marçq-Saint-Juvin à Dun-Douleux et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements, à l'exclusion du raccordement de Baroncourt-Est, p. 8260 (Document n° 11432).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Goudoux tendant à la reconstruction du tronçon de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande, noyé par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris-Aurillac-Béziers, p. 5700 (Document n° 10663).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, p. 162 (Document n° 8916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité la ligne de chemin de fer de Digne à Nice, p. 7534 (Document n° 11193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Ossès à Saint-Etienne-de-Baigorry, p. 8060 (Document n° 11400).

— *Matériel.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bour tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un programme de construction de matériel de transport ferroviaire, p. 935 (Document n° 9447). — Dépôt du rapport par M. Bour, p. 2017 (Document n° 9469). — Adoption, p. 5715.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le démantèlement et le transfert des machines-outils des ateliers de chemin de fer de Mulhouse (Haut-Rhin), p. 5842 (Document n° 10719). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 7293 (Document n° 11118).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 9115 (Document n° 11618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Calas tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements Fougua, à Béziers, afin d'éviter tout licenciement de personnel, p. 5384 (Document n° 10581).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que le ministère des transports puisse assurer, comme par le passé, une charge de travail aux usines de réparations de wagons d'Orval et de la Précision moderne de Vierzon (Cher), afin d'éviter la fermeture de ces deux usines et tout licenciement de personnel, p. 5344 (Document n° 10516).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutard tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale du personnel de la C. I. M. T. à Saint-Pierre-des-Corps, p. 5775 (Document n° 10691).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements: Atelier de réparation de matériel ferroviaire de Saint-Denis-de-l'Hôtel (Loiret), afin d'assurer l'activité normale du personnel de cette entreprise et d'éviter tout nouveau licenciement, p. 6528 (Document n° 10558).

— *Passages à niveau.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourbon tendant à inviter le Gouvernement: 1° à accorder un premier crédit de 2.500.000 francs pour indemniser les familles des

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Courant tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les petits propriétaires sinistrés du loyer des baraquements réédifiés sur leur terrain, p. 2941 (Document n° 9775).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Moro-Giafferri tendant à inviter le Gouvernement à interdire toute expulsion de locataires ou occupants de bonne foi jusqu'au vote des textes en discussion, p. 6058 (Document n° 10781). — Dépôt d'un rapport par M. Minjoz, p. 6234 (Document n° 10820).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Béraud tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 31 décembre 1951 les dispositions de la loi du 2 août 1950 instituant des primes de déménagement et de réinstallation en faveur des personnes définies à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948, libérant un logement insuffisamment occupé ou transférant leur résidence dans une commune non visée à l'article 1^{er} de cette loi, p. 2724 (Document n° 698).

Conseil de la République. — Désignation d'une candidature en vue de représenter le Conseil de la République au sein du comité technique chargé de suivre le fonctionnement du fonds commun de l'allocation de logement, p. 758. — Nomination d'un membre, p. 832.

M

Madagascar. — V. *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République)*. — *France d'outre-mer.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 11, 14, 17 (*Conseil de la République*) n° 45.

Magistrature. — V. *Agents d'affaires.*

Assemblée nationale. — Adoption du projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats (nos 7022-867⁰¹), p. 488.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 371 (Document n° 46). — Dépôt du rapport par M. Carcassonne, p. 757 (Document n° 458). — Discussion, p. 832; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 833.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2016 (*Loi n° 50-392 du 2 avril 1950, J. O. du 5 avril 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi étendant aux magistrats de l'ordre judiciaire certaines dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires, p. 6528 (Document n° 10867). — Dépôt du rapport par M. Kuehn, p. 9457 (Document n° 11728).

— Dépôt d'un projet de loi portant statut de la magistrature, p. 6773 (Document n° 10911).

— Dépôt d'un projet de loi portant création et suppression de postes de magistrats, p. 6935 (Document n° 11601).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biatarana tendant à rétablir la collégialité dans le ressort de toutes les cours d'appel et à déposer d'urgence un projet de loi portant statut de la magistrature, p. 1144 (Document n° 257).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lasalarié tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre sans délai les réformes relatives à la magistrature, p. 1376 (Document n° 342).

Magnétophones. — V. *Enquêtes publiques ou privées.*

Main-d'œuvre. — V. *Code du travail.* — *Interpellations* n° 258.

Main-d'œuvre étrangère. — V. *Office national d'immigration.*

Maires et adjoints. — V. *Administration communale.* — *Assurances sociales (magistrats municipaux).* — *Interpellations* n° 200. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 161 (*Conseil de la République*) n° 105. — *Traitements, soldes et indemnités.*

Maladies contagieuses des animaux. — V. *Agriculture.*

Mandat-poste. — V. *Postes, télégraphes, téléphones (colis postaux).*

Mandataires. — V. *Agents immobiliers.*

Mangin (général). — V. *Monuments commémoratifs.*

Manifestations publiques. — V. *Interpellations* nos 15, 38, 87, 89, 110, 119, 129, 134, 153, 170, 213, 233, 263, 283, 303. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 60, 61.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'attentat à caractère fasciste qui s'est produit à Nice le 27 février 1950, p. 2104 (Document n° 9500).

Maquisards. — V. *Monuments commémoratifs.*

Marchands ambulants. — V. *Impôts (timbre).*

Marchés agricoles. — V. *Agriculture.* — *Conventions internationales (accords économiques et financiers).*

Marchés de l'Etat. — V. *Economies et finances (redressement).*

Marchés financiers. — V. *Valeurs mobilières.*

Marine marchande. — V. *Code du travail maritime.* — *Conventions internationales (gens de mer).* — *Interpellations* nos 40, 76, 176, 271. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 97.

CONSTRUCTION NAVALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cayol sur proposition de résolution de M. Siefritz tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la construction navale en France (n° 84), p. 8061 (Document n° 11402).

CRÉDIT MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le crédit maritime mutuel, p. 1055 (Document n° 9192). — Dépôt du rapport par M. Raymond Cayol, p. 6037 (Document n° 10762). — Discussion, p. 7196; adoption, p. 7196.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3 (Document n° 727). — Dépôt du rapport par M. Denvers, p. 3 (Document n° 771). — Discussion, p. 3068; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3070.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 8395 (*Loi n° 50-1536 du 13 décembre 1950, J. O. du 14 décembre 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans prochains comptes spéciaux du Trésor un crédit de 1 milliard 500 millions de francs en faveur de la caisse centrale de crédit coopératif, ce crédit étant destiné à couvrir les demandes d'avances formulées à cet établissement par les caisses régionales de crédit maritime mutuel pour l'année 1951, p. 8059 (Document n° 11611). — Dépôt du rapport par M. Guiguen, p. 9116 (Document n° 11611).

ORGANISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi à modifier la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande et prorogeant certaines de ses dispositions, p. 1295 (Document n° 9271). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 1456 (Document n° 9346). — Discussion, p. 1461; adoption après modification du titre de la loi n° 48-340 du 28 février 1948 portant organisation de la marine marchande, p. 1462.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 123 (Document n° 123). — Lecture du rapport par M. Denvers, discussion et adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 650.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561 (*Loi n° 50-245 du 28 février 1950, J. O. du 1^{er} mars 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger certaines dispositions de la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, p. 2240 (Document n° 9591). — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 2628 (Document n° 9659). — Discussion, p. 2646; adoption, du projet de loi, après modification du titre: *Projet de loi portant organisation provisoire des transports maritimes*, p. 2650.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 220 (Document n° 220). — Lecture du rapport par M. Abel Durand, discussion, p. 1989; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1093.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 2755 (*Loi n° 50-398 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950*).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lodon tendant à compléter la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, p. 940 (Document n° 1948).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2329 (Document n° 9611).

RADIOPHARE MARITIME

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Yvon, sur proposition de résolution de M. Guiguen, tendant à inviter le Gouvernement à installer un radiophare à Pen-Men (Ile de Groix), p. 9145 (Document n° 11648).

SÉCURITÉ ET HYGIÈNE

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Reeb, tendant à inviter le Gouvernement à organiser un service d'entretien des canots de sauvetage en faisant appel à des mécaniciens de la marine nationale, nos 8661, 8814, p. 488.

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Reeb, tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence la modification de la législation française sur la sécurité de la navigation aérienne et maritime afin de rendre obligatoire la présence de pommanches spéciales contre les brûlures provoquées par les incendies à bord des avions, des bateaux-citernes, des paquebots à charbon ou au mazout aussi bien que dans les stations aériennes et installations portuaires (nos 8465, 8820, 8821), p. 488.

TRANSPORTS MARITIMES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mohamed Cheikh, tendant à prévoir les moyens de transport maritimes et à prendre toutes dispositions utiles d'urgence, pour permettre aux musulmans d'Afrique du Nord, d'Afrique occidentale

française, d'Afrique équatoriale française, de Madagascar, des Comores, de la Réunion et de la Côte française des Somalis de se rendre collectivement en pèlerinage à la Mecque, p. 4489 (Document n° 10208). — Dépôt du rapport par M. Louis Martel, p. 4873 (Document n° 10291). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Martel, p. 5180 (Document n° 10405). — Adoption, p. 5657.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, n° 2071 (Document n° 516). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 2108 (Document n° 522). — Discussion, p. 2133; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2134.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5776 (Document n° 10709). — Dépôt du rapport par M. Louis Martel, p. 6038 (Document n° 10776). — Discussion, p. 6771; adoption de la proposition de loi avec modifications, p. 6772 (Loi n° 50-920 du 22 août 1950, J. O. du 27 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie, la Méditerranée orientale (nos 6019, 6369), p. 5001 (Document n° 10377). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 5248 (Document n° 10479). — Retrait de la lettre rectificative (Document n° 10377), p. 6934. — Dépôt du rapport par M. Cayol, p. 7590 (Document n° 11225). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Courant, p. 8798 (Document n° 11531). — Discussion, p. 9483, 9489; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 9517. (Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3330 (Document n° 889).

Marins du commerce. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre. — Assurance des marins du commerce.

Maroc. — V. Allocations familiales (travailleurs nord-africains). — Importations et exportations. — Interpellations nos 94, 230, 262, 293, 329. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 6, 119 (Conseil de la République) n° 50.

Marseille. — V. Interpellations nos 24, 97, 104, 131, 175, 176, 216.

Martinique. — V. France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Sucre, betterave à sucre.

Matériels de guerre. — V. Armes, munitions et matériels de guerre

Mauritanie. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Médailles, décorations et récompenses. — V. Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry tendant à la création d'un contingent spécial de décorations au titre de la Résistance, au bénéfice des évadés de guerre, p. 2853 (Document n° 9741).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Raulin-Laboureur tendant à inviter le Gouvernement à lever la discussion pour les propositions de récompenses au titre de la guerre 1914-1918 en faveur des membres des F. F. C., des F. F. L., des F. I. et de la R. I. F., jusqu'à la conclusion des travaux des commissions prévues par le décret n° 50-358 du 21 mars 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949, relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, p. 2676 (Document n° 9675).

Médaille des engagés volontaires

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gernez tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le port de la médaille des engagés volontaires aux membres des Forces armées de l'intérieur, aux membres des Forces françaises combattantes engagés pour la durée de la guerre, p. 7402 (Document n° 11158).

Médaille des évadés. — V. Croix de guerre, citations militaires.

Médaille militaire. — V. Légion d'honneur et médaille militaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Triboulet sur une proposition de résolution de M. Dusseaux tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement annuel de la médaille militaire (n° 8316), p. 1563 (Document n° 9357). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2203.

Médaille des prisonniers et déportés.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la guerre 1914-1918, p. 6035 (Document n° 11008). — Dépôt d'un rapport par M. Daron, p. 7589 (Document n° 11294). — Adoption du projet de loi, p. 8102.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3041 (Document n° 779). — Dépôt du rapport par M. Laillet, p. 3171 (Document n° 836). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3316.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9630 (Loi n° 51-10 du 4 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thectten tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, déportés et otages de la Grande Guerre, p. 2122 (Document n° 9508).

Médecine et professions médicales. — V. Assurances sociales (organisation). — Enseignement de la médecine. — Impôts (revenu sur les traitements). — Interpellations nos 238, 268. — Pensions et retraites (anciens combattants).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Roclere tendant à compléter le quatrième alinéa de l'article 4 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme, p. 5289 (Document n° 10481). — Dépôt du rapport par M. Guilbert, p. 5290 (Document n° 10482). — Adoption, p. 5713.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2141 (Document n° 545). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2232 (Document n° 589). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2628.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6773. (Loi n° 50-920 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulard tendant à modifier l'arrêté du 3 février 1949 et à abroger l'arrêté du 26 juillet 1949 en vue de permettre aux sages-femmes diplômées de l'Etat de pratiquer des soins infirmiers, p. 1007 (Document n° 9167).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lacaze tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles en vue de permettre aux sages-femmes, diplômées d'Etat, de pratiquer des soins infirmiers, p. 440 (Document n° 9029). — Dépôt du rapport par M. Guilbert, p. 3335 (Document n° 9883). — Adoption de l'ensemble, la commission conclut à une proposition de résolution, p. 3650.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Mazuez sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 24 septembre 1945, relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et de sage-femme (nos 7516-8351), p. 1389 (Document n° 9296). — Adoption du projet de loi, p. 3329.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1303 (Document n° 307). — Dépôt du rapport par M. Plait, p. 1964 (Document n° 508). — Discussion, p. 2143; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2145 (rectificatif, p. 2233).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5968 (Document n° 10748). — Dépôt du rapport par M. Mazuez, p. 7589 (Document n° 11220).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Cordonnier sur la proposition de résolution de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser les dispositions de la loi du 18 mars 1946 portant statut des laboratoires d'analyses et ses textes d'application, avec le décret du 17 avril (n° 6825), p. 1640 (Document n° 9400).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à modifier l'article 53 de l'ordonnance n° 45-2184 du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien dentiste et de sage-femme, p. 3314 (Document n° 9861).

Médicaments. — V. Radio-éléments artificiels.

Mérite maritime.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. de Gouyon sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages (n° 876, année 1949), p. 488 (Document n° 66). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 581.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1386. (Loi n° 50-310 du 13 mars 1950, J. O. du 16 mars 1950.)

Métaux (commissariat à la mobilisation des).

Assemblée nationale. — Discussion portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux (nos 6692, 7076, 7839, 8705) et adoption du projet de loi, p. 2573.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1116 (Document n° 238). — Dépôt du rapport par M. Bousch, p. 1749 (Document n° 433). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 1861.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5247. (Loi n° 50-831 du 8 juillet 1950, J. O. du 9 juillet 1950.)

Météorologie. — V. Armée de l'air (détachement de météorologie). — Ports maritimes et fluviaux.

Métropolitain. — V. Questions orales (Assemblée nationale), n° 121; (Conseil de la République), n° 75.

Meunerie. — V. Agriculture (blé).

Mines et carrières. — V. Algérie (décisions de l'Assemblée algérienne). — Allocations familiales. — Assurances sociales. — Chômage (allocations, secours). — Code du travail (comités d'entreprises, délégués du personnel). — Impôts (taxes départementales). — Interpellations nos 43, 48, 55, 86, 88, 135, 140, 143, 152, 160, 193, 202, 226, 263, 270, 272, 322, 331, 333. — Pensions et retraites. — Questions orales (Assemblée nationale), n° 78. — Sociétés d'économie mixte.

EXPLOITATION

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Jean-Eric Bousch sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 45-122 du 23 janvier 1945 portant modification de la loi du 23 janvier 1937 relative au régime définitif des mines domaniales de potasse d'Alsace et à l'organisation de l'industrie de la potasse (n° 912, année 1949), p. 512 (Document n° 70). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 617.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1561. (Loi n° 50-347 du 19 mars 1950, J. O. du 21 mars 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Alphonse Denis tendant à modifier et à compléter l'article 49 de la loi du 21 avril 1910 sur les mines, de façon à sauvegarder les droits de la collectivité en cas de restriction ou d'abandon d'une exploitation minière, p. 1145 (Document n° 9254).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Biscarlet tendant à empêcher toute fermeture de mines, dans les houillères nationales ou privées, ou d'usines métallurgiques sans que la décision ait été préalablement soumise au Parlement, p. 5258 (Document n° 10451). — Dépôt du rapport par M. Védrières, p. 6108 (Document n° 10784).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la fermeture des mines de Bert-Montcombroux (Allier) et à continuer les travaux de la centrale thermique, p. 3983 (Document n° 10085). — Discussion sur l'urgence, p. 5139; rejet, au scrutin, p. 5141.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône), p. 3753 (Document n° 9975).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Monillot tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône), p. 7146 (Document n° 11100).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement et les Charbonnages à ordonner l'arrêt immédiat du démantèlement des puits n° 2 et 3 de Ligny-les-Aires (groupe d'Auchel) (Pas-de-Calais), et à envoyer une commission d'enquête pour décider la réouverture de ces puits, p. 7494 (Document n° 11187).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Védrières tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour la reprise immédiate de l'exploitation des mines de Bert-Montcombroux, de Buxières-les-Mines et de Commentry (Allier), p. 8260 (Document n° 11437).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Girardot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour la reprise de l'exploitation de la mine de Bois-d'Asson (Basses-Alpes), soit par mise en demeure à la société concessionnaire de rouvrir le puits, soit par déchéance de ses droits à concession et dommages et intérêts, p. 9189 (Document n° 11667).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Calas tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure de fermeture des mines de Graissac et à prévoir les crédits nécessaires pour en assurer le fonctionnement normal, p. 9540 (Document n° 11748).

NATIONALISATION

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergeret tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux, p. 1314 (Document n° 9286).

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Adoption: 1° de la proposition de loi de M. Desson tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe; 2° de la proposition de résolution de M. Morand tendant à inviter le Gouvernement à considérer les mineurs affiliés à la caisse autonome de retraites comme les mineurs de charbon et à leur accorder une indemnité égale au montant d'une journée de travail à l'occasion de la Sainte-Barbe (nos 8627, 8623, 8799), après modification du titre: *Proposition de loi tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe*, p. 8397.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3151 (Document n° 823).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de M. Mabrut tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions de francs aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines, p. 581 (Document n° 9065). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Basset tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines un premier secours d'urgence de 10 millions, p. 646 (Document n° 9078). — Dépôt du rapport par M. Pierre Truffaut, p. 699 (Document n° 9090). — Discussion, p. 883, et adoption après modification du titre: *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux victimes de la catastrophe survenue le 26 janvier 1950 à Saint-Eloy-les-Mines*, p. 894.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henri Martel tendant à exprimer la solidarité du Conseil de la République aux mineurs victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme), p. 292 (Document n° 41). — Discussion, p. 292; adoption, à l'unanimité, p. 293.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire les propositions de résolution: 1° de M. Deixonne tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière; 2° de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à accorder à partir du 1^{er} décembre 1949, à tous les travailleurs employés dans les mines, le transport gratuit du charbon qui leur est alloué (nos 7300, 7573, 8352, 8800), p. 837 (Document n° 9167).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Schell tendant à inviter le Gouvernement à imposer aux mineurs sur la base du salaire perçu par eux durant les deux quinzaines de paye précédant le chômage, p. 1145 (Document n° 9252).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement à protéger le droit au travail des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits de mines, p. 7588 (Document n° 11210).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à accorder, à partir du 1^{er} janvier 1951, la gratuité du transport du charbon alloué à tout le personnel occupé dans les mines, aux veuves et aux veuves de retraités mineurs, p. 8451 (Document n° 11210).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Camphin tendant à rétablir et à appliquer l'article 30 du statut du mineur qui dispense les jeunes ouvriers mineurs du fond du service militaire, p. 11707 (Document n° 11707).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Auguste Leclerc tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du décret du mineur — décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées — décret n° 9481 en conformité de la loi du 14 février 1946, p. 2015 (Document n° 9481). — Dépôt du rapport par M. Gabriel Roucaute, p. 3963 (Document n° 10061).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bonnet tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe des mines de l'Herpie (p. 1186 (Document n° 9258).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazuez tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits, p. 6528 (Document n° 10652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Servin tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône), un premier secours d'un million de francs, p. 9550 (Document n° 11755).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutavant tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout licenciement de personnel et assurer la continuité de l'exploitation aux établissements de la Société minière schistes bitumineux d'Autun-les-Thelots (Saône-et-Loire), p. 11823 (Document n° 11823).

Mines de potasse d'Alsace. — V. Mines (exploitation). — Soins d'économie mixte.

Ministères. — V. Administrations publiques. — Gouvernements ministères.

Mobilisation industrielle. — V. Armes, munitions et matériel de guerre.

Modernisation et équipement. — V. Commerce et industrie (commerce). — France d'outre-mer (budget).

Monnaies. — V. Conventions internationales (accords économiques et financiers).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Poirot sur une proposition de résolution de M. Vée tendant à inviter le Gouvernement à demander, au titre des réparations ou à prélever sur les sommes revenant à l'Etat français au titre des réparations et versées par l'agence interalliée des réparations, les sommes nécessaires au remboursement de marks de camps et au paiement du pécule des prisonniers de guerre (n° 7439), p. 3335 (Document n° 9873). — Adoption de la proposition de résolution, p. 3846.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions de francs aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines, p. 581 (Document n° 9065). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 9116 (Document n° 11646).

Monnaies et médailles (administration des). — V. Questions (Assemblée nationale) n° 8.

Monuments commémoratifs.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard tendant à subventionner l'achèvement du monument à Chasseneuil, à la mémoire des héros de la résistance, p. 3768 (Document n° 9983). — Dépôt du rapport par M. Gaillard, p. 5125 (Document n° 10354). — Adoption de la proposition de loi, p. 5714.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2141 (Document n° 547). — Dépôt du rapport par M. Avin, p. 2300 (Document n° 615). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2534.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-925 du 10 août 1950, J. O. du 11 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Grenier tendant à subventionner l'érection à Châteaubriant d'un monument du souvenir, p. 1295 (Document n° 9276). — Dépôt du rapport par M. Gaillard, p. 5125 (Document n° 10385). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Barangé, p. 7450 (Document n° 11163). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à subventionner l'érection, par le comité du souvenir et la ville de Nantes, de monuments à la mémoire des soldats fusillés par les Allemands le 22 octobre 1941.*, p. 7915.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2985 (Document n° 757). — Dépôt du rapport par M. Avinin, p. 5378 (Document n° 845). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3974.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835 (*Loi n° 51-12 du 4 janvier 1951, J. O. du 5 janvier 1951*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devinat tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la reconstruction, à Paris, du monument du général Mangin, détruit par les Allemands en juin 1940, p. 5385 (Document n° 8938). — Dépôt du rapport par M. Triboulet, p. 5385 (Document n° 10551). — Adoption, p. 6127.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Legendre tendant à inviter le Gouvernement à créer au camp de Royallieu, à Compiègne, un ossuaire dans lequel seraient placés les cendres recueillies dans les fours crématoires et les charniers des camps de concentration allemands, p. 379 (Document n° 9001). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 3335 (Document n° 9877). — Adoption de la proposition de résolution après modification du titre: « *Proposition de résolution tendant à ériger à Compiègne un ossuaire destiné à recueillir les cendres des victimes des deportations nazies* », p. 9764.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux ayant pour objet d'assurer l'achèvement du monument du général Foch, p. 4949 (Document n° 10326).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à la construction du monument commémoratif du général Mangin, détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet, p. 5333 (Document n° 10570).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tony Révillon tendant à subventionner l'achèvement du monument élevé à Cerdon à la mémoire des maquisards, p. 6938 (Document n° 11061).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Durieux tendant à subventionner l'achèvement du monument des soldats des forces françaises libres à Camaret, p. 2764 (Document n° 717).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7402 (Document n° 11159). — Dépôt du rapport par M. Paul Costes-Lauréat, p. 9189 (Document n° 11664).

Monuments historiques et naturels. — V. *Affichage*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Marc-Sangnier sur la proposition de résolution de M. Palewski, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la conservation de l'ensemble du domaine de Port-Royal et en faciliter l'accès au public (n° 5226), p. 2522 (Document n° 9637). — Adoption de la proposition de résolution, p. 8102.

Musées et palais nationaux. — V. *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 56.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Rosenblatt tendant à déclarer l'ancien camp de Struthof-Natzweiler musée national, p. 1008 (Document n° 9172).

Music-halls. — V. *Impôts (contributions indirectes)*.

Mutilés. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — Centre de rééducation fonctionnelle et professionnelle. — Emploi obligatoire des mutilés. — Enseignement technique. — Pensions et traites. — Transports et voies de communications (transports ferroviaires et routiers).

Mutualité. — V. *Sociétés de secours mutuels*.

Mutualité agricole. — V. *Agriculture (organisation professionnelle)*.

N

Nationalité. — V. *Allocations familiales (agriculture).* — Code de la famille.

Natation. — V. *Etablissements balnéaires*.

Nationalité. — V. *Noms patronymiques*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la nationalité française relatives à l'acquisition de la nationalité française par le mariage, p. 1007 (Document n° 9160). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 9116 (Document n° 11627).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gosset tendant à accorder la double nationalité française et belge à certaines catégories de nationaux belges résidant ou établis en France, p. 1008 (Document n° 9175).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à l'abrogation de l'article 111 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 portant code de la nationalité française, p. 5001 (Document n° 10337).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues (Emile) tendant à modifier certaines dispositions du code de la nationalité et à renforcer les mesures interdisant l'ingérence des réfugiés et ressortissants étrangers dans les affaires intérieures de la France, p. 5967 (Document n° 10738).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Médecin tendant à inviter le Gouvernement à intégrer de plein droit dans la nationalité française les personnes originaires des territoires cédés à la France par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, bénéficiaires de la nationalité française par naturalisation avant le rattachement, p. 5384 (Document n° 10553).

Nations Unies. — V. *Conventions internationales*.

Navigation aérienne et maritime. — V. *Conventions internationales.* — *Marine marchande (sécurité et hygiène)*.

Navigation intérieure. — V. *Ports maritimes et fluviaux.* — *Transports et voies de communication*.

Navires météorologiques. — V. *Interpellations n° 244*.

Niger. — V. *Interpellations n° 114*.

Noms patronymiques.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Delahoutre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers (n° 8449), p. 2164 (Document n° 9527). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 2696 (*Loi n° 50-329 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950*).

Notaires.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Rabouin sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier les articles 971, 972, 973, 974, 976, 977, 979, 980 et 1007 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat (n° 901, année 1949), p. 580 (Document n° 92). — Discussion, p. 604, adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier les articles 971, 974 et 976 du code civil (dispositions testamentaires) et l'article 20 de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat* », p. 605.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 1389 (Document n° 9330). — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4085 (Document n° 10125). — Discussion, p. 7915; adoption de la proposition de loi avec le texte voté en première lecture, p. 7916; (*Loi n° 50-1513 du 8 décembre 1950, J. O. du 9 décembre 1950*).

Nouvelle-Calédonie. — V. *France d'outre-mer*.

O

Objecteurs de conscience. — V. *Armées (service militaire)*.

Obsèques. — V. *Funérailles*.

Océanie (Etablissements de P.). — V. *France d'outre-mer*.

Oeuvres d'art.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi fixant un régime pour la revendication de certains biens mobiliers enlevés par l'ennemi ou sous son contrôle et récupérés par l'autorité française, p. 3334 (Document n° 9863).

Oeuvres littéraires et artistiques. — V. *Conventions internationales.* — *Propriété littéraire et artistique*.

Oeuvres sociales en faveur de la jeunesse scolaire et universitaire.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayol, tendant à créer un comité national d'action universitaire et sociale, p. 7970 (Document n° 11353).

Offices départementaux des ANCIENS COMBATTANTS.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard, créant une catégorie nouvelle de ressortissant des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 5967 (Document n° 10743).

Office national des ANCIENS COMBATTANTS. — V. *Domaine de l'Etat, des départements et des communes (affectations d'immeubles).*

Office industriel de l'AZOTE. — V. *Sociétés d'économie mixte.*

Office national interprofessionnel des CEREALES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edouard Daladier, tendant à la réorganisation de l'office national interprofessionnel des céréales, p. 7835 (Document n° 11312).

Office public d'HABITATIONS A BON MARCHÉ. — V. *Habitations à bon marché.* — *Interpellations* nos 9, 98.

Office national d'IMMIGRATION.

Assemblée nationale. — Retrait d'un projet de loi tendant à ouvrir au ministère du travail les crédits nécessaires pour assurer un taux différentiel d'introduction de main-d'œuvre étrangère en faveur des employés agricoles (n° 7467, année 1949), p. 2328.

Office français de PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant création d'un office français de protection des réfugiés et apatrides, p. 8303 (Document n° 11451).

Officiers PUBLICS ET MINISTERIELS. — V. *Avoués.* — *Code de procédure civile.*

Oliviers. — V. *Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.*

Opticien-lunetier.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Segelle, tendant à compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien lunetier, p. 2627 (Document n° 9655). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Segelle sur: 1° le projet de loi tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant; 2° les propositions de loi: a) de M. Palewski tendant à réglementer la profession d'opticien-lunetier détaillant; b) de M. Segelle tendant à compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier (nos 5591, 5790, 6651, 9655), p. 4444 (Document n° 10204). Adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi tendant à modifier et compléter l'acte dit loi du 5 juin 1944 réglementant la profession d'opticien-lunetier détaillant* », p. 5712.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 541). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2232 (Document n° 588). — Dépôt d'un deuxième rapport par M. Mathieu, p. 2942 (Document n° 742). — Discussion, p. 3033; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3034 (*rectificatif*, p. 3060).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8090 (Document n° 11411).

Or (commerce et production). — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 22.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski, tendant à l'institution d'un comité de l'or national et d'un centre technique aurifère, en vue de promouvoir les réformes indispensables à l'essor de la production aurifère dans les territoires de la métropole et de l'Union française, p. 9751 (Document n° 11795).

Oradour-sur-Glane. — V. *Interpellations* n° 120. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 70.

Oran. — V. *Algérie (organisation judiciaire).* — *Interpellations* nos 6, 9.

Organisation administrative. — V. *Administrations publiques.* — *Algérie.* — *France d'outre-mer (départements).*

Organisation judiciaire. — V. *Algérie.* — *France d'outre-mer (départements).*

Organisation municipale. — V. *Administration municipale.* — *France d'outre-mer (départements).*

Organisation politique. — V. *Associations et groupements.*

Organisation professionnelle. — V. *Agriculture.*

Orientation professionnelle. — V. *Enseignement technique (apprentissage et formation professionnelle).*

Ossuaire. — V. *Monuments commémoratifs.*

Outillage et matériel d'équipement. — V. *Commerce et industrie (crédit commercial et industriel).*

Ouvriers des établissements de l'Etat. — V. *Fonctionnaires, Pensions et retraites.* — *Traitements.*

Ouvriers mineurs. — V. *Algérie (décisions de l'Assemblée nationale).* — *Mines et carrières.* — *Pensions et retraites (mines).*

P

Pacte atlantique. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* nos 172, 304. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 20.

Pain. — V. *Agriculture.* — *Blé, farine et pain (interpellations questions orales).*

Paix (Organisation et défense). — V. *Conventions internationales (assemblée constituante mondiale).*

Palais de l'Elysée. — V. *Emblème.*

Panneaux-réclame. — V. *Affichage.*

Panthéon.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. L. Marin relative au transfert au Panthéon du professeur Hyacinthe Vincent, p. 8894 (Document n° 11582).

Parc de Versailles. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 143.

Paris (Ville de). — V. *Administration de la ville de Paris et département de la Seine.* — *Bourse de commerce de Paris.* — *Départements, villes et communes (budget).* — *Interpellations* n° 200. *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 98, 171 (*Conseil de la République*) n° 105. — *Traitements, soldes et indemnités.*

Parl mutuel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifié ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, p. 4538 (Document n° 10219). — Dépôt du rapport par M. Dominet, p. 9752 (Document n° 11782).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier le fonctionnement des courses de chevaux par l'institution d'un pari au livre, p. 6189 (Document n° 10809).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à abroger le décret du 12 mai 1948 relatif au fonctionnement des courses de chevaux, p. 6189 (Document n° 10810).

Parlement. — V. *Assemblée nationale.* — *Conseil de la République.* — *Pouvoirs publics.*

Partis politiques. — V. *Associations et groupements.* — *Fonctionnaires de l'enseignement.* — *France d'outre-mer (Madagascar).* *Interpellations* nos 98, 100, 127, 191, 197, 209, 269, 279, 311. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 52 (*Conseil de la République*) n° 49.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures urgentes de légitime défense active contre les entreprises antifrançaises d'un parti nationaliste étranger « dit communiste » et de ses organisations et publications satellites camouflées sous diverses étiquettes trompeuses; et à l'inviter, de plus, à ne pas admettre désormais sans contrepartie la propagande et les actions de l'U. R. S. S. dirigées contre l'Union française et ses institutions démocratiques, p. 2627 (Document n° 9668).

Assemblée nationale. — Déclaration politique du groupe de gauche indépendante remise au bureau de l'Assemblée nationale, p. 3966.

Passages d'eau. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

Passages à niveau. — V. *Interpellations* n° 204. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 83, 101, 107, 189.

Patente. — V. *Impôts.* — *Question orales (Assemblée nationale)* n° 44 (*Conseil de la République*) n° 7.

Pâtes alimentaires. — V. *Agriculture (blé, farine et pain).*

Pavillon de Marsan. — V. *Domaine de l'Etat (cession d'immeubles).*

Pêche fluviale. — V. *Chasse.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. G. Vée tendant à modifier l'article 5 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale modifiée par la loi du 12 juillet 1941, p. 10599 (Document n° 10599).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à exonérer totalement des droits de permis de pêche les grands invalides de guerre, bénéficiaires de la loi du 22 mars 1935, modifiée par décret du 17 juin 1938, p. 8451 (Document n° 11487).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 20 janvier 1902 et le décret du 17 février 1903, relatifs aux amodiations amiables aux associations de pêche et de pisciculture agréées, dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, pour la location de la pêche sur le Rhin, période du 1^{er} janvier 1950 au 31 décembre 1954, p. 2270 (Document n° 9577).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de Verdeille tendant à modifier les lois des 15 avril 1829, 12 juillet 1911 et 7 juin 1949 concernant la pêche à la ligne, p. 2676 (Document n° 691).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi n° 6833 (Document n° 10953).

Pêches maritimes. — V. Allocations familiales. — Conventions internationales. — Exportations et importations. — Impôts (prélèvements). — Interpellations n°s 83, 150. — Marine marchande (crédit maritime).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de Signor tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours de 40 millions aux familles des marins péris en mer au cours des dernières années les plus récentes, p. 2342 (Document n° 9617). — Adoption, au scrutin, de la proposition de résolution, p. 3682.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon tendant au commerce d'importation de poisson les dispositions de la loi n° 48-1400 du 7 septembre 1948 portant organisation et statut de la profession de mareyeur, p. 298 (Document n° 8992). — Dépôt du rapport par M. Louis Michaud, p. 8880 (Document n° 11572).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Yvon tendant à définir l'exercice du droit de pêche des inscrits maritimes sur les étangs appartenant à des collectivités locales ou à des particuliers, p. 2115 (Document n° 11643).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yvon tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'octroi de secours substantiels et bénéficier de la législation sur les victimes civiles de la guerre aux familles des victimes du chalutier *Gay-Lussac*, p. 7023 (Document n° 11080).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dassonville tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du *Le-Duc-de-Peyraguade* un secours de deux millions de francs, p. 8686 (Document n° 11513).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à assurer la protection de la pêche maritime française, notamment par le rétablissement des contingents, le réajustement des tarifs douaniers, la livraison à toute la pêche du charbon au prix international, la détermination d'un prix par kilogramme du charbon destiné aux chalutiers à vapeur, la prospection dans les pays susceptibles de nous fournir, si elles ne sont pas produites en France et dans les pays de l'Union française, les matières premières d'avitaillement à meilleur compte et d'importants débouchés pour notre production, notamment dans les pays d'Europe centrale et orientale, p. 8981 (Document n° 11594).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à faire parvenir d'urgence au comité national d'aide aux familles des marins péris en mer, la somme de 10 millions de francs, p. 9262 (Document n° 11686).

Conseil de la République. — Adoption d'une motion de M. Vanrullen ainsi rédigée: « Le Conseil de la République, douloureusement ému de la nouvelle de la catastrophe maritime qui vient de se produire à Boulogne-sur-Mer, s'incline devant les malheureuses victimes et adresse à leurs familles, avec ses condoléances, l'assurance de sa sympathie », p. 3406.

École. — V. Prisonniers et déportés.

Éprouvette. — V. Centre national de la transfusion sanguine.

Éprouvette française (Diffusion de la). — V. Postes, télégraphes et téléphones (tarifs).

Pensions de famille. — V. Loyers (locaux d'habitation).

Pensions et retraites. — V. Algérie (décisions de l'Assemblée nationale). — Conventions internationales. — Impôts (traitements, pensions). — Interpellations n°s 277, 300. — Questions orales (Assemblée nationale) n°s 36, 65, 93, 140 (Conseil de la République), n°s 28, 38. — Traitements, soldes et indemnités.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Le Coutaller, tendant à inviter le Gouvernement à verser, avant le 1^{er} février 1950, à tous les retraités dont la pension n'est pas encore par péréquation, un versement trimestriel supplémentaire, en plus sur le rappel dû depuis le 1^{er} janvier 1948, p. 454 (Document n° 9042). — Dépôt du rapport, par M. Le Coutaller, p. 556 (Document n° 9056). — Discussion, p. 1968; adoption, au scrutin et à l'unanimité, de la proposition de résolution, p. 1978.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Poumadère tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des retraites, afin qu'elle soit terminée

au 1^{er} janvier 1951 et à accorder aux retraités des établissements d'Etat, arsenaux, poudreries, cartoucheries et à ceux des collectivités locales, des chemins de fer, etc., des avances importantes en attendant cette réalisation, p. 7481 (Document n° 11179) (rectificatif, p. 7650). — Dépôt du rapport, par M. Cherrier, p. 8798 (Document n° 11552).

AGENTS DES CHEMINS DE FER ET DES TRANSPORTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dutard tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922, aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, p. 1314 (Document n° 9282). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 1641 (Document n° 9407). — Discussion, p. 2129; suite de la discussion, p. 2272; adoption, p. 2275.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 992 (Document n° 209). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1685.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4372 (Document n° 10303). — Dépôt du rapport, par M. Beauquier, p. 5180 (Document n° 10399). — Adoption de la résolution, p. 5279.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée, p. 1888. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Pinton, p. 1940 (Document n° 497). — Dépôt d'un avis de la commission du travail par M. Abel-Durand, p. 2047 (Document n° 512). — Discussion, p. 2071, 2080; adoption, au scrutin, d'un avis défavorable et discussion d'une résolution proposée par la commission des moyens de communication, p. 2087, 2102; adoption de la résolution ainsi libellée: « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation actuelle de la caisse autonome mutuelle de retraites de petits cheminots », p. 2103.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 5776 (Document n° 10632). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 6529 (Document n° 10869). — Discussion, p. 6739; adoption de la proposition de loi avec le texte adopté en première lecture, p. 6741 (Loi n° 50-1010 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Morand sur: 1° la proposition de loi de M. Morand modifiant la loi du 21 juillet 1909 sur les conditions de retraites des cheminots, pour l'application de la péréquation aux dites retraites; 2° la proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à prescrire la péréquation intégrale des retraites de la Société nationale des chemins de fer français (n°s 8926, 8925), p. 1640 (Document n° 9412).

Dépôt d'un projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, p. 4872 (Document n° 10299).

Dépôt d'une proposition de résolution de M. Morand tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la péréquation intégrale des retraites en faveur des cheminots des lignes secondaires et des tramways dans le plus bref délai, p. 2164 (Document n° 9544) (rectificatif, p. 2522).

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, p. 5699 (Document n° 10652). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 5700 (Document n° 10656). — Discussion, p. 5716, 5736; suite de la discussion, p. 5808, 6008; adoption, au scrutin, du projet de loi, p. 6014 (rectificatif, p. 6406).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2176 (Document n° 568). — Dépôt du rapport par M. Chapalain, p. 2371 (Document n° 627). — Discussion, p. 2425, 2450, 2453; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2151.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6599 (Document n° 10872). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 6774 (Document n° 10912). — Discussion, p. 6724; adoption, au scrutin, du projet de loi avec modifications, p. 6725 (rectificatif, p. 6940) (Loi n° 50-956 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal tendant à compléter l'article 9 du décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 relatif aux barèmes d'invalidités des victimes de la guerre, p. 5289 (Document n° 10485). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 5700 (Document n° 10667). — Adoption après modification du titre: « Proposition de loi tendant à compléter l'article 9 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre annexé au décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947 », p. 7916.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2988 (Document n° 759). — Dépôt du rapport par M. Radius, p. 3171 (Document n° 837). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3316.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9630 (Loi n° 51-16 du 5 janvier 1951, J. O. du 6 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Chautard tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le montant de l'indemnité versée aux médecins-experts pour l'étude des dossiers qui leur sont confiés par le tribunal des pensions (n°s 6381-8850), p. 896.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de loi de Mme Péri tendant à accorder aux orphelins de guerre dont le père et la mère sont décédés, une pension au taux fixé par l'article 15 de la loi du 27 février 1948 (modifiant et remplaçant l'article 51 du code des pensions) (nos 6379, 7687), p. 1973, 2124; renvoi à la commission de la proposition de loi; dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubry sur le même objet et discussion, p. 2125; adoption de la proposition de résolution, à l'unanimité, p. 2126.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit, p. 3045 (Document n° 787). — Dépôt du rapport par Mme Marie-Hélène Cardot, p. 3170 (Document n° 833). — Discussion, p. 3317; adoption de la proposition de résolution, p. 3318.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Draveny sur les propositions de loi: 1° de M. Darou, tendant à modifier l'article 1^{er} du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (article 29 du code des pensions); 2° de M. Draveny tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité; 3° de M. Loison, sénateur, tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires (nos 8454, 8455, 8334), p. 2330 (Document n° 9587). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme, p. 4371 (Document n° 10184). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 4949 (Document n° 10323). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions, p. 5384 (Document n° 10573). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Schauflier tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 6189 (Document n° 10802). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme, p. 3362 (Document n° 10073). — Dépôt d'un rapport par M. Draveny sur: 1° Les propositions de loi: a) de M. Darou tendant à modifier l'article 1^{er} du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (art. 29 du code des pensions); b) de M. Draveny tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité; c) de M. Mouton tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme; d) de M. Aubry tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; e) de M. Touchard, tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions; f) de M. Schauflier, tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; g) de M. Loison, sénateur, tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires; 2° la proposition de résolution de M. Hénault, tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme (nos 8454, 8455, 10184, 10323, 10573, 10802, 8334, 10073, 9587), p. 7589 (Document n° 11206).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Darou tendant à établir la présomption d'origine pour les militaires présents sous les drapeaux, p. 7375 (Document n° 11137). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à établir la présomption d'origine pour toutes les affections ou maladies contractées par les soldats du contingent au cours de leur service militaire, dans les conditions prévues par l'article 150 de la loi du 31 décembre 1937, p. 7413 (Document n° 11162). — Dépôt du rapport par M. Badie, p. 7481 (Document n° 11177).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Darou sur la proposition de loi de M. André Marty tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés aux ayants cause des combattants de la guerre de 1939-1945, et à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladie, alors qu'ils appartiennent à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945 (n° 7853), p. 1389 (Document n° 9290).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Tourné sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires (nos 6974-7480), p. 8798 (Document n° 11559).

— Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Jean Duclos sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à évincer des opérations de la « revision des pensions dites abusives » celles qui furent attribuées par décision de justice (nos 458-6639), p. 9247 (Document n° 11681).

— Dépôt d'un rapport de M. Poirot sur la proposition de loi de M. Maurice Poirot tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 p. 100 de la pension allouée à un invalide de 100 p. 100 d'invalidité (allocations comprises) (n° 8731), p. 3963 (Document n° 10057). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Maurice Poirot, p. 8793 (Document n° 11555).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mlle Weber tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 17 avril 1928 qui détermine le droit de pension des veuves de guerre 1914-1918 d'origine étrangère, ayant épousé un Alsacien-Lorrain, mais qui n'ont pas acquis la nationalité française en vertu du traité de Versailles, p. 5381 (Document n° 10580). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 7348 (Document n° 11134).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maillocheau tendant à étendre aux victimes civiles de guerre le bénéfice de l'article 2 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946, p. 7589 (Document n° 11214). — Dépôt du rapport par M. Maillocheau, p. 9247 (Document n° 11682).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. de Baudry d'Asson tendant à modifier les articles 1^{er} et 2 de la loi du 2 janvier 1932 au profit des grands mutilés en service commandé, bénéficiaires des articles 12 et 13 de la loi du 31 mars 1919 et titulaires de la carte de combattant, p. 2853 (Document n° 9738).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schauflier tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 4371 (Document n° 10183).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal tendant à rétablir dans leur droit aux majorations qu'ils percevaient antérieurement par application de l'article 13 de la loi du 31 mars 1919, les pensionnés de guerre à 80 p. 100 et plus, bénéficiaires de l'ordonnance du 25 octobre 1945 et qui ont cessé de percevoir les allocations familiales du fait de l'application de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, p. 5905 (Document n° 10732).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à évincer des opérations de la « revision des pensions dites abusives » celles qui furent attribuées par décision de justice, p. 7588 (Document n° 11213).

— Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à évincer des opérations de la revision des pensions dites abusives celles qui furent attribuées par décision de justice (nos 458, 6639), p. 8396 (Document n° 11476).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Siefridt tendant à modifier l'article 48 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, p. 8879 (Document n° 11569).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à accorder aux invalides militaires du temps de paix les mêmes barèmes d'avantages qu'aux mutilés de guerre par le bénéfice de l'article 12 de la loi du 31 mars 1919, repris aux articles 12 et 13 du code des pensions (décret n° 47-2084 du 20 octobre 1947), p. 8151 (Document n° 11483).

— Dépôt d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement: 1° à ne pas reconduire en 1951 le budget de 1950 des anciens combattants et victimes de guerre; 2° à prévoir l'insuffisance des crédits nécessaires à l'aboutissement des légitimes revendications des anciens combattants et victimes de guerre dans le projet de budget 1951; 3° à décider qu'aucune loi des maxima ne puisse s'appliquer au budget de 1951, p. 7662 (Document n° 11215). — Dépôt du rapport par M. Tourné, p. 8451 (Document n° 11491).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Hénault tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires permettant de poursuivre l'amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre; 2° à admettre que la loi des maxima ne sera pas opposée à leur budget, p. 8199 (Document n° 11419). — Dépôt du rapport par M. Devemy, p. 9458 (Document n° 11738).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thetten tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à confirmer les anciens combattants d'Indochine dans leurs droits, p. 9313 (Document n° 11698).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Devemy tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit, p. 9752 (Document n° 11794).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Laillet de Montullé tendant à modifier l'article 38 de la loi du 28 février 1934 en ce qui concerne le délai de prescription des demandes de retraite du combattant, p. 119 (Document n° 31).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 470 (Document n° 9040).

CUMUL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Deixonne tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1945 relatif aux cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité en ce qui concerne les houillères de bassin, p. 1092 (Document n° 9210). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 2330 (Document n° 9570). — Dépôt d'un rapport supplémentaire

Deixonne, p. 3665 (Document n° 9952). — Discussion, p. 5141; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: *Proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936, relatif à la retraite des ouvriers mineurs* (rectificatif, p. 5294).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1815 (Document n° 452); adoption d'une motion demandant l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour former son avis sur ladite proposition de loi, p. 1846.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 5230 (Document n° 10430). — Adoption de la résolution, p. 5234.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 4877. — Dépôt du rapport sur la proposition de loi par M. Vanrullen (Document n° 502) et discussion, p. 1940; suite de la discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi modification du titre: *Proposition de loi relative à la retraite des ouvriers mineurs* (Document n° 452).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 1815 (Document n° 452). — Dépôt du rapport par M. Deixonne, p. 5141 (Document n° 10765). — Discussion et adoption de la proposition de loi avec le titre proposé par le Conseil de la République, p. 5141 (Loi n° 50-1427 du 18 novembre 1950, J. O. du 19 novembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Baréty tendant à autoriser le cumul par un orphelin des pensions obtenues par son père et sa mère au titre de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 par modification de l'article 58 de ladite loi, p. 2576 (Document n° 9671).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 relative par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à trois le minimum vital des limites de cumul d'un traitement et d'une pension, p. 7895 (Document n° 11337).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Delachenal ayant pour objet de modifier l'article 43 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950 relative aux cumuls de pensions, p. 8199 (Document n° 11420).

HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Poinso-Chapuis tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relatives aux pensions civiles et militaires, p. 5507 (Document n° 10624).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à modifier l'article III de l'ordonnance du 17 mai 1945, relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics, p. 2941 (Document n° 9772). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Germaine François tendant à la création d'une caisse nationale des retraites pour les agents des établissements psychiatriques autonomes, p. 2755 (Document n° 9689). — Dépôt du rapport par M. Allonzeau, p. 6774 (Document n° 10916).

IMPRIMERIE NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant réforme du régime des retraites du personnel de l'imprimerie nationale, p. 2852 (Document n° 9755). — Dépôt du rapport par M. Lamps, p. 3902 (Document n° 10043). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Lamps, p. 3902 (Document n° 10679). — Discussion, p. 6128; adoption, p. 6130 (rectificatif, p. 6345).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2260 (Document n° 604). — Dépôt du rapport de M. Litaize, p. 2309 (Document n° 614). — Discussion, p. 2419; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2421 (rectificatif, p. 2682).

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6327 (Loi n° 981 du 17 août 1950, J. O. du 18 août 1950).

MARINS DU COMMERCE

Assurances des marins du commerce.

MINES

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Vanrullen sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la caisse autonome nationale des mineurs (n° 935, année 1949), p. 44 (Document n° 44). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 442.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 837 (Loi n° 50-220 du 17 février 1950, J. O. du 18 février 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaudin tendant à faire admettre au bénéfice de la caisse autonome nationale des mineurs en argile par l'extension à leur bénéfice de l'ordonnance n° 45-2148 du 22 septembre 1945, p. 4021 (Document n° 988).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à accorder aux deux tiers de la pension du mari la pension servie aux veuves par la caisse autonome nationale des mines, p. 8059 (Document n° 11635).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Roucaute tendant à effectuer mensuellement, par la caisse autonome nationale des mines, le paiement des retraites minières, p. 8981 (Document n° 11636).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Camphin tendant à faire compter double les années d'internement, de déportation et de captivité du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celle-ci, pour le calcul de la retraite des ouvriers mineurs et similaires affiliés à la caisse autonome nationale des retraites minières, p. 8981 (Document n° 11596) (rectificatif, p. 9395).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Camphin tendant à accorder à certains ouvriers mineurs et similaires la pension de retraite s'ils ont trente années de service minier, sans condition d'âge, p. 9394 (Document n° 11708).

OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coutaller tendant à modifier les articles 2, 9 et 27 de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat titulaires de la loi du 21 mars 1928, p. 2766 (Document n° 9702). — Dépôt du rapport par M. Le Coutaller, p. 2941 (Document n° 9776). — Discussion, p. 5135; disjonction de la proposition de loi, p. 5138.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Moulon tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires, anciens combattants, le droit aux congés à plein traitement pour maladies consécutives aux blessures de guerre, p. 2163 (Document n° 9545). — Dépôt du rapport par M. Cristofol, p. 6774 (Document n° 10914).

Dépôt d'une proposition de loi de M. Cherrier tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi d'exception de Vichy, dite loi du 12 mai 1941, p. 2103 (Document n° 9498) (rectificatif, p. 2331).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rencurel tendant à inviter le Gouvernement à hâter la péréquation des retraites des ouvriers de l'Etat et à verser un acompte provisionnel, p. 3962 (Document n° 10069).

PENSIONS ET RENTES VIAGÈRES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi portant attribution d'un supplément exceptionnel de pension à la veuve du général d'armée Giraud, p. 3419 (Document n° 9888). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 4444 (Document n° 10205). — Adoption du projet de loi, p. 5715.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2140 (Document n° 542). — Dépôt du rapport par M. Gatuin, p. 2201 (Document n° 576). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2469.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6598 (Loi n° 50-983 du 17 août 1950, J. O. du 18 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet portant révision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles, p. 3821 (Document n° 9999). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, p. 5351 (Document n° 10522).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Carcassonne tendant à reviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice, p. 2470 (Document n° 556).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5967 (Document n° 10750). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à reviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes, p. 6774 (Document n° 10922). — Dépôt d'un rapport par M. Delahoutre sur: I. Les propositions de loi: 1° de M. Meck tendant à modifier l'article 1351 du code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minjoz tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds commerce; 8° de M. Gozard tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; 9° de M. Frédéric-Dupont tendant à la revalorisation des rentes viagères privées; 10° de M. Auguet portant révision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles; 11° de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 2 août 1949, n° 49-1098, portant révision de certaines rentes viagères; 12° de M. Carcassonne, sénateur, et plusieurs de ses collègues, tendant à reviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice. II. Les propositions de résolution: 1° de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée; 4° de M. Baylet tendant à inviter le Gouvernement à reviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la caisse nationale des

retraites et des caisses autonomes mutualistes. (Dispositions concernant les rentes et pensions allouées à titre de réparation civile, les pensions servies à l'époux divorcé et les rentes constituées par les caisses autonomes mutualistes, nos 313, 4229, 2699, 2749, 2765, 3364, 4265, 4501, 5585, 9999, 10522, 10750, 312, 2957, 4044, 10922, p. 9458 (Document n° 11732).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Louis Marin ayant pour objet d'accorder une pension nationale à la veuve de Victor Liolard, p. 7023 (Document n° 11075). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 8798 (Document n° 11544). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Emile-Louis Lambert, p. 9247 (Document n° 11684).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à relever le maximum de revenus compatibles avec les ressources des rentiers viagers et des économiquement faibles, p. 645 (Document n° 9081). — Dépôt du rapport par M. Joseph Denais, p. 1641 (Document n° 9411).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant majoration des pensions exceptionnelles, p. 6936 (Document n° 11029).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Schmidt tendant à la revalorisation des dettes contractées par certaines entreprises à l'égard de leurs salariés, p. 298 (Document n° 8989).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à améliorer la situation des rentiers viagers de l'Etat, p. 3821 (Document n° 10001).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy revalorisant le taux et le maximum de l'allocation viagère accordée aux personnels auxiliaires temporaires des administrations et établissements publics de l'Etat par la loi validée du 18 septembre 1940, p. 5075 (Document n° 10363).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier l'article 8 de la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, p. 5351 (Document n° 10523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article 8 de la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères, p. 5351 (Document n° 10524).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre July tendant à modifier l'article 6 de la loi du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 5420 (Document n° 10600).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à modifier quelques dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, p. 7450 (Document n° 11167).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Auguet tendant à modifier quelques dispositions de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant révision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, p. 7450 (Document n° 11173).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ballanger tendant à proroger d'une année les délais pendant lesquels les créanciers pourront introduire une demande de révision de rentes viagères en vertu de la loi du 2 août 1949, p. 8451 (Document n° 11490).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Blocquaux tendant à accorder une allocation annuelle aux anciens receveurs spéciaux des communes et des établissements publics qui ont été amenés à cesser leurs fonctions par l'effet des dispositions des articles 8, § b, et 9 du décret n° 3870 du 31 décembre 1942, sans bénéficier d'une pension, p. 9313 (Document n° 11697).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre la révision et l'unification de la législation relative à la revalorisation des rentes viagères de toutes natures, p. 3962 (Document n° 10067).

PERSONNEL DE L'ALGÉRIE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mostefai El-Hadi tendant à faire bénéficier tous les membres de la justice musulmane en Algérie des dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant organisation du régime des pensions civiles, p. 2141 (Document n° 550) (rectificatif, p. 2233).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 5967 (Document n° 10740).

Voir également à la rubrique: Algérie (Décisions de l'Assemblée algérienne).

PERSONNEL D'ALSACE-LORRAINE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Wolff tendant à admettre au bénéfice de l'ordonnance n° 45-364 du 10 mars 1949 les Alsaciens et les Lorrains mobilisés dans le « Reichsarbeitsdienst » (service allemand du travail), p. 2853 (Document n° 9757). — Dépôt du rapport par Mlle Weber, p. 7590 (Document n° 11223).

PERSONNELS CIVIL ET MILITAIRE DE L'ÉTAT

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Aubry tendant à compléter la loi n° 49-1014 du 28 juillet 1949 relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des assemblées parlementaires, p. 3735 (Document n° 9960). — Dépôt du rapport par M. Aubry, p. 5631 (Document n° 10640). — Adoption, p. 5842.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2176 (Document n° 562). — Dépôt du rapport par M. Boltraud, p. 2300 (Document n° 613). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2331.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6405 (Loi n° 50-911 du 8 août 1950, J. O. du 9 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires retraités ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C. F. A. d'un indice de correction équivalent à celui dont bénéficient les fonctionnaires en activité de service dans les mêmes territoires, p. 3034 (Document n° 9802). — Dépôt du rapport par M. Hamani, p. 3632 (Document n° 9931). — Discussion, p. 4820; adoption, p. 4822.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission de finances par M. Albert Aubry sur la proposition de loi de M. Le Coullier tendant à compléter ou à modifier les articles 36, 58 et 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires (n° 7904-8660), p. 635 (Document n° 9075).

— Dépôt d'un rapport de M. Barthélémy sur la proposition de résolution de M. Barthélémy tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'administration des P. T. T., en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1947, le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs basés sur le temps d'auxiliaryat, pour constitution de pension de retraite (n° 5247), p. 440 (Document n° 9022).

— Dépôt d'un rapport de M. Cherrier sur: 1^o la proposition de loi de M. Bartolini tendant à verser pour les prochains trimestres à tous les retraités tributaires de la loi du 2 septembre 1948 et du 2 août 1949 le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la préquation; 2^o la proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'avance sur pension versée aux fonctionnaires dont le droit à pension a été admis avant 1945 (nos 8564, 8515), p. 556 (Document n° 9050).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les inspecteurs, inspecteurs adjoints des installations électromécaniques et des lignes souterraines à grande distance, p. 373 (Document n° 9969). — Dépôt du rapport par M. André Barthélémy, p. 6774 (Document n° 10902).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coullier tendant à compléter l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et à permettre la révision administrative de certaines pensions, p. 563 (Document n° 10633). — Dépôt du rapport par M. Le Coullier, p. 8060 (Document n° 11391).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions de veuves des femmes divorcées, p. 195 (Document n° 8962) (rectificatif, p. 440).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Eugène Delahoutre tendant à compléter l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 931 (Document n° 9146).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à modifier l'article 6 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 1882 (Document n° 9336).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourges-Maunoury tendant à compléter les dispositions de l'article 32 (§ X) de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2163 (Document n° 9515).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourges-Maunoury tendant à compléter l'article 35 (§ III) de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2163 (Document n° 9516).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Duveau tendant à modifier l'article 36, paragraphe C, de la loi du 14 avril 1924, relatif aux bénéfices de campagne accordés aux militaires et aux marins en service dans les départements et territoires d'outre-mer, p. 302 (Document n° 9794).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bergasse tendant à modifier les dispositions de l'article 36 (§ 1) de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 3901 (Document n° 10032).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. André Monteil tendant à réparer un préjudice de carrière subit par certaines catégories d'officiers de gendarmerie dégagés des cadres, p. 4021 (Document n° 10090).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski modifiant la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 4371 (Document n° 10186).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la révision de leur pension, p. 4538 (Document n° 10214).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Chevallier tendant à modifier et compléter la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 47 (Document n° 10269).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Chevallier tendant à abroger l'article 67 de la loi du 14 avril 1924 et l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, p. 3289 (Document n° 10468).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 5967 (Document n° 10741).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Médecin relative à la pension de retraite des agents de l'Etat mis à la retraite au cours des hostilités et maintenus en activité par application de la loi du 11 juillet 1938, p. 6237 (Document n° 10825).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à étendre le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des pensions civiles et militaires aux veuves qui en sont actuellement exclues, p. 6528 (Document n° 10844).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à modifier l'article 64 de la loi du 20 septembre 1948, en ce qui concerne l'ouverture du droit à pension de reversion en faveur des veuves de fonctionnaires et de militaires, p. 7401 (Document n° 11151).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 7648 (Document n° 11241).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lionel de Tinguy relative au régime des pensions des fonctionnaires de l'institut national de la statistique et des études économiques, anciens officiers, p. 7745 (Document n° 11246).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à compléter l'article 32 de la loi du 24 juillet 1950 relatif aux pensions de certains officiers, p. 7746 (Document n° 11265).

— Dépôt d'une proposition de M. Jacques Gresa tendant à l'extension aux retraités tributaires des lois du 20 septembre 1948 et 2 août 1949 des dispositions du décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950 portant attribution d'un complément de rémunération à titre de minimum garanti, p. 7834 (Document n° 11279).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté, p. 7855 (Document n° 11322).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à compléter les dispositions de l'article 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8724 (Document n° 11516).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à modifier les dispositions de l'article 36, paragraphe 1^{er}, de la loi n° 48-1450, du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8724 (Document n° 11517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Emile Hugues tendant à compléter les dispositions de l'article 48, paragraphe 5, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 8724 (Document n° 11518).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Coste-Floret tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 8797 (Document n° 11538).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gozard tendant à régulariser la fixation des droits à la retraite des anciens agents du service de l'assurance crédit d'Etat, p. 9039 (Document n° 11608).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Hamani Diori tendant à modifier l'article 42 de la loi du 20 septembre 1948 fixant les règles d'attribution des pensions civiles et militaires, p. 9039 (Document n° 11609).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, p. 9115 (Document n° 11617).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à accorder une pension proportionnelle à certains officiers de l'armée de l'air prématurément démobilisés en 1940, p. 9457 (Document n° 11727).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Le Coullaller tendant à modifier ou compléter les dispositions des articles 6, 25, 36, 61, 63, 64 et 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 9751 (Document n° 11780).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hélène tendant à étendre à tous les fonctionnaires de l'Etat le bénéfice des dispositions prévues à l'article 37 de la loi du 26 décembre 1948, relatif à la retraite des fonctionnaires de l'enseignement public, p. 1376 (Document n° 346).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 3962 (Document n° 10072).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à compléter l'article 8 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, p. 2724 (Document n° 697).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7146 (Document n° 11105).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Gresa tendant à inviter le Gouvernement à publier dans les moindres délais les décrets d'assimilation et les arrêtés d'échelonement dont la non-parution retarde la liquidation sur les bases de la péréquation, des pensions de certaines catégories de fonctionnaires retraités, p. 635 (Document n° 9070). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 1009 (Document n° 9169).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à faire paraître le règlement d'administration publique prévu par l'article 32 de la loi du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions du personnel de l'Etat, p. 5003 (Document n° 10339).

PERSONNELS COMMUNAUX ET DÉPARTEMENTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut sur: 1° le projet de loi tendant à autoriser l'octroi d'avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension aux personnels du service actif des égouts; 2° la proposition de loi de M. Charles Schauffler tendant à fixer l'âge d'ouverture du droit à pension pour le personnel du service des égouts (n° 8542, 6990, 7009, 8918), p. 635 (Document n° 9076). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: *Projet de loi tendant à accorder aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension*, p. 968.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 512 (Document n° 76). — Dépôt du rapport par M. Léo Hamon, p. 860 (Document n° 142). — Discussion, p. 734; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 737.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1966 (Loi n° 50-328 du 17 mars 1950, J. O. du 18 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à accorder aux personnels du service actif de la désinfection de la Ville de Paris le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950, p. 6108 (Document n° 10789).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à accorder au personnel de l'institut médico-légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnels du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, p. 7745 (Document n° 11250).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Biondi tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer strictement l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires et l'article 63 du décret du 5 octobre 1949 concernant les retraités des collectivités locales, p. 6528 (Document n° 10857). — Dépôt du rapport par M. Allonneau, p. 9458 (Document n° 11734).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Jaouen tendant à inviter le Gouvernement à abroger partie de la circulaire ministérielle n° 189/AD-3 du 23 septembre 1942, relative à certains versements aux employés des collectivités locales mis à la retraite, p. 617 (Document n° 127). — Dépôt du rapport par M. Lionel-Pélerin, p. 1156 (Document n° 265). — Discussion et adoption de la proposition de résolution, p. 1234.

Voir également à la rubrique précédente: *Pensions et retraites (Hôpitaux psychiatriques)*.

PERSONNELS D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Courant sur le régime des retraites appliqué aux fonctionnaires originaires de l'Inde française ayant exercé des fonctions en Indochine, p. 509 (Document n° 9034).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Defferre modifiant la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 en ce qui concerne les limites d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la caisse intercoloniale de retraites, p. 2941 (Document n° 9773).

RETRAITES POUR LA VIEillesse

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Boutawant sur le projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux demandeurs de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler (n° 3133), p. 7836 (Document n° 11288). — Adoption du projet de loi, p. 9606.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3374 (Document n° 901).

SAPREURS-PENSIONNÉS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Giraslet sur le projet de loi portant relèvement des pensions de sapreurs-pensionnés (n° 8882), p. 1389 (Document n° 3902). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Truffaut, p. 3545 (Document n° 9169). — Adoption du projet de loi, p. 3754.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1000 (Document n° 352). — Dépôt du rapport par M. Verdilla, p. 2446 (Document n° 333). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2684.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-982 du 12 avril 1950, J. O. du 16 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Touchard tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi sur la péréquation des pensions des sapeurs-pompiers de Paris, p. 3420 (Document n° 9909).

Perception. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 40.

Périodiques. — V. *Postes, télégraphes et téléphones (tarifs)*. — *Presse*.

Permis de pêche et de chasse. — V. *Chasse*. — *Pêche fluviale*.

Personnels civil et militaire. — V. *Fonctionnaires*. — *Pensions et retraites*.

Pétain (maréchal).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à mettre en liberté surveillée l'ex-maréchal Pétain, p. 2353 (Document n° 9710).

Pétitions (Assemblée nationale). — V. *Pouvoirs publics*.

Pétitions nos 149, 217, 245, 248 à 260, 262, p. 17, 48; 219, 263 à 272, p. 863; 218, 273 à 282, p. 2021; 284, 287, 288, 291 à 300, p. 2022; 406, 205, 240, 290, 302 à 318, p. 3422; 320 à 322, 325, 326, p. 4799; 327, 329 à 342, p. 5778; 323, 324, 328, 343 à 355, p. 7483; 242, 336, 356 à 374, p. 8986

Réponses des ministres, nos 126, 213, 234, p. 18; 160, 241, p. 869; 233, 234, 241, 244, p. 870; 246, 247 et 249, p. 871; 222, p. 2022; 238, 240, p. 2023; 248, 250, 255, 256, 258, p. 2024; 260, 262, 265, 266, 268, p. 2025; 218, 219, 231, 243, 249, 255, 267, p. 2425; 271, 275 à 277, p. 3426; 287, 288, 284 à 298, 300, p. 3428; 458, 245, p. 4729; 274, 279, p. 4800; 280, 282, 291, p. 4901; 244, 242, p. 5779; 292, 293, 310, 311, 313, p. 5780; 316 et 317, p. 5781; 106, 238, p. 7483; 275, 290, p. 7191; 302, 309, 317, 318, p. 7485; 320, 326, 327, 329, p. 7486; 332 à 335, p. 7487; 336, 339, 340, p. 7488; 416, 240, 265, p. 8987; 303, p. 8988; 306, 322, 342, 346, p. 8989; 350, p. 8990.

Pétitions (Conseil de la République). — V. *Pouvoirs publics*.

Pétitions nos 1, 2, 3, 25, 28, 29, 30, 32 et 33, p. 9; 26, 27, 31, 34 à 40, p. 1185; 41 et 42, p. 1186; 43 à 56, p. 2291.

Réponses des ministres nos 1, 2, 3, 29, 32, 33, p. 813; 27, 34, 40, p. 1932; 26, 39, p. 2556; 41, p. 2657; 35, 36, p. 3426; 52, 54, p. 3427.

Pétrole. — V. *Combustibles liquides et dérivés*. — *Interpellations*, nos 32, 289.

Pharmacie. — V. *Assurances sociales (frais médicaux et pharmaceutiques)*. — *Propriété industrielle*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Barrot sur la proposition de loi de M. Barrot tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut (n° 8654), p. 2414 (Document n° 9623) (rectificatif, p. 2523).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Badie tendant à modifier l'article 41 de la loi du 11 septembre 1941 concernant le contrôle des spécialités pharmaceutiques, p. 7531 (Document n° 11485).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud tendant à modifier et compléter la loi du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie et la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention, p. 2176 (Document n° 567).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 6189 (Document n° 10796).

Pierres précieuses. — V. *Diamant*.

Plan Marshall. — V. *Propriété immobilière*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 31, 43.

Pneumatiques. — V. *Interpellations*, n° 286. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 109 (Conseil de la République), n° 93.

Poissons. — V. *Exportations et importations*. — *Pêches maritime et fluviale*.

Police des chemins de fer. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Police d'Etat. — *Sûreté nationale*. — V. *Interpellations*, n° 23. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 1, 34 (Conseil de la République), nos 49, 96. — *Traitements (Intérieur)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux dispositifs d'alerte, p. 2329 (Document n° 9591).

— Dépôt d'un projet de loi valant et rendant applicables à l'Algérie les articles 8 et 9 de la loi du 27 novembre 1943 portant création d'un service de police technique, p. 4021 (Document n° 40108).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950, autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliaire, p. 7745 (Document n° 11260). — Dépôt du rapport par M. Fagon, p. 9247 (Document n° 14685).

Police féminine.

Assemblée nationale. — Discussion de la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence (nos 2201, 4049), p. 1538; adoption, au scrutin de la proposition de résolution, p. 1544.

Police municipale. — **Police judiciaire.** — V. *Préfecture de police*. — *Questions orales (Conseil de la République)*, nos 4, 61. — *Traitements (Intérieur)*.

Polioomyélite. — V. *Hôpitaux et établissements hospitaliers*.

Politique agricole du Gouvernement. — V. *Interpellations*, nos 147, 198, 260.

Politique générale du Gouvernement. — V. *Interpellations*, nos 69, 291. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 170.

Politique intérieure et extérieure du Gouvernement. — V. *Interpellations*, nos 164, 295, 297. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 89.

Politique scolaire du Gouvernement. — V. *Interpellations*, n° 42.

Politique sociale du Gouvernement. — V. *Interpellations*, n° 47.

Politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer. — V. *Interpellations*, nos 92, 180, 219. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 66.

Pommes à cidre. — V. *Agriculture (fruits et légumes)*. — *Exportations et importations*. — *Impôts (chiffre d'affaires, contribution indirectes)*.

Pommes de terre. — V. *Fruits et légumes*.

Pompes funèbres.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Schaff sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres (n° 7701), p. 4 (Document n° 9015). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cordonnier, p. 5968 (Document n° 10746).

Ponts. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 467. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général, routes, chemins et ponts)*.

Ponts et chaussées (service des). — V. *Budget 1950 (travaux publics)*. — *Traitements (travaux publics)*.

Pout charbon-acier. — V. *Interpellations*, nos 130, 149, 165, 203, 211. — *Questions orales (Conseil de la République)*, n° 68.

Population.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Prigent tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la métropole, p. 934 (Document n° 9151). — Dépôt d'un avis du conseil économique, p. 2522 (Document n° 9638). — Dépôt du rapport par M. Fernand Bouxom, p. 3902 (Document n° 10037). — Adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la métropole, de l'Algérie des départements et territoires d'outre-mer », p. 4459.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1600 (Document n° 401). — Dépôt du rapport par M. Pierre Villet, p. 1940 (Document n° 500). — Discussion, p. 2142. — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2143.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5967 (Loi n° 50-895 du 2 août 1950, J. O. du 3 août 1950).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Léo Hamon tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide, p. 213 (Document n° 213).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 2676 (Document n° 9677).

Ports maritimes et fluviaux. — V. *Interpellations*, n° 292. — *Marchandise (sécurité et hygiène)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 115, 184 (Conseil de la République), n° 19.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cordonnier tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, p. 7446 (Document n° 11110). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 7836 (Document n° 44315). — Adoption, p. 810.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3044 (Document n° 784). — Dépôt du rapport par M. Courrière, p. 3114 (Document n° 812). — Dépôt d'un avis de la commission de la marine par M. Léger, p. 3144 (Document n° 815). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3203.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9456 (Loi n° 50-1595 du 30 décembre 1950, J. O. du 31 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt prorogeant la disposition de l'article unique de la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 portant modification de l'article 24 de la loi n° 17-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de maintenance dans les ports, p. 5700 (Document n° 10669). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 6038 (Document n° 10772). — Adoption, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1532 du 29 septembre 1948 sur l'organisation du travail de maintenance dans les ports », p. 7302.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2761 (Document n° 715). — Dépôt du rapport par M. Abel-Durand, p. 3021 (Document n° 770). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Abel-Durand, p. 3045 (Document n° 786). — Discussion, p. 3048 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 3049.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 8261 (Document n° 11434). — Dépôt du rapport par M. René Schmitt, p. 9039 (Document n° 11636). — Adoption de la proposition de loi, avec modifications, p. 9472 (Loi n° 51-15 du 4 janvier 1951, J. O. du 6 janvier 1951).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à faire assurer la liaison téléphonique entre les ports bretons et les différents postes de météo régionaux afin de permettre l'affichage des avis de coups de vent et de tempêtes, p. 5002 (Document n° 10355). — Dépôt du rapport par M. Guiguen, p. 8060 (Document n° 11385); adoption, p. 8110.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi sur l'organisation du travail de maintenance dans les ports, p. 1145 (Document n° 9234).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Henneguelle tendant à étendre au personnel dockeur et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, p. 1610 (Document n° 9413).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à proroger pour 1951 la loi n° 48-1540 du 1^{er} octobre 1948 autorisant le ministre des travaux publics et des transports à subventionner certains travaux d'équipement des ports maritimes et de navigation intérieure, p. 9039 (Document n° 11604).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour entreprendre la démolition du plateau rocheux qui existe à l'entrée de la passe et construire un système de digues au port sardinier de Saint-Jean-de-Luz, p. 7481 (Document n° 11173).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à installer au port sardinier de Saint-Jean-de-Luz un système de signalisation, pour permettre aux bateaux de pêche et de la marine marchande de se réfugier dans la rade, p. 7648 (Document n° 11236) (rectificatif, p. 7747).

Possessions australes. — V. France d'outre-mer.

Postes diplomatiques et Consulaires. — V. Conventions internationales (partie Atlantique, relations diplomatiques).

Postes, télégraphes et téléphones. — V. Domaine de l'Etat (concessions de logements) et France d'outre-mer (textes généraux). — Impôts (recensés). — Interpellations, nos 49, 79, 252. — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Questions orales (Assemblée nationale), nos 114, 187. — Traitements, soldes et indemnités. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

AGENCES POSTALES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Krieger-Valrimont tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales, avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, p. 7970 (Document n° 11364).

COLIS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Monthion tendant à inviter le Gouvernement à accorder à titre exceptionnel la gratuité de l'envoi d'un colis aux soldats d'Indochine à l'occasion des fêtes de Noël, p. 7858 (Document n° 11326). — Dépôt du rapport par M. Fagon, p. 7971 (Document n° 11356).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour accorder des réductions de taxes aux expéditeurs de paquets-poste avion, de colis postaux avion et de mandats adressés à des militaires opérant en Indochine, p. 7970 (Document n° 11349).

FRANCHISE POSTALE

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Bialarana tendant à inviter le Gouvernement à instituer le bénéfice de la franchise postale en faveur des conseillers généraux pour la correspondance se rapportant à l'exercice de leurs fonctions, p. 960 (Document n° 195).

OBJETS DE CORRESPONDANCE

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Beauqueler sur le projet de loi relatif à la procédure de fixation des conditions d'admission des objets de correspondance dans le service postal (no 8888), p. 1389 (Document n° 9299). — La commission conclut à

une proposition de résolution, adoption avec le titre suivant: « Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire usage des pouvoirs qui lui sont reconnus par les articles 6 et 7 de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948 pour fixer par arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones les conditions d'admission des objets de correspondance de toute nature », p. 2387.

PERSONNEL

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy, tendant à l'attribution aux facteurs des postes, télégraphes et téléphones obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, p. 5420 (Document n° 10610). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 9189 (Document n° 11656).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélémy, tendant à la réalisation immédiate de la réforme du cadre des ouvriers d'Etat des postes, télégraphes et téléphones, p. 1115 (Document n° 9233).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Dagain, tendant à autoriser le ministre des postes, télégraphes et téléphones à statuer directement sur les demandes en décharge de responsabilité présentées par les comptables des postes, télégraphes et téléphones, p. 5289 (Document n° 10488).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barthélémy, tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes fixées pour l'accès des inspecteurs des postes, télégraphes et téléphones à l'indice 390, et contraires à la loi du 19 octobre 1946, p. 2962 (Document n° 10068).

RECOURSEMENTS POSTAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, p. 4648 (Document n° 10256).

TARIFS

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Durand-Réville, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française, tant dans l'Union française qu'à l'étranger, p. 812 (Document n° 163). — Dépôt du rapport par M. Lozéon, p. 1730 (Document n° 437). — Dépôt d'un avis de la commission de la France d'outre-mer par Mme Vialle, p. 2738 (Document n° 702). — Discussion, p. 2810; adoption, p. 2813.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bour, tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite du poids des journaux quotidiens affrécés à la première tranche du barème d'affranchissement, p. 6037 (Document n° 10767).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures susceptibles de favoriser la diffusion de la pensée française, tant dans l'Union française qu'à l'étranger, p. 8260 (Document n° 11435).

TÉLÉPHONE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Palewski, tendant à accorder une réduction de la redevance sur les abonnements téléphoniques et sur les taxes dues au titre des communications locales aux invalides de guerre, aux aveugles de guerre et aux aveugles de la Résistance, p. 6938 (Document n° 11032).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Pourmader, tendant à doter les communes rurales et les sections des communes qui en feront la demande de cabines téléphoniques aux frais de l'administration des postes, télégraphes et téléphones, p. 7146 (Document n° 11106).

Poudres et explosifs. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Edmond Michelet, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 8 août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs, p. 6937 (Document n° 10992).

Pouvoirs publics. — V. Députés (incompatibilités).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi tendant à la modification et à la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics (nos 6336, 8898), p. 69 (Document n° 8936). — Discussion, p. 133. — Adoption, au scrutin, avec modifications, p. 144 (rectificatif, p. 196). — Loi n° 50-9 du 6 janvier 1950, J. O. du 7 janvier 1950.

Préfecture de police. — V. Fonctionnaires (intégration). — Questions orales (Conseil de la République) n° 14.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont, tendant à inviter le Gouvernement à assurer à la police municipale le reclassement auquel elle a droit et à publier le statut spécial devant être appliqué aux gradés de la préfecture de police, p. 2853 (Document n° 9746).

Prefectures et sous-prefectures. — V. *Intérieur (ministère).* — *Pensions et retraites (personnels communaux).* — *Questions orales (Assemblée nationale), n° 62.*

Prélèvement exceptionnel. — V. *Impôts.*

Présidence du conseil des ministres. — V. *Interpellations n° 237.*

Assemblée nationale. — Démission du cabinet Georges Bidault, p. 5278. — Investiture de M. Henri Queuille, président du conseil désigné par le Président de la République; proclamation et politique du cabinet, p. 5308; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. Duclos, p. 5336. — Démission du cabinet Henri Queuille et investiture de M. René Pleven, président du conseil désigné par le Président de la République, p. 5368; adoption, au scrutin, d'une motion d'investiture présentée par M. François Mitterrand, p. 5383.

Conseil de la République. — Adoption de la proposition de résolution de M. Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à subordonner l'affichage des déclarations des présidents du conseil désignés à un vote des assemblées et seulement dans des cas exceptionnels (n°s 767 et 888, année 1949), p. 721.

Presse. — V. *Code d'instruction criminelle.* — *Code pénal.* — *Conseil supérieur de la presse et des journaux.* — *Interpellations n°s 8, 61, 84, 95, 112, 113, 124, 131, 217, 231, 245, 250, 315.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 99, 104 (Conseil de la République) n°s 11, 14, 35, 90.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Fernand Grenier sur les propositions de loi: 1° de M. Deixonne tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse; 2° de M. Thuillier tendant à compléter la loi du 1^{er} juillet 1949 relative aux publications destinées à la jeunesse (n°s 7744-7796), p. 2330 (Document n° 9601). — Dépôt d'un avis de la commission de l'éducation nationale par M. Farine, p. 5075 (Document n° 10366). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Fernand Grenier, p. 8880 (Document n° 11573). — Adoption d'une proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse », p. 9472.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3330 (Document n° 886).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 23 juillet 1881 sur la liberté de la presse, p. 1387 (Document n° 9291). — Attribution de compétence de commission pour l'examen: 1° de la proposition de loi de M. Mazuez tendant à faire déclarer incompatible avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique; 2° du projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (n°s 8852-9291), p. 2127; rejet, au scrutin, de la demande, p. 2129. — Dépôt du rapport par M. Minjoz, p. 4539 (Document n° 10224). — Dépôt d'un avis de la commission par M. Bichet, p. 6108 (Document n° 10787).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, p. 4648 (Document n° 10257). — Dépôt du rapport par M. Desson, p. 8645 (Document n° 11505). — Dépôt d'un avis de la commission de la justice par M. Minjoz, p. 8725 (Document n° 11528). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Desson, p. 9313 (Document n° 11695).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Minjoz sur le projet de loi modifiant l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881 (n° 6859), p. 8060 (Document n° 11369).

— Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 39 de la loi du 29 juillet 1881, p. 256 (Document n° 8975).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser la concurrence illégale apportée par les administrations publiques aux entreprises d'édition, librairies ou imprimeries, p. 2854 (Document n° 9751).

Prestations familiales. — V. *Allocations familiales.*

Prêts sur gages. — V. *Ventes à crédit.*

Primes et indemnités. — V. *Agriculture (blé).* — *Allocations familiales.* — *Code du travail (salaires).* — *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail).* — *Traitements, soldes et indemnités.* — *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Prisonniers et déportés. — V. *Assurances sociales (vieux travailleurs).* — *Capitiaux.* — *Fonctionnaires.* — *Interpellations n° 109.* — *Médaille des prisonniers.* — *Monnaie.*

Assemblée nationale. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion du rapport sur les propositions de loi: 1° de M. Darou tendant à établir le statut des réfractaires; 2° de M. Mouton tendant à établir un statut des réfractaires (n°s 6409-6898-6985), p. 3366; adoption, au scrutin, et fixation de la date de la discussion, p. 3367. — Discussion, p. 3788; adoption de la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi tendant à établir le statut du réfractaire », p. 3790.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1376 (Document n° 339). — Dépôt du rapport par M. Michel Iver, p. 1406 (Document n° 378). — Adoption d'une proposition de

résolution demandant à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1567.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4230 (Document n° 10173). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4429.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée, p. 1600. — Discussion de la proposition de loi, p. 1716. — Discussion, p. 1732; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1733 (rectificatif, p. 1812).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis, sur la proposition de loi, p. 4950 (Document n° 10324). — Dépôt du rapport par M. Darou, p. 5700 (Document n° 10662). — Discussion, p. 6554; adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi avec modifications, p. 6556 (rectificatif, p. 6940) (Loi n° 50-1027 du 22 août 1950, J. O. du 24 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert, tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n°s 6069, 6189, p. 1241 (Document n° 9260). — Discussion et adoption de la proposition de loi, p. 1524.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 856 (Document n° 172). — Dépôt du rapport par M. RADIUS, p. 124 (Document n° 297). — Discussion, p. 1259; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1260 (rectificatif, p. 1352).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3633 (Document n° 9940). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 3822 (Document n° 9987). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry, p. 3963 (Document n° 10663). — Adoption de la proposition de loi, avec modification, p. 4159 (Loi n° 50-729 du 24 juin 1950, J. O. du 27 juin 1950).

Assemblée nationale. — Arbitrage sur l'urgence de la discussion du rapport sur les propositions de loi: 1° de M. Mouton, établissant un statut spécial aux déportés du travail et à leurs ayants cause; 2° de M. Darou, établissant un statut des déportés du travail n°s 4597, 5428, 5919, p. 3363; adoption, au scrutin, de l'urgence, p. 3365; fixation, au scrutin, de la date de la discussion, p. 3366. — Discussion, p. 3782; adoption de la proposition de loi, après modification du titre « Proposition de loi établissant le statut des déportés du travail », p. 3787.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1376 (Document n° 340). — Dépôt du rapport par M. Aubergier, p. 1466 (Document n° 378). — Adoption d'une proposition de résolution demandant à l'Assemblée de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 1567.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 4230 (Document n° 10172). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4430.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée, p. 1600. — Dépôt du rapport par M. Héline sur la proposition de loi, p. 1684 (Document n° 427). — Discussion, p. 1701, 1708; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, après modification du titre: « Proposition de loi établissant le statut des requis pour le service du travail obligatoire en Allemagne », p. 1716 (rectificatif, p. 1812).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 4950 (Document n° 10321). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 5700 (Document n° 10661). — Discussion, p. 6551; suite de la discussion, p. 6741; reprise du titre adopté en première lecture et rejet, au scrutin, de la proposition de loi, p. 6717.

Assemblée nationale. — Adoption des propositions de résolution 1° de M. Emile-Louis Lambert tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les mesures nécessaires pour obtenir une indemnité compensatrice du travail effectué par les déportés résistants et politiques, pour le compte des particuliers et des institutions publiques ou privées de l'Etat allemand et à réaliser l'internationalisation de principaux camps de concentration d'Allemagne; 2° de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à intervenir auprès des autorités d'occupation pour que soient sauvegardés les vestiges des camps de concentration nazis afin d'honorer leurs martyrs et de flétrir la barbarie hitlérienne, n°s 6884, 8290, 8717, p. 4159 (rectificatif, p. 4258).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi, et déterminant les droits de leurs ayants cause, p. 7090 (Document n° 11090) (rectificatif, p. 9395). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Forcinal établissant le statut du travailleur déporté, p. 7450 (Document n° 11168). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 8798 (Document n° 11551).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Genest tendant à accorder aux déportés et internés politiques le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948, p. 7835 (Document n° 11303). — Dépôt du rapport par M. Genest, p. 9453 (Document n° 11737).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Roger Roucaute tendant à modifier la loi n° 45-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la résistance, p. 8879 (Document n° 11565).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mouton tendant à inviter le Gouvernement à inscrire, dans le budget de 1951, un crédit de 5 milliards pour réaliser la deuxième tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre, p. 7648 (Document n° 11240). — Dépôt du rapport par M. Touraé, p. 8798 (Document n° 11558).

Privilèges sociaux et fiscaux. — V. *Code de commerce.*

Privilège du Trésor. — Impôts.

Prix. — V. Agriculture (blé). — Interpellations nos 5, 133, 139, 302, Questions orales (Assemblée nationale) n° 16 (Conseil de la République) nos 8, 43, 82, 83.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Courant, sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique (nos 8299), p. 9116 (Document n° 11628).

Production agricole. — V. Agriculture. — Impôt (chiffre d'affaires). — Questions orales (Assemblée nationale) n° 89 (Conseil de la République) n° 37.

Produits laitiers. — V. Agriculture (lait).

Produits oléagineux. — V. Corps gras, huiles et plantes oléagineuses.

Produits d'origine végétale. — V. Boissons.

Produits d'outre-mer. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Produits pharmaceutiques. — V. Pharmacie.

Produits radioactifs. — V. Radio-éléments artificiels.

Programme aérien. — V. Armées de l'air et de mer (constructions).

Projets et propositions de loi. — V. Assemblée nationale (scrutin). — Lois.

Propagande. — V. Associations et groupements.

Propriété. — V. Spoliation.

Propriété artisanale. — V. Loyers (baux commerciaux).

Propriété commerciale. — V. Loyers (baux commerciaux).

Propriété foncière. — V. Algérie (organisation judiciaire);

Propriété immobilière. — V. Assurance de toute nature. — Hypothèques. — Loyers (locaux).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'aide à la construction, p. 6037 (Document n° 10760). — Dépôt du rapport de M. Charles Barangé, p. 6234 (Document n° 10824). — Dépôt d'un avis de la commission de la reconstruction par M. Siefridt, p. 6529 (Document n° 10866). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 6523 (Document n° 10855). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 6599 (Document n° 10877). — Discussion, p. 6654; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 6664 (rectificatifs, 6940, 7021).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2629 (Document n° 670). — Rapporteur, M. Courrière, et discussion, p. 2630; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2634.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772. (Loi n° 50-951 du 8 août 1950, J. O. du 13 août 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray, tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai l'article du 2 août 1950 pris en application de la loi n° 50-854 du 11 juillet 1950 relative au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (prêts et garanties, primes à la construction), p. 7023 (Document n° 11081). — Dépôt du rapport par M. Coudray, p. 7836 (Document n° 11296). — Adoption, p. 8411.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux plus-values apportées aux immeubles à la suite de travaux effectués par le propriétaire, p. 236 (Document n° 8972).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jaquet, tendant à améliorer les modalités de calcul de l'indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique et à faciliter la reconstruction des immeubles propriétés, p. 162 (Document n° 8947).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier, portant révision des cessions de droits à indemnité de sinistres immobiliers, p. 866 (Document n° 9122).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Crouzier, tendant à permettre la révision des cessions de droits à indemnités immobilières dommages de guerre, p. 934 (Document n° 9132).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bruyneel, portant révision des cessions de droits à indemnité de sinistres immobiliers, p. 953 (Document n° 9154).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bardoux, tendant à permettre l'acquisition d'immeubles inachevés ou partiellement détruits abandonnés, p. 4371 (Document n° 10187).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Bardoux, sur la propriété immobilière, p. 4443 (Document n° 10201).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Guitton, tendant à proroger les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 relatives à la réquisition d'usage des immeubles nécessaires au fonctionnement des administrations et services publics sinistrés, p. 7375 (Document n° 11441).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Coudray, tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2963 du 31 décembre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté prévu à l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946, p. 3023 (Document n° 9795).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à aménager le mode d'évaluation des immeubles, p. 6936 (Document n° 10978).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Heline, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi organisant sur de nouvelles bases la politique d'accession à la petite propriété, p. 22 (Document n° 13).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Brizard, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall, p. 953 (Document n° 191). — Dépôt d'un rapport de Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, sur les propositions de résolution: 1° de M. Debré, relative à une politique du logement; 2° de MM. Brizard et Rochereau, tendant à inviter le Gouvernement à réserver à la reconstruction et à la construction d'immeubles neufs une beaucoup plus large part des fonds provenant de l'aide Marshall (nos 820, année 1949 et 191, année 1950) p. 1183 (Document n° 273).

Propriété industrielle. — V. Budget de 1950 (loi de finances). — Conventions internationales. — Institut national de la production industrielle.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Palewski, sur le projet de loi relatif aux brevets d'invention ayant appartenu à des ressortissants allemands (n° 7613), p. 3087 (Document n° 9804). — Adoption du projet de loi, p. 4389.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1876 (Document n° 473). — Adoption d'une résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ledit projet de loi, p. 2872.

Assemblée nationale. — Transmission de la résolution, p. 7745 (Document n° 11273). — Adoption de la proposition de résolution, p. 7820.

Conseil de la République. — Communication de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 2938. — Dépôt du rapport par M. Morcilhac sur le projet de loi, p. 2988 (Document n° 749). — Dépôt d'un avis de la commission de la production industrielle par M. Armengaud, p. 2988 (Document n° 750). — Discussion, p. 3086; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 3090.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 8646 (Document n° 11511).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Palewski, sur: 1° le projet de loi modifiant et complétant la loi du 5 juillet 1944 sur les brevets d'invention et instituant des licences dites « licences obligatoires »; 2° la proposition de loi de M. Armengaud, sénateur, instituant des licences obligatoires d'exploitation des brevets d'invention (nos 4387-4332), p. 3087 (Document n° 9806). — Dépôt d'un avis de la commission de la famille par M. Gallet, p. 5290 (Document n° 10486).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la fixation du taux des taxes perçues en matière de propriété industrielle, p. 7970 (Document n° 11345). — Dépôt du rapport par M. Jules-Julien, p. 8798 (Document n° 11548).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Regaudie, tendant à reprendre en ce qui concerne les compositions pharmaceutiques certaines dispositions que la loi du 5 juillet 1944, modifiée par l'acte dit loi du 27 janvier 1944, sur les brevets d'invention, p. 3314 (Document n° 9855).

Propriété littéraire et artistique.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Garaudy, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains (n° 4221), p. 9752 (Document n° 11794).

Protection des animaux. — V. Code pénal.

Protection nationale. — V. Conseil de la République (commission).

Protection des végétaux. — V. Agriculture. — Chasse.

Prothèse et orthopédie. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Publications. — V. France d'outre-mer (Océanie). — Presse.

Publicité. — V. Affichage. — Boissons.

Pupilles de la nation. — V. Enfance (protection de l').

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de Mlle Weber sur la proposition de loi de Mlle Weber tendant à exonérer tous les pupilles de la nation des droits d'inscription et d'examen (n° 8896), p. 4640 (Document n° 9415). — Dépôt d'un avis de la commission des Finances par M. Simonet, p. 3768 (Document n° 9978).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le départ gratuit en colonie de vacances — voyage et séjour

compris — des orphelins pupilles de la nation dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande et pour les pupilles de la nation se rendant individuellement en vacances. p. 4382 (Document n° 10191). — Dépôt du rapport par M. Mouton, p. 4797 (Document n° 10280). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication par Mme Chevrin, p. 5125 (Document n° 10387).

Q

Questions orales (Assemblée nationale).

1^o MINISTÈRE GEORGES BIDAULT

1. — *Présomption de tentative d'assassinat par un commissaire de police.* — Question posée en 1949 par M. Robert Ballanger à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 418.
2. — *Expulsion de Nord-Africains au Raincy.* — Question posée en 1949 par M. Robert Ballanger à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 418.
3. — *Abrogation de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 419.
4. — *Application des dispositions de l'article 27 de la loi du 5 avril 1916 sur le dégageant des cadres.* — Question posée en 1949 par M. Edmond Michelet à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées, p. 419.
5. — *Crimes de guerre au Viet-Nam.* — Question posée en 1949 par M. Alain Signor à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 420.
6. — *Expropriation de terrains au Maroc.* — Question posée par M. Jean-Marie Bouvier-O'Collereau à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (marine) et réponse du secrétaire d'Etat, p. 598.
7. — *Remboursement de pénalités injustement exigées.* — Question posée par M. Paul Anxionnaz à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 596.
8. — *Attribution de matière première à la monnaie.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 596.
9. — *Organisation financière des offices d'habitations à bon marché.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 597.
10. — *Infirmerie spéciale du dépôt.* — Question posée par M. Marcel Polimbœuf à M. le ministre de la justice; réponse du vice-président du conseil, p. 597.
11. — *Débauchage des Malgaches dans les entreprises publiques.* — Question posée par M. Charles Benoist à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du ministre, p. 598.
12. — *Relations ferroviaires entre l'Indre et la Vienne.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre des travaux publics et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 598.
13. — *Protection du site de la vallée de Cauterets.* — Question posée à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 969.
14. — *Régime et traitement infligé à certains condamnés malgaches.* — Questions posées par M. Charles Benoist à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du ministre, p. 970.
15. — *Usage des commandements adressés aux contribuables.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 970.
16. — *Prix de l'alcool réquisitionné.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le secrétaire d'Etat aux finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 970.
17. — *Attribution de la Légion d'honneur, à titre militaire, à un administrateur en chef des colonies, pendant la rébellion de Madagascar.* — Question posée par M. Jules Castellani à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du ministre, p. 971.
18. — *Protestation contre une mesure de grâce accordée à un tortionnaire de la Gestapo.* — Question posée par M. Henri Thamier à M. le ministre de la justice, p. 475; réponse du ministre, p. 1220.
19. — *Mesures de grâce en faveur d'un tortionnaire de la Gestapo.* — Question posée par M. Henri Thamier à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 1220.
20. — *Situation d'une employée du centre de réforme de Nice.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des anciens combattants et réponse du ministre, p. 1221.
21. — *Montant des frais de perception de l'impôt de 5 p. 100 au titre des gens de maison.* — Question posée par M. Henri Lespès à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 1222.
22. — *Situation de certains Français propriétaires d'un dépôt d'or en Grande-Bretagne.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances, p. 1222.

23. — *Retenues opérées sur le salaire de certains fonctionnaires à la suite de la grève des 14 et 15 janvier 1949.* — Question posée par M. René Kuehn à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 1223.

24. — *Importation de vins étrangers.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre de l'agriculture et réponse du ministre, p. 1223.

25. — *Demande d'agrément de l'institut de culture ouvrière Marly-le-Roy.* — Question posée par Mlle Marie-Madeleine Di-mes à M. le secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, p. 475; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1223.

26. — *Statut du personnel des inspections académiques.* — Question posée par M. Jean-Louis Tinaud à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 1435.

27. — *Restitution par les banques allemandes des dépôts effectués, pendant l'occupation, par des entreprises mosellanes.* — Question posée par M. Alfred Krieger à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1435.

28. — *Situation de certains fonctionnaires des territoires d'outre-mer atteints par la limite d'âge.* — Question posée par M. Pie Ségelle à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1436.

29. — *Application de la règle de cumul pour des traitements versés en Allemagne.* — Question posée par M. Pierre Montel à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 1436.

30. — *Approvisionnement de l'intendance militaire en vin étranger.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre de la défense nationale et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2142.

31. — *Application de la loi française aux travailleurs des établissements dépendant des services du plan Marshall.* — Question posée par M. André Mercier à M. le ministre du travail et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 2143.

32. — *Français détenus à la prison de San Miguel et Los Reyes en Espagne.* — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre des affaires étrangères et réponse du ministre, p. 2144.

33. — *Congés de longue durée pour tuberculose localisée et pulmonaire.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de l'information et réponse du ministre, p. 2145.

34. — *Statut de la police de la route.* — Question posée par M. Paul Theetten à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2145.

35. — *Impôt cédulaire sur certains bons de caisse.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2145.

36. — *Indemnité de cherté de vie des pensionnés d'outre-mer.* — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2718.

37. — *Licenciements opérés dans la région pyrénéenne par la direction de l'Electricité de France.* — Question posée par M. Charles d'Aragon à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2719; réponse du ministre, p. 2719.

38. — *Liquidation des pensions des vieux travailleurs et des nominalement faibles.* — Question posée en 1949 à M. le ministre du travail par M. André Mercier (Oise) et réponse du ministre, p. 2719.

39. — *Fermeture de maisons de cure pour tuberculose, à Bricon.* — Question posée par M. Gaston Julian à M. le ministre de la santé publique, p. 1498; réponse du ministre, p. 2720.

40. — *Percepteurs menacés d'expulsion.* — Question posée par M. Albert Aubry à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2721.

41. — *Régime fiscal de la ville de Menton.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2722.

42. — *Droits de mutation par décès.* — Question posée par M. Marie Bouvier-O'Collereau à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2723.

43. — *Répartition des crédits du plan Marshall en 1949.* — Question posée par M. Paul Theetten à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 2723.

44. — *Réduction de l'assiette de la patente des exploitants de blissements saisonniers.* — Question posée par M. Georges Couderc à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 2723; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2723.

45. — *Accident d'auto de Sains-les-Bains.* — Question posée par M. André Barthélemy à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 3059.

46. — *Catastrophe aérienne des Açores.* — Question posée par M. Henri Lespès à M. le ministre des travaux publics et réponse du ministre, p. 3060.

47. — *Contrat de vente en matière de vin.* — Question posée par M. Antonin Gros à M. le ministre de la justice et réponse du ministre, p. 3061.

48. — *Nominations d'auditeurs à la cour des comptes.* — Question posée par M. Jean Biondi à M. le président du conseil et réponse du ministre d'Etat, p. 3061.

49. — *Nombre de directeurs dans les ministères.* — Question posée par M. Robert Bruyneel à M. le ministre d'Etat, chargé de la fonction publique, et réponse du ministre, p. 3061.

50. — *Application de l'article 7 ter du code général des impôts directs (bénéfices industriels et commerciaux).* — Question posée par Mme Germaine Peyrolès à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 3062.

51. — *Réintégration de fonctionnaires malgaches licenciés.* — Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du ministre, p. 3331.

52. — *Opinions politiques de l'officier.* — Question posée par M. Pierre Villon à M. le ministre de la défense nationale et réponse du ministre, p. 3332.

53. — *Maintien du niveau artistique des théâtres nationaux et des grands théâtres de province.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 2356; réponse du ministre, p. 3651.

54. — *Bilan pour 1949 concernant les recettes, les dépenses et le nombre des bénéficiaires de l'allocation-logement.* — Question posée par M. Gabriel Citerne à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1009; réponse du ministre, p. 3652.

55. — *Attribution des logements dits I. S. A. J. de Saint-Ouen.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 3653.

56. — *Licenciement de personnel du bazar de l'Hôtel de Ville.* — Question posée par Mme Denise Gimollin à M. le ministre du travail et réponse du ministre, p. 3653.

57. — *Arrêté d'expulsion contre un marin grec et les suites qu'il comporte.* — Question posée par Mme Denise Bastide à M. le ministre des affaires étrangères, p. 2167; réponse du secrétaire d'Etat l'intérieur, p. 3654.

58. — *Expulsion illégale d'une famille de la tribu des Abaziz par l'administrateur de Djelfa (Algérie).* — Question posée par M. Pierre Veyet à M. le ministre de l'intérieur, p. 1645; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3655.

59. — *Protestations contre l'attitude de la police lors de la réunion des associations d'anciens combattants des Alpes-Maritimes le 25 mars 1950.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le président du conseil, p. 2757; réponse du ministre d'Etat, p. 4180.

60. — *Déplacement de forces de police à propos de la comparution devant le tribunal correctionnel de sept mentonnais.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de l'intérieur, p. 2757; réponse du ministre d'Etat, p. 4180.

61. — *Manifestation organisée par l'union de la jeunesse républicaine de France à Nice.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de la justice, p. 3296; réponse du ministre, p. 4181.

62. — *Refus, par certains préfets, de convoquer des membres de chambre d'agriculture de l'Allier, déçus de leur fonction en agriculture.* — Question posée par M. Marcel Pouyet à M. le ministre de l'agriculture, p. 3428; réponse du ministre, p. 4181.

63. — *Délais et tracé prévus pour le rétablissement de la ligne d'Éggarande.* — Question posée par M. Camille Laurens à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 3024; réponse du ministre, p. 4572.

64. — *Prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation.* — Question posée par M. Joseph Denais du Rau à M. le ministre des finances et des affaires économiques et réponse du secrétaire d'Etat, p. 4573.

65. — *Remboursement de l'impôt cédulaire perçu sur les arrérages trimestriels de pension aux retraités de l'Etat domiciliés en Algérie.* — Question posée par M. Raoul Borra à M. le ministre des finances, p. 3295; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4574.

66. — *Régime fiscal des jetons de présence des administrateurs des sociétés anonymes.* — Question posée par M. Edouard Drepreux à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 4574.

67. — *Répartition des avais accordés par le territoire du Sénégal aux coopératives de production et de consommation.* — Question posée par M. Léopold-Sédar Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 71 (rectificatif, p. 220); réponse du ministre, p. 4574.

68. — *Revenu des immeubles habités par leur propriétaire.* — Question posée par M. Hubert Lefèvre-Pontalis à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat, p. 4575.

69. — *Conditions requises en vue des inscriptions sur les listes électorales, au Sénégal.* — Question posée par M. Léopold-Sédar Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1094; réponse du ministre, p. 4575.

70. — *Retard apporté au jugement des criminels de guerre d'Oran-sur-Glane.* — Question posée par M. Alphonse Denis à M. le ministre de la défense nationale, p. 2790; réponse du ministre, p. 4911.

71. — *Verdict du tribunal militaire de Lyon condamnant l'ancien chef de la Gestapo de Bourges.* — Question posée par M. Marcel Drepreux à M. le ministre de la défense nationale, p. 3667; réponse du ministre, p. 4911.

72. — *Femme d'un citoyen exécuté à la Libération pour faits de collaboration.* — *Prétention au droit de pension de veuve de guerre.* — Question posée par M. Marcel Pouyet à M. le ministre des anciens combattants, p. 3428; réponse du ministre de la défense nationale, p. 4912.

73. — *Demande de transfert des services de la justice de paix de Neuilly-sur-Seine dans les locaux de l'hôtel de ville.* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de l'intérieur, p. 4374; réponse du secrétaire d'Etat, p. 4913.

74. — *Fermelure du centre de formation professionnelle accélérée du bâtiment de Montauban.* — Question posée par M. Pierre Jage à M. le ministre du travail, p. 3624; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 4913.

75. — *Décision de la commission des sites de supprimer une usine qui enlaidit le site et qui n'a pas été autorisée à y porter son exploitation.* — Question posée par M. Yves Péron à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 4147; réponse du ministre, p. 5209.

76. — *Entretien et amélioration des routes nationales dans la traversée des villes de Nantes, le Mans et Châteauroux.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 163; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5732.

77. — *Amélioration du trafic sur la ligne Le Blanc-Saibris.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 5273; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5733.

78. — *Licenciements dans les mines françaises de wolfram.* — Question posée par M. Gérard Jouve à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 5076; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5734.

79. — *Tarif des honoraires des experts en ce qui concerne la fixation de la surface corrigée.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de la justice, p. 4217; réponse du ministre, p. 6150.

80. — *Pollution saisonnière des sources alimentant la ville de Châteauroux.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre de la santé publique, p. 941.

81. — *Dispense de service actif des fils aînés des familles nombreuses.* — *Application.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre de la défense nationale, p. 1395.

2° MINISTÈRE HENRI QUEUILLE

82. — *Conséquences financières du plan de défense collective de la zone couverte par le traité de l'Atlantique-Nord sur les budgets présents et futurs.* — Question posée par M. Charles Serre à M. le ministre de la défense nationale, p. 5353; réponse du ministre, p. 6151.

3° MINISTÈRE RENÉ PLEVEN

83. — *Accident du passage à niveau de la gare de Saint-Amour.* — Question posée par M. Henri Bourbon à M. le ministre des travaux publics, p. 5386; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5733.

84. — *Discrimination raciale par certains hôtels de Paris.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le président du conseil, p. 5635; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5734.

85. — *Importation des huiles d'olive d'Espagne.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de l'agriculture et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 5735.

86. — *Officiers d'active, intégrés sur la base F. F. I., anciens fonctionnaires titulaires de l'Etat, temps passé dans l'administration ne comptant pas dans le décompte de leur temps de service pour l'attribution des soldes progressives.* — Question posée par M. Auguste Mudry à M. le ministre de la défense nationale, p. 5386; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 5736.

87. — *Porteurs de fonds serbes.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 6149.

88. — *Porteurs français de certains emprunts étrangers.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 6149.

89. — *Extension au vin et à l'alcool de la taxe sur les produits agricoles.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 6149.

90. — *Domiciliation obligatoire des effets de commerce et billets d'ordre.* — Question posée par M. Edmond Michelet à M. le ministre des finances et réponse du ministre du budget, p. 6150.

91. — *Protection contre les fraudes en matière de fromages.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de l'agriculture et réponse du ministre, p. 6151.

92. — *Situation des vieux travailleurs des professions agricoles.* — Question posée par M. André-François Mercier à M. le ministre de l'agriculture, p. 5579; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6151.

93. — *Cumul des retraites et salaires.* — Question posée par Mme Poinso-Chapuis à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6639.

94. — *Recette budgétaire que produirait l'assujettissement de la taxe proportionnelle de 48 p. 100 aux traitements et salaires.* — Question posée par M. Joseph Denais à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6639.

95. — *Fonctionnaire du cadre des contributions diverses en service à la Guadeloupe intégré, dans le cadre de contrôleur principal de 2^e classe des contributions indirectes.* — Question posée par M. Rosan Girard à M. le ministre des finances, p. 5124; réponse du secrétaire d'Etat, p. 6639.
96. — *Producteurs de lait du Boréon (Alpes-Maritimes).* — Question posée par M. Virgile Barel et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6640.
97. — *Ravitaillement en eau d'une agglomération dangereusement compromise par les activités d'une distillerie traitant la betterave à sucre dans les environs de Châteauroux.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre de l'agriculture, p. 5422; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6640.
98. — *Application de l'article 30 de la loi du 8 mars 1949 sur les modifications d'intérêts aux emprunts des offices d'habitations de la ville de Paris et du département de la Seine.* — Question posée par M. Edouard Depreux à M. le ministre de la reconstruction et réponse du ministre, p. 6640.
99. — *Situation d'un journal de Guinée au regard de la législation sur la presse.* — Question posée par M. Yacine Diallo à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 6641.
100. — *Exécution d'un mandat d'arrêt lancé le 8 août 1950 contre un ancien député, actuellement secrétaire général d'une organisation politique de jeunesse.* — Question posée par M. Louis Michaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 7025; réponse du secrétaire d'Etat, p. 7035.
101. — *Suppression des passages à niveau des lignes de chemins de fer coupant des routes nationales.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des travaux publics, p. 5422; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7063.
102. — *Conditions du trafic sur la ligne Dijon-Dôle par autorails.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 5705; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7064.
103. — *Production laitière dans les Alpes-Maritimes.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7065.
104. — *Interdiction d'entrée en France du quotidien « L'Unita », organe central du parti communiste italien.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre de l'information, p. 5705; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 7066.
105. — *Ancien député qui aurait été mandaté, par le Gouvernement, pour engager des pourparlers avec Ho-Chi-Minh.* — Question posée par M. Louis Michaud à M. le ministre de la défense nationale, p. 6317; retrait, p. 7315.
106. — *Insuffisance de crédits alloués pour les bourses d'enseignement dans le département des Doubs et le territoire de Belfort.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7025; réponse du ministre, p. 7429.
107. — *Accidents mortels au passage à niveau de Langon (Loir-et-Cher).* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre des travaux publics, p. 7091; réponse du ministre, p. 7431.
108. — *Négociations relatives à la vente à l'étranger de nos excédents d'alcool et fin du régime du carburant « essence-alcool ».* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 7230; réponse du ministre, p. 7431.
109. — *Approvisionnement des commerçants en pneumatiques d'automobiles et de camions.* — Question posée par M. Pierre Pourmader à M. le ministre de l'industrie, p. 7349; réponse du ministre, p. 7628.
110. — *Facilités pour le règlement de la surtaxe progressive par certains contribuables.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre des finances, p. 7025; réponse du ministre, p. 7629.
111. — *Prémobilisation des titres des sinistrés visés à l'article 4 de la loi n° 50-631 du 2 juin 1950 (dommages de guerre).* — Question posée par M. Georges Coudray à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 7025; réponse du ministre, p. 7631.
112. — *Licenciement de fonctionnaires du contrôle économique.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le président du conseil, p. 7151; réponse du ministre des finances, p. 7631.
113. — *Etablissement de barèmes différents, en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices agricoles pour la viticulture dans les trois régions du département des Bouches-du-Rhône.* — Question posée par M. Lucien Lambert à M. le ministre des finances, p. 7296; réponse du ministre, p. 7632.
114. — *Bénéfice de la gratuité du logement dans les immeubles de l'Etat à certains fonctionnaires des postes.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des finances, p. 7405; réponse du ministre, p. 7633.
115. — *Accord intervenu entre Paris et Washington concernant les ports de Bordeaux et de La Pallice.* — Question posée par M. Marc Dupuy à M. le président du conseil, p. 7595; réponse du secrétaire d'Etat, p. 7874.
116. — *Non application aux travailleurs de l'industrie hôtelière du décret qui fixe le salaire minimum interprofessionnel national garanti.* — Question posée par M. André Mercier (Oise) à M. le ministre du travail, p. 7466; réponse du secrétaire d'Etat, p. 7875.
117. — *Exportation des fromages.* — Question posée par M. Gérard Jouve à M. le ministre de l'agriculture et réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 7876.
118. — *Renseignements demandés sur la moralité et la compétence des candidats à l'un des postes de l'enseignement public par l'inspection académique du Doubs et du territoire de Belfort.* — Question posée par M. Pierre-Henri Teitgen à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7401; réponse du ministre, p. 7876.
119. — *Expulsion du Maroc d'un membre de l'Assemblée de l'Union française.* — Question posée par M. Jean Pronleau à M. le ministre des affaires étrangères, p. 7488; réponse du ministre, p. 7878.
120. — *Bénéfices forfaitaires. — Réduction du montant des pertes subies par les exploitants agricoles du canton de Segré (Maine-et-Loire).* — Question posée par M. Georges Morand à M. le ministre des finances, p. 7349; réponse du ministre du budget, p. 7879.
121. — *Mise en service de la prolongation de la ligne de métro « Porte de Saint-Ouen » à « Saint-Denis, carrefour Pleyel ».* — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 7593; réponse du ministre, p. 7879.
122. — *Achat de quatre hélicoptères par une société privée de financement par le département des Alpes-Maritimes.* — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des finances, p. 7536; réponse du ministre du budget, p. 7880.
123. — *Accident de chemin de fer du 13 novembre sur la ligne Paris-Saint-Lazare-Versailles.* — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 7750; réponse du ministre, p. 8119.
124. — *Négociation sur la révision des accords de Paris en ce qui concerne le cinéma.* — Question posée par M. André Piénard à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 7405; réponse du secrétaire d'Etat, p. 8119.
125. — *Différence du prix des pommes de terre pour les planteurs de la vallée de la Saône entre la récolte de 1949 et celle de 1950.* — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre de l'agriculture, p. 7650; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 8120.
126. — *Application de la pénalité de 10 pour 100 sur les impôts pour les cultivateurs qui ont livré depuis trois mois leurs récoltes aux organismes stockeurs qui n'ont pas encore réglé ces livraisons.* — Question posée par M. Paul Billat à M. le ministre des finances, p. 7650; réponse du ministre, p. 8332.
127. — *Report des recouvrements de 1950 avec ceux de 1951 aux exploitants agricoles pouvant justifier d'au moins 30 p. 100 de culture agricole.* — Question posée par M. Eugène Montagnier à M. le ministre des finances, p. 7840; réponse du ministre, p. 8332.
128. — *Sursis accordé jusqu'en 1954 pour l'expulsion des locataires de bonne foi.* — Question posée par M. Louis Rollin à M. le ministre de l'intérieur, p. 7896; réponse du secrétaire d'Etat, p. 8333.
129. — *Suppression de la chambre des métiers de Vendôme.* — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 7840; réponse du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, p. 8334.
130. — *Enquête sur l'accident de chemin de fer du 13 novembre sur la ligne Paris-Saint-Lazare-Versailles.* — Question posée par M. Edouard Bonnefous à M. le ministre des travaux publics, p. 8155; réponse du ministre, p. 8335.
131. — *Promesse d'indemnisation immédiate aux sinistrés brestois de leurs sinistres mobiliers.* — Question posée par Mme Marie Lambert à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 7296; réponse du ministre, p. 8336.
132. — *Interdiction aux propriétaires, louant leurs immeubles des économiquement faibles, d'appliquer les augmentations prévues par la loi du 1^{er} septembre 1948.* — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le président du conseil, p. 7975; réponse du ministre de la reconstruction, p. 9151.
133. — *Préjudice causé aux propriétaires logeant des économiquement faibles en raison de la non-application de l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre de la reconstruction, p. 8453; réponse du ministre, p. 9151.
134. — *Blocage des recettes obtenues par la parution des films français dans les trois zones occidentales d'occupation en Allemagne.* — Question posée par M. René Thuillier à M. le ministre des affaires étrangères, p. 7650; réponse du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce, p. 9152.
135. — *Pollution des eaux par une distillerie à Châteauroux.* — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 8171; réponse du ministre, p. 9152.
136. — *Jugement de la cour d'assises de la Loire-Inférieure.* — Question posée par M. Vincent de Moro-Giafferri à M. le ministre de la justice, p. 8726; réponse du ministre, p. 9153.
137. — *Non-application de la circulaire du 29 septembre 1943 relative à la délivrance des certificats de vie.* — Question posée par M. Fernand Bouxom à M. le ministre de l'intérieur, p. 8453; réponse du secrétaire d'Etat, p. 9155.
138. — *Écoles maternelles légales prévues dans les communes de plus de 2.000 habitants.* — Question posée par Mlle Marcelle Rumeau à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7650; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 9155.
139. — *Attribution de bourses nationales de cours complémentaires en Seine-et-Oise.* — Question posée par M. Robert Ballanger à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 9156.

140. — Application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires. — Question posée par M. Roger Duveau à M. le ministre des finances et réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 9156.

141. — Méthode d'application et d'exposition utilisée par un professeur agrégé d'histoire de Lyon. — Question posée par M. Julien Ahrhold à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 7840; réponse du ministre, p. 9406.

142. — Discriminations raciales en ce qui concerne les salaires, les accessoires et avantages sociaux pour les ouvriers locaux de l'arsenal de Diego-Suarez. — Question posée par M. Roger Duveau à M. le secrétaire d'Etat aux forces armées (marines), p. 6530; réponse du secrétaire d'Etat, p. 9497.

143. — Accès au parc de Versailles. — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 9497.

144. — Avis défavorable à une demande de gérance de bureau de tabac à certaines personnes en raison de leur appartenance politique. — Question posée par M. Edmond Castera à M. le ministre de l'intérieur, p. 8062; réponse du secrétaire d'Etat, p. 9498.

145. — Majoration de 10 p. 100 appliquée à des assujettis au prélèvement exceptionnel ayant présenté des demandes de dégrèvement. — Question posée par M. Hubert Ruffe à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 8172; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 9498.

146. — Pourcentage approximatif des ventes sans facture par rapport au chiffre d'affaires général. — Question posée par M. Marcel Poincheval à M. le ministre du budget, p. 9040; réponse du ministre, p. 9498.

147. — Actes de discrimination raciale dans certains territoires d'outre-mer. — Question posée par M. Joseph Dumas à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 8802; réponse du ministre, p. 9499.

148. — Refus de demandes tardives de dispenses aux jeunes gens de la classe 1950. — Question posée par M. Paul Billat à M. le ministre de la défense nationale, p. 7650.

149. — Application de la loi du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer à certains bénéficiaires d'un régime de sécurité sociale. — Question posée par M. André Barthélemy à M. le ministre des travaux publics, p. 8062.

150. — Non-expulsion de tout locataire de bonne foi dont le logement n'aurait pas été assuré. — Question posée par M. Jean Minjoz à M. le ministre de l'intérieur, p. 8093.

151. — Retard préjudiciable des recettes devant aller au budget des prestations familiales agricoles. — Question posée par M. Bernard Paumier à M. le ministre des finances, p. 8093.

152. — Situation des familles expulsées de leur appartement sans que leur logement soit assuré, notamment en Seine-et-Marne. — Question posée par M. André Gautier à M. le ministre de la justice, p. 8172.

153. — Augmentation considérable du prix du loyer des locataires d'immeubles sinistrés et réparés en vertu de la loi du 23 octobre 1946. — Question posée par M. André Gautier à M. le ministre de la reconstruction, p. 8172.

154. — Conditions dans lesquelles ont été construites les habitations à loyer modéré de la cité Château-Gaillard, à Chelles (Seine-et-Marne). — Question posée par M. André Gautier à M. le ministre de la reconstruction, p. 8172.

155. — Licenciement de tout le personnel de l'entreprise textile dite Ollivier, à Boeschepe (Nord). — Question posée par M. André Pierrard à M. le ministre du travail, p. 8172.

156. — Retard dans la publication du décret portant règlement d'administration publique de la loi accordant le bénéfice de la sécurité sociale aux victimes de la guerre. — Question posée par M. André Tourné à M. le ministre des anciens combattants, p. 8262.

157. — Arrestation de nombreuses personnes à l'occasion du conseil de révision. — Question posée par M. Gilbert Berger à M. le ministre de la défense nationale, p. 8262.

158. — Difficultés d'écoulement de la production de tracteurs pour certaines usines françaises. — Question posée par M. Robert Mancaeu à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 8452.

159. — Affectation d'une propriété nationale (domaine de la Conque, à Vence [Alpes-Maritimes]), comme maison de repos pour des veuves de guerre. — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des anciens combattants, p. 8452.

160. — Délais nécessaires aux services pour achever les circulaires d'application du décret du 23 août 1950 sur le salaire minimum garanti. — Question posée par M. Antoine Mazier à M. le ministre du travail, p. 8453.

161. — Circulaire adressée aux maires par les préfets de certains départements pour la participation au congrès de l'association des maires de France. — Question posée par M. Legendre à M. le ministre de l'intérieur, p. 8577.

162. — Soisies dites « conservatoires » chez les maraichers de la région parisienne. — Question posée par M. Jean-Paul Palewski à M. le ministre du budget, p. 8726.

163. — Rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements d'outre-mer. — Question posée par M. Rosan Girard à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 8726.

164. — Dénonciation, par la Société nationale des chemins de fer français, de la convention accordant aux mutilés de guerre possédant une carte à double barre rouge, une réduction pour le guide qui les accompagne. — Question posée par M. Auguste Touchard à M. le ministre des anciens combattants, p. 8802.

165. — Suppression des allocations familiales aux républicains espagnols illégalement déportés en Corse et en Algérie. — Question posée par Mme Madeleine Braun à M. le ministre des affaires étrangères, p. 8830.

166. — Mesures à prendre afin de faire connaître au maximum l'ensemble des avantages accordés aux bénéficiaires de la carte de combattant volontaire de la résistance. — Question posée par M. Maurice Genest à M. le ministre des anciens combattants, p. 8830.

167. — Réfection de la ligne Breil-Tende-Vievol et la réparation des ponts sur cette ligne. — Question posée par M. Virgile Barel à M. le ministre des travaux publics, p. 8831.

168. — Lettre-circulaire concernant la révision générale des « fourchettes » adressée au personnel de la S. N. E. C. M. A. par cette société. — Question posée par M. Paul Theett'n à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 8990.

169. — Coupes abusives de sapins verts non épuisés dans la forêt de Gascogne. — Question posée par M. Gérard Duprat à M. le ministre de l'agriculture, p. 9040.

170. — Diffusion, par la radiodiffusion française, de certaines informations concernant la politique du Gouvernement. — Question posée par M. André-Jean Godin à M. le ministre de l'information, p. 9120.

171. — Amélioration de la circulation dans l'agglomération parisienne. — Question posée par M. Jean Cajeux à M. le ministre de l'intérieur, p. 9121.

172. — Amélioration du marché des valeurs mobilières et régime du dépôt obligatoire des actions. — Question posée par M. Claude Mont à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 9190.

173. — Obligation pour les locataires économiquement faibles, de présenter leur carte à leur propriétaire. — Question posée par Mme Rose Guérin à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme p. 9190.

174. — Motif de la fermeture de la ligne de Saint-Pierre-du-Vauvray à Louviers. — Question posée par M. Paul Greffier à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 9191.

175. — Nombre d'internats secondaires de jeunes filles existant en France. — Question posée par M. Edouard Ramonet à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 9318.

176. — Affiches et tracts contre la loi portant prolongation du service militaire actif. — Question posée par M. René Arthaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 9319.

177. — Application de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands invalides. — Question posée par M. Denis Cordonnier à M. le ministre de la santé publique et de la population, p. 9396.

178. — Décisions de nature à compromettre l'équilibre financier des caisses de sécurité sociale. — Question posée par M. Adrien Renard à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 9463.

179. — Réorganisation du service des douanes. — Question posée par M. Jean Cristofol à M. le ministre du budget, p. 9542 (rectificatif, p. 9736).

180. — Mort de deux jeunes soldats au cours d'une manœuvre militaire à Mont-de-Marsan et explications sur les méthodes d'entraînement de « l'armée Atlantique ». — Question posée par M. Félix Garcia à M. le ministre de la défense nationale, p. 9542.

181. — Validation par la direction des contributions directes des années passées dans les services de répartition du charbon. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le secrétaire d'Etat à la fonction publique, p. 9542.

182. — Maintien du bénéfice des allocations familiales au profit des enfants de fonctionnaires ayant dépassé l'âge de vingt ans et poursuivant leurs études. — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 9542.

183. — Situation de jeunes institutrices ou de sages-femmes qui viennent de se marier et qui sont envoyées hors du territoire où sert leur mari. — Question posée par M. Léopold-Sédar Senghor à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 9597.

184. — Demande, par la chambre de commerce de Calais, de modification du régime administratif du port dont elle a la charge, restée plusieurs fois sans réponse. — Question posée par M. Jacques Vendroux à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 9597.

185. — Fonctionnement du comptoir français des produits sidérurgiques qui bénéficie d'un monopole dans la vente à l'étranger des produits sidérurgiques français. — Question posée par M. Joseph Dumas à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 9721.

186. — Situation faite aux installations hydroélectriques de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne). — Question posée par M. Jean Tricart à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 9722.

187. — Transformation d'emplois d'agents d'exploitation et d'agents d'installation en emplois de contrôleurs et de contrôleurs des installations électro-mécaniques. — Question posée par M. André Barthélémy à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 9722.

188. — Mise à pied et licenciements arbitraires dans une usine du Lot. — Question posée par M. Henri Thamlar à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 9722.

189. — Obligation pour les gardes-barrière de signer un contrat avec la Société nationale des chemins de fer français. — Question posée par Mme Renée Reyraud à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 9722.

190. — Doublage de trains, remplacement d'autorails et ouverture pendant la nuit, de la gare de Cahors (Lot). — Question posée par M. Henri Thamlar à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 9722.

191. — Obligation des assurés sociaux en rééducation à l'école de Férét-du-Longbois (Haute-Vienne) de quitter cet établissement pendant la période de congé. — Question posée par M. Alphonse Denis à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 9837.

192. — Licenciement de sept travailleurs de l'Etat, employés à l'A. C. A. A. de Limoges. — Question posée par M. Alphonse Denis à M. le ministre de la défense nationale, p. 9897.

193. — Régime suédois par un élève-maître admis à la classe du baccalauréat première partie, dès son entrée à l'école normale. — Question posée par M. Alain Signor à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 9896.

Questions orales (Conseil de la République).

1^{er} MINISTÈRE GEORGES BIDAULT

1. — Sortien de la culture du chanvre. — Question posée par M. Dronne à M. le ministre de l'agriculture et réponse du ministre, p. 432.

2. — Hommage au Nord-Africain Ichou Aissa. — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 433.

3. — Pollution des eaux de la Seine. — Question posée par M. Loison à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 434.

4. — Situation des gradés de la police municipale et de la police judiciaire. — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur et réponse du secrétaire d'Etat, p. 435.

5. — Enseignement primaire dans les territoires d'outre-mer. — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 436.

6. — Qualification de la main-d'œuvre autochtone dans les territoires d'outre-mer. — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre de la France d'outre-mer et réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 438.

7. — Impossibilité, pour les départements et les communes d'établir leur budget pour l'exercice 1950, la réforme de la contribution des patentes n'étant encore qu'à l'état de projet. — Question posée par M. Charles Brune à M. le président du conseil et demande de débat, p. 6; retrait, p. 488.

8. — Prix du charbon de la Ruhr à l'usage de la consommation intérieure allemande et de la consommation française; calcul égal pour les frais de transports. — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre des affaires étrangères, p. 9; ajournement de la réponse, p. 433; réponse du ministre, p. 512.

9. — Application de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1949 en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole. — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 72; réponse du sous-secrétaire d'Etat, p. 514.

10. — Accord commercial franco-allemand. — Question posée par M. Henri Maupoil à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 491; réponse du sous-secrétaire d'Etat aux finances, p. 516.

11. — Retard pour l'application de la loi sur les publications destinées à la jeunesse. — Question posée en 1949 à M. le président du conseil par M. Georges Pernot et discussion, p. 536; réponse du ministre d'Etat, chargé de l'information, p. 540; adoption d'une proposition de résolution, p. 533.

12. — Aggravation de la surproduction européenne d'acier par suite de l'importance de la production allemande. — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre des affaires étrangères, p. 527; réponse du ministre, p. 581.

13. — Différence entre les prix des farines françaises, importées par les territoires d'outre-mer et celui des farines américaines. — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre des finances, p. 527; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 532.

14. — Remise des morasses d'hebdomadaires et de publications avant leur parution, à des inspecteurs de la préfecture de police. — Question posée par M. Jacques Debù-Bridel à M. le ministre de l'intérieur, p. 527; réponse du secrétaire d'Etat, p. 583.

15. — Promesse de vente concernant la propriété Emonin à Maiche (Doubs) en vue d'y installer une colonie de vacances. — Question posée par M. Lucien Tharradin à M. le ministre des travaux publics, p. 527; réponse du ministre, p. 584.

16. — Situation des communes eu égard aux déficits d'exploitation de Gaz de France et Electricité de France. — Question posée par M. Jean Clavier à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 527; réponse du ministre, p. 618.

17. — Accord monétaire franco-suisse. — Question posée, en 1949, par M. André Litaïre à M. le ministre des finances avec demande de débat; discussion, p. 619; réponse du ministre, p. 623.

18. — Liberté du choix de la station thermale ou de cure par les malades assurés sociaux. — Question posée par M. Jean Biatarana à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 667; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), p. 707.

19. — Immobilisation du cargo « Caronte » (S. N. C. F.) dans le port du Havre. — Question posée par M. Marcel Léger à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, p. 667; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (marine), p. 708 (rectificatif, p. 728).

20. — Recettes garanties aux collectivités locales. — Question posée par M. Lucien de Gracia à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 597; discussion, p. 729; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 731.

21. — Abus dans les stations touristiques par suite de sous-locations saisonnières des habitations de plaisance. — Question posée par M. Lucien de Gracia à M. le ministre de la justice, p. 697; réponse du ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 832.

22. — Situation internationale du Fezzan. — Question posée en 1949, avec demande de débat par M. Dronne; discussion, p. 839; réponse du ministre, p. 863; adoption d'une proposition de résolution, p. 866.

23. — Achat à Boucé (Orne) par la caisse d'allocations familiales de ce département d'un château destiné à héberger des enfants. — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et demande de débat, p. 488; discussion, p. 924; réponse du ministre, p. 930; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 934.

24. — Maintien du système de recrutement pour l'école nationale d'administration. — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique, p. 667; réponse du ministre, p. 934.

25. — Hommage particulier à la mémoire du docteur G.-J. Stéfano-poulo, dont la dépouille mortelle est attendue à Bordeaux. — Question posée par M. Jean Coupigny à M. le ministre de la santé publique, p. 935; réponse du ministre, p. 961.

26. — Augmentations des traitements des artistes français. — Financement de la cause des lettres. — Création de la caisse des arts. — Question posée par M. Jacques Debù-Bridel à M. le ministre de l'éducation nationale et demande de débat, p. 684; discussion, p. 997; réponse du ministre, p. 1006; adoption d'une proposition de résolution, p. 1009.

27. — Principes déterminant les conceptions de la réforme administrative, l'état des travaux et la date de la réalisation des objectifs. — Question posée par M. Jean Biatarana à M. le ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative, p. 1057; réponse du ministre, p. 1145.

28. — Retard apporté au règlement des pensions civiles et militaires en vue de l'application de la surtaxe progressive. — Question posée par M. André Cornu à M. le ministre des finances, p. 1108; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1145.

29. — Demande de dépôts et de vérifications des mémoires des travaux « aménagements provisoires » et « mise hors d'eau » effectués par l'administration. — Question posée par M. Jean Clavier à M. le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, p. 1123; réponse du ministre, p. 1148.

30. — Réduction massive des postes prévus pour les prochains concours d'agrégation et la suppression des délégations rectores. — Question posée par M. Jacques de Maupéou à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1150; réponse du ministre, p. 1193.

31. — Demande à nos alliés américains, la livraison à la justice française et le châtiement du criminel de guerre Barbier actuellement en zone d'occupation américaine. — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de la défense nationale, p. 1150; réponse du ministre, p. 1195.

32. — Incohérence de certaines décisions de tribunaux militaires et remède à porter à une telle jurisprudence. — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre de la défense nationale, p. 1150; réponse du ministre, p. 1196.

33. — Politique militaire française et engagements internationaux. — Questions posées en 1949 par MM. Bousch et Rotinat, avec demande de débat, discussion, p. 1200; réponse du ministre, p. 1213, et adoption d'une proposition de résolution, p. 1220.

34. — Propositions de la commission des économies, concernant l'éducation nationale. — Question posée par M. André Hauriou à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1123; réponse du ministre, p. 1321.

35. — Montant des sommes consacrées en 1949 aux publications de luxe éditées par les entreprises nationales et à l'édition de certains discours. — Question posée par M. Pierre Loison à M. le président du conseil, p. 1150; réponse du ministre de l'éducation nationale, p. 1322.

36. — *Groupement des exportateurs d'arachides au Sénégal, habilité à vendre la totalité des arachides de la récolte 1949-1950. — Somme mise à sa disposition.* — Question posée par M. Félix Crzani à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 1292; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1323.
37. — *Élargissement des crédits bancaires aux conserveurs de produits agricoles.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1130; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1361.
38. — *Liquidation définitive des pensions des victimes de la guerre et paiement des augmentations.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le ministre des anciens combattants, p. 1222; réponse du ministre, p. 1362.
39. — *Obtention du texte officiel d'une émission de la radiodiffusion française par la personne visée par cette émission.* — Question posée par M. Georges Maurice à M. le ministre d'Etat chargé de l'information, p. 1307; réponse du ministre, p. 1354.
40. — *Incidents au cours d'une inspection de la maison centrale de Lambèse.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de la justice, p. 1307; réponse du ministre, p. 1397.
41. — *Notion périmée des zones de salaires pour l'attribution des allocations familiales.* — Question posée par M. Marcel Boulangé à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale, p. 1370; réponse du ministre, p. 1398.
42. — *Difficultés de trésorerie causées à certains importateurs par le paiement de la taxe à la production, à l'acquiescement et à la vente des premiers cafés du Brésil.* — Question posée par M. Marcel Léger à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1370; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1400.
43. — *Nouvelle modification des règles de fixation du prix des céréales.* — Question posée par M. Amédée Bouquerel à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1352; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1577.
44. — *Consignes données aux troupes chargées de convoier et de protéger le matériel militaire destiné ou non à l'Indochine.* — Question posée par M. Michel Madelin à M. le ministre de la défense nationale, p. 1390; réponse du ministre, p. 1578.
45. — *Bénéfice de campagne à Madagascar pour les militaires originaires de la Réunion.* — Question posée par M. Jules Olivier à M. le ministre de la défense nationale, p. 1390; réponse du ministre, p. 1578.
46. — *Contrôle des films.* — Question posée par M. Georges Lamoussé à M. le ministre d'Etat chargé de l'information, et demande de débat, p. 1361; discussion, p. 1600; réponse du ministre, p. 1601, et rejet, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 1609.
47. — *Régime fiscal dans les quatre nouveaux départements.* — Question posée par Mme Ebaou à M. le ministre des finances et des affaires économiques, et demande de débat, p. 1361; discussion, p. 1609; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1612.
48. — *Règlement des entreprises et des fournisseurs ayant travaillé pour le compte de l'Etat.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le président du conseil, p. 1593; réponse du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques, p. 1657.
49. — *Noyautage de la police par des éléments soumis aux arrectives d'un parti politique qui prend ses mots d'ordre de l'étranger.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 1593; réponse du secrétaire d'Etat, p. 1657.
50. — *Renouvellement du contingent d'admission en franchise des conserves marocaines.* — Question posée par M. Louis Gros à M. le secrétaire d'Etat aux finances (affaires économiques) et demande de débat, p. 1321; renvoi de la discussion, p. 1364; retrait de la question, p. 1780.
51. — *Politique du Gouvernement en ce qui concerne le tourisme.* — Question posée par M. Jules Poujet à M. le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et demande de débat, p. 1320; discussion, p. 1781; réponse du ministre, p. 1798; adoption d'une proposition de résolution, p. 1806.
52. — *Conséquences de la libération des échanges réclamée par l'O. E. C. E.* — Question posée par M. André Méric à M. le président du conseil et demande de débat, p. 1144; discussion, p. 1849; réponse du secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 1851; adoption d'une proposition de résolution, p. 1856.
53. — *Aide aux familles des enfants fréquentant les établissements d'enseignement privés.* — Question posée par M. Jacques de Maupeou à M. le ministre de l'éducation nationale, et demande de débat, p. 993; discussion sur l'ajournement, p. 1842; fixation de la date, p. 1865.
54. — *Conditions dans lesquelles les gouvernements français et italiens ont signé, le 7 mars 1950, à Rome, un protocole additionnel au traité d'union douanière.* — Question posée par M. Jean Périquier à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1057, ajournement, p. 1145; demande de débat, p. 1821.
55. — *Remplacement des bornes kilométriques et hectométriques instituées en pierre de taille, en granit par des pierres artificielles en ciment sur la route de Strasbourg à Paris.* — Question posée par M. Robert Hocfel à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 1407; réponse du ministre, p. 1780.
56. — *Dépôt des appareils photographiques à l'entrée des musées, modification de la réglementation actuellement en vigueur.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1679; réponse du ministre, p. 1781.
57. — *Répression des fausses indications de provenance et protection des appellations d'origine en ce qui concerne l'Espagne.* — Question posée par M. Marcel Plaisant à M. le ministre de l'agriculture, p. 1812; réponse du ministre, p. 2578.
58. — *Nombre de condamnations contradictoires prononcées par les cours de justice et par les chambres civiques.* — Question posée par Mme Gilberte Pierre-Brossolette à M. le ministre de la justice, p. 1867; réponse du ministre, p. 2725.
59. — *Conférence internationale en vue de la réalisation du tunnel sous le mont-Blanc et de ses voies d'accès.* — Question posée par M. André Litaise à M. le ministre des travaux publics et demande de débat, p. 6.
60. — *Réclamation aux communes du département d'Eure-et-Loir, par « Gaz et Electricité de France », des sommes destinées à couvrir les déficits d'exploitation de ces services dans le département.* — Question posée par M. Charles Brune à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 9.
61. — *Différence de traitement existant entre les gradés de la police municipale et leurs collègues de la police judiciaire.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 25.
62. — *Engagements pris par M. le ministre du travail pour réformer le régime de la sécurité sociale.* — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre du travail et demande de débat, p. 1069.
63. — *Autorité du Conseil de l'Europe et de la Ruhr.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1144.
64. — *Protocole additionnel à l'accord d'union douanière franco-italienne.* — Question posée par M. André Dulin à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1144.
65. — *Situation de l'industrie de construction et de réparation du matériel ferroviaire.* — Question posée par M. Henri Maupeou à M. le ministre des travaux publics, p. 1222.
66. — *Politique économique d'outre-mer.* — Question posée par M. Raphaël Saler à M. le ministre de la France d'outre-mer et demande de débat, p. 1577.
67. — *Conclusions de la commission chargée d'enquêter sur la disparition du Latécoère 631.* — Question posée par M. Lucien de Gracia à M. le ministre des travaux publics et des transports, et demande de débat, p. 1395.
68. — *Fusion de la production agricole au travail chimio-industriel.* — Question posée par M. Omer Capelle à M. le ministre des affaires étrangères, p. 1167; demande de débat, p. 1622.
69. — *Correction à Bordeaux des épreuves de l'examen du baccalauréat subi en Guyane.* — Question posée par M. Jules Pothier à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1593 (question écrite n° 1366, transformée en question orale).
70. — *Règlement dans le plus bref délai des dossiers de confiscations pour profits illicites encore en instance.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 1626.
71. — *Allègement fiscal indispensable au sujet des taxes grevant les divers salons artistiques.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1721.
72. — *Influences extérieures tendant à désorganiser l'œuvre française dans les territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. André Liolard à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1780.
73. — *Bénéfice pendant les mois d'été, pour les étudiants demeurant à la cité universitaire, du tarif des mois scolaires.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre de l'éducation nationale, p. 1842.

2^e MINISTÈRE RENÉ PLEVEN

74. — *Suspension de l'application du décret du 20 avril 1950 mettant à la charge de l'agriculture l'augmentation des cotisations d'assurances sociales.* — Question posée par M. Jean Doussot à M. le ministre de l'agriculture, p. 2657; retrait, p. 2678.
75. — *Non-réouverture de stations de métropolitain malgré la production de l'électricité suffisante.* — Question posée par M. Georges Maurice à M. le ministre des travaux publics, p. 2657; réponse du ministre, p. 2678.
76. — *Retards constatés dans l'acheminement des colis postaux à destination des territoires d'outre-mer.* — Question posée par M. Charles Cros à M. le ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 2657; réponse du ministre, p. 2679.
77. — *Attribution des bourses pour l'enseignement du second degré.* — Question posée par M. Héline à M. le ministre de l'éducation nationale et réponse du ministre, p. 2725.
78. — *Annnonce de la présentation de films de propagande nazie et fasciste et d'un film japonais; interdiction tardive de ces projections.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2677; discussion, p. 2775; réponse du secrétaire d'Etat à l'intérieur, p. 2719 (rectificatif, p. 2813).
79. — *Inégalités de certaines catégories de Français devant les charges militaires.* — Question posée par M. Michel Madelin à M. le ministre de la défense nationale, p. 2657; réponse du secrétaire d'Etat aux forces armées (guerre), p. 2792.
80. — *Souvenir des combats de l'armée française en 1943 et 1944 en Italie.* — Question posée par M. Léo Hamon à M. le ministre des anciens combattants, p. 2758; réponse du ministre, p. 2793.

81. — *Réclamation à l'administration des douanes, par les chemins de fer fédéraux suisses, d'une participation au chauffage des locaux et aux travaux d'aménagement de la gare de Genève-Cornavin.* — Question posée par M. André Litaïse à M. le ministre du budget, p. 2758; réponse du ministre, p. 2795.

82. — *Difficultés éprouvées par les producteurs de pommes à cidre dans l'écolement de leur récolte.* — Question posée par M. Marcel Léger à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 2739; discussion, p. 2797; réponse du ministre, p. 2799; adoption d'une proposition de résolution, p. 2803.

83. — *Commercialisation à des prix rémunérateurs de la récolte excédentaire de pommes de l'année 1950.* — Question posée par M. Primet à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et demande de débat, p. 2725; discussion, p. 2797; réponse du ministre, p. 2799; adoption d'une proposition de résolution, p. 2803.

84. — *Fixation des bénéfices forfaitaires agricoles dans certains départements.* — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre du budget et demande de débat, p. 2677; discussion, p. 2821; réponse du ministre, p. 2828; adoption d'une proposition de résolution, p. 2831.

85. — *Éléments de base retenus pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables au titre de l'année 1949 en ce qui concerne les vignes produisant un vin de consommation.* — Question posée par M. Jean Durand à M. le ministre du budget et demande de débat, p. 2748; discussion, p. 2821; réponse du ministre, p. 2828; adoption d'une proposition de résolution, p. 2834.

86. — *Ovins comptant pour un revenu spécial dans la détermination des bénéfices agricoles de 1949.* — Question posée par M. Charles Morel à M. le ministre des finances et demande de débats, p. 2748; discussion, p. 2821; réponse du ministre, p. 2828; adoption d'une proposition de résolution, p. 2834.

87. — *Etablissements privés de cure et de prévention autorisés à dispenser des soins aux assurés sociaux.* — Question posée par M. André Lassagne à M. le ministre du travail, p. 2814; réponse du ministre, p. 2852.

88. — *Situation des fonctionnaires, agents P 1 ou P 2, et différence de traitement.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre du budget, p. 2814; réponse du ministre, p. 2853.

89. — *Politique française en Europe et hors d'Europe à la suite des événements et des négociations des derniers mois.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères, et demande de débat, p. 2725; discussion, p. 2956; réponse du ministre, p. 2973; dépôt d'une proposition de résolution et d'un ordre du jour de M. Moutet, p. 2980; adoption, au scrutin, de l'ordre du jour pur et simple, p. 2981 (rectificatif, p. 3146).

90. — *Informations publiées dans le journal Problèmes économiques relatives au trafic commercial entre la France et l'U. R. S. S.* — Question posée par M. Jean de Gouyon à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2786; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2989.

91. — *Contrôle des importations des produits laitiers et des fromages en particulier.* — Question posée par M. Hector Peschaud à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, p. 2846; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2989.

92. — *Rétrocession du Grand Palais aux sociétés artistiques pour les salons.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre des finances, p. 2814; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2990.

93. — *Mesures à prendre pour parer à la pénurie de pneus pour véhicules automobiles.* — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'industrie et du commerce, p. 2846; réponse du secrétaire d'Etat, p. 2991.

94. — *Diminution du prix du blé à la production par suite de sa fixation à 2.600 francs le quintal pour un poids spécifique de 76 kilogrammes.* — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre de l'agriculture et demande de débat, p. 2677; discussion, p. 2992; réponse du ministre, p. 2995; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 3001.

95. — *Assujettissement des régies municipales aux taxes sur le chiffre d'affaires.* — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre de l'intérieur, p. 2758; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3045.

96. — *Renforcement de la police de la route, augmentation des mesures de sécurité, par suite de la multiplicité d'accidents graves.* — Question posée par M. Jules Pouget à M. le ministre de l'intérieur, p. 2983; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3046.

97. — *Projet d'aide à la construction et au renouvellement de la flotte de la marine marchande.* — Question posée par M. Yves Jaouen à M. le ministre de la marine marchande, p. 2891; réponse du ministre, p. 3047.

98. — *Suspension de l'application de l'arrêté du 15 novembre 1949 affectant des crédits destinés aux constructions scolaires, à des travaux de construction d'ordre artistique.* — Question posée par M. Jacques Debû-Bridel à M. le ministre du budget, p. 2891; renvoi à huitaine, p. 3048; réponse du ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 3083.

99. — *Non-exécution des commandements relatifs à certains impôts avant que la commission paritaire départementale ait pris et notifié sa décision.* — Question posée par M. Robert Brizard à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 3003; réponse du ministre des postes, télégraphes et téléphones, p. 3084.

100. — *Fermeture de six postes médicaux du Gabon.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 3060; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3084.

101. — *Fixation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales.* — Question posée par M. Pierre Loison à M. le ministre du travail, p. 2983; réponse du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer, p. 3085.

102. — *Situation en Indochine; retraite de Caobang.* — Question posée par M. Raymond Dronne à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2724; discussion, p. 3114; réponse du ministre d'Etat, p. 3127; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 3143.

103. — *Situation des étudiants africains, éprouvés par les rigueurs du climat européen.* — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2758; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3156.

104. — *Dotation du corps des assistantes sociales d'un code de déontologie.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de la santé publique, p. 3107; réponse du ministre, p. 3179.

105. — *Remplacement des femmes maires et maires adjoints de Paris, suspendues de leurs fonctions, par des hommes.* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 3107; réponse du secrétaire d'Etat, p. 3180.

106. — *Circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident d'aviation du 8 décembre 1950 près de Bangui.* — Question posée par Mme Jane Vialle à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3164; réponse du ministre, p. 3314.

107. — *Exclusion de la Société nationale des chemins de fer français du bénéfice de la législation sur les dommages de guerre en ce qui concerne la reconstruction de leurs anciens groupes scolaires.* — Question posée par M. Emile Vanrullen à M. le ministre des travaux publics et des transports, p. 3173; réponse du ministre, p. 3315.

108. — *Restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, décédés après la date légale de cessation des hostilités.* — Question posée par M. Albert Denvers à M. le ministre des anciens combattants, p. 3191; réponse du ministre, p. 3316.

109. — *Application du prochain statut de l'intendance à certains intendants et sous-intendants en fonctions dans les lycées.* — Question posée par M. Jacques Bordeneuve à M. le ministre de l'éducation nationale et demande de débat, p. 3083; discussion, p. 3319; réponse du ministre et clôture du débat, p. 3321.

110. — *Suppression des zones de salaires.* — Question posée par M. Loison à M. le président du conseil et demande de débat, p. 2989; discussion, p. 3374; réponse du ministre, p. 3378; adoption, au scrutin, d'une proposition de résolution, p. 3382.

111. — *Sauvegarde du patrimoine national et respect de l'autorité française en Tunisie.* — Question posée par M. Antoine Colonna à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 1964.

112. — *Inondation au Sénégal par suite de la rupture de certaines digues.* — Question posée par M. Mamadou Dia à M. le ministre de la France d'outre-mer, p. 2758.

113. — *Situation angoissante du département du Gers privé de l'apport des eaux du canal de la Neste par suite des détériorations subies.* — Question posée par M. Paul-Emile Descomps à M. le ministre des travaux publics, p. 2786.

114. — *Rapports entre la France et l'Espagne.* — Question posée par M. Jean Biatarana à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 2792.

115. — *Réforme du régime de la sécurité sociale.* — Question posée par M. Pierre Couinaud à M. le ministre du travail et de la sécurité sociale et demande de débat, p. 3045.

116. — *Protection et sauvegarde de la population civile en temps de guerre.* — Question posée par M. Yves Jaouen à M. le ministre de l'intérieur et demande de débat, p. 3045.

117. — *Organisation rapide de la fabrication d'un carburant agricole à prix réduit pour faciliter l'écolement et la vente des tracteurs.* — Question posée par M. Jean Primet à M. le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et demande de débat, p. 3068.

118. — *Mise en œuvre des recommandations votées par l'Assemblée consultative européenne de Strasbourg.* — Question posée par M. Pierre de Félice à M. le ministre des affaires étrangères et demande de débat, p. 3068.

119. — *Observations des dispositions de la loi sur le dégellement des cadres des militaires de carrière.* — Question posée par M. Camille Héline à M. le ministre de la défense nationale, p. 3107; ajournement, p. 3314.

120. — *Dommages de guerre en faveur des Français d'Indochine.* — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre d'Etat chargé des relations avec les Etats associés, p. 3146.

121. — *Mesures à prendre pour assurer, dans les graves circonstances actuelles, la sécurité de la nation et celle de l'Union française.* — Question posée par M. Michel Debré à M. le président du conseil, et demande de débat, p. 3155.

122. — *Interprétation de l'article 5 de la loi 50-1478 du 30 novembre 1950 (service militaire actif, sursitaires).* — Question posée par Mme Marcelle Devaud à M. le ministre de la défense nationale, p. 3164.

123. — *Pollution des eaux consommées par la population de la région parisienne.* — Question posée par M. Jean Bertaud à M. le ministre de l'intérieur, p. 3234.

124. — *Blocage de la plus grande partie de la récolte des vins de 1950.* — Question posée par M. Henri Maupoll à M. le ministre de l'agriculture, p. 3362.

125. — *Dévolution des biens du comité central des groupements professionnels coloniaux, dissous au profit des syndicats professionnels qui lui ont succédé.* — Question posée par M. Luc Durand-Réville à M. le ministre des finances et des affaires économiques, p. 3362.

126. — *Demande de nomination d'un directeur du service de santé des troupes coloniales.* — Question posée par M. Jean Coupigny à M. le ministre de la défense nationale, p. 3400.

127. — *Modification aux modalités d'attribution des bourses d'Etat aux étudiants en général et à ceux d'outre-mer en particulier.* — Question posée par M. Symphor à M. le ministre des finances et des affaires économiques, et demande de débat, p. 3414.

R

Radio-éléments artificiels.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, p. 3821 (Document n° 9995). — Dépôt du rapport par M. Noël Barrot, p. 7746 (Document n° 11256).

Radiodiffusion. — V. *Conseil supérieur de la radiodiffusion.* — *Conventions internationales.* — *Economies et finances (redressement).* — *Enquêtes parlementaires (Conseil de la République).* — *Interpellations n° 57.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 170, (Conseil de la République) n° 39.*

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gaspard tendant à inviter le Gouvernement à accroître les émissions radiophoniques, ondes courtes, vers l'étranger, afin d'assurer une plus grande diffusion à l'information et à la culture françaises dans le monde, p. 3013 (Document n° 761). — Dépôt du rapport par M. Lamousse, p. 3171 (Document n° 834). — Discussion, p. 3181; adoption de la proposition de résolution, p. 3190.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Cayeux tendant à exonérer de la taxe sur les postes récepteurs de radio, les économiquement faibles âgés d'au moins 70 ans, p. 1562 (Document n° 9382).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jacques Chevallier tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'Algérie les dispositions exonérant les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans de la moitié de la taxe de la radiodiffusion, p. 3822 (Document n° 10003). — Dépôt du rapport par M. Rencurel, p. 5700 (Document n° 10664).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Maurice relative aux communications du texte officiel des émissions de la radiodiffusion française mettant des tiers en cause, p. 1418 (Document n° 365).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 4021 (Document n° 10111).

Radiodiffusion française (Administration de la).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Noël tendant à classer dans la catégorie des agents logés par nécessité absolue de service le personnel des centres émetteurs de la radiodiffusion française, p. 3822 (Document n° 10007).

Radiophare. — V. *Marine marchande.*

Raisins. — V. *Viticulture.*

Rapatriment. — V. *Interpellations n° 109.*

Rassemblement du peuple française. — V. *Associations et groupements.*

Ravitaillement. — V. *Viticulture.*

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la suppression des cartes de rationnement, p. 699 (Document n° 9087). — Dépôt du rapport par Mlle José Dupuis, p. 3545 (Document n° 9908). — Adoption d'une proposition de résolution conclue par la commission, p. 4158.

Recensement. — V. *Population.*

Receveurs spéciaux des communes. — V. *Pensions et retraites (pensions et rentes viagères).*

Récoltes. — V. *Agriculture (calamités).*

Reconstruction et urbanisme (Ministère). — V. *Interpellations n° 142.*

Redressement financier. — V. *Economies et finances.*

Référendum. — V. *Constitution.*

Réforme administrative. — V. *Administrations publiques. — Presse.*

Réforme fiscale. — V. *Impôts.*

Réfractaires. — V. *Prisonniers et déportés.*

Réfugiés. — V. *Nationalité.* — *Office français de protection des réfugiés et des apatrides.*

Région parisienne. — V. *Calamités publiques.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 123.* — *Transports et voies de communication (transports de la région parisienne).*

Registres hypothécaires. — V. *Hypothèques.*

Relations diplomatiques. — V. *Conventions internationales.*

Relégation. — V. *Code pénal.*

Remembrement. — V. *Agriculture (exploitation).* — *Bois et forêts.*

Renault (Usines). — V. *Agriculture (matériel agricole).* — *Interpellations n° 93.* — *Sociétés d'économie mixte.*

Rentes. — V. *Pensions et retraites.*

Répression pour faits de collaboration. — V. *Epuration, indignité nationale.*

Réquisitions. — V. *Défense nationale (organisation).* — *Loyers (logements d'habitation).* — *Pouvoirs publics.* — *Propriété immobilière.*

Résistance. — V. *Anciens combattants.* — *Armées.* — *Fonctionnaires (recrutement).* — *Interpellations n°s 75, 78.* — *Légion d'honneur.* — *Médailles, décorations et récompenses.* — *Monuments commémoratifs.* — *Prisonniers et déportés.*

Retraites. — V. *Anciens combattants et victimes de la guerre.* — *Pensions et retraites.*

Réunion. — V. *France d'outre-mer (départements d'outre-mer).* — *Interpellations n° 266.* — *Questions orales (Conseil de la République) n° 45.* — *Sucre, betterave à sucre.*

Revenus. — V. *Impôts.*

Revers-Mast. — V. *Communication du Gouvernement.* — *Enquêtes parlementaires.* — *Interpellations n° 196.*

Rivages de la mer. — V. *Limites de la mer.*

Rivières. — V. *Canaux, cours d'eau et rivières.*

Routes et chemins. — V. *Question orales (Assemblée nationale) n°s 76, 101.*

Russie (Sinistrés français de).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Triboulet tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1939 tendant à l'attribution de secours aux personnes physiques françaises qui étaient fixées en Russie avant la guerre, p. 8396 (Document n° 11473).

S

Saccharine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Bourges-Maunoury tendant à réglementer le commerce et l'emploi de la saccharine et des substances édulcorantes artificielles, p. 4085 (Document n° 10135). — Dépôt du rapport par M. Guilbert, p. 5775 (Document n° 10701). — Discussion et adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi tendant à réglementer le commerce et l'emploi des substances édulcorantes artificielles*, p. 6246 (rectificatif, p. 6530).

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2236 (Document n° 600). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2764 (Document n° 748). — Discussion et adoption d'un avis défavorable sur la proposition de loi, p. 2804.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 7534 (Document n° 11197).

Sages-femmes. — V. *Médecine et professions médicales.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n° 183.*

Saint-Pierre et Miquelon. — V. *France d'outre-mer.*

Salaires et indemnités. — V. *Code du travail (conventions collectives, salaires).* — *Conventions internationales.* — *Interpellations n°s 274, 319.* — *Questions orales (Assemblée nationale) n°s 23, 93, 94, 160 (Conseil de la République) n°s 41, 101, 110.* — *Traitements, soldes et indemnités.*

Santé publique (Protection de la). — V. *Alcools.* — *Boissons.* — *Tuberculose.*

Santé publique et population (Ministère). — V. *Interpellations n° 258.*

Sapeurs-pompiers. — V. Pensions et retraites. — Tabac.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à faire bénéficier les sapeurs-pompiers ayant contracté un engagement de cinq ans dans un corps de pompiers régulièrement constitué, d'un congé libérable de deux mois et d'une dispense des périodes de réserve, p. 5120 (Document n° 19611).

Sarre (Territoire de la). — V. Interpellations nos 69, 229, 267.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Longchamps sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948 (n° 913, année 1949), p. 536 (Document n° 87). — Discussion, p. 602; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 603.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1386 (Loi n° 50-319 du 15 mars 1950 J. O. du 16 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à la ratification des accords conclus à Paris, le 3 mars 1950, entre la France et la Sarre, p. 2852 (Document n° 9752). — Dépôt du rapport par M. Vendroux, p. 5385 (Document n° 40550). — Discussion, p. 7079; adoption du projet de loi, p. 7087.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2754 (Document n° 711). — Dépôt du rapport par M. Michel Debré, p. 2813 (Document n° 723). — Discussion, p. 2931; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2939.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 7833 (Loi n° 50-1507 du 3 décembre 1950, J. O. du 6 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les avenants n° 1 et 2 de l'accord complémentaire n° 5 à la convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signés le 27 juillet 1950, p. 7745 (Document n° 11251).

Sceaux des archives nationales. — V. Expositions internationales.**Sciences administratives. — V. Administrations publiques.****Sécurité et hygiène. — V. Code du travail. — Marine marchande.**

Sécurité sociale. — V. Accidents du travail. — Algérie. — Allocations familiales. — Assurances sociales. — Conseil supérieur de la sécurité sociale. — Conventions internationales. — Interpellations, n° 302. — Questions orales (Assemblée nationale), nos 149, 155, 178, 191 (Conseil de la République) nos 62, 74, 115.

Seine (département de la). — V. Administration de la ville de Paris et du département de la Seine. — Départements, villes et communes (budget). — Questions orales (Assemblée nationale), n° 98.

Sel (marché du).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Martineau tendant à compléter la loi n° 48-1250 du 5 août 1948 organisant le marché des sels de l'Ouest, p. 3314 (Document n° 9857). — Dépôt du rapport par M. Asseray, p. 5125 (Document n° 10386). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « Proposition de loi relative à l'organisation du marché du sel de l'Ouest », p. 6127.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2260 (Document n° 606). — Dépôt du rapport par M. Pontbriand, p. 2636 (Document n° 678). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2655.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772 (Loi n° 50-1008 du 19 août 1950, J. O. du 20 août 1950).

Semences, graines et plants. — V. Sucre, betteraves à sucre.

Sénateurs. — V. Conseil de la République. — Députés (incompatibilité, inéligibilité). — Pensions et retraites (personnels civil et militaire). — Traitements, soldes et indemnités.

AUTORISATION DE POURSUITES

Conseil de la République. — Adoption des conclusions du rapport de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République (nos 764 et 958. — Année 1949); rejet sur la demande, p. 44.

— Dépôt d'un rapport de M. Teisseire fait au nom de la commission chargée d'examiner la demande en suspension de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 44 (Document n° 22) (rectificatif, p. 119). — Adoption des conclusions de la commission tendant à la suspension des poursuites, p. 121.

— Demande en autorisation de poursuites contre un membre du Conseil de la République, p. 1116 (Document n° 251). — Dépôt du rapport par M. Léger, p. 1351 (Document n° 322). — Adoption des conclusions de la commission tendant au rejet de la demande, p. 1100.

— Lettre d'un sénateur demandant au Conseil de la République de surseoir à toutes poursuites dont il est l'objet; adoption, à l'unanimité, d'une proposition tendant à renvoyer la demande à une commission, p. 23.

décès

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République du décès de M. Jean Ferracci, sénateur, p. 3153.

DÉMISSION

Conseil de la République. — Communication au Conseil de la République de la démission de M. Albert Ehm, sénateur, p. 41.

VÉRIFICATION DE POUVOIRS**RHIN (DAS-)**

Rapport de M. Gustave, p. 569.

Admission de M. Wehrung, p. 584.

PAYS ÉTRANGERS

Représentation des Français résidant à l'étranger. — Rapport de M. Lafay, p. 490.

Admission de M. Armengaud, p. 584.

Sénégal. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française) — Questions orales (Assemblée nationale), nos 67, 69 (Conseil de la République) n° 112.

Services agricoles. — V. Agriculture (ministère de l').

Services médicaux du travail. — V. Code du travail (hygiène et sécurité des travailleurs).

Services pénitentiaires coloniaux. — V. Légion d'honneur médaille militaire.

Services publics. — V. Administrations publiques. — Défense nationale (organisation). — Economies et finances (redressement). — Electricité et gaz (charges d'exploitation). — Fonctionnaires (limité d'âge). — Propriété immobilière.

Services sociaux publics et privés. — V. Conseil supérieur du service social. — Code du travail (hygiène et sécurité). — Départements, villes et communes.

Signalisation routière. — V. Code de la route. — Conventions internationales.

Sinistrés. — V. Agriculture (calamités). — Assistance aux sinistrés — Assurance de toute nature. — Dommages de guerre. — Enregistrement. — Loyers. — Propriété immobilière.

Sinistrés français en Russie. — V. Russie (sinistrés français de).

Sites et monuments. — V. Interpellations n° 13. — Monuments.

S. N. E. C. M. A. — V. Code du travail (salaires). — Interpellations n° 16. — Questions orales (Assemblée nationale) n° 163.

Sociétés. — V. Impôts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à réglementer l'usage du qualificatif « national » dans l'énoncé des statuts sociaux des sociétés, p. 470 (Document n° 9044).

Sociétés ANONYMES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jules Ramarony ayant pour but de modifier l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes, p. 2414 (Document n° 9620).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joseph Denais, tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940, relative aux sociétés anonymes, p. 7375 (Document n° 11140).

Sociétés d'ASSURANCES. — V. Assurances de toute nature.

Société nationale des CHEMINS DE FER FRANÇAIS. — V. Chemins de fer (Société nationale des). — Interpellations nos 284, 300 — Questions orales (Conseil de la République) n° 107. — Transports (transports ferroviaires et routiers).

Sociétés COLONIALES. — V. France d'outre-mer (textes généraux).

Société nationale de CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES. — Commerce et industrie (entreprises diverses).

Sociétés COOPERATIVES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi modifiant l'article 3 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, p. 6935 (Document n° 10955).

Sociétés COOPERATIVES AGRICOLES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 8981 (Document n° 11585).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dulin tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts, p. 2988 (Document n° 751).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 7970 (Document n° 11359). — Dépôt d'un rapport sur le projet de loi et la proposition de loi par M. Tanguy-Prigent, p. 9456 (Document n° 11729). — Adoption de l'ensemble après modification du titre: « *Projet de loi tendant à proroger les délais actuellement impartis aux sociétés coopératives agricoles pour le dépôt de leur demande d'agrément et la mise à jour de leurs statuts.* », p. 9762.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3371 (Document n° 900). — Dépôt du rapport par M. Dulin, p. 3382 (Document n° 902). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 3382.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 9835. — (Loi n° 50-1617 du 21 décembre 1950, J. O. du 1^{er} janvier 1954).

Sociétés COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Degrand tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, p. 1388 (Document n° 9325).

Sociétés COOPÉRATIVES FAMILIALES SCOLAIRES.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pierre Henault tendant à créer des sociétés coopératives familiales scolaires autorisées à emprunter pour construire ou réparer les bâtiments scolaires, p. 2853 (Document n° 9732).

Sociétés de CREDIT DIFFERE.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Minjoz sur: 1^o le projet de loi relatif aux entreprises de crédit différé; 2^o la proposition de loi de M. Gozard tendant à supprimer les entreprises dites sociétés de crédit différé (nos 7942 et 7975), p. 5290 (Document n° 10493).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delalande tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence au vote d'une loi réglementant les sociétés dites de crédit différé, p. 1396 (Document n° 363).

Sociétés d'ECONOMIE MIXTE. — V. Commerce et industrie (entreprises nationalisées).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Antier portant création d'une société d'études, d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.), p. 6233 (Document n° 10818).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Armengaud précisant l'étendue des activités industrielles de l'Etat, des établissements publics à caractère industrie ou commercial et de certaines sociétés d'économie mixte et tendant à la création de la Société nationale pour la gestion des fonds publics, p. 3035 (Document n° 772).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8060 (Document n° 11403).

Sociétés de SECOURS MUTUELS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à étendre le bénéfice des retraites mutualistes instituées par la loi du 4 août 1923 aux combattants de la guerre 1939-1945 et aux ayants cause des combattants morts pour la France au cours de la guerre 1939-1945, p. 4618 (Document n° 10255). — Dépôt du rapport par M. Auguste Touchard, p. 5700 (Document n° 10663). — Adoption, p. 6016.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2676 (Document n° 688). — Dépôt du rapport par M. Héline, p. 2852 (Document n° 733). — Discussion, p. 2929; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2930.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 7836 (Document n° 11286). — Dépôt du rapport par M. Touchard, p. 8060 (Document n° 11394). — Adoption du projet de loi avec modifications, p. 8410 (Loi n° 50-1535 du 13 décembre 1950, J. O. du 14 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Aubry sur la proposition de loi de M. Touchard tendant à faire bénéficier les combattants de la guerre 1939-1945 et leurs ayants cause des dispositions de la loi du 4 août 1923 sur les caisses de retraites mutualistes (nos 4190, 4446), p. 3230 (Document n° 9843).

— Dépôt d'un projet de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, p. 7970 (Document n° 11344).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à modifier l'article 174 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946 en vue de relever de 18.000 francs à 46.000 francs le montant maximum des retraites mutualistes dont bénéficient les anciens combattants et les ayants cause des combattants morts pour la France, p. 9394 (Document n° 11713).

Soie. — V. Textiles.

Sokolnikoff (hôtel). — V. Hôtels et pensions de famille.

Soudan. — V. France d'outre-mer (Afrique occidentale française).

Spéctacles. — V. Cinématographie. — Impôts (contributions indirectes).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Hugues, tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 15 octobre 1945 relatives aux spectacles, p. 1295 (Document n° 9272).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Boivin-Champeaux tendant à abroger l'article 3 de l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, p. 31 (Document n° 19).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 379 (Document n° 9010).

Spécialités pharmaceutiques. — V. Pharmacies. — Radio-éléments artificiels.

Spoliation. — V. Œuvres d'art.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Wasmer sur le projet de loi tendant à modifier et compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous contrôle (nos 4639, 7670), p. 2330 (Document n° 9615). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à compléter l'article 14 et à modifier les articles 22 et 23 de l'ordonnance du 21 avril 1945 portant deuxième application de l'ordonnance du 12 novembre 1943 sur la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle et édictant la restitution aux victimes de ces actes de ceux de leurs biens qui ont fait l'objet d'actes de disposition* », p. 4888 (rectificatif, p. 5352).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1875 (Document n° 472). — Dépôt du rapport par M. Kalb, p. 2381 (Document n° 632). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2471 (rectificatif, p. 2682).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 6600 (Document n° 10880). — Dépôt du rapport par M. Wasmer, p. 8060 (Document n° 11368). — Adoption du projet de loi avec le titre adopté en première lecture par l'Assemblée, p. 8907 (rectificatif, p. 8982) (Loi n° 50-1568 du 26 décembre 1950, J. O. du 27 décembre 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Roques sur la proposition de loi de M. Bichet tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers (n° 8859), p. 3632 (Document n° 9929). — Discussion, p. 6104. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Roques, p. 2970 (Document n° 11826).

Sports. — V. Caisses coopératives d'équipement sportif et culturel. — Education physique et sports. — Etablissements balnéaires. — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).

Stations balnéaires, thermales, climatiques et uvales. — V. Juges et justices de paix. — Questions orales (Conseil de la République), n° 21.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lacaze sur la proposition de loi de M. Bayet tendant à abroger les dispositions prévues à l'article 2, paragraphe 4, de la loi du 3 avril 1912 en ce qui concerne le classement des stations uvales françaises (n° 8029), p. 3159 (Document n° 9825). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: « *Proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne les stations uvales, les dispositions de l'article 2, paragraphe 4^o, de l'acte dit loi n° 493 du 3 avril 1912 relative au régime des stations classées* », p. 4887.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1865 (Document n° 461). — Dépôt du rapport par M. Bernard Lafay, p. 2135 (Document n° 528). — Discussion et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2145.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 5967 (Loi n° 50-806 du 2 août 1950, J. O. du 3 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pierre Segelle tendant à inviter le Gouvernement à élargir les attributions de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques (prévues par la loi du 24 septembre 1919), p. 5631 (Document n° 10646).

Statistiques. — V. Bureau universitaire de statistique. — Institut national de la statistique et des enquêtes économiques.

Stocks. — V. Dommages de guerre.

Stock-outil. — V. Agriculture (blé, céréales, farine et pain).

Structure économique. — V. Code du travail (capital travail).

Substances édulcorantes artificielles. — V. Saccharine.

Subventions. — V. Agriculture (calamités, subventions). — Allocations familiales. — Budget 1950. — Départements, villes et communes. — Eau potable. — Education physique et sports. — France d'outre-mer (départements d'outre-mer). — Impôts (taxes départementales et communales). — Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général). — Viticulture.

Successions. — V. Enregistrement.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Minjoz tendant à dispenser le conjoint survivant d'un économiquement faible des droits de succession sur l'immeuble habité par lui, p. 9415 (Document n° 11626). — Retrait, p. 9457.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabelle tendant au report de l'échéance des droits de succession dus par l'époux survivant sur l'immeuble constituant son habitation principale et dépendant d'un patrimoine modeste, p. 8260 (Document n° 11413).

Sucre, betteraves à sucre. — V. *Interpellations* n° 56.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Pierre Chevalier (Loiret) sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à la répartition des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves (nos 5756, 6594, 7951, année 1949), p. 2854 (Document n° 9713). — Adoption du projet de loi, p. 3846 (*Loi n° 50-639 du 7 juin 1950, J. O. du 8 juin 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Legendre annulant le décret n° 49-1516 du 1^{er} décembre 1949 relatif au plan de production betteravière, p. 3846 (Document n° 10025). — Dépôt du rapport par M. Jean Masson, p. 5700 (Document n° 10657).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Rincant tendant à promouvoir la transformation de distillerie de betteraves en sucreries et à assainir les marchés de l'alcool et du sucre, p. 3665 (Document n° 9950).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à diminuer le prix du sucre par la suppression des taxes, p. 5420 (Document n° 10669).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le plan betteravier relatif aux superficies prévu par le plan Monnet et à respecter ses engagements, p. 1146 (Document n° 9233).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Duprat tendant à inviter le Gouvernement à maintenir au niveau de l'année écoulée la production française de la graine de betterave sucrière, p. 1640 (Document n° 9409).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Babet tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du sucre de canne en même temps que celui de la betterave et d'accorder aux sucres de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, le bénéfice d'une participation de la caisse nationale de péréquation des transports maritimes des sucres ou une subvention budgétaire, p. 7534 (Document n° 11191).

Sûreté extérieure de l'Etat. — V. *Code pénal*.

Surtaxes locales. — V. *Transports (chemins de fer d'intérêt général)*.

Surtaxe progressive. — V. *Impôts (perception, revenus)*.

Syndicats des communes. — V. *Administration communale*.

Syndicats professionnels. — V. *Conventions internationales*. — *Interpellations* nos 20, 70, 81, 131, 249. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 125.

T

Tabac. — V. *Impôts (privilège du Trésor)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 144.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Reeb tendant à accorder aux sapeurs-pompiers le bénéfice de distributions de tabac dans des conditions identiques à celles accordées aux militaires, p. 256 (Document n° 8969).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Ruffe tendant à indemniser partiellement les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949, p. 5384 (Document n° 10571).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Maurice Schumann tendant à indemniser partiellement les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949, p. 6774 (Document n° 10930).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Durand tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2436 du 18 octobre 1945, relative à la fixation des prix des tabacs indigènes, p. 1320 (Document n° 316).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi, p. 8735 (Document n° 9967).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gérard Duprat tendant à inviter le Gouvernement à aider au développement de la culture du tabac dans les communes forestières du Sud-Ouest, p. 935 (Document n° 9133).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thamier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à annuler les mesures tendant à réduire les superficies consacrées à la culture du tabac; 2° à cesser toute importation de tabac américain pouvant concurrencer la production française, p. 1562 (Document n° 9374).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les planteurs de tabac victimes de la sécheresse, p. 2676 (Document n° 9674).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Raymond Guyon tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la souveraineté de la commission paritaire chargée de fixer le prix du tabac indigène, p. 2676 (Document n° 9680).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à indemniser partiellement jusqu'à concurrence de 400 millions les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac de 1949, p. 5352 (Document n° 10521).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juge tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité à Montauban « le magasin des tabacs en feuilles », p. 5834 (Document n° 10715).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Juge tendant à inviter le Gouvernement: 1° à cesser toute importation de tabac pouvant concurrencer la production française; 2° à annuler le contingentement de la production tabacole dans les centres dits « nouveaux planteurs » comme le Tarn-et-Garonne, p. 7970 (Document n° 11301) (*rectificatif*, p. 8061).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Pournadère, tendant à inviter le Gouvernement à: 1° cesser toute importation de tabac pouvant concurrencer la production française; 2° à annuler le contingentement de la production tabacole dans les centres dits « nouveaux planteurs », comme le département de l'Ariège, p. 872 (Document n° 11522).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ruffe, tendant à inviter le Gouvernement à respecter le prix de revient dans la fixation du prix moyen global du tabac à la production, p. 9198 (Document n° 11676).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Restat, tendant à inviter le Gouvernement à indemniser partiellement les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac 1949, p. 1888 (Document n° 434).

Taxes. — V. *Bois et forêts*. — *Impôts*. — *Viande*.

Taxes départementales et communales. — V. *Départements, villes et communes (budget)*.

Tchad. — V. *Interpellations* n° 125.

Télévision. — V. *Interpellations* n° 57.

Territoires annexés. — V. *Départements, villes et communes*.

Territoires d'outre-mer. — V. *Elections législatives*. — *France d'outre-mer*.

Textiles. — V. *Interpellations* n° 281. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 156 (*Conseil de la République*) n° 1.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Robert Prigent, tendant à compléter l'article 92 (II, alinéa 5) de la loi de crédits n° 50-928 du 8 août 1950 relatif à la taxe d'encouragement à la production textile, p. 6937 (Document n° 11017). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 9457 (Document n° 11724).

Théâtres nationaux. — V. *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 53.

Timbre. — V. *Impôts*.

Timbres-primés. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail)*.

Tissage. — V. *Impôts (revenus)*.

Togo. — V. *Assemblée nationale (composition et élection)*. — *France d'outre-mer*.

Tour de France cycliste. — V. *Interpellations* n° 224.

Tourisme. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 1. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Michel tendant à la suppression du comité consultatif du tourisme, p. 1495 (Document n° 9387). — Dépôt du rapport par M. Louis Michel, p. 4873 (Document n° 10305). — Adoption de la proposition de loi, p. 8102.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3044 (Document n° 785).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le camping sur les plages méditerranéennes, p. 2755 (Document n° 9693). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 9189 (Document n° 11657). — Adoption, p. 9761.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Airoldi tendant à organiser la pratique du camping, p. 9540 (Document n° 11754).

Tracteurs agricoles. — V. *Agriculture (matériel agricole)*. — *Exportations et importations.* — *Impôts (timbre)*. — *Interpellations* n°s 74, 80. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 158.

Traitements, soldes et indemnités. — V. *Code du travail (salaires)*. — *Impôts.* — *Interpellations* n° 151. — *Pensions et retraites.* — *Questions orales (Assemblée nationale)* n°s 23, 29, 94.

TEXTES GÉNÉRAUX

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et à aménager la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat, p. 5905 (Document n° 10733). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 6038 (Document n° 10775). — Discussion, p. 6081; adoption, p. 6089.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 2212 (Document n° 578). — Dépôt du rapport par M. Jean Berthoin, p. 2236 (Document n° 602). — Discussion, p. 2332; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2334.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6105 (*Loi n° 50-922 du 9 août 1950, J. O. du 10 août 1950*).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel David tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-12 du 12 janvier 1949, p. 1314 (Document n° 9283). — Dépôt du rapport par M. Charles Barangé, p. 4562 (Document n° 9381). — Discussion, p. 3674. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 4539 (Document n° 10226). — Discussion, p. 4562, 4575, 4689, 4838. — Dépôt d'un deuxième rapport supplémentaire par M. Charles Barangé, p. 5125 (Document n° 10330). — Discussion, p. 5150, 5158, 5161, 5258; rejet, au scrutin, de la question de confiance posée par le Gouvernement, p. 5271 (*rectificatif*, p. 4619).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, p. 4643 (Document n° 10258). — Dépôt du rapport par M. Denis Cordonnier, p. 7389 (Document n° 11205). — Adoption, p. 8410.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3082 (Document n° 800).

Assemblée nationale. — Adoption des propositions de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires en service dans les départements du Bas-Rhin, de Haut-Rhin et de la Moselle; 2° de Mme Schell tendant à inviter le Gouvernement à compléter et à modifier le décret n° 49-1309 du 17 septembre 1949 relatif à l'indemnité administrative accordée aux fonctionnaires des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n°s 8238, 8312, 8498), p. 967.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Canivez tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence, p. 596 (Document n° 103). — Dépôt du rapport par M. Zussy, p. 680 (Document n° 137). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Zussy, p. 728 (Document n° 151). — Discussion, p. 743; adoption, p. 747.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamps tendant à maintenir pour les fonctionnaires des localités sinistrées les bénéfices de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence au même taux qu'au 31 décembre 1949, p. 1610 (Document n° 9392).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier (Oise), tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure prise par arrêté du ministre des finances en date du 1^{er} février 1950, tendant à ramener Beauvais dans la deuxième catégorie pour l'attribution de l'indemnité de « difficulté exceptionnelle d'existence », p. 1410 (Document n° 9334). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Paul tendant à inviter le Gouvernement à annuler la mesure qui réduit de plus de moitié le taux de l'indemnité dite de « difficultés exceptionnelles d'existence » dont bénéficiaient les fonctionnaires de Brest, p. 1410 (Document n° 9333). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Darou tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence, p. 1640 (Document n° 9402). — Dépôt du rapport par Fievez, p. 2164 (Document n° 9524). — Discussion, p. 2439.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Barthélemy tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi, aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, p. 5834 (Document n° 10714). — Dépôt du rapport par M. Ginestet, p. 9596 (Document n° 11762).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Meck tendant à inviter le Gouvernement à proroger l'indemnité des difficultés administratives dont bénéficient les fonctionnaires des

départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, p. 6939 (Document n° 11066). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mondon tendant à inviter le Gouvernement à reconduire l'indemnité de difficultés administratives aux fonctionnaires résidant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 6939 (Document n° 11067). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Schaff tendant à inviter le Gouvernement à proroger les dispositions des décrets des 17 septembre 1946 et 27 septembre 1949 accordant une indemnité dite de « difficultés administratives » aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7023 (Document n° 11074). — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à proroger et à revaloriser l'indemnité pour difficultés administratives allouées aux personnels civils de l'Etat en service dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, p. 7403 (Document n° 11156). — Dépôt du rapport par M. Schaff, p. 8798 (Document n° 11345).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif à l'aménagement de la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat, p. 4849 (Document n° 10308).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant à attribuer aux personnels civils et militaires de l'Etat, dans les conditions du décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, une majoration de reclassement qui ne saurait être inférieure: 1° aux deux tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1950; 2° aux quatre tiers de la majoration perçue au titre du décret susvisé pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1950; 3° au double de la majoration fixée par le décret susvisé à partir du 1^{er} janvier 1951, p. 2163 (Document n° 9517).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gresa tendant: 1° à réaligner, à compter du 1^{er} janvier 1950, la revalorisation effective des traitements, soldes et retraites des fonctionnaires civils et militaires en fixant le minimum vital défini à l'article 32 du statut de la fonction publique à compter du 1^{er} janvier 1950 sur la base du budget type établi au conseil supérieur de la fonction publique, à 19.000 francs par mois, soit 228.000 francs annuellement; 2° à porter le traitement net à l'indice 100 à 22.800 francs par mois par application du 120 p. 100 prévu à l'article 32 du statut de la fonction publique, p. 2163 (Document n° 9548).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Jacques Gresa tendant: 1° à revaloriser à compter du 1^{er} septembre 1950 les traitements et retraites des fonctionnaires et agents des services publics par la fixation du traitement de base à l'indice 100 par référence au salaire moyen de la métallurgie parisienne, conformément aux règles retenues en 1947-1948 pour l'établissement des échelles de traitement dans le cadre du reclassement de la fonction publique; 2° à verser à tous les fonctionnaires et retraités un acompte mensuel uniforme au moins égal au douzième de la majoration annuelle du traitement de base, soit 4.250 francs, à partir du 1^{er} septembre 1950, p. 7970 (Document n° 11362).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Raulin-Laboureur tendant à interdire les saisies et oppositions sur l'indemnité législative des parlementaires pères de plus de trois enfants, ainsi que, dans tous les cas, les oppositions abusives, p. 9115 (Document n° 11652).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Renard tendant à inviter le Gouvernement à: 1° retirer les forces de police des entreprises dans le personnel est en grève; 2° accorder aux salariés de la fonction publique une prime mensuelle de 3.000 francs, p. 2046 (Document n° 9487).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Yves Fagon tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser d'urgence les rémunérations des agents de l'Etat les plus défavorisés, p. 3962 (Document n° 10075).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mathieu tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les abattements de zones: 1° en matière de prestations familiales sur le territoire métropolitain; 2° ainsi que pour les avantages accessoires des traitements des fonctionnaires, p. 3106 (Document n° 804).

DÉFENSE NATIONALE

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Michelet tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour les officiers généraux du cadre de réserve le régime du paiement mensuel et à terme échu de leur solde (n°s 7041, 7579), p. 487.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Mouton sur la proposition de loi de M. Boulavand tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945 (n° 8617), p. 556 (Document n° 9060). — Discussion sur l'urgence, p. 3366; adoption au scrutin, p. 3367; discussion et disjonction de la proposition de loi, p. 3369.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theilén tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions: 1° pour étudier les possibilités d'augmentation du prêt; 2° pour accorder un voyage gratuit aller et retour aux militaires du contingent, p. 7375 (Document n° 11136). — Retrait, p. 9039.

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Joinville tendant à ouvrir aux militaires non officiers accomplissant une période de réserve le droit à la solde mensuelle versée aux militaires non officiers de même grade et de même ancienneté servant par contrat au delà de la durée légale, p. 934 (Document n° 9138).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcellin tendant à augmenter les soldes des militaires du contingent, p. 7401 (Document n° 11152).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Michelet tendant à la prise en considération pour la fixation de l'échelon de solde des officiers et sous-officiers F. F. I. intégrés dans l'armée, de l'ancienneté totale des services civils accomplis antérieurement, p. 8199 (Document n° 11422).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Billat tendant à accorder à tous les militaires servant pendant la durée légale une prime exceptionnelle de 1.000 francs pour les fêtes de Noël et du Jour de l'An, p. 8879 (Document n° 11566).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'occasion de la fête nationale du 11 juillet une prime exceptionnelle de 1.000 francs à chaque soldat et marin du contingent, p. 4563 (Document n° 10313).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Emile Bêche tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, p. 5421 (Document n° 10587).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à réviser d'urgence les taux du prêt des sous-officiers, caporaux et soldats pendant la durée légale du service militaire et à accorder un voyage gratuit aller et retour aux militaires du contingent, p. 8725 (Document n° 11519).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Billat tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les militaires servant pendant la durée légale une prime exceptionnelle pour les fêtes du Jour de l'An, p. 9414 (Document n° 11719).

EDUCATION NATIONALE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thamiar tendant à attribuer une indemnité forfaitaire de fonction, d'un montant égal à 12 p. 100 du traitement moyen, à chaque inspecteur primaire dès le 1^{er} janvier 1951, p. 7588 (Document n° 11212).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Doutrélot tendant à revaloriser l'indemnité dite de « frais de bureau » des inspecteurs de l'enseignement primaire, p. 8060 (Document n° 11405).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Lucie Guérin tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses, dès la première année de leur stage de formation professionnelle, le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement à compter du 1^{er} octobre 1950, p. 9115 (Document n° 11636).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Giovoni tendant à inviter le Gouvernement à verser le traitement de fonctionnaires stagiaires aux élèves de l'école normale de la rue d'Ulm et de l'école normale supérieure de Sèvres qui accomplissent une quatrième année, dite de « réparation », p. 1496 (Document n° 9312).

— Dépôt d'une proposition de résolution de Mme Charbonnel tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1951 les crédits nécessaires pour payer le personnel enseignant du second degré, en application du décret 50-1253 du 6 octobre 1950 le rappel qui lui est dû pour les heures supplémentaires effectuées pendant l'année scolaire 1949-1950, p. 9115 (Document n° 11637).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Thamiar tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux suppléants en stage de formation professionnelle dans les écoles normales : 1^o un traitement égal à celui qu'ils percevraient s'ils étaient en exercice ; 2^o un poste à la fin de leur stage dans le département qui les a acceptés comme stagiaires, p. 9198 (Document n° 11678).

FRANCE-D'OUTRE-MER

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Césaire portant fixation des soldes, indemnités et statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer, p. 2043 (Document n° 9483).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures immédiates pour l'amélioration de la condition faite aux fonctionnaires des départements d'outre-mer, p. 222 (Document n° 8966). — Dépôt d'un rapport par M. Rabier sur : I. les propositions de loi : 1^o de M. Valentino tendant à garantir la sécurité d'emploi, l'indépendance civique et la dignité des fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer et à rétablir dans chacun d'eux un taux unique pour la majoration de la solde de présence ; 2^o de M. Césaire portant fixation des soldes, indemnités et statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer ; II. la proposition de résolution de M. Césaire tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures immédiates pour l'amélioration de la condition faite aux fonctionnaires des départements d'outre-mer (nos 1154, 9483, 8966), p. 2164 (Document n° 9532). — Discussion,

p. 2697 ; adoption de la proposition de loi après modification du titre : « Proposition de loi concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion », p. 2712.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1068 (Document n° 226). — Dépôt du rapport par M. Lodeon, p. 1088 (Document n° 230). — Discussion, p. 1096 ; adoption, à l'unanimité, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1107 (rectificatif, p. 1123).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2789 (Document n° 9703). — Rapporteur, M. Maurice Rabier, et discussion, p. 2786 ; adoption de la proposition de loi p. 2787 (Loi n° 50-407 du 3 avril 1950, J. O. du 6 avril 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Lamine-Gueye tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, p. 2 (Document n° 8935). — Dépôt du rapport par M. Lamine-Gueye, p. 337 (Document n° 9106). — Discussion, p. 1106, 1251 ; suite de la discussion, p. 1320, 1334 ; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 1347.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 616 (Document n° 119). — Adoption d'une proposition de résolution tendant à demander à l'Assemblée nationale de prolonger le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur la proposition de loi, p. 681.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 1639 (Document n° 9421). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1968 (rectificatif, p. 2166).

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée, p. 844. Adoption d'une motion demandant à l'Assemblée nationale de prolonger une nouvelle fois le délai qui lui est imparti pour formuler son avis sur ladite proposition de loi, p. 832.

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de résolution, p. 2046 (Document n° 9473). — Adoption de la proposition de résolution, p. 2123.

Conseil de la République. — Communication de la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, p. 884. — Dépôt du rapport de M. Lassalle-Séré sur la proposition de loi, p. 951 (Document n° 188). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Saller, p. 983 (Document n° 206). — Discussion, p. 1015, 1034 ; adoption, au scrutin, de l'avis sur la proposition de loi, p. 1055 (rectificatif, p. 1122, 1149).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 2757 (Document n° 9685). — Dépôt du rapport par M. Lamine-Gueye, p. 3315 (Document n° 9862). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Burlot, p. 3735 (Document n° 9968). — Discussion, p. 4822 ; adoption, au scrutin, de la proposition de loi, p. 4827 (rectificatif, p. 5002) (Loi n° 50-772 du 30 juin 1950, J. O. du 1^{er} juillet 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à considérer le cas des fonctionnaires des départements d'outre-mer en ce qui concerne le paiement des journées de grève et les sanctions éventuelles qu'il pourrait prendre, p. 3315 (Document n° 9856). — Dépôt du rapport par M. Véry, p. 3335 (Document n° 9882). — Discussion, p. 3754 ; adoption, p. 3758.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Symphor tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour revaloriser dans le plus bref délai possible les traitements des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, conformément au principe de l'assimilation et aux conditions économiques de ces départements, p. 432 (Document n° 54). — Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 487 (Document n° 64). — Discussion, p. 496 ; adoption, à l'unanimité, p. 501.

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cornu tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour ne pas relenir, à titre exceptionnel, sur les traitements des fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer, le montant des jours de grève, p. 1183 (Document n° 270). — Dépôt du rapport par M. Cornu, p. 1193 (Document n° 283). — Discussion, p. 1325. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Cornu, p. 1350 (Document n° 322). — Discussion et adoption de la proposition de résolution après modification du titre : « Résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les fonctionnaires des quatre départements d'outre-mer des pertes d'appointements qu'ils ont subies pendant la période exceptionnelle comprise entre le 6 mars et le 8 avril 1950 », p. 1351.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Diort Hamani tendant à fixer les conditions d'attribution de soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, p. 1251 (Document n° 9267).

INTÉRIEUR

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité de traitement à tous les échelons des juges de paix algériens avec leurs collègues métropolitains et à élargir les cadres dans les classes supérieures, p. 379 (Document n° 9000). — Dépôt d'une proposition

de résolution de M. Rabier tendant à inviter le Gouvernement à revoir la situation judiciaire des juges de paix algériens et à leur accorder la parité de traitement avec leurs collègues métropolitains, p. 635 (Document n° 9071). — Dépôt du rapport par M. Rabier, p. 2523 (Document n° 9510).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capitain tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement judiciaire des personnels de la police municipale de Paris, p. 2329 (Document n° 9575).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une allocation nocturne spéciale pour services de nuit pour les fonctionnaires de la police, p. 4618 (Document n° 10260).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Loison tendant à inviter le Gouvernement à porter remède à la situation défavorable de la police en tenue (sûreté nationale) en matière de traitements, résultant de l'application de la loi sur le reclassement des fonctionnaires, p. 1192 (Document n° 281).

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux agents des postes, télégraphes et téléphones ayant un traitement supérieur à 120.000 F le bénéfice du paiement des heures supplémentaires pour les travaux éventuellement effectués dans l'intérêt du service, au cours de repos ne pouvant être rendus, p. 3901 (Document n° 10033).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi tendant à faire voter aux agents des travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées les diverses indemnités et le supplément familial de salaire non payés depuis plusieurs mois dans de nombreux départements, p. 1506 (Document n° 9351).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Penoy tendant à inviter le Gouvernement à présenter de toute urgence le projet de loi tendant à ouvrir les crédits supplémentaires indispensables au paiement d'indemnités diverses et de supplément familial de salaire dus sur l'exercice 1949 aux agents de travaux et conducteurs de chantiers des ponts et chaussées, p. 1666 (Document n° 9424). — Dépôt du rapport par M. Dutard, p. 2330 (Document n° 9580).

Transfert de corps. — V. Anciens combattants et victimes de la guerre.

Transfusion sanguine. — V. Centre national de la transfusion sanguine.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cordonnier tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire figurer le groupe sanguin sur la carte d'identité et pour encourager la détermination des groupes sanguins, p. 4538 (Document n° 10212). — Dépôt du rapport par M. Cordonnier, p. 5905 (Document n° 10721). — Discussion et adoption, p. 6216.

— Dépôt d'un projet de loi sur l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés, p. 3335 (Document n° 9874). — Dépôt du rapport par M. Maurice Frédet, p. 9712 (Document n° 11791).

Transports aériens. — V. Assurances sociales. — Transports et voies de communication.

Transports et voies de communication. — V. Chemins de fer (interpellations et questions orales). — Marine marchande. — Pensions et retraites (agents des chemins de fer).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Minjoz tendant à inviter le Gouvernement à mettre l'ensemble des moyens de transports sous la direction d'un organisme unique, p. 470 (Document n° 9039).

AUTOMOBILES

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. René Kuehn sur la proposition de loi de M. Pflimlin tendant à réprimer le trafic des véhicules automobiles volés ou détournés (n° 2637), p. 9116 (Document n° 11634).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles en vue de procéder à une vérification de l'état civil des véhicules à l'occasion du changement des cartes grises, p. 4021 (Document n° 10109). — Dépôt du rapport par M. Alfred Coste-Floret, p. 5385 (Document n° 10576).

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

— Autorails.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cartier tendant à inviter le Gouvernement à présenter avant le 1^{er} mai 1950 un programme de fabrication d'autorails, afin d'en doter nos lignes secondaires, et de voitures métalliques présentant un maximum de confort et de sécurité pour les usagers de la S. N. C. F.

et à accorder à cette société les crédits nécessaires pour lui permettre de passer les commandes correspondant à ce plan, p. 1882 (Document n° 9128). — Dépôt du rapport par M. Marius Catrice, p. 3632 (Document n° 9923).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cartier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour financer un programme de fabrication de 1.000 autorails afin d'en doter les lignes secondaires, de 250 locomotives Diesel électriques en vue de la modernisation des triages et dépôts, et de 5.000 voitures métalliques pour supprimer les voitures en bois qui ne répondent pas aux conditions de sécurité indispensables, p. 1451 (Document n° 11193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à remettre en circulation l'autorail Troyes-Vitry-le-François et vice versa, p. 9752 (Document n° 11797).

Voir également à la rubrique suivante: *Matériel*.

— Exploitation.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Watten-Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten-Gravelines, p. 3334 (Document n° 9867).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Couterne-Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé, p. 3665 (Document n° 9945) (*rectificatif*, p. 3736). — Dépôt d'une lettre rectificative, p. 8059 (Document n° 11393).

— Dépôt d'un projet de loi portant déclassement des lignes d'intérêt général de Marcq-Saint-Juvin à Dun-Doulcon et de Saulmory à Baroncourt et de leurs raccordements, à l'exclusion du raccordement de Baroncourt-Est, p. 8260 (Document n° 11432).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Goudoux tendant à la reconstruction du tronçon de la ligne de chemin de fer entre Bort et Eygurande, noyé par la retenue du barrage de Bort, et à la continuité du trafic sur la ligne de chemin de fer Paris-Aurillac-Béziers, p. 5700 (Document n° 10668).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic marchandises sur la ligne Auray-Pontivy et à rétablir le trafic voyageurs interrompu depuis le 2 octobre 1949, p. 162 (Document n° 8916).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité la ligne de chemin de fer de Digne à Nice, p. 7534 (Document n° 11193).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire du service voyageurs sur la ligne de Ossès à Saint-Etienne-de-Baigorry, p. 8060 (Document n° 11400).

— Matériel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bour tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un programme de construction de matériel de transport ferroviaire, p. 935 (Document n° 9147). — Dépôt du rapport par M. Bour, p. 2017 (Document n° 9469). — Adoption, p. 5715.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Rosenblatt tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le démantèlement et le transfert des machines-outils des ateliers de chemin de fer de Mulhouse (Haut-Rhin), p. 5842 (Document n° 90719). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 7293 (Document n° 11118).

— Dépôt d'un projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, p. 9115 (Document n° 11618).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Calas tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements Fougaz à Béziers, afin d'éviter tout licenciement de personnel, p. 5384 (Document n° 10581).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Cherrier tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que le ministère des transports puisse assurer, comme par le passé, une charge de travail aux usines de réparations de wagons d'Orvaul et de la Précision moderne de Vierzon (Cher), afin d'éviter la fermeture de ces deux usines et tout licenciement de personnel, p. 5344 (Document n° 10516).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boutard tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale du personnel de la C. I. M. T. à Saint-Pierre-des-Corps, p. 5775 (Document n° 10604).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la Société nationale des chemins de fer français les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des établissements: Atelier de réparation de matériel ferroviaire de Saint-Denis-de-l'Île (Loiret), afin d'assurer l'activité normale du personnel de cette entreprise et d'éviter tout nouveau licenciement, p. 6528 (Document n° 10558).

— Passages à niveau.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Bourbon tendant à inviter le Gouvernement: 1^o à accorder un premier crédit de 2.500.000 francs pour indemniser les familles des

vingt-cinq victimes de l'accident du passage à niveau de Saint-Amour; 2° à prendre des mesures d'extrême urgence pour la suppression des passages à niveau, p. 5400 (Document n° 10585).

— Personnel.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Marius Cartier tendant à interdire tout licenciement de cheminots, tout démembrement de la Société nationale des chemins de fer français (suppression ou suspension de trafic, fermeture d'atelier) sans vote préalable du Parlement, p. 3962 (Document n° 10065). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 5421 (Document n° 10608).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à accorder, à partir du 1^{er} janvier 1950, à tous les cheminots, une prime de 8.000 francs par mois, en attendant la revalorisation de leur traitement, p. 3962 (Document n° 10066) (rectificatif, p. 4144). — Dépôt du rapport par M. Morand, p. 5421 (Document n° 10606).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Marius Cartier tendant à inviter le Gouvernement à donner son agrément à la fixation du salaire minimum vital garanti à 17.500 francs, sans abattement de zone, pour le personnel de la Société nationale des chemins de fer français et l'application du coefficient 120 pour le personnel du cadre permanent, p. 7343 (Document n° 11127) (rectificatif, p. 7591). — Dépôt du rapport par M. Albert Schmitt, p. 9189 (Document n° 11661).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Capdeville tendant à inviter le Gouvernement à tenir les promesses d'améliorations de salaire faites au personnel de la Société nationale des chemins de fer français par les accords du 4 mars 1950, p. 4142 (Document n° 10149).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Schmitt tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'arrêt du conseil d'Etat en date du 4 février 1949, p. 6037 (Document n° 10755).

Voir également à la rubrique précédente (matériel).

— Ponts.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Midol sur la proposition de résolution de M. Greffier tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour la construction du pont de chemin de fer des Andelys (Eure) (n° 6678), p. 1033 (Document n° 9206). — Adoption de la proposition de résolution, p. 1367.

— Subventions.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Glavonni tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 afin d'empêcher la suppression de la subvention prévue pour le fonctionnement et l'entretien des chemins de fer corsés, p. 3846 (Document n° 10023).

— Tarifs.

Conseil de la République. — Dépôt d'un rapport de M. Bertaud sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au mode d'application des surtaxes locales temporaires sur les transports de marchandises et d'animaux par chemin de fer, pour tenir compte des propositions de la Société nationale des chemins de fer français, homologuées par décisions du ministre des travaux publics et des transports en date des 8 avril 1944 et 1^{er} août 1945, portant aménagement des tarifs généraux et spéciaux et concernant: d'une part, la réduction de 6 à 3 des séries de la classification générale des marchandises; d'autre part, la création de nouveaux régimes des transports substitués aux régimes de grande et de petite vitesse (n° 878, année 1949), p. 468 (Document n° 62). — Adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 555.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1386 (loi n° 50-327 du 15 mars 1950, J. O. du 18 mars 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Lucien Midol sur le projet de loi relatif au nouveau mode de perception des surtaxes locales temporaires perçues sur le trafic marchandises des chemins de fer rendu nécessaire par la mise en vigueur de l'article 87 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 prescrivant le retrait des pièces de monnaie de 0,10 franc et de 0,20 franc (n° 3096), p. 440 (Document n° 9021). — Adoption du projet de loi, p. 968.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 512 (Document n° 77). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 856 (Document n° 177). — Discussion, p. 964; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 962.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 2522 (Document n° 9642). — Dépôt du rapport par M. Midol, p. 3022 (Document n° 9782). — Adoption, p. 3331 (Loi n° 50-560 du 19 mai 1950, J. O. du 20 mai 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Vermeersch tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », p. 1314 (Document n° 9234). — Arbitrage sur l'urgence, p. 1714. — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 2104 (Document n° 9607). — Discussion, p. 2275, renvoi à la commission, au scrutin, d'un contre-projet, p. 2284. — Renvoi de la suite de la discussion d'urgence, p. 2431. — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Jean Cayeux, p. 2627 (Document n° 9652). — Suite de la discussion, p. 3355; adoption après modification du titre: Proposition de loi tendant à accorder des facilités de transport par

chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale, p. 3356.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1192 (Document n° 286). — Dépôt du rapport par M. Vourc'h, p. 1304 (Document n° 310). — Discussion, p. 1364; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1367.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur la proposition de loi, p. 3823 (Document n° 10012). — Dépôt du rapport par M. Jean Cayeux, p. 4142 (Document n° 10154). — Adoption de la proposition de loi après modifications, p. 5655 (Loi n° 50-591 du 1^{er} août 1950, J. O. du 3 août 1950).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Mokhari tendant à accorder aux fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou des territoires d'outre-mer exerçant leurs attributions en France, le bénéfice de la gratuité des transports dans les mêmes conditions que pour les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements, pays ou territoires, p. 379 (Document n° 9999). — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Sportisse tendant à accorder aux fonctionnaires originaires d'Afrique du Nord, de Corse, des départements et des territoires d'outre-mer exerçant en France, le bénéfice du transport maritime gratuit à l'occasion de leur congé, p. 2122 (Document n° 9510). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gérard Jaquet tendant à compléter la loi n° 49-1072 du 2 août 1949 pour faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord, des départements ou territoires d'outre-mer exerçant dans la métropole, des mêmes avantages pour la gratuité des transports lors de leurs congés que les fonctionnaires métropolitains exerçant dans ces départements ou territoires, p. 2163 (Document n° 9530). — Dépôt du rapport par M. Serre, p. 2415 (Document n° 9633).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Ballanger sur la proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service (n° 8869), p. 2241 (Document n° 9564). — Dépôt d'un avis de la commission des moyens de communication et du tourisme par M. Pournadère, p. 3023 (Document n° 9785). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Froment, p. 3902 (Document n° 10038).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Allenneau sur la proposition de loi de M. Gilles Gozard tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers pour se rendre sur le lieu de leur travail (n° 7615), p. 8396 (Document n° 11463).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Pournadère tendant à accorder une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de transports de la Société nationale des chemins de fer français aux bénéficiaires des billets « congés payés » avec accès à tous les trains et s'étendant aux membres de la famille obligés de voyager isolément, p. 1338 (Document n° 9313). — Dépôt du rapport par M. Pournadère, p. 3022 (Document n° 9784).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Morand tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades: 1° la réduction de 50 p. 100 sur les tarifs de chemin de fer; 2° la franchise postale, p. 3846 (Document n° 10028). — Dépôt du rapport par M. André Dufour, p. 4873 (Document n° 10304).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Palewski tendant à inviter le Gouvernement à prendre toute disposition nécessaire pour que les enfants mineurs dont les deux parents, un des parents ou personne qui les avaient à charge ont été tués par suite des conséquences de la guerre (bombardement, accident ferroviaire, etc.) aient droit à un voyage gratuit chaque année pour se rendre sur le lieu de la sépulture, p. 2163 (Document n° 9511) (rectificatif, p. 2334). — Dépôt du rapport par M. Emile-Louis Lambert, p. 8798 (Document n° 11549).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gautier portant suppression de la majoration du prix des cartes hebdomadaires de travail de la Société nationale des chemins de fer français, p. 1007 (Document n° 9166).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Touchard tendant à étendre, aux ascendants et descendants directs des personnes tuées par bombardements pendant la dernière guerre, les mêmes avantages de transport accordés aux parents de soldats ou de victimes civiles qui ont obtenu la mention « Mort pour la France », p. 2103 (Document n° 9497).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Marcelle Rumeau tendant à rétablir les avantages tarifaires consentis antérieurement à 1947 par la Société nationale des chemins de fer français à tout transport de jeunes de moins de 21 ans se rendant en camp ou en colonie de vacances, p. 2240 (Document n° 9561).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Airoldi tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 p. 100 aux organisations de plein air et de jeunesse, p. 2329 (Document n° 9610).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Faraud portant réduction sur le prix du voyage de grandes vacances des étudiants bénéficiaires de la sécurité sociale, p. 4021 (Document n° 10093).

— Dépôt d'une proposition de loi de Mme Ginollin tendant à accorder la gratuité ou des réductions de transports pour les enfants partant en vacances, p. 4021 (Document n° 10097).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schauflier tendant à modifier les conditions d'attribution du permis de circulation sur le réseau de la Société nationale des chemins de fer français dit permis de « visites aux tombes » établi par l'article 10 de la loi du 29 octobre 1921, p. 5383. (Document n° 10547).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tourné tendant à reconstruire la convention passée entre le ministère des anciens combattants et la Société nationale des chemins de fer français, relative à la carte à double barre rouge dont sont titulaires un certain nombre de grands mutilés de guerre, p. 9039 (Document n° 11611).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gabriel Paul tendant à accorder une réduction de tarif de 50 p. 100 sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français aux scolaires, étudiants, apprentis se rendant en vacances dans leur famille, p. 9189 (Document n° 11668).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mazier tendant à inviter le Gouvernement à faire accorder une fois par an aux vieux travailleurs et aux retraités une réduction de tarif sur les transports, p. 5384 (Document n° 10548).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Camphin tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement le décret d'application de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950 accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager versé au titre d'un régime de sécurité sociale, p. 7589 (Document n° 11218).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Albert Rigal tendant à inviter le Gouvernement à créer des garages de bicyclettes dans les gares de la Société nationale des chemins de fer français et à instituer, en faveur des travailleurs bénéficiant de cartes hebdomadaires, mensuelles ou annuelles de travail, une carte d'abonnement de consigne de bicyclette à tarif réduit, p. 7648 (Document n° 11234) (rectificatifs, p. 7747, 9314).

Voir également à la rubrique suivante: *Transports ferroviaires et routiers.*

CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet-Avoine-Beaumont, de la ligne de Port-Boulet à Port-de-Piles, p. 1562 (Document n° 9385).

— Dépôt d'un rapport de M. Morand sur la proposition de résolution de M. Signor tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer Quimper-Pennmarc'h et à compléter sur cette ligne le trafic marchandises par le trafic voyageurs, n° 8327, p. 1496 (Document n° 9339). — Arbitrage sur la demande d'urgence, p. 1666, 1672.

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dufour tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à la Mure (Isère), p. 1098 (Document n° 9170). — Dépôt du rapport par M. Dufour, p. 3963 (Document n° 10055).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Barel tendant à inviter le Gouvernement à confier aux départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône l'exploitation par autobus de la ligne Nice-Meyrargues, p. 2854 (Document n° 9760). — Dépôt du rapport par M. Barel, p. 3632 (Document n° 9924).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Michel tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en service la ligne ferroviaire Pierrelatte-Nyons, p. 2854 (Document n° 9763).

NAVIGATION INTÉRIEURE

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guiguen tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre les installations de pompage nécessaires pour rendre navigable toute l'année la section Nantes-Redon du canal de Nantes à Brest, p. 162 (Document n° 8945). — Dépôt du rapport par M. Morand, p. 3632 (Document n° 9922).

GARES ROUTIÈRES DE VOYAGEURS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prévoyant la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs, p. 6936 (Document n° 11026). — Dépôt du rapport par M. Allonneau, p. 9116 (Document n° 11640). — Adoption du projet de loi après modification du titre: « *Projet de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2497 du 24 octobre 1945 sur les gares routières de voyageurs, en vue de permettre la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs* », p. 9764.

Voir également à la rubrique suivante: *Police des chemins de fer.*

POLICE DES CHEMINS DE FER

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Bour sur le projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières (n° 2901), p. 2828 (Document n° 9660). — Adoption, p. 3330.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1303 (Document n° 306). — Dépôt du rapport par M. Bertaud, p. 1932 (Document n° 493). — Discussion, p. 2079; adoption de l'avis sur le projet de loi, p. 2080.

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 5776 (Document n° 10685). — Dépôt du rapport par M. Bour, p. 6038 (Document n° 10777). — Adoption du projet de loi avec modification, p. 6616 (Loi n° 50-985 du 17 août 1950, J. O. du 18 août 1950).

ROUTES, CHEMINS ET PONTS

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi prorogeant le délai imparti pour les expropriations nécessaires à la construction d'un pont sur la Seine à Tancarville, p. 7146 (Document n° 11160). — Dépôt du rapport par M. Pineau, p. 8451 (Document n° 11485). — Adoption du projet de loi, p. 9472.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3330 (Document n° 883).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi portant ratification de la convention passée entre l'Etat et la chambre de commerce du Havre en vue de la concession à cette dernière de la construction et de l'exploitation d'un pont sur la Seine à Tancarville, p. 9457 (Document n° 11743).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la reconstruction définitive du pont de Château-Rouge, à Tourcoing (Nord), p. 2853 (Document n° 9724).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement: 1° à augmenter la tranche de crédits accordés au département du Nord pour l'entretien et l'amélioration de son réseau routier; 2° à décider d'entreprendre la construction de l'autoroute Paris-Lille au cours de l'année 1950, p. 3632 (Document n° 9927).

TRANSPORTS AÉRIENS

Assemblée nationale. — Adoption de la proposition de résolution de M. Midol tendant à inviter le Gouvernement à établir le statut du personnel de la Compagnie Air France (n° 8353, 8729), p. 488.

— Dépôt d'un rapport de M. Bouret sur le projet de loi portant organisation de l'aéronautique marchande (n° 4512, 5161), p. 298 (Document n° 8966).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Livry-Level portant statut du personnel navigant de l'aéronautique civile, p. 2853 (Document n° 9739). — Dépôt du rapport par M. Livry-Level, p. 5700 (Document n° 10673). — Dépôt d'un avis de la commission de la défense nationale par M. Lécivain-Servoz, p. 8396 (Document n° 11465).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Mouton tendant à suspendre les licenciements et les déplacements forcés des travailleurs d'Air France, du centre de Marignane, et à réintégrer ceux déjà licenciés ou déplacés, qui en feront la demande, p. 6528 (Document n° 10660).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Lucien Lambert tendant à inviter le Gouvernement: 1° à suspendre la réalisation du plan d'expropriation des terrains et immeubles envisagé à Marignane, tant que n'auront pas été consultés les propriétaires, locataires, fermiers et méayers intéressés, afin de tenir compte des modifications, par eux demandées, à ce plan; 2° à restituer aux anciens propriétaires les terrains déjà expropriés et jusqu'ici inutilisés, p. 6529 (Document n° 10859).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Livry-Level tendant à inviter le Gouvernement à améliorer l'aérodrome de Beauville-Saint-Gratien, p. 8981 (Document n° 11588).

TRANSPORTS FERROVIAIRES ET ROUTIERS

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Aubry tendant à inviter le Gouvernement à assurer d'urgence au chien-guide de l'aveugle la gratuité du voyage dans toutes les voitures de transports en commun publiques ou privées utilisées par son maître, p. 3901 (Document n° 10040). — Dépôt du rapport par M. Roçlore, p. 4142 (Document n° 10153). — Adoption de la proposition de résolution, p. 4382.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport par M. Paul Boulet sur la proposition de résolution de M. Mora tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports (n° 8543), p. 866 (Document n° 9118). — Dépôt d'un avis de la commission de moyens de communication, p. 1389 (Document n° 9329).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Patinaud tendant à accorder aux mutilés et invalides du travail une réduction sur les tarifs de chemins de fer et des entreprises routières de remplacement de trains, p. 4872 (Document n° 10315). — Dépôt d'un rapport par M. Marcel Noël sur: 1° la proposition de loi de M. Cordonnier tendant à accorder, pour les mutilés du travail, des réductions sur les transports (Société nationale des chemins de fer français, services et entreprises de transports départementaux ou locaux); 2° la proposition de loi de M. Patinaud tendant

à accorder aux mutilés et invalides du travail une réduction sur les tarifs de chemins de fer et des entreprises routières de remplacement de trains (nos 2613, 10345), p. 7568 (Document n° 11205).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de Mme Ginollin tendant à accorder le transport gratuit aux jeunes filles et jeunes gens sans emploi, p. 1640 (Document n° 9408). — Dépôt du rapport par Mme Reyraud, p. 7335 (Document n° 11293).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi tendant à la réorganisation des transports ferroviaires et routiers et à l'assainissement financier de la Société nationale des chemins de fer français, p. 8059 (Document n° 11378).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Poumadère tendant à la suppression de l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier afin que l'Assemblée nationale, en application de la loi du 3 septembre 1947, puisse légiférer en matière de coordination du rail et de la route, p. 1092 (Document n° 9217).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Midol tendant à instituer une prime de transport en faveur des salariés de la région parisienne, p. 1106 (Document n° 9226).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bouxom tendant à accorder sur les lignes routières remplaçant les lignes de la Société nationale des chemins de fer français des réductions aux voyageurs de commerce, p. 2789 (Document n° 9707).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à étendre aux lignes de transport routier les réductions de tarif accordées à certaines catégories de voyageurs sur les réseaux ferroviaires, p. 4949 (Document n° 10328).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Bour tendant à faire bénéficier les veuves de guerre d'une réduction de 50 p. 100 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et de cars, p. 7835 (Document n° 11313).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux veuves de guerre non remariées une réduction des tarifs de transports de 50 p. 100 sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français et lignes routières parallèles ou de remplacement, p. 8059 (Document n° 11398).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux aveugles civils une réduction de tarif de 50 p. 100 sur les réseaux de la Société nationale des chemins de fer français et les services routiers, et au transport gratuit du guide les accompagnant, p. 9836 (Document n° 11807).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Edmond Michelet tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux entreprises routières de transports publics les réductions de tarifs consenties par la Société nationale des chemins de fer français en faveur de certaines catégories de voyageurs, p. 3901 (Document n° 10034).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de faire bénéficier les mutilés du travail titulaires de la carte de priorité « Station debout pénible » de réductions sur les transports équivalentes à celles accordées aux titulaires de la carte de familles nombreuses, aux mutilés de guerre, aux victimes civiles de la guerre, p. 4720 (Document n° 10265).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Desjardins tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux transports routiers la réduction des tarifs accordée aux titulaires des familles nombreuses sur les réseaux de chemin de fer, p. 5337 (Document n° 10498).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. André Mercier tendant à inviter le Gouvernement à établir la parité des tarifs pour les cartes hebdomadaires d'abonnement des cars de remplacement sur les lignes Beauvais—Compiègne et Chantilly—Senlis avec les tarifs de la Société nationale des chemins de fer français et à construire des abris pour l'attente des cars, p. 7746 (Document n° 11267).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Cornu, Henri Cordier et Jézéquel tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer aux familles nombreuses sur les transports routiers les mêmes avantages de transport que sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, p. 2380 (Document n° 628).

Voir également aux rubriques précédentes: *Chemins de fer d'intérêt général (tarifs) et police des chemins de fer.*

TRANSPORTS DE LA RÉGION PARISIENNE

Assemblée nationale. — Discussion des propositions de résolution: 1° de M. Triboulet tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'Université de Paris une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne; 2° de M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports en commun de la région parisienne; 3° de M. Raymond Guyot tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne (nos 6104, 6165, 6204, 7825, 8773), p. 1344; adoption, à l'unanimité, après modification du titre: « L'Assemblée nationale invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que les étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles

puissent bénéficier d'une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne. », p. 1320.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Raymond Guyot tendant à prendre toutes dispositions utiles afin que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles une réduction de 50 p. 100 sur les transports de la région parisienne, p. 2329 (Document n° 9607).

Travail. — V. *Conventions internationales.* — *Interpellations* nos 21, 54, 74, 121, 123, 128, 155, 171, 216, 251, 258. — *Prisonniers, déportés.*

Travail à domicile. — V. *Code du travail.* — *Impôts (revenus).*

Travail des enfants. — V. *Code du travail.* — *Conventions internationales.* — *Interpellations* n° 274.

Travail noir. — V. *Code du travail (cumul).*

Travail et sécurité sociale (ministère). — V. *Interpellations* n° 259.

ATTACHÉS DU TRAVAIL A L'ÉTRANGER

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Ernest Pezet, tendant à inviter le Gouvernement à créer de nouveaux postes d'attachés du travail dans certains pays étrangers, p. 76 (Document n° 39).

Travailleurs indépendants. — V. *Allocations familiales.*

Travaux. — V. *Construction, reconstruction.*

Travaux publics, transports et tourisme (ministère).

CONSEIL ÉCONOMIQUE DES ROUTES

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Peytel tendant à la création d'un organisme consultatif auprès du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, dénommé conseil économique des routes, p. 7835 (Document n° 11317).

Trésor.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950 (n° 8580), p. 1562 (Document n° 9372). — Dépôt d'une deuxième lettre rectificative, p. 2017 (Document n° 9475). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 2104 (Document n° 9506). — Discussion, p. 2307; adoption de l'ensemble du projet de loi, p. 2329 (*rectificatifs*, p. 3088, 4798, 6234).

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 1143 (Document n° 253). — Dépôt du rapport, p. 4192 (Document n° 280). — Discussion, p. 1235; adoption, au scrutin, de l'avis sur le projet de loi, p. 4259 (*rectificatif*, p. 1352, 1370, 2293).

Assemblée nationale. — Transmission de l'avis sur le projet de loi, p. 3633 (Document n° 9941). — Dépôt du rapport par M. Blocquaux, p. 3822 (Document n° 9988). — Discussion, p. 3956; adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi, p. 3961. (*Loi n° 50-586 du 27 mai 1950, J. O. du 28 mai 1950.*)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951, p. 9896 (Document n° 11817).

Tribunaux. — V. *Code pénal.* — *Interpellations*, nos 46, 161. — *Justice (organisation).* — *Questions orales (Assemblée nationale)*, n° 71 (*Conseil de la République*) n° 32.

Tribunaux administratifs. — V. *Conseils de préfecture.*

Tribunaux de commerce. — V. *Algérie.* — *Code de commerce.*

Tribunaux militaires. — V. *Amnistie.*

Tribunaux paritaires. — V. *Loyers (baux à ferme).*

Tuberculose. — V. *Fonctionnaires (congé de longue durée).* — *Interpellations* n° 77. — *Pensions et retraites (anciens combattants).* — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 33, 39 (*Conseil de la République*, nos 18, 87. — *Transports et voies de communication (transports ferroviaires et routiers).*

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Dominjon tendant à modifier l'ordonnance du 31 octobre 1948 sur la lutte antituberculeuse, p. 7090 (Document n° 11092).

Tuberculose des bovidés. — V. *Agriculture (maladies contagieuses des animaux)*.

Tunisie. — V. *Allocations familiales (travailleurs nord-africains)*. — *Interpellations* nos 60, 458, 173, 206, 215, 220, 291, 312, 316. — *Questions orales (Conseil de la République)* n° 111.

Tunnel. — V. *Questions orales (Conseil de la République)* n° 59.

U

Union française. — V. *Assemblée de l'Union française*. — *Exposition de l'Union française*. — *France d'outre-mer*. — *Pastes (tarifs)*.

Universités. — V. *Hôtels, pensions de famille*. — *Hygiène scolaire et universitaire*.

Urbanisme. — V. *Départements, villes et communes*.

Usines. — V. *Code du travail (régime et durée)*.

V

Vacances. — V. *Colonies de vacances*. — *Enseignement*. — *Pupilles de la nation*. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Valeurs mobilières. — V. *Conventions internationales (impôts)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* n° 172.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Paul Reynaud, tendant à abroger l'article 25 de la loi du 14 février 1942, validée par l'ordonnance du 18 octobre 1945, relative à l'organisation et au fonctionnement du marché financier, p. 4142 (Document n° 10155). — Dépôt du rapport par M. Gaillard, p. 5125 (Document n° 10383). — Adoption de la proposition de loi, p. 5713.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 2142 (Document n° 546). — Lecture du rapport par M. Jacques Masteau, p. 2520 et adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 2521.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 6772. (Loi n° 50-926 du 10 août 1950, J. O. du 11 août 1950.)

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Charpin, tendant à exonérer les propriétaires de petites maisons familiales (H. B. M. et H. L. M.) construites sous le régime de la loi du 5 décembre 1922, dite loi Loucheur, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, p. 3632 (Document n° 9921).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. René Schmitt, tendant à exonérer les propriétaires de petites maisons familiales (H. B. M. et H. L. M.) construites sous le régime de la loi du 5 décembre 1922, dite loi Loucheur, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, p. 3768 (Document n° 9976).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Tinguy, tendant à inviter le Gouvernement à créer une commission de l'épargne mobilière chargée d'étudier le développement de cette catégorie d'épargne, sa défense et son utilisation rationnelle dans l'intérêt de la nation, p. 7835 (Document n° 11314).

Vanille. — V. *Fraudes*.

Véhicules à moteur. — V. *Assurances de toute nature*.

Ventes à crédit.

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Charles Schaufliet, tendant à faciliter l'acquisition de meubles par l'institution de prêts sur gage, p. 1295 (Document n° 9269).

Ventes aux enchères. — V. *France d'outre-mer (code pénal)*. — *Impôts (bénéfices agricoles)*.

Vente d'immeubles par appartements. — V. *Loyers (locaux)*.

Ventes avec primes. — V. *Commerce et industrie (commerce de gros et de détail)*.

Viande. — V. *Exportations et importations*.

Assemblée nationale. — Adoption des propositions de loi: 1° de M. Emile Ilugues, tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande; 2° de M. Siefridt, tendant à modifier la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande (nos 6515, 9100, 7513, 8662) après modification du titre: « Proposition de loi tendant à abroger la loi n° 47-650 du 9 avril 1947 instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande », p. 711.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 512 (Document n° 71). — Dépôt du rapport par M. Charles Cros, p. 596 (Document n° 107). — Adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 684.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 1639. (Loi n° 50-346 du 19 mars 1950, J. O. du 21 mars 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaillard, relative à la substitution d'une taxe unique sur les viandes aux différentes taxes de caractère indirect, p. 5120 (Document n° 10598).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Tournaud, tendant à obtenir pour le marché de la viande un prix minimum à la consommation et une meilleure rémunération aux producteurs, p. 5967 (Document n° 10713).

Victimes de la guerre. — V. *Anciens combattants*. — *Assurances sociales (anciens combattants)*. — *Conventions internationales*. — *Domaine de l'Etat (affectation d'immeubles et de terrains)*. — *Foyers des victimes de guerre*. — *Géomètres experts*. — *Interpellations* nos 11. — *Loyers (baux ruraux)*. — *Pensions et retraites (anciens combattants)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)* nos 156, 159, 161 (Conseil de la République) nos 38, 108. — *Transports et voies de communication (chemin de fer d'intérêt général, transports ferroviaires et routiers)*.

Vieux travailleurs. — V. *Assurances sociales (assurance maladie)*. — *Chasse*. — *Interpellations* n° 120. — *Légion d'honneur*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, 38, 92. — *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général)*.

Villes et communes. — V. *Départements, villes et communes*.

Vincent (Hyacinthe). — V. *Panthéon*.

Viticulture. — V. *Algérie (décisions de l'assemblée algérienne)*. — *Cour de justice (Haute)*. — *Credit public, emprunts de l'Etat*. — *Enquêtes parlementaires*. — *Impôts (bénéfices agricoles)*. — *Loyers (baux ruraux)*. — *Questions orales (Assemblée nationale)*, nos 24, 30, 47, 89, (Conseil de la République) n° 121.

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport supplémentaire de M. Sourbet sur la proposition de loi de M. Jean-Raymond Guyon tendant à modifier les articles 2, 7 et 8 de la loi du 18 août 1948 créant le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (nos 7058, 7585), p. 936 (Document n° 9130). — Discussion, p. 2673; adoption de la proposition de loi, p. 2675.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 1416 (Document n° 243). — Dépôt du rapport par M. Brettes, p. 1233 (Document n° 293). — Discussion, p. 1368; adoption de l'avis sur la proposition de loi, p. 1369.

Assemblée nationale. — Avis conforme du Conseil de la République, p. 3821. (Loi n° 50-601 du 31 mai 1950, J. O. du 1^{er} juin 1950.)

Assemblée nationale. — Dépôt d'un projet de loi relatif au degré minimum des vins de coupage, p. 8059 (Document n° 11386). — Dépôt du rapport par M. Guille, p. 8303 (Document n° 11447). — Dépôt d'un rapport supplémentaire par M. Guille, p. 9039 (Document n° 11603). — Adoption, p. 9471.

Conseil de la République. — Transmission du projet de loi, p. 3390 (Document n° 881).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Blocquaux sur les propositions de loi: 1° de M. Charpentier modifiant le statut viticole champenois (délimitation de la Champagne); 2° de M. Marcel Noël tendant à modifier l'article 17 de la loi du 6 mai 1919 relatif à l'aire de production en Champagne délimitée (nos 7483, 8840), p. 837 (Document n° 9110). — Adoption de la proposition de loi après modification du titre: *Proposition de loi complétant l'article 18 de la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine*, p. 9134.

Conseil de la République. — Transmission de la proposition de loi, p. 3178 (Document n° 853).

Assemblée nationale. — Dépôt d'un rapport de M. Blocquaux sur les propositions de loi: 1° de M. Anxionnaz tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole; 2° de M. Angeletti tendant à compléter l'article 671 du code civil pour les plantations dans la région de la Champagne viticole (nos 2597, 2843), p. 379 (Document n° 9003).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Guille relative aux apports de vendanges, p. 2941 (Document n° 9771). — Dépôt du rapport par M. Gourdon, p. 3345 (Document

n° 9819). — Dépôt d'un avis de la commission des finances par M. Charles Barangé, p. 4142 (Document n° 10152).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Tourné tendant à inviter le Gouvernement à accorder une prime de 50 F le degré hecto à tous les vins de qualité supérieure bénéficiant d'une destination spéciale en vue de la fabrication d'apéritifs, p. 7181 (Document n° 11180). — Dépôt du rapport par M. Llanté, p. 9720 (Document n° 11778).

Assemblée nationale. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gourdon portant organisation du marché des vins de consommation courante et tendant à assurer la sécurité des viticulteurs en leur permettant de bénéficier de prix de vente garantis et en les assurant contre les calamités agricoles et à protéger les consommateurs contre les risques de pénurie et de hausse des prix du vin, p. 6938 (Document n° 11062).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Delcos tendant à réprimer la fraude sur le vin, à réduire les charges fiscales de façon à assurer la normalisation des marchés par l'accroissement de la consommation, p. 7217 (Document n° 11135).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à abroger l'article 3 de la loi n° 779 du 13 août 1942 relative au ravitaillement en vin de la métropole, p. 8059 (Document n° 11396).

— Dépôt d'une proposition de loi de M. Gros tendant à accorder des exonérations de caractère spécial aux viticulteurs dont les rendements de la récolte de 1950 n'atteignent pas les seuils d'exonération établis pour l'exercice de 1950 en matière de taxe proportionnelle et de surtaxe progressive concernant le vin, p. 9836 (Document n° 11808).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Guille tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux viticulteurs victimes des dégâts causés par les récents orages, p. 4085 (Document n° 10136).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 10 mil-

lions pour indemniser les viticulteurs du Gard sinistrés par l'orage de grêle du 16 juin 1950, p. 5082 (Document n° 10374).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Anxiennaz tendant à inviter le Gouvernement à allouer des secours et indemnités de 180 millions aux vignerons victimes de la grêle et des orages dans le département de la Marne, p. 5125 (Document n° 10382).

— Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paumier tendant à inviter le Gouvernement: 1° à supprimer les comités agricoles régionaux et la commission nationale des investissements; 2° à classer les caves coopératives parmi les activités prioritaires en matière de crédit; 3° à maintenir les subventions pour ces caves au budget de l'agriculture; 4° à prolonger pour la coopérative viticole les prêts à long terme jusqu'à vingt-cinq et trente ans, p. 5381 (Document n° 10574).

Conseil de la République. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Monnerville tendant à la création de « vergers de raisins de table » et à la délimitation des aires de production, p. 1932 (Document n° 495).

Assemblée nationale. — Transmission de la proposition de loi p. 5381 (Document n° 10539).

Vote obligatoire. — V. *Elections.*

Voyageurs de commerce. — V. *Transports et voies de communication (chemins de fer d'intérêt général).*

W

Wagons. — V. *Transports (chemins de fer, matériel).*

Wallis et Futuna. — V. *France d'outre-mer.*